



**HAL**  
open science

# Mobilisations écologistes dans (et contre) le Grand Paris : une ethnographie des collectifs en lutte à Gonesse, Romainville et La Courneuve

Louise Bollache

► **To cite this version:**

Louise Bollache. Mobilisations écologistes dans (et contre) le Grand Paris : une ethnographie des collectifs en lutte à Gonesse, Romainville et La Courneuve. Sociologie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2022. Français. NNT : 2022PA01E054 . tel-04007691

**HAL Id: tel-04007691**

**<https://theses.hal.science/tel-04007691v1>**

Submitted on 28 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON SORBONNE**  
**École doctorale d'économie Panthéon-Sorbonne**

Laboratoire de rattachement : Centre Européen de Sociologie et de  
Sciences Politiques (CESSP)

THÈSE

Pour l'obtention du titre de Docteur en Sociologie  
Présentée et soutenue publiquement  
le 7 décembre 2022 par

**Louise BOLLACHE**

**Titre de la thèse**

**Mobilisations écologistes dans (et contre) le Grand Paris. Une  
ethnographie des collectifs en lutte à Gonesse, Romainville et  
La Courneuve.**

**Sous la direction de Mme Anne-Catherine WAGNER,**

Professeure de sociologie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**et M. Fabrice RIPOLL,**

Maître de conférences HDR en géographie sociale, Université Paris Est  
Créteil

**Membres du Jury**

Mme Stéphanie Dechézelles, Professeure des universités en sociologie,  
Université de Pau et des pays de l'Adour

M. Julian Mischi, Directeur de recherche en sociologie, INRAE, rapporteur  
et président

M. Stéphane Tonnelat, Chargé de recherche, CNRS

M. Christophe Traïni, Professeur de science politique, Institut d'études  
politiques d'Aix-en-Provence, rapporteur

## *Remerciements*

Il me tient d'abord tout particulièrement à cœur de remercier ma directrice et mon directeur de thèse. Anne-Catherine Wagner d'abord, qui a fourni un travail acharné et constant, et qui a rendu le mien infiniment plus consciencieux et exigeant. Sans son appui, je n'aurais jamais fait de doctorat, et j'en conçois une reconnaissance toute particulière – merci. Fabrice Ripoll ensuite, un encadrant aussi précis que passionné par les sujets qui ont animé notre trio pendant ces cinq ans – c'est par ses enseignements que j'ai ressenti l'envie de la recherche pour la première fois et que j'ai entrevu la possibilité concrète pour moi d'en faire partie. Merci à tous les deux d'avoir cru que j'étais en mesure de mener ce travail à bout. Cette collaboration a été nourrissante pour l'esprit et plus encore.

Merci à mes parents de m'avoir offert le privilège de pouvoir faire un métier qui consiste à penser et écrire. À mon père, qui m'a transmis la curiosité de comprendre l'espace qui nous entoure et le courage d'aller là où on ne sera pas le meilleur, à ma mère, qui a été un soutien inébranlable pendant ces années et qui n'a jamais cessé d'être persuadée que je finirais cette mission, et à ma sœur, merveilleuse complice et confidente.

J'ai encore à remercier des amis collègues et des collègues tout court. Valerya, merci d'avoir partagé les joies des trouvailles, les débriefs enflammés et les coups de stress. Élise, nous avons finalement porté l'anneau jusqu'en Mordor ! Quelle chance d'avoir pu faire l'expérience du doctorat avec de si proches amies. Merci à Florian et Olivier également pour toutes nos discussions et mises en perspective. C'est avec vous que j'ai appris ce métier si particulier. Merci à Maxime, qui m'a accompagnée de nombreuses fois avec patience, bienveillance et humour, à Marine et Camille, avec qui les discussions ont toujours été riches et fertiles. Merci à Stéphane, qui m'a beaucoup appris et qui m'a inspirée à faire mieux, à regarder toujours de nouveaux angles sur le terrain, en gardant un esprit souple.

Merci à tous les membres du bureau du RT21 « Mouvements sociaux », et en particulier à Margot, qui m'a donné confiance en mon travail plus d'une fois, à Pauline et Gökçe et leur regard analytique acéré, à David, Charif et Pablo, avec qui nous avons partagé de beaux moments collectifs de recherche.

Merci à mes fantastiques amis, Ariane pour sa complicité de chaque jour, Bethany qui a toujours pris ce travail au sérieux, Nicolas, dont le regard curieux et enthousiaste m'a mis du baume au cœur les jours de moins bien. Merci à Kevyn de m'avoir toujours assuré que j'y arriverais, et de m'avoir offert un havre de paix d'écriture dans des moments décisifs.

Merci à l'équipe de Tea & Ty, un lieu à la qualité rare qui m'a aidée de bien des manières à conserver un joyeux équilibre, et merci en particulier à Laurent, qui a été tout à fait infaillible dans son amitié et son soutien.

Merci enfin et surtout aux militantes et militants qui ont eux aussi rendu cette thèse possible – ils m'ont rappelé la possibilité et l'enthousiasme des chantiers et des victoires collectives, ce qui n'a pas de prix – merci en particulier à Jo et à ses fulgurances de l'esprit.

## **INTRODUCTION ..... 6**

### **I. Portraits de luttes..... 16**

1. *Lutte contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse..... 16*
2. *Lutte contre l'aménagement en parc régional de la forêt primaire de Romainville..... 21*
3. *Lutte contre l'urbanisation du parc départemental Georges Valbon..... 24*

### **II. Choisir son point de vue : la construction du dispositif d'enquête pour une ethnographie de l'engagement..... 29**

1. *Méthodes d'enquête et éléments réflexifs ..... 31*
2. *Les modalités du choix ethnographique ..... 38*
3. *Les entretiens, une rencontre à quatre temps..... 42*

## **CHAPITRE 1 : TRAJECTOIRES POLITIQUES ET MODES**

### **D'ORGANISATION : TROIS PROFILS DE MILITANTS**

## **ÉCOLOGISTES EN UNE ASSOCIATION ..... 50**

### **I. Quelques indications socioprofessionnelles d'ensemble..... 56**

1. *Permanences et nouveautés des profils sociaux engagés dans une mobilisation écologiste..... 57*
2. *Les déterminants sociaux de la participation à chaque cercle de la lutte..... 65*

### **II. Les militants du CA : des socialisations politiques cohérentes ..... 68**

1. *Des dispositions à l'action collective..... 69*
2. *...Activées dans une conjoncture politique favorable ..... 72*
3. *Bernard Loup, la socialisation d'un leader écologiste exemplaire..... 80*

### **III. Les militants de la Convergence : des engagement politiques discrets ?... 91**

1. *Dispositions contrariées, climats politiques contrariants ..... 91*
2. *La mise à disposition des compétences professionnelles ..... 107*
3. *Fonctionnement par projets et communauté de compétences ..... 113*
4. *Un pôle d'intellectuels d'organisation ? ..... 116*

### **IV. Les militants du « groupe Action » : une nouvelle génération militante ?**

**121**

1. *De la désillusion politique à la remobilisation..... 122*
2. *Des engagements vécus autrement : vécu émotionnel du politique et mise en cohérence de soi ..... 138*
3. *La marque de l'expérience d'autonomie : passages à la ZAD..... 152*



## **CHAPITRE 2 : LE SEXE DU MILITANTISME ÉCOLOGISTE ..... 173**

- I. Des socialisations politiques différenciées ..... 177**
  - 1. *Des socialisations de genre atypiques..... 177*
  - 2. *L'articulation entre vie militante et vie familiale, toujours coûteuse..... 189*
- II. Le façonnage d'une expérience de genre dans le collectif..... 191**
  - 1. *Une division sexuée du travail militant ..... 191*
  - 2. *Les inégalités d'accès à la parole ..... 199*
  - 3. *« Coups de gueule » de militantes et réception dans le collectif..... 201*
  - 4. *Les militants face à la problématique du genre : des parcours non-conformes ?  
208*

## **CHAPITRE 3 : REGISTRES CONTESTATAIRES DANS LES LUTTES DE PRÉSERVATION DE LIEUX..... 216**

- I. L'appropriation des lieux défendus, entre mythes fondateurs et contre-projets ..... 217**
  - 1. *L'accès géographique au terrain, révélateur du statut stratégique des lieux .. 219*
  - 2. *Rapport à l'espace, mythes fondateurs et pratiques d'arpentage militant..... 228*
  - 3. *L'élaboration de contre-projets..... 242*
- II. Des registres contestataires coûteux en capitaux : légitimité et marginalité des luttes dans les domaines juridiques et médiatiques ..... 246**
  - 1. *La mobilisation médiatique : comment et par qui se faire entendre ? ..... 246*
  - 2. *Un volet juridique socialement classant..... 261*
  - 3. *La négociation des registres d'action au sein des collectifs ..... 273*

## **CHAPITRE 4 : LA PLACE DES HABITANTS DANS LA LUTTE, ENTRE INCLUSION ET ANTAGONISMES DE CLASSE ..... 299**

- I. Les habitants en étau : comment la question de l'inclusion des classes populaires travaille les collectifs..... 303**
  - 1. *A la Corniche des Forts, un rapport ambivalent aux classes populaires..... 303*
  - 2. *Au CPTG : des déclarations d'intention peu implémentées ..... 307*
- II. « Vrais gens » du territoire ou « petites mains » du pouvoir : le cas d'un collectif d'habitants qui se mobilise pour un grand projet..... 314**
  - 1. *Situer les « vrais gens » dans le contexte socio-économique local ..... 317*
  - 2. *Défiance politique et rapport aux acteurs privés de l'aménagement..... 331*

3. <i>L'écologie des « vrais gens » sous contrainte</i> .....	341
---	-----

## **CHAPITRE 5 : EUROPACITY. UN GRAND PROJET QUI SE TRANSFORME EN RÉPONSE AUX OPPOSITIONS ..... 350**

### **I. L'idéologie dominante des porteurs de projet : neutralité, rationalité et adaptabilité..... 353**

1. *« There is no alternative » à l'urbanisation : le traitement des partisans et de l'opposition*..... 355

2. *Les différentes moutures d'Europacity au fil du temps : un exemple de l'intégration des critiques du capitalisme dans le cadre d'un grand projet*..... 364

### **II. Les réponses à la critique d'authenticité et de marchandisation de la vie : suspendre le rapport marchand pour appuyer sa légitimité..... 367**

1. *La stratégie du retailtainment : faire entrer le divertissement dans le commerce*  
367

2. *La légitimation du projet par l'appui d'acteurs scientifiques : analyse de la composition du Conseil d'Orientation Scientifique, à l'intersection de différents champs de pouvoir*..... 376

### **III. Les réponses aux critiques d'un projet coupé de son territoire ..... 388**

1. *Des touristes d'affaires aux Sarcellois connectés : Europacity rassemble au-delà des disparités sociales* ..... 388

2. *La mue d'Immochan en Ceetrus : devenir un acteur privé de l'aménagement urbain*..... 392

3. *Des dirigeants industriels aux responsables multipositionnés*..... 398

## **CONCLUSION ..... 411**

## **BIBLIOGRAPHIE..... 421**

## **ANNEXES ..... 438**

## **ENCADRÉS, IMAGES ET TABLEAUX ..... 485**

# INTRODUCTION

## *Les mouvements d'opposition à des projets d'aménagement et le retour du spatial*

Les mouvements d'opposition à des projets d'aménagement se multiplient dans les années 2000 et 2010 dans les espaces ruraux et périurbains, notamment autour de *grands* projets d'aménagement, donnant naissance à la notion de lutte contre les « grands projets inutiles et imposés » au fil des (contre) forums altermondialistes internationaux (Vergne, 2017). Les contestations liées aux infrastructures de transport, en particulier, constituent une des arènes de recomposition de ces mobilisations, notamment en termes de répertoire d'action, comme dans le cas du mouvement NO TAV contre la ligne de TGV Lyon-Turin (Grisoni, 2019, 2022), de la mobilisation contre le contournement de l'autoroute à l'Ouest de Strasbourg (Vergne, 2017) ou encore de la mobilisation contre le TGV Méditerranée (Lolive, 1997). Ces mobilisations débordent les dispositifs de « participation citoyenne » mis en place depuis les années 1990 et 2000, visant à prévenir ou canaliser la contestation politique, et notamment son volet environnemental. Leurs militants critiquent les conditions de production de la ville, revendiquent une manière de participer à la décision publique (Zask, 2011) et opèrent une forme de démocratisation des outils techniques (Bosquet, 1975), à travers des expertises plus ou moins profanes et la production de contre-projets.

L'occupation, partielle ou de longue durée, s'impose comme un des registres d'action de ces groupes : dès le seuil des années 2010, l'acronyme « ZAD » se diffuse au-delà des milieux militants et désigne une « zone à défendre » occupée par des personnes et des constructions, dans un détournement – ou une réappropriation – de la notion de zone d'aménagement différé de l'aménagement public<sup>1</sup>. Les militants-habitants des ZAD défendent des lieux contre des projets d'infrastructures (aéroport, autoroute, projet de loisirs, zone commerciale) de façon directe, avec la présence de leurs corps, rendant de fait impossible de commencer des travaux. Cette défense collective et directe passe par un large répertoire d'actions, cependant, on constate

---

<sup>1</sup> La Zone d'Aménagement Différée permet aux collectivités de s'assurer de la maîtrise foncière d'un terrain via l'utilisation d'un droit de préemption. Elle est utilisée pour les opérations d'aménagement à long terme afin d'éviter une envolée des prix sur le terrain après l'annonce dudit projet, en particulier dans le cas d'opérations d'intérêt national et de manière générale pour des aménagements d'ampleur. La « Zone à Défendre » est un néologisme militant visant à détourner le sigle originel en signalant la défense, par des occupants permanents, des terres ainsi convoitées.

que ces luttes ont souvent en commun l'importance de l'organisation en dehors des grands partis ou syndicats, l'articulation de l'écologie avec un ensemble de critiques sociales, une certaine radicalité écologiste avec des conflictualités plus assumées dans les formes d'action directe, une politisation du quotidien qui met en jeu le corps (Pruvost, 2017), et plus généralement une dimension d'expérimentation politique (Comby, 2016b). Les années 2010 donnent à voir une série d'évacuations de ces ZAD par les forces de l'ordre, n'empêchant pas toutefois certaines victoires des militants sur les projets. En octobre 2014, Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, est tué lors d'affrontements autour de la ZAD de Sivens en opposition à la construction d'un barrage dans le Tarn – le procédé rappelle celui qui a coûté la vie à un professeur de physique, Vital Michalon, à Creys-Malville à l'été 1977 pendant l'opposition à un surgénérateur nucléaire. En 2018, c'est la ZAD de Notre-Dame-des-Landes qui fait l'objet de premières opérations, ainsi que celle de Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires, et celle de Kolbsheim contre le GCO de Strasbourg. Ces différents éléments signalent une accentuation de l'appropriation de l'espace comme répertoire d'action des mobilisés (Ripoll et Veschambre, 2005), que certains qualifient même de « re-territorialisation » (Zanetti et Dietrich, 2021). Les mobilisations des Gilets Jaunes, qui associent aux manifestations en centre-ville des occupations de ronds-points dans le périurbain, constituent un autre cas de relocalisation du politique (Jeanpierre, 2019). Les « prises territoriales » dans le cadre des luttes d'occupation sont encore un marqueur spatial de la contestation de l'emprise politique et spatiale exercée par les porteurs du projet contesté (Bulle, 2020), étudiées par exemple dans le cas de l'occupation permanente de Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires (Corroyer, 2021).

Ce « retour de l'espace » est visible dans le champ de la recherche. Les travaux sur les conflits sur des projets d'aménagement urbains constituent un large champ, allant de la notion de droit à la ville (Lefèbvre, 1967) aux dites « luttes urbaines » (Castells, 1975) étudiées par la sociologie des années 1970, jusqu'à de nombreux travaux contemporains en géographie ou dans les études sur la participation (Baggioni, 2009). La dimension conflictuelle liée aux projets d'aménagement ou d'équipement du territoire fait l'objet d'une attention croissante des géographes depuis les années 2000 (Beuret & Cadoret, 2014 ; Melé, 2009a ; Melé *et al.*, 2013 ; Subra, 2017). La géographie des mobilisations, en particulier, est un champ disciplinaire en plein essor depuis une dizaine d'années à la faveur de travaux francophones (Ripoll, 2005 ; Pailloux, 2016 ; Pailloux et Ripoll, 2019), parfois influencés par la géographie anglophone ou la sociologie des mouvements sociaux, et réciproquement, l'on voit dans cette dernière

différentes tentatives émergentes de prendre en compte l'espace comme une dimension de la mobilisation et non comme un décor (Nez, 2016 ; Combes *et al.*, 2016 ; Dechézelles et Olive, 2019).

A travers différents degrés d'appropriation de l'espace, ces mobilisations altèrent la frontière entre intérêts collectifs et intérêts particuliers : les militants opèrent une critique sociale ancrée dans les lieux ordinaires et étendent la cause « de proche en proche » (Dechézelles et Olive, 2016, 2019). Ainsi, leur étude invite à sortir de la catégorisation en « NIMBY » (Not in my backyard), paradigme qui désigne la résistance d'acteurs locaux face au projet d'implantation d'une infrastructure car ils pensent écopier de nuisances directes (Béhar et Simoulin, 2014). Le terme a été utilisé plus largement dans les professions de l'aménagement pour désigner des citoyens réfractaires au changement, qui se mobiliseraient par égoïsme. Généralement péjoratif, il tend ainsi à discréditer des mobilisations, notamment écologistes, qui défendraient une version de l'intérêt général *à partir* d'une opposition localisée, opérant une montée en généralité importante des enjeux (Lolive, 1997 ; Jobert, 1998). Une autre approche a également été menée (Melé, Neveu, 2019), portant sur la territorialité des mouvements sociaux, qui montrent aussi le rôle de l'attachement, du sentiment d'appartenance ou de l'identité territoriales. J'essaie dans cette thèse de croiser une analyse de ces conflits d'aménagement avec une analyse des positions sociales, en montrant l'articulation des rapports de classe à l'écologie dans une configuration sociale localisée.

### *Trois luttes de préservation de lieux dans et contre le Grand Paris*

La reterritorialisation de ces mouvements pose donc la question de l'inscription des militants dans des configurations sociales locales particulières. En banlieue et grande banlieue parisienne, les mobilisations dans et contre le Grand Paris s'inscrivent dans le cadre de l'arrivée d'infrastructures importantes, au premier plan desquels le nouveau métro. Ces luttes mêlent ainsi les thèmes écologistes de la consommation du foncier et de l'artificialisation des sols avec des problématiques plus sociales comme l'anticipation de la gentrification, la destruction du patrimoine populaire et plus généralement le façonnage de la ville au profit des plus dotés et des touristes internationaux, les processus de métropolisation exacerbant ces enjeux. L'implantation de certains collectifs dans des quartiers populaires de la banlieue, afin

de défendre des espaces déjà marqués par l'humain, voire pollués, constitue un riche terrain d'observation de l'ensemble des dynamiques évoquées ci-avant.

Pour ce faire, cette thèse s'appuie en premier lieu sur une ethnographie de deux ans au sein de collectifs écologistes en banlieue nord-est de Paris. J'ai choisi d'étudier trois luttes en particulier, reliées par ce fil rouge : les territoires sur lesquels elles s'inscrivent en général et les lieux défendus en particulier sont au cœur d'un bouleversement urbanistique, social et économique de grande ampleur initié par le projet politique du Grand Paris. Il s'agit des luttes pour la défense des terres agricoles du Triangle de Gonesse, de la forêt de la Corniche des Forts à Romainville et la protection du parc départemental Georges Valbon à la Courneuve, dans le Nord du Grand Paris. Les mobilisations s'appuient principalement sur des arguments écologistes, et intègrent des éléments de critique sociale importants et façonnent une expertise citoyenne bien ancrée dans une critique *politisée*. Les militants de ces luttes tissent des rapports particuliers aux lieux défendus, conçus comme un patrimoine commun de l'humanité, et ont tous des pratiques d'occupation plus ou moins permanentes. Ils portent une critique des façons de produire la ville et de la dépense de l'argent public, en particulier dans le cadre du recours généralisé aux appels à projets innovants. L'ancrage spatial de ces luttes en banlieue invite à reconsidérer la question des rapports de classes à l'écologie et à étudier leur matérialisation dans les liens que les collectifs écologistes tissent ou non avec les habitants plus populaires de ces communes.

Les aménagements envisagés à Gonesse, Romainville et la Courneuve sont ancrés dans des transformations vastes, porteuses d'une vision particulière du territoire. Le 21 novembre 2017, les principaux acteurs du Grand Paris (collectivités publiques, entreprises, grands du secteur du bâtiments et des travaux publics) constitués en association publient une tribune vouée à « interpellier » le Président de la République à propos de nombreux reports de travaux qui les inquiètent<sup>2</sup>. Dans le texte, on trouve une référence au préfet Haussmann :

« Le président de la République, Emmanuel Macron, et son Premier ministre, Edouard Philippe, doivent porter pour Paris la même ambition que Napoléon III et le préfet Haussmann ou que le général de Gaulle et le préfet Delouvrier en leur temps. Une ambition que les fondateurs du Grand Paris actuel reprirent à leur compte. Eux aussi furent confrontés aux comptables mais ils n'ont jamais lâché prise pour bâtir la capitale de la France »

---

<sup>2</sup> Tribune « Le Grand Paris retardé : "Nous en appelons à Emmanuel Macron" », *L'Obs*, 21 octobre 2017.

L'évocation directe des investisseurs internationaux est également notable :

« La parole de l'Etat, donnée sans discontinuer, ne saurait être reprise. C'est un sujet de crédibilité de la France auprès des investisseurs internationaux »

Ces déclarations permettent d'inscrire le Grand Paris des années 2010-2020 dans un historique prestigieux et ancien de l'aménagement de la Région capitale, mais également de replacer cet aménagement dans une perspective de compétition internationale. En 1860 déjà, Napoléon III remet au baron Haussmann le décret d'annexion à Paris des onze communes suburbaines ainsi que la division de Paris en vingt arrondissements. On peut le définir comme un grand projet de politique urbaine qui inclue trois dimensions : économique, politique, ainsi qu'une dimension relative aux transports publics. Entre 1963 et 1973, c'est bien ce projet qui est en place avec la politique des villes nouvelles : création des villes d'Evry, de Cergy-Pontoise, de Saint-Quentin en Yvelines et de Marne-la-Vallée, mais également inauguration du quartier d'affaires de la Défense en 1964. Au début des années 1980, dans une période de critique sociale forte du bilan des grands ensembles, le projet « Grand Paris » émerge et une mission interministérielle est nommée : elle doit « améliorer l'urbanisme de la banlieue en France », rénover les banlieues en résorbant la « coupure » culturelle et sociale entre elles et Paris. Les émeutes de novembre 2005 amènent une accélération de la réflexion sur l'interaction de Paris avec ses banlieues. Le débat porte depuis le début des années 2000 sur la construction d'un réseau de transports reliant les différentes banlieues parisiennes, dans la perspective d'améliorer la mobilité des habitants de petite et grande couronnes, de réduire symboliquement la coupure entre Paris et « ses » banlieues, mais également de créer des lieux valorisables dans un Paris élargi, dans le cadre d'une compétition internationale des métropoles – compétition qui à son tour a pour effet de rendre les banlieues populaires moins populaires.

Nicolas Sarkozy exprime officiellement le projet en 2008 : l'ambition de faire de la capitale parisienne une métropole mondiale « du XXI<sup>ème</sup> siècle »<sup>3</sup>, imaginaire repris par Manuel Valls quelques années plus tard : « Le Grand Paris doit être le moteur de l'insertion de la France dans la mondialisation »<sup>4</sup>. Le projet politique et économique du Grand Paris consiste à créer de nouveaux pôles économiques autour de Paris et un réseau de transport public reliant ces pôles

---

<sup>3</sup> *L'Architecture d'Aujourd'hui*, 1er février 2010. Consultable via le site de l'Elysée, URL : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-12005-fr.pdf>

<sup>4</sup> Déclaration de Manuel Valls, Premier ministre, sur les perspectives d'évolution du Grand Paris, à Paris le 14 avril 2015. Consultable sur vie-publique, URL : <https://www.vie-publique.fr/discours/194653-declaration-de-manuel-valls-premier-ministre-sur-les-perspectives-d>

au centre, aux gares et aux aéroports, de façon à augmenter la compétitivité de la métropole à l'échelle mondiale. Deux institutions principales en émanent : la Métropole du Grand Paris, structure de gouvernance de ce nouveau territoire<sup>5</sup>, et les appels à projets qu'elle a conçus ; et la Société du Grand Paris, chargée de réaliser le Grand Paris Express, selon un tracé tranché par l'Etat, et les opérations foncières qui l'accompagnent dans les nouveaux quartiers de gare.

La Métropole a un impact important sur l'aménagement de son territoire, notamment à travers des appels à projets d'ampleur. On peut en distinguer trois sur dix ans. La consultation internationale de 2008 « Le Grand Pari(s) » donne lieu à la création d'un « label » Grand Paris, donc a bénéficié le projet Europacity en 2012, mais aussi l'Arena 92, la Philharmonie de Paris ou encore l'éco-quartier fluvial de Mantes Rosny. La fonction principale du label est d'augmenter la visibilité de ces sites en leur permettant d'utiliser l'expression « Grand Paris » pour leurs communications et leurs relations extérieures. En 2016, l'appel à projets innovants « Inventons la Métropole du Grand Paris » (IMGP) présente des sites choisis à l'aménagement et retient 51 projets, annoncés en octobre 2017, contribuant à orienter les investissements sur les friches industrielles et commerciales. La seconde édition de l'IMGP, en 2018, propose 27 sites et environ 60 hectares. La Société du Grand Paris, si elle constitue un établissement public à caractère industriel et commercial chargé de concevoir et réaliser le Grand Paris Express, a également une compétence d'aménagement dans un rayon d'environ 600 mètres autour des nouvelles gares, ce qui implique une participation dans la construction de nouveaux quartiers, notamment via un partenariat avec le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)<sup>6</sup>.

Les mobilisations étudiées ici ont pour objectif de défendre des lieux et en particulier les sols, dans le contexte d'une métropole dense soumise à un grand nombre de projets d'aménagement. Dans un contexte où la réduction de l'artificialisation des sols s'impose comme un des moyens considérés comme nécessaire pour limiter les conséquences du bouleversement climatique, notamment pour les habitants des villes, il n'est pas surprenant que ce thème ait pris une place

---

<sup>5</sup> La Métropole du Grand Paris est une structure de gouvernance qui lie Paris et son agglomération dense. Elle regroupe la commune de Paris, les communes des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et certaines autres communes de la grande couronne. Dans ces communes, les communautés de communes et les communautés d'agglomération sont remplacés par des établissements publics territoriaux. La Métropole est créée par l'article L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales qui prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

<sup>6</sup> Le NPNRU est lancé en 2014 et prévoit la transformation de 450 quartiers prioritaires de la politique de la ville en agissant sur l'habitat et les équipements publics, favorisant la mixité sociale.



de plus en plus importante dans les motifs des conflits d'aménagement<sup>7</sup>. Or, lesdits aménagements nécessitent le plus souvent d'artificialiser les sols pour transformer un espace : c'est le cas des trois mobilisations qui nous intéressent. Ces luttes contre l'artificialisation des sols défendent des espaces d'une *troisième* nature, qui succède au passage de l'activité humaine (Tsing, 2015). En effet, les lieux en question ne peuvent que partiellement être qualifiés de « naturels » : la forêt de Romainville a poussé sur une friche industrielle et une ancienne carrière de gypse, le parc de la Courneuve, entièrement conçu par des paysagistes, contient des reliefs constitués des remblais des travaux des Halles ; les terres du Triangle de Gonesse en contiennent également, en plus d'être soumises à certains enjeux de pollution dus au survolage des avions. Ces lieux apparaissent donc marqués par des processus de production de l'espace matériel. Ils sont « naturels », cependant, dans le sens où les sols qui les abritent ne sont pas artificialisés et présentent une certaine profondeur, raison pour laquelle les militants écologistes voient aujourd'hui un intérêt central à leur préservation dans le contexte de réchauffement climatique.

### *L'évolution des cadrages de la question écologique*

Le contexte actuel est en effet marqué par la domination, dans les débats sur l'état de la planète, de la question d'un dérèglement climatique, ce qui n'a pas toujours été le cas et n'est pas sans effets sur les mobilisations. La question écologique en France a été marquée au fil du temps par différents cadrages, c'est-à-dire des manières dominantes de concevoir le problème dans la sphère publique. Ces récits de l'écologie sont les plus récurrents et les plus accessibles, formés par les « principaux protagonistes » de la cause climatique (Comby, 2017, p. 21), journalistes, membres des grandes associations environnementales, hauts fonctionnaires, scientifiques et experts, mais aussi prescripteurs culturels.

Une première ère est celle de l'alerte. Après les précurseurs des années 1960, les premiers rapports à l'initiative des scientifiques largement diffusés pointent les limites à la croissance en termes de ressources naturelles. C'est le cas au premier chef du rapport Meadows du Club de Rome, publié en 1972, en parallèle de la tenue du premier « Sommets de la Terre », la

---

<sup>7</sup> L'impératif de préservation de la profondeur des sols fait l'objet d'un consensus scientifique et également politique, dans le sens où il fait partie des moyens d'action mis en valeur par les gouvernements successifs dans la lutte contre le réchauffement climatique depuis le milieu des années 2010.

Conférence des Nations unies sur l'environnement à Stockholm. Les conclusions se diffusent au cours des années 1970 en s'appuyant notamment sur une presse spécialisée (comme *Le Courrier de la Baleine* et *La Gueule Ouverte*), dans le contexte général d'une effervescence générale des mobilisations. Le mouvement antinucléaire, contestataire, est alors à la pointe des mobilisations écologistes et rassemble une masse importante de militants après mai 68, en particulier après le premier choc pétrolier de 1973.

Une seconde période, à partir de la fin des années 1970, consiste à la politisation de la question au sens de son entrée dans le monde politique et le débat public en tant que question qui concerne chacun, au même titre que la santé. La diffusion d'une culture générale écologique s'appuie sur les professionnels de la transmission des savoirs, composant une partie importante des rangs des militants des associations environnementales (Ollitrait, 2008). Ces dernières intègrent l'arène politique en devenant des « auxiliaires » des premiers ministères de l'Ecologie.

Une troisième période, à partir des années 2000, pourrait marquer l'avènement d'une politique des « petits pas », qui consiste, à l'échelle macro, en une généralisation du concept du développement durable, de l'Etat jusqu'au monde de l'entreprise, et à l'échelle micro, en l'individualisation du problème climatique par la diffusion de bonnes pratiques et de mesures qui visent les citoyens. L'addition des changements individuels pourrait engendrer le changement social exigé et l'objectif principal est celui d'une sensibilisation. En 2007 et en 2012, le portefeuille gouvernemental dédié à l'écologie porte d'ailleurs le nom de ministère de l'Ecologie « et du Développement durable ». Dans cette ère dédiée à la « transition », l'approche du changement par les grands acteurs du problème climatique reste à la réforme, et se concentre sur des approches *innovantes*, notamment technologiques (Boudes, 2017) pour définir les contours de la « transition » à opérer. En 2017, le ministère consacré est pour la première fois nommé « ministère de la Transition écologique et solidaire », avant de devenir, en 2022, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Ainsi, le progrès technique « dicte et délimite » les possibles écologiques (Comby, 2017, p. 23), avec une priorité donnée aux initiatives concrètes et aux « alternatives », dans un contexte où les associations elles-mêmes se rapprochent du monde privé de l'entreprise à travers le fundraising et les relations stratégiques. Ainsi, à partir des années 2010, le « Village des Alternatives » du mouvement citoyen Alternatiba, né en 2013, accueille chaque année toutes les initiatives de l'agriculture paysanne au recyclage, quelle que soit l'origine de ses porteurs (privée, publique, citoyenne, associative) : la lutte concrète contre les conséquences éclipsé la question des causes

du changement climatique et peut donc nourrir un prisme dépolitisant (Martell et Brusadelli, 2018).

Un prisme plus politisant de la question climatique – au sens qu’il en impute les conséquences à des causes structurelles et interroge fondamentalement les conditions de production et de consommation dans lesquelles s’inscrit la société – existe néanmoins à travers des écologies incarnées notamment dans les ZAD. Dans les mobilisations autour de la COP21<sup>8</sup>, en 2015, les militants anciens ou nouveaux semblent porter ce cadrage politisant<sup>9</sup> (Lagroye, 2003) et plus radical dans ses revendications (comme la fin immédiate des subventions aux énergies fossiles), revendiquant l’idée d’une transformation profonde de la société, de ses modes de production, consommation et distribution (Marty, 2019). Plus largement, plusieurs phénomènes se développent dans la nébuleuse des mobilisations écologistes, des grands mouvements récents comme Extinction Rebellion aux luttes directes de défense de lieux : d’abord, un élargissement des modes d’action admis pour lutter, dont les registres d’action désobéissants, et une multiplication des mobilisations hors champ politique pour ce faire ; ensuite, l’acception plus large d’une forme de rationalité écologique (Bouveresse, 2017), qui sort du prisme de la conciliation entre rationalité économique et préceptes écologiques (donc un ferme rejet du concept de développement durable). Le durcissement des registres d’action des mouvements environnementaux est observé en France et aux Etats-Unis (Subra, 2017), ainsi que la réponse répressive et judiciaire faite aux militants écologistes<sup>10</sup>.

Au vu de ces différents aspects, j’ai cherché à montrer comment un grand projet d’aménagement s’ancre dans une configuration sociale locale mêlant des acteurs, des intérêts et des positions de classe différents. Je montrerai notamment comment un projet commercial et ludique de grande ampleur, Europacity, tente de s’installer dans le contexte particulier de la banlieue Nord de Paris puis échoue, montrant d’un côté les militants écologistes qui s’y opposent ; de l’autre, des habitants favorables à sa construction, et enfin les acteurs privés de l’aménagement impliqués dans sa réalisation. Deux études de terrain plus réduites sur des

---

<sup>8</sup> L’ouverture de la Conférence internationale sur le Climat (COP21) de 2015 s’accompagne d’une multitude de manifestations et occupations de l’espace public par des activistes écologistes visant à dénoncer un état d’urgence climatique.

<sup>9</sup> Dans la notion de Jacques Lagroye, « politisant » renvoie à une réflexion qui imputerait les causes des bouleversements écologiques à l’organisation du monde social. Jean-Baptiste Comby reprend cette notion.

<sup>10</sup> Sylvie Ollitraut répond à ce sujet à une interview sur *France Inter* le 9 janvier 2020. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/les-militants-ecologistes-dans-le-collimateur-de-l-etat-4693767>

mobilisations écologistes situées dans les mêmes zones permettront de donner des éléments de comparaison – sachant que, dans leur cas, les projets d'aménagement ont abouti. La thèse combine une ethnographie de deux ans auprès des militants et d'habitants, et une étude documentaire fouillée mêlant travail d'archives, travail sur annuaires, revue de presse, analyse systématique d'un corpus textuel et cartographies statistiques. J'ai voulu reconstituer le système d'acteurs dans son ensemble en prenant en compte tous ces aspects, reliés par l'ancrage localisé des militants, des habitants et des aménageurs, de manière à mettre en évidence les différents rapports de classe à l'écologie et l'appropriation différenciée des cadrages de la question climatique. Sans attester d'un basculement général, il s'agit de montrer comment les militants écologistes de ces luttes portent un nouveau cadrage de la question climatique, celui de l'urgence, et s'en servent pour opérer des ajustements stratégiques.

Je présenterai chacune des mobilisations de préservation, terres agricoles, forêt urbaine et parc paysager<sup>11</sup> (I), puis je m'attarderai sur les modalités de l'enquête et les choix méthodologiques (II).

---

<sup>11</sup> Pour la localisation des lieux défendus, voir carte en annexe 5.

## I. Portraits de luttes

Les mobilisations étudiées ici s'étalent sur un temps long et se déploient en différentes phases qui dépassent la durée de l'ethnographie. Certaines ont donc déjà connu des « pics » de mobilisation ou en connaissent a posteriori, ce qui est éclairé ici par des récits et d'autres recherches. Les chronologies réalisées (et placées en annexe) ne recourent donc pas entièrement l'enquête ethnographique, laquelle est limitée à deux années. J'utilise le terme de « militants » pour décrire les membres des collectifs en question : il s'agit d'un mot souvent utilisé par les intéressés et qui génère assez peu de critiques dans les cultures politiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

### 1. Lutte contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse

Encadré 1 : Fiche technique de la lutte menée par le CPTG

Collectif étudié : Le Collectif Pour le Triangle de Gonesse (CPTG), association 1901.

Lieu défendu : 80 hectares de terres agricoles sur le Triangle de Gonesse, entre Gonesse et Aulnay-sous-Bois, dans le Val d'Oise

Résumé du projet : Une filiale d'Auchan, associée à une multinationale chinoise du divertissement, veut réaliser un grand parc de commerces et de loisirs sur 80 hectares sur le Triangle de Gonesse. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une ZAC de bureaux pilotée par Grand Paris Aménagement et nécessite également la fondation d'une gare de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express

Maître d'ouvrage : Alliages & Territoires puis La Belle Etoile SNC, toutes deux filiales du groupe Auchan, pour Europacity. Grand Paris Aménagement est maître d'ouvrage de la ZAC.

Maître d'œuvre : Nombreux groupements de cabinets d'architectes et promoteurs

Le Triangle de Gonesse est un ensemble de terres agricoles en culture intensive situées entre Gonesse et Aulnay-sous-Bois, entre le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis<sup>12</sup>. Initialement vaste d'un millier d'hectares, il fait l'objet d'un intérêt à l'urbanisation pour les pouvoirs publics depuis les années 1990, à partir desquelles certaines zones sont aménagées : dans le schéma directeur d'aménagement régional de 1994 (SDRIF), deux zones d'activités sont prévues au Nord du Triangle, à Roissy, et une au Sud, la zone des Tulipes, qui se composera d'entrepôts

---

<sup>12</sup> Voir localisation en annexe 6.

logistiques. L'ensemble grignote environ trois cents hectares de terres agricoles. Quelques années se déroulent sans projet, suite notamment à la préconisation de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France de préserver les hectares restants en 2006<sup>13</sup>. La mairie de Gonesse, autour de Jean-Pierre Blazy, maire depuis 1995, travaille en parallèle sur un projet de technopôle avec un cabinet d'architecte lorsqu'arrive l'idée d'Europacity portée par le groupe Auchan. Le projet est pour la première fois cité dans une interview de Nicolas Sarkozy, en février 2010, pour la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, dans laquelle il évoque un grand complexe de commerce et de loisirs qui verrait le jour « *dans un quartier sous-équipé du Nord-Est parisien, entre Paris et Roissy* »<sup>14</sup>. Ces propos sont tenus dans le cadre de la relance du projet politique du Grand Paris. « *1000 projets* » devraient s'épanouir dans le Grand Paris, mais celui-ci sera « *dédié aux cultures européennes* » et possédera « *une architecture exceptionnelle* ». Le projet fait l'objet de discussions entre la famille Mulliez et le gouvernement depuis 2008 : le groupe Auchan, à l'initiative du projet, conditionne sa réalisation à la création d'une gare sur le Triangle, et le réseau de transport est piloté par l'Etat à travers la Société du Grand Paris. L'idée est de réaliser, sur 80 hectares, un parc hybride mêlant commerces, divertissement, culture et hôtellerie<sup>15</sup>. Ces hectares sont intégrés dans une ZAC plus large comprenant une zone d'activité et de bureaux, le plan d'occupation des sols (POS) interdisant par ailleurs la construction de logements en raison du bruit des avions.

Le collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) est fondé à la suite d'une réunion publique communiquant certains éléments au public courant 2010. Le noyau dur de l'association compte une vingtaine de personnes, les militants réguliers participant à l'organisation des événements sont une soixantaine, et les soutiens mobilisés dans le cadre de grands événements comme un meeting ou une « fête des Terres » atteignent entre 800 et 1000 personnes. Le CPTG est engagé pour la défense des terres agricoles : il se mobilise donc contre un grand projet de commerces et de loisirs, Europacity, mais également contre l'ensemble des aménagements voués à artificialiser les sols dans cette zone. Les arguments portés au jour se concentrent principalement sur l'utilité écologique des pleins sols et les questions d'autonomie alimentaire de l'Ile-de-France, au regard du passé agricole des communes du Val d'Oise. Les conséquences du projet en lui-même, en premier lieu l'augmentation induite du trafic aérien et la pollution

---

<sup>13</sup> Jacqueline Lorthiois, urbaniste, économiste et membre du CPTG, propose une chronologie détaillée des vellétés d'urbanisation dans un document disponible sur le site du collectif.

<sup>14</sup> *L'Architecture d'Aujourd'hui*, 1<sup>er</sup> février 2010. Consultable via le site de l'Elysée, URL : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-12005-fr.pdf>

<sup>15</sup> Les détails de la conception du projet et ses différentes moutures sont abordés en chapitre 5. Pour un aperçu du plan-masse du projet, voir annexe 7.

générée par le site, sont également documentées et dénoncées. Les militants portent une forte critique du découpage du territoire au profit d'intérêts mondialisés, à l'image des grands groupes portant un projet à forte dimension touristique. Ils critiquent un manque de démocratie et de transparence dans l'aménagement du territoire et contestent le ruissellement des apports économiques et sociaux d'un tel projet vers des habitants d'une zone marquée par la précarité et la pauvreté. Dans un contexte de critique plus large du capitalisme, Europacity apparaît initialement emblématique d'un mode d'aménagement démesuré, gourmand en sols, conçu au détriment des objectifs écologiques nationaux ou internationaux, et à l'aspect vitrine caractéristique d'une gentrification commerciale<sup>16</sup> (Lloyd & Nichols, 2001).

Evoquer brièvement le volet juridique de la lutte, mobilisé par les militants, permet de bien saisir les différents aspects et acteurs du conflit d'aménagement. Le projet consiste en une destination mondiale de commerce et loisirs ainsi qu'en un parc de bureaux, artificialisant des terres antérieurement agricoles, accessible par le métro. Ces différents éléments sont imbriqués les uns dans les autres, du point de vue des aménageurs qui doivent engager diverses procédures aux temporalités différentes, mais aussi du point de vue des militants, qui, sur le plan juridique, doivent être en mesure d'identifier et d'attaquer des actes administratifs devant la juridiction dédiée. La réalisation du projet nécessite d'abord une modification des affectations des sols, du statut de terres agricoles à celui de terres urbanisables, ce qui suppose une modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Gonesse : le PLU contient le zonage, c'est-à-dire la destination des sols ainsi que les règles d'urbanisme qui s'appliquent à chaque zone. Cette modification, adoptée par un vote au conseil municipal, fait l'objet d'un recours du CPTG devant le tribunal administratif. Il faut également pouvoir s'y rendre : le tracé du Grand Paris Express a été modifié pour permettre un accès au site. Cette gare est la condition de réalisation de tout le reste, et fait l'objet de procédures juridiques séparées : un recours contre le permis de construire de la ligne 17 et un autre contre le permis de construire de la gare. Enfin, le projet de ZAC, contenant à la fois Europacity et un parc de bureaux et d'activités, et nécessitant la validité des deux conditions précédentes (changement d'affectation des sols et transport public pour s'y rendre), est attaqué par les militants à travers son arrêté préfectoral de création. Enfin, le CPTG utilise au fil du temps deux parcelles principales sur le Triangle pour se réunir, jardiner et organiser des événements : cette occupation partielle fait l'objet d'un procès de droit privé par

---

<sup>16</sup> Un des visuels fournis par le maître d'ouvrage est en annexe 8.

les propriétaires des parcelles, respectivement l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et le département.

La lutte menée par le CPTG s'étale sur dix ans et son répertoire montre l'usage de différents registres d'action. L'association montre une maîtrise certaine du registre juridique, associé à une grande variété de modes d'action, entre une bonne maîtrise des rapports avec la presse, un lobbying important auprès des acteurs politiques locaux ou nationaux, des manifestations, des occupations temporaires, la défense d'un contre-projet ; enfin, quelques actions de désobéissance civile à l'été 2019 et l'installation d'une ZAD en février 2021. Le recours à ces registres suit une logique de diversité des tactiques (plusieurs registres activés en même temps), mais certaines phases se distinguent néanmoins au fil du temps. Le CPTG est à sa naissance très structuré par les associations environnementales locales. Ses fondateurs sont expérimentés dans ce type de conflits environnementaux, et certains sont des « experts » du territoire en question, à l'image par exemple de Jacqueline Lorthiois, socio-économiste et vétérane de la haute fonction publique (postes relatifs à l'aménagement et l'urbanisme), ou de Bernard Loup, ancien professeur et militant écologiste connu dans le Val d'Oise pour avoir détourné l'autoroute A16. Plusieurs années sont consacrées aux registres legalistes, via des méthodes traditionnelles dans les luttes écologistes : pétitions, sensibilisation, interpellation de personnalités politiques. A partir de mars 2016, la composition du collectif s'enrichit de militants issus d'autres secteurs du mouvement social, au moment de l'émulation politique du mouvement contre la loi Travail et de ses suites à Nuit Debout<sup>17</sup>. Cette période permet un élargissement de la base militante ainsi qu'un saut scalaire dans les enjeux (Smith, 1984 ; Ripoll, 2005), la problématique de préservations des terres étant plus nettement articulée avec d'autres réflexions politiques autour de la justice sociale et environnementale et des conséquences néfastes du capitalisme : les militants recrutés à Nuit Debout veulent lutter contre Europacity « et son monde ». A partir de 2017, le collectif stabilise des formes d'occupation douce du terrain, sous la forme d'une parcelle utilisée pour accueillir les militants et sympathisants un dimanche sur deux et pour organiser la fête des Terres chaque année, un grand

---

<sup>17</sup> Le mouvement contre la loi El Khomri dite « loi travail » s'étale en deux phases. Les mesures contenues dans le projet de loi, allant dans le sens d'un assouplissement du droit du travail et de l'octroi de nouvelles libertés pour les entreprises, font l'objet de grèves et manifestations importantes au printemps 2016, jusqu'à l'usage par le gouvernement de l'article 49-3 de la Constitution qui permet d'adopter la loi sans le vote du Parlement. Une seconde phase de manifestations a lieu à l'automne 2017 au moment des ordonnances d'application. Le mouvement « Nuit Debout » émerge en parallèle à la fin mars 2016, prenant la forme d'une démocratie participative gérée en dehors des organes d'encadrement politique traditionnels (partis et syndicats), organisée en « commissions ». Ses participants occupent à Paris la place de la République de façon permanente. Le même mode de fonctionnement essaime dans d'autres villes.



rendez-vous militant et politique pour les militants. Enfin, le démarrage de premiers travaux préliminaires à la gare en juin 2019 marque une troisième phase marquée par un durcissement du répertoire d'action, avec des blocages de chantier et l'agrégation de militants de culture politique plus autonome<sup>18</sup>. Le projet Europacity est officiellement annulé le 7 novembre 2019, sans que les velléités d'urbaniser la zone ne disparaissent pour autant<sup>19</sup>.

Figure 1 : Tracts pour les Fêtes des Terres 2018 et 2019 du CPTG



<sup>18</sup> La mouvance politique autonome est héritière de l'autonomie politique des années 1970 en Europe et des mouvements de squats. Génération militante née entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990, elle vit ses premières expériences politiques dans des mobilisations plus que dans des organisations : mobilisations contre la COP21, contre la loi « Travail » de 2016 et Nuit Debout, ou encore parmi les Gilets Jaunes (Corroyer, 2019). Ces militants sont présents dans le mouvement social via des pratiques de manifestation spécifiques (comme le « cortège de tête ») et dans les luttes d'occupations diverses.

<sup>19</sup> Pour une chronologie détaillée de la mobilisation contre le projet, voir annexe 1.

## 2. Lutte contre l'aménagement en parc régional de la forêt primaire de Romainville

Encadré 2 : Fiche technique de la lutte menée par les Amis de la forêt de la Corniche des Forts

Collectif étudié : Les Amis de la Corniche des Forts, association 1901 depuis novembre 2018. Diminutif pour la lisibilité : Les Amis.

Lieu défendu : Une forêt s'étant développée pendant une soixantaine d'années sans intervention humaine, sur le site d'une ancienne carrière de gypse

Résumé du projet : La forêt fait l'objet d'un défrichement et d'un bétonnage partiel pour aménager un parc régional

Maitre d'ouvrage et financeur : la Région Ile-de-France. AFTRP devenue en 2015 Grand Paris Aménagement est maitre d'ouvrage mandataire. Soutien fort de la mairie de Romainville qui accueille le projet sur son territoire, financé.

Maître d'œuvre : Iliex paysage, Egis, Ateliers Lion, Scétauroute, Betude

Le lieu défendu est une forêt, qui se situe à Romainville, en Seine-Saint-Denis, et qui s'étale sur environ 27 hectares. Au début du XXème siècle, il s'agissait de grandes carrières de gypse. Le site est laissé à l'abandon dans les années 1960 après l'activité d'une usine de traitement des métaux. Sans intervention humaine, une forêt naît et se développe, ainsi qu'une biodiversité spécifique : une concentration rare en Ile-de-France d'espèces d'oiseaux<sup>20</sup>, notamment des buses et des pics noirs, mais également une végétation atypique adaptée aux excavations. En effet, le sol cache de vastes cavernes souterraines qui justifient la fermeture du site au public pour des raisons de sécurité (risque d'effondrement). Les clématites, houblons et sycomores forment des lianes, dans un décor aux allures de jungle dépaysant. Certaines plantes sont très rares en Ile-de-France, comme la Vélar Fausse Giroflée et la Grand Cigüe, voire en danger critique d'extinction comme l'Agripaume Cardiaque. L'adaptation des espèces végétales, notamment la renouée du Japon, aux formes spécifiques laissées par l'excavation humaine fait de la forêt un exemple notable d'espace de « troisième nature » défendu par des écologistes (Guillibert, 2021).

La Région Ile-de-France, présidée par Valérie Pécresse, a pour projet de défricher une partie de la forêt pour aménager un parc régional et permettre aux habitants de profiter d'un espace vert

---

<sup>20</sup> L'avifaune comporte au moins 40 espèces observées (Rapport associé à la demande de dérogation de destructions d'espèces protégées, 16 novembre 2017)

qui est inaccessible en l'état. Le site de la région mentionne un ancien et un nouveau<sup>21</sup> projet, avec moins d'hectares défrichés (quatre au lieu de six), plus d'hectares de bois sanctuarisés (vingt au lieu de trois), et des arbres replantés ailleurs (quatre mille arbres en guise de mesure compensatoire). Le projet évolue ensuite vers une idée de « promenade écologique » mettant en lien trois sites dans un « parc des Hauteurs », la partie aménagée de la Corniche, le parc Barbusse, le parc de Romainville. Le projet contient quatre zones : une plaine de loisirs (équipements sportifs et jeux pour enfants), une passerelle d'observation (immersion dans le bois avec postes d'observation et panneaux), une zone d'éco-pâturage fermée au public, et le bois naturel, considéré comme un sanctuaire. Ainsi, le projet est plus large que le seul impact sur la forêt de la Corniche des Forts et implique une idée de promenade urbaine liant trois sites naturels. Il englobe aussi une restructuration du centre-ville de Romainville. En somme, il s'agit d'un réaménagement urbain à grande échelle. Les travaux sont divisés en deux phases : sécurisation et aménagement<sup>22</sup>. La sécurisation consiste essentiellement à combler les carrières et sécuriser les sols. C'est cette phase qui nécessite de défricher, sur plus de quatre hectares, plusieurs centaines d'arbres, avant d'injecter du sable et du ciment dans les galeries des carrières. Le mélange de ciment, d'eau et de sable est censé garantir l'infiltration des eaux pluviales, aidé par des géogrilles qui imperméabilisent le sol. L'aménagement, sur huit hectares, comprend la réalisation d'une passerelle piétonne, des espaces verts plantés, du mobilier, des prairies plantées, et des plateformes pour un futur parc d'accrobranche. La promenade est inaugurée le 21 mai 2021 après la fin des travaux.

Le noyau dur des Amis représente une dizaine de militants, mais les soutiens lors des périodes d'occupation ou de grands événements militants atteignent 100 à 200 personnes. Les soutiens plus larges peuvent être approximativement mesurés par la taille de la pétition principale : 32215 signatures au 01/12/2020<sup>23</sup>. Les membres du collectif témoignent d'une forte interconnaissance et certains ont une longue expérience dans les instances politiques en Seine-Saint-Denis (conseil régional, conseils municipaux, responsabilités dans des partis politiques, essentiellement les Verts). Au cours de la phase d'action plus directe, ils vivent un schisme au sein de leurs militants, qui forment ensuite deux groupes distincts : le détail de cette séparation est abordé dans le chapitre 3.

---

<sup>21</sup> Le projet initial est visible en annexe 9, la seconde mouture est en annexe 10.

<sup>22</sup> Informations disponibles sur le site consacré fait par la Région Ile-de-France. URL : <https://www.lacornichedesforts.fr/#accueil>

<sup>23</sup> Pétition encore disponible sur change.org. URL : [https://www.change.org/p/sauvons-la-for%C3%AAt-de-la-corniche-des-forts-%C3%A0-romainville/u/25870598?fbclid=IwAR3PB7-iZn\\_EGQ\\_H81k1z1CU4d45Lk4KXp8D2c9BMT6um8A2Z6\\_J2\\_sXmr4](https://www.change.org/p/sauvons-la-for%C3%AAt-de-la-corniche-des-forts-%C3%A0-romainville/u/25870598?fbclid=IwAR3PB7-iZn_EGQ_H81k1z1CU4d45Lk4KXp8D2c9BMT6um8A2Z6_J2_sXmr4)

Parmi les arguments proprement écologiques, c'est la pénalisation d'un îlot de fraîcheur via l'imperméabilisation des sols et le défrichage qui revient le plus souvent. Le collectif se distingue également par une intense défense des arbres, en mêlant la lutte pour la forêt et des actions plus ponctuelles dans les communes de Romainville, Bagnolet ou des Lilas pour protéger des arbres destinés à être abattus en ville. L'association participe notamment à la réunion fondatrice du Groupe National de Surveillance des Arbres, soutient l'action de Thomas Brail et des professionnels de l'Office National des Forêts<sup>24</sup>. En avril 2019, les Amis sont présents pour la déclaration des Droits de l'Arbre, proclamée lors d'un colloque à l'Assemblée Nationale en présence de Delphine Batho.

Les Amis connaissent trois grandes phases de mobilisation. Jusqu'en septembre 2018, ils dénoncent l'abattage des arbres et font plusieurs tentatives de négociation avec les acteurs de la Région. La seconde phase commence en octobre 2018, au moment où les travaux sont lancés, avec comme pivot symbolique la venue de Valérie Pécresse sur le site. Les modes d'action se durcissent et les Amis bloquent les engins de chantier. C'est notamment à ce moment-là que le noyau dur est rejoint par des militants plus jeunes et marqués par un apprentissage de la désobéissance, en lien avec l'univers des ZAD et la culture politique autonome. La Région finit par décider de la construction d'une palissade pour empêcher l'accès au site et permettre aux travaux de se dérouler. Après les premiers défrichements et la défaite symbolique du collectif, les militants continuent de se réunir régulièrement. Leur argumentation est plus axée sur la dénonciation, avec des ennemis nommés et un registre moral prégnant<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> Le groupe est créé en mai 2019, faisant suite aux actions de Thomas Brail, un grimpeur arboriste qui élit domicile dans des arbres pour éviter leur abattage et faire pression sur les pouvoirs publics. Il reste notamment pendant 28 jours dans un platane devant le ministère de la Transition écologique à Paris, demandant à y être reçu en août 2019.

<sup>25</sup> Une chronologie détaillée de la mobilisation est à trouver en annexe 2.

Figure 2 : Tracts du collectif des Amis en octobre 2018 et janvier 2019



### 3. Lutte contre l'urbanisation du parc départemental Georges Valbon

Encadré 3 : Fiche technique de la lutte menée par Notre parc n'est pas à vendre

Collectif étudié : Notre parc n'est pas à vendre (NPPAV)

Lieu défendu : Le parc paysager Georges Valbon, à la Courneuve, en particulier l'Aire des Vents, zone de 27 hectares accueillant jusqu'en 2021 la Fête de l'Humanité

Résumé du projet : Dans le cadre de l'accueil des Jeux Olympiques à Paris en 2024, le Village des Médias serait construit sur une partie de l'emprise actuelle du parc, puis reconverti en logements permanents après les Jeux. L'initiative revient au conseil général de Seine-Saint-Denis, avec un soutien fort du maire de Dugny.

Maître d'ouvrage : La Solidéo (Société de livraison des ouvrages olympiques)

Maître d'œuvre : TVK, UrbanEco

Le parc départemental Georges Valbon, souvent surnommé « parc de la Courneuve », est le plus grand parc paysager d'Ile-de-France. Le parc est bordé par six communes : Saint-Denis, La Courneuve, Stains, Garges-lès-Gonesse, Le Bourget et Dugny<sup>26</sup>. Il fait 417 hectares, dont 310 sont classés Natura 2000, et accueille deux millions de visiteurs par an. Sa création date de 1954, mais il est agrandi à partir de 1967, à partir du moment où il est géré par le nouveau Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, qui en est depuis l'unique propriétaire et gestionnaire. Les communes alentour acquièrent de nouveaux terrains à hauteur de 250 hectares à aménager, ce qui est réalisé en 1972, après un concours de paysagistes. A l'arrivée, il a les traits d'un paysage naturel, avec un accent mis sur la préservation de la biodiversité et la liberté des usages. Georges Valbon, président du conseil général de la Seine-Saint-Denis de 1967 à 1993, se mobilise pour l'extension du parc, en mettant en valeur son aspect populaire : il s'agit pour lui d'un service public de santé<sup>27</sup>. Installé sur d'anciens terrains vagues et bidonvilles, il doit fournir du « beau » aux classes populaires. La fréquentation est principalement locale – il sert de poumon vert pour des classes populaires précarisées qui vivent dans les communes de La Courneuve, Dugny, Stains, Garges et Saint-Denis. Entre 1971 et 2021, le parc est marqué par un autre événement populaire puisqu'il accueille sur une zone du parc, l'Aire des Vents, la fête de l'Humanité.

Le site est ciblé par des projets d'aménagement dans les années 2010 et de nouveau en 2019-2020. A l'origine, c'est le projet « Central Park », une proposition de l'urbaniste Roland Castro, qui provoque la formation de collectifs de défense du parc. L'idée est de construire 2000 immeubles, soit environ 24.000 logements, sur la lisière du parc : une sorte de façade urbaine à l'image de Central Park à New-York, Hyde Park à Londres ou encore le parc Monceau, dans des proportions plus modestes, dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Le parc Georges Valbon deviendrait alors une nouvelle « centralité » du Grand Paris. Le projet consommerait 70 hectares sur les 310 hectares classés. L'urbaniste a aussi à cœur de « recoudre » le parc avec son environnement, en suggérant par exemple de réaliser une passerelle au-dessus de l'autoroute A1 pour lier le parc et la cité des 4000 à la Courneuve, dans un contexte où le parc est peu accessible à pied ou à vélo depuis la Courneuve et Dugny. Une mobilisation citoyenne parvient à obtenir l'annulation, ou du moins la mise en sommeil du projet, fin 2015.

---

<sup>26</sup> Un plan du parc est disponible en annexe 11.

<sup>27</sup> Lenclud, Dominique. Jardins publics et parcs de la Seine-Saint-Denis, Paris, Le Lou du Lac éditeurs, 2008.

A partir de 2018, le Conseil Départemental envisage l'urbanisation de 7 hectares du parc, avec le soutien fort du maire de Dugny, pour aménager le Village des Médias sur l'aire des Vents<sup>28</sup>. Après les Jeux Olympiques, ce Village serait converti en logements hauts de gamme. Etant donné que, comme le soulignent les collectifs, ce Village des Médias n'était pas requis par le CIO, ce projet semble représenter plus globalement la volonté pour le département de la Seine-Saint-Denis de s'insérer dans le projet politique du Grand Paris en devenant une nouvelle centralité. Quant à la question cruciale de l'accessibilité, elle est déjà assurée puisque la Tangentielle Nord – un tram train reliant Le Bourget à Épinay dans un premier temps – doit être livrée en 2018, avec deux gares en bordure du parc (Stains et Dugny) ; la future ligne 16 du Grand Paris Express doit passer à proximité (La Courneuve-Six Routes) ; et la ligne 13 du métro pourrait être prolongée jusqu'à Stains.

Deux collectifs s'emploient à défendre l'intégrité du parc face à ces velléités d'urbanisation ou de spécialisation des espaces. Le premier est le sujet de l'enquête ethnographique : « Notre Parc n'est pas à vendre », qui représente un noyau dur d'environ 20 personnes, 200 à 300 participants en cas d'évènements, et un millier de soutiens (la page Facebook réunit 1200 personnes). Le deuxième collectif pour la défense et l'extension du parc travaille en collaboration étroite avec le premier, mais est particulièrement marqué par une bonne insertion dans les arènes politiques locales et la présence des fractions cultivées des classes moyennes supérieures (notamment architectes, urbanistes et sociologues). Notre parc n'est pas à vendre est d'ascendance plus populaire : sa composition est assez mixte socialement, comptant quelques « experts militants » gravitant dans les métiers de l'aménagement, mais aussi des habitants de longue date des communes alentour qui valorisent un attachement populaire au parc et le *droit* à cet espace qui leur revient<sup>29</sup>. Un soutien plus large apparaît dans une pétition regroupant 16.000 signatures en 2015, sachant que 6000 signatures ont été récoltées sur place, dans le parc.

Les collectifs remportent une première victoire structurante en 2015, lorsque le projet de Roland Castro est mis en sommeil. Pendant deux à trois ans, son action est plus épisodique et vise à mener un travail d'expertise vigilante sur les éventuels projets d'aménagement qui menaceraient le parc. Les membres continuent d'assurer un rendez-vous régulier dans le parc, les dimanches. Ils vont par exemple dénoncer les tentatives de privatisation de la gestion du parc ou questionner son entretien, notamment la coupe d'arbres et les aménagements ciblés

---

<sup>28</sup> Pour un aperçu des aménagements contenus dans le projet de ZAC, voir annexe 12.

<sup>29</sup> C'est le second que j'enquête, principalement en raison du fait que j'opère une entrée par les lieux et que ce sont les militants de Notre parc n'est pas à vendre qui pratiquent des formes d'occupation douce de l'espace du parc.



(comme la création de zones consacrées à certains sports). Dans cette phase de vigilance, ils développent notamment un argumentaire qui touche aux questions de justice environnementale, autour de la concentration de la pollution en Seine-Saint-Denis, par exemple autour de la multiplication des *data centers*<sup>30</sup>. La mobilisation prend de nouveau un tournant plus réactif à partir de 2017-2018, autour du projet de ZAC du Cluster des Médias<sup>31</sup>. Cette fois, l'argumentation se concentre sur les Jeux Olympiques et ses conséquences urbanistiques et sociales, ce qui occasionne un rapprochement avec des groupes spécialisés contre les Jeux Olympiques, comme le comité de vigilance JO93 ou encore le collectif Non aux JO2024. Le CPTG et le MNLE93 apportent à partir de 2020 un soutien particulièrement important aux militants, notamment sur le plan juridique<sup>32</sup>.

Le collectif NPPAV s'appuie en premier lieu sur l'idée de la *préservation* du parc, sur plusieurs plans : le paysage, la biodiversité et le patrimoine. Le collectif souligne les dommages faits à l'équilibre écologique local voir global en pénalisant les zones humides du parc vers Dugny, notamment pour les crapauds calamites qui sont une espèce protégée, et le Blongios Nain, un oiseau qui niche dans les zones affectées du parc. Les militants s'appuient sur la Charte Natura 2000 qui qualifie certaines parties du parc, et la classification en ZNIEFF de type 1 et 2<sup>33</sup>. L'urbanisation de l'Aire des Vents ampute en outre la superficie du parc (grande scène de la fête de l'Humanité, terrains longeant la route vers le Bourget). La réflexion est axée sur le risque de « privatisation » d'espaces publics, et notamment sur l'importance de conserver des espaces non-marchands au bénéfice des classes populaires. En somme, les militants se méfient d'une nouvelle organisation du parc qui proposerait des usages marchands et une forme de zonage (des espaces *dédiés* au yoga, des espaces *dédiés* au *coworking*, par exemple). L'idée générale est de conserver la liberté d'usage dans le parc. La notion de patrimoine populaire est centrale : les membres du collectif défendent l'idée d'une propriété collective du parc, concrète plus que symbolique : le parc est « à eux » puisqu'il a été financé avec leurs impôts dans le cadre d'une politique publique, point qui s'articule avec une critique de l'embourgeoisement programmé du site. Les militants dénoncent une volonté des pouvoirs publics de réduire le parc à un espace

---

<sup>30</sup> Ce sont des centres d'hébergement informatique, les entreprises s'en servent comme infrastructures techniques permettant de stocker et de distribuer des données. Ils contiennent salles informatiques, installations techniques associées et locaux supports.

<sup>31</sup> On peut trouver en annexe 3 une chronologie détaillée de la mobilisation.

<sup>32</sup> Les questions de temporalité des luttes entre elles sont à cet égard très importantes : c'est bien parce que le CPTG est fort d'une victoire fin 2019 (abandon d'Europacity) et que la situation du Triangle de Gonesse est incertaine que ses membres en 2020-2021 reportent leur capacité de mobilisation, leurs savoirs militants et leur réservoir de soutiens sur d'autres luttes qui peinent davantage.

<sup>33</sup> Zones humides protégées à différents degrés.



vert à forte plus-value immobilière, pour attirer de nouveaux acheteurs parisiens ou des investisseurs mondialisés. En somme, le parc devient un argument de vente dans une zone destinée à prendre beaucoup de valeur. Plus directement encore, les logements du Village des Médias seraient convertis pour des ménages de classe moyenne et supérieure. Enfin, le collectif critique une absence de démocratie, un manque de transparence sur la question de l'aménagement du territoire et une dépense publique mal orientée, notamment à l'égard des Jeux Olympiques, analysés comme un grand gaspillage.

Figure 3 : Tracts de NPPAV, mai 2015 et septembre 2020



## II. Choisir son point de vue : la construction du dispositif d'enquête pour une ethnographie de l'engagement

Dans la sociologie des mouvements sociaux, un certain nombre de cadres notionnels sont interrogés, remis en cause et actualisés au fil des années. La position située des chercheurs a longtemps contribué à une hiérarchisation des mouvements sociaux à la faveur du modèle de militantisme de l'ouvrier communiste en tant que cadre d'analyse principal (Fretel, 2004 ; Siméant et Sawicki, 2009). Les intellectuels sont alors marqués par une empathie envers le mouvement ouvrier, « ce qui conféra aux biographies de militants une place d'entrée de jeu » (Filleule et Pudal, 2010, p. 164). Les conceptualisations en termes de "nouveaux mouvements sociaux" (NMS) ont permis dans les années 1970 et 1980 de sortir de l'hégémonie de ce modèle du militant ouvrier (Pudal, 1989), mais elles ont fait l'objet de critiques pour avoir présenté comme nouveaux et « post-matérialistes » des mouvements qui ne l'étaient pas nécessairement. En effet, les courants féministes matérialistes, ou encore certains mouvements de justice environnementale qui relient inégalités de classe et répartition des nuisances en marge de la production capitaliste, semblent bien avoir pour objet les conditions matérielles d'existence. Ainsi, on sort progressivement de ce cadre opposant le modèle du mouvement ouvrier et les "nouveaux mouvements sociaux", dont la critique apparaît désormais consommée (Filleule *et al.*, 2020).

Méthodologiquement, depuis quelques années, un des éléments notables de l'étude sociologique des mouvements sociaux est la prévalence de l'ethnographie. En faisant la part belle aux analyses en termes de division du travail militant, elle permet de s'intéresser à toutes les tâches qui font la vie d'un collectif et qui le font tenir, loin de n'y voir que les activités qui seraient d'une « nature » militante, visibles et valorisables, comme la diffusion de tracts ou la tenue d'une manifestation (Cohen & Dunezat, 2018), et ainsi permet de répondre à des questions théoriques, notamment portées par les approches féministes, sur la définition de l'activité d'un mouvement social. Les militants ont une activité logistique prépondérante, et la méthode ethnographique entre en résonance avec certains types de terrains au sein desquels la vie quotidienne est travaillée et conceptualisée comme politique (Pruvost, 2017). De plus, l'ethnographie est la mieux à même de dévoiler les sociabilités, les affects et les dynamiques de domination internes aux groupes mobilisés – mais également les aspects spatialisés des luttes, dont la quintessence est trouvée dans les mouvements d'occupation de lieux qui impliquent la mise en place d'une vie collective (Céfaï et Lafaye, 2001).

Nul ne conteste aujourd'hui que l'observation, surtout participante, constitue une méthode privilégiée pour appréhender les mouvements sociaux (Combes *et al.*, 2011). Les enquêtes sont elles aussi ancrées dans des conditions matérielles de production, et les approches ethnographiques correspondent généralement à des positions éthiques et critiques particulières (Dunezat, 2011 ; Uhel et Le Rouley, 2020), qui ont le mérite de mettre sur la table les modalités concrètes du rapport au terrain et de la distance à l'objet. Ces précautions et positionnements, notamment éthiques, invitent les chercheurs à se focaliser davantage sur un quotidien dense de la mobilisation plus que sur des évolutions de long terme abordées par d'autres travaux (Pagis, 2014 ; Renahy *et al.*, 2015).

Ainsi, une partie des enquêtes menées sur les terrains écologistes radicaux se concentrent peu sur les ressorts sociaux de l'engagement : plusieurs travaux récents sur les ZAD dévoilent des aspects riches des luttes d'occupation, comme la dimension politisante de la vie quotidienne choisie (Pruvost, 2015, 2017) ou les effets de l'autonomie à l'égard des institutions du pouvoir sur la vie collective (Bulle, 2018). Mais ces recherches peuvent délaissé la question des propriétés et des trajectoires des acteurs au profit des interactions et des pratiques observables in situ, voire rejeter la nécessité a priori de l'objectivation. Or, les individus qui s'y trouvent ne sont pas socialement vierges et on ne saurait faire abstraction de leurs appartenances sociales, de leurs socialisations antérieures, de leurs dispositions, bref, de tout ce qui se joue en amont et au travers de leur engagement. On trouve les exceptions notables, mais non-exhaustives, de Colin Robineau dans son travail sur les autonomes, qui démontre la présence d'une configuration familiale spécifique (Lahire, 1995) dans la formation des dispositions à la radicalité politique : un habitus polarisé entre un parent d'origine populaire et l'autre d'origine bourgeoise ou petite bourgeoise, dévoilant sans doute de façon précoce le caractère arbitraire du monde social (Robineau, 2018, 2020). Stéphanie Déchezelles montre également bien le processus de désaffiliation sociale des occupants opposés à la construction d'un parc éolien dans le cas de la ZAD de Caunet, sans oublier, sur le plan collectif, les conditions d'émergence d'une « carrière » occupante chez les protestataires (Déchezelles, 2017). J'essaie de tenir ensemble ces éléments dans la thèse, en gardant l'ethnographie comme approche principale, avec son exigence d'observation in situ des interactions de face à face, mais sans perdre les éléments objectivants d'une sociologie bourdieusienne, ni quelques éléments macrosociaux qui faisaient l'intérêt des approches par la structure des opportunités politiques.

J'ai réalisé une enquête ethnographique multisituée de deux ans, auprès de trois mobilisations écologistes de défense de lieux en Ile-de-France, articulées à des méthodes d'analyses de discours, des cartographies et une étude de presse.

## 1. Méthodes d'enquête et éléments réflexifs

Après avoir réalisé un mémoire de recherche de master 2 sur les rapports sociaux dans un quartier du Nord-Est parisien en cours de gentrification, j'avais envie de conserver le fil rouge de la gentrification, l'idée de rapports sociaux de classe qui se jouaient lorsque des projets institutionnels préparaient le terrain pour une hausse des prix de l'immobilier, mais cette fois avec la focale des mobilisations hors de Paris. En octobre 2017, je rencontre un stand sur les mobilisations contre le Grand Paris lors d'une visite au « Village des Alternatives » d'Alternatiba, place Stalingrad à Paris, et repère sur la carte militante bricolée le site de Gonesse et la lutte contre Europacity, parmi d'autres. J'ai sélectionné les thèmes écologistes parce que j'avais assez peu d'expérience et d'affinités avec ces types d'engagement, ce qui permettait de conserver une certaine distance. J'évoquerai d'abord le contenu méthodologique de l'enquête, mes propres dispositions et leur réception sur le terrain (1), puis les détails de l'enquête ethnographique et le cadre de mon observation participante (2), avant de parler davantage de la réalisation des récits de vie (3), en transition avec l'étude de trajectoires du chapitre 1.

L'enquête porte en premier lieu sur le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), avec un caractère de continuité de l'enquête, les deux autres mobilisations ayant fait l'objet d'observations plus ponctuelles dans le temps. Ce choix tient aux conditions temporelles de réalisation de l'enquête : le Triangle de Gonesse est le premier lieu que j'ai visité, et j'y ai noué des liens propices à la suite. Il s'agit aussi de la lutte la plus importante numériquement. Par ailleurs, le caractère multisitué de l'enquête rencontre rapidement des limites matérielles, notamment en raison du fait que je souhaite d'abord entrer dans les mobilisations par les lieux défendus et que ces temps d'occupation temporaire ont lieu le même jour, le dimanche. Cela contribue à entériner le choix de Gonesse comme ancrage principal. A travers les chronologies réalisées ci-avant, on voit aussi que la mobilisation menée par le CPTG est en plein essor pendant les deux années d'enquête, avec un enjeu « d'actualité » pour les militants qui est en premier lieu de faire annuler le projet Europacity en obtenant une décision politique de l'Etat. A l'inverse, les militants de Romainville ont déjà connu leur « pic » de mobilisation quelques

mois auparavant, et la mobilisation des militants à la Courneuve est à ce moment plus sporadique et permet moins, comme on le verra, une bonne insertion par l'observation participante.

#### a) Les techniques utilisées et le choix des enquêtés, entre hiérarchies sociales et hiérarchies d'objets

J'ai réalisé une enquête ethnographique en observation participante sur une durée d'environ deux ans<sup>34</sup>. L'essentiel de l'enquête sur les trajectoires des militants porte sur le Collectif Pour le Triangle de Gonesse, ma focale d'observation principale dans cette recherche. Le groupe mobilisé à Romainville fait l'objet de moins d'entretiens. Le collectif de la Courneuve a quant à lui fait l'objet d'observations participantes, réunions et rencontres, mais pas d'entretien – mes demandes sont restées sans réponse et j'ai peu insisté, le groupe étant au moment de mon enquête plus en difficulté en termes de moyens humains. Sur une durée de deux ans, et considérant le niveau d'investissement nécessaire à une bonne intégration, il n'était pas possible d'enquêter les trois luttes au même degré.

La campagne d'entretiens vient éclairer non seulement le vécu de la lutte en question, mais également les goûts et dégoûts militants et les états émotionnels qui ont accompagné ou provoqué leurs prises de position au cours de la vie : les mobilisations sont des moments particuliers qui génèrent d'importantes émotions. Pour une douzaine de militants particulièrement investis dans les luttes, j'ai réalisé un entretien sous la forme d'un récit de vie de plusieurs heures, parfois réalisé en plusieurs fois. La plupart ont été accompagnés de discussions informelles ultérieures, voire d'un suivi d'actualisation. Les militants me racontent comment ils ont été affectés par leurs engagements divers, entre victoires, défaites, amitiés, joies et dépressions. Enfin, le constat du virage d'un des collectifs, initialement légaliste, vers des registres d'action plus colorés de désobéissance m'a aussi conduit à prendre part au « groupe Action » en particulier<sup>35</sup> et à donner la parole à plusieurs de ses membres plus jeunes. Comme il s'agit d'un temps long et d'une démarche participante menée entre 2018 et 2020, les acteurs et actrices de cette histoire ne se résument pas à celles et ceux avec qui j'ai mené des récits de vie. Avec une trentaine de militants, j'ai partagé un grand nombre de moments dans la

---

<sup>34</sup> Voir annexe 4.

<sup>35</sup> Voir chapitre 1.

mobilisation, qu'il s'agisse de temps de « scène » comme les événements publics, fêtes et manifestations, ou de temps en coulisses comme les nombreuses réunions, les rencontres sur les lieux défendus, les échanges de mails et les coups de téléphone. Afin d'appuyer les réflexions sur l'importance des registres d'action en lien avec l'appropriation de l'espace, une partie importante de ces moments d'observation ont eu lieu dans les lieux défendus, dans le cadre de rendez-vous routiniers des collectifs, abordés dans le détail en chapitre 3. On trouve aussi, dans les temps d'observation, des événements collectifs qui font intervenir plusieurs associations ou groupes dans des célébrations ou des tentatives de fédération. Des discussions informelles accompagnent en nombre ces temps, souvent dans le cadre d'une camaraderie. D'autres militants peuvent être évoqués dans les récits et anecdotes sans qu'ils aient été situés sociologiquement au cours de l'enquête, selon les contraintes d'un *turn-over* parfois important dans les rangs des mobilisations. Le nombre d'entretiens formels, s'il paraît réduit, est à contextualiser dans le cadre de groupes militants restreints, mais aussi dans les temporalités de l'enquête : j'ai commencé la seconde série d'entretiens, qui devait être la plus longue, en février 2020, et les contraintes liées au COVID19 ont pesé à la fois sur mes enquêtés et sur mes conditions de travail, réduisant fortement les possibilités d'entrevues.

Mon objectif était de rendre compte d'un moment spécifique dans la vie de l'association et également, par extension, dans le champ des mobilisations écologistes en Ile-de-France. Voulant mettre l'accent sur la dynamique de mobilisation, j'ai vu des personnes prendre de l'importance au fil des semaines tandis que d'autres se mettaient en retrait, j'ai observé de nouveaux militants mener des initiatives assez rapidement : bref, j'ai voulu mettre en valeur les acteurs de ce moment-là sans partir du principe que les plus anciens auraient davantage à raconter ou que leur engagement écologique s'ancrerait plus solidement. Je voulais également avoir une approche ethnographique qui rendait compte sérieusement des dimensions matérielles et affectives de la mobilisation, ce qui m'a conduite à être assez vigilante à laisser la juste place aux récits des femmes, pour éviter de perpétrer à la fois des biais d'observation et des hiérarchies d'objets. Ici, il ne s'agit pas, bien sûr, de dire que l'étude de la dimension affective est automatiquement rendue possible par le fait d'interroger des femmes, mais simplement de souligner certains points. La reproduction des rapports sociaux de genre dans la division du travail militant amène les militantes à prendre davantage en charge certains aspects matériels et affectifs. Ces mêmes aspects sont parfois négligés dans les enquêtes, et celles et ceux qui les façonnent par la même occasion. Hubert Billefont, dont la thèse avait pour objectif de montrer que l'écologie était une idéologie de classes moyennes, fait par exemple le choix de ne parler

qu'aux anciens militants (« *les plus anciens sont forcément ceux qui ont le plus à raconter* »), et à ceux qui ont eu des parcours dits "cohérents", qui ont fait de l'écologie « *une dimension intégrante de leur personnalité et de leur biographie* », dont on imagine la trajectoire avec pas ou peu de périodes de désengagement (Billemont, 2006, p. 117). Il faut noter que ces choix tendent mécaniquement à privilégier les points de vue d'hommes plutôt âgés, ayant eu des socialisations politiques plutôt cohérentes, comme le montrent en particulier Marie Buscatto, Geneviève Dermenjian et Dominique Loiseau dans leurs analyses des trajectoires de militantes et militants syndicalistes, et de couples de militants communistes (Buscatto, 2009).

L'enquête s'appuie en outre sur le recueil d'archives, des traitements documentaires et l'analyse de données. Il s'agit d'abord de la collecte et de l'étude systématiques des documents produits par les collectifs eux-mêmes : argumentaires, tribunes, pétitions, *e-mails* de positionnement, mais aussi dessins, chants et bricolages divers. J'ai également réalisé une étude de presse exhaustive à l'aide d'Europresse, répertoriant tous les articles de la base mentionnant chacun des trois conflits, qu'il s'agisse d'articles d'informations, de prises de positions ou encore de tribunes. Cette étude a permis de produire une analyse des soutiens publics aux militants dans le cadre du travail pétitionnaire ou « tribunaire » (chapitre 3, partie 2), mais également de situer les prises de position des divers acteurs, d'extraire des citations, ou encore d'appuyer une analyse de discours des aménageurs (chapitre 5). Des cartographies statistiques et thématiques ont aussi été réalisées à l'aide de divers traitements de bases de données INSEE et du logiciel libre Magrit, développé par le CNRS : ce sont des portraits socio-économiques de territoires à l'échelle des communes de la Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise, qu'on peut trouver dans le chapitre 4, et qui éclairent le lecteur sur les trajectoires socio-spatiales et les stratégies résidentielles des habitants soutenant le projet. Enfin, à l'occasion du volet d'enquête support d'une partie du chapitre 4 sur les rapports de classe à l'écologie et le collectif dit des « vrais gens » de Gonesse, favorable à l'urbanisation, j'ai mobilisé des techniques d'analyse textuelle à l'aide du logiciel Max QdA afin de produire une analyse de discours exhaustive. Les conditions dans lesquelles ces techniques supplémentaires ont été mises en œuvre sont détaillées dans des encadrés à l'endroit du texte où j'y ai recours, pour faciliter la compréhension.

Afin d'aborder quelques éléments du positionnement des acteurs *favorables* aux aménagements combattus par les militants écologistes, qu'on trouve principalement en chapitres 4 et 5, j'ai aussi réalisé des observations directes (non participantes) durant certains événements institutionnels dans le cadre du Grand Paris, comme l'Assemblée des Maires en décembre 2018,

qui permettent de comparer l'analyse de discours permise par l'étude de presse. Enfin et surtout, un volet d'enquête complémentaire a été réalisé plus tard pour affiner le chapitre 4 qui porte notamment sur les engagements d'habitants favorables au projet. Sur un tout petit groupe de cinq à six personnes qui se mobilisent entre 2017 et 2019 pour l'avènement d'Europacity, j'ai pu interroger deux individus qui ont accepté de me répondre. Les modalités sont détaillées en chapitre 4.

## b) Dispositions et construction de ma position sur le terrain

### Encadré 4 : Auto-analyse entre classe et écologie

Issue d'une famille des petites classes moyennes rurales, dont une partie dans l'agriculture, j'ai grandi avec des dispositions critiques mais pas de grandes dispositions à l'action collective et j'ai peu entendu parler, en grandissant, de mobilisations collectives, de mai 68 au MLF en passant par les mouvements anti-nucléaires. Mes parents parlent de politique au sens des idées et valorisent la politique représentative, notamment dans le contexte local, dans un cadre légaliste : les registres d'action militants hors cadre institutionnel n'existent pas ou peu. Je vois ma première manifestation tard, en 2016. J'ai divers engagements à gauche du spectre politique, qui sont autant des tentatives d'action collective que l'occasion de côtoyer d'autres milieux sociaux, notamment intellectuels. Le mouvement contre la loi dite « Travail » et l'expérience de Nuit Debout marquent un point d'inflexion dans ma trajectoire, comme c'est le cas pour certains de mes enquêtés, à travers la mobilisation étudiante, les premières manifestations, les occupations et les violences policières vécues par moi et mes proches. A la lumière de différentes expériences, j'ai choisi de me préoccuper de mobilisations ancrées dans un lieu et sur le long terme, facette qui manquait peut-être à mon propre engagement.

Dans le rapport à l'écologie, ma vision se résumait pendant la socialisation primaire à l'environnementalisme, dans une forme de protection « de bon sens » de l'environnement issue du cadre de vie rural : les dégradations, par exemple, comme ne pas nettoyer les déchets de son pique-nique derrière soi, sont mal vues et provoquent la colère. Le rapport à l'environnement se fait dans le cadre d'une ontologie plutôt rurale et populaire : on traite bien la « nature » mais surtout, on la connaît et on la pratique, via l'agriculture ou encore la randonnée, façonnant un rapport sensoriel particulier à l'environnement. Le dérèglement écologique est vu avec distance, voire parfois avec scepticisme. La sobriété est de mise, avec une participation modérée à la mondialisation qui mêle la nécessité aux principes moraux : éviter d'acheter des produits qui viennent par avion, de voyager à l'étranger. Quant aux projets d'aménagement contestés sur des prétextes écologiques, on ne comprend pas bien pourquoi tant d'agitation : il faut bien laisser les choses évoluer, construire et stimuler les économies locales. Les ontologies dont les ZAD se font le terreau, par exemple, ne font pas partie du paysage, et leurs partisans sont considérés comme très radicaux.



Sur le terrain, la plupart du temps, je fais davantage valoir mon milieu d'origine et notamment son caractère rural, que l'étiquette d'étudiante-doctorante et donc d'intellectuelle qui me semble pesante. Cela dit, de mes origines rurales, je n'ai pas gardé suffisamment de savoirs et savoir-faire « agricoles »<sup>36</sup> pour être particulièrement pertinente sur la question de la gestion des sols agricoles. Je comprends bien en revanche les enjeux de politique locale, le statut des sols, les votes du conseil municipal, le PLU. De ma nouvelle provenance universitaire, je me cache un peu : je ne veux pas qu'on parte du principe que je suis « hors-sol », et je ne veux pas être la « sociologue des luttes » qui observe sans donner un coup de main. A Gonesse, certaines dispositions vis-à-vis de la nature et notamment de l'effort physique sont un atout. Elles me permettent de dépasser du même coup des attributs présumés de classe et de genre, en me plaçant comme capable de m'atteler aux tâches les plus basiques et physiques.

Quant à ma posture de sociologue, elle fait lever peu de sourcils. Lors des premiers contacts, le fait d'être parisienne ou non est une distinction plus importante pour les militants, sur les trois zones, que celui d'être sociologue ou charpentière.

On a un peu de répit au niveau des visiteurs et Youssef en profite pour me demander « Et toi t'es d'où ? ». Je lui parle du Bugey (j'ai fait l'observation assez tenace qu'il valait mieux venir d'un coin de région qui n'a rien à voir plutôt que de Paris). Il s'exclame : « Mais je connais le Bugey ! Un film avait été tourné là-bas, Beau-Masque »

Extrait du journal de terrain, dimanche 31 mars 2019

La sociologie, en dehors du fait que la plupart des militants savaient que j'allais tirer un travail écrit de notre temps ensemble, n'a jamais été un réel obstacle. L'explication tient sans doute à plusieurs facteurs. D'abord, l'ancrage à gauche des luttes en question n'était pas assez pénétré de certaines cultures politiques, libertaires, ou autonomes notamment, pour donner lieu à une réelle méfiance envers le sociologue. Cette méfiance ou sentiment de rejet peut témoigner des effets mal vécus d'un manque de bras, qui fait que les militants sont agacés que le chercheur étudie la lutte sans l'alimenter. Par ailleurs, les militants, d'autant plus s'ils sont dominés dans l'espace social, peuvent craindre une appropriation de leur récit par un observateur non-neutre, qui représente une forme de culture savante. Le rapport d'enquête, en cela, n'est bien évidemment jamais neutre, qu'il s'agisse d'un chercheur dans une lutte féministe qui prône la

---

<sup>36</sup> Je fais ici principalement référence à Gonesse où l'enjeu était plus visible et l'enquête plus longue.

non-mixité ou d'une chercheuse dans une mobilisation écologiste partageant avec ses enquêtés des dispositions critiques. A Gonesse, toute personne dotée d'un savoir particulier ou d'un savoir-faire était absolument bienvenue. La lutte croisait parfois certaines sphères, engagées à gauche, du monde universitaire et en particulier des sciences sociales, ce qui mélangeait deux de mes univers : par exemple, le CPTG a été invité à la Brèche, à l'EHESS, lors d'un évènement militant avec différentes prises de parole le 8 novembre 2019, peu après l'annulation d'Europacity. A Romainville, ma présence a été bien accueillie, avec un peu plus de méfiance chez certains sur la « culture » associée au monde universitaire parisien. A la Courneuve, le rapport aurait été différent sur une enquête de plus long terme : certains membres voulaient que je sois mise en avant, que je m'exprime, que je produise des documents, me voyant comme un potentiel gage de légitimité scientifique.

Dans le cas de Gonesse, par ailleurs, la lutte avait déjà « son » sociologue, ce qui a permis d'éviter une partie des questions concernant ma posture de recherche. Un autre chercheur, Bogdan<sup>37</sup>, était déjà ancré dans la lutte. De par son entrée antérieure, son ancienneté et sa posture de recherche entièrement immersive, il allait devenir le sociologue « officiel » de la mobilisation, au sens où il est connu par les militants pour cela. Nous avons beaucoup échangé au fil des années, en parlant de nos intuitions de recherche, des évènements courants, en comparant nos notes parfois, ou en s'appuyant l'un sur l'autre en cas d'absence sur le terrain. Nul doute que Bogdan a mieux su tirer parti, par exemple, de son statut de chercheur pour pénétrer et analyser certaines sphères militantes aux frontières du champ du pouvoir médiatico-intellectuel, par exemple. De mon côté, j'ai peut-être pu mieux intégrer des sous-sphères militantes plus informelles, marquées par des cultures politiques plus jeunes et désobéissantes, dont j'étais plus proche en termes de cycle de vie et donc de contraintes temporelles et matérielles. Cela dit, mon âge, dans son intersection avec mon genre, peut parfois me desservir en termes de position perçue : Bogdan, qui a la quarantaine, rencontre moins de confusion quant à sa position professionnelle. C'est un « vrai » chercheur, payé pour cela. Moi, en revanche, je glisse parfois dans l'identité floue de l'« étudiante », comme dans la définition qu'en donne Jean-Claude Chamboredon : toute position qui contient une part d'enseignements scolaires (Chamboredon, 1991). Je peux ainsi être prise pour une étudiante en licence ou en master faisant simplement un « mémoire ».

---

<sup>37</sup> Dans les comptes-rendus et la thèse, il est appelé Bogdan, conformément à sa préférence et à la nature de sa propre ethnographie.

## 2. Les modalités du choix ethnographique

### a) Position d'enquête : une immersion contrôlée

Le choix d'une immersion, au moins partielle, m'a rapidement semblé être le plus adapté à une étude de mobilisations, d'autant plus si ces dernières sortent du « cadre notionnel » des mouvements sociaux verticaux et structurés. La dimension de l'analyse du travail militant et des rapports de classe et de genre qui s'y jouent, que je souhaitais mettre en avant, ne pouvait pas être analysée sans ethnographie. Plus tard, ma rencontre avec l'anthropologie m'a apporté plus de finesse sur cette idée de l'immersion : les auteurs que j'ai découvert m'ont invité à me considérer comme étant partie de l'action collective, en tant que chercheur *et* membre de la société. L'acceptation d'être affectée par le terrain, loin d'être considérée comme une limitation, est le chemin vers une analyse plus juste des rapports humains qui s'y jouent.

Je partage avec les enquêtés les plus jeunes des points d'inflexion de trajectoire qui ont modifié notre rapport au monde et à la politique. Tous, à notre manière, essayons de vivre nos vies en sortant de certains cadres temporels et de certains attendus sociaux. Pour certains, à partir de 25 ans, ces choix ou non-choix commencent à avoir des conséquences au fur et à mesure qu'ils sortent de cette situation de disponibilité biographique : choisir de ne pas avoir de domicile fixe, de ne pas investir dans un bien immobilier, de ne pas faire d'enfants, de consommer autrement, d'accorder beaucoup de temps aux engagements militants, de s'informer en dehors des médias traditionnels, de privilégier des expériences collectives à un repli sur la sphère intime. Plusieurs d'entre nous sont dans une situation d'articulation inconfortable entre ces différents aspects, sont en conflit avec leur famille par exemple. Il est rapidement nécessaire d'accepter cette proximité pour être en mesure de continuer l'enquête :

La discussion politique porte sur l'expérience collective et l'écho intérieur de cette dernière (comment on se connaît mieux à travers ça, comment on réalise ce qui est vraiment important, ce qu'on veut faire, etc.), très peu sur les « faits d'armes ». Vlad est extrêmement redevable à Kery et je comprends qu'ils ont une relation complexe, à plusieurs niveaux. Quand Vlad évoque l'éducation populaire et les progrès qu'il a faits, il parle de ses « frères » et Kery a du mal à répondre sans avoir les larmes aux yeux. Fatalement, la question m'est posée : qu'est-ce qui m'a menée là ? J'ai du mal à synthétiser ma trajectoire politique, mais j'accepte de me confier.

Extrait du journal de terrain, après la réunion du 27 février 2019

Les anthropologues - je lis par exemple Robert Emerson, Jeanne Favret-Saada, Clifford Geertz et Jack Katz - proposent de limiter l'imposition de catégories lors de l'entrée sur le terrain et sont dans une approche résolument compréhensive. Cela permet aussi de mieux intégrer la question des émotions dans le militantisme, qui me paraissent importantes sur le terrain, ainsi que les rapports sensoriels aux lieux défendus. Ces travaux me montrent des façons plus complètes de faire *exister* le lieu, à travers la description dense : j'essaie de décrire les odeurs, le goût des légumes, le contact de la terre et des épis de maïs et cela m'a aidé à concevoir des formes sensorielles d'appropriation de l'espace (chapitre 3).

Malgré tout, dès le début du terrain, je me suis fixée quelques limites dans ma participation à la lutte, principalement éthiques. Je ne voulais pas être décisionnaire sur un point de stratégie, ni porte-parole. Il s'agit de ne pas surestimer son rôle alors qu'on est nécessairement de passage tandis que d'autres font graviter leur vie entière autour de la lutte. Il y a aussi le risque d'influencer certains tournants de la mobilisation en se servant d'hypothèses de recherche. Le rôle de porte-parole semble concentrer des gratifications symboliques, et revenir plus souvent à ceux qui savent formuler les arguments du collectif sous des formes admises. Les intellectuels, dont les chercheurs, peuvent plus facilement adopter cette position intermédiaire, entre reflet fidèle de l'esprit du groupe et adaptation à des interlocuteurs légitimes, grâce à leur capital culturel qui infléchit le choix du vocabulaire et la maîtrise du ton. Les gratifications symboliques associées à ce rôle peuvent perpétuer des rapports de domination symboliques au sein des collectifs, et je pense qu'elles devraient revenir à celles et ceux qui portent la lutte dans ses dimensions les moins visibles, les moins gratifiantes et les plus lourdes.

En lieu et place d'une posture risquant d'être prescriptive, je priorise donc des tâches manuelles et/ou invisibles : taper les comptes-rendus de réunions, reporter à la main les adresses données par les nouveaux souscripteurs à la fête des Terres, envoyer un par un les textos pour prévenir les soutiens de venir à six heures du matin en blocage de chantier avec un téléphone non traçable, jardiner, préparer la logistique des événements, baliser le parking pour les invités, faire un repérage au milieu des champs pour une future action. Ces rôles me semblent aussi conformes à ce que j'ai observé : le travail logistique représente la majorité du temps de travail militant. J'assure aussi parfois le passage d'information ou de ressources entre les luttes, comme par exemple expliquer les démarches juridiques et les textes à des collectifs moins habitués à les traiter. Je diffuse les tracts pour les événements aux endroits militants ou semi-

militants que je fréquente par ailleurs. Dans la même logique, j'ai essayé de transmettre, lorsque c'était possible, certains comptes-rendus, ou encore des cartes, aux militants si cela leur était utile.

Bien sûr, ces règles ont été mises à l'épreuve des faits. Il m'est arrivé, avec le temps et les rapports amicaux qui s'installent, qui amènent à dévoiler d'autres parts de soi, qu'on me demande de prendre un rôle plus important, comme animer une manifestation, un atelier, etc. Les résolutions ont leurs limites et sont soumises aux imprévus du terrain et ses « épreuves éthiques » (Morelle et Ripoll, 2009) : lors de l'épisode de l'été 2019 sur le terrain (période de blocage de travaux), je prends malgré moi une position plus organisationnelle que ce que j'avais imaginé, privilégiant le fait d'être utile aux militants dans un sentiment d'urgence partagé. Il m'est aussi arrivé d'organiser un événement, une table-ronde lors d'une des fêtes des terres de Gonesse initiées par le CPTG<sup>38</sup> : il s'agissait d'inviter différents « représentants » de plusieurs luttes écologistes pour qu'ils discutent de l'avancée de leurs affaires, face au public. Participer à l'organisation faisait sens étant donné qu'à ce moment-là, j'étais en contact direct avec plusieurs collectifs de lutte.

#### b) « Passeuse » entre les luttes, les effets d'une enquête multi-située

Cela contribue à construire une position de « passeuse » entre les luttes : le caractère multipositionné de mon enquête joue notamment beaucoup sur le rapport que les militants ont à moi. Je suis parfois une sorte de passeuse d'informations entre les luttes, en apportant des informations d'autres mobilisations, ou issues du monde institutionnel : où en sont les gens de Romainville ? Quel est le dernier rebondissement juridique à Gonesse ? Qu'a dit tel acteur public au séminaire réunissant professionnels et chercheurs de la ville à l'EHESS ? A-t-il mentionné le Triangle de Gonesse ? Lors d'une journée d'études, des invités prestigieux, fêtant les 10 ans du Grand Paris, ont-ils évoqué la question de la consommation des terres agricoles ? Que retenir de l'Assemblée des Maires du Grand Paris ? Régulièrement, ces espaces d'enquête s'entrecroisent avec le champ intellectuel.

Ma connaissance des autres terrains est un outil important et génère de la confiance même si je ne participe pas à tous les événements militants. C'est dans ces discussions informelles, pendant

---

<sup>38</sup> Décidé en mars 2019 pour la fête qui devait se dérouler en mai 2019.

les interstices avant et après les réunions, que ma légitimité est sculptée et que les liens s'installent pour la suite. Cette connaissance fonctionne comme une garantie de légitimité militante. La première fois que je rencontre les militants de Romainville, c'est une collègue de thèse qui m'informe d'une réunion. Elle hésite justement à faire de la Corniche des Forts son terrain, parce qu'elle a l'impression qu'il ne va pas se passer nécessairement beaucoup de choses (les travaux ont commencé et une demi-douzaine d'hectares ont déjà été déracinés). Ce sera probablement une réunion assez informelle. Nous décidons d'y aller ensemble. Ce dimanche, il devait y avoir le pique-nique habituel du collectif au parc de Romainville, mais il fait un temps proche de la tempête, nous avons donc été prévenues par la liste que le rendez-vous était annulé, mais qu'il y avait une réunion en fin d'après-midi à la place<sup>39</sup>. C'est donc la première fois que je rencontre ces militants, et dans le cadre d'une réunion interne - j'espère qu'ils n'en seront pas mis mal à l'aise. La rencontre habituelle à Gonesse se passe aussi le même jour sur la parcelle. Ma place auprès du CPTG me semble suffisamment stable à ce moment-là pour pouvoir alterner. On peut voir dans l'extrait suivant le rôle du multipositionnement de terrain dans les premières interactions :

Je demande des nouvelles de la lutte tout en montrant que je connais le dernier épisode, comme c'est souvent la coutume : cela permet d'entrer dans le vif du sujet et de voir tout de suite quels sont les points chauds du moment. Halla est ravie, elle me dit qu'elle est allée faire un tour sur le chantier mais qu'elle attend F. pour raconter, il va arriver : « Et toi tu es où ? ». Je lui dis que je suis principalement à Gonesse, que je travaille là-dessus et que je donne un coup de main. Elle et Oleg me demandent tout de suite où on en est, qu'ils aimeraient savoir. Je leur fais le point juridique et leur parle du meeting de la semaine prochaine. Oleg ne comprend pas pourquoi on a fait un recours contre le PLU de la commune de Gonesse puisque ce n'est pas seulement un projet communal, ça dépend forcément du PLUI ! Je lui explique qu'il a raison en temps normal, mais qu'on est dans un moment particulier justement, parce qu'il n'y a pas de PLUI et pas de SCOT. Il accroche à la discussion dès qu'il voit que je maîtrise les éléments d'organisation territoriale basiques. Nous échangeons un peu. C'est très informel et chaleureux, je sens que mon gage de confiance est solide.

Extrait du journal de terrain, 10 février 2019

---

<sup>39</sup> Compte-rendu de réunion du 10 février 2019, dans un café à Romainville.

Plus tard, nous discuterons de l'aspect juridique et ils me demanderont comment on s'y prend à Gonesse : au niveau des ressources juridiques à proprement parler mais aussi financières. Lors de la visite suivante, ce même rituel se reproduit : c'est un peu la discussion de la pluie et du beau temps pour les militants :

Au fond du parc à gauche, à l'emplacement habituel, j'aperçois seulement Halla et Oleg, assis avec plusieurs sacs autour d'eux, d'où dépasse un grand thermos. Ils me reconnaissent et nous nous saluons. Halla me demande « Où étais-tu ? » : je leur raconte quelques éléments d'actualité sur Gonesse et Georges Valbon, la fête d'un côté et l'enquête publique de l'autre

Extrait du journal de terrain, 21 avril 2019

### 3. Les entretiens, une rencontre à quatre temps

Clifford Geertz explique que la culture, dans un groupe de personnes, n'est pas « *dans la tête* » de ses praticiens mais dans ce qu'ils font : en somme, pour décrire le sens que les participants mettent dans une situation, il faut observer autant que demander, parce que cette culture est publique. Elle est là, aux yeux de tous, pourvu que l'on puisse trouver un bon poste d'observation, en prenant nécessairement une place, sans les imiter, ni *devenir* eux. Cette base d'explication de la description dense, qui implique de noter même le plus petit des signes dont on n'a pas encore le sens au début du terrain, m'est souvent revenue en mémoire pendant la phase des entretiens. Il m'a semblé que je n'aurais pas su prendre la mesure d'un certain nombre de propos si je les avais conduits avant d'avoir vu ces personnes interagir, exprimer certaines émotions et noté « *leur occurrence et leur agencement* » (Geertz, 1998, p. 70). J'ai essayé de respecter le conseil contenu dans ces pages, qui est de pas trop « imposer » les catégories à ce qu'on observe, sous peine de ne plus parvenir à se relire, de faire en quelque sorte de la théologie *a posteriori*. Le guide de déontologie de la société américaine d'anthropologie<sup>40</sup>, un second appui, énonce sept règles simples. Marqué d'un rapport tout étasunien aux notions de droit et de liberté, ce document introduit un rapport aux enquêtés et à leur action respectueux et humble. La première règle est de ne pas porter préjudice au milieu qu'on étudie : par exemple, de

---

<sup>40</sup> La dernière version du guide date de 2012 et on la trouve sur le blog de l'American Anthropology Association. URL : <http://ethics.aaanet.org/category/statement/>. C'est lors du séminaire animé par Geneviève Pruvost et Stéphane Tonnelat à l'EHESS en 2018-2019 que je l'ai découvert.

protéger en partie la réputation, de ne pas créer de désordre interne au collectif ni de « révélations » dommageables à l'extérieur du champ. La deuxième règle préconise d'être honnête et transparent sur ce qu'on fait là – il est noté d'ailleurs que cela ouvre plus de portes que cela n'en ferme.

Ces temps d'interactions s'inscrivent dans une enquête ethnographique plus large : dans le cadre de l'étude de ces mobilisations, faire d'emblée les entretiens ne semblait pas envisageables. Ils auraient été, au mieux, exploratoires pour apprendre des faits datés sur l'histoire de la lutte, au pire, trop marqués par des formes de discours idéologiques. La temporalité idéale aurait été de les proposer ni trop tôt dans l'enquête, afin de ne pas passer à côté du système de signes encore obscur du groupe étudié, ni trop tard, quand la pente d'engagement est déjà bien consommée. Finalement, je les ai réalisés vers la fin, et à ce stade, j'avais davantage d'idées sur qui je voulais interroger et pourquoi. Avec ces enquêtés, j'ai eu l'impression de vivre une rencontre en quatre temps : d'abord la participation à la mobilisation, puis l'entretien en lui-même, sa retranscription, et enfin sa relecture par eux-mêmes, qui a permis d'avoir une discussion finale.

#### a) Préparer les entretiens : se positionner en égale

Préparer les entretiens a consisté principalement à me mettre toujours à jour sur l'historique de la mobilisation et ses rebondissements, car si ça n'avait pas été fait (ou si je les avais menés bien plus tôt), ils auraient servi à faire l'histoire officielle du groupe. Les plus anciens du groupe militant, les fondateurs, ont l'habitude de cet exercice par rapport au travail militant de *diffusion* (tractage, sensibilisations mais aussi dialogue avec la presse). Il arrive qu'ils opèrent par habitude un glissement vers un registre didactique<sup>41</sup> et essaient de me convaincre du bien-fondé de la mobilisation. En d'autres termes, ils s'expriment en tant que porte-paroles, et mon but est qu'ils se perçoivent eux-mêmes dans la situation d'entretien comme des individus aux parcours d'engagement divers. Mon idée était donc, après avoir observé ces discours au début du terrain, de neutraliser le plus possible les temps dédiés à ces explications habituelles et répétitives. Pour cela, il fallait d'abord avoir gagné leur confiance, afin qu'ils ne ressentent pas le besoin de me convaincre, et il fallait avoir travaillé d'avance sur les aspects historiques, administratifs,

---

<sup>41</sup> Par ailleurs, je pense que ce glissement de registre est parfois favorisé par nos positions mutuelles en termes d'âge, de secteur professionnel et de genre.



juridiques de la mobilisation pour être autant que possible sur un pied d'égalité quant à la connaissance des faits. Bien sûr, cela n'empêche pas l'émergence de nombreuses anecdotes dans les entretiens ni le récit de certains épisodes de lutte. Après avoir échangé quelques minutes sur les derniers rebondissements de la lutte, je me contentais de leur demander comment ils s'étaient retrouvés dans ce groupe mobilisé, en étant très peu directive et en laissant couler le locuteur « *selon sa pente* » (Beaud et Weber, 2010). Le degré temporel auquel ils faisaient remonter leur penchant pour l'engagement m'apportait déjà plusieurs informations, puis il suffisait d'affiner et de rematérialiser leur récit. L'intégration de l'engagement de façon globale dans leurs parcours de vie a aidé à produire des récits de vie plus faciles et avec peu de résistances à parler des études, de l'activité, de l'habitat, du statut dans la famille et de la vie privée. Pendant une partie de l'entretien, je mentionnais certaines mobilisations, soit localisées, comme une autre lutte de défense de l'environnement dans le département, soit plus diffuses, comme les courants féministes ou les Gilets Jaunes. Cette partie m'aidait à voir la façon dont ils se plaçaient dans le champ des mouvements sociaux et quels étaient leurs « goûts » et « dégoûts » militants, en quelque sorte. Enfin, je demandais souvent de raconter des épisodes : la première fois qu'ils étaient venus sur le Triangle de Gonesse en personne, des souvenirs de petites révoltes, un bon souvenir de la lutte, un mauvais souvenir de la lutte, un film ou un livre qui avait affecté leur compréhension politique du monde. La dernière partie de l'entretien était en général consacrée aux approches en termes de division du travail militant dans le collectif : je les invitais à lister oralement les différentes tâches qui leur semblaient prendre le plus de temps et d'importance dans la mobilisation, et ensuite de dire celles qui leur plaisaient, et celles qu'ils détestaient faire. Ces précautions ont dédouané les enquêtés de la production d'un exposé historique visant à me convaincre ou même simplement à m'informer. Cette approche favorise l'utilisation des entretiens dans leur ensemble, contexte d'énonciation compris, et non seulement comme un ensemble de « *bouts de preuves* » à l'appui (Beaud, 1996, p. 232).

#### b) Effets de hauteur pendant l'entretien

Cependant, et malgré mon positionnement sur le terrain, l'entretien n'en reste pas moins un temps particulier, une situation sociale « *à la fois banale et intimidante* » entre deux personnes positionnées (Beaud et Weber, 2010, p. 247). J'ai retrouvé la tendance plus ou moins nette, selon la position sociale de mes enquêtés, à vouloir fixer le lieu, le temps et les conditions des

entretiens<sup>42</sup> (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1991 ; Chamboredon *et al.*, 1994), caractéristique de ceux qui ont un certain pouvoir social (Beaud, 1996). Philippe, qui est cadre dans le privé, et Benoît, qui travaille au siège parisien d'un grand journal, ont ainsi négocié assez rapidement des conditions de lieu et de durée : c'est moi qui me suis déplacée pour que l'entretien s'intègre de façon fluide dans leur journée. Si Philippe a finalement annulé l'évènement auquel il devait se rendre juste après en prolongeant l'entretien, il a quand même eu le réflexe de caler l'entretien « entre » d'autres rendez-vous. Benoît, lui, m'a fait venir dans le deuxième arrondissement de Paris pendant sa pause déjeuner d'une heure tout compris, bien que j'ai pris soin de préciser qu'il s'agissait de la seule condition non-négociable : avoir du temps. Il feint de jouer le jeu de l'enquête mais reste dans un rapport assez journalistique, du moins au début :

Le contexte de l'entretien est assez différent, parce que bien que j'aie donné tous les détails comme aux autres, Benoît n'a pas pu envisager de me consacrer plusieurs heures. Il voit l'entretien via un prisme plutôt journalistique (il y a des questions et des réponses rapides, visant des faits) et m'a casée à sa pause déjeuner. C'est moi qui me suis déplacée dans l'hypercentre de Paris alors qu'il sort du travail, et nous allons prendre un plat de pâtes dans un petit restaurant italien à emporter. Il y a quelques places sur place, sur des bancs très étroits et avec la porte grande ouverte, du bruit parce que c'est l'heure de pointe. Benoît est lui-même assez pressé – il n'est pas particulièrement détendu d'habitude, mais sur le Triangle il l'est davantage (séparation plus nette avec son environnement habituel je pense) (...) Changement d'attitude au cours de l'entretien, contrôle au début (le lieu, le temps, l'introduction, la maîtrise de la problématique, le rythme) et puis l'ambiance change, T. se livre sincèrement (plus d'hésitations, rythme plus lent) notamment à travers les thèmes genrés qui l'amènent à se confier (...) C'est le seul entretien compressé sur une heure. Dans un sens, ça reste efficace pour voir les thèmes saillants qui s'imposent d'eux-mêmes. Par contre, il manque un peu de vides, un peu de silences, qui parfois amènent un retour sur soi. Moi-même j'ai l'impression d'avoir été moins nuancée dans mes relances et mes questions à cause de cette pression du temps.

Extrait du journal de terrain, après l'entretien avec Benoît, 2 mars 2020

---

<sup>42</sup> Les entretiens ayant été souvent réalisés dans des cafés, cela a donné lieu à l'observation des dynamiques autour du règlement de l'addition. Les enquêtés les plus proches des milieux intellectuels avaient tendance à m'inviter, sachant intuitivement que ce n'était pas un travail particulièrement bien payé. Les plus jeunes avec qui j'avais les rapports les plus proches m'ont laissé les inviter en échange de leur temps. Halla et Oleg, plus méfiants envers les sociologues, ont insisté sur le fait que je règle moi-même.

Toutes les autres personnes interrogées ont joué le jeu d'une temporalité « non contrôlée », quitte à accepter de me revoir parfois pour finir : un des entretiens a été fait en quatre fois, pour ne pas perturber le flot du récit. Je n'ai pas particulièrement insisté pour faire les entretiens à domicile. C'est en partie un regret, mais le fait de partager les temporalités militantes des enquêtés impliquait aussi de comprendre leurs disponibilités et indisponibilités : tout a été fait au plus simple pour eux et elles.

La tâche, très fréquente, de lutter contre les mauvaises représentations que les enquêtés ont d'eux-mêmes, en diminuant la valeur de leur témoignage (« *C'est plutôt à un tel que tu devrais demander !* »), prend dans l'enquête sur les mobilisations un tournant particulier. Stéphane Beaud souligne bien que ce qui « fait » un bon interlocuteur perçu est très souvent lié à l'expérience scolaire des enquêtés, avec une autodépréciation presque systématique des enquêtés des classes populaires, qui s'inscrit dans un certain rapport à la parole. Dans mon enquête, il s'agit pour les enquêtés de se faire les scribes et les mémoires d'une lutte qui représente pour chacun un moment spécial et positif de leur vie. On retrouve donc cette mission de devoir rassurer ceux et surtout celles qui ne se pensent pas pertinentes pour parler du collectif. La légitimité de parler semble suivre, selon le constat de Beaud, le niveau d'acclimatation au monde savant, mais aussi une forme de légitimité militante qui, dans ce cas, se mesure par l'ancienneté – avec un léger prisme genré. J'ai pu observer l'expression de ces doutes de légitimité à deux occasions, une première fois lors de la prise de rendez-vous pour l'entretien et pendant ce dernier, une seconde fois à l'occasion de la navette ethnographique<sup>43</sup>.

Dans le premier cas, il semble que ce sont les femmes qui ont eu le plus tendance à considérer que leur témoignage avait peu de valeur et à me rediriger vers d'autres, souvent des hommes. Cette réaction, dans le cas en particulier de Lili, 58 ans, professeure en collège, et Michèle, militante syndicaliste retraitée, qui donnent une grande quantité de temps à la lutte et font partie du cœur du collectif, m'est apparue comme le reflet de la hiérarchisation du travail militant dont certains aspects sont plus invisibilisés que d'autres, dans la lutte comme dans nos travaux. Il leur a même semblé incongru que le travail administratif et logistique (qui forme la colonne vertébrale de toutes les autres activités) m'intéresse. Sans aller jusqu'à réaliser un travail « ethnocomptable », comme Geneviève Pruvost l'a fait en visant le cœur des aspects matériels de la lutte<sup>44</sup>, je voulais parler des tâches qui semblent « déjà faites » lorsqu'on arrive en réunion

---

<sup>43</sup> J'appelle navette ethnographique le processus par lequel les verbatims ont été remis aux enquêtés, puis rediscutés ensemble.

<sup>44</sup> Présentation de Geneviève Pruvost sur différentes enquêtes au séminaire d'ethnographie des alternatives, le 15 janvier 2019.

ou sur le terrain, les comptes-rendus, les ordres du jour, les relances par mail, les grands tableaux de répartition des stands à un évènement, les listes, la gestion des adresses mail, la collecte des objets trouvés sur le site, le transport de matériel jusqu'au site, ou encore le nettoyage de la vaisselle ou des tenues.

### c) Un dispositif accidentel d'enquête : la navette ethnographique

Au moment où j'ai réalisé les entretiens, je sentais une relation de confiance et de proximité avec les personnes avec qui j'ai échangé. Je voulais rendre compte du sens qu'elles donnaient à leurs actions sans être dans le seul dévoilement de dynamiques qui leur seraient cachées. Dans cet esprit, j'ai proposé de leur faire relire le texte de nos échanges : c'était ma façon de respecter leurs inquiétudes. Les verbatims, agrémentés de notes de bas de pages explicatives sur telle organisation politique des années 1970 ou tel livre publié dans l'entre-deux guerres, ont donc été rediscutés avec elles. Ce choix, qui était assez instinctif au début, s'est mué en mini-dispositif d'enquête. Il s'inscrit dans une forme d'éthique qui faisait partie de la relation d'enquête et qui est liée à ma participation à la lutte. Sans doute avais-je moi aussi à construire le sentiment en la légitimité de ma propre parole de sociologue débutante. Cette posture a été rendue possible par le nombre réduit d'entretiens et la situation privilégiée dans laquelle j'étais placée après des mois de participation dans la mobilisation. Je n'ai pas regretté de m'y être tenue, pour plusieurs raisons. D'abord, cet échange tardif a permis de réactiver des liens autour du contenu de l'entretien, qui a été dans la plupart des cas un moment d'intimité particulier – qui n'a existé *sous cette forme-là* que pendant sa tenue. Ensuite, il est assez évident que le sentiment de contrôle des participants, en plus d'une bonne relation d'enquête, a été propice aux confidences et à l'établissement de certains récits relevant plus de la vie privée, qui souvent enrichissent le tout. Enfin, le boomerang de l'entretien a permis de révéler une sorte « d'envers » des précautions du début (« je ne suis pas qualifié pour parler ») et de révéler un aspect plus social que genré cette fois.

Ainsi, Jo, médecin ; Gertrude, ancienne militante de la LCR, et Michèle, qui a fréquenté les sphères intellectuelles via les associations féministes, toutes trois habituées à la parole, l'écriture et les mondes intellectuels, n'ont pas manifesté de réaction particulière en relisant les verbatims. Elles ont simplement corrigé de petites erreurs et ont parfois approfondi un point de réflexion avec lequel elles n'étaient plus d'accord aujourd'hui. A l'inverse, Philippe, cadre dans

le privé, Lili, professeure au collège et Halla, ancienne employée à la retraite, qui ont tous les trois un rapport plus complexe à l'univers scolaire légitime (parcours scolaires avortés, ou plus axés sur les savoirs du monde économique), ont eu des réactions quasi épidermiques à leur relecture. Ils m'ont confié à quel point cela leur semblait douloureux, à quel point ils se trouvaient peu clairs, inintéressants, jusqu'à remettre franchement en question l'intérêt de leurs propos. J'ai tenté de tempérer en réexpliquant la démarche, en rassurant aussi : il est toujours difficile de lire noir sur blanc une expression qui était orale. Ce sont sans doute ces « *locuteurs imparfaits* » (Beaud, 1996, p. 240) qui ont réalisé l'exercice le plus authentique, le plus proche de ce qu'on peut espérer d'un entretien ethnographique. En somme, ce double regard montre aussi que si la « présomption d'illégitimité » au début de l'entretien semble genrée (les militantes doutaient davantage de leur parole), elle tend à se dissiper une fois que l'on a explicité la démarche et qu'on a donné de la valeur à cette parole.

Finalement, cette navette ethnographique a permis de discuter ensemble des liens qui pouvaient exister entre les mondes contestataires et la recherche, et de confronter aussi certaines hypothèses, sans considérer que le sociologue n'a aucun compte à rendre (Bizeul, 2008). Ce petit dispositif a aussi été dans certains cas l'occasion d'une forme de deuxième entretien, comme un mini-suivi de cohorte à deux stades différents de la mobilisation.

\* \*

\*

La thèse sera organisée en cinq chapitres. Elle commence par mettre à jour les différentes fractions de classe mobilisées aujourd'hui dans la défense des lieux menacés par l'urbanisation, et les modes distincts d'organisation collective qui découlent de leurs interactions. Cela passe par l'arrivée de générations militantes qui cohabitent avec d'anciennes, et par la mobilisation de profils historiquement plus rares dans les mobilisations (chapitre 1).

Elle propose une lecture des parcours militants écologistes au prisme du genre, un examen des obstacles à l'entrée dans le militantisme mais aussi au maintien de l'engagement dans le temps. Elle montre comment le collectif est également un espace d'actualisation des rapports sociaux de genre (chapitre 2).

À la lumière de ces trajectoires, elle donne ensuite à voir des mobilisations dont les registres d'action évoluent à l'aune du glissement dans l'ère de l'urgence revendiquée, à la fois dans des trajectoires de durcissement et de montée en importance des modes d'action liés à l'espace, notamment à la dimension matérielle des lieux défendus. L'accès à ces différents registres est fortement déterminé socialement (chapitre 3).

La préoccupation écologique fait elle aussi l'objet d'appropriations différenciées selon des intérêts et des morales de classe, notamment entre les classes populaires et les classes moyennes culturelles. La thèse examine les rapports des militants comme des aménageurs aux classes populaires, dans un contexte où ces dernières représentent la plus grande partie du peuplement, et s'intéresse plus généralement à l'examen des rapports de domination dans l'espace de la cause écologique (chapitre 4).

Enfin, elle donne à voir la circulation des discours et analyses entre les militants et les acteurs privés et publics qui aménagent le territoire, afin de savoir *si* et *comment* les analyses et le cadrage militant se diffusent. Les tenants des grands projets d'aménagement peuvent-ils encore défendre leur attachement au prisme du développement durable sans faire l'objet de vifs conflits d'aménagement ou d'annulations politiques ? Loin d'embrasser la conception d'une France « bloquée », il est nécessaire d'examiner les manières dont les porteurs de projet s'adaptent à une situation où la rationalité écologique prend de l'ampleur. On l'examinera dans le cadre d'une étude de cas dans laquelle un porteur de projet se nourrit des critiques des mobilisations écologistes pour rester opérant, du choix de ses responsables jusqu'au contenu du projet (chapitre 5).

# CHAPITRE 1 : TRAJECTOIRES POLITIQUES ET MODES D'ORGANISATION : TROIS PROFILS DE MILITANTS ÉCOLOGISTES EN UNE ASSOCIATION

---

Ce chapitre examine comment la mobilisation peut constituer un champ de rencontre entre différentes cultures et générations militantes, comment elle peut entrer dans des formes de dialogue avec d'autres secteurs du mouvement social, comment elle *réagit* aux évolutions de l'écologie en tant que problème public et aux recompositions du champ des luttes écologistes dans son ensemble à partir de la fin des années 2010. J'examinerai les chemins par lesquels différents profils de militants viennent à l'écologie, et les éléments qui, dans les mobilisations de défense de lieux, nous amènent à reconsidérer ou réactualiser les classifications de militants opérées dans des travaux antérieurs.

Pour présenter ces éléments de trajectoire et la façon dont ils nous renseignent sur les dynamiques d'engagement contemporaines, j'ai divisé le contenu du chapitre en différents cercles, mettant en relation les différents profils de militants et les formes d'organisation collectives à l'intérieur de l'association. Cette partie de la thèse est consacrée aux militants du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), qui ont fait l'objet de l'investissement ethnographique le plus long et le plus important en termes de trajectoires et d'organisation collective.

J'ai tenté de saisir un *moment* de cette lutte, qui n'est ni parfaitement exhaustif, ni une exégèse de cette dernière. A la suite de plusieurs micro-choix dans l'enquête, mon point de vue est nécessairement situé. L'observation d'une mobilisation comme celle-ci, qui n'est pas une grande association écologiste verticale ni un petit groupe affinitaire, mais un ensemble de différents registres d'action, avec différents cercles qui les pratiquent (et qui ne se recoupent pas tous), différentes arènes pour traiter de différents aspects, nécessite de privilégier des perspectives et de se couper d'autres. Je vais m'efforcer ici de résumer ces différents cercles qui sont autant de points de vue que l'enquêteur peut prendre, et qui vont structurer le cours de ce chapitre. Chaque cercle, en effet, est marqué par des militants aux déterminants sociaux sensiblement différents, par des règles « *écrites et non écrites* » et des « *modes de croire* » distincts (Lefebvre et Sawicki, 2006, p. 42). Les caractéristiques de ces cercles sont observables sur le terrain via les modes d'organisation, mais également dans les entretiens, à travers les

classements et les hiérarchisations symboliques opérées par les militants. J'introduis ici brièvement les trois groupes principaux : le conseil d'administration (CA), la Convergence et le groupe Action.

Un premier groupe, qu'on peut en partie assimiler aux « fondateurs » du collectif au début des années 2010, forme le conseil d'administration du CPTG et concentre un peu plus de vingt membres qui ont un pouvoir décisionnel assez important : c'est le cercle du CA. Ses membres se réunissent tous les deuxièmes mardis du mois à Villiers-le-Bel, dans une salle prêtée par la commune – à Gonesse, la majorité municipale refuse d'en prêter une. Ces réunions régulières sont sans compter de nombreuses discussions sur une boucle d'emails spécifique, ainsi que des discussions informelles, appels téléphoniques, retrouvailles sur le terrain. Une grande partie des membres du CA sont présents depuis les débuts de l'association : le CPTG est créé en mars 2011 après le rapprochement de plusieurs associations locales de défense de l'environnement. Ce sont des militants aguerris aux rouages de la politique locale : ils s'inquiètent de la mention d'une gare « Triangle de Gonesse » dans le tracé du Grand Paris Express ainsi que celle du projet Europacity lors d'une réunion publique à Gonesse en novembre 2010. Les fondateurs sont expérimentés dans ce type de conflits environnementaux, à l'image de Bernard Loup, président du collectif, ancien professeur de mathématiques, ancien conseiller municipal Vert et militant écologiste déjà connu dans le Val d'Oise pour la défense de plaines agricoles, ou encore experts du territoire en question, à l'image de Jacqueline Lorthiois, socio-économiste et vétérane de la haute fonction publique dans l'aménagement et l'urbanisme. Les membres du CA sont comparativement plus âgés que ceux des autres arènes, avec une expérience politique et/ou associative plus longue et plus cohérente (peu d'interruptions dans l'engagement) – ils ont par ailleurs un engagement qui apparaît plus intégré dans les différentes sphères de la vie. Leur socialisation politique a eu lieu dans un contexte national de mouvements sociaux massifiés, comme mai 68 ou les grandes grèves de travailleurs des années 1970. Leur rapport à la politique institutionnelle (partis, élus, instances de représentation) est le plus souvent positif : ils s'y intéressent, considèrent qu'il s'agit d'un levier important de changement. S'ils critiquent l'organisation du pouvoir ou encore la corruption locale, ils s'accordent néanmoins pour dire que la lutte a « *besoin de ces gens-là* »<sup>45</sup>. Ils font d'ailleurs souvent partie de ces circuits de politique institutionnelle, soit en ayant été élus, soit en ayant un parcours de militant encarté (avec ses virages), soit en ayant travaillé en proximité avec les instances de décision politique. Dans la lutte contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse, ils ont d'abord recours à des

---

<sup>45</sup> Extrait d'entretien avec Sylvie, 5 mars 2020.



registres d'action classiques et légalistes des mobilisations collectives, comme les pétitions, la diffusion de tracts d'information, les réunions publiques et les recours juridiques. Ils se détachent des autres arènes sur leur connaissance fine de l'histoire environnementale et urbanistique de l'Ile-de-France, en particulier du Val d'Oise dans lequel ils sont assez nombreux à vivre depuis longtemps. Cet ancrage local, croisé avec une trajectoire politique intégrée, ont amené certains à se rencontrer et se connaître en amont de la constitution du CPTG, ou au moins à se repérer de vue (manifestations, réunions publiques, parents d'élèves, associations locales). Ce sont les militants les plus *stables* du CPTG, ce que décrit parfois l'idée de « noyau dur ». Toutes ces caractéristiques favorisent la naissance et le maintien d'un groupe de militants liés par leurs dispositions, leur socialisation politique, leur stade de vie et la poursuite d'un objectif commun, tissant des liens souvent très amicaux.

Un deuxième cercle, qui comprend des membres du CA mais pas tous et pas systématiquement, forme ce que les militants appellent la *Convergence*. La Convergence forme un cercle plus élargi d'environ une quarantaine de personnes stables<sup>46</sup> ainsi que d'autres qui ont un turn-over important. Il s'agit d'un élargissement du petit groupe mobilisé, qui a été constitué dans les suites du mouvement contre la loi Travail et de Nuit Debout. Le but principal pour le CPTG était de recruter davantage de soutiens, notamment en faisant la jonction avec les écologistes parisiens, et d'assumer également des liens avec d'autres segments du mouvement social. Comme le CA, la Convergence a sa propre réunion les troisièmes mercredis du mois, dans les locaux de la bourse du Travail rue du Château d'Eau, à côté de la place de la République, et sa propre boucle email. Ce cercle de « soutiens proches » a plusieurs missions, dont surtout celle d'organiser les grands événements qui rythment la vie du collectif sur un an (la fête des terres chaque année, un meeting, un rassemblement sur la place de la République, une manifestation, une marche, etc.). La Convergence participe également beaucoup à la vie « sur le terrain », pour animer les dimanches passés sur le Triangle de Gonesse dans une forme d'occupation douce (ou moins douce). Ce cercle permet une mise en commun des compétences de militants issus de différents univers : c'est une communauté de moyens. On m'a souvent dit pour décrire la dynamique organisationnelle de la Convergence que « *ensemble, on sait tout faire* », que son nombre permet l'émanation d'une véritable « *intelligence collective* », par exemple, ou encore que « *chacun y a sa place* ». Certains sont présents pour eux-mêmes, d'autres « représentent » une autre association ou un groupe militant ou politique et agissent comme des têtes de réseaux

---

<sup>46</sup> Ici, mon critère est de les avoir vues à plusieurs réunions de Convergence sur deux années et leur engagement dans au moins un groupe de travail spécifique.

capables de mobiliser davantage de soutiens. Ce regroupement a notamment permis le rapprochement avec des militants issus des milieux culturels parisiens, journalistes et universitaires. Les militants de la Convergence sont socialement recrutés plus près de ces couches culturelles parisiennes, mais présentent également davantage de diversité sociale due à la jonction de différents segments du mouvement social en 2016-2017 : des travailleurs sociaux, des éducateurs ou des intermittents du spectacle sont eux aussi autour de la table. En termes d'âge, on trouve moins d'homogénéité au sein de la Convergence qu'au CA, ce qui est accentué par un turn-over plus fort et par son rôle de « carrefour » (par exemple, il est fréquent d'avoir été d'abord aux réunions de Convergence avant de s'investir dans le groupe Action en particulier). Une des caractéristiques générationnelles pourrait être la présence des générations nées dans les années 1960-1970 : ils sont plusieurs à avoir passé leur vie de jeunes adultes dans la période des années 1980, après l'arrivée de la gauche au pouvoir et dans un contexte relativement moins contestataire. Réceptacles de dispositions critiques, plusieurs partagent néanmoins un sentiment d'impuissance politique, accentué par un engagement plus en pointillés qui leur a apporté moins de rétributions symboliques, et font part du besoin de « faire quelque chose ». Il peut s'agir d'un primo-engagement. Professionnellement, ils appartiennent plus souvent au secteur privé que dans le groupe du CA et sont dans une certaine stabilité professionnelle. Les militants de la Convergence présentent un turn-over plus important que ceux du CA : en effet, c'est souvent à la prochaine réunion de la Convergence que sont invités d'éventuels curieux et sympathisants lors d'un événement public. Certains visitent et repartent, d'autres font des apparitions régulières pour prêter main forte avant un événement important, comme la fête des Terres, enfin, d'autres forment une base plus stable dans le temps. Ces mouvements font de la réunion de Convergence un moment légèrement moins institué que celle du CA, qui s'apparente à des retrouvailles amicales dans le discours des enquêtés.

Une des émanations de la Convergence est le « groupe Action », qui forme notre troisième cercle : un petit groupe informel de personnes dont la mission initiale est la prévision, l'organisation et la gestion des actions de terrain, notamment tout ce qui touche au registre de la désobéissance civile. Le groupe, qui compte entre cinq et quinze personnes selon la période, commence à être formalisé en 2018. Il connaît des phases de sommeil où son activité consiste à anticiper une future occupation du terrain, et des phases plus actives. Il a également ses réunions, dont les horaires et les lieux sont beaucoup plus mouvants : souvent, il s'agit de rencontres dans des cafés-bars, comme les Petits Tonneaux, à deux pas de la place de la République à Paris, haut lieu des retrouvailles et *debriefs* militants périphériques à Nuit Debout

en 2016. Ce mode d'organisation reflète une certaine disponibilité biographique : les membres du groupe Action sont plus jeunes et majoritairement sans enfants. Ils apparaissent en moyenne moins stables sur le plan professionnel : plusieurs sont en train d'œuvrer à un changement de cap après un passage sans conviction dans le privé, et ces trajectoires marquent des ruptures de mobilité sociale par rapport à la famille. Les militants du groupe Action présentent une méfiance très forte par rapport à la politique institutionnelle, adossée parfois à une critique des parents dans leur façon de vivre la politique. D'autres sont les premiers engagés d'une lignée. Leur vision politique est empreinte de l'idée d'autonomie et du rejet des organisations. Ils sont plus jeunes, nés entre le début et le milieu des années 1990, à une exception près. Générationnellement, leur socialisation politique est marquée par l'absence d'une gauche forte au pouvoir et le sentiment d'une forte désillusion, voire résignation par rapport à l'appareil représentatif. Ils apparaissent plus marqués par la conscience de « l'effondrement » climatique et présentent plus souvent des convictions féministes, antiracistes et plus largement de justice sociale. Leur vision politique est moins marquée par le légalisme : ils admettent des formes de violence politiques et apparaissent plus accoutumés aux concepts et/ou pratiques de la désobéissance civile. Par conséquent, ils mettent en valeur la supériorité du « faire » et du « savoir-faire » sur les discours, notamment idéologiques. Ces conceptions ont été appuyées par des expériences radicales d'autonomie, soit via des passages par une ZAD, soit par des moments de radicalité politique de confrontation avec l'autorité policière. Dans le CPTG, ils manifestent plus que les autres une volonté de se connecter avec les populations alentour, notamment les habitants des classes populaires, et de créer des jonctions entre justice environnementale et justice sociale. En moyenne, ils ont également une moins bonne connaissance de la vie institutionnelle et juridique du collectif, tout comme de la politique locale. Ils ont pu « papillonner » entre diverses mobilisations et diverses zones à défendre sans s'ancrer politiquement dans une lutte où militer de façon stable.

Enfin, on peut également voir d'autres cercles plus périphériques dans mon enquête, comme le groupement CARMA<sup>47</sup>, qui est une structure propre en dehors du CPTG, s'employant à concevoir et à promouvoir le projet alternatif proposé sur le site du Triangle de Gonesse.

---

<sup>47</sup> Coopérative pour une Ambition agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir. J'y reviens plus en détails dans le chapitre 3.

#### Encadré 5 : Nuances de la répartition par cercles

Je différencie ces cercles, qui ont chacun un fonctionnement plus ou moins indépendant et leur propre système de règles, des formes de divisions et de spécialisation du travail militant. Dans chacun, il existe bien sûr des sous-groupes, ou des pôles, qui s'occupent davantage d'une tâche, comme celle de la communication (tracts, textes, contacts avec la presse) – mais cela relève plutôt d'une division du travail en étant plus mouvant et en nécessitant de « rendre des comptes » au groupe dans son ensemble. La division est cependant toujours à relativiser puisqu'il existe une certaine interpénétration des cercles. Si la base du CA est très stable au fil des années, on peut néanmoins le rejoindre, en pratique généralement après une proposition motivée d'un de ses membres. De nouveaux profils, moins marqués par les déterminants que l'on détaille en partie 2) peuvent ainsi émerger. Le cercle de la Convergence, dû au caractère ouvert de sa réunion routinière et à la focalisation des discussions sur l'organisation des grands événements qui rythment la vie de l'association, accueille souvent les nouveaux arrivants qui s'intéressent à la lutte pour la préservation des sols mais qui ne savent pas encore nécessairement comment s'y inscrire ou qui sont primo-militants. Les premières réunions leur permettent de prendre la température de la lutte, de voir ce qui s'y fait et de récolter des premières impressions sur la culture de l'organisation. Parfois, ils ne font ainsi qu'une apparition, d'autres fois, ils s'y rendent régulièrement et la Convergence devient leur cercle principal. Enfin, certains militants que je rattache au CA dans l'analyse participent pour partie aux réunions de Convergence pour faire le relai entre le rôle plus décisionnaire du CA et le caractère exécutif de la Convergence. A leur tour, quelques membres du groupe Action se rendent régulièrement à la réunion mensuelle de la Convergence afin de prendre des informations et de restituer leurs réflexions et actions, en tant que groupe « spécialisé ». Suivant toutes ces nuances, les appartenances multiples sont fréquentes, dû à la multipositionnalité de certains et au caractère de « carrefour » de la Convergence en général. La répartition par cercles permet de mettre en valeur les points saillants de différentes socialisations politiques, générations ou encore rapports à l'organisation collective, mais elle n'est bien sûr pas absolue. J'y ai placé les militants en fonction de leur rattachement le plus visible, c'est-à-dire là où ils sont présents le plus souvent en proportion des autres cercles.

Un engagement complet dans tous ces cercles sur deux années n'est pas compatible avec les conditions de réalisation d'une thèse de doctorat en sociologie aujourd'hui en France. Il fallait donc choisir : mon point d'observation est celui de la Convergence et du « groupe Action »<sup>48</sup>. J'ai laissé de côté dans l'enquête ethnographique le Conseil d'Administration ainsi que le groupement CARMA et son activité spécifique.

---

<sup>48</sup> Par ailleurs, il est également utile de préciser que l'entrée au conseil d'administration implique un engagement supérieur dans l'action du collectif, comme il suppose certaines ressources sociales et un temps probablement plus long pour être considérée comme de confiance.

## I. Quelques indications socioprofessionnelles d'ensemble

Le constat général partagé par les différentes enquêtes sur les milieux militants écologistes est une prévalence de la fonction publique, en particulier les secteurs éducatifs, sociaux et médicaux, et une majorité de personnes issues des classes moyennes dotées culturellement (Villalba, 1990 ; Billemont, 2006 ; Ollitraut, 2001, 2008, 2014, Comby, 2015, 2016a, 2017, Vergne, 2017, mais aussi Hély et Darbus, 2010). A l'inverse, les capitaux économiques ne sont pas particulièrement importants. Les militants des collectifs étudiés correspondent plus ou moins à ce constat. Au CPTG, on constate, sinon une majorité, au moins une surreprésentation de ces secteurs d'activité. Cependant, c'est ici que le choix de l'arène d'enquête prend tout son sens : on ne retrouve pas les mêmes populations et profils type dans chaque sphère évoquée plus haut. En particulier, les points d'observation que j'ai choisis, à savoir la Convergence et le « groupe Action » donnent à voir une diversité plus forte en termes de positions sociales<sup>49</sup>. Je me pencherai donc ici sur les caractéristiques professionnelles d'ensemble du groupe étudié, en réactualisant les acquis de la littérature sur les déterminants sociaux de l'engagement écologiste, avant de densifier qualitativement l'analyse en procédant par sphère : Conseil d'Administration, Convergence et Groupe Action.

---

<sup>49</sup> Sur ce point, il faut également tenir compte du fait que les références sur le profil socioprofessionnel des écologistes proviennent principalement d'études réalisées sur des structures institutionnelles (partis, grandes associations) et qu'il resterait à les actualiser de l'ouverture du champ (de luttes et d'études) aux luttes d'occupation et autres sous-champs.

## 1. Permanences et nouveautés des profils sociaux engagés dans une mobilisation écologiste

Tableau 1 : Catégorie socioprofessionnelle d'ensemble des enquêtés du CPTG<sup>50</sup>

<b>Catégorie socioprofessionnelle d'ensemble</b>	
Agriculteurs exploitants	0
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0
Cadres	17
Professions intermédiaires	8
Employés	2
Ouvriers	2
<b>Total</b>	<b>29</b>

Réalisation : Louise Bollache, 2021

Tableau 2 : Catégorie socioprofessionnelle détaillée des enquêtés du CPTG

<b>Cadres et professions intellectuelles supérieures</b>	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	2
	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	5
	Professions scientifiques	3
	Cadre ou ancien cadre de la fonction publique	3
	Professions libérales et assimilés	1
	Professions de l'information, des arts et du spectacle	3
	<i>Total CPIS</i>	<b>17</b>
<b>Professions intermédiaires</b>	PI commerciales des entreprises	3
	Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	4
	Techniciens	1
	<i>Total PI</i>	<b>8</b>
<b>Ouvriers et employés</b>	Employés civils et agents de service de la fonction publique	1
	Employés administratifs d'entreprise	1
	Ouvriers qualifiés	1
	Chauffeurs	1
	<i>Total E/O</i>	<b>4</b>
<b>Total</b>		<b>29</b>

Réalisation : Louise Bollache, 2021

<sup>50</sup> L'échantillon a été constitué au gré de l'ethnographie, il contient 14 membres du CA (sur 22 au total au moment de l'enquête), 17 membres de la Convergence (sur une trentaine de stables), six membres du groupe Action (sur six au moment de l'enquête). Le total, qui dépasse 29, vient des militants positionnés dans plusieurs cercles, que je mets en évidence dans cette note dans un souci de représentativité des profils.

Le critère retenu pour coder la trajectoire de la personne est le secteur d'activité où le militant est resté le plus longtemps au cours de sa vie. Dans les cas où plusieurs activités ont été exercées, j'ai choisi la plus longue, en détaillant plutôt dans le versant qualitatif de l'analyse les différents virages professionnels et le sens qui leur est donné. Le statut d'activité à l'instant  $t$ , lui, est mis à part plus loin, pour mettre en exergue la part des retraités et la disponibilité biographique sans perdre l'information liée à leur trajectoire professionnelle antérieure.

En termes de catégorie socioprofessionnelle, on voit apparaître une nette majorité des cadres et professions intellectuelles supérieures (plus de la moitié), suivie par une proportion importante des professions intermédiaires (un tiers) et d'une présence discrète des classes populaires.

Du côté des cadres, ce sont les ingénieurs et cadres techniques, notamment d'Etat, ainsi que les professions scientifiques qui en composent la majorité – ils sont nombreux à avoir une forme d'expertise forte sur les questions écologiques et/ou d'aménagement du territoire. Chez les professions intermédiaires, un pôle autour des métiers de l'éducation et de la transmission (instituteurs, professeurs, journalistes) se détache assez nettement. Pour les participants, on est donc face à deux constats assez répandus parmi les études sur la composition des milieux écologistes. Les quelques (anciens) ouvriers et employés de l'échantillon, eux, sont soit issus de familles communistes transmettant fortement l'engagement, soit insérés dans des cultures de métier syndicalisées et contestataires pendant leurs années d'activité (ex : postier dans les années 1970).

Cependant, les catégories socioprofessionnelles présentées ne permettent pas de se faire une idée précise du métier effectué et de la position sociale, entre métiers de l'enseignement codifiés différemment, petits cadres du public parfois classés en positions intermédiaires, etc. Elles ne permettent pas non plus de bien représenter la prévalence de certains secteurs d'activité – d'isoler par exemple la vocation de soin ou le domaine d'ingénierie. Ainsi, j'ai aussi choisi une forme différente de classification, en me basant davantage sur les données des entretiens pour construire des catégories plus bavardes sur le secteur d'activité mais aussi sur certains choix déterminés par l'activité militante et témoignant d'une intégration spécifique des considérations politiques dans l'activité professionnelle. Cette représentation met déjà en exergue des modes différenciés d'association de la sphère militante avec la sphère professionnelle.

Tableau 3 : Secteur d'activité détaillé des enquêtés du CPTG

Domaines d'activité	Métier exercé le plus longtemps	Nombre de militants
<b>Secteur privé sans rapport avec le militantisme</b>	Secteur bancaire (technicien)	1
	Comptabilité dans une grande entreprise (cadre)	1
	Agence publicitaire (cadre)	1
	Entreprise d'informatique (cadre)	1
	Paramédical (professions intermédiaires)	1
	Ouvrier qualifié	1
	Chauffeur privé	1
	<b>Total</b>	<b>7</b>
<b>Secteur privé dans la sphère de la transition écologique</b>	Consultant/chargé d'études pour des entreprises du secteur de l'énergie	1
	Cadre en transition énergétique dans une grande entreprise	1
	Urbaniste en appui à des projets de transition	1
	Urbaniste avec forte sensibilité écologiste	3
	<b>Total</b>	<b>6</b>
<b>Métiers de la transmission et de la diffusion</b>	Professeur en collège ou lycée	2
	Directeur d'établissement	1
	Instituteur	2
	Chercheur ou professeur des universités	1
	Journaliste	2
	<b>Total</b>	<b>8</b>
<b>Secteur en lien direct avec l'engagement politique et/ou à taux de syndicalisation fort</b>	Salarié d'un syndicat	1
	Salarié d'une association subventionnée	1
	Employé civil (la Poste, alors publique)	1
	Technicien dans la métallurgie	1
	<b>Total</b>	<b>4</b>
<b>Secteur public du soin</b>	Psychologue ou psychanalyste	1
	Médecin	1
	<b>Total</b>	<b>2</b>
<b>Secteur artistique ou du spectacle</b>	Intermittent du spectacle	1
	Photographe	1
	<b>Total</b>	<b>2</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>29</b>

Réalisation : Louise Bollache, 2021

L'échantillon de militants que j'ai choisi est caractérisé par une surreprésentation des métiers liés à la transmission des savoirs – on regroupera ici le secteur de l'enseignement, de la recherche et du journalisme, d'autant plus que les activités journalistiques sont ici reliées aux milieux intellectuels marqués à gauche. Ainsi, on retrouve une forte présence des professions associées à la transmission et la diffusion (professeurs, instituteurs, journalistes) ainsi que des



chercheurs, des travailleurs de la santé et des militants « salariés » ayant longtemps travaillé au sein d'un syndicat ou d'une association. On voit aussi avec ces catégories affinées que les métiers liés à l'enseignement et au soin sont plus souvent exercés dans le secteur public. De la même manière, les ouvriers, employés ou techniciens sont souvent dans le secteur public et/ou dans des contextes professionnels où le taux de syndicalisation est fort. La catégorie nombreuse des « ingénieurs et cadres techniques » est mieux explicitée : ce sont principalement des urbanistes, ou des consultants, dont l'activité est spécialisée dans les questions de transition écologique.

Encadré 6 : Expliquer l'absence de deux CSP à la lumière de l'ethnographie

On constate une absence complète dans l'échantillon des agriculteurs exploitants et des artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Dans le cas du CPTG à Gonesse, qui a pour objectif de préserver des terres agricoles, l'absence d'agriculteurs en participation directe aux actions menées peut au premier regard surprendre. Il s'agit cependant d'un contexte particulier, celui de parcelles en agriculture intensive convoitées depuis plusieurs décennies par les pouvoirs publics. La nécessité de quitter un jour le terrain et de le vendre aux promoteurs est une des facettes de leur rapport à ces terres, expliquée par le père au fils en cas de transmission intrafamiliale, par exemple. Cette situation de « sursis permanent » est un des facteurs permettant d'expliquer leur frilosité à s'engager, quand bien même la protection des terres leur permettrait de poursuivre ces activités. Pensant qu'ils finiront par céder, ils ne veulent pas compromettre une entente cordiale leur permettant d'obtenir un meilleur prix. Les injonctions contradictoires auxquels ils sont soumis témoignent d'une position dominée : en 2018, l'EPFIF (Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France), qui avait pour but d'expulser le CPTG d'une parcelle qu'ils occupaient par intermittence, avait obtenu de plusieurs agriculteurs exploitants qu'ils signent des attestations disant qu'ils n'avaient jamais consenti tacitement à cette occupation, alors même qu'un accord tacite avait été passé et la parcelle préparée pour le CPTG. Ces attestations, qui étaient préremplies par l'établissement, avaient fonctionné comme une vérification de la « bonne volonté » de ces exploitants, qui, en cas de conflit avec l'EPFIF, craignaient de perdre le peu d'avantages que la situation leur conférait. Lors de l'audience opposant le CPTG à l'EPFIF sur la question de l'occupation de ladite parcelle, les argumentaires des avocats donnent à voir, en filigrane, cette position particulière des agriculteurs vis-à-vis de la mobilisation. L'EPFIF base son argumentation sur le sol comme propriété : les militants, en occupant la parcelle, empêcheraient l'agriculteur occupant de la cultiver. L'avocat du CPTG cherche à prouver que la parcelle est non seulement laissée à l'abandon, qu'il y a un accord tacite avec l'exploitant portant sur l'usage, et que l'occupation ne constitue pas un trouble à la jouissance du terrain par le propriétaire. L'EPFIF a conclu avec l'agriculteur en question une convention d'occupation temporaire (COT) sur 74 hectares, et rajouté ultérieurement dans la convention la parcelle utilisée par le collectif, rendant ainsi illégale l'occupation.

Maître Ambroselli : « Il a 74 hectares Mr Griset. L'EPFIF l'a intégrée délibérément dans la convention, en se posant en défenseur des agriculteurs ». L'idée est donc que l'illégalité a été construite purement par l'EPFIF, ainsi l'agriculteur doit être en accord avec l'établissement s'il veut garder ses terres. Il évoque des interviews des agriculteurs. Cet alignement avec l'EPFIF ne serait « qu'un cri de désespoir supplémentaire, il s'agit de signer pour conserver les miettes qu'on va lui accorder temporairement »

Compte-rendu de terrain, le 5 décembre 2018, au Tribunal de Grande Instance (TGI) de Pontoise

Ainsi, les modalités du soutien des agriculteurs à la lutte sont contraintes et prennent souvent la forme de participations discrètes : participer au labourage du terrain un dimanche, passer un accord oral mais non-écrit, mettre à disposition un local ouvert, prêter un terrain, suggérer l'utilisation de certains matériaux dans le potager.

Les commerçants et des chefs d'entreprise sont classiquement sous-représentés dans les mobilisations écologistes. Leurs morales de classe et dispositions idéologiques sont peu ancrées dans l'écologie, leur intérêt à agir est réduit, et cela d'autant plus que la mobilisation s'inscrit dans une critique du capitalisme, de la marchandisation du monde et du partage inégal des profits. Leur rapport aux pouvoirs publics locaux (élus, mais également police) s'inscrit dans des configurations politiques et économiques spécifiques qui rendent peu propices l'occupation d'un terrain ou le recours à la désobéissance civile. A Romainville et la Courneuve, les projets d'aménagement sont susceptibles de stimuler l'arrivée de nouvelles classes d'habitants consommateurs ou de stimuler l'activité économique et le commerce, du moins de générer de nouvelles opportunités. Dans le cas de Gonesse, la situation des représentants de cette CSP est particulière puisque l'enjeu, l'installation d'un immense centre commercial, inquiète les commerçants et petits chefs d'entreprises d'un centre-ville en déprise. Les centres commerciaux répartis dans la zone, à l'image d'Aéroville, à Roissy-en-France, s'inquiètent d'une « cannibalisation » entre grands centres déjà partiellement à l'œuvre et du déclin des centres déjà existants, déjà bien avancé. Ainsi, les représentants de cette classe tissent des liens avec le CPTG au fil des années. Ainsi, aux fondements du CPTG, au début des années 2010, c'est Alain Boulanger qui co-préside l'association aux côtés de Bernard Loup : politique local, il est aussi président de la CAPADE, une association défendant le commerce de proximité à Aulnay-sous-Bois. Cette coprésidence est conclue par une scission : en effet, s'il est contre l'implantation d'Europacity pour son impact anticipé sur les petits commerces et les emplois, il n'est pas particulièrement préoccupé par le devenir des terres agricoles. La ligne de scission théorique avec les commerçants du Val d'Oise est là : ils sont contre Europacity, mais pas contre l'urbanisation de la zone. Une autre association verra donc le jour en tenant compte de ces préoccupations spécifiques : Europadutout, dirigée un temps par le même Alain Boulanger. A l'intérieur, il y a aussi les représentants des grands centres commerciaux, ce qui mène à d'autres débats internes entre « petits » et « grands » commerçants que nous n'aborderons pas ici. C'est bien la position envers l'urbanisation des terres agricoles qui distingue les militants du CPTG et les militants de ces collectifs de commerçants, et cette position paramètre aussi leurs soutiens respectifs en termes de politique locale, à la mairie, au conseil départemental ou encore à la Région : ils sont notamment soutenus par Bruno Beschizza, maire LR d'Aulnay-sous-Bois. Le centre commercial Aéroville portera au tribunal un recours, tout comme la CAPADE, contre différentes étapes dans l'avènement d'Europacity, sur la base d'arguments divers, portant généralement sur le risque d'atteinte aux petits commerces, le risque de cannibalisation entre centres commerciaux, ou encore les nuisances occasionnées. La Confédération des Commerçants de France, présidée par Francis Palombi, apporte son soutien régulièrement au CPTG et son président vient en visite sur le Triangle régulièrement, sans que la convergence aille plus loin. Lors d'une conférence de presse donnée par le CPTG en 2018<sup>51</sup>, il tente de faire valoir leurs intérêts communs et appelle à davantage d'événements en commun, ce à quoi Bernard Loup ne donne pas particulièrement suite.

---

<sup>51</sup> Compte-rendu de terrain, conférence de presse du CPTG, le 15 mai 2018.

Ainsi, malgré des convergences ponctuelles, les acteurs locaux appartenant à cette classe ne sont pas contre *l'urbanisation* mais contre l'installation d'un nouveau centre commercial, et leur argumentaire ne touche pas ou très peu à l'écologie. Au fur et à mesure du développement du CPTG, ce schisme devient de moins en moins soutenable : pour les mêmes raisons, ils ne soutiennent pas, par exemple, l'opposition au tracé de la ligne 17 du Grand Paris Express qui contient une gare « Triangle de Gonesse ».

Tableau 4 : Secteur d'activité des enquêtés du CPTG

<b>Secteur privé</b>	<b>17</b>
Dont cadres	10
Dont professions intermédiaires	4
Dont employés et ouvriers	3
<b>Secteur public</b>	<b>12</b>
Dont cadres (concours de catégorie A)	7
Dont professions intermédiaires	4
Dont employés et ouvriers	1
<b>Total</b>	<b>29</b>

Réalisation : Louise Bollache, 2021

Dans cet échantillon, les militants exerçant une activité dans le secteur privé sont aussi assez nombreux, que cette activité soit connectée à la sphère de la transition écologique ou au contraire complètement distinguée de l'engagement. D'autres sociologues ont noté cette « mixité » au sein du militantisme écologiste des années 2010 : Jean-Baptiste Comby repère notamment que les « cadrages » des préoccupations écologiques actuelles rapprochaient les fractions économiques et culturelles des classes moyennes supérieures en termes de consommation. Dans les mobilisations collectives, c'est Maxime Gaborit, dans son enquête en cours sur la sociologie de la participation aux camps climat d'Alternatiba, qui note que l'espace revendicatif des camps donne sa place à la fois à des militants très « politisés » au sens de Lagroye qui imputent le dérèglement écologique à des causes structurelles sur lesquelles il faut travailler collectivement (Lagroye, 2003), et des militants au prisme « écocitoyen », issus des fractions économiques, porteurs de projets, d'initiatives et de micro-entreprises. Ces derniers s'inscrivent dans une philosophie politique qui dénonce les excès et l'ascétisme : leur rapport à l'écologie, qui prend souvent une forme managériale (par projets), est associé à davantage de confort et de santé<sup>52</sup>.

<sup>52</sup> Je m'appuie ici sur une communication de Jean-Baptiste Comby à une journée d'études organisée par le CURAPP-ESS à Amiens en octobre 2018 sur la dépolitisation des problèmes environnementaux, où il présentait

Tableau 5 : Quelques militants du CPTG avec leur position professionnelle et celle des parents

Pseudonyme	Parcours professionnel	Milieu d'origine / métier des parents
Bernard	Ouvrier et professeur	Père instituteur, mère au foyer
Michèle	Employée d'un syndicat	Petits artisans boulangers
Sylvie	Psychanalyste en hôpital public	Père cheminot et syndicaliste
Jacqueline	Urbaniste, économiste et sociologue pour le secteur public	Intellectuels grand bourgeois, mère historienne et archéologue
Gertrude	Petits boulots dans l'enseignement et inspectrice du travail, puis institutrice	Père employé des assurances et syndicaliste CGT, mère institutrice
Lili	Professeure en collège	Père militaire, mère en crèche
Petrus	Transporteur, photographe	Père artisan, mère au foyer et auxiliaire de vie
Philippe	Cadre privé dans la publicité	Famille petite bourgeoise de la banlieue ouest, fraction économique des classes moyennes supérieures. Père chef d'entreprise puis commercial, mère au foyer chrétienne de gauche
Benoît	Journaliste	Père pasteur, mère au foyer professeure de mathématiques de métier
Kery	Cadre privé dans le secteur bancaire et intermittent	Père ouvrier Air France, mère institutrice
Cooper	Secteur privé accompagnement de la transition énergétique	Mère infirmière et père technicien
Jo	Médecin	Secteur public et intellectuel, parents fonctionnaires

Réalisation : Louise Bollache, 2021

Une moitié des militants de l'échantillon sont nés dans des milieux sociaux modestes ou moyens, sans être démunis : les parents sont souvent petits artisans, techniciens, ouvriers qualifiés, professeurs ou agriculteurs, ce qui ne détonne pas par rapport à la situation statistique des Français pour les années en question. Ces militants se souviennent de conditions de vie modestes dans l'enfance : ils n'ont connu d'abondance en rien, mais n'étaient pas non plus dans une grande pauvreté. Leurs parents les invitaient à se modérer et à rester satisfaits de l'essentiel. En revisitant les liens entre écologie et religion (comme chez Billemont, 2006, Bourg *et al.*, 2017), on peut faire l'hypothèse d'un « *ethos commun de privation* » : ces militants auraient un certain intérêt social au désintéressement transmis notamment dans des socialisations religieuses axées sur la solidarité, la retenue par rapport à la possession matérielle, une éthique d'effort et de persévérance. Les autres ont souvent un parent dans l'enseignement, souvent instituteur, parfois professeur, en tout cas en connexion avec la culture scolaire et plutôt dans

---

des résultats préliminaires. Maxime Gaborit est en cours de thèse et étudie la composition sociale des camps climat d'Alternatiba et des marches climat en 2018-2019.

les classes moyennes. Enfin, une minorité provient de milieux plus privilégiés, avec parfois une situation de rupture familiale ou un accident biographique qui a entériné l'éloignement.

Tableau 6 : Situation professionnelle des militants du CPTG

<b>Situation professionnelle au moment de l'enquête</b>	
Emploi stable	11
Intermittence de l'emploi ou en reconversion	7
Retraite	11
<b>Total</b>	<b>29</b>

*Réalisation : Louise Bollache, 2021*

Comme dans la plupart des enquêtes sur les milieux militants, écologistes ou non, on retrouve une certaine « disponibilité temporelle » à s'engager dans les activités militantes, ici chez la moitié des militants de l'échantillon. Les enjeux de disponibilité biographique dans le militantisme sont observables dans un premier temps en regardant le statut d'activité à l'instant t. Trois catégories se distinguent : les militant.e.s à la retraite au moment de l'enquête, les militant.e.s en situation de recherche d'emploi ou d'intermittence de l'emploi, qu'il s'agisse d'adultes précaires ou de jeunes en insertion ayant fini leurs études, et enfin les militant.e.s ayant une situation professionnelle stable ou du moins non-précaire. Il peut s'agir d'une sécurité de l'emploi apportée par le secteur public, d'un CDI ou d'un parcours « sécurisé » dans une entreprise. Les militants appartenant aux deux premières catégories peuvent donc consacrer une plus grande part de leur temps aux diverses activités d'engagement. Certains conservent une activité professionnelle occasionnelle, comme Sylvie, qui a pris sa retraite de l'hôpital public mais continue à exercer quelques heures par semaine en libéral son activité de psychanalyste. Certains, comme Bernard, sont tellement multipositionnés dans différentes luttes que leur emploi du temps offre très peu de respirations. Enfin, la « liberté » de la retraite est parfois limitée par le travail de soin aux plus âgés dans la famille, comme le raconte Michèle.

## 2. Les déterminants sociaux de la participation à chaque cercle de la lutte

Des résultats intéressants se dégagent si l'on ajoute dans l'analyse la variable de l'arène principale d'intervention de chaque militant (Conseil d'Administration, Convergence, Groupe Action). Selon la sphère de référence dans le collectif, les secteurs d'activité varient ainsi légèrement : il n'y a que dans le groupe du CA que l'on trouve une répartition égalitaire entre secteur public et secteur privé, là où le secteur privé est nettement majoritaire dans le groupe de la Convergence et dans le groupe Action. Dans la sphère du CA, il y a une plus grande prise du secteur public et des secteurs contrôlés par l'Etat. On peut l'expliquer par deux hypothèses, la première étant un effet de génération au niveau de la structure générale de l'économie et des secteurs (les métiers exercés étaient plus nombreux dans le public au moment où ils ont commencé leur carrière), et la seconde étant l'indice d'une volonté d'intégration de la sensibilité militante dans l'ensemble de la vie (dispositions à l'action collective, à l'assistance à autrui) dont le métier exercé. Cette volonté semble typique de socialisations politiques plus intenses, plus encadrées et plus cohérentes, là où des militants ayant eu des expériences plus éclatées opèrent davantage une compartimentation entre leur vie militante et leur vie professionnelle. Dans la sphère de la Convergence, on voit aussi une plus grande importance du secteur de la transmission et de l'information (enseignement, presse) ainsi que de la communication (consultants, médiateurs).

Le facteur qui différencie le plus nettement les trois sphères est cependant la situation professionnelle au moment de l'enquête. La majorité des militant.e.s du CA sont à la retraite, tandis que les militant.e.s de la Convergence occupent des emplois stables en grande majorité, et que les militant.e.s du groupe Action sont quasiment tous.t.es dans une situation d'intermittence de l'emploi. Derrière cette variable se cachent un certain nombre de caractéristiques de l'implication dans chacune des sphères. Ce clivage nous informe sur les conditions matérielles de possibilité mais aussi d'exercice du militantisme : les militants du CA se retrouvent un mardi par mois dans une salle de Villiers-le-Bel, dans un contexte d'ancrage local plus fort ainsi que d'interconnaissance. Retraités, ils sont donc disponibles biographiquement, mais conservent une forte structuration de leur emploi du temps, en fonction à la fois d'un multipositionnement sur plusieurs engagements, de devoirs familiaux (gérer la maladie d'un parent, par exemple) et d'un parcours politique généralement « cadré », effectué dans des institutions comme les partis. Il faut également noter que la participation à la réunion du CA est soumise à une procédure d'adhésion avec vote, et que ses membres assistent à toutes

les réunions : plus qu'une réunion, c'est un rendez-vous, et la norme est d'y assister à chaque fois (Sylvie, par exemple, qui vit dans le Sud, effectue un aller-retour en train une fois par mois à cet effet).

L'organisation de la Convergence, dont la réunion a lieu à Paris à 19h une fois par mois, permet à des militants titulaires d'emplois stables de pratiquer leur engagement sans pénaliser l'organisation de leur emploi du temps. Ils viennent à la suite de leur journée de travail, et bénéficient symboliquement d'une plus grande souplesse quant à leur assiduité : la réunion est ouverte, et le turn-over important. Cet aspect est apprécié par les militants de la Convergence qui décrivent une grande diversité de participant.e.s, venant de différents horizons, permettant de faire des rencontres intéressantes et de rajouter au « collectif » des compétences. C'est cette émulation, toujours en mouvement, que Benoît, 58 ans, journaliste et Rainer, 47 ans, consultant, appellent « l'intelligence collective » de la Convergence. A l'inverse, Sylvie apprécie peu cette instabilité : *« Et puis quand même la Convergence, ça fait que ça devient un grand groupe, en plus ça vient ça repart, on sait pas qui va être là, c'est un peu l'auberge espagnole quand même (...) Et je trouve que ce qui est un peu pénible, je te le cache pas, sur la Convergence, c'est qu'on découvre qui va être là. Ouais alors on parle avec certains, on décide de trucs et puis la fois d'après ils sont plus là. Si on discute de quelque chose qui reste à faire en suspens et que la fois d'après, c'est d'autres qui sont là... ça dilue quoi »*<sup>53</sup>. Pour elle, la régularité est une évidence de l'engagement : une caractéristique de son appartenance au CA.

Enfin, les militants du Groupe Action témoignent de leur situation professionnelle par leur organisation temporelle et spatiale des discussions : il n'y a pas de « rendez-vous » régulier, les réunions peuvent se planifier à quelques jours près et avoir lieu dans l'après-midi ou plus tard le soir. Plus informelles, elles peuvent avoir lieu dans les bars, parfois chez les uns et les autres. Cette souplesse est due à différents facteurs : la carrière professionnelle plus instable, avec de l'intermittence (Laetitia, 28 ans, alterne des périodes de tournage sur plusieurs jours et des périodes libres dans son projet de devenir actrice, Kery, lui, est à 35 ans en formation pour travailler dans le domaine de l'animation et a des horaires très variables). Je pèse moi-même, dans ma participation aux temps d'organisation du Groupe Action, ma liberté de fixer mes horaires et lieux de travail pendant la thèse. Il faut ajouter à cette configuration l'absence de structures familiales ou conjugales « classiques » : parentalité ou même concubinage. Ici, il faut donc bien considérer que l'âge social de la jeunesse, de cette situation d'entre-deux, peut peser

---

<sup>53</sup> Extrait d'entretien avec Sylvie, 3 mars 2020.

sur les formes d'engagement (Mauger, 1994). Au-delà des conditions matérielles, il y a aussi parfois, dans les discussions informelles avant, pendant et après les réunions, une réelle volonté d'informalité par rapport au fonctionnement de la Convergence et du CA. Laetitia me fera ainsi part, par exemple, de son besoin de parler de politique, de discuter les positionnements du CPTG, de réfléchir dans le fond aux conséquences de l'effondrement écologique : les temps de réunion ne le permettent pas. Les discussions sur les actions possibles du Groupe Action se mêlent aux récits personnels des membres, aux « débriefs » de vacances ou de week-end, ce qui est rendu possible par la taille du groupe. La pratique de l'ordre du jour sera moins fréquente, tout comme la rigueur du compte-rendu de réunion – d'ailleurs, le terme de réunion lui-même n'est quasiment jamais utilisé<sup>54</sup>.

Tableau 7 : Récapitulatif des caractéristiques de chaque sphère

<b>Sphère de référence dans le collectif</b>	<b>PCS dominante</b>	<b>Métiers, secteur d'activité</b>	<b>Secteurs public et privé</b>	<b>Situation professionnelle au moment de l'enquête</b>	<b>Caractéristiques de l'organisation collective</b>
Conseil d'Administration (CA)	Cadres et professions intermédiaires	Plus grande prise du secteur public et secteurs contrôlés par l'Etat	Pas de dominante	Majorité de retraités	Adhésion officielle à l'association puis réunion une fois par mois, lieu et heure fixe. Assiduité nécessaire. Forte interconnaissance.
Convergence	Cadres et professions intermédiaires	Plus grande prise du secteur de la transmission, de l'information et de la communication	Dominante privée	Très forte majorité d'emplois stables	Réunion ouverte une fois par mois, lieu et heure fixe. Turn-over important.
Groupe Action	Cadres et professions intermédiaires	Grande variété de secteurs, trajectoires professionnelles s'annonçant beaucoup plus instables	Dominante privée	Très forte majorité d'intermittence	Rencontres informelles sans régularité et sans lieu fixe. Forte interconnaissance.

*Réalisation : Louise Bollache, 2021*

<sup>54</sup> Il faut ici préciser que la période d'enquête se situe à un moment de construction de la légitimité du Groupe Action et que cette absence de formalisme a pu se dissiper au fil du temps.



## II. Les militants du CA : des socialisations politiques *cohérentes*

L'étude de la socialisation politique, après une concentration sur les valeurs politiques transmises dans la famille et les organisations de jeunesse liées aux partis, s'élargit à partir des années 2000 à l'examen de dispositions à l'engagement, ou de rapports construits différemment à la notion de collectif chez les individus. L'œil du sociologue, à l'image des œillères de la sociologie des mouvements sociaux envers certains modes d'organisation (Sawicki et Siméant, 2009), était fixé sur des modalités mesurables de l'engagement politique comme le vote. Bien sûr, plusieurs militants présentent des socialisations « sans équivoque », avec des expériences militantes ancrées très tôt dans leur trajectoire, mais ils ne forment pas une majorité. Lilian Mathieu distingue deux types de dispositions requises pour l'action collective, sur lesquelles je m'appuierai, la « disposition critique » (Mathieu, 2012, p. 188) et la « disposition à l'action collective »<sup>55</sup>. Les dispositions au militantisme sont façonnées dans des instances de socialisation diverses qui comprennent la famille, mais aussi « *certaines expériences de représentation (délégués de classe) ou de vie communautaire (scouts et/ou activités religieuses)* » (Filleule *et al.*, 2020, p. 554). Dans la plupart des trajectoires de mes enquêtés, ces expériences apparaissent comme des moments angulaires du rapport au collectif des militants écologistes. Ils les décrivent parfois comme des moments d'intense remise en question, de compréhension de la nature politique des choses, de « révélation », de « déclic ».

Certains militants ont vécu dans des familles de militants et ont donc été récipiendaires d'un habitus militant cohérent et complet : ils ont parlé de politique avec leurs parents, ont reçu des savoir-faire très tôt, ont été en contact avec des médias marqués à gauche, mais également des chants, des images. Ils commencent leur trajectoire d'engagement avec d'ores et déjà des dispositions critiques et un capital organisationnel (Filleule *et al.*, 2020 ; Poupeau, 2004). Cependant, aucune des trois sphères ne concentre *davantage* de militants héritiers de ces dispositions : dans chacune, on en trouve effectivement quelques-uns, ce qui incite à emmener l'analyse sur la manière dont ils se sont *saisis* différemment de cet héritage, selon la conjoncture politique ou encore selon les conséquences biographiques de l'engagement chez leurs parents.

J'essaie de montrer comment la mobilisation apparaît et prend sens dans des trajectoires sociales, culturelles, particulières et comment elle produit sur ces trajectoires des effets en retour, sans juger des engagements écologistes de façon monolithique et basculer dans une

---

<sup>55</sup> Ibid, p. 193.

psychanalyse qui ferait de la préoccupation pour l'environnement et la réduction des ressources naturelles un simple miroir de l'angoisse sociale de classes moyennes en déclin (Billemont, 2006), sans non plus être dans une approche strictement dispositionnelle qui négligerait la part interactive de nos actions avec un contexte social et économique situé dans le temps et les lieux.

### 1. Des dispositions à l'action collective...

Le conseil d'administration concentre des militants plus âgés (majorité de plus de 60 ans), la plupart coutumiers du fonctionnement d'une association sur le long terme. Ils forment le « noyau militant » classique chez les écologistes selon les enquêtes menées chez les Verts (Villalba, 1995). Leurs carrières ont été marquées par l'enseignement, la transmission et le soin, et leurs dispositions à l'engagement ont souvent marqué l'ensemble de leur trajectoire.

#### *Michèle & Sylvie : l'empreinte du christianisme de gauche*

Plusieurs militants du groupe du CA, sans avoir eu des socialisations politiques toujours explicites, ont été marqués dès leur enfance par des expériences et des valeurs de charité chrétienne dont l'engagement semble être une certaine continuité. Ainsi, Michèle, ancienne employée d'un syndicat raconte comment elle a acquis sa « formation sociale de base » dans une paroisse de prêtres ouvriers, dans un contexte marqué par une relative pauvreté et par les échos de la guerre d'Algérie alors qu'elle vit avec ses parents à la frontière du bidonville de Nanterre.

*« Du coup, et moi, je suis de formation, enfin, née dans une famille « normale » de l'époque, donc baptisée (...) Enfin bon, c'était l'âge de mon catéchisme et, euh, c'était, une paroisse de prêtres ouvriers. Et en fait le curé qui me faisait le caté, il bossait, il arrivait sur sa moto, habillé en civil, et on avait ce qu'on appelait une maman de catéchisme qui entre les séances de catéchisme, euh faisait réfléchir les enfants sur la religion. Et donc on était euh... Quatre ou cinq peut-être, petites filles et petits garçons chez cette dame, dont je me rappelle très bien, une dame adorable qui avait 3 grandes filles et... La bonne personne quoi, tu vois ? Et en fait elle faisait réfléchir sur le vécu*

*dans le quartier avec le bidonville, avec l'hospice, les personnes qui étaient à l'hospice... Tout ça, donc la solidarité voilà (...) On faisait ce qu'on appelle la communion solennelle, tout le monde était en chasuble, achetés par la paroisse. Tous pareil. Y'avait pas de filles avec des grandes robes si elles avaient eu les moyens... Donc tout le monde était pareil, garçons et filles, en blouse blanche, pareils.*

*Et puis donc, ça a été en fait ma formation sociale de base, cette période-là, réfléchir sur la guerre d'Algérie, sur ce qui était vécu par les pauvres du quartier. Comment les gens du bidonville ils vivaient dans des abris de rien de tout, enfin cetera et cetera. Et à l'hospice c'était les SDF qui étaient ramassés à Paris, qui étaient amenés là le soir pour passer la nuit ou... Les personnes âgées abandonnées qui étaient là, donc, euh... Et puis les gens qui sortaient de prison, qui étaient là aussi. Enfin bon. Voilà donc la réflexion, elle était là »*

Extrait d'entretien avec Michèle, 19 juin 2020

Après un déménagement, elle se retrouve dans Paris à essayer une nouvelle paroisse, qui organisaient des messes en latin marquées par la séparation des sexes : « *Un espèce d'huissier devant, un bonhomme tout en noir avec des tas de colliers en ferraille, une hallebarde... Rien à voir quoi (...)* Je reviens et je dis à mes parents : *j'ai rien compris hein, je sais pas qui c'est, je sais pas de quoi il cause... J'ai rien compris* ». Elle retrouve plus tard, autour de 1968, une autre paroisse de prêtres ouvriers à Belleville : « *L'église Saint-Jean Baptiste de Belleville<sup>56</sup>, qui étaient des prêtres ouvriers aussi. Et là alors, j'ai organisé des messes de jeunes, il y avait 2000 personnes hein. Avec John Littleton à la guitare, on chantait du jazz... [elle part dans un grand rire]* ». Ce décalage ressenti par Michèle et son rejet des paroisses traditionnelles au profit des paroisses ouvrières montrent bien que l'institution religieuse est valorisée en tant que lieu de sensibilisation à l'action collective.

Sylvie est une psychanalyste de 67 ans et une des membres du CA. Chez elle, l'engagement est vécu comme une évidence, avec une conscience forte du fait d'avoir « *reçu* » ces dispositions et ces compétences. Sylvie se souvient d'un père « *syndicaliste forcené* » dont elle a hérité le côté « *bouledogue* » : cheminot, militant à la CGT, il faisait les 3-8 et exerçait un deuxième travail pour les nourrir. Elle matérialise rapidement ces dispositions à la défense collective du groupe en devenant représentante des lycéens de sa classe, et à partir de là, amorce un parcours associatif dense et continu. Elle s'engage à Amnesty International pendant plusieurs dizaines

---

<sup>56</sup> Entre 1937 et 2000, la paroisse est aux mains des Fils de la Charité, une congrégation de prêtres et de religieux laïcs, dont le but est l'évangélisation des milieux ouvriers. Ils sont donc souvent responsables des paroisses populaires en banlieue parisienne où ils accompagnent les JOC (Jeunesses Ouvrières Chrétiennes).

d'années : elle sentait que « *c'était là qu'on faisait le plus de travail* ». Elle a beaucoup œuvré dans les fédérations de parents d'élèves (« *c'était une évidence* »), puis a monté une association à Pontoise, la Rue pour tous, qui travaillait sur les questions d'accessibilité pour les vélos puis les piétons, notamment à mobilité réduite. Elle s'est ensuite attachée à monter une commission accessibilité à la mairie, plus exactement à pousser la mairie de Pontoise à le faire, ce qui a pris deux ans. Elle résume donc ses thèmes principaux comme ça : l'accessibilité, les droits, et la défense de l'hôpital et des services publics : « *On était trois, pendant très longtemps, à tenir le comité de défense de l'hôpital de Pontoise. Les gens venaient hein, bien sûr, mais quand il fallait organiser on était souvent en réunion à trois* ». Elle s'est engagée également depuis sa création en 2008 dans une lutte pour les droits des patients en psychiatrie, Non à la nuit sécuritaire<sup>57</sup>.

Quand j'amène le sujet de ses premiers émois écologistes, elle remarque avec une sensibilité toute psychanalytique qu'une image vient de lui venir. A 16 ans, elle était dans un camp de vacances de filles – un prêtre de la paroisse qui emmenait 80 filles en vacances, de 13 à 18 ans. Pour les parents, ce n'était pas très cher, et pour S., ça a été une expérience fondatrice, un moment « *inaugural* » : « *Un mec remarquable, oui. Il a été fondateur. Enfin bon il était prêtre mais il aurait pu être n'importe quoi... C'était un mec humain quoi.* ». A table, les filles avaient mangé des courgettes et râlaient pour finir leur assiette – c'était au moment du Biafra<sup>58</sup> – et le prêtre, ne disant rien, était passé à table avec une photo d'un enfant en train de mourir de faim. Les filles ont retrouvé leurs courgettes le soir et toutes les assiettes ont été terminées. Pour S., c'était quelque chose d'extraordinaire, puisqu'ils en avaient parlé aussi ensemble, de la misère, de tout ce qui se passait. Ce moment-là fait partie de sa collection de souvenirs de « conscience écologique », dans son rapport avec le gaspillage, l'idée de faire attention à ce qu'on consomme, l'eau, des règles simples qu'elle a dans sa vie depuis toujours.

La transmission de dispositions à l'action collective passe peu par la culture savante du politique (il n'y avait « *pas un bouquin* » quand elle était à la maison) mais par l'exemple, comme celui du prêtre : « *(...) j'ai rencontré des gens qui m'ont ouvert la voie, ce prêtre que*

---

<sup>57</sup> Il est plus facile de le trouver sous le nom de collectif des 39. Le collectif a été fondé suite à des annonces faites par Nicolas Sarkozy, alors président de la République, en 2008. Cette annonce de mesures en direction des personnes atteintes de troubles mentaux s'ancrait dans une critique de l'efficacité de la psychanalyse, une valorisation des traitements médicamenteux et des pratiques d'enfermement pour des motifs sécuritaires. Le collectif composé de professionnels du soin dénonce la mutation de leur métier vers celui de gardien, la perte de liberté et de dignité des patients, et plus généralement, un tournant sécuritaire dans la conception des troubles mentaux. URL : <https://www.collectifpsychiatrie.fr/?cat=13>

<sup>58</sup> La famine du Biafra a causé environ un million de morts au Nigeria entre 1967 et 1970.

*j'évoquais, c'est quelqu'un qui m'a ouvert au groupe. Des fois, je me dis, si je suis devenu psychologue, c'est lui qui m'a ouvert cette voie parce qu'il faisait des groupes de parole, entre nous quoi, et je voyais bien qu'il se passait quelque chose d'intéressant. »*

Cette pluralité des modes d'acquisition permet d'enrichir notre compréhension des processus d'engagement. La plupart des membres du CA ont reçu des dispositions à militer, via des expériences collectives. Au moins trois autres membres répondent à ce modèle de la pré-socialisation politique par la religion : un ancien dessinateur industriel passé par les JOC (Jeunesses Ouvrières Chrétiennes) dont les parents étaient commerçants, un ancien postier dont les parents agriculteurs étaient catholiques pratiquants, un des frères de Bernard, qui lui aussi a été syndicaliste toute sa vie. En revanche, pour que ces dispositions façonnent un engagement politique durable, il faut qu'elles puissent s'exprimer dans des contextes favorables, et le groupe du CA permet tout particulièrement d'éclairer cette dimension.

## **2. ...Activées dans une conjoncture politique favorable**

Dans le parcours de Sylvie, Jacqueline et Michèle, on distingue ainsi des moments favorables à l'activation et l'actualisation des dispositions.

### **a) Sylvie : des dispositions critiques dans un bon « timing » politique**

Professionnellement, lorsqu'elle débute comme infirmière, Sylvie a un premier poste dans une clinique jumelle de celle de La Borde, dans la région de Blois, les deux appliquant les préceptes de la thérapie institutionnelle. C'est une expérience « *très particulière* » pour elle, dont elle a l'impression qu'elle a duré 10 ans. Catalysée par les critiques sociales des années 1960 concernant les marginaux, la psychothérapie institutionnelle est un courant qui vise à rompre avec les pratiques asilaires et à créer un environnement vivable pour les patients, à favoriser leur autonomie. Il s'agit de les intégrer à la gestion de la vie collective dans l'établissement même : modifier les relations soignants/soignés pour éviter l'aliénation, traiter les malades comme des sujets. La clinique de la Borde, fondée en 1953 par le docteur Jean Oury, est un établissement emblématique de la psychothérapie institutionnelle, où elle est pratiquée encore aujourd'hui. Elle se place donc dans un moment socio-historique particulier, celui d'une

expérimentation rendue possible par le travail critique des militants antipsychiatrie des années 1960. Une fois psychanalyste, elle ne travaille qu'à l'hôpital public, par conviction : il faut pouvoir aider ceux qui n'ont pas les moyens d'entrer en thérapie dans le privé. En d'autres termes, elle milite par sa profession en se plaçant « *auprès et du côté des dominés* » (Pagis, 2011). Cette « *rencontre avec l'autre* » qui lui est chère intervient là aussi dans une conjoncture relativement favorable : « *A cette époque, à l'hôpital, c'était quand même très chouette... Dans les années 70, 80... Enfin à partir de 75, c'était un moment assez novateur. On pouvait vraiment travailler quand même bien, même dans les services où c'était pas la panacée quand même... Depuis 85 c'est une dégringolade progressive, c'est juste épouvantable, mais à cette époque-là, c'était quand même pas ça.* ». Le contexte institutionnel de la clinique puis de l'hôpital public à la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970 semble donc permettre un épanouissement harmonieux de dispositions au *care*, à la défense collective et à la pensée critique déjà présentes.

Au contraire, elle me racontera avoir clairement mal vécu le durcissement du contrôle des patients (et des soignants) à l'hôpital public, le point culminant de son malaise étant atteint au début des années 2010, lorsqu'elle prend sa retraite de façon anticipée. Les conditions d'exercice à l'hôpital lui pèsent et cela ne fait qu'empirer : « *Des trucs que je trouvais trop grave ! Le fait remplir des dossiers de statistiques pour avoir soi-disant des sous... Tu parles ! Les dossiers c'était des fiches de patients, et ils mettaient ça dans l'ordinateur (...) Je ne vais pas quand même pas dénoncer des patients. Parce que des ados qu'on reçoit... Bah oui, il y en a des violents* ». Elle refusera de mettre plus d'informations dans les fiches, ce qui mène à des questions de la part de la secrétaire : Sylvie fausserait les statistiques. Elle refuse quand même : elle ne veut pas que des données avec des noms soient entrés dans un ordinateur. On lui assure que c'est extrêmement fiable : « *Vous rigolez ? Tout le monde peut craquer les échanges, je le sais bien (...) Depuis, on trouve les dossiers patients sur Internet* ». Ce départ est ancré dans un certain dépit, et elle décrit ces dernières évolutions comme « *un vrai coup de poignard* ». Son sentiment de colère et d'impuissance est accentué par le fait qu'elle trouve que ses collègues sont trop peu critiques de ces « *modernisations* ».

Politiquement, elle est démarchée par une connaissance pour être sur une liste lors des élections municipales à Pontoise en 2008. Au départ, elle répond négativement, puis lui demande pourquoi il a pensé à elle en particulier : « *Parce qu'on m'a dit que t'étais un vrai pitbull, que quand t'attrapais un truc tu le lâchais pas. Ça, je veux bien* ». C'est également la première élection municipale à appliquer la loi du 31 janvier 2007 visant à promouvoir l'égal accès des

femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives. Les communes de plus de 3500 habitants, dont Pontoise, sont soumises à la stricte alternance des sexes dans la composition des listes. Elle accepte, et après la défaite de la liste, rejoint le PS un temps sur l'invitation de cette même connaissance, une expérience qu'elle trouve « *cauchemardesque* » sur le plan des rapports humains. Ainsi, elle quitte le parti pour rejoindre les Verts avec son ancienne tête de liste : « *Il se passait des choses dans la ville, j'ai décidé d'aller chez les Verts* ». Il s'agit d'un moment particulier pour le parti, qui a bien réussi les élections municipales en présentant des listes autonomes au premier tour (8,7% des suffrages), et remporté 41 mairies au deuxième tour avec le PS. Aux élections cantonales de la même année, les Verts remportent 11,5% des voix au premier tour. C'est également en octobre 2008 qu'est lancée la campagne pour les élections européennes qui verra le rassemblement Europe Ecologie, une liste rassemblant diverses positions écologistes : cette stratégie leur donne le meilleur score historique à ce jour aux élections européennes, 16,28% des voix et 14 sièges de députés au Parlement Européen (le même nombre que le Parti Socialiste). Sylvie rejoint les Verts en 2009 dans cette dynamique de « renaissance » du Parti, devient adhérente, va aux réunions, s'intéresse au groupe local puis au département en participant aux réunions à cette échelle : « *Par je ne sais plus quel jeu de vote, de façon improbable, secrétaire départemental du Val d'Oise. Tout ça dans des moments de crise où il fallait prendre, on a pris. On nous a dit qu'on avait fait comment on dit ça ? Un putsch. On a pas fait un putsch, mais n'empêche que bon, ça allait bien quoi* ». En tant que militante initialement associative et, partiellement, en tant que femme, le glissement vers les Verts à ce moment précis semble tout indiqué.

#### b) Jacqueline et Michèle : Mai 68, un bouleversement durable

Jacqueline, urbaniste de 75 ans et membre du CA fondatrice du collectif, a dû, elle, opérer la synthèse de dispositions contrariées, là aussi à la faveur d'un contexte historique particulier. Elle est née juste après la Seconde Guerre mondiale. Sa mère était historienne et archéologue, elle travaillait sur la vie quotidienne à Rome au premier siècle, un héritage qu'elle a conservé : « *Tous mes mots de passe sont en latin* ». L'écologie est pour elle une évidence, dans une sorte de souvenir pastoral de son enfance : elle a grandi dans un endroit « *privilegié* » et d'une beauté « *incroyable* », avec un étang, des poules d'eau et de petits ruisseaux. La préservation de la nature est ainsi une évidence, et « *les terres agricoles, ce n'est même pas la*

*peine* ». Cependant, le virage proprement politique s'opère dans un contexte de rupture avec la famille, dans le refus de Jacqueline de se plier à des rituels de préservation de sa classe grande-bourgeoise (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2016) :

« *Mai 68 ne m'a jamais quittée. J'avais jamais vu un ouvrier de ma vie... On mettait de la main d'œuvre rurale dans des usines, ou on faisait venir des cars entiers d'immigrés, imam compris. J'ai compris la lutte des classes. Je viens du 7ème arrondissement, d'un côté Yves-Saint-Laurent et Pierre Bergé, de l'autre l'hôtel particulier de Debré. J'ai TOUT abandonné, les rallyes où on me collait en robe longue et talons pour trouver un mari - j'ai préféré draguer sur les barricades* ».

Extrait d'entretien avec Jacqueline, 1<sup>er</sup> mai 2020

C'est mai 68 qui lui a radicalement ouvert les yeux sur les rapports de domination économique et de genre, et sur sa propre position. Etudiante en géographie, elle était spécialisée sur la décentralisation industrielle « *sans avoir vu un ouvrier de sa vie* ». Tout cela change en 68 avec la convergence des mouvements étudiants et ouvriers. Convaincue de la dimension politique et sociale de l'aménagement du territoire, elle crée une association de « *géographes professionnels* », et entre en lutte dans le but de fonder l'aménagement en tant que matière à part entière (jusqu'alors, les débouchés de la géographie étaient toujours liés à l'histoire et se résumaient à l'enseignement). Commence alors un long et dense parcours associatif : Jacqueline dirigera de front une douzaine d'associations tout en travaillant à plein temps. Elle reconnaît sans mal l'importance de ses capitaux culturels et sociaux, acquis dans un milieu très intellectuel et grand-bourgeois : « *Je viens d'un milieu intellectuel remarquable, privilégié, avec une éducation culturelle et intellectuelle considérable. Je n'ai jamais pris de cours de dessin et de musique, pas besoin. Tout ça c'est de l'héritage familial (...) J'ai beaucoup œuvré, avec un gros carnet d'adresses... Placé des gens à beaucoup d'endroits* ». Cependant, c'est la rencontre de « l'autre » social, rendue possible par mai 68, qui oriente ces dispositions vers un objectif politique, celui de bâtir un aménagement du territoire qui prend en compte les questions sociales. Comme le montrent les travaux de Julie Pagis, Isabelle Sommier et le collectif SOMBRERO, Mai 68 opère comme un carrefour d'engagement qui perturbe durablement les trajectoires et « *redéfinit les allégeances politiques* » (Pagis, 2014). Ce que Jacqueline exprime ici, c'est également la *durabilité* de cette première initiation au militantisme. En effet, quand une première période de militantisme a lieu dans un moment de disponibilité biographique,



dans un entre-deux, comme dans le cas du militantisme dans un syndicat étudiant, la mobilisation politique de l'individu, sous diverses formes, tend à se poursuivre et les risques de désengagement sont réduits (Bargel, 2020). Lahire (1998), dans sa discussion de l'hypothèse de cohérence de l'habitus, montre qu'il faut réunir des « conditions particulières d'intériorisation » pour que l'habitus ait une grande cohérence. Ces moments en font partie, en ce qu'ils adviennent dans une étape biographique où les instances de socialisation primaires perdent de leur prise et où les instances secondaires ne sont pas encore clairement orientées. Ces travaux nous montrent aussi qu'une expérience de militantisme intense dans un syndicat étudiant peut façonner l'entrée dans la vie adulte, via un choix de carrière professionnelle et/ou une endogamie « politique ».

Michèle décrit également ces effervescences politiques, en mai 68 mais plus généralement pendant les années 1970, époque de luttes sociales massives. L'année 1968 constitue un moment particulier dans l'histoire de sa famille, puisqu'il s'agit du moment où ses parents, petits commerçants poujadistes, deviennent « *des gens de gauche* » :

*« Bon, et puis un jour donc, la Sorbonne occupée. Et si tu veux, pour mes parents qui ont pas fait d'études... Maman était bergère, papa ouvrier apprenti-boulangier à 12 ans (...) Donc pour eux, la Sorbonne c'était... Je sais pas, quelque chose, quoi. Voilà, bien qu'ils n'aient pas voulu que je passe le bac. Et mon frère était au service militaire en Allemagne. Et ils entendent que un matin, la Sorbonne avait été... Les flics étaient rentrés dans la Sorbonne. Et ça... Ils ont pas... Enfin mon père, si tu veux... Je sais pas, ça... Ça l'a bouleversé quoi » [Michèle a des sanglots dans la voix à l'évocation de ce souvenir de son père et laisse couler quelques larmes]*

*« Je me lève, il me dit, les étudiants ont appelé à l'aide, des médicaments et du ravitaillement. Ils occupent la Sorbonne. Et donc il me dit j'ai préparé des cartons pour emmener, mais y'a pas d'essence hein. Donc euh bah il faut que tu trouves une voiture avec de l'essence. Et on avait un copain, donc dans l'église ouvrière chrétienne là, de Belleville, avec qui on faisait les messes et tout, dont le père était CRS, il était en conflit total avec son père et tout et tout. Il a emprunté la voiture du père, et on est allé livrer avec la bagnole personnelle du père, on est allé livrer les chargements à la Sorbonne. Et de ce jour, mon père est devenu une personne de gauche ».*

L : *« Ça l'a choqué fondamentalement que la police rentre dans ce lieu-là »*

M : *« Ouais. Ouais. Et tout ce qui s'est passé en mai 68, après quoi, tu vois, taper sur les ouvriers et tout »*

Extrait d'entretien du 19 juin 2020 avec Michèle

Comme elle n'a pas pu passer le bac, l'Université de Vincennes constituera un autre moment important de sa trajectoire, les non-bacheliers pouvant s'y inscrire (Fossé-Poliak, 1992). Mai 68 s'impose ici comme un bouleversement dans la trajectoire politique de ses parents, mais aussi dans son propre accès à des discours critiques et à des formes de culture plus légitimes à l'Université (« *Et puis bon bah il y avait des types extraordinaires comme Robert Castel, enfin des gens... J'ai eu des profs comme Deleuze, des... Enfin vraiment, ça a été du bonheur d'être à Vincennes dans ces époques-là* »). De nombreux auteurs ont montré cette réelle possibilité de connexion entre des mondes ouvriers et étudiants à ce moment-là, en particulier dans le cadre de l'Université de Vincennes (voir par exemple Caron, Collovald et Mauger, 2008). Dans le cas de Michèle, il s'agit d'un franchissement concret de certaines barrières entre milieux sociaux, qui va bouleverser sa « destinée sociale » (Leclerc et Pagis, 2011) et favoriser un contact durable avec des mondes intellectuels, notamment dans le cadre de sa trajectoire féministe.

Elle milite alors sur différents plans, auprès des travailleurs immigrés, pour la Palestine ou encore contre la guerre du Vietnam. A cette époque-là, le travail alimentaire qu'elle trouve est à l'Union régionale des syndicats de la métallurgie d'Île-de-France, en tant que secrétaire administrative. C'est là qu'elle rencontre Bernard, dans le cadre d'une époque dont le récit la fait sourire :

« *Et bon, c'était une époque fabuleuse. Toutes les usines étaient occupées. Enfin, c'était... Incroyable quoi. Les luttes de cette époque-là, les luttes de femmes, les luttes de soldats, des travailleurs immigrés, les occupations d'usines, le Larzac, Lip, enfin bon c'était une époque incroyable* ».

La première période de politisation de Michèle, une socialisation politique de conversion au militantisme (Pagis, 2011) s'ancre donc dans une sorte d'âge d'or des mobilisations, tel qu'il est vécu en tout cas par les militants qui sont au cœur de cette effervescence du mouvement social. Comme chez Sylvie et Jacqueline, cet apprentissage se révèle de nature durable, avec une vie syndicale, associative et politique continue jusqu'à aujourd'hui. Il ne faut pas négliger ici la présence de conditions matérielles particulières qui favorisent le maintien du militantisme : taux de chômage réduit, perspectives de mobilités sociales ascendantes et

massification scolaire qui permet l'aménagement de ces temps militants à l'université. Cet « âge d'or », qui irait de mai 68 jusqu'à la première élection de François Mitterrand en 1981, est caractérisé par une structure favorable des opportunités politiques, un contexte de modification de la structuration sociale et l'autonomisation des mouvements sociaux dans leur ensemble par rapport au champ politique (Mathieu, 2010). Les jeunes participants à mai 68 cristallisent des positions d'opposition au gouvernement, facilitées par la permanence du pouvoir gaulliste depuis 1958 (Percheron, 1978). Le prestige des événements de 68 a ensuite un effet de désenclavement des organisations d'extrême-gauche qui étaient jusqu'alors restreintes dans la diffusion de leur culture politique. Il y a une plus grande valorisation des attitudes critiques dans les lieux de l'apprentissage du savoir, lycées et universités, un foisonnement de ces attitudes jusque dans le monde de l'entreprise gagné par l'engagement syndical. Sans que les activistes soient majoritaires, les discours de revendication (marxistes, situationnistes) sont mieux reçus dans différentes sphères. Cela dessine une génération qui semble « gagnée intellectuellement par la contestation » (Mauger, 1994 ; Filleule *et al.*, 2020). Jean-Claude Chamboredon montre également très bien comment cette période a contribué à façonner les représentations de la figure de « l'étudiant » comme étant fondamentalement contestataire, mais aussi citoyen et à l'université (Chamboredon, 2001). Les générations politiques nées juste après 68 bénéficient de ce « souffle », dans les conditions matérielles particulières d'un taux de chômage réduit, de perspectives de mobilités sociales ascendantes et d'une massification scolaire qui permet l'aménagement de ces temps militants à l'université.

Ce type de militants ont également un mode d'association particulier du militantisme avec le reste des sphères de la vie (vie professionnelle, vie conjugale, loisirs), que j'appellerai le mode de *l'intégration collective*. Les militants du CA présentent une disposition à l'engagement qui traverse tous les aspects de la vie, une cohérence générale dans l'idée d'aide aux autres, d'assistance, de solidarité ou de charité. Ce sont ceux que l'on retrouve dans les secteurs sociaux, pédagogiques et médicaux. Ils ont peu ou pas de sorties du militantisme, de désengagement, au cours de leur vie, mais peuvent adapter leur militantisme aux conditions matérielles de leur vie à certains moments (invalidité, travail domestique intensifié par l'arrivée d'un enfant). La question du *travail* d'articulation (Viera Giraldo, 2022) entre les sphères leur paraît d'ailleurs un peu incongrue, même s'il s'agit là en partie d'une reconstruction biographique : il leur semble qu'ils ne pourraient pas faire autrement, ou qu'il n'y a pas de frontières entre le militantisme et les autres sphères.

C'est l'exemple de Sylvie, qui me raconte une vie militante très riche et « intégrée » : pour elle, il n'y a pas du tout de séparation entre cette sphère et les autres (vie professionnelle, relations sociales, etc.). Elle a d'ailleurs du mal à faire l'inventaire de tous ses engagements et a tendance à les redécouvrir au fil de l'entretien. Pour elle, l'engagement est une façon de vivre, c'est intrinsèque à tout ce qu'elle fait, elle ne le théorise pas ou très peu a priori. Son parcours est à la fois politique et associatif : elle effectue un long parcours politique à EELV, d'abord dans un groupe local puis au niveau départemental, avant de devenir finalement secrétaire générale. Elle fait régulièrement partie de listes électorales pour les municipales, au Parti Socialiste puis très vite chez les Verts. Elle participe à un certain nombre d'associations « citoyennes » dans le Val d'Oise : associations de parents d'élèves, Amnesty International, promotion des questions d'accessibilité, groupes d'échanges locaux, permanences à la maison des femmes, en somme, de nombreuses façons de participer à la vie de la cité. Elle lie également son métier de psychanalyste à la défense de l'hôpital public : psychologue à l'hôpital public toute sa carrière, elle s'engage « contre la nuit sécuritaire » et défend une certaine vision du rapport aux patients (passage par une clinique de thérapie institutionnelle). Dans le cadre de sa vie professionnelle, elle participe aussi à la gestion d'appartements associatifs de réinsertion et à celle de la maison des adolescents. Pour Jacqueline, il va de soi que l'ensemble de sa carrière de haute fonctionnaire est un combat politique. Il n'y a pas de pause dans le militantisme, pas de zone dans lequel ce dernier n'intervient pas, de même pour Michèle et Bernard. Lorsque le travail n'est pas directement en lien avec les mobilisations, il est exercé dans un secteur qui traduit une forme de désintéressement et de don, comme l'enseignement ou le travail de soin.

A l'égard de ce prisme de « l'intégration collective », il est intéressant de noter la prévalence d'une certaine homogamie politique dans ce groupe. Les militants du CA ont souvent rencontré leur compagnon actuel dans l'univers des mobilisations, et ont souvent conservé une union formée dans ces mêmes époques d'effervescence décrites plus haut. Chez Michèle, le récit de l'engagement est indissociable du couple et du parcours de ce dernier, bien que leur rapport à la lutte de Gonesse soit bien différent.

### 3. Bernard Loup, la socialisation d'un leader écologiste exemplaire

Il convient ici de s'attarder sur le cas du président du CPTG, un des militants du CA qui donne particulièrement corps au type de militants que l'on s'efforce ici de décrire.

Pendant l'enquête, s'il y a une chose sur laquelle les militants ont convergé de manière systématique, c'est le fait de mettre en exergue (toujours positivement) le rôle de leader de Bernard et sa façon d'exercer cette responsabilité. Gertrude, ancienne institutrice de 60 ans, évoque en entretien ce qu'elle appelle la « *légitimité parfaite* » de Bernard : « *animé d'une véritable mission* » tout en étant « *extrêmement respectueux* » en tant que personne : il cumulerait un savant mélange de sagesse, d'ancienneté dans les luttes et de modestie<sup>59</sup>. Petrus, chauffeur de 58 ans, se réjouit que ce soit lui qui soit « *à la tête du mouvement* », sa personnalité selon lui « *joue beaucoup* », c'est « *quelqu'un d'important* »<sup>60</sup>. Tous, sans exception, font part de leur admiration.

Pour comprendre comment on en vient à ces commentaires, il faut d'abord se représenter que pour chacun.e, la lutte menée au CPTG et la qualité du collectif sont une étape *unique* dans leur engagement et qu'ils considèrent que le collectif est à part. C'est lorsqu'on creuse un peu ce statut privilégié du CPTG, qu'on tente de comprendre ce qui le colore de cette façon pour ses membres, que l'évocation de Bernard apparaît, le plus souvent. Je me suis attachée à collecter ces discours et à tenter de comprendre l'agrégation de facteurs qui faisaient la particularité de Bernard.

---

<sup>59</sup> Entretien avec Gertrude, 7 novembre 2019.

<sup>60</sup> Entretien avec Petrus, 4 août 2019.

### Encadré 7 : Bernard

Bernard est né à Mazamet, un petit village près de Castres. Il est issu d'une famille modeste, son père est instituteur d'une classe unique et sa mère est au foyer. Il a trois frères, séparés d'un an, dont il est le cadet. Ils cultivent la terre avec leur père, n'ont pas d'eau courante et vont chercher l'eau au puit. Bernard se sent particulièrement à l'aise dans les pratiques de la terre et aime beaucoup les poules qui se posent parfois sur ses épaules<sup>61</sup>. Les parents, protestants, transmettent une éducation rigoureuse, la modération et la tempérance sont de mise. Bernard est scout pendant plusieurs années. Il part en région parisienne en 1968, d'abord en Seine-Saint-Denis pour faire son service civil (alternatif à l'armée) dans un foyer Cimade. Il est ensuite ouvrier dans une usine de fûts métalliques, puis dans une société minière et métallurgique : Penarroya. Il s'agit concrètement, sur le site de Saint-Denis, de récupérer le plomb d'anciennes batteries de voiture, dans des conditions de travail que Bernard décrit comme intolérables (usine enfumée sans aérations, casse de batterie à la hache sans gants, masques ni chaussures). La majorité des emplois sont alors occupés par des ouvriers immigrés, fortement exposés au saturnisme. Après l'accident de travail d'un ouvrier, il contribue à lancer en refondant une section syndicale ce qui deviendra une grande grève, au début des années 1970, laquelle aboutira à plusieurs victoires. A la quarantaine, il s'oriente vers les métiers de l'enseignement en devenant professeur de mathématiques. Il adhère à la CFDT en 1979 et devient responsable de la section métallurgie de Seine-Saint-Denis au début des années 1980. En 1995, il adhère aux Verts et en portera l'étiquette pour ses mandats de conseiller municipal entre 2001 et 2014. C'est dans cette période, à partir de l'adhésion aux Verts, que Bernard s'implique dans différentes luttes localisées dans le Val d'Oise, où il a emménagé avec sa femme Michèle en 1983 dans la commune de Domont : autour de la gestion des déchets, de l'enfouissement de l'autoroute A16, du lac de Beaumont ou encore de plaines agricoles vouées à être urbanisées autour de Domont. Il est également responsable de France Nature Environnement (FNE) pour le Val d'Oise.

Le rôle de leader de Bernard n'est remis en question que *très* marginalement et sur des points très particuliers. Pour tout le monde, il est très clair qu'il se situe en haut d'une hiérarchie plus ou moins implicite :

*« Bien sûr, en termes de hiérarchie, il y a Bernard tout en haut, et il a un pouvoir d'influence très fort, sans que ça ait été statué. Il a du leadership de ouf, il est identifié comme ça, c'est pas remis en cause »*

Extrait d'entretien avec Cooper, 17 février 2020.

*« Il y a plusieurs personnes importantes, notamment dans la composition du CA, mais enfin, on est tous des numéros B moins tant de Bernard »*

Extrait d'entretien avec Philippe, 12 novembre 2019.

---

<sup>61</sup> C'est Michèle qui me raconte l'anecdote en entretien, se chargeant de présenter leurs deux trajectoires en même temps. Un portrait dans *Le Parisien Val d'Oise*, du 25 avril 2021, a permis de compléter la trajectoire et les discussions informelles avec Bernard ont complété le tout.

« On a une forme d'horizontalité. Mais comme dans tout collectif le plus horizontal que tu peux faire, il y a toujours des chefs qui sont pas des chefs. Bernard. C'est le symbole de cette lutte. Mais... En tout cas, il arrive à... A faire en sorte que ça soit pas non plus le dictateur quoi. Et ça, c'est cool (...) La personne qui fait le lien avec tout le monde, c'est Bernard »

Extrait d'entretien avec Kery, 29 mars 2019

Dans son entrée sur les leaders dans le dictionnaire des mouvements sociaux, Eric Agrikoliansky met en équivalence le concept de « leader », qui guide, et celui de « porte-parole », qui représente :

*« L'existence de porte-paroles est le plus souvent analysée comme une condition indispensable au développement de l'action collective de masse. D'abord, parce que le rôle des leaders est central dans le développement de la protestation. Possédant un fort volume de capital social et symbolique, ce sont eux qui contribuent à recruter des soutiens internes et externes à la communauté, à mobiliser les ressources matérielles indispensables au passage à l'action et à la construction d'organisations et, enfin, à l'innovation tactique et à l'évolution des formes d'action » (Agrikolansly, 2020, p.344)*

Le leader cumule dans tous les cas des ressources sociales valorisées dans le champ. Quelles sont ces ressources et pourquoi Bernard les cumule-t-elles ? Il convient de noter que ces ressources, qu'on pourrait qualifier de « légitimité militante », peuvent fortement varier selon le sous-champ militant où l'on s'inscrit. Dans le cas du CPTG, il y a souvent un arbitrage recherché entre quelques critères : une attache au lieu défendu, que ce soit par sa localisation ou sa fonction (Olive et Dechézelles, 2016), une expérience d'autres luttes menées et ainsi une compétence reconnue sur les tenants et aboutissants de la lutte (notamment ses aspects institutionnels), enfin, un certain dévouement, à comprendre comme une disponibilité en temps supérieure à la moyenne des membres du groupe.

Les ressources sociales au sens de capital social utile dans le cadre d'une action collective (têtes de réseaux, contacts politiques, etc.) viennent chapeauter une partie de ces critères. Bernard, fort d'une expérience longue dans le Val d'Oise à la fois comme habitant, militant et ancien élu, bénéficie ainsi d'une légitimité certaine dans sa connaissance du territoire, de ses acteurs et de son histoire - d'un capital d'autochtonie (Retière, 2003 ; Renahy, 2010) accumulé via ses engagements. C'est la socialisation politique de Bernard et de Michèle qui favorise leur

participation à la vie politique locale (mairie, conseil régional), même en l'absence d'une nativité dans la commune ou d'une histoire familiale longue dans le lieu.

Ses origines rurales et sa main verte font le lien avec le thème de la protection des terres agricoles : souvent, il illustre d'ailleurs ses propos d'expressions authentiquement campagnardes, comme « *Ne pas avoir deux pieds dans le même sabot* »<sup>62</sup>, ce qui tire des sourires aux citoyens. Comme le dit Michèle, sa compagne, il a « *fondamentalement l'âme paysanne, travailler la terre, pour lui, c'est une détente* ». Au moment de la création du CPTG en 2011, il a déjà une certaine réputation dans le Val d'Oise en tant que militant écologiste, très légaliste mais acharné. Enfin, le moment de disponibilité biographique de la retraite lui permet de se consacrer à la lutte.

Dans le cas de Bernard, une caractéristique particulière vient entourer les critères bien remplis que j'ai cités : une forme de désintéressement, de discrétion et de modestie dans l'action, que chacun remarque. Il se met peu en récit et ne parle pas de lui. Tous ces éléments ensemble semblent le préserver du risque de « perte de représentativité » des leaders tel que décrit par la sociologie des mouvements sociaux (Filleule *et al.*, 2020, p. 347).

Une des premières choses qui m'a interpellée, c'est qu'il ne parle jamais des autres en mal, même quand il s'agit de ses adversaires, même lorsque le coup est bas, même lorsque le fossé politique est grand – c'est un détail qui le sépare des autres leaders d'associations que j'ai rencontrés ou interrogés. Dans ses interventions et déclarations, sur la zone comme en réunion, cette réserve lui confère une forme de grandeur morale. Comme Jean-Yves, principal d'un collège, vice-président du CPTG, en témoigne également, il reste toujours *courtois*. Il ne se met pas en récit comme étant un modèle d'engagement : ni un modèle de résilience, de pureté des idées ou de cohérence. En fait, au premier abord, le « je » semble presque absent, comme s'il n'imprimait pas la lutte de sa personnalité. Les « faits d'armes » militants de Bernard m'ont d'ailleurs été racontés ou évoqués par d'autres, lui n'en parle jamais, sauf si une comparaison particulière peut être pragmatiquement utile.

Cette discrétion est renforcée par son allure, tout sauf celle d'un leader syndicaliste tonitruant. Bernard est grand et très mince, et se tient un peu courbé. Il parle peu, il n'est pas un excellent orateur<sup>63</sup>. Il écoute et observe beaucoup, à travers des lunettes à fines montures. Les premières

---

<sup>62</sup> Rassemblement du CPTG à l'audience du 5 décembre 2018 au TGI.

<sup>63</sup> J'entends ici qu'il n'est ni à l'aise dans le registre oratoire des grandes écoles par exemple, qui nécessite d'être bien ancré, d'avoir construit un récit (storytelling) en vue d'un objectif et d'être assuré, ni dans le registre très



fois où je me suis rendue en réunion alors qu'un petit groupe attendait déjà devant la Bourse du Travail, j'avais été frappée de la façon dont il se distinguait peu. Je n'aurais pas pu présager de sa position dans le groupe, à part à travers sa manière d'interpeller doucement les nouveaux venus en leur disant bonjour. Gertrude m'en fait la remarque beaucoup plus tard en entretien : « *Quand on s'est réunis avec des gens qui venaient de partout parce que y'avait les travaux qui commençaient (...) Et voilà Bernard, il est... Il est arrivé en retard et il s'est installé comme s'il n'était personne. Comme s'il était n'importe qui. Il a laissé tout le monde parler* ». Ses vêtements sont fonctionnels et modestes. J'ai beaucoup de notes de terrain sur les pulls en laine de Bernard, qui se comptent sur les doigts d'une main, et qui très vite deviennent familiers à l'observateur : le bleu-gris passé, à grosses mailles verticales, ou le rouge, qu'on voit de loin sur le Triangle si par hasard on venait à perdre son chemin. Sa posture ne s'inscrit pas dans les façons masculines d'imposer son corps dans l'espace fermement. En fait, il semble toujours un peu hésitant, un peu penché<sup>64</sup> : des façons de tenir son corps qui me sont d'abord apparues en contraste avec celle de Jean-Yves dans les scènes du tribunal.

[Au moment d'écouter ce que dit la juge, qui annonce un nouveau report] « *Bernard se poste sur le côté et écoute attentivement, Jean-Yves se place derrière lui : le premier, main dans les poches et posture instable, comme en suspension dans l'air, tend le cou pour écouter, la bouche légèrement entrouverte. Le second, en contraste, est solidement posté, droit et ancré dans le sol, les mains derrière le dos et ne bouge pas d'un cil, l'air confiant* ». Notes de terrain, au tribunal de grande instance, le 14 novembre 2018

« *Les langages corporels de Jean-Yves et Bernard sont encore une fois très différents. Jean-Yves s'enthousiasme avec l'avocat et semble irradier de confiance (comme lorsqu'il avait dit avec assurance que l'EPFIF s'enfonçait de plus en plus la dernière fois). Bernard, lui, semble avoir du mal à déterminer si on est en bonne position ou non : il oscille sur ses pieds et a l'air très soucieux, ne rit pas aux blagues. Harold [l'avocat] au contraire très animé, lui plante alors une grande claque dans le dos "Allez Bernard, ça va aller !". Un militant rappelle qu'un des semeurs volontaires a déclaré avoir planté un radis seulement. Harold rit aux éclats, puis nous rentrons* ».

Notes de terrain, au tribunal de grande instance, le 5 décembre 2018

---

énergique d'un leader syndicaliste ou d'un harangueur de foules (discours mobilisateurs). Ça n'empêche cependant pas Jacqueline de le qualifier de « leader charismatique » (entretien du 1<sup>er</sup> mai 2020).

<sup>64</sup> Plus tard dans l'enquête, Michèle m'a expliqué qu'il entendait mal, ce qui explique parfois cette posture inclinée : il se penche pour entendre. Parfois, cela permettait aussi de mieux comprendre a posteriori des contextes de réunion où le brouhaha indistinct autour de lui pouvait l'agacer légèrement, selon comment il était placé, comme l'a très justement pointé Bogdan.

La seconde caractéristique, qui a été très soulignée, c'est qu'il paraît peu autoritaire, peu porté sur le contrôle : au CPTG, « tout le monde est accepté » et surtout, chacun peut participer à la lutte sur le plan qui lui convient, selon son caractère. Jo note ainsi que ce qui l'a frappée lorsqu'elle est arrivée dans la lutte, c'était le fait que chacun pouvait lancer ses initiatives<sup>65</sup>. Cette vision est celle d'un point d'observation strictement situé depuis la « Convergence » : c'est dans cette arène-là que des militants, parfois fraîchement arrivés, vont venir proposer de nouvelles initiatives. L'attitude de Bernard consiste souvent à les encourager à le faire s'ils en ont les moyens, ou à les rediriger sur une action déjà prévue (dont ils n'ont pas forcément connaissance) pour agréger les forces. Si cependant le regard de l'observateur se porte sur l'ensemble des initiatives *reconnues collectivement*, c'est-à-dire celles qui vont figurer sur l'ordre du jour préparé par quelques membres du CA, il réalise que via des étapes organisationnelles simples, les différentes idées sont hiérarchisées. Un tri s'opère entre deux étapes : la rédaction du compte-rendu de la réunion et l'ordre du jour de la prochaine. Certains observateurs, comme Jo ou Cooper, ont ainsi remarqué que les initiatives venant de Bernard directement (et, de manière invisible pour eux et moi, discutées au CA) ne sont jamais discutées collectivement en réunion de Convergence : il s'agit du prochain chantier du collectif, point. C'est le cas par exemple de la grande marche vers Matignon, organisée pour les 4 et 5 octobre 2019 : l'idée est « proposée » en réunion de Convergence mais est déjà validée en amont, occupera déjà tous les prochains ordres du jour, et fera l'objet de réunions de préparation spécifiques, en un mot, c'est la priorité. Cette manière de trier les différentes initiatives est en grande partie issue de la longue expérience militante de Bernard, qui sait que dans un collectif suffisamment nombreux, une partie des idées lancées dans l'énergie collective d'une réunion finissent par ne pas donner suite faute d'en avoir les moyens – ou de se les donner. Sa politique est pragmatique : plutôt que de faire preuve d'autorité sur le moment, il se contente de laisser faire et de laisser ainsi mourir naturellement les initiatives qui ne porteront pas. Il évite ainsi d'ouvertement « décourager » des militants ou de critiquer leurs idées.

Lorsqu'il prend position, c'est toujours dans un rappel de sa morale d'engagement, que l'on peut résumer à « *Faisons selon nos moyens* ». La mission de Bernard est de s'assurer que les principaux objectifs fixés collectivement soient atteints : il se préoccupe par exemple de tous les aspects logistiques à prévoir sur l'organisation de la prochaine « fête des terres » (les invités, les chaises prêtées par la commune de Tremblay, la mise en place d'un arrêt de bus temporaire pour y accéder, les barnums pour s'abriter en cas d'intempéries). Il évoque éventuellement des

---

<sup>65</sup> Entretien avec Jo, 18 février 2020.

questions stratégiques, comme celle de la signification des changements de l'attitude étatique par rapport au Triangle de Gonesse. Ses interventions portent sur des aspects matériels très simples de la lutte : « *D'accord sur le principe, mais il n'y a pas d'eau courante, il va falloir le tenir !* », « *Il faut regarder la pluie mais aussi le vent* »<sup>66</sup>. Sinon, il « recadre » très régulièrement le débat en réunion, comme l'a souligné Philippe<sup>67</sup> : « *Et après, Bernard, il sait recadrer en disant oui mais est-ce qu'on a les ressources pour faire ça ? Est-ce qu'on a les moyens ? Euh, est-ce qu'on a le temps machin, si on a le temps, si ça rentre dans le cadre, très bien. Si on n'a pas le temps, si y'a pas de référent ou de machin et bah on fait pas* ». En effet, Bernard est très attentif à ce que tout le monde dose son effort, dans des métaphores toutes agricoles : « *Ne mettons pas la charrue avant les bœufs* », « *Il va falloir se retrousser les manches* ».

« Ce soir, Bernard a beaucoup d'énergie et parle plus vite que d'habitude, mais le fond du message est le même : restons raisonnables. [Sur la mission de Rol Tanguy sur le Triangle] *Il faut voir selon la durée de la mission de Rol-Tanguy (...) Il faut se mobiliser pendant sa mission. Surtout, se concentrer sur les points immédiats et ne pas trop se disperser sur des idées diverses* » ».

Extrait de compte-rendu, réunion de Convergence du 13 novembre 2019.

Cette forme d'autorité « naturelle » apparaît souvent dans mes notes : il est rare que quoi que ce soit soit tranché sans lui, et c'est lui qui, le plus souvent, se retrouve en qualité de porte-parole. Il porte le collectif à la fois auprès d'instances extérieures (comme par exemple, un discours pour un meeting ou une interview auprès de la presse) ou à l'intérieur du collectif même. En effet, d'abord, la variété des répertoires d'action du CPTG implique que tous les membres ne soient pas au courant de tout à tout moment. En particulier, les registres institutionnels et juridiques présentent certaines barrières à l'entrée : il faut comprendre certains principes juridiques, avoir suivi les (nombreuses) procédures, connaître les sphères politiques et administratives locales, etc. Bernard, parfois secondé par Jean-Yves, Bogdan ou Lili, est donc très souvent amené à « faire un petit point » devant un groupe de militants pour expliquer « où on en est », comme il le fait devant le tribunal pour chaque audience :

---

<sup>66</sup> Réunion de Convergence du 15 mai 2019.

<sup>67</sup> Entretien avec Philippe du 12 novembre 2019.

*« Bernard fait un point sur les évènements d'aujourd'hui et du week-end à venir. Il porte le même pull que la dernière fois et qu'à la dernière réunion de Convergence : très simple, en laine avec des lignes verticales, gris. Il se place devant le groupe, et comme à chaque fois, son simple déplacement suffit à attirer l'attention de tous les militants présents, leur regard, leur écoute. Pendant qu'il passe en revue les éléments, son regard est instable, hésitant, il se pose çà et là. Les mots aussi sont parfois hésitants, et il s'appuie alors du regard sur Jean-Yves ou Bogdan, les souffleurs »*

Extrait du journal de terrain, TGI de Pontoise, 5 décembre 2018

Ces interventions sont souvent appréciées par les autres militants, ne serait-ce que du point de vue informatif : beaucoup m'ont ainsi confié qu'ils étaient très impressionnés par la maîtrise et la mémoire que Bernard avait des procédures (et qu'eux, ils n'y comprenaient pas grand-chose). Sa parole a une place particulière qui a à voir avec sa discrétion et relative rareté : ainsi, Kery me confie qu'il a l'impression que la parole de Bernard a un caractère presque sacré, que tout le monde l'écoute et que quand il parle, *« ce n'est pas la même chose »*. A d'autres moments de « scène », les interventions de Bernard sont reçues par les militants avec une vraie fierté de faire partie du collectif et de lutter à ses côtés : son récit de la lutte devient un récit collectif, dans un acte de *« magie sociale »* (Bourdieu, 2001, p. 320) :

*« J'ai le temps de m'esquiver un petit moment de l'accueil pour aller voir dans la grande salle – il y a des gens debout de tous les côtés et d'autres assis par terre. C'est Bernard qui prend la parole justement après avoir été présenté par Hervé Kempf « Il y a un homme derrière tout ça ! ». Grande vague d'applaudissements avant qu'il ait parlé. Il commence la voix un peu tremblante, ça doit être impressionnant d'être face à tout ce monde. A côté de moi il y a Michèle et Simone, qui vit chaque mot. Je croise son regard, et enthousiaste, elle me presse l'épaule avec camaraderie. Elle est émue aux larmes et je le ressens également en moi-même : l'impression que ses mots retranscrivent efficacement ce qu'on a vécu ensemble ces derniers mois »*

Notes de terrain, meeting du 20 février 2019

Dans les entretiens, quand le meeting a été évoqué comme moment fort ou meilleur souvenir, ce discours est souvent évoqué comme très émouvant. C'est principalement le fait de rendre un hommage à Bernard, qui d'ordinaire se met si peu en avant, que les militants trouvent émouvant.

Le discours en lui-même, comme à son habitude, est loin d'une grande logorrhée mobilisatrice : il rappelle le fonctionnement des réunions pour ceux qui voudraient soutenir le collectif, remercie tout le monde, rappelle que la soupe de ce soir est issue des légumes du Triangle et rappelle les prochaines étapes juridiques.

Enfin, Bernard présente une grande constance dans l'action : il est toujours là, contre vents et marées, et représente une figure rassurante quand pointent le désengagement, le découragement, l'anomie, le doute chez les militants. Son engagement est concentré : s'il apporte un soutien à différentes luttes périphériques à l'activité du CPTG, il ne s'implique de manière forte que sur un projet à la fois, et entièrement. L'image de la grève de la faim impressionne : celle qu'il a menée à la fin des années 1960 pour pouvoir être considéré comme objecteur de conscience et éviter l'armée, celle dont il a proposé l'idée en 2021 pour faire reculer l'aménagement de la gare. Loin de passer pour un bureaucrate, il semble engager son corps dans l'action, notamment au moment de la ZAD de février 2021, où il dormira dans sa voiture plusieurs nuits d'affilée, et restera sur le site glacial tous les jours. L'impact de son âge, allié à l'expérience militante et à cet engagement *entier* pour l'avenir du Triangle de Gonesse, finit par le confondre entièrement, pour les militants, avec la cause : il est le « symbole » de cette lutte mais aussi son « moteur », tant et si bien qu'il est difficile de concevoir de continuer sans lui.

« Il a une sorte d'urgence à transmettre (...) Je sens ça. Et cette histoire des terres de Gonesse, on sent que c'est pas... Il va pas lâcher le morceau. C'est pas n'importe quelle lutte pour lui, bien qu'il en ait fait d'autres »

Entretien avec Gertrude, 7 novembre 2019

« Moi je deviens pessimiste avec les années... Alors quand je l'écoute, je me dis mais oui tiens, il a raison (...) Mais t'imagines Bernard qui tient tout ? Il tient tout. Et y'a pas de... Qui pourrait reprendre derrière lui ? »

Entretien avec Lili, 16 juin 2020

Son caractère est difficile à saisir en dehors de l'ethnographie, et même à l'intérieur : il se manifeste comme une aura de modestie, et cette dernière se diffuse au collectif. Du côté des militants enquêtés comme de notre côté de sociologues, il semble que Bernard dirige par l'exemple, en donnant envie aux autres de « faire comme lui ». Ce qui est amusant avec cette

formulation, c'est qu'il est possible qu'elle ait circulé à partir de Bogdan, qui, il me semble, l'a théorisé de cette façon en premier : des militant.e.s que j'ai interrogé après l'ont trouvée bien en résonance avec leurs considérations et ont commencé à l'utiliser. Bernard, pour les autres militants, est l'image de quelqu'un qui a dédié sa vie à ses convictions, n'en déviant jamais – et il constitue aussi la preuve qu'on peut le faire. Plus l'enquête avançait, plus j'ai eu l'impression, surtout auprès des plus jeunes et de la sphère du « groupe Action », que la persévérance concentrée de son engagement exerçait sur nous une forme de fascination, nous qui, munis de nos diverses sensibilités, papillonnions dans diverses luttes depuis plusieurs années sans particulièrement parvenir à s'y ancrer.

Son parcours et son style d'engagement représentent donc particulièrement bien la sphère du CA. Enfin, en tant que leader, Bernard échappe complètement à un ethos de la virilité prévalent dans les classes populaires, celui de la force du corps, de la valorisation d'un corps musclé et épais. On peut alors imaginer que son ethos corporel, ci-dessus décrit, correspond à une forme de charisme bien *reçue* par les membres du CPTG, en majorité issus des classes moyennes, ou supérieures mais dans leur volet culturel. Dans la forme particulière de sa discrétion, il incarne ses idées et le désintéressement avec lequel il les implémente. Dans son article de 2015 sur les liens entre l'obésité et l'appartenance de classe, Dieter Vandebroek montre la connivence entre certaines morales de classe et certaines formes « attendues » des corps. Il évoque notamment qu'on s'attend à ce qu'un membre des classes moyennes culturelles soit grand, mince, presque maigre, comme s'il ne se nourrissait que d'idées – cela marque sa distance à la matérialité des choses, son contrôle (Bourdieu, 1979). On peut ici imaginer de l'étendre à cette forme de désintéressement dans les idées politiques. Les membres du milieu écologiste, en particulier, en ce qu'ils valorisent une certaine mesure vis-à-vis de la production et de la consommation, pourraient être symboliquement sensibles à la minceur ainsi qu'ils le sont de la modestie des vêtements, qui traduit, là aussi, un certain désintéressement vis-à-vis de son apparence. Enfin, sa gestuelle hésitante se fait le reflet de son humilité. Sa gouvernance par l'exemple évoque les travaux sur le capital d'autochtonie de Jean-Noël Retière, qui décrit ainsi les leaders ouvriers locaux dans une petite ville du Morbihan : « *C'est plus sous le signe du don de soi qu'en raison d'une éventuelle force de conviction et de persuasion idéologique que ces hommes devinrent des guides et des porte-parole* » (p. 130). Les attributs physiques et attitudes de Bernard

rencontrent ainsi des attentes autour de l'autorité qui sont socialement situées, et qui nous informent sur ce que peut être le charisme d'un leader écologiste<sup>68</sup>.

Les militants de cette première sphère du collectif cumulent donc des dispositions à l'action collective qui ont été activées selon des conditions particulières d'intériorisation, et dans un contexte politique très favorable. Mai 68 et la période contestataire des années 1970 ont constitué un impact important sur leurs trajectoires d'engagement, ce qui les marque d'un effet de génération, au sens d'évènements particuliers vécus spécifiquement ou intensément par une classe d'âge. Ils ont connu des périodes de grandes mobilisations, dont certaines ont été victorieuses. Leurs engagements sont continus et ils cumulent beaucoup de capitaux organisationnels – on retrouve ces caractéristiques chez les membres du CA qui n'ont pas été rencontrés en entretien : multiples engagements associatifs de long cours, engagement syndical, parfois partisan, jusqu'à l'âge de la retraite. Leur mode d'organisation choisi dans le CPTG reflète une expérience longue et continue dans des organes politiques ou associatifs formels ou formalisés (partis, associations). La participation à Mai 68 a pu contribuer à déterminer le maintien d'un engagement syndical tout au long de la vie, comme le soulignent les chercheurs sur des études de cohortes beaucoup plus conséquentes (Pagis, 2011 ; Collectif SOMBRERO, 2018 ; Rossier et Filleule, 2019). Le rapport à ces partis est interrogé au fur et à mesure qu'ils ont été ballotés de l'un à l'autre, mais ils sont rarement mis en cause dans leur légitimité même. Leur engagement est vécu sur le mode de *l'intégration collective*, c'est-à-dire que leurs dispositions critiques et à l'action collective s'expriment dans toutes les sphères de la vie de façon simultanée, toujours travaillées *avec* les autres (le concubin, les collègues, les parents d'élèves, les militants).

---

<sup>68</sup> Il m'est difficile de décrire autant le leader qu'est Bernard sans parler davantage de Michèle dans cette section. Michèle, dont je parle du parcours ci-dessus, est une militante très investie dans la lutte du CPTG et la femme de Bernard. A eux deux, ils forment la base arrière de la mobilisation. Elle s'investit progressivement de plus en plus dans la lutte entre 2017 et 2021. Cela explique (sans être le seul facteur) que dans mon écriture, il y ait un décalage entre la perception de son rôle par les autres enquêtés en 2018 (où ils évoquent très souvent Bernard seul) et autour de 2020-2021, où ils ont davantage tendance à évoquer un couple de leaders. Etant données les temporalités de l'enquête ethnographique, je reste ici fidèle à cette première réception du rôle de Jean – on reviendra à la fin de ce chapitre sur le rôle spécifique de Michèle.

### III. Les militants de la Convergence : des engagement politiques discrets ?

Il y a plusieurs observations préliminaires utiles pour bien saisir les spécificités du groupe de la Convergence, que je résumerai en quatre points. Au sein de ce groupe, on a une nette prévalence des militants dont la participation à la lutte s'effectue en parallèle d'un emploi stable, contrairement aux militants du CA et du Groupe Action chez lesquels on retrouve une disponibilité biographique particulière. Les classes supérieures ou moyennes supérieures à fort capital culturel y sont surreprésentées, notamment les professions de l'information et de la communication, les professions scientifiques et les ingénieurs. Pour autant, la largeur et la souplesse de la composition du groupe en font un espace qui permet un certain brassage social et l'arrivée de nombreux militants de secteurs et niveaux de vie différents. Enfin, il s'agit du groupe qui présente le plus fort turn-over du fait de son rendez-vous central, une fois par mois, qui se fait en réunion ouverte à laquelle chacun peut être convié. De ce fait, il est plus difficile de décrire rigoureusement ce groupe : certains profils vont être proches des militants du CA, voire le rejoindre après quelques temps, certains vont s'investir dans le Groupe Action après être passés par la Convergence, mais continuent quand même d'assister à la réunion mensuelle.

#### 1. Dispositions contrariées, climats politiques contrariants

On a vu que ce qui façonnait les trajectoires politiques « cohérentes » des militants du CA était une correspondance entre des dispositions à l'action collective et/ou à la critique, et un contexte contestataire favorable à leur activation. Les militants de la Convergence, eux, présentent souvent l'incorporation de dispositions plus contradictoires ou contrariées. Ils ont également vécu moins de fluidité dans leur approche du monde des mobilisations (moins d'effervescence contestataire pendant la vie étudiante, rendez-vous manqués, calendriers de vie davantage indexés sur la carrière). C'est l'association de ces deux facteurs qui permet de comprendre la politisation plus tardive de certains militants de la Convergence qui avaient une inclination pour l'action collective similaire aux militants « intégrés » du CA. Similairement, on note par exemple la permanence de l'héritage du christianisme de gauche. Benoît, journaliste de 58 ans, dont le père est pasteur, mentionne une certaine forme de culture contestataire chez ses parents, chrétiens de gauche engagés dans « *plein de choses sociales* » et à qui l'écologie est venue « *naturellement* ». Jo, médecin, 31 ans, a aussi tendance à faire référence aux valeurs de charité



chrétienne : « *Enfin, il y a des choses qui me semblent fondamentales, issues du fond des âges, qu'on peut encore dire et qu'il suffira de continuer à dire. Maître Yoda disait : il faut protéger les faibles. C'est tout (...) Amons-nous les uns les autres, Jésus Christ. Protégeons les faibles : les mousquetaires, c'est tout* ». Les parents de Gertrude étaient « *chrétiens rouges* », ils ont accueilli pendant une période un réfugié algérien, ce qui est resté pour elle un exemple de comment « vivre » ses valeurs. Philippe décrit sa mère comme une chrétienne de gauche.

Avec les exemples de Philippe, Benoît et Gertrude, j'essaierai d'analyser une forme d'engagement sensiblement plus contrariée, plus laborieuse, dans laquelle l'action est plus théorisée : ses représentants disent « vouloir faire quelque chose » pour aider les autres ou prévenir un danger, ils manifestent à un moment de leur trajectoire un *besoin* d'engagement.

#### a) Philippe : un parcours de tiraillements

Issu de fractions économiques dominantes, d'une grande famille d'artisans devenus aisés à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, Philippe, cadre dans la publicité de 60 ans, nourrit une forme de honte sociale par rapport à son milieu d'origine, une honte spécifiquement *culturelle*. Ayant bénéficié de capitaux économiques mais relativement moins de capitaux culturels, notamment d'une ascèse critique, il reconstruit cette culture à l'âge adulte en s'investissant dans des *think-tank* marqués à gauche. C'est autour de la figure de son père que se cristallise cette honte : ce dernier n'a jamais quitté sa banlieue riche et n'a jamais remis en cause ses convictions, marqué par une idéologie « *de droite assez autoritaire, type gaulliste* ». L'engagement de Philippe est marqué par le rapport ambivalent à la figure paternelle, qui s'exprime plusieurs fois au cours de l'entretien.

Quand j'essaie de l'amener vers sa première émotion politique, il me parle longuement de son père et de son absence d'engagement – et de culture (« *culturellement inintéressant* »). Pour Philippe, l'implication dans la lutte écologiste semble être un marqueur d'intellectualité et un marqueur de sa mobilité sociale vers les classes culturelles, vues comme plus nobles. Il a peur de l'héritage social de sa socialisation primaire, cette idéologie de droite qui lui semble immuable : dans une période de disponibilité biographique doublée d'un moment de flottement psychologique, il lit une grande quantité d'ouvrages de référence sur l'écologie politique. Il décrit cette sorte de complexe intellectuel, cette volonté de s'intégrer plutôt dans les fractions culturelles du haut des classes moyennes, perçues comme plus nobles et plus courageuses.

Pendant l'entretien, il citera une trentaine de penseurs pour appuyer sa vision politique. Il met beaucoup en valeur ses connaissances et parle à demi-mots de son envie de côtoyer ces classes, ces personnes, notamment les responsables étatiques, lorsqu'il dit préférer cette partie du travail militant : démarcher des personnalités à fort capital symbolique intellectuel, à qui il peut désormais s'adresser. Malgré cette trajectoire des fractions économiques vers les fractions culturelles, on perçoit quand même un léger désarroi parfois dans son parcours, de ne pas avoir « pleinement » profité de ses privilèges économiques. Par rapport à la trajectoire de son père, par exemple, il représente une forme de déclassement :

*Frustration, déclassement ? J'ai remarqué que B. ne se prive pas de souligner sa position dominante – si il n'a « pas profité » de ses positions de pouvoir, il pourrait, il aurait pu : gagner plus d'argent, accepter des contrats « immoraux », frauder fiscalement, profiter de sa domination genrée dans des contextes professionnels, etc.*

Extrait du journal de terrain après l'entretien avec Philippe, 12 novembre 2019

Il a 13 ans en 1968, se rappelle très nettement l'impression qu'il se passe quelque chose, tout en étant éloigné, dans cette banlieue bourgeoise qu'il décrit comme emblématique de « *la droite Fillon* ». Il raconte comme une certaine libération son premier vote Mitterrand en 1981, réalisant que le cocon de la banlieue ouest, « *oasis de verdure et d'air pur* » dans lequel il avait vécu était « *surtout un oasis de pognon* » : « *J'ai voté Mitterrand en 80, donc à un moment donné et c'était... C'était une joie, c'était vraiment un vrai plaisir quoi (...) J'étais pas un sale gauchiste machin, mais je sentais si tu veux, il y avait quand même un poids gaullien sur le fait de « t'as pas le droit de marcher sur les pelouses » enfin mon père était très comme ça quand même quoi. Enfin bon, très strict* ».

De son père, il a aussi reçu l'amour de la montagne : pendant l'entretien, il me raconte les randonnées en montagne qu'il a faites avec son père à partir de ses 10 ans. Il vit son rapport à la nature et aux animaux comme un « *besoin* », bien qu'il habite en ville aujourd'hui. Son héritage en positif, il le qualifie comme une sorte de « *terreau* », un « *substrat agricole* », avec un certain intérêt, une curiosité et une ouverture d'esprit. Certains souvenirs d'enfance en milieu rural viendraient ainsi favoriser un engagement actuel selon les militants, sans que l'on puisse bien réaliser si cela relève d'une reconstruction biographique ou d'une illusion biographique (Bourdieu, 1986) : d'abord un amour enfantin de la nature, qui est progressivement rationalisé pour devenir une cause, au cours d'un récit de prise de conscience.

Percevoir une nature idéale, en tant que « cadre environnemental » (Paddeu, 2017) peut être un marqueur d'un mode de vie non-rural, où le rural est justement une exception et non la règle (des vacances, un séjour daté).

Il milite à Greenpeace à la cinquantaine, à la faveur d'une période de disponibilité biographique (il est mis en disponibilité dans son emploi de cadre) : « *J'avais un peu de temps libre donc j'avais dû aller me faire une petite manif anti-nucléaire avec des gens de Greenpeace dans le nord. Voilà, entre guillemets, des bricoles comme ça à tenir des pancartes et crier des slogans mais, mais pas du tout à organiser* ». Il s'engage quelques années plus tard dans le *think-tank* Utopia, ce qui nourrit sa réflexion sur les rapports sociaux (« *déconstruire ma pensée bourgeoise de la banlieue ouest* ») et sa volonté de se rapprocher des sphères de réflexion intellectuelles, mais il semble à la longue douter de l'impact de cette forme d'engagement. Il craint de tourner en rond en ne restant qu'à Utopia, « *un truc d'intellectuels, de tourner en rond pendant 30 ans, mais au final de pas voir arriver les Gilets Jaunes... La réflexion me semble assez peu porteuse de solutions, en tout cas pour cette génération on va dire post 68arde, c'est assez frustrant* ».

Ces formes d'engagement sont peintes en négatif de l'action dans le CPTG, qui lui apparaît comme une grande nouveauté : cette fois, il s'agit d'une lutte « locale », où les objectifs sont « concrets ». On veut mettre « *ses mains dans la terre* », dans une quête mi-politique, mi-sociale : « *Et puis voir des gens d'autres univers et euh... bah c'est comme ça qu'on justement qu'on n'est pas hors-sol quoi.* ». Il distingue donc radicalement son expérience au CPTG puisque c'est la première fois qu'il passe dans les coulisses d'une mobilisation de ce type-là – et qui plus est sur un sujet qu'il estime « précis ». Philippe n'a pas d'expérience associative en arrivant dans le collectif, et ses contacts avec les luttes sont de l'ordre de la participation à des manifestations et des « marches », comme la marche anti Le Pen dans l'entre-deux tours des élections présidentielles de 2002. Voter pour Jacques Chirac en 2002, voter Emmanuel Macron en 2017, ces bulletins sous contrainte du risque du passage de l'extrême-droite au pouvoir l'ont beaucoup affecté. Sans vécu politique « galvanisant » antérieur, sans vie associative, son rapport à la vie politique se construit à travers ces événements institutionnels qui apparaissent désespérants et démobilisants. Pour faire face à ce sentiment d'impuissance politique, muni d'une sensibilité à gauche laissée en friche, c'est le monde politique « intellectuel », sous la forme d'un *think-tank*, qui lui sert de refuge pour un temps.

Son engagement lui semble avoir quelque chose d'illégitime : il se positionne socialement en négatif des fractions de classes qui auraient un plus grand « naturel » à être mobilisées (« *Famille de la banlieue bourgeoise, famille de joailliers donc c'est pas vraiment des ouvriers métallurgistes... Ils ne travaillaient pas dans l'île Seguin chez Renault* »). Le milieu dans lequel évoluait ses parents était celui d'une bourgeoisie économique très libérale, qui a tremblé au moment de l'attribution des quelques portefeuilles communistes à l'arrivée de Mitterrand en 1981. Pour autant il met en valeur le fait que sa famille avait peu de moyens « *par rapport aux petits bourgeois de la ville* ». On sent cette légère contradiction pointer entre son identité sociale dans les mobilisations et sa trajectoire « normale » ou espérée du point de vue de son milieu social d'origine. Cette tension intérieure se vit au quotidien, à travers des relations sociales qui lui semblent parfois décalées : des amis d'enfance avec qui on joue au tennis mais « *avec qui on ne peut parler d'aucun sujet de société* », des moments de rejet violent de tout ce que convoie son milieu d'origine, lorsque la compagne de son meilleur ami considère que sur l'écologie, ce sont les pauvres qu'il faut éduquer... A l'inverse, il peut s'accorder de petites transgressions en termes de mode de vie, des arbitrages (manger de la viande mais pas les bœufs animaux, acheter des vêtements d'occasion et s'accorder un voyage en avion), évoquant une forme de lassitude de la privation que peut convoier ses convictions écologiques. Pour lui, tout le monde est « *schizophrène* » et s'accorde de ces dissonances cognitives.

Son rapport à la nature et aux animaux est un thème récurrent : il prône son amour des animaux tout en ayant une relation compliquée avec le végétarisme et le véganisme. La question du survivalisme et l'idée de « *tuer un animal pour manger* » génèrent des interrogations qui peuvent sembler folklorisées, comme s'il s'agissait de se confronter à une part de soi entièrement *étouffée* culturellement – bien sûr, nous sommes toutes et tous éloignés de « l'impératif » de tuer pour se nourrir, mais j'ai davantage retrouvé ces préoccupations chez les militants des classes supérieures. Pour autant, l'ontologie dans laquelle Philippe s'inscrit apparaît initialement proche d'une forme d'environnementalisme, qui se manifeste par l'idée de paysage et la romantisation de souvenirs de la montagne pendant l'enfance. Il est aussi à noter que le rapport à l'écologie et aux conséquences du changement climatique sont fréquemment analysés à travers le prisme de la perte potentielle de confort. Lors d'un séjour à la montagne chez des amis, il dîne avec sa compagne dans leur chalet, à 1680 mètres d'altitude. Le soir, sur le balcon, ils entendent des éboulements de roches par deux fois, liés dans cette région à la fonte du permafrost – leurs amis leur expliquent que cela se produit très souvent. Même la montagne n'est plus un refuge : « *Donc maintenant, quand tu achètes un truc, bon il*

*faut pas acheter puisque la propriété c'est le vol bien sûr... Quand tu vas quelque part... Non mais en gros les... les montagnards, maintenant il faut qu'ils reconsidèrent complètement la montagne, qu'ils tracent des nouvelles voies, qu'ils s'interdisent d'aller à certains endroits, etc.* »<sup>69</sup>. Cette réflexion m'évoque certains résultats de Jean-Baptiste Comby au sujet du verdissement des modes de vie des fractions économiques des classes moyennes supérieures, qui abordent la question écologique au quotidien à travers (notamment) le prisme du gain de confort. Dans ce contexte, les perspectives collapsologues qu'il a lues ou écoutées en conférence lui semblent, au bas mot, inquiétantes (« *j'ai mis un an et demie à m'en remettre* ») – et de manière générale, il vit son engagement écologiste avec beaucoup d'anxiété. Bien que les dispositions à l'anxiété soient très inégales sur le plan psychologique, on peut imaginer que sa position de classe tend à accentuer ces peurs fondamentales, en plus d'une certaine culpabilité qu'il va jusqu'à formuler : « *Pour des gens de ma génération qui ont un peu cette conscience-là, ma mentalité, ce qui a participé aussi à mon petit breakdown, c'est aussi la culpabilité, c'est à dire que moi j'ai passé mon bac en 73. L'appel de Rome c'était en 72, alors c'est pas la... Y'a un peu de culpabilité, beaucoup de regrets, d'avoir été aussi immature si tu veux, et aussi manipulé par le système* ». Pendant cette période, Philippe est étudiant en prépa HEC, plongé dans « le système » et sans confrontation avec des milieux contestataires, il n'entend pas parler et n'en a aucun souvenir.

Ces tensions sont évacuées par l'humour tout au long de l'entretien. Lors du récit d'un conflit avec un autre militant, il se met en scène en déserteur du mouvement : « *Donc je me suis dit dans mon for intérieur, attends, les mobilisations citoyennes, fuck, je vais aller rouler en bagnole avec mon diesel autour du périph et je vous emmerde* ». Sans y voir un réel risque de « décrochage » militant, on voit dans cette référence à la voiture son rapport ambigu avec l'écologie notamment en tant que marqueur de classe, et la séparation, là aussi située, entre une rigueur militante et un certain hédonisme dont il se prive. Perméable à une morale « écocitoyenne » qui remet en cause des comportements compartimentés, et non des modes de vie entiers, Philippe montre donc une capacité à s'accommoder, sans dilemme moral trop fort, de mécanismes de compensation : s'autoriser par exemple à prendre l'avion plusieurs fois par an, ce qui devient « acceptable » dans la morale écologique parce qu'il est par ailleurs engagé dans un mouvement. Ce mode d'aménagement des préoccupations écologiques apparaît comme

---

<sup>69</sup> Pendant l'entretien, Philippe a régulièrement cette façon de se contredire/s'invalider lui-même dans ses réflexions, à travers l'humour, en cas de conflit entre plusieurs *morales* : ici, il commence à évoquer une logique patrimoniale puis se reprend, comme pour prouver qu'il a bien intégré les théories sur la répartition des richesses et l'écologie politique.

plutôt typique des fractions économiques des classes moyennes supérieures, qui auraient un rapport plus managérial que les autres au « verdissement » de leur style de vie (Comby, 2016a, 2018). Davantage dans ce calcul mental de compensations, ils gèrent leurs contradictions, comme Philippe ici, par une dénonciation des excès, notamment les excès ascétiques, dans une philosophie politique qui déprécie les excès et valorise le compromis.

## b) Benoît : dans le creux politique

Benoît, journaliste, qui approche la soixantaine lorsque nous réalisons l'entretien, est le fils d'un pasteur et d'une professeure de mathématiques qui a cessé de travailler pour élever ses enfants. Il décrit ses parents comme des chrétiens de gauche engagés dans « *plein de choses sociales* », notamment la Cimade<sup>70</sup>. La famille semble proche des milieux intellectuels, un ami de la famille a notamment été conseiller du ministre de l'Environnement. C'est par des lectures que lui arrive « naturellement » l'écologie : le ménage est abonné à *L'Obs*, et il sera marqué à l'adolescence par les écrits d'André Gorz sur le nucléaire. Il lit *La Gueule Ouverte*, un journal écologiste fondé en 1972, ou encore *Le Sauvage*, un mensuel consacré aux questions d'écologie conçu par Claude Perdriel et Alain Hervé en 1973. Ces lectures sont discutées en famille avec plaisir, mais ils n'ont pas de lien avec des militants ni avec cet univers de presse satirique. Il hérite de dispositions intellectuelles *critiques* mais pas militantes. En 1973, sa famille n'ira pas à la grande manifestation de Creys-Malville, jugée trop dangereuse, bien que Benoît, jeune adolescent, le souhaite. L'idée de chemin « naturel » vers l'écologie revient plusieurs fois dans son discours : il le relie notamment à des rapports au monde présents dans la chrétienté, au principe de respect de la vie.

Pour parler de sa trajectoire d'engagement, il se réfère tout de suite à son métier, avec l'idée que l'éthique journalistique a constitué son rapport à l'engagement en instaurant une distance objective, neutre, aux événements du monde. Il mobilise aussi l'idée du reflux des engagements des années 1980, le reliant à sa propre histoire plusieurs fois. Tout se passe comme s'il était passé « entre les gouttes » du militantisme : il arrive « *à la fac* » en 1981 puis entre au CFJ en 1985. A ce moment-là, la question de l'engagement « *se posait moins* ». Cette recomposition

---

<sup>70</sup> La Cimade est une association 1901 de solidarité active envers les réfugiés, axée sur les droits et la dignité des personnes. Elle est d'origine chrétienne protestante et est désormais une association œcuménique (interconfessionnel chrétien) membre de la Fédération protestante de France

biographique « historique » est délicate à saisir, mais il arrive effectivement à l'université après les grandes mobilisations étudiantes de la fin des années 1970 et au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir pour le premier mandat de François Mitterrand, élu le 10 mai 1981. La prise en charge d'une partie des revendications sociales par le gouvernement contribue à expliquer un certain recul du militantisme (Filleule *et al.*, 2020). Le début du mandat dessine donc un contexte moins propice au foisonnement contestataire, notamment étudiant, avec moins de potentiel de mobilisations réactives pour les organisations étudiantes (Juhem, 2001). L'année 1983, avec le tournant de la rigueur, marque le début d'une séquence de relative « atonie politique » jusqu'en 1995 (Rossier et Filleule, 2019). Pendant qu'il est étudiant, l'écologie disparaît donc complètement de ses horizons, puis au moment de devenir journaliste, la question ne se pose plus puisqu'il prend très au sérieux la nécessité de neutralité. Dans son récit de lui-même, il tente pourtant de retracer « *l'affect d'engagement* » qui l'aurait amené au journalisme pour se développer ensuite tardivement dans les mobilisations, un affect qu'il n'aurait pas su comprendre tout de suite.

Benoît exprime une vision de l'écologie toujours marquée de la réflexion sur les inégalités, par l'idée de privation des uns par les autres de l'accès à certaines ressources. D'ailleurs, il a été assez marqué par des fictions dystopiques où les humains sont séparés radicalement, ségrégués sur la base d'un critère arbitraire du point de vue de la justice sociale. Idéologiquement, il est sûr qu'il aurait pu aller à la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) mais il n'a « *pas croisé* » ces militants, et à l'inverse, les jeunesses communistes lui semblaient trop autoritaires. Il envie la formation intellectuelle « *impressionnante* » des militants de la Ligue et la « *structuration* » que celle-ci leur donne. Il passe beaucoup de temps, pendant l'entretien, à décrire sa pensée politique, là où on sent que la trajectoire concrète (d'engagement dans des mobilisations collectives, par exemple) est plus clairsemée, avec des interruptions et des reprises. Une partie importante du temps relié pour lui à « l'engagement » et à la politique a été passée à lire et à réfléchir, voire à écrire. Dans le cas de Benoît, le travail journalistique d'écriture, qu'il valorise beaucoup, entre aussi dans les modalités de l'écriture intime chez les militants, c'est-à-dire le « *travail de reformulation constante du sens donné à l'engagement* » (Combes *et al.*, 2011, p. 11). Sa remobilisation politique commence en 1995 par un acte de politique institutionnelle, son vote pour Arlette Laguillier au premier tour – on voit là aussi que le vote concentre davantage de pouvoir symbolique que pour les militants du CA (moment de courage politique, de démonstration de sa réflexion individuelle, ou encore vote sous contrainte dont on est blessé). Pendant l'entretien, s'exprimant avec une certaine tonalité sociologique, il a bien conscience

qu'il avait un ensemble de capitaux dormants qu'il a « réactivés ». C'est son installation à Montreuil et les liens tissés avec les milieux de La France Insoumise qui vont venir asseoir ces différentes pistes et potentialités militantes, influencées par sa relation amoureuse avec une militante LFI, « formée » plus jeune à la Ligue par Daniel Bensaid. Implanté dans des sociabilités locales militantes ancrées dans sa classe, il s'engage dans diverses initiatives et fait ses premières expériences de militantisme, comme le tractage. Le thème de la mixité sociale revient souvent : ces expériences de tractage à la Croix de Chavaux, qui accueille un grand marché populaire à Montreuil, sont l'occasion de parler avec des personnes qu'il n'aurait jamais côtoyées par hasard. L'approche de cette distance sociale, qui n'est pas euphémisée, est marquée par de petites appréhensions au début. En tous les cas, Gonesse sera sa toute première émotion liée à une victoire politique collective.

Il entend parler pour la première fois de la lutte contre Europacity au printemps 2017 par une de ses filles et se sent immédiatement convaincu : c'est précisément contre cela qu'il faut se battre. L'occasion se présente, là aussi, pendant une période de disponibilité biographique : « Ça correspondait à un moment où j'avais envie de m'engager ». Comme chez Philippe, à Gonesse, l'engagement prend une couleur inédite du fait de lutter d'une façon « localisée » et « délimitée ». Il s'y sent à sa place, au fil cependant d'un apprentissage : lors de sa première visite aux dimanches jardinage, il ne sait pas où se mettre, et de façon plus générale il se sent d'abord peu légitime en tant que militant. Lorsque Bernard lui propose de rejoindre le CA de façon prématurée, probablement en vertu de ses capitaux et connexions spécifiques, il décline pour cette raison et s'engage plutôt à s'investir dans la Convergence. Une autre militante journaliste le pousse à monter un comité de soutien au CPTG à Montreuil, ce qui est rendu possible par son ancrage associatif sur place – il organisera notamment une des premières présentations du projet CARMA dans ce contexte.

L'entrée dans le CPTG vient aussi en continuité d'un parcours de rencontre et de confrontation à d'autres classes sociales pour Benoît : il mentionne bien que dans le CPTG, il y a une distance de classe forte, des gens qu'il n'aurait « jamais croisé sinon », hors de l'entre-soi parisien de la presse. Deux observations sont possibles ici : soit les profils (marginaux mais présents) plus populaires du CPTG lui ont sauté aux yeux, soit il s'agit purement d'une division à l'intérieur même des classes culturelles, entre une partie plus modeste, moins parisienne, axée sur l'éducation, et une partie d'intellectuels plus proches des élites, plus ancrés dans les univers de métier de la communication, dotés de davantage de pouvoir temporel. Cependant, je sens pendant l'entretien qu'il y a un certain flou sur les positions perçues des membres les plus



visibles du CPTG : Benoît mentionne qu'ils ne « *sont pas* » de milieu populaire, mais qu'ils « *vivent dans des milieux* » populaires... En vertu de toutes ces spécificités, Benoît me confie avoir eu très peur de pas être légitime dans la lutte en raison de son positionnement social, de pas être pris au sérieux – ici, l'opposition entre intellectuel et « *homme de terrain* » se fait sentir : « (...) *Oui, peur de cette distance de classe, d'être pris pour un bobo intello parisien* ». Il ne s'agit pas seulement de perception, mais de la peur d'une hiérarchie qui s'installerait en vertu de leurs « *savoirs socialo-intellectuels* » - et de la peur qu'on leur demande, « *eux qui savent* », ce qu'il faut faire, alors qu'ils ne savent pas quoi faire (un thème que l'on retrouve aussi chez Philippe). Il raconte son expérience de la fin de journée de la fête des terres de 2019, où nous avons passé 24h sur le Triangle : une pluie torrentielle avait mis en péril la marche initialement prévue en direction du centre-ville, et le rangement du site, dans ces conditions, avait été éprouvant. Benoît constate à ce moment-là ce qu'il interprète comme des limitations personnelles : physiquement, il n'en peut plus et ne se sent pas capable de continuer à aider pour finir de ranger pendant le début de soirée. Il a besoin de « *débrancher* », mais craint qu'à ce moment-là son statut lui soit renvoyé, en tant que « *l'intello parisien* » qui ne tient pas le coup. Malgré ces appréhensions, personne ne semble lui renvoyer son statut de parisien aisé – peut-être aussi parce que les autres participants sont moins éloignés socialement de lui que ce qu'il avait cru initialement.

« *Ce qui m'a tout de suite marqué dans Gonesse, c'est que ça dessinait un monde inégal, avec ceux qui seraient dedans, et ceux qui seraient dehors. Je venais de lire, quand j'ai entendu parler d'Europacity, le bouquin de Tristan Garcia qui s'appelle 7 (...) et il imagine un univers où il y aurait que des bulles pour préserver des communautés, les homos avec les homos, les arabes avec les arabes, les juifs entre juifs... C'est pas très fin comme lecture, à la réflexion, mais donc on peut l'imaginer comme ça, et Europacity en fait ça va être une bulle. Il faudra payer pour rentrer et dedans, il y aura des gens qui auront ce plaisir là et les autres dehors* »

Extrait d'entretien avec Benoît, 2 mars 2020

Il semble qu'il y ait une certaine correspondance entre les imaginaires militants de Benoît, exprimés notamment via la littérature de science-fiction, et sa découverte du projet Europacity et des arguments contre ce projet. Approchant les conflits politiques par un biais d'abord théorique, avec une écologie nourrie d'images de dystopie ségrégatives, « *l'ovni* » Europacity, excessif en tout, imaginaire futuriste pour riches touristes côtoyant la pauvreté environnante,

permet une évidence de l'engagement par rapport à d'autres situations plus « grises » comme à Romainville ou la Courneuve. Il est permis de se demander si ces profils de militants auraient pu « se retrouver » ailleurs que sur un conflit environnemental aussi emblématique. En somme, c'est un scénario fait d'inégalités flagrantes, plus manichéen, avec des « ennemis » riches et aux styles de vie extravagants qui viennent réactiver des dispositions contrariées.

### c) Lili : dispositions fragiles et déceptions politiques

On retrouve cette idée chez Lili, 58 ans, professeure de lycée, qui s'engage dans la lutte contre Europacity dans un élan d'effroi : « *J'avais trouvé ça monstrueux, comment on peut imaginer de faire des... des pistes de ski à Paris ?* ». Lili, fille d'une éducatrice en crèche et d'un militaire, précise tout de suite que ce qui l'intéresse dans la lutte, c'est d'être sur le terrain (notamment d'occuper et jardiner les dimanches) plus que les réunions. Elle s'engage en même temps qu'un petit groupe d'amies d'une commune de banlieue parisienne où elle vit depuis plus de quarante ans – elle est la seule, dans ce groupe, à ne pas avoir d'expérience militante politique dans un parti, ce qu'elle revendique. Elle se décrit « *un peu ni dieu, ni maître* », moyennement intéressée par « *les réunions, les conneries* » et très méfiante du monde politique. Une des premières caractéristiques qui émanent de nos conversations est son fort sentiment d'illégitimité : il y a les « *vraies militantes* », qui savent déjà s'organiser collectivement, gérer des réunions, etc., et elle, qui a bien conscience de ses dispositions « manquantes ». Chez elle, les parents n'étaient « *absolument pas* » militants et on ne tenait guère de discussions politiques au sens large, voire tout court : « *On ne parlait pas beaucoup, chez nous* ». Sa mère, fonctionnaire, a une sensibilité de gauche, mais elle la perd assez jeune, ce qui met un terme à ces éventuels échanges et transmissions. Ainsi, c'est par les pairs, surtout dans le cadre d'une amitié pendant ses études que Lili va être « *formée* », comme elle le décrit, à des formes de pensée critique. Son amie décide de quitter son emploi pour vivre radicalement autrement, sans accès à internet ni téléphone mobile, et en essayant de vivre de formes d'artisanat à la campagne. Sa volonté de mettre en adéquation sa pensée et son mode de vie, sur le plan de la production comme de la consommation, suscite chez Lili une admiration : inspirée, elle la visite régulièrement, tout en ayant conscience qu'elle ne se sent elle-même pas capable de faire le même choix, attachée à son métier et à la sécurité qu'il lui octroie.

Sans engagement dans des structures politiques cadrées (parti, syndicat, association), elle mentionne cependant avoir toujours eu un pied dans des mouvements, comme les grèves dans sa profession. De façon plus générale, son appartenance professionnelle lui permet d'être informée et incitée aux mobilisations de défense des acquis sociaux. Le mouvement social de 1995 contre la réforme de la sécurité sociale et des retraites la marque particulièrement : en grève avec ses collègues, elle ressent alors des formes de suspension du temps quotidien (notamment dues au fait que tout se faisait à pied), ainsi qu'une forme de solidarité particulière entre les personnes engagées. Son récit fait écho aux différentes histoires de décembre 1995, universitaires, militantes, ou les deux, et met en scène des ambiances joyeuses, combattives et fédératrices faites de différents corps de fonctionnaires réunis autour du piquet de grève cheminot. Lorsque ces manifestations « énormes, énormes » ne parviennent pas à infléchir les mesures au niveau de la sécurité sociale, notamment l'instauration de la CRDS (Contribution au Remboursement de la Dette Sociale), sa déception est amère. Elle ne parvient pas à croire qu'une mobilisation de telle ampleur « ne suffise pas » - en effet, le pic de mobilisation est à deux millions de manifestants en décembre, le nombre de grévistes et de jours grévés est à son plus haut point depuis 1968, et des pans entiers du secteur public sont en grève, dont l'Education Nationale. Les syndicats, portés par la masse, parviennent à inciter le retrait de la loi du recul de l'âge de la retraite pour la fonction publique. Après cette victoire, la CGT et notamment le chef de la fédération cheminote sonne le glas et appelle à la reprise du travail. Pour Lili, c'est un apprentissage du « réel rôle des syndicats » qui ont trahi un mouvement qui pouvait aller bien plus loin. Auparavant « naïve », sans être encartée nulle part et sans ancienneté, ces stratégies politiques l'étonnent et la désarçonnent, elle dont toute la focale était concentrée sur la spontanéité et la radicalité du mouvement. L'espoir associé aux mobilisations collectives s'étiole, accentué par la défaite de 2003, mouvement auquel elle croyait déjà seulement « couci-couça » malgré la stratégie de grève reconductible de l'Education Nationale. L'objet de la réforme est le même que celui de 1995 : l'alignement du régime de retraite du secteur public sur le secteur privé (1993), mais la stratégie syndicale ne suit pas, la CFDT se retirant rapidement et la CGT appelant à des journées « à saute-mouton » sans grève reconductible. Après cela, elle n'y croit plus et entérine l'idée de ne jamais s'encarter – la déception s'étend aussi aux espérances placées dans le Parti Communiste et à la désillusion associée aux événements advenus en Union Soviétique, notamment l'histoire des goulags. Elle participe au mouvement contre la réforme des retraites de, à la mobilisation contre la loi travail de 2016, mais « sans conviction ».

Ces différentes étapes d'engagement l'incitent à se méfier des discours politiques émanant des partis, des syndicats et des associations les plus « légitimes », par exemple lorsqu'elles sont subventionnées par l'Etat. L'engagement à Gonesse symbolise la possibilité d'un retour au concret dans les mobilisations, avec un objectif clair – c'est pour toutes ces raisons d'éloignement des pratiques politiques que Lili préfère être sur le terrain au quotidien. Un certain fatalisme est visible même dans sa vision de la lutte du CPTG, et c'est dans ces moments-là qu'elle s'appuie sur des militants plus expérimentés, avec davantage de foi dans l'organisation collective, comme Bernard ou Michèle : « *Et c'est bien tu vois, quand je suis avec eux je me dis : mais ils ont raison !* ».

#### d) Gertrude : dispositions militantes recherchent victoire collective

Gertrude, ancienne institutrice de 58 ans, partage de grandes similitudes avec ce parcours d'engagement « intégré ». Sa socialisation familiale est d'entrée très politique, ce qu'elle reconnaît comme une évidence (parents au PSU et militants). Avant d'aller à l'université, elle a déjà tracté, collé des affiches, et connaît un faisceau de pratiques militantes, d'ambiances incorporées. Comme Sylvie, son père était d'ascendance populaire (petit employé) et un syndicaliste « infatigable » de la CGT. Gertrude rejoint la Fédération Anarchiste adolescente, puis les JCR et la LCR. Elle s'implique alors beaucoup dans le syndicalisme étudiant, tente d'aller chez les Verts mais juge l'organisation du groupe local antidémocratique. Elle fonde une association en faveur des transports doux avec des parents d'élèves dans les années 2000, fait la campagne de Ségolène Royal au PS, tente aussi la France Insoumise quand Jean-Luc Mélenchon lui semble avoir ses chances d'être un bon candidat à gauche en 2012. Sa vie professionnelle est « calée » sur le militantisme : d'abord dans des petits boulots en lien avec l'enseignement, elle privilégie un secteur professionnel stratégique, prisé par les militants de la LCR : contrôleuse du travail. Elle sera aussi salariée du planning familial, puis institutrice. Tout comme Sylvie, elle a une vision politique assez pragmatique en ce qui concerne le rapport aux institutions et moins axée sur la pureté des idéaux que d'autres militants plus récents : pour elle, il faut tout simplement mettre son énergie militante « *au service de ce qui peut marcher* », qu'il s'agisse d'une campagne du PS, d'une campagne de LFI, une association de quartier, le CPTG, « *Il faut trouver des débouchés* ».

Gertrude évoque des souvenirs de collages et de tractage alors qu'elle était petite : ses parents, militants au PSU, emmenaient les enfants dans les réunions et les actions. Tous ses frères et sœurs ont incorporé cet héritage avec une sensibilité commune : ils vivent souvent à l'unisson de grands évènements nationaux encore aujourd'hui, sur le plan politique, et se téléphonent pour en discuter. Son expérience de militantisme intense dans le syndicalisme étudiant façonne son entrée dans la vie adulte, via un choix de carrière professionnelle et une endogamie « politique ». Il nous reste alors à comprendre comment son profil, qui semble fortement correspondre à « l'intégration » du premier groupe, l'amène à la sphère de la Convergence. D'abord, l'ancrage militant est chez elle moindre. L'arrivée dans la lutte du CPTG correspond à une envie de s'ancrer après avoir papillonné (au moins sur les luttes locales). Après la période de foisonnement militant des années fac, et plusieurs engagements associatifs, Gertrude investit ses forces et son temps dans des campagnes politiques comme un « agent » politique et militant, une facilitatrice de luttes mais sans ancrage durable. Depuis longtemps, elle s'engage donc ponctuellement, ne faisant que passer lorsqu'elle constate qu'il y a « une fenêtre » dans un mouvement ou un autre, sans s'investir dans des réunions régulières dans les partis par exemple.

Des déceptions pendant ou après ces campagnes, au PS, chez les Verts<sup>71</sup> ou encore à LFI, ont cristallisé son envie de revenir à quelque chose de *faisable*. Elle exprime son envie profonde de « *pouvoir gagner* », sur un objectif clair et atteignable, d'ancrer ses forces. Le second aspect de ses aspirations au CPTG est concret : après avoir réalisé, plus jeune, beaucoup de travail militant théorique en interne, beaucoup de co-construction de l'identité du mouvement au fur et à mesure (discuter chaque orientation dans le fond était une pratique habituelle à la LCR), elle tend vers un engagement plus tourné vers l'action, action dont le résultat serait plus mesurable.

« Enfin, j'en ai tellement vu... Des grands projets qui, une fois que tu as laissé passer le moment d'enthousiasme, d'engouement qui... Tout peut retomber, effectivement. »

Extrait d'entretien avec Gertrude, 7 novembre 2019

---

<sup>71</sup> Il est intéressant de noter que pour Gertrude, ayant été formée à la LCR, le groupe (local) des Verts a été vécu comme un espace guindé et liberticide, tandis que chez Halla et Oleg, transitionnant du PCF aux Verts, l'écologie politique est décrite comme une expérience de démocratie extrême et libératrice

Dans ce contexte, on comprend bien l'inscription dans la Convergence plutôt que dans le CA malgré ses dispositions à l'organisation collective et son capital militant. Elle veut moins discuter, davantage faire (« *C'était aussi ce besoin-là, d'être dans un groupe pour faire quelque chose* »), dans une ambiance intérieure d'impuissance (notamment écologique) et de lassitude des défaites politiques (notamment électorales).

Elle peut alors redéployer des compétences perfectionnées dans une période de forte intensité militante étudiante. Diffuser les motifs de la lutte, discuter, convaincre à l'extérieur, Gertrude est la reine du tractage qui éveille l'intérêt et suscite le doute. Elle est très à l'aise sur cette tâche qu'elle a conscience d'avoir apprise très tôt : « *Je me sentais tout à fait capable de faire ça, et l'envie de le faire, donc j'ai pris des milliers de tracts et je suis allée... Partout. J'ai fait les facs (...) Quand j'ai commencé, j'étais petite* ». Pour elle aussi, le CPTG se présente comme une possibilité *concrète* de lutte, mais avec en toile de fond, le projet Europacity est aussi un symbole : « *Mais il y a aussi... Europacity, c'était dans le Val d'Oise. Europacity représente tout ce que je hais* ».

Pour tous ces militants, le besoin de se mobiliser pour une cause non seulement juste à leurs yeux mais également concrète et localisée apparaît comme un moteur essentiel de leur choix de s'engager ici et maintenant. Il est intéressant de voir les quêtes sociales croisées de Philippe et Benoît à travers leur souvenir positif le plus marquant au CPTG. Pour Philippe, qui se distancie des fractions économiques supérieures pour se rapprocher des fractions culturelles, c'est le meeting de 2019 qui se détache, soit un moment assez formel de forte gratification symbolique de la part d'intellectuels et de personnalités politiques. Pour Benoît, plus familier de ces sphères-là et en quête de mixité sociale, ce sont les petits « souvenirs zadistes » qui se détachent du reste : il parle avec émotion de ces moments sur le terrain pendant des événements, de ces activités dépaysantes avec des personnes différentes de lui, de la suspension du temps qui intervient dans ces « moments militants » où on ne voit pas le temps passer. Comme son rapport à la lutte est marqué par un idéal de mixité sociale, ses souvenirs préférés sont ceux de moments assez simples et concrets passés sur le Triangle, avec des personnes insolites qui font irruption dans son univers social, et une certaine fluidité en comparaison avec la sphère professionnelle qu'il décrit comme étant très compartimentée (« *entre-soi* », « *vase clos* »).

[Benoît] « *Le plus beau souvenir, c'est à la deuxième fête des Terres, en mai 2018 voilà, la fête est le dimanche et on y va samedi soir avec une copine de Montreuil (...) Ouais enfin voilà, y'a ce côté un peu zadiste, presque punk à chiens pour certains, et moi je suis un petit intello parisien là, qui a peur de tout et c'est une magnifique soirée, le coucher de soleil sur Paris. Et là je me dis mais ils ont raison Auchan, c'est un très beau spot, c'est très émouvant (...) Et ce qui était émouvant vraiment, c'est là, c'est mon plus beau souvenir, tu le verras mis en mots, là, ce qui était émouvant, c'était l'idée de cet espace fragile, vulnérable, la campagne à côté de la ville, menacée par la ville, menacée par l'extension de la ville. Et en même temps bon la ville on l'aime aussi. Donc voilà donc mon plus beau souvenir c'est ça, c'est... C'est dormir là, sous le marabout, et puis là, au réveil, tu dis ah ouais, qu'est-ce que je vais faire ? Et puis t'as pas le temps de réfléchir, il est 19h, la journée est passée. Avec plaisir. Cette intensité relationnelle, incroyable »*

Extrait d'entretien avec Benoît, 2 mars 2020

L'élément « émouvant » pour lui dans ce souvenir, c'est le contraste entre la fragilité des terres agricoles et la ville qui les menace d'urbanisation : le « *en même temps, la ville, on l'aime aussi* » se distingue presque comme une référence symbolique à sa « vraie vie » citadine, celle qui est codée et déterminée socialement, en contraste avec l'espace de liberté et d'expérimentation de ce moment de ZAD.

Dans les deux cas, la trajectoire d'engagement est discontinue et la première expérience de mobilisation collective est tardive. Plus généralement, même quand les militants de la Convergence n'en sont pas à leur première expérience, le CPTG est une nouveauté dans leurs parcours d'engagement après un cheminement mitigé dans les mouvements sociaux, soit faute d'y participer pleinement en raison de dispositions contrariées, soit faute d'y remporter des victoires collectives et de s'y sentir utile. Faute d'un ancrage durable dans des structures collectives, ces militants ont aussi pour point commun une sensibilité plus forte aux chocs politiques conjoncturels, comme l'échec d'une mobilisation ou un vote contraint.

## 2. La mise à disposition des compétences professionnelles

En examinant les trajectoires « intégrées » des militants du CA, et la continuité forte entre leur vie militante et leur vie professionnelle, on a mis à jour un mode d'articulation de la vie militante avec les autres sphères. Les militants dont la première sphère de rattachement est la Convergence en montrent un autre : ils mettent à contribution leurs compétences professionnelles dans le militantisme. Plus souvent lancés dans des carrières dans le domaine privé de l'entreprise, ils ont acquis des savoirs et des savoir-faire qu'ils décident d'exploiter pour soutenir les mobilisations collectives : la comptabilité et l'expertise, la rédaction journalistique, ou encore la communication. Leur engagement militant est plus fermement séparé de leur vie professionnelle. Il est également plus souvent saccadé, avec des interruptions et un récit sur le mode de la prise de conscience.

Philippe a exercé la plus grande partie de sa vie professionnelle dans le domaine de la publicité, en tant que cadre. Il raconte ses tentatives de mettre en place plus de continuité entre la sphère professionnelle et ses engagements écologistes, un travail d'articulation qui s'étale sur plusieurs années, nourri par des contradictions et des culpabilités. Avant le début de la quarantaine, il travaille souvent, à travers les agences de publicité, pour des lobbies alimentaires notamment (la viande, le lait), avant d'effectuer un virage dans son activité pour travailler seul et sur des sujets « *plus citoyens* » (SOS Villages Enfants, la sécurité routière, etc.). Au moment de Tchernobyl, il travaille avec un distributeur d'épices poussant dans le Vaucluse et contribue à diffuser le discours du nuage « arrêté » à la frontière. Il fonde un peu avant son arrivée au CPTG une entreprise de conseil en Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), via laquelle il enseigne également. Dans ses cours, il retrace notamment l'histoire des accidents industriels polluants. Au sein de cette activité-là, il circonscrit les secteurs avec lesquels il accepte de travailler, excluant par exemple l'aviation militaire. Plus généralement, il met beaucoup en valeur une pratique « *éthique* » de son travail.

Enfin, il voit sa contribution au CPTG notamment comme une mise au service des compétences acquises dans le secteur privé : il est partisan du « *changer de l'intérieur* » et d'utiliser « *les*



*outils de l'ennemi* » pour une bonne cause, plaisantant même sur un mode semi-dépréciatif sur le fait d'avoir été « *du côté obscur de la force* »<sup>72</sup> :

« *Donc ça me fait chier de me dire que je peux utiliser des outils manipulateurs pour des causes justes (...) Mais bon faut pas avoir de pudeurs de jeune fille... Bah faut être plus malin que les gros connards. Voilà quand on voit qu'Europacity effectivement une semaine avant de se planter la gueule pour la grande joie de tout le monde a fait quand même une campagne de pub avec des petits jeunes de banlieue en disant il faut faire Europacity pour pas abandonner la banlieue et notamment les petits jeunes beurs de banlieue... Voilà* ».

Extrait d'entretien avec Philippe, 12 novembre 2019

Cependant, cette mise à contribution n'est pas sans accrocs : au début, il craint que son rattachement professionnel ne le pénalise en termes de légitimité dans le collectif, il essaie donc d'abord d'effectuer d'autres tâches plus matérielles. Ses savoir-faire le rattrapent quand il voit la politique de communication du CPTG se mettre en place. Il réactive alors des compétences et des capitaux professionnels en mettant en scène, lors d'une réunion, une vraie présentation à la mode des agences de communication, tout en en détournant légèrement les codes : il achète lui-même chez Castorama des baguettes de bois et des nappes en papier pour faire son propre *paperboard*.

« *Donc en fait, au début, je voulais pas trop intervenir sur les questions de comm' parce que voilà... Mais cela étant, en fait, j'ai fait des trucs, j'ai aidé quand même pour les tracts et cetera. Bon et puis à un moment donné bon, tu as assisté à des réunions avec 30 personnes autour de la table, y'a 30 idées qui émergent donc faut prendre tout ça et il faut bien que quelqu'un bosse dessus, il faut restructurer et cetera (...) On était dans une situation d'urgence [quand les travaux de la gare ont commencé] (...) Ça a permis de gagner du temps, voilà, de... de valider des trucs, de gagner du temps et puis de faire circuler la parole* »

---

<sup>72</sup> Il dira même que c'est une bonne chose que « *des connards comme lui* » rejoignent ce mouvement au lieu d'aller « *chez Macron* » – on voit à la fois qu'il y a une part de l'estime de soi dépréciée par ce passage dans le privé, et que l'alternative « naturelle » dans son parcours social (s'engager à droite) est toujours présente en potentiel.

Ces savoirs autour de la communication se manifestent aussi à travers un vocabulaire spécialisé, souvent d'inspiration anglophone : les *mappings*, le *network*, le *brief*, les « *concepts ombrelles* », etc. Lors de l'entretien, il me raconte que cet usage de l'anglais lui a valu des mises à l'écart dans certains milieux militants, les plus idéologiquement opposés à son utilisation des « outils capitalistes » et culturellement averses à cet anglais d'entreprise. Auprès de militants expérimentés et formés dans les luttes sociales, il s'y heurte puisque chaque mot d'anglais ou mention d'une recherche Google semble les horrifier et le décrédibiliser : « *Faut avoir le dictionnaire pour parler avec ces gens-là (...) Il y a des réunions où tu sens que culturellement, t'as beau faire des efforts, c'est compliqué* ». Cependant, il faut noter qu'au sein du CPTG, dans le cercle de la Convergence, ces dispositions sont bien reçues et ne font pas l'objet de conflits particuliers.

On voit donc un ensemble de petits ajustements « de l'intérieur », qui visent à rendre plus éthique une pratique professionnelle et une culture de métier profondément ancrée dans le libéralisme économique.

Benoît, lui, met principalement à contribution son capital social accumulé dans le milieu du journalisme parisien. Tout comme Philippe, il précise qu'il ne veut pas particulièrement utiliser ses compétences professionnelles dans la lutte, tout en le faisant très régulièrement dans les faits. Avec Adeline et quelques autres, il s'occupe de produire des textes dans de grands journaux marqués à gauche, sous forme de tribunes, d'abord Libération : il dit qu'il en est fier, que ça a donné de l'ancrage à ses convictions et que ça a bénéficié au combat. Il aime aussi faire venir les intellectuels sur place et en citera un très grand nombre dans l'entretien : il contribue à agrandir « *la masse d'intervention* ». Pour lui, la « *légitimation par les intellos* » est une étape vitale dans la lutte puisqu'elle permet d'avoir davantage d'échos dans différentes couches de la société : c'est la « *force de percussion* ». Il compte spontanément, pendant l'entretien, les personnes qu'il a « *réussi à faire venir* ». Bernard, le président de l'association, lui propose très tôt de rejoindre le conseil d'administration, probablement en vertu de ses capitaux et connexions spécifiques. Comme lui non plus ne se sent pas légitime sur le plan du capital proprement militant, il décline et vient plutôt à la Convergence. Entre « *force de percussion* » et « *indice de bruit médiatique* », Benoît mobilise lui aussi un ensemble de concepts, d'éléments de langage et de savoir-faire relatifs à sa culture de métier. On voit également son aisance dans le débat d'idées : habitué à faire dialoguer différents arguments, cette disposition est un facteur dans le choix des événements militants auxquels il assiste aux débuts de son engagement. Il assiste notamment à un débat à la maison des Métallos, un format

qui lui convient mieux - l'idée de débat revient plusieurs fois d'ailleurs, ce qui n'est pas le mode de communication mentionné par les autres. En contraste, sa posture en visite à un week-end jardinage sur le terrain au début : « *Sur le moment je sais pas trop quoi faire, en plus je sais pas trop non plus si je viens comme journaliste ou comme militant, je me dandine un peu comme ça...* ». La posture de journaliste a permis de mettre à distance les réflexions politiques comme étant théoriques et n'affectant pas directement la vie matérielle. Défendre un lieu, bien concret, face à des actes d'aménagement bien concrets, avec un début et une fin, une victoire ou une défaite, est une mission qui lui impose de tordre son ethos de métier jusqu'à l'hexis corporelle.

Le fait de voir son activité circonscrite à la communication lui déplait, même si dès que l'idée « d'urgence » intervient, il se sent bien obligé de s'y soumettre, dans une idée pragmatique : je sais faire, je le ferai plus vite. Il n'aime pas qu'on se réfère à lui en disant « *Benoît et Adeline, nos communicants* ». Il voulait initialement faire autre chose dans l'association, et met en valeur le fait que tout le monde peut le faire. Comme Philippe, il fait référence à une certaine disponibilité biographique au moment de s'engager dans le CPTG : il a senti qu'il avait « *une disponibilité en énergie* » et « *envie de s'engager* » au-delà de son métier, après avoir fait les deux de manière séparée. La compartimentation se poursuit néanmoins. Matériellement, il évite certains événements, comme les conférences de presse, où ses différents statuts pourraient se confondre. Sur un plan plus introspectif, il mentionne le besoin de « *débrancher* » régulièrement de la lutte, notamment au cours d'un épisode de quasi *burnout* pendant lequel le cumul des différentes activités demandait un investissement très intense en énergie.

On observe donc des formes particulières d'échange entre la sphère professionnelle et l'engagement : à la fois une compartimentation plus forte, et un travail d'articulation opéré sur un long terme pour rétablir un lien entre une sensibilité qui aurait toujours été là, mais dormante, et l'activité professionnelle. Pour Philippe, il s'agit d'injecter une pratique perçue comme éthique dans un environnement qui ne l'est pas nécessairement. Pour Benoît, il s'agit moins d'utiliser « les outils de l'ennemi » pour une cause juste, puisque son environnement professionnel est marqué par une aura d'engagement sur les questions sociales et écologistes, mais de sortir d'une forme de passivité ressentie dans les milieux intellectuels. Il mentionne d'ailleurs que ces échanges ont lieu dans les deux sens : « importer » les intellectuels dans la lutte a aussi contribué à donner de la « *profondeur* » à ses convictions politiques et philosophiques, « *un ancrage* ». Les compétences acquises dans le privé sont mises à disposition de la mobilisation, malgré la préférence affichée pour d'autres types de tâches –

c'est souvent la mention d'une urgence ou l'idée de gagner du temps, voire le constat d'inefficacité qui conditionne l'activation de ces compétences.

L'investissement dans le CPTG répond plus spécifiquement à des formes de « crises de sens » qui semblent marquées par le sceau du genre : Benoît comme Philippe mentionnent de fortes remises en question, le sentiment d'avoir mené un parcours « classique » voire « parfaitement quelconque », la peur de ne pas laisser de traces de sa vie, de s'être laissés porter. Ils incluent également dans le « parcours classique » le fait d'*avoir* femme et enfants à une époque attendue de leur vie. Leur volonté de travailler à un projet dont ils peuvent mesurer l'impact et qui aurait du sens est donc aussi à appréhender depuis le croisement entre l'institution travail, le vécu de la conjugalité et le genre. Leur première vie, la vie « conforme », est terminée via une séparation et/ou l'âge adulte des enfants : il est alors temps de penser à des questions plus existentielles et d'explorer d'autres aspects de leur identité. Marie Buscatto, dans *le Sexe du militantisme*, montre bien qu'en raison de dynamiques différentes dans leur rapport au travail et au monde professionnel, les hommes tendent à davantage compenser un travail jugé inintéressant par l'activité syndicale qui donne du sens, là où les femmes seraient plus aptes à se mettre en retrait de la vie professionnelle et investir à l'extérieur (associations humanitaires, scolaires, de voisinage, etc.). Les hommes syndicalistes auraient aussi davantage tendance à voir cet investissement comme une possibilité de promotion sociale : le syndicalisme devient alors un « espace de reconversion » (Buscatto, 2009 ; Rimbart et Crespo, 2004). On peut imaginer qu'ici, dans un mode différent de celui du syndicalisme « corps et âme », l'investissement dans le CPTG remplit ce rôle de compensation voire d'espace de reconversion.

Philippe a un rapport ambivalent avec ces compétences professionnelles importées du privé. Il raconte qu'il avait une fois réussi à « vendre » une notion pour la faire figurer sur les supports de communication du collectif : *« J'aimais bien la notion de terres de Gonesse, donc j'avais entre guillemets réussi à vendre la notion de terre de Gonesse. Et justement, pour le côté sensuel, sensoriel et sensuel de la terre plutôt que triangle de Gonesse »*. A ce moment-là, il est fier de cet apport en ce qu'il permet de mettre les outils du monde du privé au service d'une cause qu'il soutient, conformément à sa conception de l'articulation travail/travail militant. En revanche, lorsque d'autres militants arrivent en retard à la réunion et remettent en question le nouveau terme, Philippe se livre à un exercice de persuasion qui lui déplaît en lui rappelant trop clairement une ambiance professionnelle qu'il a cherché à fuir : *« Et donc il a fallu le revendre. Je veux dire, j'ai eu une sorte de flash, mais se retrouver en réunion comme en agence de pub où faut vendre des trucs à un créatif ou alors quelqu'un qui est pas d'accord et cetera (...) Tu*

*vois, ce travail-là* ». En allant plus loin, on peut faire l'hypothèse que Philippe reçoit davantage de rétributions symboliques liées à cet apport de compétences s'il est le seul à les maîtriser, puisque cela contribue à son sentiment de dépaysement social, à l'image des nouveaux habitants du Triangle du XIV de Sabine Chalvon-Demersay qui finissent par déplorer l'arrivée de leurs propres pairs dans le quartier. L'auteure montre bien l'impossibilité sociale dans laquelle se trouvent fondamentalement les habitants qui critiquent la gentrification dont ils ont constitué l'avant-poste. Ils ont besoin des anciens habitants pour se positionner par rapport à eux, mais aussi de « mêmes » pour être reconnus comme légitimes. L'équilibre est ténu. La suradaptation de l'offre commerciale du quartier à leurs besoins rentre en contradiction avec leur recherche de singularité. C'est un groupe social qui se distingue par sa recherche de mixité, ainsi ses attentes sont inversées : ce n'est pas la crainte de l'étranger et du lointain, mais du proche dont on veut se prévenir (Chalvon-Demersay, 2014). Ainsi, si plusieurs personnes du collectif sont spécialisées dans la communication, le parallèle avec l'univers professionnel devient trop net et son déplacement vers les classes culturelles moins visible. Il faut noter ici les points communs : Philippe n'aime pas devoir défendre un concept « comme en réunion », Benoît est fatigué de certains conflits avec d'autres membres de l'équipe « communication », retrouvant certaines scissions journalistiques entre une inspiration américaine, sérieuse et factuelle, et une culture plus contestataire et satirique. Leur sentiment de gêne à être plusieurs dans le collectif avec la même fonction s'explique aussi par cette fonction de reconversion. Il leur est plus facile de se distinguer et d'explorer d'autres aspects de leur identité en étant le seul de leur groupe professionnel.

Par ailleurs, leurs trajectoires sociales ascendantes (et axées sur la carrière professionnelle) et leur compartimentation des environnements personnels / militants, ainsi qu'une « *marque* » venant de leur culture de métier peuvent les inciter, comme Benoît, à se sentir illégitimes à participer au CA.

### 3. Fonctionnement par projets et communauté de compétences

Les discours sur la Convergence émanant de toutes les sphères se rejoignent sur l'idée suivante : le nombre et la diversité font la force ; ensemble, on sait tout faire. La Convergence se présente comme une mise en communauté de moyens, et plus spécifiquement de compétences et de réseaux. Benoît parle beaucoup d'« *intelligence collective* », Philippe et Laetitia, jeune actrice, de « *synergies* ». Pour Gérard, professeur à la retraite : « *Un de nos nombreux atouts, c'est qu'on est nombreux dans la convergence, qui apporte beaucoup. Chacun a des compétences et est à sa place* ».

Cette vision particulière des militants est déterminée, ou du moins accentuée par la forme d'organisation collective de cette sphère-là, qui consiste en grande partie à s'occuper de l'organisation de futurs événements (deux ou trois par an) et qui, pour ce faire, répartit des tâches entre les participants dans un contexte assez resserré temporellement. Les domaines d'action sont généralement les suivants, observables même avant l'ethnographie par la succession des différents points d'ordre du jour.

#### Encadré 8 : Ordre du jour type d'une réunion de Convergence en amont d'un événement<sup>73</sup>

1. Point juridique sur la lutte en général : informer le groupe sur les procédures en cours et les dernières avancées (souvent fait par Bernard)
2. Logistique : où trouver les barnums, chaises, panneaux, peinture, alimentation, boissons ? Qui s'en occupe ? Qu'en est-il de la gestion des déchets sur le site, des besoins d'hygiène ? Comment s'y rendre en bus ou en covoiturage ?
3. Personnalités invitées : qui inviter ? Qui les contacte ? Quel temps de parole leur donne-t-on chacun ? Dans quel ordre ? Quel est le programme de la journée ?
4. Point communication : concevoir et diffuser tracts et affiches, gérer les messages sur les réseaux sociaux
5. Vie sur le terrain : prochains rendez-vous sur le Triangle, projets divers

Cette valorisation des compétences accentuée, dans un planning serré, des spécialisations, et conditionne le glissement vers un fonctionnement par « pôles ». On a un pôle de « communicants », spécialistes du message et de sa transmission, dont certains ont des liens forts avec les intellectuels et personnalités politiques écologistes, un pôle d'ingénieurs

---

<sup>73</sup> Ordre du jour type composé à partir de la participation aux réunions de Convergence sur deux ans et les notes de terrains prises dans ce cadre.

spécialisés sur les questions d'aménagement du territoire et maîtrisant le droit, des désobéissants et zadistes de passage chargés d'organiser des activités sur le terrain, etc. Ainsi, on peut avoir des militants qui se dégagent au fur et à mesure du temps comme « référents » sur un sujet, sans que cette place soit formalisée. Le fait de recevoir un appel de Bernard sur un sujet ou un autre en dehors des réunions, par exemple, est très valorisé par quelques militants qui le perçoivent comme une confirmation de leur légitimité et une reconnaissance de leur investissement. En abordant ainsi cette organisation par pôles, multicéphale, on peut voir le leadership non comme un trait concentré sur une personne (ici le président), mais avec Eric Agrikolanski comme un continuum avec des positions intermédiaires (dans Filleule *et al.*, 2020) qui seraient ces référents (communication, monde politique, action de terrain, aspects juridiques, etc.). Pour Jacqueline, urbaniste octogénaire, ces différents rôles correspondent même à différentes manières de gouverner : Bernard serait un leader charismatique, mais il y aurait également des leaders « administratifs » qui font tourner la boutique, des leaders « créatifs », des leaders « activistes ».

Certains militants ne présentent pas de compétence concrète spécifique mais effectuent un travail de mise en lien central entre différentes associations ou différentes sphères de la mobilisation. Ces « passeurs de luttes » aident les militants à mutualiser leurs moyens et sont en général fortement multipositionnés dans le champ militant. Certains militants sont doublement positionnés, soit en étant à la Convergence et au CA, soit à la Convergence et au Groupe Action. Dans le premier cas, comme Bernard, Michèle ou Lili, la présence à la Convergence vise à transmettre ce qui s'est décidé au CA comme grandes orientations et à assurer le dialogue entre les deux : régulièrement, la Convergence fonctionne comme un organe exécutif sur la base d'un projet d'évènement déjà discuté en amont au CA. Dans le second cas, les membres du Groupe Action rendent des comptes à la Convergence (et en transparence, au CA) des idées ou actions qu'ils explorent par ailleurs dans leurs propres réunions. Le Groupe Action lui-même n'est qu'un des pôles de la Convergence qui a demandé, en raison de ses spécificités, une certaine indépendance dans son organisation et ses décisions – position en négociation permanente.

Au sein de la Convergence, on trouve une adéquation entre un fonctionnement par projets (les évènements) et un mode d'articulation vie militante / vie professionnelle de mise à disposition de compétences, qui se renforcent l'un l'autre. Ce n'est pas un hasard : ces formes sont compatibles entre elles, mises en œuvre par des militants dont on a vu qu'ils étaient en majorité en emploi et plus souvent dans le privé que dans les autres groupes. Pour aborder les aspects

excluants de ce mode d'organisation, on peut faire un parallèle avec le développement du management par projets qui a inspiré *le Nouvel esprit du capitalisme* (Boltanski et Chiapello, 1999). Dans la Cité par projets, un des modes de justification du capitalisme conforme aux évolutions managériales à partir de la fin des années 1970, Boltanski & Chiapello décrivent la valeur suprême de *l'activité* : c'est l'aptitude à générer des projets ou s'intégrer dans des projets, la capacité à s'insérer dans des réseaux. Le projet est l'occasion de se connecter les uns avec les autres, il crée une poche d'accumulation temporaire de flux, créatrice de valeur. Les experts qui partagent leur connaissance sont les « Grands » de la Cité par projets. Les grandeurs universelles de la Cité (se connecter, communiquer, se coordonner, s'adapter, être souple, faire confiance) sont très conformes aux « points forts » de la Convergence, jusqu'à son nom. Dans ce développement, la Cité est en déchéance lorsque le réseau se referme sur lui-même par l'instauration de privilèges, de mécanismes de corruption. C'est bien l'inverse qu'aiment à mettre en valeur les militants en disant combien la force du collectif est sa faculté à ne pas mettre les égos en avant – chacun sait s'effacer au bénéfice du projet.

Ainsi, sans compétences spécifiques qui permettent de situer précisément chaque militant dans l'espace social, on peut s'y sentir inapte. Cooper, consultant de 30 ans, me confie qu'il a régulièrement ressenti une certaine latence dans les réunions du fait de se sentir inutile car incompetent *spécifiquement*. Ce sentiment de devoir apporter une compétence spécifique lui faisait ressentir plus durement le sentiment de faire un travail « *pas directement utile* » à ce moment-là. C'est également une des raisons pour lesquelles il a investi plus nettement ses forces dans le Groupe Action, attiré par cette idée de « *faire quelque chose* ». De la même manière, lorsque Philippe décrit « l'écémage naturel » de la Convergence (des personnes viennent par curiosité à une première réunion, puis on ne les revoit jamais), on peut imaginer qu'il s'agit de militants ou aspirants militants dont les dispositions sont incompatibles avec ce fonctionnement particulier. Enfin, plusieurs militants font part d'un épuisement dû à cette succession d'organisations d'évènements : dès que l'un est terminé, on se relance dans l'organisation du suivant, sans prendre suffisamment de temps pour mesurer et apprécier les progrès.



#### 4. Un pôle d'intellectuels d'organisation ?

Il reste à examiner plus en détail un sous-groupe particulier de militants très dotés, introduits ici par Philippe. Le milieu vers lequel il tend en filigrane de son engagement est représenté, si on en accentue les traits, par le groupe de personnes spécifiquement engagées sur CARMA : un niveau de réflexion « *costaud* », dans des univers très précis, il doute un peu d'y trouver sa place malgré son enthousiasme. Le projet « CARMA », projet d'agriculture biologique et de maraîchage, distribué en circuits courts, est le projet proposé par le CPTG. Les participants à CARMA font à Benoît l'effet « *d'une pointure au-dessus* », sur le plan intellectuel mais aussi professionnel : après des parcours universitaires et professionnels « *élevé* », leur façon de communiquer entre eux est très courtoise et respectueuse, et il lui semble qu'ils ne se disputent jamais ni ne haussent le ton.

En effet, le groupement CARMA, lui, va accentuer la prévalence des professions liées à la diffusion et l'écriture (journalistes, auteurs), les ingénieurs, et attirer plus spécifiquement les classes moyennes supérieures cultivées parisiennes. En faire partie suppose d'être capable de promouvoir une initiative concrète auprès des acteurs du territoire en utilisant des compétences diverses : écriture, graphisme, agriculture et agriculture urbaine, ingénierie, une position plus « *experte* », en somme, qui favorise la présence de militants acceptant le « *jeu institutionnel* », formés à la pointe de leur domaine, ingénieurs d'études, ingénieurs urbanistes, architectes et consultants. Comme dans l'échantillon étudié, on voit la présence de militants qui sont dans un profil plus tourné vers le secteur privé, ou indépendants<sup>74</sup>, et qui tentent, selon une formule conçue à la faveur de leur prisme de classe, de mettre à profit leurs compétences en faveur de la transition écologique. On pourrait asseoir leur position comme à l'intersection de plusieurs sous-champs du pouvoir : un croisement entre le champ de la diffusion culturelle (les grands médias, mais aussi les cabinets de conseil, les *think-tank*), les « *chercheurs administratifs* » (Bourdieu & Boltanski, 1976) se détournant de leurs instances administratives, et le champ des grandes écoles, le tout teinté d'une propension commune à l'écologie, utilisant certains outils du management et de la communication pour influencer le champ politique. Le groupe, ainsi que ses représentants qui participent également aux activités plus larges du CPTG, concentre

---

<sup>74</sup> La composition du conseil d'orientations stratégiques de CARMA fait ainsi mention de consultants en cabinets spécialisés dans l'appui aux « *entrepreneurs engagés* ».

des capitaux culturels importants. Deux militants sont particulièrement emblématiques de cette position.

Adeline, journaliste et autrice, sort de sa promotion du CFJ au début des années 1990, effectue un master à Londres dans le cadre d'un parcours assez internationalisé. Elle cumule des activités professionnelles dans le monde intellectuel, comme ses enseignements dispensés à Sciences Po où elle discute des différentes stratégies des métropoles, et un parcours institutionnel à Paris où elle s'engage auprès de la mairie. Elle y exerce des missions en lien avec l'environnement, comme la mise en place du « plan climat » et l'implémentation d'un réseau de jardins partagés. Cette position intermédiaire lui confère un fort lien avec les sphères intellectuelles et une vision d'ensemble sur les différentes initiatives du même type que celle du CPTG. Son rapport aux institutions est très clair : il s'agit de trouver des solutions légales qui aillent « *dans le bon sens* » (squats citoyens, jardins partagés, sociétés coopératives, etc.). Elle fait partie des personnes qui assurent le lien avec les intellectuels parisiens pouvant appuyer la lutte du CPTG. Elle s'occupe souvent de ces tâches-là : les proposer, puis les contacter, mais aussi cibler des lieux porteurs à Paris pour faire des événements, ou encore participer à l'écriture des textes du collectif comme les dossiers de presse. Elle représente le volet le plus politique de ces parcours d'intellectuels. Rainer, lui, est né à la fin des années 1970. Il fait partie de la Convergence au moment où je fais mon enquête et est également consultant pour CARMA. Il se présente comme consultant en transition écologique : après des études d'histoire jusqu'au master, il intègre l'IEP d'Aix-en-Provence et refait un master 2 à Paris 4, spécialisé en études du développement et dont « *les parcours indifférenciés forment des experts, des consultants, des responsables et des cadres appelés à travailler dans des institutions internationales (Union européenne, Banque mondiale, agences des Nations Unies), dans des institutions nationales (coopérations bilatérales, administrations étrangères), dans des organisations de solidarité internationale et des collectivités territoriales menant des programmes et projets de développement* »<sup>75</sup>. Dans sa qualification de consultant spécialisé dans les questions de transition écologique, on peut noter qu'il a travaillé dans la médiation bancaire au profit d'entreprises en développement, conseiller en développement, mais aussi directeur d'une association promouvant la végétalisation en milieu urbain, ou encore chargé de promotion pour une association visant à modifier les circuits de la restauration collective. Toutes ces organisations restent rigoureusement en lien avec les sphères institutionnelles et dans une démarche « d'interrogation », de « discussion », de

---

<sup>75</sup> La présentation du master est issue de la plaquette de formations de l'université. URL : <https://formations.pantheonsorbonne.fr/fr/catalogue-des-formations/master-M/master-etudes-du-developpement-KBUVUUNE.html>

« construction commune ». Il représente un volet plus entrepreneurial de ces parcours d'intellectuels. Tout comme Adeline, il a toujours en tête de rester un interlocuteur respectable pour les pouvoirs publics, en connaît les codes et les vocables<sup>76</sup>. Il se dit d'ailleurs volontiers plus à l'aise dans les contextes de débats et de meetings, parmi toute l'offre événementielle du collectif.

Par le biais administratif, journalistique ou entrepreneurial, ce sont au vu de leur formation et de leur position sociale, des intellectuels dotés de *pouvoir temporel*, capables d'utiliser le langage technocratique pour influencer le champ politique, des intellectuels d'organisation (Duval *et al.*, 1998). Ils réalisent un travail proprement pétitionnaire, avec l'aide de certains militants du CA cumulant un carnet d'adresses politique important accumulé au fil de l'expérience. Ces intellectuels agissent comme relais entre les univers politique, médiatique, intellectuel voire syndical – ils évoluent dans une temporalité plus proche de celle de l'actualité politique et médiatique (p. 16). Les auteurs montrent que ces passeurs ont à la fois un capital social médiatique et des ressources « *sociales, informationnelles et médiatiques* » qui leur permettent d'agir avec la presse, de solliciter certains journalistes au bon moment. Leurs caractéristiques sociales, décrites ci-avant, en font des agents bien sûr prédisposés à exercer ce type de fonctions. Les entrepreneurs de pétition sont décrits comme ayant une position particulière – et construite par un itinéraire politique – dans la mobilisation (Contamin, 2001). Ils sont chargés de récolter du prestige et une autorité scientifique autour de la cause défendue. L'agrégation de noms autour du texte fonctionne comme une accumulation de capital symbolique, et cette accumulation suit deux logiques, celle du nombre (montrer un ralliement large rapidement) et celle du nom (tous les noms ne se valent pas), simultanément. Dans le cas de ces militants particuliers de la Convergence, le travail pétitionnaire s'effectue sur des pétitions à proprement parler, mais aussi sur des financements participatifs liés à CARMA, aux tribunes publiées dans de grands médias qui doivent en particulier cibler la signature de personnalités, mais aussi sur des actions ponctuelles du CPTG, comme celle des « semeurs volontaires »<sup>77</sup>. Derrière cette récolte de noms, du travail logistique et relationnel : il faut joindre les signataires potentiels, convaincre des chercheurs parfois réticents à l'expression

---

<sup>76</sup> Le champ lexical de ces associations écologiques mais peu contestataires, visant à promouvoir des initiatives concrètes, emprunte largement aux sciences de la communication : voir le « Eveilleurs de conscience, activateurs de changement » de l'association What the Food, par exemple.

<sup>77</sup> Les semeurs volontaires devaient tous déclarer avoir planté un légume sur le Triangle de Gonesse, de façon à brouiller juridiquement la responsabilité du collectif au niveau de l'utilisation d'une parcelle agricole sur laquelle il y avait litige. Il s'agissait également d'une démonstration symbolique du statut des terres agricoles pour les militants : bien et patrimoine fondamentalement commun.

publique, des personnalités peu portées sur l'action collective, retenir l'attention de la presse. Justement, des personnes de presse sont présentes dans ces intellectuels d'organisation et contribuent largement à leur succès de récolte de capital symbolique<sup>78</sup>. En effet, le succès des pétitions (et ici, tribunes) dépend du succès rencontré auprès des journalistes, raison pour laquelle les auteurs qualifient ces derniers de « signataires invisibles ». Ainsi, une publication relayée dans *Le Monde* est un succès, comme l'est l'obtention d'un sujet au 20h de France 2, tandis qu'une pétition relayée par un simple communiqué *AFP* ou un quotidien spécialisé (*Les Echos*) et/ou très marqué politiquement (*L'Humanité*) ont une existence médiatique beaucoup plus réduite. De plus, les journalistes ont une marge de manœuvre sur les modalités de publication de la pétition ou de l'appel un fois acceptés. Ils pèsent sur la représentation des pétitions en ajustant le délai de publication par rapport à l'actualité politique, en choisissant le jour de la semaine et ainsi le tarif du journal ce jour-là, et plus récemment en mettant l'article en accès libre ou disponible uniquement pour les abonnés ou souscripteurs. La rédaction peut en faire ou non un évènement, et peut également orienter le sens politique de la pétition via le titre et les commentaires. Les intellectuels d'organisation du CPTG participent donc au travail de conception, d'écriture et de diffusion des principales tribunes publiées contre Europacity<sup>79</sup>.

Pour ces militants-là, la sphère institutionnelle de la politique est un appui nécessaire, et ils mentionnent d'ailleurs un fort malaise par rapport à l'idée d'une confrontation directe. Cette préférence répond à leur position de classe spécifique. Dans l'introduction du numéro 38 de *Savoir/Agir*, consacré aux alternatives à géométrie « sociale » variable<sup>80</sup>, Jean-Baptiste Comby discute la notion d'alternative (écologiste) en tant qu'elle fait l'objet d'usages contrastés : il propose de déconstruire ce qui constitue une « catégorie d'action militante » (p. 9). Il étudie un certain « engouement » de journalistes, militants et intellectuels envers ces expériences de « l'ici et maintenant ». Pour cadrer la vie de ce registre politique, il prend l'exemple de *Demain*, le film documentaire de Cyril Dion et Mélanie Laurent, ou encore de la vague de publications de livres dans la veine de celui de Bénédicte Manier « Un million de révolutions tranquilles ». Leur point commun est d'encourager, d'inspirer des changements de mode de vie sans attendre une promesse politique à grande échelle, la plupart du temps sur le plan écologique, présentés comme émancipateurs. Il invite à penser ces transitions individuelles du point de vue structurel

---

<sup>78</sup> Voir chapitre 3 pour une étude des propriétés sociales des signataires des tribunes relatives aux luttes de Gonesse, Romainville et la Courneuve.

<sup>79</sup> Je reviens sur le détail de ce travail et l'analyse de la presse dans le chapitre 3.

<sup>80</sup> Il s'agit du numéro « Des alternatives à géométrie variable », dans *Savoir/Agir*, en 2016. Toutes les contributions visent à replacer l'engagement dans des alternatives (un retour au rural, une cantine autogérée, les camps climat, etc.) dans une analyse des rapports de classe.

et examine les incidences biographiques de ces dernières. Il montre comment les dispositions et positions de départ orientent les contours de ces « alternatives ». L'engagement dans ces alternatives suppose des dispositions, des goûts et certaines sensibilités, comme ici. Plus proches des dominants, les militants décrits dans cette partie ont nécessairement intégré les valeurs et principes légitimes puisqu'ils participent davantage « au cours officiel des choses » (p. 10). La prise de distance avec ces principes, notamment ceux du système politique tel que mis en place dans notre fonctionnement politique contemporain, est donc plus lente et compliquée (Comby, 2017 ; Pruvost, 2013), ce qui explique leur présence dans les sphères les moins contestataires de la lutte.

On a montré quelques caractéristiques spécifiques à cette sphère du collectif et en quoi elle se distingue du premier groupe, celui du CA. Ces militants présentent des dispositions plus contrariées s'exprimant dans des contextes politiques moins favorables, des engagements plus compartimentés et moins intégrés. On y observe un fonctionnement par projets et une présence plus forte des intellectuels parisiens. Pour certain.e.s, le passage dans le CPTG constitue le moment d'une socialisation politique de conversion au militantisme (Pagis, 2011). C'est le cas de ceux qui n'étaient pas militants mais qui avaient des dispositions latentes à l'engagement, dont un ou deux parents politisés à gauche. La Convergence fonctionne également comme un carrefour dans la mobilisation, qui permet d'orienter les profils à l'arrivée : certains y resteront, certains rejoindront plutôt le CA, et certains, enfin, se trouvent intéressés par les activités et/ou le fonctionnement du Groupe Action.

#### **IV. Les militants du « groupe Action » : une nouvelle génération militante ?**

Le dernier groupe, le plus réduit, qu'on se propose d'examiner, est le groupe Action. Les membres du groupe Action sont au nombre de six lorsque je réalise mon enquête, mais le groupe se transforme au cours des années qui suivent, notamment en amont et lors de l'épisode de la ZAD de Gonesse en février 2021, que je n'ai pas enquêté. Il est constitué de profils militants en moyenne plus jeunes (25-35 ans).

La fonction initiale du groupe est de donner l'impulsion d'actions « de terrain » pour le CPTG, notamment en 2018-2019 dans l'attente d'une éventuelle phase de contestation plus directe au commencement des travaux de la gare sur le site. Ce projet se concrétise par un fonctionnement parallèle à la Convergence, bien que ses membres en soient issus et continuent souvent de se rendre à la réunion mensuelle – en tous les cas au moins une personne pour exposer le travail du petit groupe. Dans la logique de mise en place du groupe, qui répond à une absence relative d'expérience des militants du CPTG (CA et Convergence) sur les questions d'occupation, blocage et défense pratique des lieux défendus, les membres du groupe Action se distinguent par leur connaissance sur ces aspects. Ils cumulent donc au moins un des critères implicites suivants : avoir eu une expérience concrète de blocage de chantier, avoir fait un ou plusieurs passages sur des ZAD installées (et en connaître les usages), être proche des milieux plus radicaux dans leur défense de lieux ou des mouvements, plus ou moins informels, de désobéissance civile. De fait, ils sont donc en général plus accoutumés à des cultures politiques libertaires ou autonomes. Leur point commun est une méfiance très forte vis-à-vis de la politique institutionnelle et un désir d'entretenir des formes d'expérimentation politique en dehors de celle-ci.

## 1. De la désillusion politique à la remobilisation

Un des points de ralliement de leurs parcours, ce sont les désillusions politiques précoces qui les ont émaillés. En effet, les événements politiques institutionnels (élections, lois) qui jalonnent le parcours de ces jeunes militants ont été vécus dans une grande indifférence si ce n'est avec désespoir. Ici encore, on tente de comprendre ce que produit l'interaction entre des schèmes incorporés et un contexte matériel de nature politique, économique, écologique.

### a) Kery, la formation d'une éthique militante antiautoritaire

#### Encadré 9 : Kery

Kery, 35 ans, a baigné dans un militantisme modéré, dans un milieu de gauche assez politisé. Son père, socialiste, a fait une carrière d'ouvrier et de technicien à Air France avant de devenir ingénieur informaticien, parcours entrecoupé d'une longue période de chômage. Sa mère, institutrice, a travaillé longtemps dans des écoles populaires de Clichy et quelques-unes de ses tantes sont féministes. Ils ne parlent pas de politique « *politicienne* » mais de politique « *en général* », écoutent France Inter et vont voter, mais se passionnent aussi pour le football et les comédies musicales populaires. Sa grande sœur enseigne au collège, « *bobo dans toute sa splendeur* ». La famille vit longtemps à la frontière de la banlieue du 93 et des départements plus ruraux d'Ile-de-France, dans une petite maison en accession avec un jardin, puis dans une commune de Seine-Saint-Denis dans un contexte plus urbain. Sa mère leur transmet un peu de culture dite légitime, évite la télévision (sauf les Guignols et les informations) et les jeux vidéo, et l'enfance est rythmée par plusieurs voyages.

Au lycée, il voit de loin les quelques manifestations, se sent peu concerné. Malgré une absence d'engagement pendant l'adolescence, Kery vit ses premières émotions politiques à travers le rap français. La proximité des cités et un vécu personnel difficile catalysent une identification aux injustices décrites par ces chanteurs, à l'image du groupe IAM et de la chanson Petit frère, mais aussi NTM et bien d'autres. Il y trouve des modèles d'identification masculins, pour traverser des moments difficiles pendant lesquels lui-même ne remplit pas les codes d'une virilité espérée. Les hommes gravitant dans l'univers de la radio remplissent le même rôle, surtout lorsqu'ils viennent de Seine-Saint-Denis, comme Omar et Fred. Ces artistes masculins, venant du 93 ou des quartiers populaires d'autres villes, renforcent son récit de lui-même comme étant lui aussi « *parti de rien* », et sa loyauté par rapport à son origine géographique (l'enfance et l'adolescence dans le 93 sont facteurs de fierté). L'expérience courante à l'adolescence de se sentir décalé, pas à sa place, trouve un exutoire dans ces contes urbains de

promotion sociale sur fond de violence systémique<sup>81</sup> :

*« J'ai déjà fait plein de choses dans ma vie (...) Si ma vie elle s'arrête, si, j'aurai des regrets, mais j'ai fait tellement de choses que elle peut se finir quoi, entre guillemets... Et c'est pas bien grave, et tout ce que j'ai pu faire en fait voilà, moi petit jeune de banlieue du 93, je suis parti de rien quoi. Certes j'avais peut-être un pseudo cadre ouais parce que mes parents ils étaient pas riches mais on pouvait vivre tranquillement. Mais assez bizarrement en fait, je me suis construit tout seul dans ce cadre. J'ai toujours été en contradiction avec tout le monde. »*

Extrait d'entretien avec Kery, 29 mars 2019

Pendant le mouvement contre le CPE en 2005, il commence à travailler après son BTS en tant que conseiller bancaire<sup>82</sup>. Son père craint qu'il se mette à voter à droite, mais bien au contraire : une grande grève s'organise, rare dans ce secteur, autour de revendications sur les salaires et les conditions de travail. Manifestations, assemblées générales, il s'implique de plus en plus totalement dans la mobilisation, où il est spontanément mis en avant au bout d'un temps pour ses capacités de confrontation verbale : il sait parler et n'a pas peur de s'adresser aux dirigeants. Ils obtiennent gain de cause sur une partie des revendications, et Kery s'investit de facto dans le militantisme syndical, devient délégué du personnel. Il échoue à devenir conseiller financier, supposant une discrimination syndicale. Deux refus à la formation renforcent son esprit de résistance : il vit alors un déclassement puisqu'il est muté dans une nouvelle agence et doit revenir à l'accueil après avoir exercé pendant plusieurs mois la fonction de conseiller. En dépression, face à 10 ans d'ancienneté qui semblent ne servir à rien, il intègre alors le CHSCT, puis de fil en aiguille, se mobilise contre la loi Travail via des prises d'information dans le CHSCT sur le regroupement des IRP<sup>83</sup> qui concerne directement ses membres. Dans une famille dont la culture est marquée à gauche, et qui plus est dans un contexte de déclassement, cet engagement syndical dans le secteur bancaire en une façon d'assumer les dissonances vécues.

Le moment de l'usage de l'article 49-3 par Manuel Valls, le 10 mai 2016, est un point de durcissement de ses convictions :

---

<sup>81</sup> « Demain ses cahiers seront pleins de ratures / Petit frère fume des spliffs et casse des voitures (...) Petit frère rêve de bagnoles, de fringues et de thunes / De réputation de dur, pour tout ça il volerait la lune ». Petit frère, IAM, 1997.

<sup>82</sup> Malgré des dispositions critiques assez fortes, l'effet de la formation professionnalisante est ici important pour expliquer l'absence de croisement entre cette mobilisation et sa trajectoire : on ne retrouve pas la disponibilité biographique particulière des années de « fac » comme chez d'autres.

<sup>83</sup> Instances de Représentation du Personnel.



« Et en fait, c'est quand il y a eu le - ouais, ça je m'en rappellerai toute ma vie je crois - le premier 49-3 (...) Et c'est là en fait où euh, j'ai pété un câble, j'ai fait non mais c'est pas possible, c'est pas possible, ça peut pas passer comme ça, ça faisait je sais pas combien de manifs qu'on faisait, parce que entre guillemets j'avais fait toutes les manifs syndicales où je voyais les gens de Nuit Debout, le cortège de tête (...) Et du coup je me suis retrouvé... Personne du syndicat, que ça soit même de la CGT qui était au même étage que nous, en fait, ne m'a suivi. J'ai fait ouais, vas-y, on va à l'Assemblée nationale machin, ras-le-bol, et cetera. Et à ce moment-là, j'étais déjà dans une démarche très critique envers le syndicat, où je me disais vraiment, en fait, je pense que je vais lâcher quoi. J'avais vraiment envie de partir. En tout cas du syndicat. Peut-être de la boîte aussi, ça devait faire partie de la réflexion. Et c'est là où j'ai fait le lien avec Nuit Debout »

Alors qu'après quelques semaines de manifestations, il regarde Nuit Debout de loin, il décide donc de s'y investir et brûle symboliquement la rose<sup>84</sup>. La participation à Nuit Debout, qui implique un bouleversement important de l'unité de temps et de lieu habituels, s'impose comme vecteur d'un nouvel équilibre. L'investissement dans les activités militantes permet de repousser un mal-être et une dépression, ce qui n'est pas pour Kery un tabou. Cette imbrication dans l'ensemble des sphères de la vie est une des caractéristiques centrales de son vécu de l'engagement.

C'est la période de Nuit Debout qui permet de réactiver des dispositions latentes, et notamment la diversité des interventions et prises de parole sur la place, des différents groupes et « commissions ». Culturellement, il n'a pas de *rejet* de l'écologisme mais ne se mobilise pas non plus (« *J'avais pas spécialement d'engagement par rapport à ça* »). Il ne se considère pas comme « écolo » (encore à présent) mais Nuit Debout lui permet de « *réentendre des discours sur l'écologie* » et de se « *remettre un peu dans le bain* » après une période de passivité à entendre dans l'actualité « *que la température augmente, et cetera* ». Il trouve alors une expérience de militantisme qui lui convient mieux sur le plan personnel, puisqu'elle est moins institutionnalisée et plus radicale. Sans se définir en particulier, il sent qu'il expérimente, via des rencontres et des répertoires d'action (comme les manifestations non déclarées et les occupations), les franges autonomes de l'extrême-gauche et l'antifascisme. Son rapport au vote s'infléchit également, il ne vote pas au deuxième tour des élections présidentielles de 2017 ni

---

<sup>84</sup> Certains participants à Nuit Debout ont symboliquement brûlé une rose et/ou leur carte d'électeur sur la place, matérialisant leur divorce définitif avec le parti socialiste.

par la suite. C'est également à Nuit Debout qu'il entend davantage parler de Notre-Dame des Landes, où il n'avait pas particulièrement envie d'aller auparavant. Lorsqu'on lui propose d'y aller dans un contexte « *un minimum cadré* » (covoiturage, retrouver des personnes sur place), il saute le pas. Il y retournera trois fois par la suite. On voit dans son parcours des éléments de la génération des militants autonomes que l'on retrouve dans les ZAD : née entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990, elle a vécu ses apprentissages politiques dans des mobilisations plus que dans des organisations : mobilisations contre la COP21, contre la loi « Travail » de 2016 et Nuit Debout, ou encore parmi les Gilets Jaunes (Corroyer, 2019). La mouvance politique autonome, héritière notamment de l'autonomie politique des années 1970 en Europe (Sommier, 2008) et des mouvements de squats, se retrouve à la fois dans des pratiques de manifestation spécifiques (Dupuis-Péri, 2018) et dans les luttes d'occupations diverses.

Les répertoires d'action plus radicaux et la désobéissance civile s'imposent donc petit à petit dans le parcours d'engagement. Pour Kery, la désobéissance civile est une porte de sortie politique dans un spectre de la violence réduit à deux positions opposées : une politique institutionnelle dont il a appris qu'elle ne changeait rien, et une politique minoritaire de l'émeute vue dans le mouvement des Gilets Jaunes, entrevue dans la pratique du black block en manifestation en 2016-2017 qui manque selon lui d'une participation plus massive. La question de la violence est plus individuelle que collective à son sens : dans un mouvement, chacun doit et peut faire ce qu'il se sent à l'aise de faire, notamment dans le cadre de la désobéissance civile, de la confrontation directe avec les forces de l'ordre ou autre manifestation de l'autorité contre laquelle on se positionne, ou encore du matériel. Un des éléments marquants dans son parcours politique est la généralisation de la technique du black block et la « *décomplexion* » de la violence à l'œuvre dans le mouvement des Gilets Jaunes. Le mouvement, de manière générale, donne l'impression d'un débordement important des thèmes habituels : pour Kery, il y a quelque chose de « *plus profond* » en comparaison à la lutte contre la loi Travail ou le CPE. La valeur du mouvement, au-delà de ses revendications, de ses victoires ou de ses échecs, réside dans l'appropriation populaire de lieux publics, à l'image des ronds-points, et dans ce moment particulier d'apprentissage, par des primo-militants ou presque, de techniques de contestation. C'est cette transmission qui l'interpelle, effectuée dans une relative absence d'encadrement par des instances politiques plus formelles comme les partis, qui constitue un prérequis pour être un « *vrai* » mouvement à ses yeux. Cette

reconnaissance de l'importance des Gilets Jaunes ne s'opère pas sans jugement de classe sur la médiatisation du mouvement : les militants exploitent un aspect spectacle contraire aux formes de culture du secret et de l'anonymat présentes dans les sphères autonomes ou désobéissantes plus radicales. Les selfies, les diffusions sur Périscope et la fierté d'être là peuvent le mettre mal à l'aise : ces cris de joie et la multiplication des images ont « *un côté Disneyland Paris* » et constituent la preuve qu'ils sont quand même part de « *cette société de capitalistes individualistes* ».

Kery raconte sa première visite sur le Triangle lors d'un événement aux débuts de la lutte, avant qu'il ne s'y engage : un élu local d'une commune annexe était venu faire acte de présence, fier d'être allé contre les conseils de ses collègues et d'avoir osé aller au contact des « *zadistes* ». Très vite dans le récit, la critique des hommes et femmes politiques intervient. Il y a ceux qui *font*, qui sont sur le terrain, comme lui et d'autres, et ceux qui *font semblant*, paradant dans les mobilisations dans le cadre d'agendas électoraux et égoïstes. Ce thème est récurrent dans l'entretien comme dans nos conversations courantes. Kery manifeste un rejet intense de la politique institutionnelle. Jamais encarté, il avait voté PS jusqu'en 2016. Depuis, il ne vote plus, croit à l'abstention mais pas au vote blanc. On retrouve cette aversion via ses préférences dans la division du travail militant dans le collectif : la gestion des volets institutionnels et juridiques de la lutte lui fait horreur, et aller « *faire des courbettes* » pour obtenir le soutien de telle personnalité publique le met mal à l'aise. En revanche, il arrive qu'il soit pour ainsi dire « consulté » par les plus décisionnaires du CPTG, via Bernard, sur des questions politiques « stratégiques » (savoir, par exemple, comment serait reçu par les soutiens les plus radicaux du CPTG l'accueil d'un homme politique conservateur sur le Triangle, ou plus généralement la question de la place des soutiens de droite ou d'extrême-droite). Il valorise symboliquement cette consultation, signe que ses compétences et son expérience sont reconnues.

Par conséquent, l'ensemble des tâches associées à la sphère de la politique institutionnelle (recruter des soutiens, dialoguer avec eux, les inviter à des événements), ce que font les intellectuels d'organisation décrits dans la partie précédente, sont nettement rejetées par Kery. Il participe très peu, par exemple, à l'organisation du meeting du 20 février 2019, alors même qu'il s'agit d'un des moments les plus marquants pour plusieurs autres membres du collectif. Cet aspect de la lutte ne l'intéresse pas : « *Les listes d'invités... Non, voilà, les invitations, les trucs de comm, tout ça (...) Je suis pas bon là-dedans (...) Très clairement, les invitations, les machins, le truc non, je pourrais pas mais par contre il en faut, des gens (...)* [Au sujet de

Benoît] *Il y a tellement un écart de ouf entre nous* ». Sa participation sur le long terme à la lutte du CPTG est conditionnée au rôle spécifique qu'il y a construit, passeur entre une lutte plutôt légaliste et une nébuleuse d'acteurs plus proches de l'autonomie et de la désobéissance civile. Il précise d'ailleurs avoir connu plusieurs militants qui ont tenté le CPTG et n'ont pas pu rester parce que c'était « *trop mou* », sans qu'il soit bien clair que cette mollesse provenait de la gestion des réunions, des répertoires d'action privilégiés... Il s'agit plus d'une ambiance, d'un ensemble de codes qu'ils n'y ont pas trouvés (comme Geneviève Pruvost le décrit très bien dans une enquête dans les milieux autonomes : n'étant pas en noir, nihiliste, ni « *mordante* », il y avait entre eux et elle un décalage d'ethos important).

Kery a donc une expérience de mobilisation collective dans le travail, s'appuyant sur des dispositions transmises par son père et une aisance à s'exprimer reflétant le capital culturel mis en valeur par la mère. Ce sont les expériences contestataires liées à l'occupation d'un lieu qui entérinent son engagement, tandis qu'il reste profondément sceptique au sujet de la politique institutionnelle. Pendant Nuit Debout, il est membre d'une des « commissions » organisant la nouvelle géographie de la place de la République et se trouve bouleversé par la densité des liens tissés et par la profonde remise en question du travail, du temps de travail, du rapport au travail. La commission en question vise la transmission et le partage de réflexions politiques sur le modèle de l'éducation populaire, et cette expérience motive Kery à effectuer une reconversion professionnelle d'ampleur en tant qu'animateur. La période de transition, tout comme l'objectif d'emploi, sont des situations recherchées pour la forte disponibilité temporelle : pour mieux pouvoir militer sans risquer le *burnout* militant, d'abord, mais aussi pour articuler différemment les différents temps sociaux sans mettre le travail au centre de la vie. Il cherche ainsi à prolonger le sentiment de libération des contraintes sociales « métro-boulot-dodo » ressenti dans l'expérimentation politique qu'a été Nuit Debout, mais qu'est aussi la ZAD dans ce rapport différent à l'espace et au temps, comme on le verra plus loin. Son militantisme se fonde donc dans des aspirations professionnelles moins valorisantes sur le plan économique mais permettant de dégager du temps. La vie professionnelle jusqu'ici réalisée dans un domaine particulier se trouve donc suspendue.

## b) Cooper, vers une « mise en cohérence » accélérée

### Encadré 10 : Cooper

Cooper, fils d'une infirmière et d'un technicien, est dans la deuxième moitié de sa vingtaine lorsque nous nous rencontrons. Chez lui, pas de discussions politiques, encore moins sur les questions écologiques, mais un oncle travaille néanmoins dans le domaine de la transition énergétique. Le père de Cooper est décédé assez récemment, un événement qui tourne la page sur son adolescence marquée par des périodes de précarité et d'alcoolisme compliquées à vivre. Il se souvient du visionnage du 20h avec les parents et de quelques GEO Magazine jamais lus. Cooper effectue un BTS de gestion des entreprises et se retrouve à Paris pour un stage de fin d'études dans les systèmes d'information.

Lui non plus n'a jamais eu d'engagement institutionnel ni même l'idée, bien qu'il soit sensible à la critique sociale dès le lycée, au fil des rencontres. En la relative absence de dispositions à cette critique, c'est la musique (comme chez Kery) qui aide à mettre les mots dessus :

*« Et aussi, ce que je n'ai pas cité, en autre vision politique, il y a aussi toute la partie musicale. La musique a joué un rôle assez important quand même. Pour être assez cliché mais néanmoins vrai, ma sœur a découvert la rue Kétanou, etc, j'ai découvert ça, Tryo, etc, et ça a aussi participé à la formation de mon imaginaire »*

Extrait d'entretien avec Cooper, 17 février 2020

Ses premières actions considérées comme politiques rentrent dans un travail de mise en conformité de lui-même, comme son entrée dans le parcours végétarien. Sans expérience ni transmission préalable, il se concentre sur les répertoires d'action les plus directs, comme l'occupation, à la faveur d'une colocation à Nantes dont les membres politisés viennent aider à ancrer ses dispositions. Arrivé à Paris en 2017, il ressort peu convaincu d'un bref passage à Alternatiba à Paris, dont il critique à la fois l'aspect abstrait du travail effectué et le caractère rapidement perçu comme bureaucratique de l'organisation. Le contexte est celui des comités de suivi citoyen au plan Climat de la ville de Paris : *« Sur la finalité du comité de soutien, j'étais pas sûr que ce serait utile (...) C'était très abstrait. On travaillait sur le suivi de mesures qui venaient du plan Climat qui était lui-même très abstrait, donc en faire un suivi... On commençait à arriver à des niveaux de hors-sol... J'arrivais pas à m'investir là-dedans »*. Il entend parler d'Europacity pour la première fois à un événement place de la République, la fameuse soupe populaire faite avec les légumes du Triangle en 2017. Il a repéré l'évènement

sur Facebook, s'y rend et s'abonne à la newsletter, l'Echo du Triangle. Lorsqu'il se rend à la Bourse du Travail pour une réunion de Convergence pour la première fois, il tombe sur la réunion de formation du groupe Action, à laquelle Kery parle un peu, et il décide de s'inscrire dans le groupe de travail : « *J'étais sensible à l'idée de faire des trucs concrets, des formes de militantisme plus d'action directe que ce que j'avais vu à Alternatiba* ». A partir de là, il suivra à la fois les réunions de la Convergence et celles du groupe Action. L'idée de « *faire quelque chose* » se détache nettement dans son discours, reflétant le constat d'une passivité du pouvoir politique face à la crise climatique.

Professionnellement, il s'oriente vers un métier dans la comptabilité-gestion, mais très vite élabore des stratégies de « *mise en cohérence* » dans son univers professionnel, guidé par la question : comment mettre mes compétences (neutres, acquises dans le monde capitaliste) au service de quelque chose de juste, finalement, ce sera les énergies renouvelables. Cet univers au croisement des savoirs techniques et du monde intellectuel écologique lui ouvre des portes vers des connaissances : séminaires, livres, vidéos, articles. Il travaille d'abord dans une association, puis dans une start-up et enfin dans une entreprise, toutes visant à mettre des solutions écologiques à disposition des personnes. Cependant, il en revient très rapidement : loin d'être satisfait par un « arbitrage » ou l'impression de « faire sa part », il se positionne de façon critique à l'intérieur de l'institution, par exemple en discutant le choix d'un séminaire d'entreprise à l'étranger qui impliquait de prendre 80 billets d'avion « *pour marquer le coup* », alors même que l'entreprise avait annoncé un virage écologique. Cette prise de position, respectueuse, a été entendue, et la décision a été mise au vote. Bien que le vote ait été favorable au voyage, cet épisode a modifié les pratiques de l'entreprise.

Encadré 11 : Les déçus précoces de la croissance verte

Un sous-groupe du groupe Action est constitué des déçus des moyens d'action institutionnels, qu'il s'agisse d'aménagement public du territoire ou d'économie sociale et solidaire. Ceux-ci ont d'abord choisi des domaines d'activité dans lesquels ils pensaient pouvoir agir en conformité avec leurs principes et constatent en pratique leur passivité. Cooper s'oriente vers les énergies renouvelables mais se trouve finalement déçu par un impact qui lui semble moindre, son expérience au CPTG achève de le convaincre de changer de direction. Azan, lui, travaille pour un grand acteur de l'aménagement du territoire en Ile-de-France après une grande école : la dimension critique des enseignements dispensés le convainc d'un inflexion possible des politiques publiques, de la possibilité d'aménager sans artificialiser les sols. A l'arrivée dans l'institution, il est déjà critique mais le constat est néanmoins amer : les décisions clés ne sont pas prises dans les arènes dont il fait partie, bien qu'étant un expert de ces questions. Ils en sont amenés à discuter de « la couleur des balançoires » sur des projets déjà signés. Il y reste cependant, tout en étant un précieux support d'information pour le CPTG dû à cet ancrage.

Au bout de trois années consacrées à « *la croissance verte* », disant ressentir trop fortement les « dissonances cognitives » dues au fait de considérer le mode de production et de consommation capitaliste comme néfaste à l'environnement tout en y participant, Cooper passe un cran dans la mise en cohérence. Il part un an avant l'enquête en voyage à vélo, souhaitant appliquer une consommation responsable sans déchets ou presque, et visiter des lieux écologiques autonomes en énergie. A terme, il aimerait faire partie d'un type de communauté similaire, reposant sur les mêmes motivations : produire soi-même ce qu'on consomme et « habiter » réellement un lieu, le faire vivre sur la base de relations humaines imaginées comme plus authentiques. Aujourd'hui, considérant ses proches, il sait déjà avec qui il serait envisageable de lancer un tel projet. Pour Cooper, le militantisme écologiste s'est incarné dans une suspension complète du temps, un désir de mise en conformité totale avec ses croyances : « *les plus écologistes de tous* » étant selon lui les zadistes, il se rapproche de ce mode particulier d'habiter tout en l'adaptant à sa condition sociale et en essayant d'en retirer le caractère illégal.

### c) Jo, la malchance d'avoir eu deux parents socialistes

Malgré une socialisation implicite à la politique, on peut aussi refuser en partie un héritage - c'est le cas de Jo, médecin, la trentaine, dont les parents, fonctionnaires, passés par la LCR, lui transmettent des dispositions qui lui semblent obsolètes. D'aussi loin qu'elle se souvienne, avant 2018, elle m'explique que la situation politique générale, le climat social la *désespéraient* profondément. « *L'état du monde* » et des rapports sociaux génèrent chez Jo une certaine anomie, elle en a toujours beaucoup souffert : le monde lui semble laid. Elle s'est longtemps réfugiée dans l'exploration et l'étude d'autres époques, en rejetant même en bloc la notion d'actualité, ces dernières la plongeant dans des états de tristesse conséquents. Elle décrit avoir eu très tôt un sentiment d'absurdité face au spectacle politique et l'intuition que ceux qui y participaient ne cherchaient pas vraiment ni la vérité, ni le bien-être collectif. L'action collective telle qu'elle a pu la voir à l'œuvre lui semblait manquer de direction et de radicalité, comme si les militants ne savaient pas réellement quel était leur objectif ou ne mettaient pas les moyens adaptés pour y arriver.

Elle exprime une forme de désillusion politique précoce :

*« J'avais été désespérée politiquement toute ma vie, tu vois, j'ai toujours cru qu'il se passerait rien. Et surtout tout ce à quoi j'ai assisté ne me disait rien qui vaille (...) Mes parents sont d'anciens trotskistes et dans mon enfance ils le mentionnaient, mais sans jamais expliquer en quoi ça consiste. C'était plutôt des anecdotes que... Non seulement, ils ne nous ont jamais exposé les théories marxistes, ni aucune autre, mais jamais raconté que des bouts de vie anodins, sans dresser un tableau (...) Après, ils ont démissionné de la Ligue trotskiste en fait, de la LCR. Ils ont déclaré qu'ils se rendaient compte que la dictature du prolétariat, ce n'était pas démocratique (...) Et au sortir de la Ligue, mon père avait décrété que le réformisme, ça c'était démocratique, et ils ont se sont mis à voter PS (...) Donc moi en fait j'ai grandi dans une famille qui votait PS, et ça... Je crois que depuis toujours... En fait mes parents se présentent comme des militants, mais ils votaient PS, tu vois. Donc c'est une des images que j'ai eues du militantisme. C'est des gens qui font... Qui votent PS quoi, je sais pas comment dire. Qui font l'inverse de ce qu'ils prêchent, au fond (...) Bah ma classe sociale c'est je dirais des intellectuels, anciens trotskistes, enfin plus généralement anciens gauchistes qui sont rentrés dans les rangs de la bourgeoisie à la trentaine, qui se sont mis à voter parti socialiste, qui avalent tout ce qui est écrit dans Le Monde et Libération depuis quarante ans et qui maintenant se retrouvent un peu rattrapés par la situation, voilà »*

Extrait d'entretien avec Jo, 18 février 2020

Cette auto-analyse se double de constats un peu amers sur leur mode de vie quotidien en famille, entre usage de la voiture, courses au supermarché et location de villas en été. C'est dans ce contexte que les Gilets Jaunes, qui débarquent dans le paysage politique à la fin de l'année 2018 et la bouleversent : chez eux, elle observe une « *évidence de l'action* » qui la soulage. Pour ce mouvement, elle revient vivre en France alors qu'elle vivait à l'étranger. C'est la première fois au cours de l'entretien qu'elle fait référence à d'anciennes « mobilisations collectives », dans un contexte national très différent, à travers l'image de la Seconde Guerre mondiale. Elle décrit en effet, pendant le début du mouvement des Gilets Jaunes qu'elle observe de loin, un sentiment d'appartenance nationale et de devoir qu'elle compare à celui d'un exilé lorsque commence la guerre de 1939 et qu'il ne peut être au front avec ses camarades. La référence est intéressante en ce qu'elle revient justement à un grand événement historique qui apparaît fédérateur a posteriori, là où pendant nos conversations elle ne fait pas de comparaison avec d'autres mobilisations plus récentes.



« J'étais heureuse [là-bas] (...) Et j'étais, heureuse et en fait, j'étais à un moment donné, je me suis rendue compte que j'étais heureuse toute la semaine et que tous les samedis<sup>85</sup>, je faisais une syncope parce que je regardais un... [les vidéos des manifestations à Paris] (...) Je me réveillais et je me disais : oh mon Dieu, ils sont en train de se faire trucidés à Paris, je suis pas là avec eux, je suis loin. J'avais un – tu vois – un sentiment d'appartenance. Il fallait que je sois avec ces gens-là, ils se faisaient trucidés alors que moi j'étais ici en train de me la couler douce (...) Vraiment j'avais un... Un vertige, tu vois ? Un vertige... Bah tel qu'on a pu en ressentir enfin, j'imagine que ça a pu être comme ça un peu en 39-45, quand les gens se disaient, mais il y a des gens qui se battent et moi je suis là chez moi, il faut que vous me laissiez partir, tu vois des gens qui voulaient partir en Angleterre. Bref, je suis rentrée. Et ce que j'aime bien raconter c'est que depuis bah voilà, je suis malheureuse toute la semaine et je suis heureuse le samedi. Bon, c'était au début, ça a beaucoup changé depuis (...) Je suis rentrée je crois en milieu de semaine, et le samedi j'étais aux Gilets Jaunes. Et là j'ai compris pourquoi j'étais rentrée (...) Donc en fait j'ai commencé tout de suite et les Gilets Jaunes ont changé toute ma vie. Parce que c'était la première fois que j'ai ressenti l'énergie de vouloir faire quelque chose avec des gens. »

Un peu plus tard, elle m'explique qu'elle ressent une forme de liens avec les morts des révolutions passées, et que la passivité de nos luttes la sidère. On sent une dualité importante entre ce qui serait la « vraie » action, qui a des conséquences et engage le corps, et l'action « cosmétique », qui est parfaitement justifiée par des chemins intellectuels mais désespérément stérile pour Jo. Cette impuissance, cette « lâcheté » en chacun la frustre, et elle est à replacer à la fois dans sa classe et dans son héritage militant. Pour faire sens de ce sentiment, elle fait parfois usage de ce type d'hypothèses sociologiques, et peut tout autant se réfugier dans une image de psychologie évolutionniste : « Mon hypothèse est que les révoltés se sont fait trucidés à toutes les époques, ce qui a limité la transmission de certains traits – les lâches ont survécu, et nous sommes leurs héritiers ». D'ici, la connexion avec les morts des révolutions symboliserait ce spontanéisme perdu, qu'il s'agirait de retrouver.

« Les Gilets Jaunes, ça a changé ma vie. Je les appelle le peuple des lucioles, parce que pour moi, tout était noir. Tu vois, il allait rien se passer, ça allait être l'alternance jusqu'à la fin de nos vies, enfin, une alternance de façade qui allait détruire tout le monde tel qu'on le connaît. Je me souviendrai toujours, quand j'ai couru derrière eux dans un boulevard de Paris, que je les ai rejoints et que je me suis mise dans ce groupe »

---

<sup>85</sup> Le mouvement des Gilets Jaunes a longtemps gardé les principales manifestations pour le samedi chaque week-end, sous la forme des grands « actes ».

L'opposition entre l'action et la passivité s'entremêle chez Jo à des affects sociologiques :

« *Y'a pas d'action en fait. Et les Gilets Jaunes, l'action, elle est... Le moment où ils passent à l'action, c'est une évidence. Voilà, et c'est ça que j'ai appris, que j'aime chez les Gilets Jaunes, c'est... C'est une évidence. Moi, j'ai l'impression d'avoir appris toute ma vie, dans cette famille de fonctionnaires – à ne pas agir.* »

La participation de Jo aux manifestations des Gilets Jaunes provoque des discussions régulières dans sa famille : un sillon se creuse au fil du temps entre elle, qui leur raconte les balles de LBD qui « *vibrent dans l'air* » autour d'elle, les équipes de la BRAV-M qui rient « *au moment où ils allaient enfin pouvoir jouer de la matraque* », les coins de rue sans issue où ils sont asphyxiés « *jusqu'au voile noir* », et eux, qui regardent les émeutes à la télévision en disant qu'ils « *attisent la violence* », qu'ils « *provoquent la police* » et que c'est la raison de leur défaite. De même que les militants du Parti communiste français des années 1950, les militants passant par un apprentissage politique autonome vivent une expérience partagée de la répression. Ces « *expériences répressives* » viennent marquer les personnes et prendre place dans le récit autobiographique qu'elles construisent (Codaccioni, 2015 ; Corroyer, 2019).

Jo ne peut se défaire complètement de l'empreinte à la fois militante et culturelle transmise dans sa famille, et rejoint le CPTG au sein duquel elle retrouve des profils similaires au sien. Elle a l'impression d'un retour à son milieu d'origine comme un poisson dans l'eau. Issue d'une famille très politisée « *dans son époque* », avec des parents trotskistes passés par la LCR puis en « *errance* » à gauche, Jo fait une synthèse de cet héritage idéologique, un pied dedans, un pied dehors. Très critique de la façon de s'engager de ses parents, qui lui semble hypocrite, elle rejette longtemps les activités militantes avant de rejoindre pour un temps la lutte du CPTG. Chez elle, le rejet du militantisme familial est inhérent au rejet d'une culture, d'un milieu qui voit la politique via un angle très intellectuel : beaucoup de lectures, la construction d'une argumentation quasi professionnelle. Jo décide à la fin de son adolescence de ne plus fréquenter de personnes qui lisent des livres<sup>86</sup>. On voit ici un rejet caractéristique de la culture (politique) savante. Dès les premières pages de *la Distinction*, Pierre Bourdieu évoque la dévaluation du

---

<sup>86</sup> Il faut noter que Jo fait preuve d'un bagage intellectuel « légitime » évident, du vocabulaire aux argumentaires en passant par les références de lecture. Ici, la comparaison avec Benoit est éclairante : légèrement moins doté, il envie le passage de certains militants par la LCR pour les mêmes raisons que Jo, elle, le rejette.

savoir et de l'interprétation savante chez eux qui ont eu un accès à la culture légitime très tôt et leur volonté de valoriser à la place la notion d'expérience directe ou la simple délectation des choses.

Jo a l'impression, dans sa socialisation politique, d'avoir « *appris à ne pas agir* » et souhaite déconstruire ce qu'elle a intégré sans le vouloir (des dispositions) afin de pouvoir reprendre possession d'elle-même :

« *C'est vraiment ça chez moi, et donc voilà. Oui, c'est des fonctionnaires qui savent pas monter une étagère et qui font des grands discours sur tout et qui se vivent comme étant militants et comme ayant lutté toute leur vie alors que, en fait, je me souviens très bien, bah en fait on est allés au supermarché toute notre vie, et à chaque élection présidentielle bah il s'agissait de comment justifier qu'il fallait voter parti socialiste, alors que c'est le parti qui a fait toutes les réformes les plus libérales* »

Extrait d'entretien avec Jo, 18 février 2020

L'arrivée au CPTG signifie pour elle les retrouvailles avec cet univers de « *bac+27* » où elle retrouve aussi une certaine inertie par rapport à l'activisme. Sa perception de classe est bien aiguisée. Elle a perçu une homogénéité sociale forte dans le collectif, avec des militants très dotés en capitaux, et décrit ce qui n'est autre qu'une forme d'aisance sociale, d'inter-reconnaissance dû à des aspérités particulières d'un habitus militant. Lorsqu'elle décide de se rendre au rendez-vous potager du dimanche proposé par le CPTG, elle veut sortir de cette solitude, avec cette « *énergie, de faire des choses, de lutter* ». D'ailleurs, le choix de la lutte contre Europacity est motivé en partie, comme chez d'autres militants vus dans les parties précédentes, par le fait que le projet soit « *emblématique de tout ce qui ne va pas* ». Ce faisant, elle a très nettement l'impression de retrouver aussi « *son milieu* ». Dès qu'elle rencontre les premiers militants un dimanche, même sans avoir de « *grandes conversations théoriques* », elle sent qu'elle va y être intégrée de manière parfaitement fluide (« *je savais que mon profil allait être reconnu, en quelque sorte* »), décrivant ainsi admirablement la persévérance de ses dispositions critiques, l'hystérésis de l'habitus. On peut même aller plus loin : Jo m'explique qu'elle est volontairement restée loin de l'actualité des luttes parce qu'elle ne « *voulait pas savoir* », avec l'intuition qu'une fois au courant, elle devrait y consacrer son énergie, comme si elle avait gagné du temps sur un processus inéluctable, essayé de distancer ses dispositions sans grand espoir.

Cependant, Jo reste une des militantes les plus critiques du fonctionnement interne du collectif, qu'elle finit par ne plus soutenir qu'en filigrane pour se consacrer à d'autres projets. Le manque de réactivité en termes d'action directe à certains stades critiques de la lutte (cf partie 3) la replonge dans des frustrations évoquées ci-avant. Elle se lance alors dans différentes « visites » de luttes incarnées dans des lieux, occupés, en France et ailleurs et prête main-forte à plusieurs. La recherche d'alignement avec les valeurs est moins affirmée en tant que telle par rapport au parcours de Cooper, par exemple, mais elle vit néanmoins une vie sans attaches matérielles, en essayant d'être le plus autonome possible en termes de nourriture, de logement, ou de dépendre de systèmes d'échanges locaux. Professionnellement, elle effectue des gardes régulières à l'hôpital, ce qui lui permet d'assurer un équilibre qui, là aussi, déplace le travail du centre de la vie. Elle n'a pas encore d'habitat sédentaire et n'en manifeste pas l'envie.

Les membres du groupe Action manifestent tous un rejet fort de la politique institutionnelle, qu'ils le justifient de façon idéologique ou en termes d'« incapacités » personnelles. Ils partagent également une certaine idée de *l'action* politique, qui semble devoir engager le quotidien et/ou le corps. En cela, ils partagent une partie des caractéristiques des « alter activists » (Pleyers, 2010), militants d'une nouvelle génération politique qui se distingueraient par un rejet total des institutions, la préoccupation d'horizontalité dans les rapports sociaux et la défense de la diversité. Avec des origines sociales relativement variées, les membres du groupe Action réinterprètent des héritages militants à la lumière d'une conjoncture économiquement et écologiquement plus défavorable que celle qu'ont connu leurs aînés. Ces militants apparaissent emblématiques d'un renouvellement générationnel dans le rapport à la politique et à la démocratie. Si la jeunesse, en tant que séquence biographique faite d'apesanteur et d'indétermination sociale (Mauger, 2015), fournit une disponibilité biographique propice aux expérimentations radicales (McAdam, 1986 ; Sommier, 2016), la défiance envers la politique traditionnelle dont témoigne une part grandissante des jeunes met en évidence une désaffection durable avec la démocratie représentative ainsi qu'un rapport différent à la politique qui passe par d'autres moyens d'action et d'expression (Tiberj, 2017). Les cohortes plus anciennes, ou du moins, marquées par une socialisation politique plus encadrée (grands partis ou syndicats) restent ancrées dans une logique de remise de soi aux élites politiques et sociales. Les générations de jeunes militants à partir des années 1980

apparaissent en outre engagés dans des enjeux dont l'échelle est très vaste, comme les mouvements de solidarité internationale ou le climat (Inglehart, 1995).

Dans ladite conjoncture, entre nécessité et vertu, ils ont un mode spécifique d'articulation entre le militantisme et les autres sphères de la vie, avec l'objectif de mettre le maximum de temps à disposition pour militer. En général, ils ont aussi une démarche d'alignement avec leurs valeurs dans le quotidien, sur des plans assez structurels : sortir de la contrainte du travail, s'autonomiser sur leur logement et leur consommation. Le groupe Action tend donc à présenter davantage de militants de moins de 30 ans, avec une disponibilité biographique en partie due au refus d'un début de carrière professionnelle « classique ». C'est aussi le cas de Laetitia, 30 ans, actrice, qui explique qu'elle ne cherche pas un travail stable pendant un temps, car cette situation lui permet de militer. Les virages personnels en fonction de convictions politiques sont loin d'être particulièrement rares - travailler pour une entreprise qui nous semble agir positivement en faveur d'une « cause » puis réaliser qu'il ne s'agit que d'une façade ou qu'on a peu de pouvoir sur le déroulement des choses dans la pratique, c'est un schéma narratif omniprésent dans le rapport au travail dans notre système économique. La particularité de ces militants, dès lors, c'est sans doute la rapidité de cette prise de conscience : ce parcours de prise de conscience apparaît comme compressé et le virage est pris très jeune. En dehors de dispositions critiques certaines, la conjoncture économique, politique et écologique prend un poids particulier : Kery, Cooper, Jo ou Laetitia n'ont jamais excessivement cru à la libération ou la mobilité sociale par le travail, ils ont toujours connu un chômage structurel fort, jamais connu un pouvoir politique à gauche (du moins économiquement). Les mouvements sociaux d'ampleur semblent appartenir à une autre époque. Les militants du groupe Action tendent vers une écologie contestataire, toujours revendiquée comme *articulée* à la lutte contre les inégalités sociales, à l'aune d'effets croisés d'âge et de génération (notamment écologique). Ainsi, la vitesse de ces virages, tout comme la mise en conformité avec les valeurs est faite bien plus tôt, voire au préalable : il semble peu probable de trouver dans leurs trajectoires ultérieures le même contexte de crise de « sens » rencontrée à la cinquantaine par Philippe ou Benoît.

En outre, l'ère écologique (au sens de la façon dont est construit le problème public) majoritairement vécue par ces militants est celle du dépassement des dernières limites préconisées par les experts du climat. Loin des désormais contestés cadrages de la mobilisation écologique comme « post-matérialiste » (Filleule *et al.*, 2020), une série d'événements climatiques exceptionnels touche en effet la plupart des pays, bouleverse habitats et économies, affecte les corps. Sur le plan théorique, les scientifiques spécialisés sur les questions liées au

climat s'accordent à dire que l'humanité entre dans une période de dépassement, au sens où le temps est écoulé pour éviter les impacts antérieurement prévus, au premier plan desquels la hausse des températures<sup>87</sup>. Le changement climatique, et toute sa variété de conséquences écologiques, se matérialise donc jusqu'au quotidien, y compris dans les pays au climat tempéré comme la France. Laurence Marty, dans sa thèse, travaille sur les différents collectifs émanant des suites de la COP21, dans lesquels elle observe une recomposition permanente qui les rend particulièrement difficiles à enquêter. Elle fait l'hypothèse selon laquelle le caractère nébuleux de certains pans du mouvement écologiste serait à prendre au sérieux comme étant spécifique à la nature de la cause dans les années 2010. Les militants, face à une accélération de l'urgence climatique, ressentent une contradiction forte entre leur sentiment d'impuissance et l'impératif d'agir malgré tout dans un temps réduit. L'engagement contre le dérèglement climatique dans cette période est articulé autour de ce tiraillement, résumé ainsi en entretien « on ne peut rien faire mais on ne peut pas ne rien faire », et cette tension a des conséquences dans la structuration du militantisme. Le sentiment d'impuissance, bien que commun à de nombreuses luttes, prend une coloration particulière en raison de l'envergure des enjeux : humains et non-humains sont concernés sur l'ensemble de la planète par des questions de vie ou de mort, et une des solutions pour endiguer le processus (un accord mondial et contraignant) n'est pas encore sur la table. Les acteurs sont ainsi pris entre deux temporalités : le délai qu'il reste pour agir et qui se réduit par paliers, et le temps dans lequel les modalités d'action viennent s'ancrer, c'est-à-dire un temps long. Interroger ces tensions spécifiques, c'est se demander comment les militants luttent dans un monde qu'ils ne pensent parfois plus pouvoir « sauver », sans plus croire à la possibilité d'une amélioration collective à grande échelle : c'est donc poser la question des conditions de maintien de l'engagement dans un contexte fortement indéterminé (Tsing, 2015). Des tensions propres à la lutte contre le dérèglement climatique se réfracteraient donc dans les dispositifs de mobilisation et chez les militants qui y participent.

Un autre grand facteur de différenciation des membres du groupe Action par rapport aux militants rattachés aux autres sphères, c'est l'axe individuel du récit : il s'agit de trouver des luttes qui leur correspondent, mais aussi d'être attentifs à leurs émotions alors qu'ils les mènent.

---

<sup>87</sup> Sixième rapport du GIEC, rapport du Groupe de travail (1), Communiqué de presse du 9 août 2021. URL : <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-i/>, consulté le 20 août 2021.

## 2. Des engagements vécus autrement : vécu émotionnel du politique et mise en cohérence de soi

Une part longue des entretiens est consacrée à cette mise en alignement et plus généralement aux émotions dans le militantisme et en dehors. Pour ces militants, l'entrée et le maintien dans le militantisme sont basés sur des critères individuels et exprimés sous la forme de la recherche subjective d'une offre qui leur conviendrait. On trouve chez eux une préoccupation pour le bien-être individuel de chacun et la question de la *soutenabilité* du militantisme.

### a) Attention à soi, place des émotions et impératif de plaisir

Il est important que dans le groupe, chacun trouve son compte. Une attention est portée au sens individuel que chacun met dans son militantisme. Kery est ainsi un des premiers militants qui me présente en entretien ses critères pour savoir s'il choisit de rester ou non dans un collectif : il faut que les étiquettes politiques soient « *mises de côté* », qu'il n'y ait pas de « *jugement* » ni « *d'ego* » entre les militants, que l'on puisse être accepté comme on est, et enfin et surtout, prendre du plaisir. Cooper, lui, parle à plusieurs reprises de la recherche d'une lutte ou de luttes qui pourraient « *lui correspondre* », ou d'un engagement qui lui correspondrait. « *S'engager* » est une décision réfléchie qui précède la mise en action : il avait « *déjà l'idée de s'engager dans quelque chose* », « *envie de m'impliquer* ». La période de Nantes avait été à cet égard assez marquante : « *J'ai commencé à me renseigner sur ce qu'il y avait, ce que je pouvais faire, les différentes luttes qu'il y avait* ». Lorsqu'il décide de se détacher d'Alternatiba, sa formulation des raisons touche aussi ce registre : cela lui « *correspondait de moins en moins* », et le cadre « *ne l'a pas touché* ». Il était donc déjà à la recherche d'un engagement lorsqu'il rencontre les membres du CPTG, dont il examine la lutte, lui aussi, à l'aune de certains critères personnels : « *C'est une lutte qui me parlait, elle avait l'avantage d'être très... Alors c'est très bizarre, très offre et demande, mais elle avait l'avantage d'être locale, plus ou moins* ». A la différence de Bernard et Michèle, dont on a vu le parcours militant en première partie, qui ne semblent pas pouvoir faire autrement que de s'engager localement *parce qu'ils y sont, parce qu'ils habitent le territoire*, le caractère localisé de la lutte semble ici être un critère externe.

Kery a une conscience forte de l'énergie consommée par le travail militant, bien qu'il se refuse à le qualifier ainsi : malgré une apparente effervescence de liens, il essaie de conserver une

séparation ferme entre les « vrais » (les proches) et les « gens qu'on croise ». Pour aménager une soutenabilité du militantisme, il préserve sa « muraille » et entretient des liens avec une base de personnes « solides » : « Tu te protèges, tu peux pas tout donner à tout le monde dans des collectifs, c'est juste pas possible – parce qu'il faut le gérer ». Cette vigilance est aussi due à un mode de militantisme dans lequel il se trouve confronté à des profils parfois marginaux, et/ou déprivés affectivement. Pendant son expérience syndicale, il vit difficilement le fait que les mécanismes combattus à l'extérieur seraient « reproduits en interne », notamment, sur le plan interpersonnel, des mises à l'écart, des moqueries, de petites ou grandes intolérances, situations qui rééditent des difficultés personnelles vécues dans l'adolescence. Il raconte, dans son récit de lui-même, beaucoup de relations qui se tissent sur un mode de prise en charge de personnes plus fragiles et/ou plus marginales que la moyenne, qu'il prend sous son aile.

« Il y a des gens que tu peux, euh... C'est même pas une question de les aider, mais tu vois de, je sais pas de... Des gens comme... Bah toi, comme Laetita, comme Johnny, comme Cooper, comme d'autres bah voilà, t'as vraiment... Ils ont un truc en eux. T'as envie de... Je sais pas, de partager avec eux, de leur transmettre un peu ces espèces de trucs, de, de ce savoir... Je viens de parler comme un vieux briscard, mais y'a un peu de ça quoi »

Extrait d'entretien avec Kery, mars 2019

Avec Kery, l'entretien est très long et touche à beaucoup de thèmes personnels. La vie militante est entrecroisée d'évènements personnels, parfois traumatisants. L'apprentissage militant est un apprentissage de sa propre intériorité, un apprentissage des émotions. Sur une trajectoire cabossée, l'engagement agit comme un moyen d'assumer les dissonances vécues : en apportant un sens collectif à des expériences individuelles de désajustement, il a des effets réparateurs et libérateurs (Leclercq et Pagis, 2011, p. 15). Le militantisme est aussi ouvertement un espace où l'on peut accueillir des profils plus marginaux et les inclure dans un fonctionnement collectif, ce que ne permet pas selon lui les fonctionnements sociaux plus classiques, en famille, au travail, etc.



C'est ce rapport-là qui infuse la morale d'engagement<sup>88</sup> de Kery « *Prendre soin les uns des autres* », non sans distinction :

« *Et dire merci à des gens qui ont fait du travail. C'est assez rigolo ce qui s'est passé dans les mails récemment, où j'ai... J'ai été le premier à dire merci à Salim et Bichon, et tout d'un coup y'a plein de monde qui les ont remerciés (...) Non, j'ai été le premier à leur dire merci (...) J'ai été le premier à leur dire merci. Et bizarrement, après que j'ai envoyé ce mail, il y a plein de gens qui - alors il y a d'autres gens qui leur ont demandé autre chose - mais y'a plein de gens qui disent merci (...) Non mais si t'oublie ça, c'est la base ! En plus des échanges mails tu vois ! Donc, mais c'est vrai que oui, sur ces sujets-là, on part de loin. Et déjà, que ça commence à se dire, qu'il y ait des gens qui commencent à s'en occuper, je trouve ça chouette. »*

Il faut prendre soin des autres à la sortie des parcours d'engagement ou après des défaites : Kery sera un représentant de cette morale tout au long de mon ethnographie. Il se fait la vigie des conséquences de l'engagement sur la vie des militants, sur le plan psychologique : « [J'ai connu] *donc beaucoup plus de défaites que de victoires, j'ai appris à être déçu, j'ai appris la défaite. Et du coup, je sais comment y, entre guillemets, réagir, et cetera, et cetera. Voilà donc s'ils font Europacity ou leur putain de gare de merde, je sais que derrière j'avais pas faire un burnout de 10 mois quoi, comme j'en ai vu pendant... D'ailleurs certains qui sont encore en dépression depuis dans le groupe, alors que ça fait quand même bientôt 3 ans que ça s'est passé.* »

Parallèlement, ce sont ces liens qui « débordent » du cadre de l'action collective qu'il valorise le plus et qui sont omniprésents dans son récit militant, d'abord par les intégrations et « *adoptions* » par différents groupes qui ont su voir ses qualités, ou encore par le fort impact affectif de moments où il a pu changer la vie d'autres personnes. Kery a tendance à évoquer des parcours individuels qu'il aurait touchés par le biais de l'éducation populaire et autres leviers – des personnes assez marginalisées qui auraient appris à mieux se comporter avec les autres, donner, recevoir... Ces personnes ont été selon lui un peu « sauvées » et il en conçoit une grande fierté. De la même façon, son récit militant est très habité par les autres, qui l'ont « *adopté* », « *aidé* », « *encouragé* » ou encore « *embrigadé* » (avec humour) : on y perçoit l'intégration à des groupes amicaux et essentiels à sa construction personnelle. D'ailleurs, il ne fait aucun

---

<sup>88</sup> Je parle de morale d'engagement pour qualifier non pas le rapport global à l'engagement que chacun, ou chaque groupe, peut avoir, mais pour approcher ce que chaque militant perçoit en fait de son rôle dans la lutte, de son apport spécifique, de sa mission personnelle. Cette mission se révèle dans la répétition, souvent, d'une maxime au cours de l'ethnographie.

tabou de la place du militantisme, à certains moments de vie, dans son équilibre psychologique. Ainsi c'est la loyauté qui est vue comme la pierre d'achoppement de son militantisme : les sphères d'action militantes doivent rendre possible l'acceptation des personnes « *telles qu'elles sont* », pourvues qu'elles veuillent aider. Elles sont l'occasion de limiter les barrières sociales, avec, à travers les préceptes de l'éducation populaire, l'idée que chacun peut s'emparer d'une tâche, apprendre et transmettre à son tour.

Il valorise le plaisir et la spontanéité dans la lutte : il ne faut pas trop cadrer, pas trop prévoir, sans quoi on perd une énergie fondamentale dans le militantisme. Pour lui l'engagement doit être fait dans le plaisir, sinon c'est du travail. Cette intervention du bien-être comme nécessaire dans le militantisme est sans doute un des axes qui délimitent assez efficacement les trois sphères présentées dans cette partie – les militants du CA, par exemple, ne feraient pas une distinction aussi claire avec l'univers du travail, puisque comme on l'a vu, ils y portent aussi leurs engagements. Kery, porteur de cette idée, se différencie pourtant en proche de certains mouvements qui la valorisent aussi, comme dans la désobéissance civile « *institutionnalisée* » que représente pour lui les militants d'Alternatiba, par exemple. En mars 2019, une délégation du CPTG part faire une action de désobéissance avec d'autres collectifs à Lille, dans un hypermarché Auchan, j'en suis. Les coordinateurs de l'action sont membres des réseaux de désobéissance *soft* locaux (Alternatiba, ANV COP21). L'avant de l'action s'inscrit dans des routines bien connues des militants : un « brief » où les coordinateurs expliquent les différents rôles de chacun, les répartissent, rappellent le déroulement, informent et rassurent sur les risques, donnent des conseils sur un ton bienveillant. L'inclusivité est de mise dans le langage, et dans les discussions courantes que nous avons avec eux, on sent une culture de lutte plus féministe, ainsi qu'un intérêt pour les réflexions *queer*. Pendant le brief, Kery penche vers l'agacement. La forme prise par cette préoccupation de bien-être chez eux l'agace et génère de sa part de légères moqueries. Pourtant il s'agit bien d'une morale d'engagement similaire à première vue : c'est là que l'on voit comment cette préoccupation de bien-être est imbriquée dans des enjeux de distinction. Ainsi, il déplore souvent l'écart de participation entre ces mobilisations nationales festives qui prennent comme cible les entrepôts Amazon et le jour d'après le siège de la BNP Paribas, et aux luttes localisées comme celle de Gonesse. Cette main-d'œuvre militante délocalisable à souhait lui semble trop centrée sur un militantisme « à la carte » un peu mou et manquant d'objectifs concrets, et cette critique se pare d'un jugement de classe à l'égard de fractions culturelles perçues comme trop soucieuses du bien-être individuel, trop timorées aussi vis-à-vis de la confrontation. On peut faire l'hypothèse qu'il y a aussi une

volonté de se différencier par rapport à des formes de *masculinité* perçues comme plus sophistiquées, plus citadines, plus passives, moins définies par des indicateurs construits de virilité et par le rapport hétérosexuel aux femmes.

Ces différents thèmes infusent son rôle dans le collectif : il est à la fois, au début, le représentant des « totos », ou autonomes, dans un environnement très légaliste, un connaisseur de l'action de terrain, « *le petit côté zadiste* », mais également un militant qui va « faire des liens » entre différents groupes et activer son réseau en faveur du CPTG. Enfin, il tâche d'y apporter une culture militante plus soucieuse des individus, de leur bien-être et de leur identité, au-delà de la seule « cause » : prendre soin les uns des autres. On le voit dans cet exemple où il prend la parole pour mettre sur la table de réunion la question des ressentis individuels – eux-mêmes sous-tendus par une organisation collective qu'il questionne - et de la soutenabilité du militantisme. En réunion de Convergence le 17 avril 2019, Kery fait ainsi part d'un ras-le-bol : il a l'impression de porter le groupe Action seul et de manquer de bras pour mener à bien les initiatives de terrain (comme par exemple, la réalisation d'un potager mobile). Il s'en excuse, puisque cette arène de réunion laisse très peu ou pas du tout de temps pour les états d'âme des uns et des autres :

[Extrait du compte-rendu de réunion] « *Je suis désolé, je vais un peu casser l'ambiance peut-être mais certaines choses doivent être dites. On avait parlé d'une action, mais ce que je vois, c'est qu'il y a plus d'énergie. Comme j'ai l'impression de pisser dans un violon chaque fois que j'en parle j'ai décidé d'arrêter d'en parler. J'suis désolé je suis un peu fatigué. J'avais des personnes autour de moi et pour X raisons ils ne peuvent plus donner autant qu'avant. Il va falloir faire quelque chose sur le bénévolat, au bout d'un moment il faut des humains, j'entends parler pétition et réseaux etc., mais moi je vous parle de nouvelles personnes... J'ai l'impression qu'il y a un truc qui s'est un peu coupé. Le groupe urgence, aujourd'hui, ça se résume à moi et quelques mails de Gérard. Je m'excuse du froid que je peux peut-être mettre mais j'ai cette sensation. Ça me fait me poser plein de questions sur la gestion d'un collectif, j'ai une inquiétude, voilà. Je sais bien qu'on n'a pas trop le temps de parler de ça, mais voilà, je voulais le dire. Désolé.* »

Cette parole, inhabituelle ici, surprend tout le monde et un silence s'installe. Ce qu'évoque ici Kery, c'est une hiérarchisation des priorités défavorable au groupe Action, qui manque de militants. Pendant ce flottement, on peut sentir que personne ne se sent la légitimité de répondre aux inquiétudes de Kery : environ la moitié des personnes présentes se tournent spontanément

vers Bernard, attendant sa réaction. Interrogé du regard, il finit par s'exprimer, reformulant par la même sa maxime (doser l'effort) : « *Bon euh... Là-dessus, on a toujours porté la fête à bout de bras, les autres années c'était pareil aussi, je pense qu'il faut pas trop s'en mettre, il faut pas surestimer nos forces et vouloir faire plus qu'on peut. Faisons ce qu'on peut déjà maîtriser. Soyons un peu modestes, je suis d'accord avec ce que tu dis mais voilà, il faut se concentrer sur le plus urgent.* ». L'échange a le mérite de souligner le caractère plutôt rare des discussions sur le bien-être des militants, mais aussi de montrer que cette préoccupation est symboliquement moins valorisée que d'autres morales d'engagement, voire moins bien comprises. En effet, quelques militantes me font part après la réunion du « coup de gueule » de leur désarroi et leur incompréhension par rapport au discours tenu par Kery. Si le groupe Action a matériellement moins de moyens humains pour mener à bien ses missions et donc plus de chances d'épuiser ses membres, il semble aussi y avoir dans leur incrédulité quelque chose de l'ordre du dédain pour la plainte (tous sont fatigués, cela ne les empêche pas de continuer). S'exprime ici de nouveau l'impératif de plaisir, ou du moins une attente de bien-être, que ce soit dans le militantisme ou dans le travail. L'attention portée à l'état d'esprit dans la lutte et au bonheur ressenti est aussi présente chez Cooper. Pour lui, on ne peut pas lutter tout le temps, puisque ça voudrait dire qu'on perd tout le temps : « *Il faut vivre* ». Il faut faire d'autres choses et éviter de glorifier la lutte. Ainsi, les souvenirs les plus négatifs attribués au collectif sont ceux où l'unité semble vaciller et dans lesquels son intégration est menacée. Lorsqu'il doit réexpliquer les objectifs du groupe Action dans les réunions de la Convergence (en raison du fort turn-over mais aussi d'un différentiel de culture politique, comme expliqué), il rencontre parfois du scepticisme : « *La fatigue, l'impression de pas être soutenu... Je me suis senti seul au monde (...) J'avais un sentiment de découragement, d'abattement* ». Pour Cooper aussi, ce sont les moments de doute vis-à-vis de son intégration qui sont les souvenirs les moins joyeux : des moments en réunion où il craint de ne servir « à rien » et de n'avoir rien à apporter à la table<sup>89</sup>.

Le rapport à l'enquêtrice est un bon indicateur de la conception des mobilisations, et je l'ai particulièrement vu dans le groupe Action. Jo se confie, sur des choses qu'elle partage quand elle se sent à l'aise, certes, mais on sent aussi que pour elle, les mobilisations sont un endroit

---

<sup>89</sup> En entretien, j'ai demandé en clôture qu'on me raconte une anecdote joyeuse de lutte, et une anecdote sur un moment plus triste, agaçant ou autre. Les réponses ont souvent été révélatrices des points de tension de chacun dans l'engagement. Dans le rapport aux émotions, on voit aussi que les militants du groupe Action avaient moins de mal à raconter qu'ils avaient eu des émotions négatives parfois sans que cela entache leur relation au groupe. Les militants du CA semblaient plus attachés à la représentation collective : il leur semblait plus difficile de mettre en valeur une émotion individuelle négative.

qui sert à parler de ça (histoire, dilemmes intérieurs). Ce qui m'a frappée, c'est son absence de justification aux digressions et absences – sa parole avait quelque chose de particulièrement libre, en ce sens qu'elle n'a pas modifié sa façon de parler et de présenter les choses pour coller à la trame de l'entretien (que j'ai d'ailleurs vite assouplie aussi de mon côté). On est dans un échange au-delà de l'aspect déclaratif que j'y mets dans l'introduction des entretiens, et il en va de même avec Cooper, qui partage avec humilité ses conflits intérieurs sur les choix qu'il tente de faire, qu'il aimerait faire. Kery tend à beaucoup partager ses expériences de vie dans ses échanges ordinaires, et il s'étend volontiers sur le fil que je lui propose. Dans une synthèse complète de sa vie, il passera par le rire, la colère et les larmes durant l'entretien. Il apparaît très vite que ses engagements divers sont imbriqués dans des événements et drames personnels : son récit « militant » est à ce titre indissociable d'une forme de quête existentielle. Cette partie nous prend environ une heure et demie, sur cinq heures et demie en tout. D'ailleurs il n'est pas inquiet de coller à la trame officielle de l'entretien, il a du mal à extraire le parcours militant du parcours dans son ensemble. Notre discussion sur l'attachement aux lieux se révèle très riche, et il manifeste une vaste gamme d'émotions lorsqu'on en vient à Notre-Dame-des-Landes et Nuit Debout.

Il y a là un effet d'âge : on ne se sent pas aussi légitime à présenter un « parcours » espéré cohérent à vingt-cinq ou trente ans qu'à cinquante, mais il y a également l'impact de la culture de ce cercle du groupe Action : un certain anti-autoritarisme qui pousse à aplanir les rapports de hiérarchie, les frontières du savoir, de qui le détient. Je réponds moi-même beaucoup plus aux questions que l'on aborde, puisque je me les pose aussi, dans une connivence que l'on ressent comme générationnelle. D'ailleurs, les confidences sur mon parcours ont fait entièrement partie de mon intégration dans le groupe. Sans que cela soit institutionnalisé (une sorte de devoir de se situer, par exemple), il était clair que passer autant de temps ensemble à faire des activités ou observer sans donner en gage une forme de vulnérabilité n'était pas possible. C'est ainsi qu'on se retrouve à faire notre exégèse d'engagement tous ensemble pendant un temps informel après une réunion : souvent, ces temps passés à « débriefing » la réunion, à boire un verre, sont plus facilement investis par les membres du groupe Action qui comme on l'a montré ont une position dans leur cycle de vie et un mode d'articulation avec les autres sphères de vie particulier qui le permettent davantage. Ces discussions, en comparaison avec celles que j'ai eues avec Gertrude, Michèle, Benoît ou Philippe, se détachent comme étant beaucoup plus axées sur le vécu émotionnel du politique.

## b) Rapport au quotidien : une mise en conformité critique

Les membres du groupe Action se caractérisent à la fois par la forte intégration de leurs convictions écologistes ou du moins contestataires au quotidien, et par une certaine distance aux injonctions, particulièrement morales, à la responsabilisation individuelle en matière d'écologie.

Jo donne à voir une approche psychologique : selon elle, chacun fait selon sa personnalité et est contraints à ses limitations, il n'existe donc pas réellement d'action motivée par l'altruisme. Elle est assez réfractaire à la morale écologique au quotidien, du moins dans un cadrage basé sur la responsabilité : si elle ne consomme pas tel produit, c'est parce qu'elle y réagit négativement « spontanément », qu'elle n'en a pas envie. Comme on l'a vu, elle analyse ainsi les moralisateurs de tous bords : ce sont des personnes individuellement mal alignées et qui se sentent peu sûrs d'eux.

Pour Cooper, l'écologie prend beaucoup de place au quotidien, principalement via les réflexions, les lectures et la construction d'un projet de vie alternatif. Très convaincu par le « tout est politique », le quotidien est son arène pour façonner son engagement :

*« Aller au travail dans telle entreprise, c'est politique, manger une pomme c'est politique, ect, etc. Du coup ça prend beaucoup de temps – par exemple au travail quand je vais parler de quelque chose je vais essayer d'y mettre la pensée politique derrière. Par exemple, aujourd'hui, je travaillais avec une conférence dans les oreilles, sur la critique de l'énergie – alors que je travaille pour les énergies, la transition, la croissance verte, tous les jours. Et du coup ça me prend beaucoup de temps ».*

Pendant qu'il travaillait encore dans le domaine de la transition énergétique, les différentes lectures avaient une fonction compensatoire, avant que les « *dissonances cognitives* » ne prennent le dessus et le poussent à mettre en œuvre son projet de voyage écologique en vélo. Il consacre sa pause déjeuner à des lectures savantes : « *un peu d'économie, de sociologie, des articles du monde diplo* » et transmet ces lectures à ses collègues, en mettant de côté parfois les passages les plus radicaux. Sa récente compagne est également engagée « dans la même veine », même si elle se mobilise davantage sur le volet des luttes sociales. Les discussions sur les problématiques écologistes sont quotidiennes. Avec son groupe d'amis d'enfance, il en parle

souvent, ils s'accordent sur une même direction. Avec un autre, c'est plus compliqué : bien qu'il soit un très bon ami de longue date, C. le trouve très peu critique, il répète ce que raconte le gouvernement sans faire de recherches. Même avec lui, ce sont des discussions qui sont très fréquentes. Avec au moins cinq de ceux-là, il se projeterait bien dans une vie en autonomie, avec le projet d'un village. Il a fait trois années de travail pour la croissance verte en parallèle de trois années de militantisme au CPTG, et a fait son choix : l'idéologie de la croissance verte est vouée à un cuisant échec, et la seconde voie lui a davantage parlé. Il quittera son travail en mai, pour « *davantage se mettre en cohérence* ». Il n'a pas pris l'avion depuis six ou sept ans, et refuse occasionnellement des voyages entre amis (randonner en Croatie en prenant l'avion, par exemple).

La volonté de mise en cohérence s'incarne dans son végétarisme, marqué par des rencontres extérieures au milieu d'origine très peu politisé. Lors d'un séjour ERASMUS aux Pays-Bas, une rencontre le marque : « *La première personne végétarienne que je rencontrais, qui m'a mis en avant la volonté politique qui pouvait y avoir derrière le fait d'arrêter de manger de la viande, ce que j'avais pas en tête avant. Je me rappelle que c'est aussi lors d'un covoiturage que j'ai découvert le Monde Diplomatique [rires] ce qui a sans doute joué aussi (...) Je pense qu'il y avait déjà une sensibilité environnementale qui se dégageait, mais je le concrétisais pas en actes à ce moment-là* ». Il se rappelle très bien de cette conversation, et notamment de l'idée que le quotidien pouvait être politisé. Il fait ensuite une année de césure en deux temps : 6 mois d'intérim pour mettre de l'argent de côté, et six mois en Amérique du Sud : « *Pour moi, c'est ce voyage qui a marqué un tournant dans mes finalités politiques, même si ça s'est pas fait directement pendant le voyage ni après – mais ça a permis de sonner beaucoup d'alarmes* ». Au retour, il est végétarien : les thématiques abordées quelques années avant par son amie (déforestation, paysans sans terre au Brésil) se réactivent : « *Du coup c'était plus pour des raisons environnementales, rejet de CO2, consommation d'eau, que des questions de bien-être animal – mais je me rappelle quand même d'une conversation avec une autre amie qui m'avait dit peu importe tes raisons, tant que tu as une, il faut le faire* ». Il reprend un master, comme prévu, à Nantes où il s'installe par choix dans une colocation qui prenait comme critère le fait d'être végétarien : il apprend des savoir-faire par rapport à ça, pour trouver et cuisiner les produits, manger local, dans un cadre plus collectif « *Réapprendre un régime alimentaire, c'est pas simple* ». Ses colocataires, deux ingénieurs et une orthophoniste, « *ont clairement un profil de gauche* », et la présence de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à proximité apporte une actualité politique qui catalyse les débats et discussions. Il s'intéresse aussi au féminisme via la

révolution du Kurdistan initialement, puis sa vision s'affine avec, là aussi, des rencontres dans les milieux alternatifs parisiens comme au Landy Sauvage<sup>90</sup> où il « *retrouve de ça* ».

Dans ce dernier groupe, la mise en cohérence, ou en alignement, avec les valeurs a beau être assez importante, il y a également une critique vis-à-vis des injonctions individuelles. Kery, Cooper et Jo semblent notamment particulièrement attachés à la préservation de leur temps (face au travail militant comme au travail professionnel), et la violation d'une règle de conduite semble peu porter à conséquence. Pour Cooper, les règles sont « *toujours activées mais pas toujours tendues* » : « *Si je considère que c'est un repas de fête chez ma grand-mère, je peux manger une fois de la viande, je m'autorise à prendre la voiture si j'en ai vraiment besoin, je suis allé voir le dernier Star Wars dans un cinéma Pathé parce que Star Wars, ça a fondé ma vie (...)* [Rires] *Je fais ce que j'ai envie de faire (...)* *Je l'ai toujours en tête, mais je vis dans un monde qui est comme ça. Je m'autorise ce que je juge nécessaire* ». Il ne vit pas ces choses comme des privations, mais peut occasionnellement mal vivre l'aspect social de ces mesures, « *passer pour le chiant (...)* *Y'a cette idée que pour être écologiste il faut se priver de tout, et je ressens pas ça comme ça, j'ai dépassé ça il y a un moment, avec des lectures et des rencontres. Se passer de ça, c'est redécouvrir autre chose de plus humain* ».

Jo critique aussi dans les environnements militants des aspects individualisés, policés, qui selon elle passent à côté de « grandes évidences » : elle parle ici des règles de conduite autour de modalités féministes par exemple (quotas de parole, attention forte portée au sexisme dit ordinaire dans la lutte). Reconstruire une société différente, c'est réapprendre l'autonomie, au sens fort, et le contact simple avec l'autre : le contrôle des opinions et du langage lui semble aller contre cette idée. Ainsi, tous les regroupements par oppression vécue l'étonnent et la dépriment. Dans ces réflexions-là, elle se place elle-même à contre-courant d'une partie de sa génération militante. Elle apprécie peu, par exemple, qu'on lui signale sur un plan moral les choses qu'elle ne fait « *pas encore* », comme par exemple, quelqu'un qui soulignerait « *tiens, tu manges encore de la viande ?* ». Pour elle, cette attitude est un « *massacre* » et repose sur la « *culpabilisation interpersonnelle* ». Si quelqu'un se comporte comme ça, elle sent que ça n'a que peu à voir avec l'écologie et que ça relève plus d'une mauvaise orientation psychologique :

---

<sup>90</sup> Le Landy Sauvage était un lieu autogéré à Saint-Denis, accueillant des festivals, des ateliers d'activités diverses, des débats et de l'éducation populaire, des spectacles ainsi qu'une activité d'hébergement d'urgence et de logistique pour les exilés et les sans-abris (repas, tentes, couvertures, etc.)



« Les gens qui disent ça, ils t'auraient dit la même chose sur un autre sujet il y a 150 ans. C'est un mauvais tropisme psychologique, qui s'exprime par la malveillance envers les autres et qui n'a rien à voir avec un idéal. Dans les années 70, ils auraient été communistes, il t'auraient dit avec le même ton : ah toi tu ne travailles pas ? Ou l'inverse s'ils étaient nés dans une autre famille. Et au Moyen-Âge ils t'auraient dit : ah toi tu fricotes avec des sorcières ? [rires] C'est toujours la même malveillance, la même construction d'identité défensive, quoi, c'est tout ! ».

Jo me raconte une anecdote vécue sur une sorte de chantier participatif, où l'encadrante, au moment d'expliquer les différentes tâches à effectuer, avait plus ou moins signifié qu'il fallait éviter de proposer son aide aux autres travailleurs, probablement dans l'optique d'éviter des situations stéréotypées du point de vue du genre. Pour Jo, ce genre d'aboutissement est un non-sens complet : quel monde est-on en train de créer, si l'on ne peut plus proposer son aide ni être aidé ? Ainsi, ce jour-là, elle va à contre-courant du groupe en claironnant que cela ne la dérange pas qu'on l'aide. Ainsi, elle ne conçoit pas son quotidien comme un exercice de « *mise en cohérence* », ce qui est un état d'esprit qu'elle associe à cette dame. Elle essaie d'éviter la souffrance, et ce faisant, elle évite les choses qui lui « *donnent des boutons* », comme l'enseignante Carrefour par exemple, « *groupe qui finance Israël* ». Pour autant, elle ne se glorifie pas de ce que d'autres appelleraient boycott : tout simplement, elle évite de faire ce qui la rend viscéralement malheureuse. Parfois, si elle le fait quand même, elle ne sent pas qu'il faudrait s'en faire pardonner, parce que la lutte est à un autre plan. Dans ce discours présenté comme très près des émotions, on voit une volonté de présenter ces choix comme spontanés a posteriori, tandis qu'ailleurs, dans nos conversations et dans l'entretien, il est clair qu'ils sont très réfléchis. J'ai montré avant que l'idée d'exercice, de mise en conformité, d'application scolaire était rejetée *sociologiquement* par Jo, et cette façon de considérer l'écologie au quotidien en est aussi partiellement une manifestation.

Dans ce groupe, dans l'ensemble, il y a moins d'importance apportée au label écologiste et moins d'intention à définir les *vrais* écolos. Pour Jo, la question ne se pose même pas ; Kery dit parfois qu'il n'est même pas spécialement « écolo ». Le terme reflète une perception particulière du monde social et cette catégorisation gêne sans doute Kery qui perçoit le label écologiste comme un trait des classes moyennes culturelles (Comby, 2017) dont sa sœur est emblématique (il la qualifie de « *bobo dans toute sa splendeur* »).

### c) Conséquences biographiques de l'engagement ou engagement ?

La notion de conséquences biographiques de l'engagement renvoie à la manière dont l'expérience du militantisme peut transformer le rapport au monde des individus, parfois en rupture avec les socialisations antérieures. Elle entend saisir comment l'engagement est susceptible d'influencer, en les redéfinissant ou en les modifiant, l'ensemble des représentations et des pratiques individuelles, partant les trajectoires de vie aussi bien dans les domaines professionnel, affectif que politique (Fillieule, 2005, p. 39 ; Leclercq et Pagis, 2011). L'idée est de montrer que si l'engagement militant suppose des dispositions, le milieu militant est lui-même une instance de socialisation qui va façonner l'individu. Les enquêtes en France et aux Etats-Unis convergent sur les principales conséquences biographiques, qui portent sur le rapport à la vie politique, la vie professionnelle et la vie de famille (Fillieule *et al.*, 2020). Ceux qui ont été militants à gauche sont susceptibles de rester marqués à gauche durablement et d'être plus intéressés par la politique. Dans leur vie professionnelle, les cursus sont plus souvent arrêtés, abrégés, modifiés que dans les populations de contrôle statistique, les secteurs d'activité resserrés autour du travail social et des professions intellectuelles moyennes ou supérieures, ce qui implique des salaires relativement peu élevés – leur instabilité professionnelle est également plus forte.

La présentation du dernier élément, sur la vie de famille, me semble de nature à être discutée à l'aune des éclairages du militantisme contemporain, notamment écologiste. Il est spécifié que les militants entreraient dans la « vie adulte » avec du « retard » et vivaient une instabilité plus forte dans leurs couples, accompagnée d'un taux de divorces supérieur. Sans contester les résultats des études qui le montrent (entre autres Fendrich, 1993, Fillieule et Neveu, 2019), il me semble qu'il faudrait prendre en compte la forte influence de l'expérience du militantisme sur la définition même de ce qu'est la vie adulte, l'âge moyen « normé » pour atteindre telle étape, comme l'acte de se mettre en concubinage, le fait d'avoir un enfant, son premier emploi stable, le fait de devenir propriétaire. Ce qui est analysé comme étant une conséquence biographique de l'engagement et formulé comme un « retard » ne devrait pas être confondu avec une poursuite de l'engagement dans une forme de critique sociale dans sa propre vie : l'écologie au quotidien peut engendrer des changements de modes de vie plus profonds que le fait de boycotter un produit et d'acheter en bio. Dans la mesure où les cohortes composant les militants écologistes des années 2010-2020 ne constituent pas encore de nouvelles preuves sur ces temporalités, il est possible de prendre en quelque sorte « au sérieux » leur remise en

question de la propriété privée (via le passage à la ZAD ou l'engagement dans des habitats participatifs autonomes), des rapports de production et de consommation, mais aussi de la structure familiale moyenne (non-désir d'enfants, volonté de produire des fonctionnements familiaux plus élargis, voire remise en question des rapports conjugaux monogames, etc.). Ainsi, la mise en couple de Cooper, 31 ans, s'articule avec une prise de conscience féministe qui le fait reconsidérer les rapports de genre dans son concubinage. Kery, lui, semble opérer une reconfiguration familiale : à 35 ans, le fait de ne pas avoir d'enfant ou de couple stable lui vaut des rappels à l'ordre de la part des membres de sa famille. Il évoque pourtant en entretien des relations amicales et militantes recoupant plusieurs caractéristiques d'un couple établi : une de ses partenaires de lutte depuis plusieurs années apparaît dans son récit aussi souvent que la mention « ma femme » dans une enquête sur la vie de couple. Ensemble, ils conçoivent des actions, des réunions mais partagent également une quotidienneté forte, une mise en partage de certains biens, et la charge commune de « nouveaux militants », ou comme il les appelle symboliquement « *bébés militants* », dont il faut s'occuper. Les expériences amoureuses ou sexuelles qui se présentent pendant la lutte ne doivent pas entacher une organisation du travail militant qui fonctionne bien. Il opère une reconfiguration des rapports sociaux et amoureux, marqués par des expériences denses matériellement et fortes émotionnellement. Pour lui, l'espace d'expérimentation politique des luttes existe aussi là-dedans.

[Kery] « *A l'époque on avait une personne qui était ce qu'on appelait avec humour la dictatrice, parce que dans tous les groupes il y a un dictateur ou une dictatrice, qu'on se le dise ou pas d'ailleurs, mais il y a toujours un, c'est des grands classiques. Donc nous on a préféré en rire et en fait assez, euh, naturellement, euh, je suis devenu, euh, la maman de ce collectif. Et Lucie est devenu le papa. Et on s'est tous donné un peu des surnoms : le petit dernier, qui est Vlad, l'oncle d'amérique, et cetera, et cetera. Et au départ, c'est parti d'un délire, mais parce que ça nous correspond aussi. Je me connais bien et je suis quelqu'un qui a une fibre assez maternelle et un côté féminin, je m'en cache pas. Je m'en fous complètement. Et Lucie aussi a un peu ce côté un peu plus entre guillemets masculin dans sa façon de faire, et en fait on se complète très très bien. Donc voilà, ça a été... C'est une belle histoire, enfin moi... Clairement, moi j'hallucine toujours. En fait, je comprends toujours pas comment ça a pu se passer et comment les soleils et les planètes se sont alignées parce qu'il y avait 100% de chances qu'on se croise jamais. En fait, ces gens-là, qui venaient d'un horizon complètement différent. Il y a des gens qui sont partis. Il y a des gens qui sont arrivés qui sont vraiment révélés (...) C'était très compliqué en fait, pour les gens d'arriver dans un groupe qui se connaît presque par cœur, donc c'est... C'est pas simple (...) Et au bout d'un moment, en fait, on s'est dit avec Lucie aussi : bah oui on prend trop de place en fait. Euh, prenons du recul et laissons faire les gens »*

Le parcours militant prend les traits d'une grande fresque humaine et émotionnelle, et la métaphore familiale est omniprésente, jusqu'aux « *bébés militants* » devant lesquels il faut s'effacer lorsqu'il est temps.

En les comparant à des populations statistiques moyennes en mesurant leur « retard », on désactive le potentiel de subversion de ces milieux militants en présentant leur militantisme comme une phase de maturation – cela rappelle l'une des critiques à l'origine du travail effectué sur les trajectoires des participants à Mai 68 (Pagis, 2014, Filleule *et al.*, 2018). Il s'agissait entre autres de déconstruire un récit présentant les anciens soixante-huitards comme des « vendus », responsables de tous les maux de la société et infidèles à leurs idéaux. Ainsi, pour les plus jeunes enquêtés, les instabilités de la vie professionnelle, familiale et foncière ne sont pas des conséquences biographiques de l'engagement : *c'est* l'engagement. On ne peut le comprendre que dans le mouvement général de la sociologie des mouvements sociaux, nourrie d'ethnographie, vers une compréhension plus globale des engagements qui déborde des cadres pour devenir « une critique en acte » (Pruvost, 2017). En redéfinissant les contours de ce que serait une « vie adulte » *soutenable*, sur les plans de l'habitat, du travail et de la conjugalité, les militants font preuve d'un pouvoir de scansion (Chamboredon, 2001) que j'appelle « alternatif » : ils tissent un autre rapport au temps, et inventent des familles composites. Il reste encore à voir ce qui en restera.

Ces militants se placent dans un rapport individuel à l'engagement, ancré dans l'idée d'épanouissement personnel (comment trouver une lutte qui me correspond ?), marqué par l'absence de souvenirs de grandes mobilisations politiques et plus généralement par l'affaiblissement des structures politiques contestataires (grands partis d'opposition de gauche, gauche au pouvoir, syndicats mobilisateurs). Dans son enquête sur les nouveaux habitants issus des couches culturelles dans un quartier du XVI<sup>ème</sup> arrondissement de Paris dans les années 1970, Sabine Chalvon-Demersay pointe la prégnance des valeurs de la « communication » dans le discours de ces derniers. Reconstituant en partie a posteriori un choix de quartier « sous contraintes », ces nouveaux habitants se sentent animés d'une mission d'animation du quartier, sous-tendue par un idéal utopique de réconciliation. En parlant, en échangeant avec les anciens habitants, ils pourraient créer un univers mixte et extrait en partie des systèmes de domination. L'ethnologue montre bien comment ces vellétés de « grande utopie réconciliatrice » peuvent être lues à l'aune du déclin des « grands mouvements gauchistes » (p. 46). Un projet politique avorté à grande échelle se serait reporté sur des échelles plus restreintes : cela affecte les lieux

(le quartier devient l'échelle valorisée), le rapport au temps (il faut viser le quotidien) et le choix de « l'objet » de ce projet (des interactions qui peuvent sembler banales). Par l'expression de certaines valeurs et représentations, ils montrent en négatif le rétrécissement des perspectives d'action militante à la fin des années 1970 : le quartier devient le lieu d'un contre-pouvoir possible : « *En ce sens, l'intérêt pour le quartier pouvait se lire comme la sanction de trente ans d'éviction hors des sphères du pouvoir politique institutionnel* » (p. 47). Ici, ce sont les préoccupations plus centrées sur l'individu ou le petit groupe qui tirent leurs racines dans le vécu d'une certaine anomie politique, et également, comme on va le voir, de certaines perspectives écologistes entérinées par le passage à la ZAD.

Maintenant que l'on a établi cette conjoncture et l'absence d'engagements formels dans le début de la jeunesse ainsi qu'un rapport au militantisme plus individuel, la question reste de savoir où ces profils ont forgé les dispositions à l'action collective qu'ils démontrent ? Pour ces militants-là, ce sont des moments contestataires comme le mouvement contre la loi Travail et Nuit Debout, fortement pénétrés d'un anti-autoritarisme et d'un refus de la représentation politique, ou encore un séjour sur une ZAD qui jouent ce rôle, de façon à leur donner une foi en l'action collective. Pour tous, ces révélateurs ont été fortement en lien avec des lieux et souvent, une notion d'occupation. Leur écologie apparaît ainsi, par rapport à celle des deux premiers groupes, comme rematérialisée.

### **3. La marque de l'expérience d'autonomie : passages à la ZAD**

La ZAD<sup>91</sup>, en tant que point d'inflexion de trajectoire militante, en tant qu'expérience collective, concentre des spécificités. Le passage à la ZAD des militants du groupe Action concerne souvent Notre-Dame-des-Landes mais parfois aussi Bure, la ZAD du Carnet ou d'autres implantations. Je me permets ici d'unifier l'appellation « passage à la ZAD » pour faire écho au fait que quel que soit le lieu, il constitue une expérience extrêmement dense pour les militants, de l'aspect spatialisé du politique aux mutations du rapport au temps et *aux temps* en passant par une forme de rapport à l'autre spécifique. Que ce passage prenne la forme d'une

---

<sup>91</sup> Il est bien question ici de l'acronyme originellement militant « Zone à Défendre », lui-même un détournement humoristique et politique de la Zone d'Aménagement Différé, procédure juridique utilisée par les collectivités locales pour préempter un terrain voué à une opération d'aménagement à long terme en évitant la flambée des prix.

visite sur quelques jours pour un évènement, d'un séjour plus long, d'un réel habitat alternatif, dans le cadre d'un projet d'autonomie ou en « tourisme » de ZAD, il marque durablement les dispositions à l'action collective et les dispositions critiques des militants de ce groupe. En cela, les ZAD s'imposent comme des expériences politiques déterminantes.

#### a) Une expérience d'émancipation bouleversante

Chaque fois que la ZAD est évoquée, dans les souvenirs de l'enquête ou les anecdotes annexes, elle représente une expérience profondément transfiguratrice. Pour Kery, il s'agit d'un univers à part dont il conservera des souvenirs très vifs. Lorsqu'un ami le laisse en plan au cours de la construction d'un projet associatif en Ile-de-France, il l'explique par l'appel de la ZAD sans conserver de rancœur : « *On avait ce projet... (...) On avait fait une réunion, il nous avait même invités, et en fait, du jour au lendemain, il avait tellement kiffé son expérience à la ZAD qu'il est parti là-bas. Donc déjà y'a eu le... Le côté un peu émotionnel de se dire : putain l'enculé, il part comme ça. Voilà, on avait quand même un, voilà, on avait des projets en commun. Mais en fait, je... Tu peux pas lui en vouloir. Parce que, en fait, il a tellement kiffé que c'était pour lui. C'est la fin de sa vie en fait. Et il voulait finir sa vie à la ZAD et c'était son plaisir en fait.* ». Kery y a fait plusieurs séjours. Il parle d'une expérience qui l'a marqué par l'ouverture et la disponibilité des habitants à discuter, échanger, malgré un contexte de vives tensions sur la zone. La densité des liens et des activités en fait un moment peu comparable à d'autres activités militantes : des moments courts avec « *des émotions tellement fortes* ». Le tableau d'ensemble évoque la colonie de vacances : des activités collectives à visée pratique sur le court ou moyen-terme, une relâche apparente des contraintes sociales habituelles, la création de liens amicaux qui semblent appartenir au lieu. C'est une image qui revient d'ailleurs dans les récits : « *Tu pars de là, tu chiales dans la voiture* ». Il passe du temps à Notre-Dame-des-Landes souvent dans le cadre d'organisation d'évènements, mais fait aussi un petit séjour de « plaisance » chez un ami, tout en participant à la vie collective là-bas. Il manifeste beaucoup d'attachement aux lieux autogérés, et tous les points de discussion qui touchent à la ZAD sont porteurs d'émotions fortes. Le lieu n'est pas idéalisé dans le sens où les descriptions sont très concrètes et spatialisées, mais on retrouve quand même ces épisodes « magiques » de suspension de la vie, la perte de la notion du temps (normes sociales du monde habituel et rythme des temps sont étroitement liés sinon précisément la même chose).

Pour Cooper, l'habitat sur la ZAD représentait un très haut niveau de mobilisation écologiste puisqu'une mise en conformité complète (autonomie) dans le cadre d'une mobilisation (lutte menée collectivement). Elle permet d'aménager ses dispositions à agir en termes de cohérence individuelle, qui concernent en particulier ce profil de militants, sans sacrifier pour autant les perspectives d'action collective. L'habitat sur la ZAD, c'est une critique en acte, comme le montre Geneviève Pruvost : « *Contester « l'aéroport et son monde », c'est travailler à rebours les normes qui régissent le quotidien en vivant jour après jour radicalement autrement* » (Pruvost, 2017, p. 38). Il s'agit aussi de « *payer de sa personne* » et d'éprouver physiquement les lieux, éventuellement les dangers ou simples désagréments d'une vie quotidienne moins confortable. Ainsi, cet « habiter en conscience » permet d'échapper « *à sa condition de logé, d'aménagé, de décidé, de touristifié* ». C'est un régime particulier de l'habiter, rapport social aux lieux (Barbe, 2016, p. 124). L'habiter, ainsi conscientisé, est marqué par l'attention des militants aux questions philosophiques autour des lieux : qui mérite d'avoir un toit sur la tête, qui est exclu de la propriété.

Dans son article sur la vie quotidienne à Notre-Dame des Landes, Geneviève Pruvost nous livre une statistique temporelle et spatiale d'une journée sur la ZAD, montrant les activités, les interactions et les kilomètres parcourus. Infiniment précieux pour l'ethnographe, ce mode de description ne peut rendre compte cependant d'une des dimensions fondamentales du vécu sur le site qui est une suspension de la notion habituelle du temps : « *L'abandon de la mesure du temps constitue une première expérience de déconditionnement, défendue par certains occupants du site qui ne disposent ni de montre ni de téléphone portable, préférant se régler sur le soleil et la lune* » (Pruvost, 2017, p. 44). Cette suspension du temps habituel, qui ne signifie pas que le temps ne soit pas pour autant structuré, est une expérience profondément transfiguratrice qui explique en partie pourquoi ces souvenirs ne sont comparables à aucun autre. On le ressent également lors de l'organisation de grands événements militants festifs, par bribes, dans la grève, à Nuit Debout.

Comme Kery le met en valeur dans ses propos sur le soin aux autres et l'attention à soi, la ZAD permet aussi un accueil de personnes marginalisées pour tout un faisceau de raisons : « *S'entrechoquent ici différents types de militantisme, mais aussi différents niveaux sociaux : vivent à la ZAD des nihilistes « antisystème », ainsi que des personnes ordinairement marginalisées et qui trouvent à la ZAD une place dont elles n'ont jamais bénéficié* ». (Pruvost, 2017, p. 60). Cette inclusion est partie intégrante de sa morale d'engagement. Enfin, pour tous

les membres du groupe, une des plus grandes violences que leur fait l'organisation du travail capitaliste, c'est le vol du temps et du pouvoir de le structurer, et la ZAD le leur rend.

Son démantèlement de janvier et mai 2018 est associé à des émotions tout aussi fortes sur le spectre négatif : c'est un *déchirement*, comparé à des épisodes de guerre : « *J'avais l'impression que c'était comme à l'époque quand j'étais gamin la guerre en Irak (...) Je me faisais du mal à regarder en gros ce qui se passait, tout ce qui était détruit minute par minute (...) j'étais avec mon meilleur ami, qui savait pas trop quoi faire pour me faire sortir de cet état-là.* ». Il est intéressant de retrouver ici l'analogie avec une grande guerre : on avait déjà vu la référence chez Jo à la Seconde Guerre mondiale pour décrire le déchirement d'être loin des siens dans un moment crucial, celui du mouvement des Gilets Jaunes.

Kery décrit et la difficulté des échanges avec les autres soutiens distants, à Paris ou ailleurs : il ne se sent pas capable d'y aller, ayant « *trop d'affect en jeu* » et la peur d'être un poids sur place par manque d'expérience. Il écrit alors à son ami des messages de soutien, qui n'atteignent pas leur cible émotionnellement parlant : « *Tu sentais qu'il s'en foutait. Lui tout ce qu'il voulait, c'était que les gens viennent, en fait (...) Ils sont dans une urgence qui n'est absolument pas la tienne. Il ne donnait plus de nouvelles, il ne répondait quasiment plus.* ». Finalement, le petit groupe obtient des nouvelles par l'intermédiaire d'autres militants, mais les rapports ne reviennent jamais à la normale – Kery conclut sobrement ce passage par un « *Voilà, c'était hyper compliqué* » et sa voix tremble. Quand il y retourne après les expulsions, il le recroise « *à la berge du pont* », amaigri : son ami a du mal à le reconnaître. Il a coupé les ponts avec la plupart de ses connaissances en région parisienne : « *Il était en mode zadiste, il fallait pas lui parler d'autre chose que de la ZAD* ». Frédéric Barbe décrit bien, dans un récit spatialisé, cet habiter en conscience qui implique de faire de la politique « *avec son corps, avec sa vie* » (Barbe, 2016, p. 113).

Le sentiment d'impuissance et de peine ressenti semble à la hauteur de la puissance de l'autonomie offerte par la configuration de la ZAD, et la peine est forte de n'avoir pas été « *suffisamment* » partie prenante pour aller défendre la ZAD, on le rationalise de différentes manières (j'avais des choses à faire, je pouvais pas partir comme ça). Il est raisonnable de penser que ceux qui avaient trouvé une forme de foyer à la ZAD avaient plus de propension à la défendre, tandis que ceux qui étaient moins marginaux en avaient moins. L'impression d'être un visiteur revient, cette fois à travers un tourisme des ruines : « *Tu te baladais pour voir des cabanes détruites, pour avoir des tags au sol de la ZAD est fichue. Ou Saint Jean du Tertre, fin*



*du traître. Voilà... Tu... Tu sens qu'il y a un ancrage très profond. »*. Les tensions sont fortes entre ceux qui se réjouissent de l'abandon de l'aéroport, de l'occasion de faire de nouveaux projets sur le lieu, et ceux qui déplorent l'abandon de la ZAD.

*« Quand j'en suis reparti, j'étais pas bien. Je pense que pour moi, c'est fini (...) Par contre ce que j'ai vécu, ça marquera... ça marquera à vie je crois. Très clairement. Et la ZAD, c'est pas un monde de bisounours, y'a énormément de choses horribles qui se sont passées là-bas, même avant les expulsions. Mais il y avait un truc, un truc qui... Pour avoir fait quelques endroits comme ça, un truc qui s'explique pas. La ZAD c'était la zone en fait, c'est pas la ZAD pour eux maintenant, ça existe pas, surtout après la fin de l'aéroport. Il y a un truc qui est assez... il y a un truc qui est magique. Tu perds la notion du temps, tu... Cette... voilà, cette façon de... Cette facilité de parler avec les gens. Alors tout le monde ne te parlera pas, mais en tout cas ceux qui ont envie de parler, c'est encore une fois pas de jugement. En fait, on s'en fout de... D'où tu viens, de ce que tu fais. »*

La ZAD représente une suspension des temps sociaux, comme on l'a dit, mais également une opportunité de déplacement social ou du moins d'emprunt d'autres pratiques, d'autres morales : c'est le règne du « faire », qui apaise l'absurdité de certaines professions où la production est immatérielle et ressentie comme peu utile socialement. Cooper m'a beaucoup parlé de cette anxiété de ne savoir rien faire, et on la trouve aussi chez Jo, dans son rapport à sa famille. L'idée de l'autonomie est une possibilité d'apaiser ces angoisses.

[Kery] *« Pour moi, c'est une éducation populaire à elle toute seule, c'est dire que, en fait, les gens sont là, t'as besoin de quoi ? Ils vont me dire bah voilà tu peux faire ça, tu peux faire ci et qu'est-ce que tu préfères ? Qu'est-ce que tu sais faire ? Est-ce que tu veux que je te montre comment on fait ? Voilà, j'ai monté des tentes militaires quoi, à la ZAD. Je suis pas manuel. J'ai fait une semaine de trucs manuels que... quand mes mains elles... j'ai des mains de col blanc et pourtant j'étais bien et c'est ouf. Et des gens qui demandent du boulot. T'entends... T'entends tout le temps les chômeurs des machins là-bas, mais surtout sur la fin, on avait des bénévoles... plus l'événement approchait et plus les gens arrivaient, en fait. A la fin il y avait plus de gens que de travail à faire. C'était hallucinant. Mais voilà, ce plaisir c'est, je pourrais t'en parler des heures. »*

La joie fait partie intégrante des récits sur les ZAD, elle fait partie d'une expérience philosophique : « rupture de la servitude volontaire », « sentiment euphorique de l'inconnu », transgression et danger (Barbe, 2016).

### Encadré 12 : Réminiscences et reconstructions

Lors d'une intervention de soutiens à Notre-Dame-des-Landes, il a soudainement une réminiscence : son père était dans une lutte écologiste quand il était petit, lutte pour la préservation d'un bois, qui a été gagnée. Pendant un séjour à la ZAD, il a la sensation de « débloquer » un ensemble de souvenirs oubliés. Des savoir-faire inconsciemment intégrés qu'il retrouve à la ZAD et à Gonesse (se servir de promenades ou randonnées pour sensibiliser les gens à leur environnement, faire le tour de la ville avec un haut-parleur sur une voiture pour informer, tenir un journal de lutte, par exemple), mais également des souvenirs sensoriels, comme les jeux d'enfants dans la forêt. Les cabanes construites dans ce cadre de lutte enfantin se superposent à celles de la ZAD à l'âge adulte, dans le même mouvement, celui de l'espoir de construire un domaine exclu des dominations quotidiennes. Les passages sur la ZAD réactivent donc ces scènes, sensoriellement stockées, et suscitent parfois des reconstructions biographiques : quelque chose en eux aurait toujours été là, dès l'enfance (« *Je suis pas militant écolo, mais en fait peut être qu'inconsciemment je, enfin, je l'étais déjà. Je l'étais mais sans vraiment m'en rendre compte* »). Plus qu'un lieu, il s'agit en fait du passage à un état intérieur moins contraint, des retrouvailles avec la liberté d'expérimentation : « *Ce jour-là, je me suis rendu compte que peut être ce que là j'étais en train de faire avait un lien avec ce truc, inconsciemment, de moi étant gamin et étant déjà dans une lutte* »

Dans le cas de Kery, ce sentiment de retrouver une partie de son histoire s'articule avec un héritage familial précieux : la lutte vécue par son père n'a pas été médiatisée mais ses militants en ont fait un livre, qui lui a été transmis suite au décès de sa grand-mère. C'est donc aussi une histoire de transmission, d'autant plus dans un contexte où son père a pu « douter » de son ancrage à gauche. Kery a conscience de ces mécanismes de reproduction et ressent un dilemme par rapport à son virage militant : il voudrait quand même se différencier de ses parents et ne pas faire la même chose. Il se distingue néanmoins sur l'intégration du militantisme dans sa vie et la façon de le vivre, portant une critique de son père absent en famille à cause du militantisme : « *J'avais aussi ce petit souvenir de mon père, qui était compliqué, avec ma mère notamment. Ou forcément, bah voilà, quand ton père il est pas là parce qu'il est tout le temps en réunion machin c'est... C'est pas forcément un super exemple, en fait, qu'il m'a donné, après sur les conséquences sur ta vie sociale* »

Dans les entretiens et les conversations courantes au cours de l'ethnographie, la polysémie du terme « ZAD » est vite devenue apparente. Comme Frédéric Barbe l'a démontré, il peut s'agir à la fois du lieu en lui-même, mais aussi des personnes qui y habitent comme corps collectif. Il note en bas de page à propos du mot « ZAD » : « *L'emploi de ce géographisme ou sociologisme (selon les cas) est signalé ici volontairement pour rappeler au lecteur un usage courant mais contextuel du terme : « on va à la ZAD », « la ZAD peut amener des légumes et des plants à repiquer ». On comprendra qu'il s'agit parfois du lieu, d'autres fois des occupants dans le lieu ou ailleurs, le plus souvent d'un mot à large spectre, que seul le contexte d'énonciation précise.* » (Barbe, 2016, p. 113). Je pense qu'il s'agit même d'un état intérieur et collectif

d'expérimentation politique. En effet, il apparaît que l'on peut occuper un lieu sans pour autant qu'il s'agisse « vraiment » d'une ZAD, mais également qu'une ZAD peut cesser de l'être si elle perd certaines de ses caractéristiques les plus contestataires. On peut devenir et rester « zadiste » au-delà de l'habitat réel sur la ZAD.

La mention de la ZAD, de moins en moins localisée, pousse à penser qu'il s'agit d'un moment particulier d'expérimentation politique, qui contamine à la fois les rapports humains (plus amicaux, plus denses, moins normés) et le rapport au temps (moins cadré mais plus dense également en perception). Quand Kery décrit son arrivée dans le CPTG, au cours de la préparation d'un évènement, on voit que c'est cette atmosphère qu'il a apportée avec son aide : « *On a fait des liens entre les gens (...) On l'a fait à la ZAD en fait, à la mode ZAD, et c'était hyper chouette et j'étais super content de le faire. Et ça m'a rappelé quand je faisais des soirées au centre culturel.* ». La recherche de cette atmosphère, indissociable d'un sentiment d'intégration, d'acceptation par le groupe, traverse les différentes expériences marquantes dont Kery me fait part. En un sens, elles ont toutes un caractère éphémère : c'est un moment qu'on ne peut jamais prolonger éternellement, pour des raisons politiques, mais aussi parce qu'on pourrait à force s'y dociliser, s'y institutionnaliser par accident, devenir un petit chef, « *perdre son âme* », « *s'embourgeoiser dans le truc* ».

Tous les membres du groupe Action manifestent un fort attachement à ces expériences d'autogestion, dont la ZAD en tant que lieu est la quintessence, mais qui peuvent exister dans d'autres contextes. On pourrait dire qu'une des missions du groupe Action dans le collectif global est de rendre possible la mise en place de cette « ambiance » d'expérimentation politique qu'est la ZAD. D'ailleurs ce sont les moments où la lutte pour la préservation des terres de Gonesse s'apparente le plus au fonctionnement en ZAD, avec une occupation prolongée et notamment la nuit passée sur le terrain, qui constituent leurs souvenirs préférés. Cooper raconte le soir de la fête des Terres de 2019, quand nous avons organisé un évènement sur 24H sur le lieu : la fête du soir, après tous les débats et discussions politiques, se sentir part du groupe. La satisfaction politique partage ici des traits avec la joie d'être ensemble dans une ambiance relâchée. Cette fois-ci, il était venu seul à la fête, a vite retrouvé les différents militants, ainsi que Kery, Laetitia, moi-même, et s'était senti bien, avec la musique, « *un moment chouette, un moment humain... Cette petite effervescence, cette fête !* ». De manière générale, les temps de réunion plus informels du groupe Action, autour d'un verre, où l'on parlait d'actions à mener tout en y mêlant nos propres interrogations et doutes sur l'engagement, son intensité, son utilité,

comptent parmi ceux qui ont fondé son implication au CPTG. Il me semble que les plus « jeunes » en engagement avaient besoin de ces moments de doute et d'introspection, et besoin de ressentir le fait de faire partie de quelque chose, comme à la fête, face à des militants beaucoup plus habiles et rompus à l'expérience militante du CA.

Kery, Laetitia et d'autres parleront ainsi de la première nuit, pionnière, passée sur le Triangle, des deux fêtes des terres en 2018 et 2019, surtout les soirées :

[Kery] « *Voilà y'avait un petit côté frisson (...) Nous on était en premier, on était visibles [Pour les visiteurs qui arrivent sur la zone], on avait les mecs qui faisaient du pain juste à côté. On a bouffé du pain quasiment toute la journée, ils étaient trop chouettes. On était franchement... Ouais, on était comme à la ZAD, quoi, on était dans notre élément. Hyper ouverts, on a discuté un peu avec tout le monde. J'avais les mains toutes rouges parce que j'avais mis de la peinture pour faire des mains sur des pancartes, j'ai collé des pancartes « Laissez l'Etat là où vous l'avez trouvé » dans les toilettes sèches (...) Et on y a dormi nous en fait, quasiment pas dormi de la nuit d'ailleurs. »*

## b) Voyages et ancrages

La visite des ZAD, et parfois l'itinérance entre des ZAD, entre pour ces militants en résonance avec un moment de vie suspendu du début de l'âge adulte, mais également avec la recherche d'une *place* dans les luttes. On sent qu'il peut y avoir une sorte de recherche d'ancrage territorial et politique dans des parcours marqués par l'absence d'appartenance institutionnelle et par le papillonnage dans différents mouvements.

Cooper explique bien l'importance pour lui de « faire des choses concrètes » et a ressenti durement les fois où il ne pouvait pas apporter d'aide (matérielle, sociale) dans le collectif. Il recherche aussi un ancrage dans sa vision politique, lassé de la théorie et de l'abstrait – ce qu'on a superposé avec sa position sociale. Il cherche cependant un autre type d'ancrage qui est l'ancrage du lieu, qui fonctionne comme la preuve d'un « vrai » engagement sur le terrain, matérialisé, en opposition par exemple avec les événements plus éclatés des associations désobéissantes à l'image d'Alternatiba. En même temps, il ne peut pas être pleinement ancré à Gonesse puisqu'il n'y vit pas, et ce sont là les limites de sa légitimité ressentie : il se demande « qui il est » pour être en mesure de dire ce qui est le mieux pour « l'avenir de ce territoire et

de ses habitants ». On comprend aussi avec cette focale supplémentaire la suite de son parcours souhaité : habiter en conscience un lieu de façon autonome.

De façon générale, les membres du groupe Action sont plus mobiles sur les luttes et cumulent cette mobilité avec une expérience du voyage. Pendant son séjour en Amérique du Sud, Cooper se remémore sa rencontre avec un Kurde de Turquie, en Uruguay. A l'époque, il ne connaissait pas du tout ces questions du Kurdistan, mais il envisageait de travailler dans des organisations internationales type ONU. C'est lui qui lui explique la situation du Kurdistan en Turquie, le fédéralisme démocratique, la répression. Ils restent deux semaines ensemble pour remonter au Brésil. Ils parlent beaucoup des questions environnementales et sociales, refont le monde dans cet esprit du voyage. Ils parlent beaucoup du Kurdistan, du Rojava en Syrie. Jo, elle, a vécu dans un pays sud-asiatique dont la culture et les rapports entre les gens, marqués d'une solidarité sobre, l'ont beaucoup marquée. Kery a fait des séjours dans des lieux alternatifs en Europe à l'occasion de festivals.

En même temps, ils font tous l'autocritique de ce « tourisme de ZAD » qu'ils préféreraient éviter. Cooper craint, en faisant ces petits voyages de découvertes, d'être « consommateur » des luttes, crainte qu'il avait déjà eue en « choisissant » Gonesse par rapport à des critères là où l'implication des membres les plus anciens semblait couler de source. Lorsque je lui demande de me raconter un mauvais souvenir, c'est la question de l'intégration et du sentiment d'utilité qui apparaît :

[Cooper] « *Moi un truc avec lequel j'ai un peu de mal, c'est vraiment le truc de trouver sa place. Des fois, tu viens en réunion pour te tenir informé mais c'est difficile de concrétiser des actions derrière. Alors tu ne sais pas trop quoi faire. Si t'as pas de capital matériel et pas de capital de réseau, ben tu sers à rien avec ta bonne volonté, tant que t'as pas trouvé de travail de petite main* »

C'est cette sensation de flottement qu'il entend combattre en se réinstallant quelque part : connaître un lieu et pouvoir y être utile<sup>92</sup>. Jo critique allègrement une forme de « tourisme de ZAD » qu'elle admet, dans le même mouvement, pratiquer elle aussi :

---

<sup>92</sup> Bien qu'il soit difficile de l'évaluer, pour l'enquêteur comme pour chacun, c'est aussi une certaine précarité de l'intégration à leurs univers professionnels « tracés » qui amène à leur mode de suspension professionnelle pour enfin « être » quelque part, habiter réellement. Kery était en trajectoire de déclassement avant sa reconversion,

[Jo] « *Il y a un véritable tourisme des ZAD qui se développe. Enfin, je... Je me vois le faire, et je vois les autres le faire, c'est-à-dire aller de ZAD en ZAD, juste pour... Bah d'abord parce que je pense que c'est... Tu sais, les comportements qu'on voit sur les réseaux sociaux ou même avant, enfin c'est du safari... C'est du m'as-tu-vu. J'en ai rencontré tellement des voyageurs pendant mes voyages en Asie qui te parlent des pays qu'ils ont « faits ». Un terme affreux. Tu vois, et en fait, ils se les mettent sur la poitrine comme des petites décorations de colonel. Là tu vois, c'est parce que j'ai fait telle guerre. Bah eux ils ont fait le Laos, fait le Cambodge. Maintenant j'ai fait l'Amassada<sup>93</sup> tu vois. Mais on est tous là, à accrocher notre petit ruban.... Je le fais comme les autres. Par ailleurs, j'aimerais bien ... Enfin je ne pouvais pas faire les choses à moitié. »*

On peut voir une tentative de distinction à l'intérieur de ce « *nomadisme* » que Geneviève Pruvost décrit comme caractéristique des écologistes alternatifs en contexte rural, mais aussi de la vie en squat et de la ZAD. Ce tourisme militant, que chacun sur le terrain détecte, a une fonction intégratrice puisqu'il conduit souvent à se fixer sur une zone à plein-temps après en avoir « *expérimenté* » plusieurs malgré les agacements occasionnels des occupants permanents (Pruvost, 2017, p. 48 ; Marty, 2013). C'est ce qui s'est passé pour Jo en un sens, qui a expérimenté différents types d'occupation, entre Notre-Dame-des-Landes, deux ou trois autres ZAD en France et une en Belgique. Elle finit effectivement par choisir, courant 2020, un mode d'habitat semi-nomade, hébergée dans le cadre d'échanges simples (rénovations et aide à la personne contre le logis), poursuivant des activités militantes et gardant sa volonté de préserver son temps.

Dans les récits de visites sur les ZAD, les préoccupations autour de la matérialité du séjour révèlent beaucoup, parfois par leur absence. Kery, par exemple, vient d'un milieu dans lequel l'accession à la propriété est un sujet – il me raconte comme partie intégrante de sa trajectoire les différents déménagements de ses parents dans des logements divers, et construit autour de ces ancrages des récits sociaux (comme le ghetto campagnard, avec la vue sur les « vraies »

---

Cooper se sentait isolé dans son champ professionnel, Jo s'entendait peu avec ses collègues étudiants de médecine, qu'elle trouvait suffisants.

<sup>93</sup> Un transformateur devait s'implanter sur les communes de St Victor-et-Melvieu (12400), sur dix hectares dont 4 cultivables. Les militants dénoncent l'impact des ouvrages électriques déjà existants sur la santé des riverains et des animaux, et la non-concordance entre les besoins locaux en énergie et le projet, destiné aux marchés européens et mondiaux. L'*assamada* (assemblée en occitan) construit une cabane en 2014 à l'intersection des infrastructures électriques. La construction s'étoffe peu à peu en dur et devient un « hameau de résistance ». Une dizaine de militants sont mis en garde à vue en 2018. Une nouvelle manifestation de plusieurs centaines de personnes a lieu en novembre 2019, c'est à ce moment-là que Jo y est allée.

cités). Il a lui-même acheté un logement privé grâce à son « ancienne » carrière, ce dont il est fier, et sépare nettement cet univers-là, symbole de réussite sociale, de sa culture militante. Lors d'un complément d'entretien chez lui, je remarque une esthétique très différente de celle que l'on peut trouver pas seulement à la ZAD en soi, mais celle qui est valorisée par les classes moyennes supérieures politisées à gauche : objets dépareillés, porteurs d'une histoire, art du semi-rangement, asymétrie, tous ces marqueurs et signes distinctifs sont très bien décrits chez Sabine Chalvon-Demersay lorsqu'elle visite et photographie les appartements de ses enquêtés du 14<sup>ème</sup> arrondissement. Très peu pour Kery chez qui tout semble à la fois se distancier de cet univers militant et de cet univers de valeurs : appartement neuf, très propre et rangé, avec des couleurs vives, une télévision centrale, une séparation nette entre les différents espaces, beaucoup de symétrie, de la vaisselle et des meubles simples mais neufs. On voit des souvenirs de famille, des références nombreuses aux univers du cinéma et de la musique, mais pas du monde militant dans lequel il passe alors le plus clair de son temps. Il me confie par ailleurs ne pas chiner, ne pas avoir passé le cap des vêtements d'occasion, ni celui du végétarisme. Ce positionnement, qui référence davantage sa socialisation familiale mi-populaire, est visible aussi dans son récit de la ZAD : il est parti chez un ami qui a « *la chance d'avoir un logement en dur* ». De la même façon, l'écologie se traduit dans ses pratiques quotidiennes par le refus de l'avion, mais il me confie avoir encore « du mal » pour arrêter de manger de la viande et du fromage, il n'achète pas non plus ses vêtements dans les circuits de récupération. Kery craint beaucoup le fait d'aller à la ZAD en tant que « *touriste* », il veut y aller en ayant quelque chose à apporter à l'édifice, en travaillant : « *C'est beaucoup plus naturel, il y a un truc de confiance* ».

Chez Jo ou Laetitia, issues de milieux plus favorisés voire petit-bourgeois, la dimension matérielle du voyage est beaucoup moins présente, et le dénuement, porteur de valeurs peut-être plus authentiques, peut être romantisé. Il est de bon ton de ne pas s'attacher aux dimensions matérielles de ces visites, de n'en avoir cure de dormir par terre, de trancher avec une vie matérielle peut-être plus « assurée » hors univers militant. Il est aussi plus spontané d'être nomade et de ne pas savoir où l'on sera l'année prochaine au gré de ces voyages militants ou semi-militants. Chez Benoît ou Philippe de la Convergence, le positionnement est différent : on part du principe que cette vie, perçue comme « à la dure », manque de confort - elle rebute voire fait peur. On a dans ces rapports à la matérialité tous les ingrédients des différentes morales de classe par rapport à l'écologie pratique.

### c) Marques de ces passages et rapport au lieu

La marque du passage à la ZAD ou du fort intérêt pour ce type d'occupation peut se traduire par une vision plus attentive vis-à-vis des lieux de lutte et de la façon dont on peut les investir, les habiter, les protéger. Un virage apparaît aussi dans les répertoires d'action considérés comme légitime : les militants vivent un durcissement de leur engagement, mais entrevoient également la possibilité de modes de vie alternatifs en dehors des mobilisations collectives.

Frédéric Barbe, dans son article sur « l'habiter » à la ZAD, évoque le Collectif des naturalistes en lutte, qui est composé d'universitaires et de professionnels, et qui se donne pour mission notamment de réaliser des inventaires de la biodiversité par des spécialistes ou non-spécialistes. L'idée est de le faire dans une ambiance conviviale et arpenteuse, qui s'apparente à une forme d'éducation populaire. Laetitia avait envisagé de réaliser des activités similaires en proposant une « classe verte » aux enfants de Gonesse, de façon à réduire la distance avec les habitants et leur apprendre à se « réapproprier » des choses simples dont ils n'ont plus la pratique, comme reconnaître les végétaux et les animaux. Il y en a eu finalement plusieurs éditions, approfondissant ainsi une pratique de visite/déambulation déjà existante et organisée par les plus anciens. J'en ai eu un aperçu lors des nombreuses démonstrations joyeuses de Patrick, membre du CA, qui faisait souvent les visites du Triangle pour les nouveaux arrivants et qui nous faisait chercher des orchidées dans les talus. C'était incongru d'en voir ici, la toute première fois : j'étais perméable à la conception des lieux des aménageurs, comme un espace *foncièrement disponible*, où tout est temporaire. C'est cette transition qu'opère le passage à la ZAD, en accéléré : il gomme la conception intériorisée de l'aménageur. Le lieu n'est plus disponible, ni vide, ni aménageable.

*« Au lieu mathématisé de l'aménageur (topos) et de l'élus visionnaire, est substitué, articulé, arrangé, opposé par une grande partie du mouvement, le lieu existentiel et relationnel (chôra), souvent figuré dans la littérature des occupants comme « zone d'autonomie temporaire » (Bey, 1997) et de plus en plus « Commune ». L'habiter ainsi tourné est l'art d'être habitant d'un lieu, indigène. » (Barbe, 2016, p. 112)*



Plus tard, pendant les phases de blocage de chantier, cette attention au lieu s'accompagnera d'une vision stratégique (mesures, cartographie, plans d'approche pour les occupations). Les militants du groupe Action sont particulièrement attentifs aux aspects logistiques de la zone et de ses alentours (où se positionner, où stocker, où héberger). Le lien du CPTG avec les habitants de Gonesse et alentours leur importe et ils portent cette question dans les débats internes au collectif. Dans ce contexte, la critique de certains militants sur le manque d'actions réellement « localisées » du CPTG, à comprendre comme l'échec à fédérer des habitants de Gonesse plutôt issus des couches populaires, pourrait signifier que le conflit n'a pas été « *relocalisé* » en dehors de l'expérience de mobilisation, en dehors du lieu vécu par les militants. Enfin, la jonction avec tous les combats pour les exilés, les sans-abris, les réfugiés, se fait dans un même mouvement de réflexion. L'habiter, ainsi conscientisé, est marqué de l'attention des militants aux questions philosophiques autour des lieux : qui mérite d'avoir un toit sur la tête, qui est exclu de la propriété. Cet aspect est également souligné par Frédéric Barbe à propos de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Tous ont changé de point de vue sur la question de la légalité et de la violence à travers la fréquentation des ZAD, qui invite à critiquer en acte, à l'image de Cooper : « *Et puis on est à Nantes, il y a la ZAD, il y avait eu la première opération il y a déjà longtemps... Il y avait un anniversaire de la première opération réussie, et je m'y suis retrouvé avec une de mes colocs. Et c'est là que je vois le chemin, c'est que je me rappelle que je discutais encore la question de la ZAD, est-ce que c'était légitime, voilà* ». Sur le moment, il se sentait très bien là-bas. Il était contre l'aéroport, mais se posait des questions sur l'occupation illégale de la propriété d'autrui : « *Ce qui aujourd'hui n'est plus le cas, j'y ai répondu* ». Le fait de voir la réalité de la ZAD et de déconstruire par la même occasion un certain nombre de présupposés médiatiques l'a conduit à reconsidérer la place potentielle de la désobéissance dans les mobilisations. L'idée d'occuper sur le terrain le touche, même s'il ne se sent pas encore « *complètement activiste* » par manque d'expérience. Pour Kery, le contact avec les militants plus autonomes a ouvert des questions sur la place de la violence : « *Il y a toujours cette crispation sur la violence... Je viens de commencer le bouquin d'ailleurs [Comment la non-violence protège l'Etat ?] (...) En fait, j'ai l'impression que cette échelle, elle est en train de se rétrécir et qu'il y a un truc au milieu, c'est la désobéissance civile. Et les gens qui commencent à se dire ah ouais, mais les manif's planplan et cetera, bon ça nous saoule, ça sert pas trop à grand chose, ils vont un petit peu, de plus en plus vers la désobéissance civile. Je ne vais pas dire que la désobéissance civile va vers la violence. C'est faux. Enfin en tout cas, ça dépend laquelle, celle qui est prônée par les*

*désobéissants et par Alternatiba et machin et cetera : absolument pas. Mais par contre il y a une autre forme de désobéissance civile qui se met en place* ». La ZAD contribue aussi largement à montrer la possibilité d'une rupture et à visualiser des vies en communauté autosuffisantes pour les mieux dotés qui pourraient lancer de tels projets, comme Cooper. Tout repose sur l'expérience corporelle de rupture avec la servitude volontaire.

« Je me rappelle avoir ressenti un grand vertige en parlant de la ZAD avec Kery. Pas en évoquant le froid, l'humidité, le travail manuel, la rupture avec certains proches, l'expérience de radicalité, mais quand on a évoqué le fait que des personnes avaient pu mourir sur la ZAD – et y être enterrées, si elles le souhaitaient et qu'une certaine marginalité le leur permettait. C'était ma propre limite mentale de « rupture avec la servitude volontaire », l'idée que la mort pouvait échapper à la civilisation telle que je la connaissais et rester là, simplement dans la terre, sans procession, sans papiers ni déclaration ».

Extrait de journal de terrain, fin 2019

La ZAD n'est donc pas seulement un lieu, c'est un *moment* d'expérimentation politique qui contient à la fois un sentiment euphorique de liberté, une suspension du temps habituel et de la scansion des temps sociaux, et des pratiques autogestionnaires qui visent à inclure tout le monde et créent un sentiment de solidarité et d'inclusion. Ce rapport au lieu se prolonge sur le Triangle dans les moments d'occupation et de vie collective, et ce sont les membres du groupe Action qui permettent notamment de le valoriser. La marque de cette expérience d'autonomie façonne leurs savoir-faire et leurs préférences dans la lutte : ils sont disposés à passer du temps sur le terrain et à concevoir des activités collectives, ils portent également plusieurs initiatives visant à « relier » les habitants de Gonesse à la mobilisation. Ils préfèrent éviter tout ce qui concerne le recrutement de personnalités en soutien, et souvent, la vie juridique de l'affaire dans ses détails. Les expériences vécues en autonomie tendent aussi à sculpter des dispositions critiques sur la propriété en général et les exclus de cette dernière.

A travers le petit groupe Action, on a montré ce que pouvaient être des points d'inflexion de trajectoire plus récents (comme Nuit Debout, ou le passage à la ZAD) pour les plus jeunes, et comment ces expériences façonnent des dispositions spécifiques. Ces militants montrent un rapport particulier à l'engagement à l'aune de ces expériences, alors même que leurs socialisations primaires à l'action collective sont variées. Leur vécu de l'engagement tend à marquer une rupture nette avec les mobilisations collectives de Charles Tilly, définies comme des « moments où les gens s'assemblent pour faire des revendications vigoureuses, visibles, publiques, agissent sur la base de ces revendications d'une manière ou d'une autre, puis retournent à d'autres affaires » (Tilly, 1995, p. 32). Comme le montre Pablo Corroyer dans le cas des militants de Bure, certains acteurs contestataires restent au contraire dans une continuité d'action, entretenant un quotidien dans le lieu à défendre, l'habitant, le cultivant, pendant parfois des années (Corroyer, 2021).

En résumé, ils ont un fort désir d'entretenir des formes d'expérimentation politique en dehors de la politique institutionnelle et sont ouverts à des répertoires d'action touchant la désobéissance. Ils tendent à intégrer au quotidien des réflexions écologiques et sociales importantes (travail, habitat, vie collective), tout en maintenant une distance critique aux injonctions morales et aux débordements du travail militant. Ils perçoivent de façon plus aigüe la nécessité de se *préparer* à une forme d'effondrement, ont un imaginaire plus autonome, pénétré de cette possibilité. L'urgence de « faire quelque chose » est plus nette dans les récits.

Il reste encore à noter qu'ils sont critiques sur le fonctionnement du collectif dans son ensemble. Bien que tous porteurs d'un grand respect pour le travail du CPTG dans tous ses cercles, notamment le CA, ils discourent moins sur son caractère « exceptionnel » et sont plus enclins à détecter les dynamiques internes de pouvoir – ou du moins à les discuter ouvertement. Les hiérarchies leur semblent plus apparentes, dans un rapport au groupe moins enchanté. Cet œil leur vient des dispositions anti-autoritaires développées plus haut. Pour Cooper, le CA prend beaucoup de décisions qui ne sont pas soumises à un examen collectif, et on sait implicitement que les propositions des membres du CA ont plus de valeur que celles des autres, qu'elles sont davantage suivies de la mise en place de groupes de travail : « *En termes de prises de décisions, le CPTG, qui est un collectif pour lequel j'ai beaucoup de respect, n'est pas révolutionnaire ou anarchiste. Notamment, en termes de hiérarchie, y'a beaucoup de décisions qui sont pas prises en collectif, pour moi* ». Avec un peu de recul temporel sur sa participation aux activités du CPTG, à l'été 2021, Jo va plus loin : « *Maintenant, je me méfie bien plus du statut et de l'aura de Bernard et j'estime probable qu'il dirige l'action du CPTG de façon systématique, sans en*

*avoir l'air, à la soft-power. Il en est sûrement conscient au moins en partie, mais ça se résume sûrement à regretter la fatigue de tout porter sur ses épaules, et que tout passe par lui. En revanche - et pourtant c'est le même phénomène de concentration du pouvoir - il ne se plaint jamais d'être le seul à pouvoir déléguer la concrétisation de ses initiatives, sans avoir à les argumenter, et de pouvoir enterrer incognito celles qu'il n'approuve pas (...) Il est possible de faire ce qu'on veut, et d'être qui on veut, au CPTG - pas de changer quoi que ce soit à la ligne générale, car les dissonances politiques ont tendance à passer à la trappe ».*

Par l'analyse de la participation à ces différentes arènes de fonctionnement dans le collectif, plusieurs rapports à l'engagement ont été mis à jour. Ces profils de militants, au croisement de dispositions, générations politiques et positions sociales, se distinguent les uns des autres sur de nombreux domaines, des convictions écologistes au rapport au travail et au temps en passant par les préférences pour certains répertoires d'action. J'essaie de les synthétiser ici en parlant de modes d'articulation de l'engagement aux autres sphères de la vie (travail, habitat, vie conjugale, pratiques culturelles, pratiques quotidiennes).

Les militants du CA, générations nées après la seconde guerre, apparaissent comme emblématiques d'un mode d'*intégration collective* : les sphères de la vie, notamment le travail, sont pénétrées d'une même volonté sociale d'être dans le lien à l'autre, par la transmission ou encore la santé. Le rapport à l'engagement est collectif, générationnel, marqué par le fait d'avoir connu des périodes de grandes mobilisations collectives (dont des victorieuses). Leurs pratiques quotidiennes sont marquées par une sobriété qui est le fruit d'une convergence forte des dispositions reçues dans la socialisation primaire et des dispositions critiques façonnées dans le début de la vie militante. Leur engagement est très stable et continu au cours de la vie et ils sont souvent multipositionnés dans des environnements qui vont de l'associatif à l'institutionnel type parti ou collectivité locale.

Les militants de la Convergence<sup>94</sup>, qui ont vécu leur vingtaine dans les années 1980 ou 1990, ont un mode d'articulation basé sur la *compartimentation*, avec une mise à disposition de leurs compétences professionnelles dans la lutte. Ils placent leurs pratiques quotidiennes sous le signe

---

<sup>94</sup> Ici, je rappelle une seconde fois que je me concentre sur ce que la Convergence en tant que mode d'organisation a permis d'apporter dans la lutte en termes de nouveaux profils sociologiques – il ne s'agit pas de dire que tous ses membres correspondent à cette logique puisque les militants du CA et du groupe Action en font souvent partie également.

de l'arbitrage, et ce sont eux qui expriment le plus de jugements moraux sur les défaillances de ce quotidien : plus sévères, ils se considèrent parfois plus coupables à cause de leurs engagements tardifs et plus discrets.

Les militants du groupe Action, qui ont en moyenne 30 ans, représentent le retour d'une volonté d'intégration et de cohérence, sous une forme que j'appellerai *intégration individuelle*. Leur rapport à l'engagement est ancré dans l'idée d'épanouissement personnel et marqué par l'impératif de plaisir. Ils tendent à mettre en suspens leur vie professionnelle pour privilégier le militantisme ou à opérer des reconversions qui décentrent la place du travail. Leurs pratiques quotidiennes peuvent être radicales sur les domaines du travail et du logement, sans être systématiques sur le reste, et sont placées sous le signe de la responsabilité et de l'urgence.

Encadré 13 : Anonymat et présentation de soi dans chaque cercle

Comme on le verra, la présentation de soi, notamment pendant les entretiens, varie selon le cercle. Une des variables qui peut intéresser l'ethnographe en est le rapport à son nom. J'ai choisi d'anonymiser la plupart des enquêtés, sauf certains qui ont exprimé une vraie préférence pour la mention de leur nom. Les militants rattachés au CA, conformément à leur vécu de l'engagement « intégré », aiment parler en leur nom et ne s'opposent pas à ce qu'il soit conservé. Pour ceux qui ont un parcours militant ou politique local, il était aussi pertinent de le laisser : c'est le cas de Bernard, Michèle et Jacqueline. Les militants plus liés à la Convergence ont été les plus prompts à se prêter au jeu de l'anonymat, se pensant moins légitimes à s'exprimer en leur nom ou rencontrant parfois des inquiétudes vis-à-vis de la sphère professionnelle : on a vu en effet qu'ils vivaient leur engagement sous le prisme de la compartimentation. Enfin, les membres du groupe Action, en alignement avec des socialisations politiques touchant à la tradition libertaire et manifestant parfois une certaine culture du secret, apparaissaient plus enclins à l'anonymat de manière générale. Dans certains cas, ce choix est un choix de sécurité, lorsque les activités militantes s'approchent des marges de la désobéissance civile, par exemple. Il peut aussi montrer de manière générale une préoccupation politique pour les questions de protection des données, ou encore renvoyer à une volonté de se placer en anonyme comme hors du périmètre des rétributions symboliques du militantisme. On voit cependant l'aspect distinctif de cette préférence : les récits de certains enquêtés du groupe Action permettent sans nul doute de les situer ou même de les reconnaître !

Les luttes de défense de lieux sont des espaces où ces différents profils se rencontrent et tentent de s'organiser ensemble, et elles constituent par là un point de vue riche pour rendre compte des zones de porosité et/ou d'opposition entre eux. Il reste à organiser tous ces travaux pour objectiver quelque chose comme un « espace de la cause climatique », dans l'idée de Laure Bereni et Anne Revillard (2012) sur l'espace de la cause des femmes, dans lequel elles notent une continuité entre des registres d'action très divers et une multipositionnalité importante des actrices. La lutte fonctionne aussi comme un carrefour social, fait de multitudes de trajectoires : la Convergence, en particulier, permet de se repérer à la fois dans sa classe et dans son militantisme. Le collectif militant est, en soi, une instance de socialisation, et on a eu l'occasion de se pencher sur la position de cette expérience de lutte dans les parcours de mobilité sociale des uns et des autres. Je demandais souvent en entretien si l'enquête avait l'impression d'être éloigné ou proche socialement des autres membres du collectif, souvent avec le défi de trouver la personne la plus éloignée d'eux socialement (ou « *en termes de mode de vie* », ce qui amenait communément au même résultat). Tous les positionnements, extrêmement situés, donnent à voir, à travers la focale de la composition du collectif, l'idée que les militants se font de l'espace social et de leur place en son sein. On a déjà examiné les cas spécifiques de Benoît, qui côtoie à travers le CPTG des classes culturelles mais moins dotées que la sienne, et qui se fait la mission de leur apporter le pouvoir temporel de certains intellectuels (Duval *et al.*, 1998) ; celui de Philippe, qui opère une trajectoire des fractions économiques des dominants vers les fractions culturelles, ou celui de Jo qui éprouve l'hystérésis de son habitus militant dans la lutte après avoir tenté de s'en défaire. Il y a là aussi Kery, qui ressent de légers tiraillements de loyauté dans l'évolution de ses loisirs : avant l'époque militante démarrant environ en 2016, il lui arrive régulièrement de visiter des musées, des expositions, pratiques avec lesquelles il entretient un certain rapport culturel (« *Il faut y aller parce que c'est quand même important* » : bonne volonté culturelle via filiation par la mère). Avec le militantisme, il a l'impression d'avoir accès à des activités enrichissantes, libres et gratuites, qui élargissent ses perspectives : les visites culturelles légitimes semblent alors porter moins de sens. Ce mouvement va avec une atténuation de la compartimentation des activités : là aussi, il lui semble que ses journées sont plus denses dans le militantisme « *toute la journée avec des gens à faire des trucs* ». Il réserve cependant quelques visites « *pour me cultiver* » lors des visites de sa mère ou de sa sœur.

Pour Cooper, pour qui la lutte du CPTG est un premier engagement, l'arrivée dans le militantisme et en général la découverte de l'écologie ont agi comme des catalyseurs de formation intellectuelle. C'est via les thèmes écologistes, absents des mécanismes de

transmission familiaux qu'il a commencé à lire alors qu'il ne lisait pas étant enfant et adolescent ou très peu. Intégré dans le secteur des énergies renouvelables en tant que comptable à son premier emploi, il est mis en contact pour la première fois avec certains intervenants au profil plus intellectuel sur les questions d'énergie. A travers des participations ponctuelles au mouvement social à partir de 2015, il élargit son univers de pratiques culturelles en allant voir des conférences sur des sujets « *de société* ». Cooper se rappelle particulièrement de sa découverte du *Monde Diplomatique* déjà à l'âge adulte, alors qu'il n'y avait pas de journaux chez ses parents : « *Je me rappelle m'être dit... Ça fait plaisir, c'est complet, c'est construit, c'est pas simpliste ou quoi que ce soit* ». Il se dit alors que « *des gens sont payés pour réfléchir (...)* Et ça faisait du bien de voir des points de vue aussi poussés, aussi bien dits ». Pour lui, c'est bien l'entrée dans le monde militant qui va de pair avec un apprentissage intellectuel, dessinant une forme de promotion sociale. « *Les livres, jusqu'à aller aux Pays-Bas, je lisais très peu, seulement ce qu'on m'imposait* ». Sur la viande, c'est une vidéo de DataGueule qui l'a sensibilisé<sup>95</sup> : « *Il te pose les chiffres blanc sur noir, en l'occurrence* ». Il étudie aussi Marx, en temps qu'économiste en école de commerce : « *Au début, c'était imbitable. Marx c'est imbitable. Mais j'ai quand même eu des cours, et au fil des années comprendre un peu ce qu'il y a derrière, ça devient plus facile, et ça a permis de construire une cohérence au niveau du discours politique, enfin clairement les études ont joué. Y'avait de la sociologie, etc... Ca faisait plaisir. Je me rappelle notamment d'une étude des Pinçon-Charlot, que j'avais vue en IAE. Je connaissais pas du tout, et ça m'a fait plaisir de voir ça, c'était différent* ». Il découvre alors que ces gens font « *plein de choses* », d'ailleurs, il lit actuellement *Panique dans le 16<sup>ème</sup>*, des mêmes auteurs.

Ces éléments, il n'y avait « *pas du tout* » été confronté dans son milieu social d'origine : « *Mon milieu social, je vais le définir assez personnellement. Donc mes parents étaient effectivement peu politisés. Du côté des grands-parents, c'était très classique, républicains, PS, etc (...)* Du côté des potes, c'était pas central ni documenté... C'était l'ECJS quoi. J'ai fait S donc j'ai même pas eu les cours d'éco. Et l'histoire ! Y'a eu quelques sonnettes qui ont sonné en cours d'histoire. Il nous avait dit, de toute façon, tout ce qu'on vous apprend avant le lycée, c'est faux. Du coup quand t'es au lycée, on te dit ça, tu sais pas trop quoi faire de cette info. Alors tu mets ça dans un coin de ta tête ». Il se rappelle aussi très bien d'un livre sur le Rojava, que

---

<sup>95</sup> Data Gueule est une chaîne de vidéos Youtube dont le contenu consiste à aborder des sujets socio-politiques en faisant un point statistique : en l'occurrence, celle qui aborde le sujet de la viande (2016) traite les conséquences de notre consommation de viande du point de vue environnemental et social (les questions de bien-être animal n'y figurent pas).

son ami de Chartres qui vivait en Amérique du Sud lui a prêté, où il a appris des choses sur le lien de la Turquie avec l'organisation de l'Etat Islamique, sur les premiers principes féministes de l'organisation du Rojava... « *Cette période là et les livres qui l'ont constituée, des tas d'articles, ça a contribué à concrétiser [ma pensée]* ».

Le CPTG nous offre un poste d'observation sur différents profils de militants et invite à s'interroger sur la réinterprétation de classifications antérieures à l'aune d'une nouvelle phase écologique. Florence Weber et Tiphaine Bartélémy, en 1986, sont parties de plusieurs types d'attachement au même paysage, distinguant trois profils de protecteurs de l'environnement : les scientifiques, qui abordaient l'écologie d'un point de vue de savants, les politiques, issus des mouvements de contestation soixante-huitards et ayant opéré un glissement vers l'écologie, et les autodidactes qui seraient des écologistes du « cadre de vie ». Sylvie Ollitraut, en 2008, repère des profils similaires : les scientifiques, les politiques et les environnementalistes (ou « réactifs ») – elle s'en sert pour montrer le glissement d'un combat écologique protestataire à une écologie fondée sur l'expertise. Cette transition s'inscrit dans une phase particulière de cadrage des questions écologiques (Comby, 2017) qui correspond à la mise à l'agenda public de la crise climatique : « l'institutionnalisation » du mouvement écolo grâce à son inscription notamment dans les arènes parlementaires (Ollitraut, 2008). L'itinéraire à dominante scientifique concerne des militants dont le goût affiché pour la nature est au centre de leurs préoccupations professionnelles ou bénévoles. Ils détiennent et affichent des compétences de spécialistes, et défendent l'objet de leur intérêt dans le militantisme. On trouve parmi eux des universitaires et beaucoup de scientifiques amateurs, rattachés à des associations comme France Nature Environnement (FNE) ou la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO), des associations régionales de protection de la nature (la FRAPNA, SEPNB, Eaux et Rivières)<sup>96</sup>. Ils ont eu une socialisation à la vie collective dans des mouvements de jeunesse (expérience du collectif, rapport à la nature) et ont tendance à expliquer leur engagement par l'affectif : prise de conscience ancienne, attrait ou amour pour la nature retracé à l'enfance. Ce sont les « experts-militants » plus amplement décrits dans des ouvrages ultérieurs. On trouve des origines de ce

---

<sup>96</sup> La Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne (SEPNB) ou « Bretagne Vivante » est fondée en 1958, reconnue d'utilité publique en 1968. La Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature (FRAPNA) est devenue en 2019 l'antenne régionale de la FNE, elle représente 212 associations et plus de 50.000 adhérents. Elle est fondée en 1971 et reconnue d'utilité publique en 1984. Eaux et Rivières de Bretagne est une association fondée en 1969 pour la protection de l'eau et des milieux naturels.



mode d'action dans la contestation du nucléaire civil, dans laquelle les mobilisations collectives produisaient des données autonomes. Cette pratique contestataire se diffuse dans les mouvements pour l'environnement et la santé dans les années 1970-1980 (Ollitraut, 2001 ; Ollitraut et Jouzel, 2015).

Les différents travaux sur les mobilisations écologistes contemporaines, des ZAD aux marches climats en passant par le renouveau de la désobéissance civile et les conflits d'aménagement semblent indiquer un dépassement de l'opposition entre ces trois catégories (scientifiques/politiques/autodidactes), à la faveur d'un contexte d'urgence et de « dépassement » dans la crise climatique. Mettre à part ceux qui s'intéresseraient au « cadre de vie » provoque la discussion, dans un moment de dépassement définitif du paradigme NIMBY<sup>97</sup>. Le stade de dépassement démontré par une convergence de scientifiques rend le cadre de vie tout aussi prioritaire : il n'y a pas de « petites » pollutions et c'est tout un modèle d'aménagement du territoire qui est remis en cause. En outre, la gestion écologique du cadre de vie est politisée à travers des questions de justice sociale et environnementale, comme en témoigne par exemple la dénonciation des infrastructures polluantes dans les banlieues de Seine-Saint-Denis. En creux, ces différentes sphères reflètent des postures philosophiques d'engagement. De façon archétypale, on pourrait les décrire comme suit : lutter collectivement (s'engager dans les mobilisations en espérant obtenir des victoires), réformer de l'intérieur (viser à rendre plus tenable et éthique des activités dans un contexte qui ne l'est pas), et se réformer à l'intérieur (se mettre en conformité individuellement avec un ensemble de convictions qu'on applique à la société dans son ensemble).

L'organisation interne du CPTG permet à plusieurs profils de contribuer à une action collective en valorisant leurs dispositions et compétences respectives, non sans frictions occasionnelles entre les différentes sphères. Dans des collectifs qui demeurent marqués par la forte présence des femmes, il reste à examiner comment les rapports sociaux de sexe s'actualisent, et comment les militantes investissent ces modes d'articulation dans leur position spécifique.

---

<sup>97</sup> Not in my backyard.

## CHAPITRE 2 : LE SEXE DU MILITANTISME ÉCOLOGISTE

---

Ce chapitre se penche plus spécifiquement sur les rapports de genre au sein du collectif et sur les aspects spécifiques de la socialisation politique des militantes. Le concept de genre, utilisé pour analyser les discours et pratiques qui produisent la différence des sexes et leur hiérarchisation, se diffuse dans la sociologie des mobilisations depuis les années 2000. Il est intéressant d'examiner le cheminement de son utilisation. D'abord, le prisme privilégié est celui de la relative absence des femmes dans le militantisme, conçu comme partisan, syndical et associatif (avec un tropisme en faveur des grandes associations plutôt institutionnelles). Il s'agit d'expliquer cette absence, en ayant recours à la disponibilité réduite des femmes, matériellement contraintes par leur place à la fois sur le marché du travail salarié et dans la division du travail domestique. Comme le soulignent Lucie Bargel et Xavier Dunezat (Filleule *et al.*, 2020), les raisons de cette exclusion semblent se situer « *en dehors des organisations militantes elles-mêmes* ». Deux grandes orientations de recherche sur le genre et le militantisme se développent alors à la fin des années 1970. La première se dessine à la faveur d'une remise en question plus globale des « cadres notionnels » considérés comme la norme dans la définition de ce qui est considéré par les sociologues comme un mouvement social, et ce qui ne l'est pas. Il s'agit de considérer les luttes de et des femmes, leurs grèves, les mouvements féministes, comme un mouvement social à part entière, mais aussi de réintégrer les femmes dans des histoires de luttes écrites au masculin (Alexievitch, 2016).

L'étude des mouvements féministes permet notamment de (re)poser des questions intrinsèques à la sociologie des mouvements sociaux d'une autre façon, comme celle des frontières entre le public et le privé dans la définition de ce qui est considéré comme politique (pour les acteurs des luttes ou les chercheurs eux-mêmes). La deuxième orientation de recherche plonge au cœur de ce qu'est le genre comme outil pour l'étude des rapports sociaux : non seulement une bi-catégorisation stricte et une hiérarchisation entre hommes et femmes, mais aussi une remise en cause de ce qui est considéré comme féminin et masculin (Bereni *et al.*, 2008 ; Bereni et Revillard, 2012). Ici, les absences de certain.e.s dans les mobilisations pourraient être éclairées par l'hégémonie de grammaires d'action genrées, et genrées au masculin : revendiquer, débattre, représenter. Ainsi, c'est le militantisme lui-même qui est interrogé. Danièle Kergoat théorise en 1992 la notion de mouvement social sexué, pour montrer que les rapports sociaux de sexe imprègnent profondément les militantismes de toutes sortes, et qu'il convient de les

traiter à cette hauteur – pas seulement un « rajout » des femmes mais un outil intégré à nos analyses et à nos ethnographies.

C'est à partir des récits de vie que j'ai entrevu différentes manières d'aborder la question du sexe du militantisme dans l'enquête. Avant cela, j'essayais de chausser les « lunettes » du genre dans différentes situations d'observation, sans en faire pour autant l'axe principal de mon travail. Mon regard portait surtout sur la division du travail militant et parfois la partition sexuée des espaces (lors d'évènements par exemple, comme un pique-nique de soutien ou une manifestation). La question de cette division rencontrait parfois des résistances sur le terrain. J'ai souvent rencontré une peur, de la part de militants surtout mais aussi de militantes, de dévoiler une situation d'inégalité intra-collectif, surtout chez les plus anciennes du cercle du CA. Toute inégalité potentielle était assimilée à un sexisme qui serait délibéré, ce qui était impossible au cœur d'une association exemplaire, où l'engagement était la plupart du temps très bien vécu, et où les situations ouvertement conflictuelles étaient rares. L'hypothèse d'une organisation interne favorisant parfois les façons d'être des hommes militants et opérant une répartition genrée des tâches suscitait différents registres de réactions, entre colère, déni et volonté de changement. Ainsi, ce sont les récits de vie qui ont complété ces observations en apportant un peu du vécu matériel et émotionnel des militantes. Ils dévoilent rapidement une spécificité dans la manière de se raconter des militantes.

Les entretiens ont présenté un différentiel de tonalité du récit entre hommes et femmes. La dimension des conditions matérielles de possibilité ou d'impossibilité du militantisme était beaucoup plus prégnante dans les discours des militantes, là où les discours des militants se concentraient davantage sur un rapport théorique à la politique. Ils ne se racontent pas de la même façon et ne présentent pas spontanément le même type de données. Chez les militantes, l'émancipation se raconte et se construit dans la matérialité dont elles sont en charge : une réunion est un aller-retour en voiture, un évènement militant est d'abord une préparation logistique. La dimension concrète du militantisme se donne plus à voir dans le récit des militantes.

Le récit est souvent replacé dans les conditions matérielles de l'apparition du militantisme, ses conditions de possibilité, et plus généralement dans la vie matérielle : la trajectoire géographique, les enfants, le travail logistique lié à la lutte, le travail de *care* présent dans la vie de l'enquêtée, mais aussi les émotions. Tout cela prend de la place dans le récit d'engagement : on parle des allers-retours en voiture, de l'épuisement. Pendant l'entretien, on étend et ramasse

du linge dans le jardin, des combinaisons blanches utilisées en manifestation l'avant-veille, et qui transitent ensuite par la maison de Michèle et Bernard<sup>98</sup> pour être lavées, séchées, pliées et rapportées. De manière générale, le salon et la remise sont remplis de tout un tas de matériel que les militants utilisent pour s'installer sur le terrain lors des séances de jardinage ou des événements : la partition de l'espace domestique est marquée par la lutte et met en évidence le rôle de « base arrière » de la mobilisation. Dans le salon, des objets trouvés sur le Triangle, posés sur le rebord de la fenêtre – c'est souvent Michèle qui écrit un email pour signaler qu'un pull vert a été ramassé, pour que quelqu'un se signale. Toutes les semaines, de la vaisselle à laver revient du Triangle : assiettes, grands thermos remplis de café et allègrement vidés, plats, le tout dans des glacières. C'est en passant chez eux qu'on réalise la proportion d'objets et de nourriture qu'ils apportent dans les repas collectifs.

Les tâches décrites sont souvent plus détaillées, comme ici dans le discours de Sylvie :

*« J'ai bien galéré sur les drapeaux, je sais pas où avaient été faits nos drapeaux auparavant, mais alors pour faire faire des drapeaux qui ne soient pas flottants dans la hampe - parce qu'il y avait un bandeau de 5 centimètres - il faut trouver hein. Mais je l'ai fait, c'est fait. J'ai fait faire les badges, voilà maintenant tous les trucs pour les différents bazars, je sais faire. Puis quand on le fait régulièrement, ça devient plus facile. Parce que t'as déjà fait quoi »*

Extrait d'entretien avec Sylvie, 3 mars 2020

Les militants ont tendance, eux, à présenter leur parcours de pensée, des lectures qui les ont marqués (Benoît) aux prises de conscience qu'ils ont ressenties (Philippe) en passant par les résolutions personnelles (Cooper).

Les réflexions autour du genre donnent lieu à des discussions privilégiées avec certaines militantes, comme Lili ou Jo, à la faveur de ma position de genre, d'âge et de classe. En tant que jeune femme issue de l'environnement universitaire, je suis perçue comme nécessairement féministe, avec des dispositions très critiques. En entretien et dans les discussions informelles, les militantes ont tendance à parler plus librement des questions de sexisme et des contraintes liées au genre en général, estimant intuitivement que mon degré de radicalité est supérieur au leur et qu'elles peuvent donc se « relâcher ». Il est arrivé qu'elles se posent par exemple des questions à voix haute sur le fonctionnement du collectif, qui étaient jusqu'alors restées des

---

<sup>98</sup> Bernard, président du CPTG, et Michèle, membre du CA, utilisent leur maison dans le Val d'Oise comme « base arrière » de la mobilisation.

dialogues intérieurs ([Lili]« Bah oui c'est vrai d'ailleurs, pourquoi c'est toujours les femmes qui font ça ? »). Certaines tiennent à l'expression d'une sororité entre nous et veulent montrer qu'elles sont conscientes de ces enjeux-là. Les militantes ont aussi davantage tendance à faire part de leurs insécurités dans le militantisme : « j'avais un peu peur au début », « je ne savais pas si j'en étais capable » ou encore « je ne comprenais pas comment fonctionnait (...) ».

Après avoir brièvement montré la spécificité des récits des militantes, ce sont donc les conditions « d'entrée » dans le mouvement qu'il faut considérer par la focale du genre, mais également celles du maintien de l'engagement et les conséquences biographiques de ce dernier, qui ne sont pas pondérés de la même manière pour les hommes et les femmes (II). Il faut ensuite considérer les rapports de genre dans le collectif et leur impact sur la définition et la répartition du travail militant (III). Enfin, j'ai essayé de montrer quelques tendances de la réception par les hommes militants, de l'« irruption » des questions de genre et de féminisme dans un collectif dans lequel ces questions ne sont pas centrales.

## I. Des socialisations politiques différenciées

Les militantes du CPTG ont à la fois vécu des socialisations de genre peu communes, marquées par des défiances à l'ordre du genre, et un parcours politique marqué par des contraintes et expériences subjectives spécifiques.

### 1. Des socialisations de genre atypiques

La plupart des militantes du corpus ont connu des socialisations primaires ou secondaires atypiques du point de vue du genre, ou ont vécu des expériences professionnelles au cœur de bastions masculins.

Sylvie fait l'expérience d'une mobilité sociale ascendante peu attendue pour une jeune infirmière dans les années 1980 : elle est devenue psychologue, une transition vécue comme « *une vraie bataille* ». Il était « *mal vu* » qu'une infirmière devienne psychologue, tandis que le métier d'infirmière apparaissait comme conforme, à l'intersection du statut social et du genre. Elle décrit de façon détaillée les situations de cumul d'activité et de précarité, comme lorsqu'elle gère un poste d'infirmière dans une clinique tout en suivant des cours de psychologie. Le statut d'infirmière se prolonge puisqu'elle sera payée en tant qu'infirmière alors même qu'elle dispense des cours de psychologie à l'école qui les forme, injustice salariale qu'elle réalise au bout de deux ans. Ces expériences ont façonné un regard critique sur son métier et ses engagements ultérieurs. Jacqueline refuse à la fin des années 1960 les pratiques homogamiques de sa famille grand-bourgeoise (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2007 ; Wagner, 2008) en déclinant l'invitation aux rallyes visant à l'associer à un jeune homme bien doté pour assurer la reproduction sociale et préserver le capital de la famille. Participant aux manifestations de mai 68, elle fait une expérience de subjectivation politique<sup>99</sup> qui la marque durablement. La référence au mariage comme un contrat profondément inégalitaire et patriarcal marque d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui les métaphores de ses textes d'analyse économique : « D'un côté Monsieur Emploi mais de l'autre Madame Main d'œuvre, unis ensemble parfois

---

<sup>99</sup> La subjectivation est entendue comme « un processus de reconfiguration du rapport à soi qui engage une liberté ou une autonomie vis-à-vis des normes, des assignations, des ancrages sociaux, et qui suppose la genèse d'un collectif porteur d'un conflit » (Federico Tarragoni, « Du rapport de la subjectivation politique au monde social. Les raisons d'une mésentente entre sociologie et philosophie politique », *Raisons politiques*, 62 (2), 2016, p. 115-130)

pour le meilleur mais le plus souvent pour le pire. Car malheureusement ce couple est dans un système patriarcal. Monsieur Emploi a tous les droits, toutes les exigences, toutes les attentions et Madame Main d'œuvre a tous les devoirs, elle doit rentrer dans les cases (...) on n'écoute pas ses besoins, c'est pour ça qu'elle porte un gilet jaune. C'est un couple très mal assorti ».

Lili, elle, montre dès l'enfance des dispositions socialement « marquées » comme masculines avec la pratique de sports numériquement dominés par les hommes et les activités physiques à risque : rugby, parachutisme, moto. Elle doit parfois négocier avec son père, pour avoir le droit de conduire une moto après son permis, par exemple, mais obtient souvent gain de cause. Ses activités ne lui semblent aucunement atypiques avant l'arrivée à l'université, où elle prépare une licence de STAPS. C'est là qu'elle réalise l'existence d'une compartimentation très sexuée des sports :

*« Et puis, et après, quand je suis rentré à la fac je n'ai pas compris. C'est ça. En fait, je n'ai pas compris pourquoi les étudiantes faisaient de la GRS et les garçons du rugby et du foot. Et que quand même, on allait être amenés à enseigner à des garçons, et les garçons à des filles, et que eux ne touchent pas la GRS et nous on touche pas au foot. C'était une période où moi j'étais à fond rugby, je suivais les matchs et j'avais un ami avec qui je regardais les matchs »*

Au moment de choisir son sujet de mémoire, elle se demande ainsi si le rugby féminin existe : il n'y a qu'une seule faculté en France qui l'enseigne aux filles, à Montpellier. Elle fait alors quelques recherches avant de visiter un club. La première visite lui semble « étrange », dans la découverte de la fameuse « troisième mi-temps » entre femmes :

*« Donc là, on a vu les 2 équipes picoler de chez picoler, et là, tu te dis d'accord, c'est ça la 3<sup>ème</sup> mi-temps [rires]. Donc y'avait une nana, elle avait retiré tous les verres de la table - il y avait une longue table - et elle a commencé à faire... A l'époque, il y avait une publicité à la télévision pour le... Le comment ça s'appelle ? Un nettoyeur pour cirer les tables enfin, pour faire briller les tables (...) Tu voyais une mémé avec son tablier qui nettoyait une table, et qui glissait sur la table. Voilà. Et bah les nanas elles ont fait ça »*

Elle crée un club féminin avec son ami et des amies d'une commune de Seine-Saint-Denis – lui devient leur entraîneur. De fil en aiguille, l'équipe gagne de l'expérience et les sportives remportent un championnat de France au début des années 1990. Le rythme d'entraînement est

intense : trois séances par semaine et un match le dimanche. D'ailleurs, la rareté des clubs féminins a des conséquences directes sur les distances que les équipes doivent parcourir : « *Les équipes féminines, c'était pas les matchs à 50 kilomètres hein. Nous on allait faire des matchs à Grenoble, on allait faire des matchs à... Chez toi, là-bas... A Bourg-en-Bresse (...)* On partait le dimanche matin sur le coup des 4-5h, on rentrait à 2h le lendemain, et puis il fallait rentrer et enchaîner le boulot, hein ». Lili arrête de pratiquer le rugby dans les années 2000, suite à deux blessures. Passer à une autre phase de vie a été « *très difficile* » : l'arrêt du sport de haut niveau suppose un changement radical de rythme, un impact sur le corps mais aussi les sociabilités spécifiques à la pratique.

C'est par le sport qu'elle prend conscience d'inégalités de fait entre les hommes et les femmes, et c'est ensuite via l'éducation des enfants qu'elle tente de s'employer à les réduire. Elle a deux enfants, une fille et un garçon, avec son compagnon pendant cette période sportive. Sentant le poids de l'éducation transmise par sa mère, qui travaillait en crèche, elle ne fait plus que deux entraînements sur trois par semaine. Son conjoint s'occupe des enfants pendant ces temps, mais au prix d'une anticipation de chaque tâche.

Lili : *C'était mon conjoint qui s'occupait des enfants. Sauf que forcément, je préparais tout avant. Je ne lui laissais pas les... Bon bah les compotes, c'est ça, le machin, c'est ça... Voilà c'est... Mais ça serait à refaire maintenant, je ferais complètement autre chose, enfin voilà, je dirais, je suis pas là, tu te débrouilles.*

Louise : *Et à l'époque, t'avais l'impression que c'était ton rôle, ou que peut-être lui il y arriverait pas, quelque part, par exemple ?*

Lili : *Bah je me suis pas posée la question. Je m'étais pas posée la question. Toutes les questions, un peu de répartition des tâches, de charge mentale, etc. Tout ça, c'est des choses que... Non j'ai pas vu. Je me suis laissée prendre dans un dans ce cycle parce que, étant enseignante, je faisais moins d'heures que lui. Et que pour être à 100% avec mes enfants, toutes les tâches ménagères, je le faisais pendant mon temps, disons libre. Et j'allais chercher les enfants une fois que le ménage était fait. Une fois que les courses étaient faites.*

Michèle, elle, a vécu un long parcours spécifique d'insertion dans des bastions masculins, dans la vie professionnelle comme dans la vie politique. Ces expériences façonnent des dispositions à certains types de travail militant et contribuent à expliquer ainsi les rôles qu'elle prend plus tard dans le CPTG.



#### Encadré 14 : Michèle

Fille d'artisans boulangers, Michèle a d'abord eu une formation imposée de comptable : ses parents, petits commerçants, voulaient qu'elle ait un métier sérieux - « *un métier d'homme, donc* » et refusaient qu'elle passe le bac. Après 68, elle a néanmoins accès à la formation d'éducatrice spécialisée (essentiellement pratique, composée de trois stages), à la faveur d'un changement d'orientation politique des parents. Se trouvant manquer d'un bagage théorique, elle fait un passage par l'Université de Vincennes pour faire une licence de psychopathologie. Dans un contexte de forte politisation, elle n'exerce finalement pas dans sa branche de formation mais prend un travail alimentaire en tant que secrétaire administrative à l'Union régionale des syndicats de la métallurgie d'Ile-de-France, en 1972, et y reste cinq ans. Elle rentre ensuite chez Air France et y devient secrétaire générale de la CFDT, dans différentes sections. Finalement, elle effectue une carrière entière en tant que militante syndicaliste dans un bastion masculin et arrive aux thèmes féministes suite à des observations concrètes sur le terrain, centrées sur les inégalités professionnelles, le harcèlement sexuel au travail, mais aussi la charge contraceptive et émotionnelle des femmes (IVG, contraception, violences subies dans le couple). Elle cumule donc le travail syndical et un engagement féministe de long cours, auprès de grandes associations féministes et mouvements de recherche sur le genre<sup>100</sup>. Au moment de sa retraite en 2004, elle est élue au conseil régional pour un mandat de six ans. Etant militante de la cause écologiste et la femme du président du CPTG, elle est insérée dans cette lutte dès ses débuts en en représentant avec lui la base arrière logistique. A partir de la fin des années 2010, elle s'investit plus intensément dans le combat du CPTG.

Pendant sa formation d'éducatrice spécialisée, elle côtoie des marginales du genre : des filles « malades » selon la classification de l'époque, ou simplement placées là faute de mieux pour éviter un drame dans un ménage violent, décrites comme « *perverses, vicieuses et mauvaises* »<sup>101</sup>, des jeunes filles ayant commis des délits... Son deuxième stage consiste à encadrer des jeunes filles placées par le juge dans une sorte de foyer de réinsertion : « *Les filles étaient formées à un CAP de boniche, elles étaient placées chez les gros bourgeois du coin de la Brie et euh, bon, gros agriculteurs, notaires, médecins. Et en fait là aussi le harcèlement sexuel, bien souvent il fallait en passer par les désirs du patron ou du fils du patron. Elles n'avaient la plupart du temps pas de chambre à elles, c'était sous l'escalier ou bon enfin voilà... Je te parle d'un temps qui était incroyable hein ? Elles devaient servir les personnes de la direction en grand service de maison, c'était un petit tablier de soubrette, et puis vous voyez, Madame veut-elle bien, et voilà...* ». Les filles, de 14 à 17 ans, sont aussi victimes d'abus sexuels au sein même de l'institution. Michèle garde le souvenir d'une des filles qui avait refusé d'être « boniche » : mise devant le fait accompli, elle a fait une tentative de suicide : « *C'est*

---

<sup>100</sup> Elle sera notamment présidente de l'association « Du côté des femmes » et partie du MAGE, groupement de recherche CNRS sur le marché du travail et le genre.

<sup>101</sup> Michèle me décrit ici les mots de la directrice du centre lorsqu'elle est accueillie avec d'autres éducatrices. Ces termes ainsi que les traitements infligés aux jeunes filles la choquent profondément.

*moi qui suis allée la récupérer à l'hôpital psy de Melun. [Michèle rit d'abord, puis se tait pendant un long moment] »*

Décidée à travailler de la façon la plus humaine possible, elle fait un dernier stage dans un grand hôpital psychiatrique de la région parisienne, seule dans un service de 400 hommes. Elle ne rencontre pas de problème avec les malades, mais avec les infirmiers psy :

*« C'était l'horreur, mais l'horreur, surtout du point de vue pédagogique, c'est à dire qu'ils ne s'occupaient absolument pas des malades (...) Et ils tapaient le ping-pong entre eux, ils jouaient aux cartes entre eux, le grand amusement... Quand j'ai déboulé, si tu veux, y'a une salle avec une télévision, et tous les gars étaient devant comme ça, avec un jaune [un pastis], tous. Et leur grand amusement, c'était le midi. Alors ils mangeaient à part hein, pas à table avec les malades quoi. Et on avait des gros pains comme ça, de collectivité : ils faisaient des boules de mie bien dures puis ils les balançaient sur les malades, ils appelaient ça la psychothérapie institutionnelle ».*

Comme à l'hôpital, il est arrivé plusieurs fois que Michèle constate de la part de ses collègues masculins des formes de nonchalance et de « fainéantise » dans leur travail, ce qui à l'hôpital se traduisait par une négligence directe des patients, et dans les collectivités locales par le fait que certains ne siégeaient pas là où ils étaient nommés. En un mot, ils apparaissaient moins *assidus*, contrastant avec la situation de Michèle, et en creux, d'autres femmes qui devaient asseoir leur légitimité dans le milieu du travail ou du travail politique, prouver parfois qu'elles n'étaient pas des « femmes quotas », bref, dissiper une présomption d'incompétence qui leur est imposée matériellement, verbalement ou symboliquement.

Elle est concrètement confrontée à la question des quotas lorsqu'aux élections régionales de 2004, le secrétaire départemental des verts du département la contacte pour lui proposer d'être candidate. Elle commence par refuser. Militante syndicale depuis 32 ans, elle touche sa retraite six mois plus tard et veut se reposer : « *J'ai envie de lire, d'aller au ciné, de bouquiner, aller aux concerts...* ». Il insiste en expliquant que « *cette putain de loi sur la parité* » l'oblige à « *mettre des femmes* », et qu'actuellement il a sept candidats, pas une seule candidate. Elle finit donc par accepter. L'exemple fait bien la démonstration des multiples contraintes qui pèsent sur l'engagement politique des femmes dans les institutions : la rareté des militantes fait que Michèle sait très bien que si ce n'est pas elle, ce ne sera peut-être personne et qu'une opportunité politique sera perdue. Elle est ainsi contrainte à se réengager, assumant la représentativité d'un groupe plusieurs fois d'affilée parce qu'« il faut bien qu'une femme y soit ». En l'état, au Conseil Régional, elle représente la seule chance que les questions des femmes soient traitées

en pratique : « *Alors bon, quand le mec il me dit ouais il me faut des femmes, je me dis bah ouais peut-être pour faire avancer la cause des femmes, il faut des femmes au conseil régional* ».

Elle décide d'accepter, à la condition d'avoir une mission qui soit effectivement sur les droits des femmes, ce qui n'est pas possible avant de savoir si elle est élue. Une fois que c'est le cas, elle demande au président du groupe ce qu'elle doit faire pour pouvoir être utile aux femmes. La vice-présidente aux affaires sociales lui conseille de demander une délégation aux droits des femmes, mais Michèle craint que ce ne soit présomptueux car elle n'a jamais géré un budget. Finalement, elle fait un courrier au président de la région sur les conseils de son président de groupe, en demandant une mission sur la mise en œuvre de la problématique du genre dans les politiques régionales. Elle souhaite faire de l'évaluation de politiques publiques régionales : étudier les effets des dispositifs financés par la Région, dans tous les domaines, sur les discriminations de genre. La mission lui est attribuée. On lui demande d'auditionner « *tous les directeurs de services, les vice-présidents, les associations, le milieu associatif, économique, public comme privé, et cetera* » et de rendre un rapport, le tout en trois mois. Or la Région finance plusieurs centaines de dispositifs : même une équipe de vingt chercheurs spécialisés ne pourrait pas le faire sous ce délai. Elle s'arrange alors avec une autre élue, militante syndicaliste, pour inclure la mission dans sa délégation. La mission est donc pérenne, bien que Michèle n'ait aucun financement pour l'accomplir :

« *Alors zéro centimes hein, mais j'avais mon ordinateur portable comme tous les autres conseillers régionaux, c'est tout quoi hein. Au bout de 6 mois, j'avais squatté un bureau, je m'étais fait poser une ligne téléphonique. Et j'ai travaillé à plein temps au conseil régional, du matin au soir, je recevais toutes les assos. Enfin, moi j'ai conçu mon mandat, si tu veux, comme une interface entre milieu associatif et transformer les revendications du milieu associatif, féministe et environnemental en politiques publiques. Voilà donc en fait, là aussi, mon bureau est devenu le bureau des pleurs de toutes les assos - féministes surtout, qui avaient enfin une porte où taper.* »

Elle fait créer deux dispositifs au cours de son mandat dont elle se dit « assez fière » : le centre francilien de ressources pour l'égalité femmes hommes, le centre Hubertine Auclert, par un amendement budgétaire de décembre 2008, et un dispositif de logement pour les femmes victimes de violences. Son féminisme, marqué générationnellement par la discrimination légale

des femmes par rapport aux hommes, est avant tout axé sur les questions d'accès des filles : à l'IVG, à toutes les études, à tous les métiers.

Elle décrit un épuisement au cours de son mandat au conseil régional, qui la pousse à ne pas se représenter : du fait de devoir légitimer elle-même l'observation différenciée de l'effet des dispositifs sur les hommes et les femmes, elle fait un travail supplémentaire pour mettre en exergue, créer la variable de sexe pour montrer les discriminations et écarts.

*« Moi j'ai arrêté le mandat en mars 2010, je voulais pas du tout me représenter (...) J'étais vraiment épuisée quoi tu vois ? Bah bon, parce que en fait, à cause de ma mission, je me faisais le devoir de lire toutes les délibérations. Or on recevait une pile haute comme ça de délibération avant chaque séance plénière, et avant chaque commission permanente. Et on reçoit ça trois jours quasiment avant les séances. Donc tu passes des nuits entières à lire des trucs pour voir les choses du point de vue de l'égalité femme-homme, à étudier, pour donner des arguments. Bon, par exemple, dans la culture, bah tu mets en évidence que les films qu'on va subventionner c'est 95% de réalisateurs hommes... Pourtant y'a bien des réalisatrices femmes. Il y a des pages et des pages des gens à qui on va attribuer du microcrédit. Ça serait tellement simple qu'à la fin on ait une colonne « hommes » et une colonne « femmes », et qu'à la fin on fasse un total. Mais non, on fait pas de totaux, donc il faut que moi je fasse les totaux sur chacune des pages moi-même. »*

Ce phénomène s'était déjà produit lorsqu'elle était secrétaire générale de la CFDT chez Air France, à la fin des années 1970 :

*« Quand le rapport d'égalité professionnelle est passé devant le comité central d'entreprise, la direction avait fait un rapport d'une quinzaine de pages, avec en page de garde : il ressort de ces éléments qu'il n'y a aucune discrimination envers les femmes à la compagnie Air France. Et Yvette [Roudy] avait fait un truc très bien, elle avait édité un guide pour manipuler les critères, les indicateurs, et donc en manipulant les indicateurs de façon différente de ceux de la direction, j'arrivais à de toutes autres conclusions (...) Et donc, euh, j'interviens longuement au comité central, j'ai été la seule femme sur une soixantaine de mecs, direction et syndicats réunis. Même les syndicats de stewards et hôtesses étaient représentés uniquement par des hommes hein. Et j'interviens donc avec chiffres à l'appui, démonstration à l'appui que y'a des discriminations à l'embauche... Exemple, une nana avec un BTS trilingue secrétariat. Elle est en employée alors que le mécano avion avec un BTS mécanique avion il est en technicien maîtrise, enfin technicien maîtrise quoi tu vois, tu as vraiment des critères objectifs, à diplôme équivalent... Voilà donc après dans les salaires, dans les déroulements de carrière, dans l'accès à l'information, et cetera. A la fin, grand silence,*

*tout le monde se regardait. Le président du syndicat FO, qui était secrétaire général du CCE, prend la parole et dit : « Nous, contrairement à la CFDT, nous ne demandons pas que les femmes aillent casser les cailloux sur les routes. » [Rires] Et évidemment, tout le monde s'esclaffe, tu vois ? Y compris les huit mecs de ma délégation derrière moi, hein. Ah ouais. Ah ouais ouais... J'étais furieuse. Ah, je te dis pas, je leur ai passé un de ces savons après... [éclate de rire] »*

Au Conseil Régional, elle se retrouve donc à faire de l'évaluation de politiques publiques seule, sur des milliers de dispositifs, à partir d'une variable qu'il faut reconstruire puisqu'elle n'a encore jamais été prise en compte, sans assistant et sans budget. En tant que syndicaliste, il lui fallait faire le travail d'intégration de la variable de genre dans l'étude des discriminations, sans quoi elle serait invisibilisée. Elle fait référence à un épuisement de ce « militantisme dans le militantisme » plusieurs fois au cours de l'entretien, mettant là aussi l'accent sur le vécu corporel et émotionnel, la réalité concrète de l'exercice. Quand en 2010 elle ne renouvelle pas son engagement au Conseil Régional car elle est épuisée, elle a également en tête le travail d'accompagnement de ses parents, à la santé déclinante, qui l'attend, ce qui met aussi en perspective les différents rôles de genre imbriqués.

Par conséquent, le travail réalisé est un travail de fourmi, focalisé sur les résultats concrets et le suivi réel des mesures. La vie politique de Michèle est particulièrement marquée par les négociations longues, les compromis, les accomplissements concrets, l'aspect « paperasse » - et par des valeurs de patience et de vigilance. Il y a peu de faits d'arme, mais des compromis, des semi-victoires et des semi-défaites. Ce qui compte, c'est ce qui est fait, « *des petites choses* » : inclure les femmes dans la communication de la Région en mettant en place une charte d'écriture inclusive, travailler sur les stéréotypes de genre vis-à-vis des métiers dans des brochures d'orientation à destination des lycéen.n.es, réaliser une exposition photo sur les filles dans des métiers dits masculins, éditer un petit livre sur les garçons dans des métiers dits féminins. D'autres enquêtes montrent que les femmes militantes dans des bastions masculins sont plus associées que les hommes à une certaine persévérance : le fait de ne « pas lâcher » sur un dossier, à affirmer un point de vue clairement, à assurer les suivis. Elles sont d'une plus grande discrétion et d'un plus grand sérieux dans la gestion des dossiers techniques, des dires de leurs collègues et d'elles-mêmes (Buscatto, 2009). A l'hôpital d'Argenteuil, Michèle remarque que la ligne de budget consacrée aux IVG est négligeable, dans un contexte où 90% des IVG se pratiquant dans le bassin sont faites dans les cliniques privées (l'échographie n'est à ce moment-là pas remboursée). Les médecins font valoir leur clause de conscience. Ses

interventions répétées à ce sujet finissent par payer et le nombre d'IVG pratiquées augmente – une autre « petite » victoire.

D'ailleurs, pendant l'entretien, elle s'attarde peu sur des considérations politiques *théoriques* (exposition de valeurs et croyances, de systèmes théoriques, de lectures marquantes) et consacre sa parole au *faire*, ce qui n'est pas sans conformité avec sa socialisation primaire :

« [Sur la section du PSU du 19<sup>ème</sup> arrondissement de Paris au début des années 1970] *Il y avait encore la gauche révolutionnaire dans le PSU, la GOP. Tu connais un petit peu les... Euh, ceux qui étaient du courant trotskiste, oui, euh, puis d'autres... Voilà, et puis ben les trotskistes, ils me faisaient chier avec leur discours complètement... C'est vite pénible. Bon les mecs de la gauche révolutionnaire pareil, vraiment les intellos intellos intellos, moi qui était encore, qui était encore un pied dans l'hôpital psy où je voyais des trucs tellement horribles... Et tu vois je me disais mais c'est pas possible, ils sont hors sol, ils sont hors sol c'est pas possible quoi. Et du coup euh les gens qui représentaient le courant de la GOP bon je les ai trouvés sympas ouais je trouvais ça bien euh donc c'est plus par affinité avec les personnes que je suis rentrée dans ce courant. »*

Partout où elle est nommée, elle siège, notamment pour représenter la Région dans les conseils d'administration de lycée ou à l'hôpital. Elle sera ainsi amenée par ce biais à initier des travaux de salubrité dans les lycées des banlieues défavorisées, maintenus dans des conditions sanitaires « scandaleuses » et « très dégradées ». Il n'est pas rare que sa venue éveille l'étonnement, comme à la vue d'un animal rare « *Tiens, un conseiller régional ! On n'a jamais vu le précédent* ». La plupart gardent leur travail et l'autorisation d'absence ne suffit pas à assurer les différentes missions sans y investir beaucoup de temps personnel : il faut à la fois siéger où on est nommé, en plénière, lire les piles de dossier, aller dans les commissions.

« *Je m'engage vraiment, je suis pas là pour toucher mon indemnité et puis aller bouffer le midi à la séance plénière pour montrer que je suis là et signer quoi. Parce que y'en a beaucoup, c'est ça, ils viennent juste bouffer au moment de la séance plénière, ils signent comme quoi ils sont là, et puis faire leur petit lobbying auprès des autres élus plus gradés, le député, président de machins et cetera. Enfin, le nombre de députés ou de sénateurs qui siégeaient à la région ? Mais moi, j'halluciniais. Comment ils peuvent faire leur mandat et en plus ça ? Tu te dis, mais enfin, ils ont pas trois vies quoi ? Alors évidemment ils étudient rien. Quand on était en réunion de commission c'était : « Mais Madame Loup, c'est pas à vous de faire ce travail, c'est au service ! » Bah oui, d'accord,*

*mais moi je veux avoir ma propre idée. Le chargé de mission de notre groupe politique me faisait une trame, et puis après moi, je vérifiais. Et à partir de la trame qu'il avait fait et de moi, ce que j'avais lu dans les rapports, ben de trois pages, j'en faisais six ou je supprimais des choses, je modifiais... C'était une base de travail qu'il me faisait, mais je lisais pas le machin qu'on m'avait préparé hein. »*

Certains opèrent donc un tri entre les différentes activités politiques et y sélectionnent les activités apportant le plus haut degré de reconnaissance symbolique : les inaugurations. Comme l'accent est mis sur l'aspect concret des projets entrepris et leur durabilité (il faut que le projet me survive), et que tous les aspects du mandat sont pris « au sérieux » (partout où je suis nommée, je siège), Michèle effectue une carrière politique comprenant peu de gratifications visibles. Elle explique ne pas avoir eu le temps d'effectuer la partie « inaugurale » de l'action publique : les moments où publiquement on est remercié.

*« Là où ils sont par contre, c'est aux inaugurations, aller couper les petits rubans... Enfin moi j'y suis jamais allée, j'ai jamais porté une gerbe, jamais porté une gerbe, jamais coupé un ruban. Euh, j'avais pas le temps. Par contre comme j'allais partout, dans toute la région... Alors là, mon père, il m'a offert mon premier GPS, parce que je crissais la nuit dans un coin paumé, je trouvais plus où... Pour siéger dans le syndicat intercommunal de je sais pas quoi (...) Avec une vieille Kangoo qui voulait pas démarrer. Une fois, à minuit, bled paumé, la voiture qui veut pas démarrer - le stress. »*

Là où certains élus ont à cœur de « marquer » leur mandat avec l'inauguration d'un nouveau bâtiment, la célébration d'un grand projet, à l'image de ces maires dits « bâtisseurs » à qui l'on remet des trophées, Michèle effectue une carrière politique sans coupe de ruban rouge. A cette intersection du travail politique féminin, on est loin de « l'inaugurite »<sup>102</sup> qui pousse les élus à se soucier davantage de leur postérité que de la soutenabilité des projets.

Michèle raconte avoir entendu beaucoup de « blagues lourdes » par des collègues « pas très fins », et du harcèlement de certains. Sur le cas d'un élu écologiste accusé beaucoup plus tard de harcèlement sexuel, elle doute : elle a surtout vu des femmes « *se mettre sur ses genoux pendant des soirées, mais de façon très volontaire hein. Voilà, pour essayer d'avoir des places et enfin bon, je trouvais ça vraiment déplacé quoi, mais...* ». Son professionnalisme l'invite à

---

<sup>102</sup> C'est Jo, 31 ans, médecin, qui a proposé cette formule toute médicalement inspirée, pour décrire une compulsion à couper des rubans inauguraux en fin de mandat, notamment chez les maires d'Ile-de-France.

se positionner contre cette attitude sans en interroger les fondements – le fait que la compagnie d’une femme, dans le même milieu professionnel, puisse être monnayée ou échangée. Dans un contexte où elle a dû assumer un double travail (créer ses missions et les légitimer puis les réaliser en faisant honneur à la classe des femmes), on peut comprendre cette réaction comme une tentative de se distinguer d’autres femmes qui joueraient avec des « règles du jeu » plus patriarcales. Il y a là une quête de respectabilité, avec le sentiment que son travail *pour sa classe* peut être amoindri symboliquement par les choix de ces autres femmes dans un bastion masculin.

Sa position en tant que seule femme dans un bastion masculin du syndicalisme va augmenter sa charge de travail et notamment la charge émotionnelle du travail. Les permanences syndicales qu’elle tient tous les lundis à l’aéroport deviennent le « bureau des pleurs » des femmes, qui ne sont pas entendues dans d’autres instances ou auprès d’autres interlocuteurs :

*« Elles venaient décharger tout ce qu'elles avaient sur le cœur, le harcèlement moral, le harcèlement sexuel du petit chef, le mari, voilà, le stew qui les a mises enceintes et puis qui les a abandonnées, et cetera, et cetera... Les doubles vacations qui font qu'elles sont complètement crevées. Et j'ai découvert que le nombre de personnes qui se droguent à l'aéroport était faramineux. Parce que pour tenir le coup, bah elles prenaient des trucs pour se lever le matin, dormir le soir... Enfin incroyable quoi »*

Suite à une grande contre-manifestation pour le droit à l’avortement en 1995, où elle monte une délégation très mixte avec « ses gars », étant alors dirigeante de la fédération des transports et de l’équipement, la coordination des associations pour le droit à l’avortement et à la contraception (CADAC) lance un appel à faire des assises pour les droits des femmes<sup>103</sup>. Michèle s’engage et travaille pendant deux ans à l’élaboration d’une plateforme revendicative pour les assises, qui réunissent plus de 2000 personnes le 8 mars 1997 : *« Et là, j'ai découvert - encore parallèlement, si tu veux à mes permanences à Roissy - que les femmes, elles vivaient mais vraiment des horreurs au niveau conjugal, intrafamiliales, les inégalités... Enfin bon, toute la misère des femmes quoi. »*

---

<sup>103</sup> La CADAC lance cette manifestation du 25 novembre 1995 pour contrer une manifestation d’intégristes catholiques contre l’avortement menée par Xavier Dor. 30 000 personnes répondent à l’appel, en pleine grève des cheminots.



A partir du cas de Michèle, on peut conceptualiser les travaux auxquels sont affectés les femmes politiques avec une sensibilité féministe pendant leur mandat. D'abord, un travail d'adaptation à la situation de minorité numérique, qui se reflète dans les codes de conduite, les façons de s'exprimer, mais aussi la réception de formes d'humour sexiste qui s'apparentent à des rappels à l'ordre – toutes ces dimensions sont attendues et bien documentées dans les situations d'entrée dans un bastion masculin (Battagliola, 2001 ; Achin, 2005 ; Lemarchant, 2017). L'enquêtee a également dû réaliser un travail supplémentaire de légitimation voire de création de ses propres missions sur des sujets qui sont peu compris et/ou peu pris au sérieux. Comme dans le cas des femmes syndicalistes, Michèle a plusieurs fois œuvré à faire reconnaître par l'organisation des problématiques féministes (Maruani, 1979 ; Buscatto, 2009). Ainsi, elle doit justifier de l'intérêt de ses missions tout en les effectuant, avec peu de moyens car peu de légitimité, ce qui amène à des situations où elle devait faire plusieurs métiers en un sur des délais peu réalistes. Enfin, le travail à effectuer en lui-même, de façon consciencieuse, porte en creux la valeur au travail de toute la classe des femmes, puisqu'en minorité numérique, elle est souvent sa seule représentante. Les missions ont souvent un intérêt en soi pour les femmes : dévoiler les inégalités professionnelles à Air France, créer la délégation aux droits des femmes au Conseil Régional. Il s'agit donc d'un travail émotionnellement chargé, auquel il faut ajouter un travail émotionnel découlant du fait d'être la seule interlocutrice pour les autres femmes (comme dans le cas de la permanence syndicale), qui vivent encore des formes de discrimination et de violence au sein même de l'institution. Tout ceci s'effectue avec peu de gratifications, contribuant à façonner une morale d'engagement discrète.

C'est l'intersection entre ces différents travaux qui fait la spécificité de sa position – en soi, porter un projet « à bout de bras » ou effectuer une mission émotionnellement chargée peuvent être valeur commune dans le travail politique, mandataire ou non. Cependant on voit ici que cette situation, caractérisée par le fait d'être une femme effectuant un travail féministe dans un bastion politique masculin, amène avec elle différents niveaux de pression qui se superposent en affectant sa trajectoire de carrière et d'engagement toute entière. Il y a une usure et un épuisement spécifiques aux conditions matérielles de cette rareté des femmes. Symboliquement, la certitude d'être la seule qui pourra porter ces questions au sein d'une institution pèse lourd et favorise un niveau de travail intense, ce qui peut se résumer par la croyance « Si je craque, il n'y aura personne pour prendre ma place ». La rareté relative des femmes dans les bastions masculins de militantisme ainsi que l'articulation entre ces différents travaux peuvent donc amener à des carrières militantes plus courtes, à la faveur de l'épuisement.

## 2. L'articulation entre vie militante et vie familiale, toujours coûteuse

Là où les militants expliquent pouvoir s'engager *d'avantage* à la faveur d'une période de disponibilité biographique, les militantes racontent comment elles se sont adaptées pour pouvoir maintenir des engagements en parallèle des modalités de la vie conjugale et de l'arrivée des enfants.

Plusieurs militantes racontent ainsi le travail d'articulation réalisé entre le militantisme et la gestion de la famille, notamment les moments où elles ont emmené leurs enfants dans des réunions ou des manifestations pour pouvoir y assister, comme Sylvie : « *Je l'ai beaucoup traînée avec moi quand j'allais dans les trucs associatifs, les rassemblements, les chorales, concerts, pour avoir des sous comme ça, elle faisait la quête. Elle était petite hein...* ».

Gertrude, elle, passe d'une organisation de vie calée sur le militantisme (petits boulots de façon à pouvoir militer, puis choix d'un secteur professionnel stratégique prisé par les militants de la LCR dont elle fait partie) à une vie conjugale et parentale intense après la rencontre de son conjoint : ils déménagent en outre-mer en fonction de ses impératifs professionnels de mobilité, et ont trois enfants. Le travail parental est bien décrit dans ses dimensions matérielles : la fatigue, le temps passé sur chaque tâche :

« *J'ai arrêté, mais sans m'en désintéresser, mais j'ai arrêté de militer pratiquement - parce que d'abord avec les enfants c'était plus possible. Mais j'ai recommencé à travailler en rentrant, donc je travaillais, j'ai eu un troisième enfant. Bon là les trois enfants, j'arrivais en réunion, je m'endormais... J'ai abandonné* »

Dans sa trajectoire, on voit aussi l'adaptation des préoccupations et de l'activité politique à la configuration parentale : lorsqu'il n'est plus possible de militer « professionnellement », elle crée néanmoins une association en faveur du confort de vie des enfants et des parents qui les apportent à l'école avec d'autres mères de famille. Sylvie décrit également cette réorientation des capitaux militants, par exemple dans les associations de parents d'élèves. Ce type d'engagement permet de réaliser des économies d'échelle en termes de temps et de déplacement, en liant les temps obligatoires consacrés à l'éducation des enfants et les temps militants (réaliser un seul aller-retour pour aller chercher les enfants à l'école et tenir une réunion aux alentours de l'école, par exemple). Les engagements partagés avec d'autres

femmes, voir en non-mixité, peuvent également fournir aux militantes des opportunités d'articulation moins coûteuses, comme un système de garde collectif pour les enfants.

L'arrivée des enfants infléchit les types d'engagements pris et participe de l'acquisition d'un capital organisationnel favorable à la reconversion militante. Les femmes sont plus susceptibles d'être détournées de l'activité militante et happées par les occupations domestiques, avec un travail d'articulation des temps sociaux qui leur incombe. Elles s'engagent aussi moins dans les organisations en rapport avec le travail et plus dans l'humanitaire, le social et le scolaire (Buscatto, 2009)<sup>104</sup>.

Sylvie précise néanmoins qu'il arrive à sa fille de blâmer son engagement : « Alors quand elle est très en colère, elle dit que je préfère m'occuper de mes associations, de mes affaires, plutôt que de m'occuper d'elle voilà. Mais donc ça a un impact quand même ». Un impact qu'on peut imaginer supérieur chez les mères que chez les pères : chez les femmes communistes des années 1970 de même génération, l'engagement militant n'est crédible que s'il ne pénalise aucunement leur rôle de mère (Dermenjian & Loiseau, 2009). Les militantes doivent être reconnues comme de bonnes mères, ce qui est notamment démontré par les résultats scolaires des enfants, sans quoi leur réputation en pâtit. Cela permet à leur engagement de rester symboliquement soutenable, mais fonctionne aussi comme argument de recrutement en direction d'autres femmes. Ainsi, on peut penser que les stratégies d'articulation mises en lumière permettent aux femmes de continuer de porter leur engagement sans subir trop de dévalorisation symbolique quant à leur rôle de mère pendant certaines années de l'enfance.

A l'aide de cette base d'information contenue dans les récits de vie, on peut désormais se pencher sur la manière dont les dispositions des militantes et les formes d'organisation entrent en interaction au sein du CPTG, un thème rendu visible par l'approche ethnographique.

---

<sup>104</sup> De manière générale, en raison de dynamiques différentes dans leur rapport au travail et au monde professionnel, les hommes tendraient à davantage compenser un travail jugé inintéressant dans l'activité syndicale qui donne du sens, là où les femmes seraient plus aptes à se mettre en retrait de la vie professionnelle et investir à l'extérieur (associations humanitaires, scolaires, de voisinage, etc.).

## II. Le façonnage d'une expérience de genre dans le collectif

L'approche par la division sexuée du travail militant permet de dresser un tableau d'ensemble non seulement des aspects spécifiques des tâches réalisées par les femmes dans le collectif, mais aussi des attentes matérielles ou symboliques qui pèsent sur elles. On s'intéressera plus en détail à la question de la voix des militantes, la répartition de la parole, sa portée, son enjeu étant des enjeux lourdement marqués du sceau du genre, rendus particulièrement visibles par le cadre de l'action collective. Enfin, on examinera les diverses réactions des hommes militants face à la problématique des inégalités de sexe dans le collectif.

### 1. Une division sexuée du travail militant

La surreprésentation des femmes dans les luttes écologistes amène nécessairement ces dernières à occuper toutes sortes de fonctions, d'autant que la question des inégalités de genre est importante dans les collectifs. C'est le cas au sein du CPTG. Cependant, la responsabilité logistique est très concentrée sur les militantes : Lili, Sylvie et Michèle sont à la pointe de ces tâches, matérialisées par des documents et tableaux maison consignant tous les besoins, des outils de jardin au nombre de saucisses requises en passant par le réchaud à gaz et les sacs poubelles, et la liste de tous les bénévoles par poste avec leurs horaires : accueil-gardiennage, restauration, vente, surveillance ou encore permanence médicale<sup>105</sup>. Les militants, notamment les associatifs aguerris et bien implantés dans la vie politique locale, assument plus souvent la partie de logistique « de gros », comme l'acheminement de matériaux lourds ou la récolte des chaises auprès des mairies.

Les socialisations de genre et spécialisations par métiers jouent un rôle important dans ces répartitions de tâches. La maîtrise de l'économie domestique et notamment de ses aspects prévisionnels, comme la prévision des quantités, pousse les militantes à endosser des tâches similaires avec la conviction d'y être plus efficace que les hommes. De la même façon, aller chercher une cinquantaine de chaises à la mairie d'une commune alentour nécessite d'avoir un moyen de transport adapté, et ce sont surtout des hommes anciens artisans ou bricoleurs du dimanche qui assurent la mission. La répartition pragmatique se mue parfois en attentes :

---

<sup>105</sup> Voir annexe 14 pour un aperçu de ces fiches d'organisation.

Gertrude se souvient ainsi qu'en 2018, un militant lui avait demandé si elle pouvait cuisiner des tartes lorsqu'elle avait rejoint un groupe de préparation. Elle précise qu'elle n'a pas envie de faire de la logistique au CPTG, parce qu'elle l'associe à une socialisation de genre :

« Et puis en fait y'a un mec qui est par ailleurs très sympa qui me dit : « Ben super, toi tu vas faire les tartes ! (...) J'ai failli pas comprendre tout de suite la première fois qu'on me faisait ça. Est-ce que j'ai une tête à faire des tartes ? Mais l'effort que ça me coûte à chaque fois... J'en fais ! J'en fais tu sais. Mais c'est pas... Je suis pas là de façon secondaire ! Mon essence, ce serait de faire des tartes et puis ensuite je vais au CPTG. Et comme je sais faire des tartes, voilà »

C'est la socialisation militante étudiante intense de Gertrude qui lui permet de « refuser les tartes » : en effet, elle détient des compétences concrètes de diffusion et communication militante qu'elle peut mettre en valeur. Dans le cas d'autres militantes, qui insistent en entretien sur le fait qu'elles ne « savaient rien faire » en rentrant au CPTG, leur propre présomption d'illégitimité, associée aux attendus de genre qui pèsent sur elles, résulte en une plus forte probabilité d'écoper des tartes. Dans le discours de Gertrude, on perçoit aussi une imprégnation par les normes militantes viriles (gérer la nourriture, c'est « secondaire »), ou tout simplement une lucidité sur la façon dont les tâches sont hiérarchisées.

La responsabilité logistique est particulièrement incarnée par un des rôles de la Convergence : en effet, Bernard, le président du collectif, est accompagné au sein des réunions de Convergence d'une coéquipière. L'attribution de cette mission est explicite : c'est Lili, pendant la majeure partie de mon enquête, qui s'en occupe, et la demande lui a été faite officiellement par Bernard. Elle prend ainsi la suite de Déméter, qui a déménagé dans le cadre d'un projet de reconversion dans le maraîchage. Ce rôle consiste, lorsqu'on le lui explique, à « faire le lien » entre le CA comme instance décisionnelle et la Convergence qui organise ensuite les forces vives pour œuvrer à la réalisation du projet (par exemple, le CA décide de la tenue d'une grande marche vers l'Élysée pour octobre 2019, et les réunions de Convergence servent en grande partie à l'organiser pendant plusieurs mois).

« *Juste un peu de coordination. Faire le lien entre... Alors, c'est bien pour ça que Bernard m'a demandé après de... d'entrer au CA. Ouais, pour faire le lien entre le CA et la convergence. Ça c'était important parce que effectivement de dire bon bah... T'as les vieux du CA. Non mais c'est ça, voilà. Et la convergence où t'as quand même beaucoup de gens un petit peu... voilà des jeunes, des moins jeunes, de tout horizon. Et donc c'était de pouvoir faire ce lien, et en fait le lien il se fait bon dans l'animation des réunions. Ouais* »

Extrait d'entretien avec Lili, 16 juin 2020

Bernard et Lili président ces réunions. Bernard prend en général la parole pour rapporter des nouvelles de l'avancée de la lutte, notamment juridiques, au groupe. Il intervient également pour trancher certaines questions, avec le style spécifique abordé ci-avant. Dans ces réunions de préparation des événements, la prise de notes et la gestion de la logistique des événements, la répartition des tâches, dont les relances et l'implémentation des décisions, sont souvent réalisés par cette « seconde » qui prend moins la parole. Le rôle coïncide d'ailleurs avec la fonction d'attribution et de contrôle de la parole dans la réunion, travail accaparant et épuisant pendant les deux heures de réunion<sup>106</sup>. Secrétaire, gestionnaire de la tribune et responsable logistique, Lili doit cumuler en réunion une prise de notes efficace, un suivi de l'ordre du jour et l'attribution de la parole qui la force à faire des allers-retours permanents entre ses notes et la salle pour repérer les mains tendues. Lorsqu'elles ne se tendent pas, c'est aussi à elle de couper les interventions sauvages et de rétablir le calme. Ainsi, derrière une volonté affirmée de constituer un binôme mixte, c'est le pendant féminin du binôme qui écope d'un certain nombre de tâches proches du secrétariat et moins visibles. D'ailleurs, lors de discussions informelles entre 2018 et 2020, il arrive que des militants « comparent » Déméter et Lili dans l'exercice de cette fonction, avec l'invocation de critères plus spécifiquement genrés : Déméter est décrite comme très « *empathique* », transmettant le « *courage* » et « *remontant le moral* » des troupes<sup>107</sup>. Pour plusieurs militants, elle était « *un peu la maman* » du collectif. Lili, plus introvertie et plus sobre dans son expression, est qualifiée de plus « *directe* » voir « *sèche* ». Ainsi, Kery note que si Lili semble « *bien s'en sortir* », l'absence de Déméter se fait sentir : « *Elle avait un côté mère de famille, elle apportait quelque chose que Lili ne donne pas, elle engageait les gens (...)* Avec Bernard, ils s'équilibraient ». Dans un binôme systématiquement

---

<sup>106</sup> Lili me fait part lors d'une discussion informelle du fait que ce rôle devient pour elle épuisant dans le cadre des réunions à distance pendant la période du Covid, les militants ayant tendance à davantage se couper la parole en distanciel.

<sup>107</sup> Les citations qui suivent sont issues de discussions informelles tenues lors d'un temps de convivialité le 17 avril 2019.

mixte, c'est donc un discours de la complémentarité qui se dessine ici, avec une militante qui réalise davantage de travail émotionnel et relationnel en montrant de l'empathie, en « engageant » les gens dans le cadre d'une aura perçue comme maternelle. Lili, elle, suscite moins d'enthousiasme en étant perçue comme moins chaleureuse – on a vu plus haut qu'elle était aussi moins conforme du point de vue du genre. Le degré de chaleur humaine dégagé par Bernard n'est pas discuté ici : figure de la lutte, il ne semble pas faire l'objet d'attentes particulières sur ces plans spécifiques. Là où Bernard accède au rang de « figure » de la lutte, Lili et Déméter sont jugées sur la façon dont elles exercent leurs tâches avec une focale genrée.

Sylvie, elle, fait beaucoup de « *travail d'ordinateur* » sur les organisations d'événements, c'est-à-dire de la logistique dématérialisée. Les tâches qu'il « *faut bien faire* », d'organisation logistique, mais qui « *saoulent tout le monde* », elle, ça ne la dérange pas. Elle s'occupe ainsi des commandes de matériel pour le collectif : badges, drapeaux, tee-shirts. Michèle décrit son propre rôle comme celui de la « *petite main* ». Lorsque je lui parle en 2020, elle assume déjà beaucoup de tâches, comme la préparation et la logistique des rencontres sur le Triangle avec Bernard, mais aussi le lien avec différents groupes et associations ou encore la lecture et la synthèse de documents, la relecture de tracts ou de mails. Ces tâches mettent en évidence la continuité entre des fonctions électives plus institutionnalisées, comme au conseil Régional, et le travail militant qu'elle effectue au CPTG (Ollitraut, 2001). En début d'année 2020, elle s'occupe par exemple de mettre à jour les statuts de l'association, qui étaient les mêmes depuis 2016, ou encore de faire les démarches administratives pour que l'association soit reconnue d'intérêt général. La logistique est l'activité qui prend le plus de temps dans le travail militant de Michèle :

« *Oui, je fais le lien avec des associations pour les événements, pour les fêtes oui, l'organisation. Mais aussi surtout être dans la logistique - beaucoup, beaucoup dans la logistique hein. Parce que chez nous c'est la base arrière hein. La cave elle est remplie. Là tu vois bon ben y'a 20 tuniques qui reviennent, bah faut les laver, faut les plier, faut les ranger. La chambre de mes petites filles, y'a 2 gros cartons avec les tee-shirts, parce qu'ils rentrent plus dans la cave. Y'a 2 cartons de... Ouais, c'est vraiment la base, c'est la base, entre les barnums, les drapeaux, les jerricans, les barbecues... Bon puis tout ce qu'il reste sur le Triangle. Deux grosses chaises, je croyais que c'était à [un militant], il dit que c'est pas à lui... (...) Oui, toute la gestion en fait. Hier, c'est... Il y a une veste là sur le canapé avec une corde et un mousqueton, bon, qui est restée, on sait pas à qui c'est... »*

Extrait d'entretien avec Michèle, 19 juin 2020

Ce travail logistique est peu vu. Nous listons ensemble les tâches qu'il recoupe et Michèle les répartit entre elle et Bernard : c'est un travail qu'ils font toujours ensemble. La différence entre leurs deux statuts ne se caractérise donc pas par un fort écart de charge de travail mais par la distribution des différents profits symboliques que l'un et l'autre reçoivent. Il en va de même pour le travail de relecture et de modification de mails avec Bernard, ou des « débriefs » après chaque coup de fil : « *Toujours, toujours, même quand j'avais pas le temps de m'en occuper davantage, si tu veux* ». C'est donc une attention continue portée au travail politique du CPTG, en plus de la vie politique et associative propre de Michèle.

Officieusement, elle s'occupe « *quand même de beaucoup de choses* », et intervient plus « *politiquement* » et plus souvent sur la liste mail de la Convergence depuis plusieurs mois. Cependant, sa présence dans le CA est « *officiuse* » : les points politiques et stratégiques sont discutés entre Bernard et elle. Bernard lui transmet d'abord les mails, mais elle n'est pas aux réunions. Ce relai devenant un peu fastidieux par rapport à l'importance de son rôle, elle est quand même inscrite en 2019 sur la liste mail du CA. Elle n'a pas posé sa candidature au CA parce que son nom de famille reviendrait trop souvent : Bernard ainsi que son frère y sont déjà. J'essaie alors d'approfondir le pourquoi de cette abstention : est-ce que quelqu'un serait dérangé par cette « triplète » déjà existante de fait ? Michèle ne sait pas, ne le pense pas, mais ils ont « *décidé comme ça* ». Elle a décidé de poser sa candidature pour l'année suivante. Cela pose néanmoins la question à la fois de savoir qui est en lumière dans un rôle stratégique et politique et qui ne l'est pas, qui a sa parole au mieux numérisée, au pire en partie invisibilisée. Cela pose aussi la question de savoir à quel point le couple militant fait front de façon consensuelle : on a vu à travers la trajectoire de Michèle que son expérience militante est composée d'éléments spécifiques qui façonnent une approche politique différente de celle de Bernard. D'ailleurs, il n'est pas rare que celle-ci discute le point de vue de Bernard ou apporte des contre-points en réunion de Convergence. Michèle est également une des militantes du noyau dur qui porte très souvent des questions féministes au-devant de la scène dans les discussions : lorsque je parle des problématiques de genre dans le collectif dans d'autres récits de vie, son nom est associé à ces théories, positionnements voire rappels à l'ordre. Dès lors, la fausse évidence de leur « entité » semble contribuer à invisibiliser une partie du travail réalisé par Michèle.



Jacqueline, ancienne urbaniste et économiste, effectue également un travail lourd et invisible : « *Je lis les trucs que personne a jamais le temps de lire et je fais des écritures, pour l’Echo du Triangle, des tribunes, des fiches pour les avocats, des articles, tous les argumentaires sur l’emploi et les transports* ». Via ses nombreuses expertises, elle est responsable d’une partie importante de la base théorique du CPTG, notamment en ce qui concerne la politique d’aménagement, l’emploi et les transports dans le Val d’Oise. La maladie de Jacqueline, une forme d’insuffisance respiratoire grave qui la pousse souvent à l’immobilité et la met en risque pendant la période du Covid, stabilise une tendance à produire du travail d’expertise moins visible. Pendant cette période, elle est particulièrement active à distance, produisant des textes, des analyses rapides sur les articles de presse qui circulent sur les circuits mails de la Convergence ou du CA. Selon Jo, il y a une faiblesse du collectif sur ce point : il n’est pas normal que Jacqueline soit à ce point en retrait. Les deux femmes se lient précocement à partir de l’entrée de Jo dans le collectif en 2019, et cette dernière organisera plusieurs initiatives pour donner à Jacqueline une place qui, lui semble-t-il, lui revient : diners, aide collective à domicile<sup>108</sup>. Leurs capitaux culturels les rapprochent, mais Jo développe une solidarité de genre : il lui semble que si Jacqueline est si active sur les boucles mails et peut sembler, par ce biais, insistante, c’est justement parce qu’elle est isolée, et si on ne remédie pas à son isolement, c’est en partie pour ne pas voir intervenir une femme compétente et influente.

*« En fait, ceux qui savent comment ils pourraient l’aider à rester à la page et à participer aux décisions, ne le font pas, car ils redoutent son ingérence. Or j’imagine que si ses interventions écrites via la mailing-list de la convergence peuvent paraître parfois autoritaires, intempestives, répétitives, et faire redouter sa présence physique aux réunions, c’est justement parce qu’elle parle de loin, depuis comme un exil, où elle ne peut plus ni faire comprendre ce qu’elle sait, ni comprendre ce qui se passe. Je voudrais bien voir Bernard Loup en fauteuil roulant dans son bureau, s’il ne pouvait plus rien savoir que par hasard, à travers son ordi, peut-être que lui aussi se mettrait à piailler »*

Echange par mail avec Jo, mars 2021

Jacqueline fait l’objet de certaines critiques, d’hommes plutôt âgés du CA comme Gérard et Jean-Paul qui la qualifient, au cours de confidences informelles en fin de réunions, d’« autoritaire » voir de « casse-couilles ». Lorsque qu’un militant apparaît très agacé car

---

<sup>108</sup> Pendant la période de la ZAD du Triangle, en février 2021, Jo emmène Jacqueline sur place.

Jacqueline a « repris » des points de détails statistiques dans un de ses articles, il ajoute : « *Elle n'est pas seulement pointilleuse si vous voulez mon avis mais je ne veux pas être vulgaire* »<sup>109</sup>.

Dans la dynamique de la répartition des tâches, il peut aussi se mettre en place des mécanismes plus ou moins volontaires de découragement de ceux ou celles qui voudraient apprendre un nouveau savoir-faire. Dans l'exemple suivant, c'est une jeune femme qui se rétracte franchement d'une tâche pour laquelle elle souhaitait se porter volontaire<sup>110</sup>. La tâche en question consiste à contacter différents collectifs écologistes en Ile-de-France afin de les inviter à participer à une table-ronde lors de la prochaine fête des Terres du Triangle de Gonesse, l'évènement annuel du CPTG. Je fais moi-même partie de ce groupe de travail, ainsi que Wesley, 50 ans, comptable. Mélanie, 35 ans, photographe, souhaite participer aussi :

Mélanie [s'exprimant d'une voix très douce] : *Et euh... Ca consiste en quoi ?*

Benoît [suffisamment haut pour qu'elle entende] : *Bah déjà ça consiste à parler plus fort !* [rires]

Mélanie : *Je sais pas exactement en quoi ça consiste, mais je connais des jeunes de l'action pour le climat et on a prévu de se revoir*

Philippe : *Ouais, il faut que ça germe !*

Benoît : *Il faut contacter les gens déjà, et puis après trouver un thème*

Philippe : *Je te vois plus Mélanie comme responsable d'une activité artistique, mais t'emmerder à aller contacter des gens, là, comme ça, je sais pas si..* [silence]

Mélanie : *Oui c'est sûr qu'il vaut peut-être mieux que je me concentre sur ce que je maîtrise.*

Lili : *Et toi Louise, c'est toujours bon ?*

Moi : *Tout est ok.*

Ici, on voit que Mélanie a pâti d'un écart à la norme par rapport au mode d'expression que Benoît et Philippe attendent d'un responsable de groupe : voix forte, ton assuré, regard franc. Cela lui vaut une présomption d'incompétence de la part de Philippe ainsi qu'une invitation bourrue de Benoît pour qu'elle parle plus fort, deux hommes plus âgés des classes supérieures. Personne ne discute ma compétence à organiser la table-ronde (pourtant, je ne l'ai jamais fait

---

<sup>109</sup> Fin de la réunion de Convergence du 6 février 2019.

<sup>110</sup> La scène a lieu lors de la réunion de Convergence du 20 mars 2019.

non plus) : mon mode d'expression est plus adapté aux conventions masculines et j'en suis récompensée symboliquement.

Pendant les évènements, certaines missions sont fortement genrées, comme la tenue du stand d'accueil quasi-exclusivement féminisé, là où la surveillance et la gestion du parking, qui impliquent plus d'imposition du corps dans l'espace, sont majoritairement masculines. De manière générale, on voit le risque d'assignation des femmes aux tâches militantes associées à l'espace domestique, dans des dynamiques déjà relevées par les études sur la division du travail militant associatif (Rétif, 2011 ; Picot, 2020). Dans l'organisation interne des partis, le poids des tâches domestiques grève également la participation des femmes. Les constats réalisés sur la répartition du travail militant dans les réseaux locaux du PCF jusqu'à la fin des années 1970, par exemple, semblent encore en partie actualisés : le rattachement symbolique des femmes au monde du foyer limite leur participation aux échelons de représentation, et la carrière des militantes en est marquée par « *ces modalités spécifiques d'intégration à l'appareil, à travers les emplois techniques d'appui au travail militant (secrétariat, édition, comptabilité, etc.)* » (Boulland & Mischi, 2015, p. 82).

## 2. Les inégalités d'accès à la parole

Toutes les militantes soulignent l'apprentissage ardu de la parole publique et un départ inégal en capitaux à cet égard par rapport aux hommes :

« Si, des mecs qui étaient grandes gueules (...) Oui, et moi si tu veux, moi je... J'avais, à l'époque, j'avais une toute petite voix. J'étais très timide (...) Dans une réunion nationale, j'ai dit, j'avais pris la parole libre : « En fait ce qui s'est passé c'était un non-événement ». Et puis personne ne dit rien. Et puis quelques instants plus tard, mais une grande gueule nationale [un homme] qui dit « Ouais, c'était un non-événement ». Et là : « Ah ouais, c'est ça ! » [mime des réactions enthousiastes de l'assemblée] »

Extrait d'entretien avec Gertrude, 7 novembre 2019

Sylvie et Jacqueline, malgré leur posture dominante dans l'espace social, disent leur gratitude envers le collectif pour les avoir aidées à affronter leur peur de parler en public : « [Sylvie] Depuis le CPTG, je suis capable de tout faire, ils me font faire n'importe quoi, participer à une émission de télé en direct... C'était le summum, quoi ». Lili, elle, pense avoir progressé, mais rechigne toujours à se présenter comme porte-parole :

« Il vaut mieux... Dans mon cas je parle, il vaut mieux un mec qui parle bien que moi qui monte sur scène et qui vais perdre mes moyens et je... je... Ca va pas être clair. Ouais, c'est parce que t'es pas habituée, c'est parce que machin... Oui c'est parce que je suis pas habituée, mais c'est pas maintenant que je vais... [Emphase, très animée] Elle voulait que je monte à place Saint-Michel, que je monte sur l'estrade avec mon micro. Heureusement, j'ai trouvé l'astuce en disant bah ça serait bien qu'il y ait des jeunes : Kery ! Laetitia ! Allez ! Mais elle... Elle tenait absolument à ce que ce soit moi ! Et ça, elle ne veut pas l'entendre, parce que... Il faut que ça soit une femme ! Donc moi, des fois, euh... Moi c'est trop tard. Parler devant 1000 personnes, une assemblée, si tu te rates, on va dire c'est quoi ce collectif de merde, si tu captas pas l'attention, c'est pas la peine... Il y a des gens compétents et si c'est que les hommes et bah là... Malheureusement, malheureusement, les gens qui sont dans ce genre de... de... de prise de parole sont... sont des hommes. Ils sont compétents. Mais parce que... Ils ont été formés. »

Extrait d'entretien avec Lili, 16 juin 2020

Ainsi, Lili considère qu'il est trop tard pour qu'elle « rattrape » sa socialisation de genre, mais souhaite que ce soit différent pour les plus jeunes générations - elle se heurte dans cette anecdote à une militante qui veut absolument la mettre en avant. Elle précise aussi qu'elle déteste le registre du débat politique et les situations où c'est à celui qui s'impose le plus de prendre la parole. Loin d'être une simple préférence, le goût pour la contradiction directe et le débat se rapporte à un certain nombre de fonctionnements et normes internes dans les organisations militantes. Marie Buscatto montre par exemple que dans le militantisme syndical, les modes d'échanges sont « blagueurs et piquants », ce qui est un style plus approprié par les hommes : joute, provocation, débat, importance de la répartie. Les premiers pas dans le militantisme sont d'ailleurs eux aussi marqués par ce style : il a fallu convaincre, tracter, « s'exposer physiquement et verbalement » (Buscatto, 2009, p. 87). Ces « moments de harangue » où il a fallu taper sur la table semblent bien adaptés aux modes de socialisation masculines.

Parfois, ce « raisonnement par quotas » amène donc à des ressentis mitigés. Sylvie, en particulier, fait part d'un point de vue très affirmé : à l'origine, elle est « *très contre* » les quotas féminins. A l'époque de la mise en place de la parité obligatoire<sup>111</sup>, elle était plutôt contre : « *Mais qu'est-ce que c'est enfin ? C'est quoi, mettre une mauvaise femme à la place ? Parce qu'il faut que ce soit une femme ? C'est ridicule, c'est ridicule. Bon et j'ai un peu continué à réfléchir sur cette question et je sais bien qu'il y a quelque chose où les femmes s'autorisent un peu moins, parce que quand on regarde le milieu associatif il y a plein de femmes. Bon, on peut dire ça, mais en même temps... C'est vrai aussi que c'est des fois plus compliqué de se dégager du temps. Enfin il y a plein de facteurs. Alors que des fois on les pousse un peu... C'est pas si mal* ». Si en réunion ce ne sont que des hommes qui parlent, « *on ne va pas en faire une affaire d'Etat* ». Lorsqu'Adeline, militante d'une cinquantaine d'année et journaliste, critique la proportion trop importante d'hommes dans les invités d'un évènement, Sylvie réagit négativement en vertu de son rôle de lien avec les personnalités en question : elle est d'accord sur le principe (il n'y a pas assez de femmes) mais n'a pas l'impression de pouvoir faire mieux avec son carnet d'adresses : « *Oui, ça me parle et ça m'énerve, les deux à la fois. Alors j'entends ce qu'elle dit. Y'a pas assez de femmes, je suis d'accord – maintenant, qu'elle en dégote d'autres. C'est tout. Enfin, y'a pas... Moi je sélectionne pas les mecs par rapport aux femmes. Bah oui mais t'es mignonne, vas-y quoi* ». Elle reconnaît qu'il y a beaucoup plus d'hommes que

---

<sup>111</sup> Elle fait probablement référence à la loi du 6 juin 2000 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

de femmes dans le CA, mais précise qu'après tout, « *ils ne sont pas sélectionnés* »<sup>112</sup>. De manière générale, l'intrusion de ce thème semble l'agacer.

Pour autant, d'autres choses l'énervent, qui la rapprochent de Michèle malgré leurs désaccords : lors d'une visite à Notre-Dame-des-Landes, sur la scène lors d'un évènement militant, quelqu'un s'est adressé à l'assemblée en disant « *Bonjour à tous !* ». Elles ont corrigé l'intervenant d'une seule voix : « *Et à toutes !* ». Elles en ont ri : « *Avec Michèle, mais ensemble, c'est sorti – au risque de le déstabiliser – parce qu'il s'adressait à une assemblée quoi ! Tu vois là, ça va me déranger. Ça ne coûte rien de dire bonjour à toutes. Et ça n'enlève rien à personne. Moi qui ai du mal à parler sur une scène, j'étais dans le trouble... Mais c'était impossible de faire autrement !* ». A la fin de la marche vers l'Elysée, le 5 octobre 2019, le CPTG parvient à négocier l'envoi d'une délégation au ministère de la Transition Ecologique. Il faut néanmoins qu'« une femme » aille avec Bernard. Le bruit coure dans la foule : « *Il faut une femme ! Il faut une femme !* ». C'est Sylvie qui accepte, en vertu de sa position au CA.

### 3. « Coups de gueule » de militantes et réception dans le collectif

Bien souvent, les réflexions autour du genre et de ses effets sont rapportées aux interventions vigilantes de Michèle en réunion. En quelque sorte, les militants que j'ai interrogés la positionnent en qualité de garante, déléguant ainsi une partie de leur responsabilité à repérer les situations dans lesquelles le genre vient façonner le militantisme des femmes, le plus souvent à leur détriment. Si des militants, à l'image de Benoît, par exemple, se déclarent très convaincus sur le fond par certains principes féministes, c'est bien une remarque de Michèle qui alerte sur la nécessité d'appliquer ce principe à une situation donnée. D'autres militantes peuvent prendre ce rôle occasionnellement, comme Adeline, journaliste de 58 ans, qui signale lors d'une des réunions de préparation du meeting du CPTG<sup>113</sup> du 20 février que les invités à venir discuter d'une agriculture écologique sont majoritairement des hommes blancs d'une soixantaine d'années : « *Ça m'a vraiment énervée, on est complètement à côté de la plaque, on a dix propositions, dix mecs de soixante ans, enfin merde ! Je ne vois pas du tout pourquoi on leur donnerait une tribune à Ruffin et Mélenchon !* ».

---

<sup>112</sup> Pour autant, Michèle n'a pas demandé à le rejoindre pendant plusieurs années en vertu de la présence de Bernard, malgré des rôles et des positions politiques différents, comme on l'a montré.

<sup>113</sup> Cette discussion a eu lieu lors d'une des réunions de Convergence du CPTG, le 19 décembre 2018.

Elle relie ici le fait qu'il n'y ait que des hommes en représentation et qui plus est des hommes politiques, pour dire que le collectif reproduit « *l'ancienne manière de faire de la politique* ». Le choix de la liste a été orienté par un militant haut placé : « *A partir du moment où il a dit qu'il fallait « taper haut », on s'est retrouvés avec une liste de dix mecs, c'est quand même incroyable* ». Benoît et Philippe, visiblement agacés, commentent : « *Oui, bah la parité n'est pas respectée, voilà ! Je savais que j'allais me faire taper sur les doigts ! Mais pour cette fois, voilà, on respecte juste les règles du jeu.* » (...) « *Il y a des femmes ! Batho, aux dernières nouvelles, c'est une femme !* ». Rainer, consultant en développement soutenable de 47 ans, précise qu'il n'est pas donné à tout le monde de cumuler une expertise de terrain, ce qui est recherché lors de cet événement, et une capacité à s'exprimer agréablement en public. On voit ici les ficelles de sélection, et donc d'exclusion, des orateurs : la volonté d'agir sur la présence et la représentation des femmes, au moyen de quotas informels, semble se heurter à un impératif stratégique (il nous faut des gros poissons et de bons orateurs). Adeline réfute cette logique : selon elle, en raisonnant de la sorte, on se prive aussi de toucher des publics plus jeunes et plus féminisés. C'est donc cet impératif stratégique qui est un faux : fantasmé, il confirme et reproduit l'exclusion des femmes de la parole politique. Benoît, revisitant cet épisode en entretien, met en valeur une tout autre réaction de sa part :

« *Oui, oui, oui, oui. Et là, c'est vrai oui, moi j'avais pas du tout repéré le truc et dès qu'elle l'a... Bah je sais pas quelle impression j'ai donné du coup, mais assez rapidement je me suis dit bah elle a raison. C'est vrai que j'avais pas du tout ça en tête. Pas du tout du tout du tout* »

Cette réflexion sur la répartition de la parole entre hommes et femmes intervient pour l'instant dans le cadre d'organisation d'événements, autrement dit dans les activités militantes de « scène ». Pour ce qui est des « coulisses », on est encore loin d'une auto-analyse sur ces questions. Pourtant, cela suffit à en inquiéter certains. Une discussion en petit comité avec Gérard la semaine qui suit m'éclaire sur certaines réactions aux propositions d'Adeline. Pour lui, et il n'est « *pas tout seul à le penser* », ses remarques relèvent du « *féminisme radical* ». Le sexisme existe dans le monde, bien sûr, « *même en France* », mais pas dans le CPTG. Rainer lui fait alors remarquer qu'il y a des biais qui freinent la prise de parole des femmes en réunion et que cela a été prouvé. Gérard rétorque : si lors d'une réunion, seules des femmes s'exprimaient, il

n'aurait aucun problème, cela voudrait dire qu'il n'y a que des femmes qui ont quelque chose à dire. Je lui demande alors si cette situation s'est déjà présentée : il nous concède que non.

C'est la classe sociale, notamment via le niveau d'étude et le marqueur culturel que constitue l'écologie, qui est invoquée indirectement pour appuyer cette croyance selon laquelle le sexisme n'existerait pas au sein du CPTG. Ainsi, dans une discussion avec quelques hommes militants du CA, je vois que selon eux cela est dû au fait qu'il y a quand même dans le collectif « *des gens qui réfléchissent* », qui ont « *un peu de jugeotte* ». La vertu morale apportée par la lutte écologiste est supposée préserver des rapports de genre présents ailleurs. Le second argument, qui n'appuie pas selon moi le premier, c'est celui de l'efficacité : « ça tourne comme ça ». Notamment en ce qui concerne la division du travail militant et ce qu'on pourrait appeler la *répartition des quiches*, il faudrait selon certains militants, principalement de plus de 50 ans, aller au plus rapide. Confronter les rôles genrés sur les tâches du quotidien implique de *perdre du temps*, puisque les apprentissages domestiques des femmes, déjà intégrés, sont prêts à l'usage.

D'ailleurs, chez les militantes les plus critiques, c'est ce second argument qui peut les retenir : elles ne disent rien par peur de ralentir la machine militante avec des préoccupations moins « urgentes » que l'ordre du jour de la lutte, peur d'être perçues comme « *pointilleuses* » ou « *chiantes* » et de rompre l'harmonie du groupe, comme l'explique Chantal, une militante de la Convergence. Sans qu'il n'y ait à la clé d'exclusion possible, elles craignent d'être moins sollicitées par la suite et de perdre une partie de leurs rôles. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette crainte est partiellement confirmée par les faits : dans le corpus d'entretien, ce sont uniquement des femmes qui sont citées comme étant plus *difficiles* (quand je demande par exemple aux militants s'ils ont déjà eu des conflits, des moments de tension dans le militantisme). Les descriptions tendent à mettre en exergue chez elles des traits comme la fermeté, la dureté et l'autorité, le plus souvent considérés comme des attributs de virilité, et très présents chez des militants de premier plan sans qu'ils soient pour autant commentés. Les militantes formulant des critiques féministes sont souvent visées dans ces jugements, bien qu'elles restent en général dans une tonalité bienveillante.

La volonté de discrétion autour de ces thématiques apparaît nettement lors du départ de Lila du collectif, après une prise de position en réunion<sup>114</sup> : chargée de coordonner un évènement avec un local de la banlieue parisienne, elle se plaint d'être harcelée par un des acteurs avec qui elle

---

<sup>114</sup> Réunion de Convergence du 13 novembre 2019.



doit interagir, et d'avoir dû faire une grande partie du travail complètement seule. Coupée plusieurs fois, elle finit par demander qu'on la laisse finir. Plus tard, elle explique dans des emails ne pas pouvoir travailler dans ces conditions, en faisant état d'un problème de sexisme dans le collectif. Le fait qu'il n'y ait pas de règle de parole en réunion la gêne, parce que les femmes sont sans arrêt coupées, un point dont elle essaie de me convaincre pendant la même réunion. Je sens les regards désapprouvateurs de certains membres du CA et élude un peu ses relances. Plus tard, une militante du CA se sert de cet exemple pour illustrer la différence entre le CA et la Convergence : un incident comme celui-là est « *typique de ce qu'on ne verrait jamais au CA* ». Il faut « *aller vite* », on ne peut pas « *perdre de temps* ». Dans l'ensemble, une certaine discrétion par rapport aux plaintes et autres « coups de gueule » est donc de mise, et les débordements émotionnels peuvent surprendre, voire agacer.

Il arrive donc qu'une critique féministe du fonctionnement interne soit disqualifiée : c'est le cas ici de Lila, mais aussi d'autres militantes jugées plus « difficiles ». Enfin, l'absence d'espaces dans le collectif pour discuter de ces questions et l'absence de ligne de conduite collective, voire la négation du problème, peuvent conduire certaines militantes à s'éloigner ou à se désengager. C'est le cas de Jo, qui quitte le collectif en 2021 à la faveur d'un concours de facteurs, mais sur une verte critique : « *De façon générale, parallèlement à des affirmations creuses de féminisme, les femmes sont reléguées à des rôles de petites mains. Plusieurs d'entre elles pourraient apporter bien plus à la lutte que ce n'est le cas aujourd'hui. Or, pour cela elles doivent chaque fois se battre, jouer des coudes, imposer des idées ou d'être mises en lumière lors des actions collectives, et leur pudeur et leur crainte de nuire au CPTG en le critiquant souvent les en empêche. La plupart des hommes du CPTG n'acceptent pas de comprendre que pour ces femmes, pour qu'elles apparaissent vaillantes, et pour qu'elles le deviennent, il faut de l'espace, un espace qui n'existe pas tant qu'ils ne décident pas, d'eux-mêmes, de s'éclipser partiellement* ».

Dans ces développements, j'ai choisi de délaissé en partie la structuration par cercles afin de mettre en lumière l'aspect transversal des problématiques du genre dans ce militantisme, afin de montrer que la variété des formes d'organisation collective ne suffit pas à contourner certains mécanismes de domination symbolique qui touchent toutes les militantes. Il y aurait cependant quelques mots à dire sur la forme spécifique des rapports de genre dans chaque cercle, la forme de la critique féministe qui y répond et l'aspect des réactions à cette dernière. On a vu par exemple que le groupe Action avait des dispositions plus orientées vers la lecture des rapports de domination internes, et les rapports de genre en font partie. Ce sont également des

génération féministes qui s'expriment dans chaque cercle. Michèle et Jacqueline, issues du féminisme de la deuxième vague, ont vécu davantage de situations de confrontation directe aux inégalités et ont vu de grandes avancées, notamment légales, en faveur des femmes : cette mémoire les laisse en situation de vigilance. Jo, elle, se reconnaît dans un féminisme plus radical dans l'analyse des structures de domination actuelles, et les rapports de domination genrés dans le collectif lui paraissent très visibles. De manière générale, le mode de fonctionnement du groupe Action se veut plus « inclusif », ce terme évoquant des efforts conscients réalisés pour contrer les biais sociaux qui jouent contre les femmes et les minorités (présomption d'incompétence, difficulté à prendre la parole, relégation dans des tâches vues comme typiquement féminines, etc.). Ce sont les militantes de la génération intermédiaire, nées dans les années 1960-1970, qui se montrent les plus prudentes. Gertrude, par exemple, se dit admirative des très jeunes militantes dans le collectif qui n'ont pas peur de prendre la parole, et de manière générale, de prendre de la place, mais elle a néanmoins des critiques sur cette expressivité qui pourrait courir le risque de « renverser » le rapport de domination. Lili, dans nos échanges initiaux, ne souhaite pas commenter ce thème dans la vie du collectif, considérant qu'il n'y a rien à dire, avant de progressivement pointer quelques sujets comme celui des hommes militants qui coupent beaucoup la parole aux femmes.

Dans une des périodes les plus actives en termes d'occupation du terrain sur le Triangle de Gonesse, à l'été 2019, les situations d'occupation et de blocages de chantier précipitent la rencontre entre les différentes cultures politiques discutées au cours de ce chapitre, avec l'arrivée de militants autonomes ou désobéissants plus jeunes. Quelques scènes permettent de s'en faire une idée.

Lors d'une des premières « assemblées » spontanées à la fin d'un rassemblement devant le début du chantier, le 26 juin 2019, une jeune militante, Sylvia, est venue pour évoquer des pratiques de désobéissance civile, à la demande des membres du CPTG. Elle explique brièvement quelques éléments d'organisation, mais est coupée plusieurs fois par Gérard, un membre du CA du CPTG. Lors de la troisième interruption, elle répond que ce serait bien de ne pas rentrer dans un dialogue à deux. Gérard dit qu'il s'adresse à tout le monde. La militante répond que d'autres personnes avaient signalé vouloir parler et qu'il serait bien de respecter un tour de parole. Dans l'effervescence, un blocage de voitures du chantier s'organise pour le lundi suivant et certains commencent à collecter des conducteurs volontaires, de sorte qu'un brouhaha s'installe, dominé par les voix des hommes militants :

Sylvia reprend la parole (en l'ayant demandée) : *Il faudrait vraiment s'écouter et ne pas se répondre qu'entre vous... Ce serait bien qu'il y ait des tours de parole et pas que des hommes qui parlent, de mettre en place un système*

Gérard (qui n'a fait que briser le tour de parole) : *Un tour de parole quoi.*

Extrait du journal de terrain, 26 juin 2019

Ce tour ne voit pas le jour et les militants désobéissants venant pour la première fois semblent surpris du fonctionnement de la réunion. Ce prérequis féministe non respecté se couple avec des règles implicites spécifiques à la culture politique autonome : Nathan, un autre militant, souligne la présence d'une caméra et dit qu'il ne sait pas si il peut s'exprimer librement, que les gens qui filment ou enregistrent devraient se signaler et demander la permission. Les anciens du CPTG se justifient en râlant : « *On n'a rien fait d'illégal...* ». Sylvia conclut, un peu désemparée : « *J'ai jamais vu une caméra pour la préparation d'une action de désobéissance civile...* ». Le dialogue se poursuit vivement. Les désobéissants veulent mettre en débat la présence des médias en disant qu'on n'en a pas forcément besoin pour faire quelque chose et ils posent la question de la « récupération » des images. Les membres du CPTG à côté de moi commentent :

Michèle : *Si, on en a besoin.*

Sylvia : *Mais si...*

Michèle (agacée) : *On ne t'entend pas ! Il faut parler plus fort !*

Gérard : « *On a des médias qui sont sûrs, on a Médiapart, on a Reporterre ! Ils nous défendent depuis des années* »

Bernard : « *On est sur une lutte où les médias sont plutôt un soutien et sont de notre côté depuis plusieurs années, voilà.* »

Michèle : « *Il ne faut pas tomber dans la parano. Oui c'est une lutte, mais si on avait pas eu les médias, le meeting à Olympe de Gouges, si on n'avait pas eu les médias, ça n'aurait pas été avec nos petits tracts dans les manifs... Ca n'aurait pas été une réussite. Bon. Et si on veut avoir du soutien, il faut aussi accepter que les médias viennent nous appuyer, évidemment, bon.* »

On peut supposer ici que l'agacement de Michèle prend forme notamment dans un contexte où elle-même a dû s'imposer dans des bastions masculins sans bénéficier d'aménagements pour que sa parole soit mieux entendue et reçue.

En somme, l'analyse de la partition du travail militant montre plusieurs choses. Les militantes peuvent accéder à différents rôles dans le collectif, mais une présomption d'incompétence, intériorisée ou non, peut les freiner, due à une propension plus forte au doute de soi mais aussi à un déséquilibre d'apprentissage de certains savoir-faire, comme on le voit avec le cas de la parole publique. Les « barrières » de genre persistent aux deux extrêmes du spectre : dans les rôles décisionnels (ici représentés par les membres du CA), les femmes sont moins nombreuses et leur travail peut être partiellement invisibilisé ; dans les rôles de « petites mains », moins visibles et moins valorisés, la surreprésentation des femmes persiste. Cependant, la mobilisation a également des effets émancipateurs sur les militantes en favorisant l'apprentissage de savoir-faire dont elles ont été écartées par ailleurs. Enfin, les tentatives d'aborder ces sujets au sein du collectif suscitent différentes réactions, de la part des hommes comme des femmes : dans l'ensemble, les militantes craignent d'aborder le sujet de peur d'être perçues comme un frein à l'action collective. En outre, la fonction de « signalement » de situations déséquilibrés ou de propos sexistes est concentrée sur une militante, ce qui interroge sur la capacité interne du collectif à examiner ces situations, et accentue la responsabilité des militantes.

#### 4. Les militants face à la problématique du genre : des parcours non-conformes ?

Les militants ont tendance à aborder spontanément le sujet du féminisme en entretien (je n'ai quasiment jamais eu à poser la question, même de façon détournée) sur un mode particulier : ils veulent faire la preuve qu'ils ne sont « *pas sexistes* ». Ils évoquent toutes les raisons pour lesquelles ils ne font pas partie des hommes violents ou dominateurs. Dans cette exposition des pièces justificatives de leur féminisme, ils ont une propension forte à se confier sur les thèmes de genre.

La lutte au CPTG est le premier ancrage sur une mobilisation localisée et en partie une lutte d'occupation pour Philippe comme pour Benoît, tous deux à la faveur d'une période de disponibilité biographique (séparation conjugale) et de crise personnelle (sentiment d'avoir fait le tour de leur milieu professionnel, de manquer de sens). Benoît précise ainsi que longtemps, il avait intégré l'idée selon laquelle l'éthique journalistique est basée sur la neutralité, avant de ressentir le besoin de s'engager. Philippe, lui, cumule dans un premier temps les indicateurs de succès social : prépa HEC, puis école de commerce (« *Être le bras armé du capitalisme, je sais ce que c'est* »). Il est intéressant de noter que cette rhétorique de la crise de la quarantaine ou de la cinquantaine, caractérisée par le sentiment d'avoir « tout fait comme il fallait » mais de se sentir pourtant « vide », semble marquée par un prisme genré. Les hommes sont socialement incités à investir une plus grande part de leur identité dans les carrières et dans le fait d'être un bon partenaire, stable, dans le couple. Cela les rend plus sensible au choc conjoncturel d'un divorce ou d'une stagnation professionnelle. Leurs trajectoires sont en moyenne moins affectées par l'arrivée des enfants. Les militantes que j'ai interrogées ont vécu au contraire dans un contexte toujours mouvant, où l'arrivée d'un troisième enfant, par exemple, peut signifier l'arrêt de la vie professionnelle. Dans ce contexte, l'attachement aux mondes professionnels est plus distant et les différents facteurs de « sens » dans leur vision d'elles-mêmes sont mieux répartis : elles s'appliquent à penser à l'application de leurs valeurs à la fois dans le monde professionnel, dans l'éducation des enfants et dans la sphère associative, à petites doses.

Philippe me parle naturellement des politiques de quotas lorsqu'il s'agit d'aborder la place des femmes en politique au sens large (partis, syndicats, associations, collectifs). Il se dit favorable à une attention particulière aux « *temps de parole* » mais globalement opposé aux quotas sur les postes, suite à son expérience dans un *think-tank* :

Louise : *Et tu trouves que c'est une bonne manière de faire ? D'imposer la parité ?*

Philippe : *J'y reviendrai parce que non... Ce qui a été choquant, pour moi, quand on a refusé de de me faire rentrer dans le bureau national - et à posteriori, c'est très bien parce que j'ai... J'ai pas le temps de m'y consacrer autant que ça (...) Ce qui m'a gêné par exemple c'est que effectivement il y a plus de demandes d'entrée des hommes que des femmes, donc c'est plus difficile pour un homme de rentrer dans le bureau national [d'un think-tank écologiste]*

Pour lui, c'est d'autant plus injuste qu'il y a des couples dans le bureau national, alors qu'ils pourraient « *s'arranger entre couples* » pour n'avoir qu'un des deux dans le bureau, qui « *débrieferait* » l'autre, « *le mec qui va débriefer sa nana, ou sa nana débriefer son mec* ». Ce raisonnement est étendu à la présence de Bernard et de Michèle dans le CA du CPTG, donnant raison, par entretiens interposés, aux inquiétudes de Michèle à ce sujet<sup>115</sup>. Cependant, il y a fort à parier qu'une telle politique favoriserait la présence de l'homme du couple dans ces instances, étant donné qu'il y est par défaut plus légitime et que les femmes, comme on l'a vu, cumulent davantage de responsabilité entre le travail militant, domestique et émotionnel. Si l'on se déclare préoccupé par ces questions de répartition genrée, il convient de penser les effets concrets sur les hommes et les femmes de chaque modalité<sup>116</sup>.

Dans les aspects plus personnels de sa vie, Philippe trouve que la dimension politisante de l'intime par le féminisme est « *insupportable* », citant trois hommes de sa famille qui ne sont « *pas les derniers des cons* ». Ces portraits, selon lui, s'opposent à une « *approche ultra féministe* » consistant à dire que « *théoriquement, les hommes seraient tous des cons* ». Il légitime tout de suite sa position en tant qu' « *homme bien* » par le travail parental :

« *Moi j'ai quand on a eu les enfants, les jumeaux... Ben moi j'en ai fait, j'ai fait... C'était 50/50 hein (...) J'ai changé les couches où tu mets les mains dans la merde, donné les biberons au bout d'un an (...) Je rentrais à 7h, je prenais le relais de la nounou, tac, donc de ce côté-là, bon...* »

---

<sup>115</sup> De manière générale, Philippe semble sceptique du travail réalisé par Michèle et précise que ses interventions ne lui semblent « *pas toujours pertinentes* ».

<sup>116</sup> De la même manière, on comprend clairement comment un congé parental unique favorise la présence des mères à la maison, en raison de leur assise plus importante dans le travail domestique et le travail de soin aux enfants.

Il me demande comment je le percevais : « *Bon, moi je... Je suis sans doute un peu plus macho que mon beau-fils et je... J'ai sans doute des côté bad, alors tu pourras me dire comment tu me vois ? Ça m'intéresse aussi bien sûr. Mais bon je suis pas non plus le dernier des cons* ». Au moment d'exposer ses valeurs et ses façons de les appliquer dans la vie quotidienne, il met en valeur le fait de n'avoir jamais profité de sa position professionnelle pour avoir des rapports sexuels avec des femmes subalternes, contrairement à des pairs qui le faisaient.

L'époque actuelle à l'égard du féminisme a aussi bousculé Benoît, qui a prolongé des réflexions qu'il avait déjà. Il évoque lui aussi la gestion de la vie quotidienne avec les enfants, des « rôles inversés » entre lui et son ex-compagne, estimant qu'il s'occupait davantage des enfants qu'elle :

*Moi je pense être féministe parce que quand j'ai eu mes enfants, je m'en occupais plus que leur mère, pour des raisons pas forcément de genre mais... et j'adorais ça. J'adorais renoncer à un voyage de presse pour rester avec les filles, je le faisais. Donc j'ai jamais compris les gens qui s'occupaient pas... Des hommes qui s'occupaient pas de leur enfants, qui faisaient pas le ménage etc. Moi je disais la bouffe la semaine et c'était ma compagne qui faisait à dîner les soirs où on avait des invités. Tu vois, les choses étaient... inversées [douceusement, prudemment]*

Il explique ne pas se retrouver personnellement dans la « *rationalité virile* » et se considère comme « *un homme pas viril* », en colère contre l'ordre patriarcal :

*J'étais en colère avec des amis « is » ou « ies » qui me faisaient des avis arrêtés sur les hommes et femmes enfin... Il y a notamment une scène que je... Sur laquelle j'ai beaucoup réfléchi parce que une copine qui disait : mais tu comprends, nous les femmes, on est plus dans l'émotion, donc on est moins dans la compétition, on va plus partager, je me souviens - mais j'avais pas les outils à l'époque... Je me rappelle de la colère dans laquelle ça me mettait, parce que moi, je me sentais tout autant dans l'émotion, et du coup assigné, comme homme, à une place de rationalité virile dans laquelle je me retrouvais pas du tout. Moi je me suis toujours considéré comme un homme pas viril. Et en défaut même de virilité, même y'a des moments où je le vivais mal, comme adolescent*

Le mouvement Me Too lui permet de considérer la colère des femmes vis-à-vis du patriarcat : « *Il y a des choses que je voyais pas parce que j'étais fixé sur ma colère à moi. Je voyais ce qui me gênait dans l'ordre patriarcal moi, mais je voyais pas ce qui gênait les femmes* ». L'éducation de ses deux filles, qui se définissaient déjà comme féministes avant Me Too, maintient son intérêt pour le sujet et il a à cœur de continuer à assurer des espaces de dialogue avec elles à ce sujet : elles lui « *apprennent* » beaucoup de choses. Au contraire, on peut noter que Philippe se sent en conflit fort avec sa fille et semble se sentir menacé par ses positions idéologiques.

Benoît se déclare favorable aux « quotas » de parole sans réserve<sup>117</sup> et s'empresse de se positionner en soutien si je devais porter cette question dans les réunions ordinaires, de Convergence par exemple, manifestant une forme de bonne volonté féministe : « *Tu l'as pas vraiment posé ce problème-là dans les réunions non ? Oui, oui, par toi ou d'autres ? Il a été posé dans une convergence ? Non parce qu'à la prochaine convergence, moi je me dis, je vais le dire, ça ! Si tu veux le dire, j'abonderai dans ton sens !* ». Ici, je suis perçue par Benoît comme une jeune femme féministe plus que comme une enquêtrice. Lorsque je lui pose la question, Benoît commence par dire qu'il n'y a pas de sexisme dans le CPTG, puis il se rend compte que ce discours l'assimile à d'autres hommes du collectif vus comme moins ouverts, comme Gérard. Il tente donc d'être plus réflexif. Cependant, il conserve une vision dans laquelle les dynamiques de genre se résumeraient au sexisme, sexisme conçu comme nécessairement intentionnel. Les inégalités de genre ne peuvent pas, par exemple, émaner de structures intériorisées dans le couple, et surtout pas, par exemple, chez Bernard et Michèle, qui font office de couple militant égalitaire en raison de leur visibilité et légitimité dans le collectif. Bernard et Michèle sont un couple égalitaire, ce que prouverait d'ailleurs l'activité politique de Michèle au Conseil Régional : « *Bon, là, c'est lui qui est devant mais... Ça tourne, tu vois* ».

Cela nous mène à une discussion plus courante que je n'ai pas anticipée, sur la santé de Bernard et le fait que parfois sur le terrain, il oubliait de manger pendant plusieurs heures, une conduite considérée comme risquée par Michèle en fonction de certains critères sur son état de santé.

---

<sup>117</sup> Sentant son intention d'être favorablement perçu par moi, j'avais essayé de montrer que mon point de vue était nuancé sur cette idée et que je n'étais pas nécessairement pour, afin de lui laisser un espace pour exprimer sincèrement son opinion.



Louise : *Et tu vois quand même en fait elle se faisait un sang d'encre, et elle surveillait ce qu'il mangeait tous les jours à cause de ça, et cetera.*

Benoît : *Bah là quand même c'est juste le fonctionnement de leur couple, c'est pas vraiment du sexisme*

Louise : *Oui, mais dans un sens, elle assume du soin de façon invisible pendant qu'il est en première ligne*

Benoît : *Oui mais bon à cet âge-là, c'est celui qui est malade qui soutient l'autre !*

Benoît précise connaître des couples où « *c'est l'inverse* ». On sait néanmoins que ce sont les femmes qui effectuent la majorité du travail de soin non-rémunéré, qu'il s'agisse du soin aux enfants ou aux personnes dépendantes (Arno et al, 1999 ; Carrasco, 2007 ; Saillant, 2015), et qui effectuent également davantage de travail domestique et de planification de ce dernier – tâches qui sont naturalisées, de façon à assurer l'assignation des femmes au travail reproductif (Guillaumin, 1978). Dans les couples hétérosexuels, des études montrent que les hommes sont plus susceptibles de quitter leur conjointe malade que l'inverse – dans le cas des cancers, par exemple, le taux de séparation ou de divorce chez les femmes malades est de 20,8% alors qu'il n'est que de 2,9% pour les hommes (Acquati et al, 2018).

Benoît exprime aussi une grande peur physique de l'affrontement, ce qui va nettement à l'encontre des attendus de genre masculins<sup>118</sup> : « *Je suis peureux, je suis très peureux... J'ai peur en manif, et de plus en plus peur... C'est... Ça dépasse ma volonté (...) ça m'opprime. Je suis peureux, mais pleutre hein* ».

Kery, dans sa jeunesse, est recalé des masculinités hégémoniques (Connell et al, 2014) : il ne plait pas aux filles qu'il convoite, se qualifie de « *petit gros* » et n'est « *pas viril* ». Il est donc exclu de rapports de séduction qu'il définit en creux comme prédateurs, puisqu'il est, lui, « *le truc inoffensif* » aux yeux de ses camarades féminines. Depuis cette époque, les femmes se « *confient beaucoup* » à lui, ce qu'il décrit à la fois comme valorisant (« *j'ai toujours été toujours proche des femmes et des filles en général* ») et émasculant (« *[Les] femmes qui se sont souvent confiées à moi parce que j'étais le... Le bon copain. Copain. Super.* »). Dans les cercles militants, Kery brave une norme de genre en se montrant sensible et émotif, parlant de ses ressentis même dans l'organisation d'action collective, prenant la parole parfois la voix

---

<sup>118</sup> On peut néanmoins faire l'hypothèse que le contrôle de soi, ainsi qu'une attitude pacifiste, soient plus valorisés chez les hommes de classes supérieures intellectuelles.

tremblante ou les larmes aux yeux. Ce sont des comportements et des postures qu'il théorise comme un « *côté très féminin* », « *très sensible* », voire « *maternel* ». Les milieux militants dans lesquels il évolue lui permettent de l'exprimer sans honte, alors qu'il l'a « *beaucoup caché* » par le passé.

Il associe le « *machisme* » ouvert à son père, même si sa mère le « *recadrait* » assez souvent à la maison. Cette image de la femme en situation d'inégalité de genre « *recadrant* » le récit ou « *reprenant* » un homme en train de tenir des propos sexistes évoque ce que de nombreux militants disent de Michèle. L'attribution de ce rôle à Michèle, qui est militante féministe de longue date, est entremêlée d'au moins deux phénomènes qui définissent de façon floue le rôle de « *bon allié* » que tous les hommes du collectif ou presque souhaitent occuper. D'une part, certains estiment qu'il est féministe de laisser les femmes mener leur combat et donc « *repandre* » les hommes qui se comportent mal, à l'image de Benoît. D'autre part, ils délèguent par ce biais leur propre possibilité de réagir face au sexisme d'autres hommes, ce qui pose la question de leur réaction à ces « *écarts* » dans des contextes où il n'y a pas de femme féministe d'astreinte. Kery me raconte que longtemps, les féministes étaient pour lui des « *casses-couilles* » mais qu'il a eu la chance plus tard d'en rencontrer des « *pas trop clichées* » et « *ouvertes* », avec qui la discussion était possible<sup>119</sup>. Il met en valeur les moments où il a pu aider des femmes, notamment des féministes, se positionnant volontiers comme différent de ses congénères :

*Je pense que les femmes et les filles se sentent en confiance, en fait, quand elles discutent avec moi (...) D'autres personnes qui étaient venues me voir suite à mon intervention [il avait livré le témoignage d'une collègue victime de harcèlement sexuel au travail lors d'une assemblée place de la République] : putain, c'est quoi, c'est vachement bien ce que tu dis (...) Bah c'est parfois compliqué de parler de... Bah je sais pas, de sexualité, de problématiques avec les hommes en général. En général, de trouver des hommes qui sont suffisamment ouverts pour pouvoir discuter de ces sujets-là, euh il y en a pas sur les doigts de la main, ou alors avec des hommes qui se disent féministes, il y en a, mais des fois ils sont hyper relous.*

Au moment du mouvement Metoo, il dit ne pas avoir été beaucoup bousculé dans ses convictions et sa vision de lui-même, considérant être « *quelqu'un de respectueux, hommes, femmes, peu importe* ». Je note cependant quelques moments de prise de conscience (« *Y'a des*

---

<sup>119</sup> De nouveau, mon choix de posture est important dans la possibilité de tenue de ces échanges : ici, je ne me positionne pas comme féministe et mon franc-parler suggère une certaine tolérance face à des propos très critiques.

situations où je me rendais pas compte et ça m'a ouvert les yeux sur des choses (...) certaines choses avec lesquelles il fallait faire attention ») et d'autres moments de mise à distance de figure masculines « repoussoirs » (« Moi, j'ai été salaud, mais j'étais pas un salaud (...) Il y a aussi des gars qui se prétendent féministes pour draguer des filles, ça existe »). Kery est opposé aux quotas :

*Moi, je suis pas très fan du truc de « il faut des femmes parce qu'il faut des femmes », très sincèrement (...) C'est très innocent, peut-être très très bisounours de dire ça, mais, euh... Bah si y'a des femmes et qu'on peut les inviter, et ben on les invite et euh, et y'en a pas et bah on va peut-être pas les inventer on va peut-être pas inventer une femme et lui dire bah « tu vas dire ça » tu vois ? (...) Au bout d'un moment tu t'en sors pas.*

Il reconnaît néanmoins que c'est un travail « de longue haleine » et que le collectif militant n'a pas suffisamment le temps de s'en occuper « parce qu'on est dans l'immédiateté. On est toujours dans ce truc de réaction face à quelque chose ! ».

Cooper, lui, a commencé à s'intéresser aux luttes féministes via ses recherches sur le Kurdistan :

*« La révolution qui se passe au Kurdistan aujourd'hui, et qui est réprimée par l'impérialisme turc, elle mettait le féminisme en avant-garde de la révolution. Pas de révolution sans la révolution des femmes (...) Et c'est les femmes par les femmes pour les femmes, pas des mecs qui se disent féministes qui prennent des décisions en faveur de. Y'a des tribunaux de femmes, pour juger les questions de violences sexuelles – après, y'a des choses contestables, mais... »*

Sa vision s'est affinée avec les rencontres, notamment en arrivant à Paris, dans les milieux alternatifs parisiens où il « retrouve de ça ». Il se rend à des conférences lit la presse et des chiffres, mais il n'a encore jamais lu un ouvrage féministe. Les lectures sur le Kurdistan lui ont vraiment donné de l'espoir sur les façons de faire propices à « contrer les mécanismes patriarcaux ». Il apprécie aussi les œuvres de science-fiction d'Ursula Le Guin, qui explorent des rapports sociaux peu traditionnels, et les jeux-vidéos dans lesquels on peut choisir de jouer un personnage féminin. Plus autonome et moins réactif sur son rapport au féminisme, il ne demande pas à être « évalué ».

En entretien, les hommes apparaissent déstabilisés par l'expérience et alternent entre confidences spontanées<sup>120</sup> et recherche de validation sur les questions féministes. Pendant que certains s'appuient sur les espaces de la mobilisation pour explorer des masculinités alternatives, d'autres manifestent des résistances à la formalisation d'inégalités de genre dans le collectif comme dans leur vie personnelle – de toutes les manières, le sujet tend à les travailler. L'approche du féminisme comme théorie et des rapports de genre dans le collectif varie selon plusieurs profils, chez les militants et les militantes. Il est intéressant de remarquer que les discours se cristallisent sur les critères externes de régulation du nombre de femmes ou du temps de parole des femmes et non sur les facteurs qui créent le déséquilibre initialement, comme le montre la récurrence du thème des quotas pour décrire les inégalités. L'étude de la socialisation politique des militantes montre une subsistance de certaines barrières à l'entrée du militantisme, mais également à son maintien, avec la permanence d'une partition genrée du travail militant qui tend parfois à invisibiliser leur contribution et à réduire leurs gratifications symboliques. Les militantes donnent à voir des trajectoires diverses de subversion des normes de genre, mais ne sont pas toutes disposées à les présenter comme telles : un effet de « génération féministe » est visible dans leurs cadrages respectifs des inégalités et problématiques de genre. Pour les femmes, notamment celles qui sont nées avant la fin des années 1970, la participation à la lutte a des effets émancipateurs, par l'apprentissage de savoir-faire et de savoir-être distribués plus favorablement aux hommes, en parallèle d'effets de maintien dans la norme de genre, à l'image de leur entrée dans le monde professionnel (Battagliola, 2001). La mobilisation peut pour les hommes constituer un espace d'expérimentation pour subvertir certaines normes de genre masculines, dans la tradition d'accueil, par les mouvements sociaux, des « non-conformes ».

---

<sup>120</sup> Il est arrivé plusieurs fois que des militants se confient sur des questions personnelles et demandent a posteriori à ce que les parties en question n'apparaissent pas.

## CHAPITRE 3 : REGISTRES CONTESTATAIRES DANS LES LUTTES DE PRÉSERVATION DE LIEUX

---

Au fil des forums altermondialistes internationaux des années 2010, la notion de lutte contre de « grands projets inutiles et imposés » se développe, actualisant des contestations anciennes contre des projets d'aménagement (Lolive, 1997) avec un répertoire d'action de plus en plus marqué par l'occupation des lieux par les protestataires (Vergne, 2017). Différentes pistes de recherche appuient l'augmentation du recours à des formes d'occupation de l'espace, du mouvement Occupy aux ronds-points des Gilets-Jaunes en passant par les mouvements de places et la multiplication des ZAD françaises (Barbe, 2016).

Ces formes d'action semblent inciter les travaux de science politique et sociologie à mieux prendre en compte la dimension spatiale des mobilisations (Nez, 2016 ; Combes *et al.*, 2016), tandis que parallèlement les approches géographiques des mouvements sociaux prennent de l'ampleur (Pailloux et Ripoll, 2019). Temporaires ou plus permanentes sous la forme de ZAD, ces formes de (ré)appropriation de l'espace se multiplient et façonnent un des axes de compréhension des mobilisations écologistes du XXI<sup>ème</sup> siècle. Dans le cas des luttes qui nous occupent, ce rapport à l'espace est marqué par des questions d'accessibilité et par des enjeux de valorisation symbolique : ce sont des lieux a priori peu hospitaliers. Les registres d'action liés à l'interpellation de personnalités politiques et à l'usage du droit, quant à eux, opèrent une sélectivité sociale qu'il s'agit d'examiner, notamment en ce qu'elle met en exergue des lignes de division au sein même du monde intellectuel.

La première partie de ce chapitre se concentre sur les registres d'action *in situ*, à travers l'étude des pratiques d'arpentage militant et la construction de contre-projets (I). Au cours d'une ethnographie multi-située, il apparaît clair que les possibilités et l'efficacité des registres contestataires de la mobilisation des médias ou encore celui du recours à la justice sont ceux qui distinguent le plus drastiquement les différents collectifs. Il m'a donc semblé pertinent d'accorder une attention particulière à ces arènes en tant qu'elles apparaissent déterminantes à la fois dans la possibilité d'une victoire militante et dans les logiques de classement des luttes entre elles (II). Tandis que le chapitre précédent se concentre davantage sur les trajectoires d'un seul groupe, ce chapitre est donc articulé autour de moments de comparaison entre les trois mobilisations.

## I. L'appropriation des lieux défendus, entre mythes fondateurs et contre-projets

Les trois luttes étudiées ici ont l'espace physique comme *enjeu* de lutte, ou plus précisément les usages légitimes d'une portion de l'espace physique (Ripoll, 2005), puisqu'il s'agit de défendre un lieu face à des aménagements. A bien des égards, le travail des collectifs en lutte à l'égard du lieu est de le faire exister dans une narration différente de celle des aménageurs. Les trois sites ont en commun de se situer au cœur d'un bouleversement urbanistique, social et économique de grande ampleur initié par le projet politique du Grand Paris. Ces sites sont concernés par l'arrivée de nouveaux réseaux de transports à proximité : ligne 16 du Grand Paris Express (GPE) pour le parc de la Courneuve, ligne 17 Nord pour le Triangle de Gonesse, prolongement du tramway 11 à Romainville. Les opérations de promotion immobilière s'y multiplient, l'évolution de la mobilité rendant plus désirable l'accession à la propriété dans ces zones précaires désormais temporellement (mais aussi symboliquement) plus proches du centre-ville parisien. En outre, on trouve sur ce territoire un grand nombre d'appels à projets dans le cadre du Grand Paris, qui contribuent à attirer les investisseurs financiers sur ces zones et à transformer l'offre commerciale et de loisirs. C'est le cas des zones mises en valeur par les deux appels à projets IMGP<sup>121</sup> de la Métropole du Grand Paris. Le site de la Corniche des Forts et celui du parc Georges Valbon sont présentés comme les « poumons verts » d'un futur Grand Paris, nouvelles centralités à aménager. Ainsi, les militants contre l'artificialisation des sols de la forêt de la Corniche croisent-ils parfois, lors de leur café du dimanche devant la palissade protégeant les travaux, de jeunes couples ayant investi en bordure de la forêt dans de nouvelles résidences, avec la promesse d'une vue sur un nouvel espace vert<sup>122</sup>. La brochure de Nexity et d'Eiffage présentant dès 2018 la « Villa Natura », une nouvelle résidence jouxtant la forêt, mentionne « d'agréables moments de détente » permis par « la base de loisirs de la Corniche des Forts avec ses jardins familiaux, ses liaisons piétonnes, ses voies cyclables et ses espaces boisés »<sup>123</sup>. L'accueil des Jeux Olympiques dans une partie des zones concernées est

---

<sup>121</sup> Imaginons la Métropole du Grand Paris (IMGP) est un concours architectural international inscrit dans un objectif public de compétition des métropoles internationales : il s'agit de valoriser des sites présélectionnés, dont une partie importante se situent en banlieue nord-est, sur d'anciennes friches industrielles ou commerciales, via des projets d'investissement souvent identifiables par des monuments emblématiques. Le premier appel, en 2016, retient 51 projets ; le second (IMGP 2), en 2018, 27 sites différents.

<sup>122</sup> Une de ces rencontres a lieu pendant ma visite du 17 février 2019, d'autres me sont relatées par les militants en réunion ou en entretien.

<sup>123</sup> Plaquette disponible sur le site du groupement Valoxia. URL : [https://www.valoxia.com/media/immobilier\\_programme/401-500/468/TC\\_PLAQUETTE\\_COMM\\_26010\\_02.pdf](https://www.valoxia.com/media/immobilier_programme/401-500/468/TC_PLAQUETTE_COMM_26010_02.pdf). Consulté le 14 avril 2022.

emblématique de la production de la ville au profit de classes privilégiées. L'évocation du sport comme pacificateur historique des conflits sociaux<sup>124</sup> ainsi que, plus prosaïquement, l'accélération et la simplification des procédures d'aménagement permettent de concrétiser une volonté politique plus large des aménageurs de transformer ces territoires et leur peuplement. Ainsi, parmi ces infrastructures à venir, on trouve le « Village des Médias », dont la mission est d'accueillir tout le personnel de presse pendant la durée des Jeux Olympiques, qui doit s'installer sur une partie du parc paysager de la Courneuve. Initialement l'objet de constructions préfabriquées selon la demande du CIO, le maire de Dugny, une des communes jouxtant le parc, demande des constructions en dur de façon à les convertir en logements de type « lofts » après la période des jeux, ce que le collectif dénonce comme une politique de gentrification délibérée au détriment de la fréquentation du parc par les familles populaires des environs.

Ces nouvelles méthodes de production de la ville<sup>125</sup> font l'objet chez les militants écologistes d'une double critique : ils remettent en cause l'artificialisation des sols mais aussi le déni de démocratie dans la conception des projets. La « Braderie du Grand Paris » rassemble en décembre 2018 une dizaine de ces collectifs militants sur le boulevard de Belleville : l'usage ironique du terme « braderie » désignant le moindre cas qui est fait de leurs environnements familiaux.

*Le Grand Paris c'est la grande braderie des quartiers populaires, des terres agricoles, des logements sociaux, des espaces verts, ou des architectures remarquables ... de préférence avec vue sur Paris et autour des futures gares ! Avec les Jeux Olympiques 2024, la multiplication des grands et petits projets inutiles imposés, le Grand Paris est le terrain favori des spéculateurs et requins en tout genre qui se partagent et dévorent nos lieux de vie<sup>126</sup>.*

Ces groupes militants se présentent ici comme des défenseurs des lieux que les aménageurs considèrent comme des « potentiels » forts dans le cadre d'un projet économique et politique de restructuration de la banlieue nord-est, à l'image du parc de la Courneuve, considéré comme

---

<sup>124</sup> Marc Perelman, intervention dans le séminaire « JO et Grand Paris » à l'EHESS, le 1<sup>er</sup> juin 2018 : « Paris et la Seine-Saint-Denis, entre l'extase du pseudo-renouvellement urbain et l'horreur du vrai fléau olympique ». Pour un cadrage plus général, voir le travail de Jean-Marie Brohm (Sport, culture, répression, Paris, Maspéro, 1972) et, pour l'analyse critique du cas des Jeux de Pékin en 2008, « L'olympisme ou la continuité d'une idéologie totalitaire », *Outre-Terre*, vol. 21, no. 1, 2009, pp. 75-87.

<sup>125</sup> Clément Orillard, « Les appels à projets innovants : un renouveau de l'articulation public-privé dans l'aménagement urbain ? », *Métropolitiques*, 21 juin 2018, disponible sur <https://metropolitiques.eu/Les-appels-a-projets-innovants-un-renouveau-de-l-articulation-public-privé-dans.html>

<sup>126</sup> Extrait du tract d'invitation à la Braderie, repris dans le discours d'introduction de l'évènement le 16 décembre 2018.

un « potentiel extraordinaire », qui « ne demande qu'à être exploité »<sup>127</sup>. Par conséquent, se rendre sur les lieux et les occuper constitue une expérience singulière (1). Les militants effectuent un travail de mise en récit basé sur des mythes fondateurs afin de se les réapproprier symboliquement (2), et ces récits déterminent les contre-projets opposés aux aménageurs (3).

## 1. L'accès géographique au terrain, révélateur du statut stratégique des lieux

Arriver sur le Triangle de Gonesse n'est pas simple sans être motorisé. Il faut d'abord prendre le RER B jusqu'à Parc des Expositions, un trajet peu familier pour un résident de Paris intramuros. Pour ceux qui n'utilisent cette ligne que pour se rendre à l'aéroport, c'est comme si cette zone était mentalement compressée, comme un « corridor » composé de zones logistiques, commerciales et industrielles.

Dans le quartier de la gare du Parc des Expositions, on aperçoit des sièges de sociétés à l'architecture moderne, et une dizaine de publicités d'agences immobilières qui conseillent d'investir dans des surfaces de bureaux, sur ce qui est le plus grand parc d'affaires privé européen (Paris Nord 2, International Business Park CDG Airport). Le marquage signalétique de l'espace indique une situation géographique stratégique. Tout y est fonctionnel : à chaque zone son usage, tout comme l'indiquent les schémas figurant partout et montrant le parc d'affaires vu d'en haut : parfaitement symétrique et bordé par la route qui le dessert, sans espaces tampons. Un panneau d'un mètre cinquante sur trois mètres permet de se repérer au sein de la zone, plaçant les surfaces de bureaux, les lignes de bus et enfin les différents services offerts. Une voix féminine en émane, souhaitant la bienvenue, mais personne n'est là pour l'entendre. L'endroit frappe en effet particulièrement par son vide d'habitants et son silence.

Il faut ensuite prendre un bus qui amène à proximité de l'entrée du Triangle en question : pendant une quinzaine de minutes, on contourne alors les grands axes routiers et les zones commerciales jusqu'à l'entrée de Gonesse. Parfois, le conducteur accepte de s'arrêter à l'intersection demandée, parfois non : dans ce cas, il s'arrête un kilomètre plus loin, et il faut rebrousser chemin à pied au bord de la route départementale. Les avions passent au-dessus de la route en vrombissant. La réalité d'une zone utilitaire, intermédiaire, hybride et peu habitée commence à prendre forme : on longe des entrepôts et des sociétés de transport routier. Une

---

<sup>127</sup> Rapport du cabinet d'architectes concepteurs du projet d'aménagement du parc de la Courneuve, 2015.



fois l'intersection retrouvée, on voit le début de la plaine agricole qui s'étend sur plusieurs centaines d'hectares. A ce stade, il reste encore un kilomètre à pied environ : il faut longer un chemin de terre qui borde une partie du Triangle puis tourner à gauche. Sur la droite, le sol d'une parcelle surmontée d'un barbelé est morcelé en gros morceaux de bitume, soulevés pour rendre le terrain impraticable et empêcher les installations des gitans<sup>128</sup>. Enfin, quelques voitures garées annoncent la fin du trajet, sur une petite zone de plantation le long de la D170. Le vent, très fort, est un élément peu accueillant mais partie intégrante de l'expérience d'occupation du Triangle de Gonesse. Il complique les entreprises de jardinage ; assourdissant, il empêche de s'entendre, et certains jours, rend même difficile de marcher sur le chemin de la Justice.

Pour me rendre pour la première fois au parc départemental Georges Valbon<sup>129</sup>, je prends un bus au niveau de porte des Lilas. Il traverse les Lilas et Pantin, à travers les enfilades des rues je vois la tour de Romainville et les cimes de la forêt de la Corniche. Le temps est magnifique mais frais. A partir d'Aubervilliers, le trajet est tout sauf paisible : le bus se remplit à craquer au fur et à mesure que nous traversons des quartiers populaires. Je me demande s'ils vont là où je vais, et le bus ne désemplit pas. On sort de la ville dense pour prendre une nationale et je descends à l'arrêt le plus proche. Beaucoup de gens descendent ici, notamment des familles nombreuses avec des poussettes. L'entrée du parc n'est pas encore visible. On est de part et d'autre d'une route, avec d'un côté un cimetière et de l'autre les services techniques du parc. Tout le monde semble savoir où aller, par habitude, alors je les suis. L'entrée est plus loin, en longeant la route. On se retrouve face à une vaste étendue encadrée d'arbres, et on devine à l'horizon que le parc s'étend encore plus loin. Nous devons nous retrouver devant la maison du parc. J'arrive à ce niveau-là et je vois le cœur du parc, formé de vastes étendues d'herbe autour d'une grande mare. Autour, il y a du relief et des massifs d'arbres. Sur l'eau, des dizaines d'oiseaux volent autour des arbres. Le décor est magnifique et dépaysant en pleine ville dense, révélant une conception à cœur d'associer le beau au fonctionnel. Des dizaines de personnes sont posées sur l'herbe, en petits ou plus grands groupes.

Pour se rendre au site de la Corniche des Forts<sup>130</sup>, le même bus traverse les petites rues des Lilas puis de Romainville. Le bus me dépose le long d'une cité HLM (la cité Gagarine), et la route descend légèrement vers l'entrée d'un parc. La séparation est très nette : sur la partie gauche,

---

<sup>128</sup> Lors de la première visite datant de mars 2018.

<sup>129</sup> Description basée sur la première visite du 24 février 2019.

<sup>130</sup> Description basée sur la première visite du 17 février 2019.

une pelouse très basse avec de rares arbres éparpillés et très peu de relief. La partie droite est partiellement dissimulée : on devine un espace de forêt impressionnant, avec une forte concentration d'arbres et du relief, mais une longue palissade d'environ 2,5 mètres de haut interdit l'accès, sur une centaine de mètres. Entre la partie aménagée et la forêt, une petite route descend légèrement. On aperçoit juste avant de prendre la route deux panneaux d'informations de la région qui décrivent la future « balade écologique ». De grands groupes font des barbecues dans le parc, c'est très animé. Au bout du chemin, la palissade continue de courir par la droite en ceinturant la forêt de la Corniche des Forts. Un peu en altitude, on voit mieux le site : cela semble immense et incongru. On voit plus loin des jardins ouvriers en bordure de chemin et une autre cité, la cité Langevin, donnant à lire dans l'espace un habitat populaire.

L'expérience piétonne de ces espaces rappelle d'autres travaux sur la banlieue. Dans un travail d'arpentage historique, François Maspero, écrivain et éditeur, décrit ainsi en 1990 un voyage de plusieurs semaines le long de la ligne B du RER, agrémenté de photographies et de récits. Dans la Plaine de France, autour de Villepinte, Gonesse ou Le Blanc Mesnil, des récits agricoles se superposent sur un paysage qui apparaît conçu pour la logistique, le transport aérien et les voitures. Le piéton fait le constat d'une absence d'aménagements pour la marche, plutôt rare en France. Ainsi, on y apprend qu'à la Patte d'Oie de Gonesse, à la bordure d'hectares de terres agricoles dédiés à l'agriculture intensive céréalière encore aujourd'hui, et non loin du potager des militants, le premier ballon à hydrogène lancé du Champ de Mars aurait été attaqué en août 1783 par les paysans à coups de fourche, non-informés de cet atterrissage impromptu. Chevrotines, eau bénite, tout est tenté par les habitants du village pour neutraliser cet engin du diable – une anecdote qui ravirait à coup sûr les aménageurs défenseurs du progrès et qui se moquent de militants effrayés par le changement. Les rues avoisinantes portent d'ailleurs des noms de physiciens, dont celui des frères Mongolfier (Maspero, 1990).

En 2019, Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste, propose un travail inspiré de ce livre, trente ans après. Il s'agit de donner de l'épaisseur à ces lieux étranges, de sortir d'une représentation mentale de l'Île de France séparant Paris d'un désordre industriel, logistique et commercial. Elle souligne l'imbrication de formes de ville diverses et les replace, là aussi, dans une histoire et un patrimoine des banlieues. Sur ce paysage éclaté, elle a ces mots : « *Un collage de toutes les images du périurbain juxtaposées à la suite comme sans queue ni tête pour le voyageur, comme un puzzle mal monté dont on aurait forcé les pièces* » (Bacqué, 2019).

Un autre travail d'arpentage est à considérer ici dans le cas du Grand Paris : celui de Guy-Pierre Chomette, journaliste et auteur, qui entreprend au début des années 2010 de rallier à pied tous les sites des futures gares du Grand Paris Express à venir. Un livre en est issu, là aussi mêlant textes et photographies. Il décrit bien l'emprise de l'aérien sur cette partie de la Plaine de France : le bruit, permanent, des avions, et l'apprentissage par expérience des différences entre les couloirs aériens de Roissy et du Bourget. Le Bourget, en effet, gère généralement de petits transports privés, des jets qui génèrent peu de nuisances sonores, et les couloirs aériens de Roissy, en revanche, se peuplent de gros porteurs vrombissants. La mémoire de l'aérien est aussi au sol, avec les mémoriaux dédiés aux crashes : le Concorde, non loin des points de rendez-vous sur le terrain au Triangle de Gonesse, s'est écrasé en juillet 2000, juste après son départ de Roissy. Il comptait 113 passagers<sup>131</sup>. En juin 1973, c'est à Goussainville que s'écrase un Tupolev 144, détruisant une quinzaine de maisons et faisant 14 morts. Le Vieux Pays de Goussainville, cœur ancien du village, a été quasiment entièrement évacué car faisant partie du « cône » de bruit de Roissy. Dans *Le piéton du Grand Paris*, Guy-Pierre Chomette tente de sortir à pied de l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle et évoque cette impression d'achoppement des espaces :

*« Entre les aérogares 1 et 2, un parking de 3000 places s'étale à perte de vue. Cet océan de carrosserie scintille au soleil comme autant de vaguelettes métalliques (...) C'est là qu'il faut trouver son chemin, dans un espace où l'échelle n'est pas celle du piéton, un espace fait d'autres espaces accolés sans transition, pistes, remblais, parkings, bureaux, hangars, centrale électrique, parkings encore (...) Tétanisé par le bruit, je me fraye un chemin entre une glissière d'autoroute et le mur d'un tunnel. Tout est démesuré, désorganisé à l'œil du marcheur »* (Chomette & Vincenzo, 2014, p. 34)

Certains récits recueillis en entretien permettent de mettre en lumière des sentiments semblables, qui montrent ce besoin de récits, comme dans le cas de Gertrude, ancienne institutrice :

*« Si je me suis attachée au lieu... Je pourrai le dire plus tard. Pour le moment, je sais pas encore (...) Je me suis souvent représentée les choses comme elles auraient pu être autrement ou comme elles étaient avant. Ça assez souvent dans le Val d'Oise, parce qu'on sent que tout est fait »*

Extrait d'entretien avec Gertrude, 7 novembre 2019

---

<sup>131</sup> Dans cette historicité, il est amusant de noter qu'Europacity est qualifié d'OVNI par les opposants en raison de son aspect initialement ramassé sur lui-même et très futuriste : en effet, le Triangle semble le réceptacle d'objets volants depuis plusieurs siècles.

L'expérience piétonne de l'accès au terrain met en évidence des lieux « interstitiels » au cœur de zones pensées avant tout pour le développement économique. Afin d'y puiser des ressources de mobilisation et de convaincre, les militants effectuent une mise en récit de ces lieux, donnant à voir le rapport sensible et affectif qu'ils y entretiennent (Dechézelles & Olive, 2019). Par les pratiques d'arpentage militant, ils dévoilent leurs modes d'appropriation subjective de l'espace (Ripoll et Veschambre, 2005 ; Veschambre, 2014), faisant écho au « *lieu existentiel et relationnel* » de la ZAD, opposé par les militants au « *lieu mathématisé de l'aménageur et de l'élus visionnaire* » (Barbe, 2016, p. 112).

Figure 4 : Les grands axes du Parisis longeant les barnums du CPTG installés pour la fête des Terres, 19 mai 2019



Figure 5 : Les installations de la fête des Terres depuis une colline, au fond, la ligne d'horizon de Gonesse et Arnouville





Figure 6 : Vue du Triangle sur l'horizon de la petite couronne et de Paris, 30 juin 2019



Figure 7 : Emplacement à louer et panneau d'un hôtel aux alentours du Triangle, 4 juillet 2019



Figure 8 : La palissade enserrant la forêt de la Corniche, qui longe le parc de la Sapinière, 21 avril 2019



Figure 9 : La palissade donnant sur les jardins ouvriers et la cité Langevin, 21 avril 2019





Figure 10 : Des moutons dans le parc Georges Valbon, 28 avril 2019



Figure 11 : Des militants devant le « Grand lac » du parc Georges Valbon, 28 avril 2019





## 2. Rapport à l'espace, mythes fondateurs et pratiques d'arpentage militant

Les militants dénoncent une vision économique qui présente leurs lieux familiers comme étant *foncièrement disponibles* à l'aménagement, comme des « vides » à combler. Dès lors, il leur incombe de fonder un contre-récit, qu'ils construisent notamment à travers des formes d'occupation des lieux. Ce rapport au lieu est notamment façonné par ce que j'appelle l'arpentage militant, c'est-à-dire la pratique de balades informelles ouvertes aux sympathisants, au cours desquelles les militants abordent l'historique de la mobilisation, les spécificités du milieu ou encore la future emprise des projets combattus. L'appropriation de l'espace passe par l'adhésion aux mythes fondateurs sur le lieu. Le travail de production et de transmission de ces mythes, loin d'être réduit à une expression de l'attachement au lieu défendu, se révèle être un outil important de lutte.

### a) Promenades pédagogiques et récit agricole sur le Triangle de Gonesse

Nulle part cette position géographique « d'interstice » n'est plus lisible que sur le Triangle de Gonesse, un ensemble de plaines agricoles situé entre deux aéroports, celui de Roissy Charles de Gaulle et celui du Bourget. Les temps d'enquête sur le terrain y sont ponctués par le survol d'un avion toutes les quatre ou cinq minutes, facteur qui interdit la construction de logements sur la zone selon le plan d'exposition au bruit. Les militants les plus anciens du Collectif Pour le Triangle de Gonesse (CPTG), comme Sylvie, psychanalyste de 65 ans, racontent ce désarroi initial face aux lieux : au début des années 2010, ils se servaient de cartes pour expliquer aux curieux où le point de rendez-vous se trouvait : on leur répondait souvent « *Mais il n'y a rien ici !* »<sup>132</sup>.

Chaque collectif effectue sur le terrain une forme d'arpentage, mais ce sont les modalités de ce dernier qui dévoilent un rapport spécifique au lieu. Sur le triangle de Gonesse, c'est souvent Jean-Yves, vice-président du collectif et ancien principal d'un collège, qui mène le groupe. Ainsi, lors de ma première visite en mars 2018, notre guide commence par nous demander de passer notre main dans l'herbe pour constater une légère humidité malgré les derniers jours de

---

<sup>132</sup> Récit de vie réalisé avec Sylvie le 5 mars 2020.

temps sec : l'occasion de nous parler de la profondeur de sol peu commune de ces terres agricoles. Les rendements y sont plus élevés que la moyenne et les cultures nécessitent moins d'apports en eau. C'est aussi une réserve de fraîcheur pour les épisodes caniculaires qui touchent la capitale, souvent soulagée d'un vent frais issu du nord-est, justement, ajoute notre guide. Une petite quinzaine d'entre nous progressons à sa suite le long du chemin de Gonesse à Villepinte, une petite route goudronnée qui longe la D170 dans les terres, avant de l'enjamber par un pont. Le léger dénivelé nous permet de distinguer les différentes zones de ces plateaux limoneux<sup>133</sup>. Là, il nous désigne la surface qu'Europacity couvrirait, la zone d'activité Paris Nord 2, avec Aéroville d'un côté et IKEA de l'autre. A l'Est, en direction d'Aulnay, c'est le centre commercial O'Parinor, ou encore les anciens terrains de PSA récemment rachetés par la commune d'Aulnay. On voit de loin une section de terre retournée au milieu des champs de culture : ce sont des fouilles archéologiques menées dans le cadre de la délimitation de la zone d'aménagement concertée (ZAC), nous explique Jean-Yves. Il en profite pour décrire l'histoire ancienne de ces terres agricoles et expliquer leur rôle dans l'approvisionnement en céréales de la capitale : le blé est cultivé sur ce territoire depuis très longtemps, et le pain de Gonesse est réputé depuis plusieurs siècles. Les militants du CPTG utilisent ainsi des connaissances issues de leur suivi des « dossiers » d'aménagement : lors des fouilles, on a trouvé ici un silo à grain datant du néolithique, il y a près de 2500 ans, mais aussi la tombe d'une Gauloise. Enfin, tout le monde baisse les yeux du ciel à ses chaussures car sur ces terres de remblais pousse une orchidée relativement rare en Ile-de-France : *Anacamptis pyramidalis*. Plusieurs espèces d'orchidées sont d'ailleurs friandes de ces terres, et nous furetons à leur recherche telle une classe verte, oubliant quelques instants les enjeux politiques de la lutte et la sombre situation climatique. En juin, lors d'une autre visite, puis au fil de l'enquête, je constate l'aspect routinier de ces promenades-découvertes. La recherche des orchidées et le plaisir de leur identification deviendra une habitude pendant l'ethnographie, bien que la protection de cette espèce ne soit pas au cœur de l'argumentation du collectif.

En une vingtaine de minutes, la démonstration est complète : les militants donnent à voir leur connaissance de la vie agricole du lieu, mais aussi des procédures en cours risquant d'aboutir à une urbanisation. Arpenteurs experts, ils connaissent les nombreux acteurs en jeu, publics comme privés. Les visiteurs voient à l'horizon les centres commerciaux déjà présents sur ce territoire et la vue lointaine sur la tour Eiffel qui attise les désirs d'investissement. On voit

---

<sup>133</sup> Les limons sont de fines particules dont les grains sont de taille intermédiaire (entre les argiles et les sables) – un sol limoneux s'oppose donc à un sol sableux ou argileux. Il est souvent riche et fertile, et facile à travailler, ce qui constitue un avantage pour certains types d'agriculture, notamment les céréales.

depuis certains points du triangle de Gonesse, et quand le temps le permet : la tour Hertzienne de Romainville, reliant mes terrains, les tours de la Défense, la tour Montparnasse, mais aussi la silhouette du Sacré-Cœur et les immeubles de la place des Fêtes de Belleville. En outre, les visiteurs sont en mesure de replacer la défense des terres agricoles dans une histoire ancienne. Dans ce récit, il s'agit de montrer que ces zones fertiles de culture ont joué un rôle dans l'installation progressive de la capitale – il est donc tout indiqué que ces terres, dans un contexte de transition écologique, soient mises au profit de l'autonomie alimentaire de l'Ile-de-France. Il s'agit là d'un des piliers du projet alternatif CARMA porté par le CPTG : reformer la ceinture maraîchère ou « ceinture verte » autrefois existante autour du cœur de la ville. Le passé agricole de la grande couronne agit comme un mythe fondateur. Cette pratique travaille aussi la sensorialité de lieux progressivement rendus abstraits par la rhétorique de l'aménagement : on se trouve saisi par l'odeur de la terre et son contact tandis que le panorama est chargé de routes et de nœuds autoroutiers un peu plus loin, saisis par la vision d'une orchidée sauvage pendant que les avions passent, toutes les cinq minutes, au-dessus de nos têtes.

Ces mythes agricoles ont des fonctions en dehors du discours didactique des militants les plus aguerris : on les retrouve dans le contre-projet CARMA, et également dans la stratégie de communication de l'association lors des grands événements (notamment la fête des terres, l'évènement annuel qui a lieu sur le Triangle). Le rapport à la terre est souvent mis en valeur, les militants notant, au fil des années, que les images du potager commun « *marchent bien* » et sont souvent reprises par les médias<sup>134</sup>. Le lancement du compte Instagram du collectif, en juin 2019, doit lui aussi appuyer la construction, consciente et explicite, d'un « imaginaire agriurbain »<sup>135</sup>. Par l'identification spatiale des différents éléments du débat et l'entrée dans la sensorialité, les militants (re)font exister le lieu concrètement, contre l'image d'une périphérie répulsive et vide, et par là même justifient sa défense. Le Triangle de Gonesse devient un vrai lieu, tangible et sensible : le tampon enclavé entre les zones d'activité prend une épaisseur. La présence, d'abord occasionnelle, sur le lieu, vient répondre à cette négation. Elle s'inscrit dans toute une suite de pratiques militantes qui font exister le lieu, allant de constructions éphémères à la culture d'un potager. L'observation du cycle agricole, notamment, participe de cet ancrage sur le lieu : semis, pousse et récolte rendent les militants sensibles à un rapport au temps différent.

---

<sup>134</sup> Réunion du 13 mars 2019.

<sup>135</sup> Citation de Tintin, journaliste et membre du CPTG, en réunion du 19 juin 2019.

Dans cette appropriation de l'espace, l'héritage de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est important, notamment à travers la pratique des marches autour du terrain. Lors de la réunion de Convergence du 13 novembre 2019, qui suit immédiatement l'annonce de l'abandon d'Europacity, les discussions portent sur la célébration symbolique de la nouvelle :

*Kery : « On vous propose pour l'apéro, hormis les bulles, une marche symbolique avec différentes personnes qui parleraient de la faune, la flore et la lutte. On vous propose de reprendre quelque chose qui avait été fait à Notre Dame des Landes, avec des bâtons, personnalisés chez vous ou le matin même, reprendre l'idée de s'enraciner sur le Triangle de Gonesse »*

Cette marche festive serait suivie d'une « cérémonie des bâtons », à planter tout autour du potager. Il faudrait aussi faire venir la « déesse de la fertilité », une grande statue réalisée pour la marche vers l'Elysée d'octobre. L'idée de la brûler avait été évoquée mais elle est aujourd'hui rejetée par les membres du CA : « Non non, pas la brûler ! ». « C'est le mauvais message », ajoute Benoît. Blanche, artiste, récemment intégrée à la Convergence, propose de brûler la maquette de la gare, comme un acte magique : le 10 février dernier, explique-t-elle, les militants de Notre-Dame-des-Landes avaient ainsi brûlé les maquettes des projets d'aménagement visant le site de Bure, et celles d'Europacity. Finalement, il est décidé d'enterrer symboliquement le projet Europacity.

A l'été 2019, le début de travaux préliminaires à la gare du Grand Paris Express déclenche une phase de mobilisation plus offensive pour le CPTG et ses soutiens, avec plusieurs rassemblements, occupations et blocages sur le terrain, le long du Chemin de la Justice.

A l'arrivée à 6h45, il fait encore frais, mais pas pour longtemps : on est en pleine canicule, et le sit-in prévu sur le goudron promet d'être éprouvant (...) L'entrée du chantier est impressionnante, même s'il ne s'agit que de travaux préparatoires : une trouée béante dans les maïs, une artère de 15 mètres de large, un mètre en dessous du niveau des plantations autour, qui sillonne la plaine : on la voit sur une centaine de mètres, puis elle vire à droite et disparaît de notre vue. Il a été noté cependant qu'elle faisait environ 800 mètres de long en tout. Bernard parle du fait de visualiser l'espace, de s'appropriier l'espace : « Plus on se l'appropriera, plus on sera efficaces pour combattre les mauvais coups à venir » (...) Le lieu est devenu lieu de décisions, de délibérations.

Extrait du journal de terrain, semaine du 24 juin 2019

Le rapport au lieu prend alors une nouvelle dimension, stratégique : il faut concevoir des itinéraires discrets pour interrompre par surprise le début du chantier au petit matin, chercher des locaux immédiatement accessibles pour stocker du matériel ou faire dormir des militants en cas d'occupation plus stable, ou encore envisager des zones dans lesquelles camper, installer une caravane. Le 4 juillet 2019, je participe à une marche de reconnaissance visant à identifier un de ces itinéraires alternatifs pour arriver au chantier non par le chemin, surveillé par la police municipale, mais par les champs. Nous passons entre les plantations de maïs en comptant les rangées pour se repérer – à cette période de l'année, le maïs est très haut et nous cache complètement à la vue. A la deuxième tentative, nous parvenons à atteindre le bout de la trouée défrichée en restant invisibles de l'extérieur. Il faut encore marquer le chemin pour le retrouver plus tard, ce que nous faisons sommairement en dessinant des croix rouges sur des pierres ou encore des coques de noix. Toutes ces étapes sont grossièrement retranscrites sur un croquis des lieux<sup>136</sup>. Les odeurs, le bruit et le contact des maïs qui frottent sur nos manteaux participent de l'entrée dans la sensorialité des lieux : les terres agricoles ne sont plus un décor représentant les enjeux dans une argumentation militante, mais un lieu éprouvé.

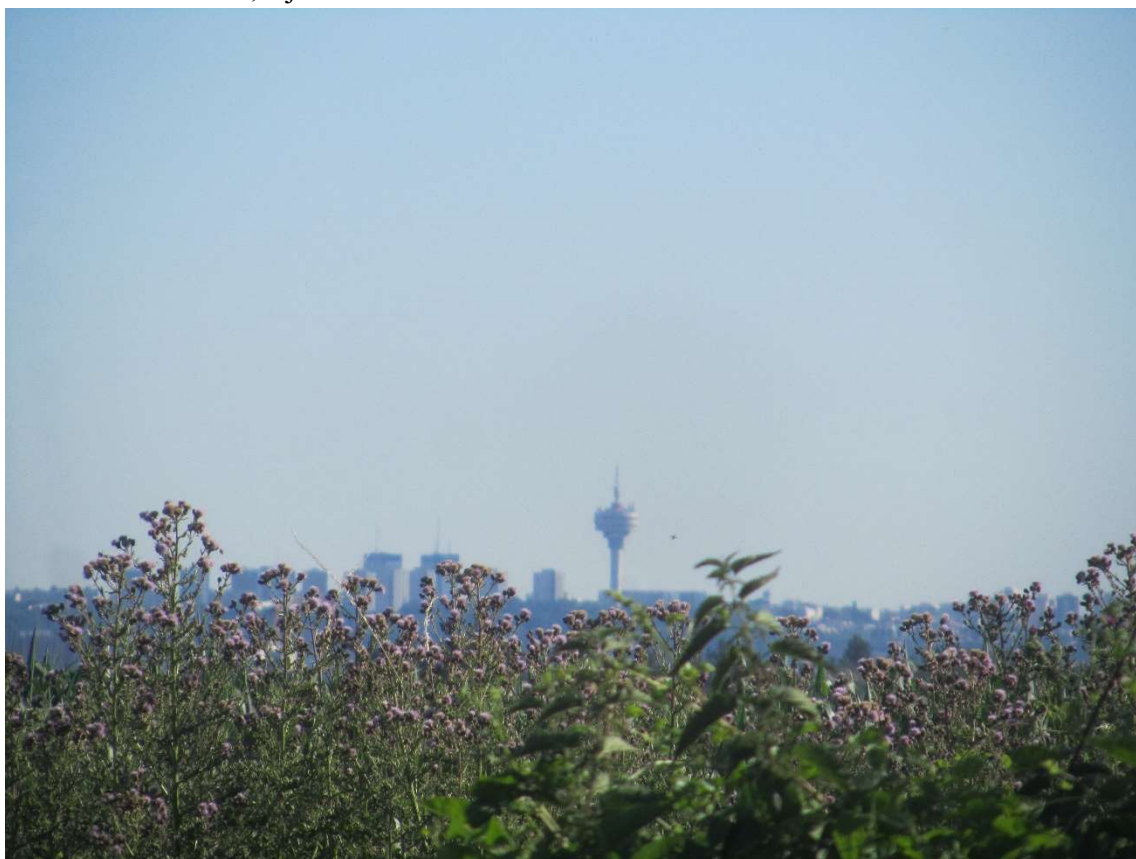
---

<sup>136</sup> Voir en Annexe 15 la carte militante produite par ces marches.

Figure 12 : Deux lapins de Garenne lors du repérage dans les maïs, le 4 juillet 2019



Figure 13 : Depuis les champs du Triangle de Gonesse, l'aperçu de la tour hertzienne TDF de Romainville à l'horizon, 4 juillet 2019



## b) Une forêt à Romainville : école buissonnière et « palissade de la honte »

Sur le site de la Corniche des Forts à Romainville, c'est après une phase de blocage du chantier à l'automne 2018 que j'arrive sur le terrain. Les Amis de la forêt, comme ils se surnomment, ont pour habitude de se réunir pour un repas partagé le dimanche midi au début de l'année 2019. La zone des travaux est encadrée par une longue barricade. Les militants s'installent dans le parc public qui jouxte la forêt – néanmoins, ils ont toujours leurs méthodes pour y pénétrer discrètement. Ici, l'arpentage prend une allure étrange : depuis le blocage de chantier entre septembre et décembre 2018, les militants sont fermement écartés du chantier. A l'aide du code d'entrée d'un des immeubles alentour, les militants vont régulièrement visiter le chantier en dépit de la palissade, au gré de ces veilles un peu amères : le blocage du chantier a échoué et ils savent qu'il est désormais impossible d'arrêter le projet. Pris dans un sentiment d'impuissance, ils visitent le chantier en cours et y repèrent des éléments, des objets, comme des indices dont il faudrait trouver la signification<sup>137</sup>. Ces informations circulent en réunion, pendant les déjeuners ou par échanges de mails. Ainsi, début février 2019, Halla, une des militantes, informe le groupe qu'elle a vu sur le chantier des « *nouveaux tuyaux* » qui dépassaient du sol : les militants s'interrogent et concluent qu'il s'agit probablement des tuyaux par lesquels le béton sera coulé dans le sol (le sol de la future promenade doit être stabilisé et nivelé). Pour tester cette théorie, certains militants ont fait tomber de petits cailloux à l'intérieur et tenté de mesurer la profondeur des tuyaux par l'écho : ils concluent à « *une trentaine de mètres* ». Peu après, j'assiste à une des visites.

La forêt est encore immense et drue, au sud, mais sur la zone bordée par la palissade séparant du parc, une longue bande de terre nue s'étale, avec plusieurs véhicules de chantier et outils. La terre a été retournée pour faire une autoroute pour les véhicules (...) Je retrouve Benoît autour d'un engin qui semble servir à forer pour positionner ces « carottes » de plastique à 30 mètres de profondeur. Il est arrivé, pendant le conflit, que des clés de démarrage des engins soient subtilisées, dans une tentative de retarder le début de travaux reconnus par ailleurs comme inexorables. Nous atteignons la zone des machines repérées tout à l'heure à travers la palissade. C'est une scène particulière : aucun.e n'a vraiment de repères sur la manière dont s'organise un chantier. La balade consiste alors à tourner autour de chaque engin, prendre une photo et faire des

---

<sup>137</sup> Réunion du 28 février 2019, visites les 10 et 17 février 2019 et le 21 avril 2019.



hypothèses sur sa fonction (...) Nous identifions ainsi une pompe à béton et une foreuse impressionnante qui creuse des trous d'un mètre et demi de diamètre.

Extrait du journal de terrain, début février 2019

A travers ces veilles, les militants essayent de comprendre le rôle de chaque engin, mais ils manquent de connaissances sur le déroulement d'un chantier. Dans l'impossibilité de faire valoir leur défense de l'intérêt général par le blocage, ils opèrent un repli sur un registre argumentaire moral. Leur communication, par tracts ou graffitis laissés sur la palissade, fait souvent référence à la responsabilité, la honte ou le crime : « Vous dites que vous aimez vos enfants plus que tout mais vous détruisez leur futur devant leurs yeux »<sup>138</sup>, « Jeu gratuit : Tirer ici et faites tomber la palissade de la honte ». Une croix rouge est dessinée, illustrée de l'inscription « Ci-git une forêt », entourée de dessins d'arbres coupés. Sur cinq mètres de long, toujours en vert : « Le vert est la couleur des arbres mais aussi du dollar et de votre mauvaise conscience ». D'autres tags évoquent « L'affaire des poisons », dans une sorte de projection de ce qu'aurait pu être la mobilisation victorieuse. La responsabilité morale est souvent personnifiée, avec des prises à témoin de personnalités politiques locales comme Corinne Valls, la maire de Romainville à ce moment-là, ou Valérie Pécresse, présidente de la Région. En décembre 2018, la maire de la commune a reçu un hérisson mort par la poste, en provenance du chantier, probablement écrasé par un engin.

Les promenades de découverte de la partie intacte de la forêt ont une couleur bien différente : on y parle des oiseaux que l'on entend ou voit (des corneilles, quelques pies, un merle, des pigeons grisets, un rouge-gorge et des mésanges charbonnières), les militants profitent des odeurs et de la fraîcheur émanant du sol. De petits foulards rouges ont été disposés sur les arbres pour repérer une sorte de chemin. L'heure est à l'émerveillement. La forêt est associée à des escapades dans la jeunesse, des jeux d'enfants – d'ailleurs les militants me confient « *s'amuser un peu* »<sup>139</sup>. Le documentariste de la lutte et photographe Julien Daniel met en valeur ce rapport au lieu dans son travail sur la Corniche qui fait l'objet d'un livre photo. Il qualifie son entrée dans la forêt d'« expédition »<sup>140</sup> et parle par exemple d'un « très beau brouillard » qui donnait « une espèce de magie », comme « un conte de fée ». Une partie de son travail est

---

<sup>138</sup> Cette dernière phrase reprend un des discours de Greta Thunberg.

<sup>139</sup> Entretien avec deux militants du collectif le 5 novembre 2019.

<sup>140</sup> Julien Daniel présente et commente certaines de ses photos dans une vidéo. URL : [https://www.youtube.com/watch?v=w0fidVWhnIA&ab\\_channel=StephanieTHION](https://www.youtube.com/watch?v=w0fidVWhnIA&ab_channel=StephanieTHION)



« contemplative » et explore la découverte et « les mystères » de la forêt. Ses photos ont été exposées deux fois, à Arles et aux promenades photographiques de Vendôme. Lui-même est un photographe très reconnu, notamment l’auteur de photos de campagnes et le récipiendaire de divers prix et distinctions<sup>141</sup>. Un court-métrage présenté au Nikon Festival de 2019, « L’appel de la forêt », de Raphaël Daniel, est filmé dans la forêt avec un message de sensibilisation. Le récit est celui d’un paradis bientôt perdu, arraché par des politiques immorales et défendu par des irréductibles.

### c) Au parc paysager Georges Valbon : la veille d’usagers-militants

Les militants de la Courneuve, eux, obtiennent une victoire en 2015 contre un projet d’urbanisation d’une partie du parc après une mobilisation citoyenne. Le projet, appelé « Central Park », était proposé par l’urbaniste Roland Castro dans la première consultation sur le Grand Paris lancée par Nicolas Sarkozy en 2008. Depuis, les risques d’urbanisation sont répartis sur différentes zones du parc, mais les collectifs en lutte se concentrent sur la ZAC Cluster des Médias, qui vise notamment à installer le village des médias des Jeux Olympiques de Paris 2024.

Un jeu de pistes se joue entre les aménageurs et les militants via le marquage de l’espace. À la Courneuve, ces derniers s’en servent pour tenter de comprendre la politique de gestion du parc dans un contexte de grande opacité. Erin me fait visiter le parc sans lâcher son petit carnet, dans lequel elle notera scrupuleusement l’emplacement d’arbres coupés, ainsi que les arbres ornés d’un marquage : ils ont déduit avec l’expérience qu’une croix orange annonce une future coupe. Il s’agit bien d’une veille, au sens d’une activité « mobilisant les sens, une quête discrète de prise sur les processus, explorant, à partir du cours naturel des choses, le surgissement de singularités, de troubles ou de discontinuités qui nourrissent les signaux d’alerte » (Châteauraynaud, 2015, p. 332).

---

<sup>141</sup> Voir son parcours complet sur le site de l’agence Myop dont il fait partie, URL : <http://www.myop.fr/photographer/julien-daniel>.

Erin invite les sympathisants à partir faire une visite et « *vérifier les mares* ». Elle note en vrac « voit au travers / dommage / oiseaux / densité habitat !=/ Bosquet ». On commence à marcher et ça prend la forme d'un tour de garde : elle note les changements visibles au niveau du parc (...) Sur les massifs du côté droit, deux tas de bois coupés. Elle pense que les bosquets sont étayés de façon à dégager la vue pour les passants : « *C'est tout le problème des groupes comme le nôtre, on ne rentre pas dans le lard tant qu'on n'est pas sûrs. C'est pour ça qu'on fait ces balades, pour observer un peu ce qui se passe au fil du temps. Mais là c'est bon, on a été respectueux, on n'a eu aucune réponse, maintenant on va mettre tout le monde en copie* ».

Extrait du journal de terrain, 24 février 2019

Les militants essayent de voir à travers leurs arpentages si les mesures de compensation prises par les pouvoirs publics en cas d'urbanisation sont respectées : ils comptent les zones humides restaurées du parc, le nombre d'arbres coupés. Comme huit mares avaient été détruites dans le cadre des travaux du tram, les porteurs de projet s'étaient engagés à les restaurer : en effet, elles sont essentielles à la reproduction du crapaud calamite, espèce protégée, et à la survie de ses petits. Seulement, à chaque « vérification » des mares, Erin constate qu'elles sont « *toujours à sec* ». Presque deux hectares de surface d'herbe devaient être consommés pour les travaux de la ligne 11 du tram, en bordure des futurs rails. Selon Erin, ils ont consommé bien davantage, bien qu'elle ne soit « *pas géomètre* ». Sur une des zones du parc où les arbres vont être coupés en vue d'une ZAC, les militants veulent organiser un comptage des arbres : dans les parcs de ville, explique Erin, il faut planter deux arbres pour un coupé.

Nous passons dans un espace de végétation assez basse, d'aubépine et autres arbustes, « la pigeonnier », une prairie sèche dans laquelle les oiseaux se nourrissent. Nous y mangeons des cynorrhodons, les fruits de l'églantier, à l'initiative d'une militante. Il faut les presser pour en extraire la chair et éviter de manger la peau. Le jus des fruits coule un peu sur nos doigts, la chair est acide et ressemble à peu à de la groseille. Les militantes sont enthousiastes : « *C'est rare d'en trouver autant !* », « *Chez nous, on en fait des confitures !* »

Pendant cette phase plus calme dans la mobilisation, leur regard sur le parc prend donc la forme d'une vigilance accrue sur le grignotage des espaces naturels. Ces militants opposent un récit familial et sensoriel des lieux à une lecture stratégique et logistique. Ils replacent le parc dans une histoire sociale de l'aménagement du territoire. Le parc est créé dans les années 1980 à la

faveur d'une politique sociale affirmée, chez les maires communistes de la petite couronne, visant à donner « du beau » aux classes populaires. Le grignotage du parc au profit de constructions destinées aux classes moyennes et supérieures est ainsi présenté comme emblématique d'une destruction du patrimoine ouvrier, et mis en lien avec tout un faisceau de luttes de préservation de jardins ouvriers ou ensembles remarquables d'habitat sociaux et de cités-jardins. D'ailleurs, Erin et Amélie sont toutes deux locataires dans des cités-jardins de la Courneuve et d'Aubervilliers, remarquables sur le plan du patrimoine, elles aussi menacées par des projets de requalification.

Samir et Maria, issus des classes populaires immigrées et habitants de la Courneuve et Dugny depuis plus de 30 ans, expriment un rapport intime au lieu qui transparait avec émotion, en réunion et sur place : « *C'était pour nous, cet endroit, et ils veulent nous le reprendre !* » ; « *On l'a payé ! Avec l'argent des gens d'ici !* » ; « *Nous aussi on a le droit d'avoir des trucs pas moches !* » ; « *On est des indésirables !* » ; « *Ce sont des bandits scélérats, oui, scélérats !* ». Erin, artiste plus dotée en capitaux culturels et sociaux, est dans une position plus ambiguë : elle fait techniquement partie de la première vague d'arrivée des petites classes moyennes dans cette partie du 93. Dès les années 1980, les communes de Seine-Saint-Denis, à l'image de Montreuil, font face à l'arrivée d'une population très diplômée (mais pas forcément riche), concomitante à la paupérisation des fractions instables des classes populaires (Collet, 2015). Erin, justement, cherchait des espaces pour son atelier qui aient « *une âme* », avec de la place. Elle théorise cette dépossession par rapport au parc, tout en concédant : « *C'est toujours le problème. Moi j'aimerais bien qu'il y ait du Wifi, par exemple, tu imagines pouvoir venir travailler ici pour quelques heures l'après-midi ? Ce serait génial ! Mais ça ouvrirait à un champ de commercialisation qui empiète sur d'autres usages* ». Elle reconnaît donc qu'elle est en partie la catégorie sociale ciblée par ces adaptations, tout en les dénonçant puisqu'elle en connaît les conséquences. C'est elle qui dénonce le plus les aspects esthétiques de la réduction du parc, « *la perte du paysage* » et la « *défiguration du patrimoine* », dont elle connaît très bien l'histoire. Frédéric Sawicki (2019), en étudiant des riverains du quartier du Vieux-Lille qui se mobilisent contre un projet d'extension du stade de football de la ville, a montré que le sentiment d'autorité à agir peut provenir de formes hybridées du capital d'autochtonie (Retière, 2003 ; Renahy, 2010). Le capital mobilisé par les habitants engagés y dépend d'une expérience particulière des lieux et d'une mémoire du lieu liée à un « *stock de connaissances* », plus que sur un capital social local très conséquent d'individus qui seraient fortement intégrés dans les réseaux locaux (Sawicki, 2019).

Les militants interpellent ainsi les passants sur le registre de la propriété :

*« Vous y tenez, à votre parc ! On est tous propriétaires de ce parc ! Il faut se battre, encore » « Vous savez ce qu'on fait à notre parc ? »*

Interpellations de Samir, 31 mars 2019

*« Finalement, ce parc, si on nous le pique, c'est du vol ! (...) Les habitants de Seine Saint Denis l'ont payé avec leurs impôts ! »*

Erin, 24 février 2019

Pour les militants, il y a un manque important de moyens alloués à la gestion du parc : avant, trente-cinq jardiniers s'occupaient du parc, dans le cadre de contrats publics avec le département ; désormais, il y en a moins de cinq et une dynamique d'externalisation des services touche l'ensemble des fonctions de gestion. Le 31 mars 2019, lors d'un dimanche passé avec les militants au parc, Samir nous invite à signer la pétition des gardiens du parc : on leur demande davantage de tâches auxquelles ils ne sont pas formés, avec moins d'effectifs.

À la croisée des registres sociaux et écologistes, ces militants s'inscrivent bien dans une revendication de « justice environnementale » (Laigle & Moreau, 2018). Certains d'entre eux s'impliquent dans l'organisation des « *toxic tours* », des balades urbaines dévoilant la concentration de certaines infrastructures en Seine-Saint-Denis, notamment les incinérateurs de déchets et les *data centers*, industries polluantes, ainsi que les entrepôts logistiques de grandes multinationales, comme Amazon ou Alibaba. Dans leur discours, le droit à des espaces « vivables », mais aussi esthétiques, est central, ainsi que la protection de certaines espèces nichant ou se reproduisant dans le parc, comme le crapaud calamite et le blongios nain<sup>142</sup>. Ainsi, pendant les visites, une grande partie des propos des militants portent sur la beauté du parc et le plaisir d'y circuler.

---

<sup>142</sup> L'analyse détaillée de l'impact environnemental du projet sur ces espèces figure dans l'avis délibéré de l'Autorité environnementale sur la ZAC, n° 2018-100, adopté lors de la séance du 16 janvier 2019, qui m'a été transmis par le collectif.

**Encadré 15** : Quand la préservation du patrimoine ouvrier stimule la gentrification, l'exemple de l'AMULOP

La désignation d'un élément, bâti ou conçu comme naturel, comme étant du patrimoine à préserver, est au cœur de luttes symboliques : il s'agit de valoriser un élément du passé pour faire partie du récit légitime. Observer le devenir des logements ouvriers ou encore des parcs populaires, leur préservation ou réhabilitation, leur effacement (Veschambres, 2014) ou leur remplacement nous informe sur la place des classes populaires, des programmes politiques aux représentations symboliques, à un moment donné.

En Seine-Saint-Denis, l'Association pour un Musée du Logement Populaire du Grand Paris (AMULOP), association d'historiens, de sociologues et d'archivistes, se donne pour but de transmettre l'histoire du logement populaire et de l'immigration, dans un contexte où cette histoire, ces quartiers et ses habitants sont publiquement dévalorisés<sup>143</sup>. Le principal projet est de trouver un immeuble de logement populaire et d'en faire un musée, dans la lignée du Tenement Museum de New York ou du musée d'Ellis Island, proposant une microhistoire à partir d'éléments concrets comme des objets. Les chercheurs veulent montrer, à travers les parcours de vie d'anciens occupants de l'immeuble (archives et témoignages, reconstitutions), les différentes phases migratoires, les conséquences économiques et sociales de l'industrialisation et la désindustrialisation, l'évolution des pratiques de l'espace et de l'intime, les actions des pouvoirs publics face au logement insalubre et en matière d'urbanisme.

Comme il s'agit de créer un musée dans un immeuble populaire abandonné, on peut craindre que le projet même de valorisation repose sur un contexte de gentrification qui permet la vacance de ces anciens logements. Le projet de patrimonialisation repose sur cette tension : créer un musée valorisant l'histoire de la banlieue et des migrations dans le Grand Paris, dont l'avènement a contribué à déplacer ces populations en plus grande banlieue. En faire un lieu touristique du Grand Paris, qui risque d'être tourné vers des visiteurs des classes moyennes culturelles dont l'arrivée est la première phase de transformation des quartiers populaires. Trouver des locaux adaptés, c'est s'inscrire à la fois dans un contexte urbain de gentrification, donc dans un milieu vidé de sa « nature populaire ». Proposer cette offre culturelle, c'est s'inscrire dans les préférences de consommation de certaines fractions culturelles de classe : balade urbaine, immersion, *escape game*, table-ronde et musée virtuel, le tout teinté d'une appétence pour les thématiques sociales. Le dilemme est assumé, et bien que l'objectif soit d'y faire venir les habitants les plus populaires, les chercheurs assument de vouloir aussi attirer des fractions de classe plus privilégiées : « *Il y a un intérêt à attirer les futurs Manuel Valls pour qu'ils ne disent pas de bêtises* ». Le projet est réalisé quelques années plus tard, au cœur de la cité des 800 d'Aubervilliers<sup>144</sup>. Il existe aussi, à la « cité du 212 » à Blanc-Mesnil, un immeuble témoin que l'on peut visiter pour appréhender l'intérieur d'un appartement typique de l'époque des HBM (Habitations Bon Marché) des années 1930

<sup>143</sup> L'état des lieux du projet et l'exposition de ce dilemme viennent d'une communication de Pierre Gilbert (« Faire et transmettre l'histoire du logement populaire et de l'immigration : le projet de musée de l'Amulop dans le 93 »), dans le séminaire « Anthropologie du Grand Paris » dirigé par Marine Loisy et Anne Monjaret, le 15 février 2019 à l'EHESS, et de la discussion qui s'en est suivie.

<sup>144</sup> Le projet est présenté sur le site de l'AMULOP. URL : <https://www.amulop.org/>

De la même manière, la forêt de Romainville et le parc départemental Georges Valbon deviennent « poumons verts » et arguments de vente dans des programmes immobiliers impulsés par l'arrivée de nouveaux transports en commun à proximité. Le patrimoine populaire du parc Georges Valbon est d'ailleurs lui-même utilisé comme matériel de communication :

« Dès 2025, le Village deviendra un nouveau quartier de ville proche de la nature, une « cité jardin » du XXI<sup>ème</sup> siècle, en lien avec le parc Georges Valbon, le 3<sup>ème</sup> plus grand parc d'Ile-de France »

Communiqué officiel de la SOLIDEO sur la sélection des opérateurs immobiliers, le 7 octobre 2020

On voit bien comment des tentatives de patrimonialisation de pans dégradés ou stigmatisés de l'histoire, ici du logement populaire, peuvent conduire à valoriser symboliquement des espaces urbains au profit de classes plus dotées en capitaux. Les luttes pour préserver les espaces naturels dans la ville, fussent-elles menées par des militants issus des classes populaires et directement concernés par la privation d'aménités environnementales, peuvent servir l'installation des plus dotés dans le cadre d'une gentrification verte (Anguelovski, 2016 ; Richard *et al.*, 2017). Plus encore, cet intérêt pour le patrimoine des banlieues parisiennes ne prend pas partout et sur tous : la banlieue parisienne, de plus en plus visitée et commentée, génère des profits de distinction pour des profils jeunes, intellectuels, altermondialistes, disposés à l'examen des zones « moches » du capitalisme. Des acteurs intermédiaires s'attribuent la mission de « guides » de la banlieue, pour des zones encore délaissées des guides touristiques communs. C'est le cas d'Enlarge Your Paris, un média qui propose des histoires de la banlieue et des balades urbaines, relayées par les acteurs du Grand Paris<sup>145</sup>. Guy-Pierre Chomette, lui aussi, est invité en 2018 à un des événements d'ouverture de chantier de la Société du Grand Paris, au Bourget, pour une conférence. Enfin, les amateurs de tourisme des « ruines » comptent le « village fantôme » de Goussainville, tout comme les centres commerciaux abandonnés de Seine-Saint-Denis, parmi les lieux prisés pour des explorations urbaines qui donnent matière à réflexion. La visite des lieux désaffectés du capitalisme permet d'articuler un loisir physique « sobre », un désir de sortir de Paris pour retrouver des espaces naturels, et des dispositions critiques. Il est aisé d'y voir une nouvelle manifestation de la capacité des fractions culturelles à constituer en esthétique des objets, ou ici des décors, banals ou peu attrayants. Dans l'investissement dans ces espaces perçus comme populaires mais dotés d'aménités recherchées comme les espaces verts, on peut voir les stratégies de distinction des

---

<sup>145</sup> Voir la présentation des balades ici. URL : <https://www.enlargeyourparis.fr/balades/decouvrez-les-espaces-verts-grand-parisiens-avec-le-tour-pieton-du-grand-paris>

fractions culturelles des classes moyennes, notamment des intellectuels, des stratégies risquées mais rentables (Bourdieu, 1979), mais aussi leur quête d'authenticité (Bidou, 1984 ; Chalvon-Demersay, 2014 ; Clerval, 2016).

Selon les capitaux dont disposent les militants, la façon de s'appropriier les lieux se fait sur des modalités différentes : un registre argumentaire pédagogique appuyé sur la défense de l'intérêt général, un registre moral adossé à la critique d'un pouvoir corrompu, ou encore un registre de justice sociale sous-tendu par la critique d'une destruction de patrimoine populaire, qui n'est pas sans générer des profits de distinction pour les classes moyennes. Les trois collectifs travaillent à *repatrimonialiser* ces espaces sur la base de mythes fondateurs différents. En particulier, le CPTG travaille à repatrimonialiser un espace faisant partie d'un corridor d'urbanisation quasi-continue sur la Plaine de France, faisant un travail de « mise en collection de ce qui, de son passé, est pour lui gage d'avenir » (Micoud, 2004, p. 16). La référence au monde agricole prend une dimension nouvelle au regard des ambitions d'autonomie alimentaire dans le cadre de la critique écologique. Dans leur pratique quotidienne des lieux défendus, ces collectifs s'appuient sur une perception de la sensorialité qui devient stratégique dans la réappropriation des espaces abstraits des aménageurs. Les pratiques d'arpentage constituent un mode d'action à part entière, une modalité de politisation du proche dans le cadre de ces conflits « dans et pour des espaces familiers » (Dechézelles & Olive, 2019). La conception de contre-projets fait écho aux mythes fondateurs, et leur contenu montre autant de formes d'appropriation symbolique et affective de l'espace (Veschambre, 2014), appuyées sur une appropriation à dominante cognitive dans le cas des militants de Gonesse, nécessitant un apprentissage théorique de l'histoire des lieux et une familiarisation progressive (Ripoll & Veschambre, 2005).

### 3. L'élaboration de contre-projets

Les trois groupes militants ont chacun une forme de projet alternatif à proposer, mais leur degré de précision est inégal, tout comme leur mise en valeur auprès des pouvoirs publics. Les militants de Gonesse défendent le projet « CARMA », un projet d'agriculture biologique et de maraîchage, distribué en circuits courts, avec un espace de formation aux métiers agricoles. Il a suscité la formation d'un groupe spécifique de militants, dans lequel on trouve des professions

liées à la production et la diffusion culturelle (journalistes, auteurs) et des professions scientifiques : agronomes, ingénieurs d'études, ingénieurs urbanistes, architectes et consultants. Ses membres mettent à profit leurs compétences pour promouvoir une initiative concrète auprès des acteurs du territoire. Ayant une propension commune à l'écologie, ce sont des militants acceptant le « jeu institutionnel », utilisant certains outils du management et de la communication pour intervenir dans le champ politique.

Certains militants du CPTG, en particulier ceux du groupe Action, formulent des doutes et des hésitations à l'égard du projet CARMA. Cette posture est forgée dans leurs dispositions à rejeter le champ politique institutionnel. Les discussions avec le cabinet du Premier Ministre, par exemple, équivalent à leurs yeux à une compromission. L'ethos culturel et politique des membres de CARMA est peu compatible avec celui des militants du groupe Action, d'inspiration plus autonome. Ainsi, Laetitia me confie en juillet 2019 qu'elle n'a toujours pas réellement compris ce que contenait le projet au-delà d'éléments de langage : « *Franchement ils sont graves, on se moque un peu d'eux...* ». Après l'abandon d'Europacity, en novembre 2019, la direction générale donnée par le CA du CPTG est de s'investir dans la promotion du projet CARMA : Laetitia intervient de nouveau en réunion et demande à savoir « *sur quoi ils mettent leur énergie* ». Plus généralement, l'abandon d'Europacity a des effets différents sur la manière dont les militants du CPTG conçoivent la suite de leur parcours dans le collectif. Pour certains, comme Philippe, 60 ans, cadre dans la publicité, un engagement dans CARMA apparaît comme une évidence. Pour les membres du groupe Action, comme Kery, Laetitia, Cooper et Jo, l'annulation marque le début d'un éloignement vis-à-vis des sphères décisionnelles du CPTG. Peu à l'aise avec le travail institutionnel que demande la promotion de CARMA, ils se réinvestissent peu à peu dans d'autres luttes du Grand Paris ou d'ailleurs, dont l'issue n'est pas encore tranchée, restant ainsi dans des phases de contestation directe plus que d'implémentation d'alternatives.

En réunion de Convergence en juin 2019, Adeline, 50 ans, journaliste et politiste, prend quelques minutes pour parler du projet. Pour elle, l'abandon d'Europacity n'équivaut pas à une adhésion à CARMA : le contre-projet a besoin de notoriété. Il commence à être connu dans les cercles de professionnels, mais on lui reproche d'être trop « *plaqué* » sur le territoire : il faut viser les habitants, les élus locaux et régionaux. Adeline admet donc à demi-mots que le projet CARMA fait l'objet de critiques similaires à celles qui visaient Europacity : un projet trop hors-sol, qui manque d'un ancrage local. Selon elle, il faudrait que les porteurs de CARMA soient formés pour représenter le projet dans différentes arènes. Un compte Instagram vient d'être



lancé, dont le rôle est de stimuler un « *imaginaire agriurbain* ». Entre 2019 et 2022, le projet est présenté à divers élus et cité plusieurs fois à l'Assemblée nationale, dans des questions au gouvernement ou dans le texte d'amendements. On voit ici que le contre-projet est dans la continuité du mythe fondateur travaillé par le CPTG, celui des terres agricoles nourricières. Il est intégré dans une réflexion sur l'autonomie alimentaire de l'Ile-de-France.

Les propositions des militants du parc Georges Valbon sont ancrées dans leur connaissance du parc et leur constat d'une dégradation dans sa gestion. D'abord, préserver ou sanctuariser toute l'emprise des espaces verts ; ensuite, relancer certaines démarches de découverte de la biodiversité, des activités publiquement financées en lien avec la nature, pour les enfants des villes environnantes. Il s'agit de revenir à une gestion moins externalisée du parc, avec davantage d'emplois publics.

A Romainville, les Amis de la Corniche souhaitaient laisser la forêt telle qu'elle était, un poumon vert, sans nécessairement l'ouvrir au public. Leur projet alternatif, qui reste à l'état d'idée, était de monter un « observatoire populaire de la biodiversité », qui impliquerait un accès à certains points d'observation sur la forêt mais sans défrichage<sup>146</sup>. Si l'idée est d'abord ancrée dans une contrainte écologique forte (préserver les arbres), elle reflète aussi un positionnement social sur le temps libre et les loisirs. Ainsi, Sophie s'offusque que la Région mette en place « *de l'escalade, de l'accrobranche, un poneyclub* » et des aires de jeux « *aseptisées* » pour les enfants. En creux, ce qui est dit, c'est qu'eux savent apprécier la contemplation désintéressée de la nature. Les militants s'en défendent : ils craignent un espace trop cher pour les familles populaires. Cependant, les discussions portent très rarement sur ce point. Les militants du parc Georges Valbon sont également contre la « spécialisation » de l'espace, comme l'explique Brigitte<sup>147</sup> : « *Ils veulent en faire davantage un parc de loisirs... Depuis un an ou deux, ils ajoutent des équipements sportifs, les aires de loisirs se multiplient, mais ce sont des loisirs de consommation* ». Brigitte, elle, « *préfère consommer de la nature* ». Elle est également critique de l'attitude des visiteurs envers les animaux, ce qui la dissuade de venir le dimanche : « *J'aime pas venir le dimanche parce qu'on voit des choses qui ne sont pas possibles, notamment les gens qui nourrissent les oiseaux ! Il faut que les gens soient éduqués là-dessus, ça les rend malades. A Genève, il y a une amende pour ça* ». Ici, l'appréciation désintéressée de la nature et la connaissance de l'écosystème deviennent des outils de distinction par rapport à des visiteurs moins « *éduqués* » et cherchant à se divertir via des

---

<sup>146</sup> Réunion avec les militants de la Corniche des Forts, 28 février 2019.

<sup>147</sup> Visite-balade au parc Georges Valbon, le 24 février 2019.

équipements. La conception des contre-projets révèle des luttes de positionnement sur les bonnes pratiques de la nature, pratiques ancrées dans des morales de classe (Caveng *et al.*, 2018) et potentiellement excluantes pour des fractions des classes populaires. Pour les militants dotés en capitaux culturels, les loisirs en lien avec la nature doivent être désintéressés afin de garantir la vraie qualité esthétique (mais présentée comme morale) de la contemplation.

Le parallèle avec les pratiques culturelles étudiées dans *la Distinction* semble pertinent. Pour les classes populaires, on trouve plus souvent une préférence pour les œuvres qui remplissent une fonction : émouvoir, faire rire, ou encore dénoncer (Bourdieu, 1979). De la même façon, moins le capital culturel est important, plus on retrouve un rapport instrumental à différentes pratiques. C'est l'opposition kantienne entre ce qui « plaît » et ce qui « fait plaisir » : le goût devient barbare s'il fait du plaisir la mesure de son assentiment. Les classes populaires et les fractions les moins cultivées des classes moyennes manifestent une attente de participation dans l'art et les loisirs : un désir d'entrer dans le jeu, de partager, par exemple, les joies ou les souffrances des personnages. Cette attente de participation s'étend aussi aux « conditions du spectacle », ce dernier étant l'occasion d'un rassemblement festif. Au contraire, les fractions culturelles (en particulier des classes moyennes) expriment un rapport à la nature marqué par des dispositions ascétiques et une satisfaction dans l'effort. La contemplation et la marche, par exemple, représentent une élévation spirituelle à moindre coût ; chez les professeurs, l'alpinisme génère les profits de distinction d'une nature inaccessible au commun. En outre, ces loisirs sobres peuvent se pratiquer en solitaire. Ces morales de classes se montrent réprobatrices vis-à-vis des installations sportives et ludiques, à l'image des Négociateurs de la forêt de la Corniche des Forts qui dénoncent dans une tribune des infrastructures « ludiques d'une grande banalité » et regrettent l'oubli du patrimoine minier (maisons de carriers, tunnel maçonné, fours à plâtre) qui témoignent de l'histoire du lieu dont ils détiennent la connaissance. Dans cette description tout distinctive, la nature est décrite comme « prisonnière » d'une « vision utilitariste à court-terme »<sup>148</sup>.

Ainsi, on voit que l'aménagement du parc en équipements sportifs consacrés et l'appropriation collective populaire du lieu aux heures de grande affluence sont des modalités dissonantes pour des militants qui revendiquent de ne consommer que la nature et de la consommer à contre-temps, lorsque le parc est calme. Les militants ne portent pas seulement une critique écologique des aménagements, mais jugent vulgaires l'assujettissement de la nature au divertissement au

---

<sup>148</sup> Tribune « À Romainville, une remarquable forêt pourrait devenir une banale base de loisirs », *Reporterre*, 5 octobre 2018.

prisme de leur morale de classe. Ces différentes conceptions de la nature teintent les contre-projets proposés en les rendant plus conformes aux dispositions des fractions culturelles.

Outre la construction de ces récits et leur matérialisation dans les contre-projets, c'est la capacité à les publiciser qui différencie les luttes entre elles et leurs chances de remporter des victoires. On se penchera ici sur deux registres de contestation, mobilisés de façon contrastée par les militants de Gonesse, Romainville et la Courneuve : la mobilisation des médias et l'engagement dans des procédures juridiques.

## **II. Des registres contestataires coûteux en capitaux : légitimité et marginalité des luttes dans les domaines juridiques et médiatiques**

Certains modes d'action sont coûteux en capitaux et ils constituent une focale d'autant plus riche pour examiner les rapports de classe au sein des collectifs ainsi que les rapports inter-collectifs dans le champ des luttes d'occupation. C'est le cas du recours aux médias et au droit, qui reposent sur la mobilisation de capitaux et de dispositions socialement sélectives. On examinera d'abord la forme de la mobilisation médiatique dans chacun des collectifs à l'aide d'une étude de presse (a), puis l'accès très inégal à la juridicisation des griefs des associations (b). Enfin, il faut encore montrer comment la mobilisation de l'un et/ou de l'autre de ces registres est négociée à l'intérieur des collectifs entre des militants aux cultures politiques différentes, et fait l'objet de discussions, de conflits et parfois de séparations ou de spécialisations internes (c).

### **1. La mobilisation médiatique : comment et par qui se faire entendre ?**

L'activité communicationnelle des mouvements sociaux fait partie intégrante du répertoire d'action (Filleule *et al.*, 2010). Groupes mobilisés et « gens de média » sont pris dans des dynamiques d'échanges et de lutte pour la mise en récit de leurs actions. Dans un contexte de relative pluralité dans l'expression médiatique, les militants ont une gestion réfléchie de leur rapport aux médias, parfois jusqu'à scénariser des moments de lutte à la faveur de la production

de la bonne image, du bon commentaire, en mesure de peser dans l'opinion publique et le rapport de force politique. Dans le cadre d'une comparaison, il s'agit de comprendre ici la fabrique du rapport aux médias de chaque collectif, en le reliant aux types de capitaux culturels qui structurent la composition du groupe.

Dans la production de leur propre vitrine, d'abord, les trois collectifs sont très inégaux. Le CPTG tient une page Facebook et un compte Twitter, qui font l'objet d'une modération. Les militants ont un journal bimensuel consacré, *l'Echo du Triangle*, qui permet de diffuser les nouvelles d'autres mobilisations. Le logo évolue en 2019 pour consacrer symboliquement l'avènement d'une nouvelle phase de lutte après la victoire contre Europacity. Des militants compétents en graphisme font partie du CA, et de façon générale les métiers de la communication et de la diffusion sont très bien représentés au CPTG. Les tracts, clairs et colorés, font souvent l'objet d'un travail d'équipe et le collectif propose aussi des badges et des tee-shirts lors des grandes événements. Les militants de Romainville semblent plus dépendants de personnes externes, comme Julien Daniel, un photographe professionnel, et de manière générale refusent de peaufiner leur communication, étant dans une phase de lutte plus latente où l'essentiel est déjà perdu. Ils sont également présents sur Facebook et Twitter. Leur communication est plus personnelle, on sent que ce sont toujours les mêmes quelques personnes et qu'il n'y a pas de « ligne » éditoriale. Ils utilisent aussi particulièrement les tags sur place pour faire passer des messages. A la Courneuve, c'est une artiste plasticienne qui crée la plupart des tracts, à l'exception de celui, plus informatif, de la MNLE en 2021. Ces tracts ont des allures de collages, et sont visuellement mémorables, peu ancrés dans les codes de la communication visuelle moderne. Dans la période de 2015, les tracts contiennent beaucoup de rouge, en lien avec les normes des tracts du PCF et de la CGT d'alors. La page Facebook fait l'objet de posts très fréquents, conservant souvent une tonalité personnelle : une seule personne ou presque s'en occupe.

## a) Une couverture médiatique très inégale entre les collectifs

### Encadré 16 : Méthodologie de l'étude de presse

Afin d'estimer la couverture médiatique de chaque mobilisation, je me suis appuyée sur plusieurs recherches détaillées dans la base de données d'Europresse. J'ai d'abord fait plusieurs tests de mots-clés pour être assurée de bien trouver les articles en question. Dans le cas de Gonesse, les articles font systématiquement mention d'Europacity même après son abandon, il faut donc seulement « contrôler » par les différentes orthographes possibles du terme. Le CPTG est toujours cité dans les articles. Dans les cas de Romainville et de la Courneuve, la recherche comprenait un des noms du site (« Corniche des Forts », « Parc Georges Valbon » ou « Parc de la Courneuve ») ainsi qu'une mention des projets d'aménagement (« aménagement(s) » ou « urbanisation »), et le terme « collectif », « association » ou « mobilisation », ce qui permettait de cibler les articles sur le sujet. Dans le cas de la Courneuve, la taille du parc et la variété des activités associatives qui s'y tiennent a conduit à enlever certains articles programmatiques (annonce d'une activité culturelle dans le parc dans un agenda de quotidien régional, par exemple) qui ne portaient pas sur la mobilisation.

Chaque recherche par mot-clé, pour Gonesse, a été réalisée par mois, depuis le début des années 2010. Ensuite, il s'agissait d'extraire l'ensemble d'articles pour chaque mois de chaque année sous la forme d'un pdf (plus d'une centaine de documents). Pour les deux autres luttes, la quantité moindre d'articles a permis de faire une recherche (et donc un seul document) par an. J'ai inséré ces documents dans un logiciel d'analyse qualitative, Max Qda, afin de pouvoir les parcourir chronologiquement. Cette longue lecture a permis d'extraire plusieurs choses : une chronologie détaillée de chaque lutte et des citations, notamment d'acteurs publics, et également un comptage manuel du nombre d'articles par mois et par média. J'ai d'abord compté chaque journal à part, puis, le comptage achevé, effectué des regroupements pour gagner en lisibilité. La presse économique spécialisée, ou encore la presse spécialisée dans les questions environnementales, les quotidiens ou hebdomadaires chrétiens sont donc des groupements manuels effectués sur la base de recherches complémentaires sur la ligne éditoriale de chaque média. Ce nettoyage permet de mieux distinguer dans l'analyse la place des journaux généralistes les plus consultés, de différentes obédiences politiques. J'ai introduit une différence entre la presse régionale et la presse nationale, ce qui permet de mesurer l'écho de la mobilisation dans des sphères politiques différentes. Enfin, l'étude ne prétend être exhaustive : pour cela, il faudrait pouvoir ajouter tous les journaux qui ne sont pas compris dans la base d'Europresse. En fonction des observations générales réalisées pendant l'ethnographie, il m'a semblé approprié d'ajouter à cette base de comptage certains journaux comme *Médiapart* et *Marianne*, qui ont accueilli des papiers d'opinion ainsi que des tribunes, et *Reporterre*, quotidien spécialisé dans l'écologie, afin de distinguer la légitimité et l'écho de chaque mobilisation au sein même du champ. Enfin, j'ai mis de côté les articles les plus engagés, notamment les tribunes, lettres ouvertes et analyses partisans, afin de dégager des résultats sur le travail pétitionnaire réalisé dans chaque collectif. Chaque signataire ou soutien a donc fait l'objet d'une recherche de manière à pouvoir le situer dans l'espace social<sup>149</sup>.

---

<sup>149</sup> Une étude plus exhaustive devrait encore analyser les dynamiques de positionnement, au sein de chaque direction, des journalistes progressivement spécialisés dans les questions environnementales et le lien entre leur position sociale et l'émergence du thème.

La lutte menée par le CPTG frappe par sa couverture médiatique importante, à la fois dans la presse régionale francilienne (on compte 326 articles dans les journaux de l’Ile-de-France, au premier rang desquels *le Parisien*) et décentralisée (145 articles dans les divers quotidiens en Rhône-Alpes, Bretagne ou ailleurs). A partir du début 2016, il y a dans la presse française entre une vingtaine et une centaine d’articles par mois évoquant le Triangle et Europacity, avec des pics importants au moment des fêtes des Terres du mois de mai (60 articles en 2018, 62 en 2019), au moment des grands virages de la lutte juridique et bien sûr à l’annonce de l’abandon d’Europacity en novembre 2019, relayé par 174 articles en un mois. Or, à partir de cette même année, la stratégie d’expansion du collectif, décidé à se rallier à des sphères plus parisiennes (naissance de la Convergence), d’autres collectifs en lutte mais aussi des intellectuels, porte ses fruits : on voit que le nombre d’articles à portée nationale dépasse très nettement le nombre d’articles régionaux, avec un écart qui augmente. A partir de l’abandon d’Europacity, l’écart se réduit progressivement.

Parmi les médias marqués à gauche ou au centre-gauche, c’est *Le Monde* qui publie le plus d’articles évoquant la lutte menée sur le Triangle de Gonesse, avec un total de 129 articles publiés, suivi de *Libération* avec 99 articles, *L’Humanité* avec 55 articles et *L’Obs* qui en compte 29. La spécificité de la couverture médiatique du conflit est sa présence forte simultanément dans les journaux marqués à droite : dans *L’Express*, *Le Point*, *Le Figaro*, *Atlantico*, *Le JDD* ou encore *Valeurs Actuelles*, on trouve ainsi 152 articles évoquant la situation sur le Triangle et le CPTG. Relativement aux porteurs de projets, la presse stratégique et économique est omniprésente dans le bruit médiatique autour de l’opposition à Europacity (*Les Echos*, *La Tribune*, *Challenges*, etc.). La droite conservatrice et peu libérale s’intéresse à la situation sur le Triangle, ce qui n’est pas le cas dans les autres luttes, à la faveur d’une position réceptive au récit d’une France agricole et d’un refus du capitalisme mondialisé promu par le projet Europacity. Ainsi, quelques articles dans *Valeurs Actuelles*, *Marianne* ou encore la revue *Limite* font écho à des tentatives de convergence de la part de ces fractions politiques, souvent refusées par le CPTG, à l’image de Nicolas Dupont-Aignan, qui, souhaitant apporter son soutien, n’avait pas été accueilli en février 2019.

Ce relai médiatique atteint des cercles plus restreints, comme la presse spécialisée dans l’actualité de l’environnement et la presse à destination des agents territoriaux ou des maires. Les quotidiens ou hebdomadaires chrétiens, dans la lignée du christianisme de gauche (*La Croix*, *Le Pèlerin*, *La Vie*) sont également présents dans la composition de cette couverture, fournissant plusieurs longs articles d’analyse à tonalité philosophique (une cinquantaine). En

élargissant la base de journaux couverts par Europresse, on voit que la presse moins généraliste et marquée à gauche relaie massivement les aventures du CPTG : *Médiapart* y fait mention dans près de 200 articles, *Reporterre*, dans une centaine d'articles. A cet égard, il faut noter le rôle des universitaires dans chaque lutte, qui semblent assurer le lien avec une partie de la presse critique, notamment via des journalistes spécialisés dans les questions environnementales, comme Jade Lindgaard à *Médiapart*, qui est aussi l'auteur d'un ouvrage sur les mobilisations en zones à défendre.

**Tableau 8** : Nombre d'articles mentionnant les mobilisations de Gonesse, Romainville et la Courneuve entre 2012 et 2021

		Année									
Nombre d'articles publiés dans la presse pour chaque mobilisation	<b>Triangle de Gonesse</b>	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	<i>Presse régionale</i>	11	40	51	28	76	63	90	<b>147</b>	33	57
	<i>Presse nationale</i>	8	29	44	20	234	149	332	<b>391</b>	151	126
	<b>TOTAL</b>	19	69	95	48	310	212	422	<b>538</b>	184	183
	<b>Corniche des Forts</b>										
	<i>Presse régionale</i>	0	3	5	2	4	6	<b>28</b>	14	1	1
	<i>Presse nationale</i>	0	0	1	3	1	2	<b>18</b>	3	1	2
	<b>TOTAL</b>	0	3	6	5	5	8	<b>46</b>	17	2	3
	<b>Parc Georges Valbon</b>										
	<i>Presse régionale</i>	0	0	2	<b>12</b>	4	7	5	8	0	1
	<i>Presse nationale</i>	0	0	5	<b>31</b>	5	4	3	7	0	3
	<b>TOTAL</b>	0	0	7	<b>43</b>	9	11	8	15	0	4

Réalisation : Louise Bollache, 2021

Les militants de la Corniche des Forts et du parc Georges Valbon, eux, bénéficient d'une visibilité beaucoup plus réduite : à l'apogée de leur mobilisation, ils sont autour de 45 articles dans l'année. Cependant, plusieurs aspects les différencient. Le cas de la Corniche des Forts est nettement plus discuté dans la presse régionale que dans la presse nationale, et notamment dans *Le Parisien* au fil des années. Dans tous les médias plus marqués à gauche, un des militants, rattaché au monde universitaire, est l'auteur : deux articles d'analyse dans *lundimatin*, en octobre et décembre 2018, un article « Appel à mobilisation » dans *Reporterre*, et dans *Médiapart*, deux articles de Jade Lindgaard qu'il me confirme avoir contactée directement. Enfin, les amis de la Corniche ont un article publié dans *Charlie Hebdo* en octobre 2018, en vertu d'un de leurs très proches soutiens, Fabrice Nicolino.

Le cas de la défense du parc Georges Valbon, au contraire, est plus visible dans la presse nationale, très nettement en 2014-2015. L’ancrage de la lutte dans la protection d’un patrimoine de tradition communiste, avec la prise de position de différents maires communistes et l’ancrage politique de certains militants des collectifs, entre en écho avec le soutien important du journal *L’Humanité*. Il faut aussi rappeler que le principal espace menacé par les infrastructures nécessaires à la tenue des Jeux Olympiques, l’Aire des Vents, est le lieu historique d’accueil de la Fête de l’Humanité en septembre. Les militants de Georges Valbon apparaissent plus souvent que ceux de la Corniche dans les dépêches AFP et quotidiens comme *20 minutes* ou *Aujourd’hui en France*. Il est notable, à cet égard, que la lutte de préservation de la forêt de Romainville ait connu un pic relativement soudain à l’automne 2018, là où les militants du parc de la Courneuve exercent une forme de vigilance au long cours. Comme les autres, ils sont l’objet de quelques articles dans *Médiapart* et *Reporterre*.

Bien que les tendances politiques des différents médias évoqués fournissent des informations sur le ton de ces articles, la couleur de cette couverture, il convient d’examiner les moments spécifiques de valorisation des arguments des militants dans la presse, au moyen de tribunes, de lettres, d’interpellation ou d’articles engagés de la part des rédactions.

### b) Les « tribunes », un outil de publicisation à géométrie variable

Le travail pétitionnaire et le travail de lien avec les instances médiatiques s’appuient sur un noyau de militants très dotés : issus du journalisme, des sphères intellectuelles ou encore de la communication. Par le biais administratif, journalistique ou entrepreneurial, au vu de leur formation et de leur position sociale, ce sont des intellectuels dotés de *pouvoir temporel*, c’est-à-dire capables d’utiliser le langage technocratique pour influencer le champ politique, des intellectuels d’organisation (Duval *et al.*, 1998). Ce sont eux qui réalisent le travail pétitionnaire, s’appuyant également sur le carnet d’adresses politique important des membres du CA, accumulé au fil de l’expérience. Ces intellectuels agissent comme relais entre les univers politique, médiatique, intellectuel voire syndical – ils évoluent dans une temporalité plus proche de celle de l’actualité politique et médiatique, qui leur permet de solliciter certains journalistes au bon moment. Dans le CPTG, des journalistes, comme Benoît et Adeline, sont présents parmi ces intellectuels d’organisation et contribuent à la récolte de capital symbolique via leurs ressources sociales et informationnelles.



Les entrepreneurs de pétition ont une position particulière – construite par un itinéraire politique – dans la mobilisation (Contamin, 2001). Ils sont chargés de récolter du prestige et une autorité scientifique autour de la cause défendue. L’agrégation de noms autour du texte fonctionne comme une accumulation de capital symbolique, et cette accumulation suit deux logiques, celle du nombre (montrer un ralliement large rapidement) et celle du nom (tous les noms ne se valent pas), simultanément (Duval *et al.*, 1998). On examine ici les propriétés sociales des signataires des tribunes.

*Corniche des Forts et parc Georges Valbon : des tribunes relayées par des spécialistes*

Tableau 9 : Principaux soutiens dans la presse aux luttes pour la préservation du parc Georges Valbon et de la forêt de la Corniche des Forts

	Date	Format	Journal	Auteur ou signataires
Mobilisation pour la défense du parc Georges	24 juin 2015	Article long « Central Park à la Courneuve, le mépris des classes populaires »	<i>Le Monde</i>	Etienne Pénissat, sociologue et membre du collectif
	3 juillet 2015	Article long « La Seine-Saint-Denis n’a pas besoin d’un Central Park »	<i>L’Humanité</i>	Patrick Le Hyaric, directeur de l’Humanité
	<b>26 mai 2015</b>	<b>Tribune « Central Park : Il faut faire entrer le parc dans la ville. Et non l’inverse »</b>	<b><i>Le Journal du Grand Paris</i></b>	<b>Antoine Valbon, urbaniste</b>
Mobilisation pour la protection de la forêt de	<b>4 juillet 2018</b>	<b>Tribune « Tokyo, Rio, Singapour ou Toronto valorisent leurs forêts urbaines, faisons de même ! »</b>	<b><i>Libération</i></b>	<b>42 personnalités</b>
	22 septembre 2018	Article relay « Coup de gueule : L’appel de la forêt »	<i>Télérama</i>	Pierre Pinelli, journaliste
	8 décembre 2018	Citation dans chronique « Désormais la lutte contre les inégalités est intrinsèquement liée à la lutte contre le réchauffement »	<i>Le Monde</i>	Stéphane Foucart, journaliste spécialisé environnement

Réalisation : Louise Bollache, 2021

Les militants de la Courneuve ne bénéficient que d’une tribune de soutien, celle d’un architecte de formation, Antoine Valbon. Elle paraît pendant la première phase de mobilisation en 2015 dans *le Journal du Grand Paris*, soit un média spécialisé dans le développement économique et l’aménagement de la région. Antoine Valbon, à la retraite depuis 2021, est un haut-

fonctionnaire impliqué dans les collectivités territoriales, notamment directeur général des services de l’EPT Grand-Orly Seine Bièvre. Il est le fils de deux communistes, dont Georges Valbon, résistant antifasciste italien, maire communiste de Bobigny et président du département 93, qui a donné son nom au parc défendu – filiation qui entoure sa prise de parole publique d’une valeur symbolique. Antoine Valbon a été engagé à l’UNEF, dont il a été un temps le trésorier national, puis membre actif de la CGT cadres, mais également encarté au PCF et membre du secours populaire français. La lutte est également relayée dans *Le Monde* par un sociologue, ainsi que par le directeur de *l’Humanité*. Dans la nouvelle phase de mobilisation de 2020-2022, le MNLE relaye seulement une pétition pour la sauvegarde du parc sur son site, mais cette dernière n’est pas accompagnée d’une tribune. Dans les articles qui évoquent la lutte, on voit peu de montée en généralité : ce sont principalement des paroles d’habitants et de visiteurs du parc.

Tableau 10 : Soutiens de la lutte pour la préservation de la forêt de la Corniche des Forts

<b>Spécialistes de l’aménagement</b>	
<b><i>Architectes et urbanistes</i></b>	
Patrick Bouchain	<i>Architecte</i>
Daniel Otero Pena	<i>Architecte</i>
Julie Martineau	<i>Enseignante et architecte du paysage</i>
Jean-Philippe Teyssier	<i>Architecte – paysagiste, co-rédacteur en chef</i>
Sara Kamalvand	<i>Architecte, enseignante</i>
Khristian Ceballos	<i>Architecte, enseignant</i>
Jean-Pierre Van Wambeke	<i>Architecte</i>
Marc Huret	<i>Urbaniste</i>
<b><i>Paysagistes, jardiniers, botanistes</i></b>	
Alexis Tricoire	<i>Designer végétal</i>
Frédéric Pautz	<i>Directeur des Jardins Botaniques du Grand Nancy</i>
Marc Jeanson	<i>Botaniste au Muséum national d’Histoire naturelle</i>
Yann Monel	<i>Photographe jardinier</i>
Nicolas Deshais-Fernandez	<i>Paysagiste DPLG et botaniste</i>
Le Centre Jean-Marie Pelt	
Florent Morisseau	<i>Paysagiste concepteur, enseignant</i>
Rodolphe Raggucia	<i>Paysagiste DPLG</i>
Chilpéric de Boiscuillé	<i>Fondateur de l’Ecole nationale supérieure de la nature et du paysage de Blois</i>
<b>Journalistes et photographes</b>	
Andreina De Bei	<i>Rédactrice en chef photo (Sciences et Avenir)</i>
Baptiste Lanaspeze	<i>Editeur, éditions Wildproject</i>

Frédérique Basset	<i>Journaliste environnement (Canopée, revue de Nature &amp; Découvertes)</i>
Pascale d'Erm	<i>Journaliste, autrice et réalisatrice française, spécialisée dans les questions de nature et d'environnement</i>
Julien Daniel	<i>Photographe</i>
Loïc Wibaux	<i>Reporter (Arte)</i>
Carole Lefrançois	<i>Journaliste (Télérama)</i>
Pierre Pinelli	<i>Journaliste (Télérama)</i>
Stéphane Foucart	<i>Journaliste spécialisé (le Monde)</i>
<b>Soutiens d'autres luttes localisées</b>	
Pascal Mage	<i>Membre de la Fédération des Murs à Pêches, membre de la Coordination de Préservation des Espaces Verts et Publics en Ile-de-France</i>
Yves Buisson	<i>Administrateur, membre de la Coordination de Préservation des Espaces Verts et Publics en Ile-de-France</i>
Ginette le Maitre terrain d'aventure de Montreuil	<i>Membre de la Coordination de Préservation des Espaces Verts et Publics en Ile-de-France</i>
Le collectif citoyen « Notre parc n'est pas à vendre »	<i>Membre de la Coordination de Préservation des Espaces Verts et Publics en Ile-de-France</i>
Alain Boucher	<i>Association Bondy Ecologie</i>
Jean-Claude Ruffier	<i>Association « Orly Thiais Grignon », membre de la Coordination de Préservation des Espaces Verts et Publics en Ile-de-France</i>
Sophie Guillemain	<i>AGIV, Gentilly, membre de la Coordination de Préservation des Espaces Verts et Publics en Ile-de-France</i>
<b>Philosophes</b>	
Chris Younès	<i>Philosophe</i>
Thierry Paquot	<i>Philosophe</i>
Damien Deville	<i>Agroécologue et anthropologue de la nature</i>
<b>Figures écologistes en France</b>	
Gilles Clément	<i>Ecrivain, paysagiste, jardinier</i>
Fabrice Nicolino	<i>Journaliste environnement</i>
Pierre Rabhi	<i>Paysan, agroécologiste, écrivain</i>

Réalisation : Louise Bollache, 2021

Pour les militants défenseurs de la forêt de Romainville, une tribune parait en juillet 2018 dans *Libération*, avec une quarantaine de signataires. La collecte et l'analyse des positions montrent une forte présence des spécialistes de l'aménagement « concret », comme les architectes, les paysagistes et les jardiniers, qui représentent environ la moitié des signataires. Un second pôle est composé de journalistes et de photographes, notamment issus de la presse de vulgarisation scientifique (comme *Sciences et Avenir* ou *Canopée*) ou de médias spécialisés dans la culture (*Télérama* et *Arte*) dont la base des consommateurs est issue des couches moyennes supérieures très diplômées. Le soutien d'intellectuels est plus clairsemé, avec deux philosophes et un

anthropologue. Gilles Clément, Fabrice Nicolino et Pierre Rabhi, qui sont tous trois également signataires des textes de soutien au CPTG, viennent appuyer la légitimité via différentes régions du mouvement écologiste français. Enfin, un dernier groupe se compose de représentants d'associations de préservation de la nature en ville en banlieue parisienne, via une initiative dont font déjà partie les amis de la forêt : la Commission de Préservation des Espaces Verts et Publics en Ile-de-France (CEVE), lancée fin 2017. Des associations de préservation du patrimoine de Montreuil, Gentilly, Bagnolet, Bondy ou encore Noisy-le-Sec en font partie, l'objectif étant de se rassembler sur des enjeux communs relatifs à l'aménagement du Grand Paris, de faire « avancer la réflexion collective sur les espaces de nature en ville » et d'engager un « dialogue avec les autorités » de façon à améliorer la prise en compte des enjeux environnementaux et patrimoniaux<sup>150</sup>.

Suite à un entretien avec un des membres des Amis de la forêt, il devient clair qu'une personne en particulier a concentré la grande majorité du travail pétitionnaire pour aboutir à cette tribune : Julie Lefebvre. Habitante de Romainville et membre d'EELV, elle travaille dans le domaine de la communication et est directrice d'une agence de positionnement stratégique et relations médias, après des études en géopolitique et une classe préparatoire littéraire. Pour cette tribune, elle fait appel à son réseau professionnel et notamment à des noms du paysage comme Gilles Clément (qu'elle fait venir dans la forêt lors des premières visites). C'est son capital social spécifique, lié au domaine de la communication et du paysage, qui affecte fortement le choix des signataires, d'autant plus pour une requête réalisée dans l'urgence. Elle est également directement impliquée dans la création de la CEVE qui regroupe sept signataires.

---

<sup>150</sup> Extraits du manifeste de la CEVE, septembre 2017. URL : <https://sites.google.com/view/ceve-ile-de-france/manifeste-ceve-2017?authuser=0>

*Gonesse : plusieurs tribunes largement soutenues*

**Tableau 11** : Principaux soutiens dans la presse à la lutte pour la préservation du Triangle de Gonesse

Mobilisation contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse	10 octobre 2016	Citation dans article « Le dangereux court-termisme de la démocratie »	<i>La Croix</i>	Bernard Perret, économiste
	29 août 2017	Article « EuropaCity, la fuite en avant de la consommation »	<i>Libération</i>	Sybille Vincendon, journaliste
	16 octobre 2017	Tribune « Europacity : le consumérisme ne fait pas un modèle de société »	<i>La Croix</i>	Matthieu Calame, ingénieur agronome, Jean Merckaert, Rédacteur en chef de la Revue Projet, et Xavier Ricard Lanata, philosophe et écologue
	<b>1<sup>er</sup> décembre 2017</b>	<b>Tribune « Contre la folie Europacity, cultiver le bien commun »</b>	<b><i>Libération</i></b>	<b>39 personnalités</b>
	Janvier – Mars 2018	Deux articles d'opinion	<i>Midi Libre</i>	Natacha Polony, journaliste
	17 mars 2018	Article d'opinion « Complexe sans complexes »	<i>Télérama</i>	Weronika Zarachowicz, journaliste
	<b>23 mai 2018</b>	<b>Tribune « Avec Europacity, la France va-t-elle sortir des accords de Paris ? »</b>	<b><i>Libération</i></b>	<b>Jean Jouzel, climatologue, Marie-Monique Robin, documentariste et écrivaine, José Bové, député européen, Yves Cochet, ancien ministre de l'environnement</b>
	26 mai 2018	Article long « Piste de ski et hôtels de luxe contre tracteurs et potirons : la bataille d'EuropaCity »	<i>L'Obs</i>	Corinne Bouchouchi, journaliste
	4 juillet 2018	Edito « Un plan en béton pour la nature »	<i>Les Echos</i>	Jean-Francis Pecresse, journaliste
	5 juillet 2018	Tribune « Plan Hulot : arrêtons de massacrer le vivant »	<i>Libération</i>	Valérie Cabanes, juriste et Benjamin Joyeux, cofondateur du REV (Rassemblement des Ecologistes pour le Vivant)

5 juillet 2018	Article « Pour en finir avec le bétonnage à outrance »	<i>La Croix</i>	Marine Lamoureux, journaliste
7 juillet 2018	Article « Les risques et les limites du "en même temps" »	<i>Le Monde</i>	Stéphane Foucart, journaliste
24 juillet 2018	Texte collectif « L'écologie intégrale n'est pas ce que vous croyez »	<i>Le Monde</i>	Collectif d'intellectuels proches des milieux chrétiens
25 juillet 2018	Article long « Que pèsent les champs de la plaine de France face à des rêves de bâtisseur ? »	<i>Le Monde</i>	Alice Le Roy, politiste et membre du CPTG
30 juillet 2018	Article long « Europacity : c'est le projet tout entier qui débloque »	<i>L'Obs</i>	Marie Despleschin, autrice
29 août 2018	Article long « La transition écologique sacrifiée à l'orthodoxie de la finance et de l'économie »	<i>L'Humanité</i>	Marie-Noëlle Bertrand et Marion d'Allard, journalistes
30 août 2018	Citation dans une tribune	<i>France Info, le Huffington Post</i>	10 ONG écologistes
20 février 2019	Tribune « Europacity : la grande distribution a un pouvoir de vie ou de mort sur les villes »	<i>L'Obs</i>	Franck Gintrand, délégué de l'institut des territoires
11 mars 2019	Chronique « EuropaCity : « Urbaniser par inadvertance ou bétonner par commodité n'est plus permis »	<i>Le Monde</i>	Grégoire Allix, journaliste spécialisé conflits d'aménagement
26 mars 2019	Tribune « Le projet Europacity incarne l'égarement et la faillite de l'État »	<i>Le Figaro</i>	Robin Nitot, journaliste à la revue Limite
4 avril 2019	Tribune	<i>Le Journal du Grand Paris</i>	Christine Leconte, présidente du conseil de l'ordre des architectes franciliens
<b>5 juillet 2019</b>	<b>Tribune « Dans le Triangle de Gonesse, un autre projet est possible »</b>	<b><i>Libération</i></b>	<b>Les membres de CARMA dont Terres de liens, les Champs des Possibles, Biocoop, le réseau des AMAP, FNE, Commerçants de France</b>
23 juillet 2019	Lettre au président « Monsieur le président, arrêtez la folie Europacity ! »	<i>L'Obs</i>	Eric Aeschmann, journaliste et membre du CPTG
2 septembre 2019	Tribune « Tribune "Europacity : Comment peut-on promouvoir un pareil urbanisme dans le contexte de crise climatique actuel ?" »	<i>Le Monde</i>	Albert Levy, architecte et urbaniste, chercheur associé au CNRS

8 octobre 2019	Tribune « Du bitume ou des légumes ? L'issue du dossier Europacity enverra un signal au reste du monde »	<i>L'Obs</i>	Xavier Capet, océanographe, directeur de recherche CNRS
5 novembre 2019	Tribune « Europacity, un projet ni rentable ni durable »	<i>Libération</i>	Albert Levy, architecte et urbaniste
7 novembre 2019	Lettre au président « Europacity c'est fini, mais encore un effort, Monsieur le Président ! »	<i>L'Obs</i>	Eric Aeschimann, journaliste et membre du CPTG
19 novembre 2019	Tribune « Les élus nationaux et locaux sont confrontés à un changement profond de vision de l'urbanisme »	<i>Le Monde</i>	François de Mazières, maire divers droite de Versailles

Réalisation : Louise Bollache, 2021

Les militants du CPTG concentrent un grand nombre de prises de position publiques réparties entre 2019 et 2019 : 28 tribunes, lettres, articles longs de soutien et prises de positions publiques. Si on examine le statut des soutiens à la lutte, principalement les signataires de la tribune de décembre 2017 qui génère le plus de travail pétitionnaire au sein du collectif, on note une diversité importante dans les sphères de pouvoir sollicitées.

Tableau 12 : Soutiens de la lutte contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse

<b>Personnalités politiques</b>	
Clémentine Autain	<i>Députée LFI de Seine-Saint-Denis</i>
Delphine Batho	<i>Députée non-inscrite des Deux Sèvres, ministre de l'écologie dans le gouvernement Airault II</i>
José Bové	<i>Ancien député européen (Les Verts/Alliance Libre Européenne)</i>
Yves Cochet	<i>Ancien ministre de l'Environnement 2001-2002</i>
Corinne Lepage	<i>Ancienne ministre de l'Environnement 1995-1997</i>
Noël Mamère	<i>Ancien député et député européen (EELV)</i>
Eva Joly	<i>Ancienne députée européenne EELV</i>
<b>Interlocuteurs des pouvoirs publics</b>	
Julie Collombat-Dubois	<i>Présidente de l'Agence Régionale de la Biodiversité d'IdF</i>
Jean-Christophe Julliard	<i>Directeur général de Greenpeace</i>
Christiane Lambert	<i>Présidente de la FNSEA (fédération nationale des syndicats d'exploitation agricole)</i>
<b>Intellectuels : philosophes, sociologues</b>	
Xavier Ricard Lanata	<i>Philosophe et écologue</i>
Jean-Christophe Bailly	<i>Ecrivain, philosophe et enseignant à l'école de la nature et du paysage de Blois</i>
Dominique Bourg	<i>Philosophe</i>

Philippe Descola	<i>Anthropologue</i>
Emilie Hache	<i>Autrice, philosophe</i>
Dominique Méda	<i>Philosophe et sociologue</i>
Edgar Morin	<i>Sociologue et philosophe</i>
Thierry Paquot	<i>Philosophe</i>
Bernard Stiegler	<i>Philosophe</i>
Patrick Viveret	<i>Philosophe et magistrat honoraire à la cour des Comptes</i>
Olivier Mongin	<i>Directeur de la revue ESPRIT, éditeur, auteur</i>
<b>Figures dans le mouvement écologiste (hors politique)</b>	
Gilles Clément	<i>Ecrivain, paysagiste, jardinier</i>
Rob Hopkins	<i>Ecrivain, fondateur de Villes en Transition</i>
Naomi Klein	<i>Journaliste, essayiste, réalisatrice</i>
Fabrice Nicolino	<i>Journaliste pour Charlie Hebdo, Télérama, Arrêt sur Images</i>
Pierre Rabhi	<i>Paysan, co-fondateur des Colibris</i>
Marie-Monique Robin	<i>Autrice et documentariste</i>
<b>Artistes / médias</b>	
Marie Despleschin	<i>Autrice et journaliste</i>
Annie Ernaux	<i>Autrice</i>
Emily Loizeau	<i>Autrice-compositrice-interprète</i>
<b>Experts de l'aménagement</b>	
Matthieu Calame	<i>Directeur de la Fondation pour le progrès de l'homme, ingénieur agronome</i>
Frédérique Bonnet	<i>Architecte, urbaniste</i>
Patrick Bouchain	<i>Architecte, urbaniste</i>
Pierre-Louis Choquet	<i>Géographe</i>
Arnaud Du Crest	<i>Ingénieur agronome</i>
<b>Economistes</b>	
Eric Berr	<i>Economiste (atterré)</i>
Gaël Giraud	<i>Economiste jésuite</i>
Bernard Perret	<i>Economiste</i>
<b>Juristes</b>	
Olivier de Schutter	<i>Juriste</i>
Laura Morosini	<i>Juriste de l'environnement, accompagnatrice en conversion écologique</i>

Réalisation : Louise Bollache, 2021

On assiste ici à une montée en enjeux : les experts de l'aménagement en tant que tels sont moins nombreux en proportion, et on compte parmi eux quelques ingénieurs agronomes, plus généralistes dans leur formation. Les économistes et les juristes sont également représentés, apportant une caution symbolique de sciences moins « sympathisantes » à la cause écologique. L'appui intellectuel, via des sciences humaines comme la philosophie, la sociologie et l'anthropologie, est plus important en nombre mais aussi dans son poids symbolique, avec des



personnalités dominantes dans leurs champs respectifs. Les figures du mouvement écologiste, sur le plan d'une écologie de sobriété individuelle (les Colibris) ou bien d'une démarche d'appui aux luttes socio-environnementales (comme les documentaires réalisés par Marie-Monique Robin), sont à la fois plus nombreux et aussi plus internationalisés, comme Rob Hopkins et Naomi Klein. On note aussi la présence de plusieurs personnalités de la gauche chrétienne, dans la tradition du mouvement écologiste, faisant écho à la couverture importante du conflit par *la Croix et le Pèlerin*.

Enfin et surtout, le travail pétitionnaire du CPTG vise avec succès des sphères directes de pouvoir politique : trois anciens ministres de l'environnement, des députés nationaux et européens, et quatre anciens candidats à l'élection présidentielle. Par ailleurs, les signataires représentent des soutiens stables sur plusieurs années et leur apport à la mobilisation se manifeste également par la participation à des événements d'ampleur pour le CPTG, comme la fête des Terres qui a lieu chaque printemps ou encore le meeting de février 2019 qui réunit plusieurs centaines de participants. Le choix des intervenants à ces événements, notamment politiques, afin qu'ils prennent brièvement la parole pour appuyer la mobilisation, entre pleinement dans la continuité du travail pétitionnaire. Il faut ensuite les contacter, assurer un suivi, puis leur accueil le jour même, choisir l'ordre des prises de parole et arbitrer leur durée.

Dans le cas du CPTG, le plus avancé dans l'arène médiatique, le champ des médias ne s'oppose pas au groupe mobilisé : au contraire, ils en partagent des acteurs, à l'image d'Eric Aeschmann et d'Alice Leroy, journalistes et membre du CPTG, qui publient tous deux des articles d'analyse ou encore des lettres au Président. L'enjeu de la lutte contre Europacity peut être considéré comme une cause consensuelle dans le champ des médias et des intellectuels : le caractère gigantesque, le « monumentalisme dépassé » ouvertement dédié au divertissement, est aussi peu conforme à l'ethos et aux valeurs défendues par les intellectuels, de média ou non. La taille du projet, son caractère fantaisiste, simplifie l'analyse et transforme la mobilisation en « cas d'école » digeste. Les récits qui en sont faits progressent des petites rubriques vers la Une. Les arguments des militants du CPTG jouent nécessairement d'une proximité culturelle et sociale avec le monde journalistique, et la mobilisation prend un caractère sympathique. D'ailleurs, on voit une baisse significative du nombre d'articles dédiés à l'avenir du Triangle de Gonesse après l'abandon d'Europacity, même en dehors du « pic » de l'annonce : le nombre d'articles en 2020 et 2021 est plus faible que celui de 2016.

## 2. Un volet juridique socialement classant

La sociologie des mobilisations et la sociologie du droit se sont saisies des enjeux de l'usage du droit dans les conflits (Agrikoliansky, 2010 ; Israël, 2020), en particulier environnementaux, et de la traduction dans le droit d'une forme de justice climatique (Torre-Schaub, 2019). L'application de compétences scientifiques et techniques dans les mobilisations, pour appuyer une action juridique, mais aussi plus généralement pour produire une contre-expertise, a été un des axes importants de l'étude des engagements écologistes dans les années 2000 (Ollitraut, 2001), et cette pratique gagne en puissance dans les conflits d'aménagement à partir des années 1990, appuyée sur un capital culturel important des membres. La contre-expertise contribue à donner une légitimité accrue aux mobilisations écologistes en permettant à un collectif de se mêler de questions à forte dimension technique. En Ile-de-France, ce recours au « levier » juridique dans les mobilisations écologistes est inégalement réparti et suppose l'accumulation de ressources culturelles spécifiques, sociales, voire économiques.

### a) Un registre d'action au coût d'entrée élevé

Des collectifs étudiés ici, c'est le CPTG qui concentre l'activité juridique la plus diverse et la plus constante. Préférant les recours en contentieux aux recours gracieux<sup>151</sup>, l'intérêt à agir est toujours reconnu. Les militants déposent ainsi des recours de façon à ralentir ou bloquer les différentes phases imbriquées menant à l'urbanisation du triangle de Gonesse : arrêté de création de la ZAC, modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) votée en conseil municipal et rendant les terres agricoles constructibles, permis de construire de la gare, schéma de cohérence territoriale de Roissy Pays de France, arrêté inter-préfectoral autorisant la création et l'exploitation de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express.

Les militants de la Courneuve, moins expérimentés sur les questions juridiques, ont d'abord des hésitations sur leur intérêt à agir. Ils comptent drastiquement moins de militants accoutumés aux batailles juridiques et aux allers-retours des procédures. Le CPTG leur apporte un soutien juridique à travers des militants multipositionnés, c'est-à-dire des militants dont le CPTG est la

---

<sup>151</sup> Le recours contentieux indique une entrée dans un rapport de force avec l'institution en question et suppose une audience si l'intérêt à agir est reconnu, là où le recours gracieux n'est susceptible d'aboutir que dans une situation moins conflictuelle.

première affiliation, mais qui assistent à des rencontres avec d'autres associations ou collectifs. L'existence de ces militants en elle-même démontre le positionnement du CPTG dans le champ des mobilisations : dans d'autres collectifs, il est inenvisageable de se positionner simultanément ailleurs tant les forces vives manquent. Ces « passeurs de luttes » aident à faire circuler les compétences entre différents collectifs inégalement dotés, parfois en vertu de leur position dans de grandes associations écologistes, France Nature Environnement ou le Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE).

En mars 2019, les militants du CPTG transmettent ainsi différents éléments juridiques d'appui aux militants de la Courneuve pour leur permettre d'étoffer leurs avis dans l'enquête publique sur la ZAC du cluster des médias. En janvier 2021, Erin, de Notre parc n'est pas à vendre, inclut des remerciements au CPTG dans sa prise de parole au rassemblement pour la préservation de l'Aire des Vents. Elle évoque une « nouvelle énergie » apportée par les militants d'Extinction Rebellion et les jeunes pour le climat. Une fédération « Saccage 2024 » rassemble désormais tous les collectifs, principalement en Seine-Saint-Denis, qui s'opposent à la construction d'infrastructures des Jeux Olympiques et du Grand Paris. Cependant, ce regain de mobilisation n'aurait pas été possible sans le MNLE et le CPTG : « Bien sûr, on est reconnaissants de toute l'énergie amenée par le MNLE et par Gonesse, pour tout le travail qui a été fait, qui demandait plus d'expertise pour pouvoir monter les dossiers pour les recours. C'est grâce à cette expertise là des luttes, de Gonesse, que l'aire des Vents est aidée aujourd'hui ». En février 2021, c'est le CPTG ainsi que le MNLE93 qui déposent ainsi un recours contre le projet de ZAC devant la Cour administrative d'appel de Paris, compétente en matière de contentieux liés aux JO 2024, suite à quoi la CAA suspend une partie des travaux en avril.

Les amis de la Corniche de Romainville, eux, n'ont pu déposer qu'un seul recours gracieux contre le permis d'aménager. On voit ici aussi l'impact du schisme. Du fait de leur répertoire d'action plus désobéissant et de la perte de militants dotés de capitaux utiles (on y reviendra plus loin), il leur est plus difficile de se positionner comme une personne morale habilitée à ester en justice – de toutes les façons, le recours juridique (ou son absence) est un mode d'action qui démontre la qualité des relations qu'entretient l'association avec son environnement politico-social à un moment donné (Renaud, 2001).

Ainsi, le CPTG montre une certaine maîtrise du répertoire juridique et soutient d'autres groupes militants sur ce plan. Ce recours implique un engagement collectif considérable (collecte d'informations, rédaction du recours, soutien et publicisation du conflit). Dans le cas du CPTG,

la multiplication des procédures implique aussi une forme de veille juridique de la part d'une partie des membres ainsi qu'une présence régulière aux audiences. Les recours peuvent aussi mener l'association à être déboutées de leur requête ou condamnées à payer des sommes qui peuvent être importantes. Il faut donc aussi considérer l'accès de l'association à l'aide juridictionnelle, la connaissance de réseaux d'avocats spécialisés, ses possibilités financières via les adhésions des membres et les apports supplémentaires des membres du noyau dur, bref, les conditions d'accès économiques et symboliques à ces procédures.

Les travaux portant sur les militants écologistes montrent que ces derniers sont généralement dotés en capital culturel. Le CPTG ne fait pas exception, avec un noyau dur marqué par la présence de militants associatifs et politiques. Une partie des militants, mobilisés sur le volet juridique, sont issus des classes supérieures et moyennes intellectuelles : universitaires, architectes, urbanistes ou encore consultants spécialisés dans les énergies renouvelables, enseignants du secondaire, journalistes. Leurs capitaux sociaux, symboliques et relationnels leur permettent d'interpeller les réseaux politiques et associatifs et d'utiliser l'espace médiatique, comme juridique, comme moyen de publicisation du conflit. C'est grâce à ces capitaux et à une certaine accumulation d'expérience dans le débat public que les acteurs associatifs investissent l'espace de la concertation en se propulsant comme représentants de l'intérêt général et porte-parole des populations locales auprès des pouvoirs publics.

La voie juridique s'impose probablement comme une des plus discriminantes au sein du champ des mobilisations écologistes, comme ailleurs. Tous les mouvements sociaux ne sont pas susceptibles de « judiciariser » leur action collective. De nombreux travaux soulignent les dispositions et les ressources nécessaires à l'entrée dans ce registre, la maîtrise de compétences scripturales ou discursives spécifiques (Willemez, 2020). En outre, l'inégalité des ressources sociales, culturelles et juridiques entre les individus se manifeste par des inégalités d'usage de l'institution judiciaire, mais aussi par des inégalités de traitement au cours des procédures, comme le montrent les travaux sur les expulsions locatives dans la banlieue parisienne populaire (François, 2020). Dans le domaine de la santé, les difficultés d'accès à la prise en charge et à l'indemnisation s'ajoutent aux conséquences déjà lourdes de conditions de travail plus difficiles et de tâches plus dangereuses. Ainsi, certaines atteintes à la santé dues au travail ne font pas l'objet de procédures, que les salariés concernés ne perçoivent pas la voie de conséquence ou qu'ils méconnaissent le droit à cet égard (Serre, 2021). Les justiciables, issus des classes populaires le plus souvent, viennent en personne sans être représentés, dans le cadre d'une procédure gratuite qui n'empêche pas néanmoins une appropriation incertaine du droit :

manifestations d'anxiété, formes de parole inadéquates dans l'arène du tribunal, incompréhensions du langage juridique, malentendus. Leur rapport aux adversaires, notamment institutionnels, est marqué par une position de « *remise de soi* » (p. 57) qui peut les prendre au dépourvu au moment de se défendre. Les plaignants des classes populaires peinent à s'approprier les règles procédurales et interactionnelles en vigueur dans l'institution judiciaire et à construire leur demande dans les formes attendues. Certaines caractéristiques des modes de vie populaires, comme le rapport à la santé qui les incline à consulter tardivement pour des douleurs (Boltanski, 1971 ; Vandebroek, 2015), pénalisent la qualification des faits et leur bonne réception. En aval des demandes, les inégalités de classe et de genre produisent aussi des cas de sous-reconnaissance de certaines atteintes à la santé. Ces inégalités accentuent le sentiment d'avoir un intérêt à agir pour les moins dotés.

Les associations qui font des recours contentieux manifestent leur respect de la légalité tout en protestant : elles peuvent donc avoir un certain faisceau de pratiques contestataires mais qui n'entravent pas leur respectabilité et leur crédibilité. Le CPTG tire des bénéfices symboliques du fait d'avoir toujours, en parallèle, lutté de la façon la plus légaliste possible, tout en menant des actions justifiées par un caractère d'urgence. On voit bien ici la complémentarité des modes d'action : c'est parce que l'association a bâti sa respectabilité, notamment avec des recours bien appuyés et souvent victorieux, qu'elle a davantage de légitimité à revendiquer un ordre de grandeur supérieur : le juste par rapport au légal.

Enfin, les associations doivent maîtriser la temporalité spécifique du conflit juridique. Une procédure en cours n'est pas forcément suspensive des travaux. En l'attente d'une décision de justice que l'aménageur craint négative, ce dernier peut même accélérer le pas en mettant en place des étapes intermédiaires dans la construction du projet, dans l'espoir que ces « premières pierres » pèsent dans la balance. Les militants du CPTG ont plusieurs fois constaté cette temporalité juridique particulière, qu'ils résument par la technique du « pied dans la porte » ou encore du « coup parti ». L'absence de compréhension de ces temporalités peut en outre avoir un impact sur la capacité du collectif à mobiliser. Pour les sympathisants non-initiés, un seul verdict d'une instance juridique détermine l'issue de la lutte, ce qui crée de l'incompréhension et du découragement quand il est négatif. Le CPTG simplifie parfois sa communication, remplaçant « les travaux préliminaires à l'ouverture du chantier de la gare » par « le chantier de la gare » pour mieux mobiliser<sup>152</sup>, mais certains soutiens manifestent de l'incompréhension

---

<sup>152</sup> Discussion interne menée par mail entre les militants, fin juin 2019.

et de la lassitude devant les subtilités du dossier et appellent à une date claire de mobilisation. Le saucissonnage des procédures ainsi que la stratégie, toujours segmentée, des aménageurs ne le permettent pas. Le temps juridique vécu par les militants du CPTG est particulièrement long, puisque l'objectif (préserver les terres agricoles du Triangle de Gonesse de l'urbanisation) se subdivise en plusieurs sous-objectifs imbriqués les uns dans les autres : prévenir le PLU de convertir des terres agricoles en terres constructibles, se défendre d'une expulsion pour pouvoir continuer à militer dans le lieu, bloquer les travaux de la gare de la ligne 17 du Grand Paris Express, qui elle-même conditionne le déroulé de l'aménagement d'une ZAC, etc.

Lorsqu'un collectif appelle à la mobilisation le jour où « le » chantier commence, comme à Romainville, les sympathisants viennent nombreux. Cependant, en l'absence de mobilisation juridique, politique et médiatique durable et crédible, cette victoire est de courte durée, et ses retombées, limitées. On voit donc bien ici une nouvelle fois à quel point le volet juridique est complémentaire aux actions de terrain. Les modes d'action directs du CPTG (blocages et occupations opérés à l'été 2019, « Zone à défendre » installée en février 2021) tirent leurs lettres de noblesse de la constance et de la diversité des modes d'action exercés en parallèle : les recours, mais aussi les stratégies de relais politiques et médiatiques par lesquelles le collectif tente de faire pression sur les pouvoirs publics.

Le recours pérenne au répertoire juridique suppose donc une base de militants à fort capital culturel, en connivence avec le droit, l'urbanisme ou l'aménagement, mais également une certaine stabilité économique du collectif : il faut être en mesure de payer les frais sans épuiser la base des militants. En lien avec le capital culturel, la contestation juridique suppose enfin de se sentir légitime à contester, de mettre en doute la légitimité des propositions publiques et l'« intérêt général » au nom duquel elles sont promulguées.

## b) La montée progressive d'arguments écologiques de fond dans le droit

Les récits mobilisés par les militants, ici, celui d'un bien commun agricole, colorent leur pratique du droit. Je m'appuierai ici sur deux exemples de récits proposés par le CPTG.

Le 9 mars 2018, l'Etablissement public foncier d'Ile de France, propriétaire de la parcelle cultivée par le CPTG, somme ce dernier de quitter la parcelle. Le procès en référé sera par trois fois reporté : il a finalement lieu le 5 décembre 2018 au tribunal de grande instance de Pontoise. Les militants du CPTG savent qu'ils seront expulsés, mais l'audience et les rassemblements médiatisés lors des audiences reportées leur permettent de publiciser leur argument : la parcelle, comme les terres agricoles, doivent être considérées comme un patrimoine commun à l'humanité<sup>153</sup>.

Dans l'argumentaire<sup>154</sup>, l'avocat mobilise la notion de patrimoine commun et de défense de ce commun, en vertu de l'article L.110-1 du code de l'environnement<sup>155</sup>, mais également celle de catastrophe naturelle. Le collectif entend agir au nom du bien commun. D'ailleurs, il a subtilement intégré cette notion dans la procédure via le concept des « semeurs volontaires ». En effet, l'avocat suggère que la culture du potager a impliqué une base large de sympathisants de la cause. L'assignation de la faute au CPTG devient dès lors factice : la culture de cette parcelle dépasse leurs intérêts propres, et il n'est guère possible d'en attribuer la responsabilité à une seule personne morale ou physique. La rhétorique est double : elle transforme des militants identifiables en citoyens parmi d'autres, et le délit en responsabilité collectivement exercée. Juridiquement, il s'agit d'une tentative de prouver que l'assignation est irrecevable. Les membres du CPTG montrent à la juge des attestations remplies par lesdits « semeurs volontaires ». Il y a ainsi 37 attestations, faites par des personnalités diverses, dont des acteurs politiques du Grand Paris ou encore des députés. Toutes ces personnes attestent ainsi avoir planté un radis, des pommes de terre ou encore une carotte sur la parcelle occupée du Triangle de Gonesse. La cour rejette cet argument et le jugement expulse le collectif de la parcelle. Ici,

---

<sup>153</sup> Voir Stéphane Tonnelat (2022). L'auteur réinsère dans son travail les acteurs aisément oubliés de ce conflit d'aménagement que sont les agriculteurs. Il démêle les différents accords et conventions d'occupation qui lient les agriculteurs (propriétaires ou exploitants) à ces terres et montre qu'à travers le jugement du tribunal, c'est le droit de propriété sur les terres qui prime sur d'autres normes : celle des anciens contrats de fermage issus du code rural.

<sup>154</sup> Audience du 5 décembre 2018 au Tribunal de Grande Instance (TGI) de Pontoise.

<sup>155</sup> Article L.110-1 du code de l'environnement : « (...) les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation ». URL : [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000038845984/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038845984/)

la juge fait primer le code de l'urbanisme en faisant valoir que la parcelle, préalablement expropriée et acquise par l'EPIFIF, n'a pu l'être qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique, qui à elle seule garantirait la conformité à l'intérêt général.

Cependant, dans l'accord de délais, qui laissent au collectif jusqu'à fin juin 2019 pour évacuer, le tribunal permet la tenue de la fête des terres du mois de mai. Dans le jugement, il est mentionné que la parcelle est cultivée dans le respect d'un objectif environnemental cité par des lois et fait référence à l'idée de patrimoine commun. Cette même expression sera reprise par des militants sur des panneaux et dans des slogans. Il s'agit là d'un autre avantage de la maîtrise du temps juridique. En tout, l'audience devant le tribunal de Pontoise est reportée trois fois : en mai, septembre et novembre 2018, avant d'avoir lieu le 5 décembre 2018. Après cela, le CPTG, jouant le jeu, organise son déplacement symbolique sur une autre parcelle frontalière à la date demandée, allant même jusqu'à délimiter la parcelle libérée par de la rubalise : les militants mettent en scène, avec ironie, un légalisme exacerbé. Ils se déplacent alors, pour leurs occupations temporaires, sur une parcelle appartenant au département. Le Conseil départemental, propriétaire, les somme immédiatement à son tour de libérer le terrain avec une lettre. Cette fois, le CPTG n'engage pas de procédure : avec une occupation très réduite en nombre et le déplacement sur le chantier, ce n'est pas essentiel. Par ailleurs, mentionne Etienne, il est plus stratégique d'obtempérer immédiatement afin d'éviter une ordonnance d'expulsion, plus liante. De cette façon, la fête traditionnelle de mai peut quand même se tenir, dans le cadre d'une occupation temporaire, sans que le CPTG n'encoure de sanctions.

Dans la continuité de l'analyse de l'arpentage, l'idée de créer une symbolique autour d'une « Marianne qui sème » revient régulièrement en réunion à partir de 2018. Cette imagerie permet d'articuler la trame agricole du récit avec un symbole républicain de justice : elle est bien ancrée dans la défense d'un intérêt général écologique. Elle sera finalement mobilisée dans le « Serment du Triangle » en janvier 2021<sup>156</sup> sous la forme d'un dessin tamponné. Le serment prend la forme d'une pétition, désignant les terres agricoles du triangle comme patrimoine commun à travers une rhétorique juridique. Chaque signataire se déclare « copropriétaire » des terres du Triangle de Gonesse « avec l'ensemble des habitants de l'Ile-de-France », toujours en s'appuyant sur l'article L.110-1 du code de l'environnement. Dans les cas que je viens de citer,

---

<sup>156</sup> On peut trouver le texte complet du Serment du Triangle sur le site d'Agir pour l'Environnement. URL : <https://sermentdutriangle.agirpourenvironnement.org/>



il ne s'agit pas de noter le succès ou l'échec de ces tentatives mais bien d'analyser comment les militants en font une opportunité de publicisation ou une manœuvre pour gagner du temps.

Enfin, l'analyse de l'aboutissement des recours en contentieux au fil de la hiérarchie du droit administratif permet de dégager des pistes d'analyse sur l'état du débat entre différentes conceptions de l'évaluation des projets d'aménagement, impactant l'arsenal des mobilisations écologistes futures. L'argumentation fournie par le CPTG devant les tribunaux contient une remise en question ce qui devrait constituer une étude d'impact permettant d'évaluer un projet en prenant en compte les objectifs nationaux de lutte contre le réchauffement climatique. Ces différents points portent directement atteinte à la conception de « grands projets » en montrant que l'échelle de la prise de décision ne correspond pas à celle des enjeux.

Une requête ou un mémoire en défense produit par les associations<sup>157</sup> sert à contester la recevabilité de la requête en mobilisant des moyens de légalité externes et internes. Les moyens de légalité externes font référence aux règles applicables à l'élaboration de l'acte administratif (par exemple le vice d'incompétence à agir de la personne ayant pris la décision, les vices de forme et les vices de procédure). Les moyens de légalité internes concernent les règles applicables au contenu de l'acte (par exemple violation de la loi, détournement de pouvoir, erreur de droit, erreur manifeste d'appréciation). Un tel document s'appuie sur un ensemble de textes réglementaires (codes), de lois en portant modifications, ou encore de documents contextuels tels que les plans et schémas (Plan d'Occupation des Sols, Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC, PLUi, SCOT). On peut aussi y associer des documents produits en « contre-expertise » par l'association elle-même, des avis issus du rapport de l'enquête publique, des pièces non-juridiques enfin, pour appuyer l'argumentaire, comme une promesse de parcelle. Enfin, et cet aspect peut prendre une importance centrale pour les recours en justice visant à attaquer des « grands projets inutiles et imposés », on peut s'appuyer sur des cas de jurisprudence, au sens de « cas exemplaires mobilisables pour d'autres cas particuliers »<sup>158</sup>. En effet, le juge a l'obligation de trancher le litige qui lui est soumis, et comme la loi énonce par définition une règle abstraite, il prend parfois le rôle d'interprète en adaptant la loi au cas d'espèce : c'est la jurisprudence, qui se forme quand l'application stricte de la règle ne suffit pas à trancher. La jurisprudence se renforce par la répétition : si à partir d'une décision de justice

---

<sup>157</sup> Les deux cas se présentent au CPTG au fil du temps, le collectif étant à la fois porteur de requêtes initiales contre l'aménageur (recours contre la modification du PLU, recours contre l'arrêté de création de la ZAC) et attaqué en justice pour l'occupation d'une parcelle par l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF).

<sup>158</sup> Code civil, article 4. URL : [https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article\\_lc/LEGIARTI000006419283/1804-02-17](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000006419283/1804-02-17)

en faveur d'une association environnementale, d'autres juges la réutilisent comme cas exemplaire pour statuer sur d'autres cas, cela contribue à fixer cette solution particulière. La hiérarchie judiciaire est un facteur important dans la formation de cette exemplarité : la jurisprudence issue, dans l'ordre administratif, du Conseil d'Etat, donc de l'échelon le plus élevé, aura un pouvoir de « fixation » plus important.

L'enjeu d'une décision de justice, pour les associations écologistes comme pour d'autres, dépasse donc le simple effet de cette décision sur la mobilisation au jour le jour : elle peut affecter, par la jurisprudence, des affaires ultérieures, et les chances de remporter une victoire pour d'autres collectifs d'écologistes. Dans la temporalité particulière de ce registre d'action, l'activité juridique d'un collectif contribue donc à modifier le rapport de force entre associations de défense de l'environnement et aménageurs. Je développerai deux exemples relatifs aux actions juridiques du CPTG pour appuyer ce point.

Le CPTG dépose un recours contre l'arrêté de création de la ZAC du Triangle de Gonesse et gagne au tribunal de Cergy le 6 mars 2018. Un des moyens de légalité retenus au tribunal administratif est le suivant : l'étude d'impact de la ZAC ne contenait pas la mesure de l'impact du projet sur la pollution, c'est-à-dire l'émission de gaz à effet de serre issue du site d'Europacity en lui-même, avec son centre aquatique et sa piste de ski, mais aussi du trafic, notamment aérien, généré par la visite de 31 millions de touristes par an. Le tribunal de Cergy a pris en compte les remarques des experts écologistes, au moins à la possibilité d'un argumentaire sur le périmètre souhaitable d'une étude d'impact. Une jurisprudence aurait pu naître à ce moment-là et se solidifier par la répétition lors d'autres affaires, mais la décision est annulée en deuxième instance par la cour d'appel administrative de Versailles en juillet 2019, rétablissant la ZAC. C'est l'arrêt de la cour d'appel qui servira de référence, et il énonce que l'étude d'impact n'a pas à prendre en compte « les émissions de CO<sub>2</sub> induites par les déplacements de touristes »<sup>159</sup>, par déplacement terrien ou aérien, en particulier en ce qui concerne le projet Europacity, ni à préciser la consommation d'énergie (hors renouvelables) du site. Le CPTG tente de faire un recours en cassation devant le Conseil d'Etat, mais ce dernier déboute la demande en juillet 2020. Le Conseil d'Etat évite ainsi une jurisprudence trop importante, qu'il s'agisse de considérer les émissions de gaz à effet de serre dans les études d'impact ou de les ignorer entièrement.

---

<sup>159</sup> Arrêt de la CAA de Versailles, deuxième chambre, 11 juillet 2019, n° 18VE01634 - 18VE01635 - 18VE02955. URL : <https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000039095917>

Le rapporteur de la cour d'appel avait déjà écarté les moyens les plus importants pour le CPTG et la lutte écologiste dans son ensemble : les émissions de gaz à effet de serre produits par les visiteurs, et le fait que l'étude d'impact ne faisait pas le cumul des effets environnementaux de la ZAC et de la ligne 17. Le 31 juillet 2019, je me rends chez l'avocat du collectif en compagnie de Cooper en délégation pour le groupe Action et recueille ses réactions « à chaud » après la réception de l'arrêt de la Cour :

Etienne : « *C'est incroyable. Il a fait ça bien en plus [le juge]. C'est-à-dire qu'il a vraiment été au bout de son raisonnement, c'est-à-dire une espèce de ruine totale des fondements même du droit de l'environnement (...) C'est la catastrophe* »

Cooper : « *Mais... Et en cassation, il n'y a pas un petit espoir, là-dessus ?* »

Etienne : « *Ah si, si si. On a déjà plus ou moins formalisé le pourvoi. Il est allé tellement loin dans sa goujaterie qu'il y a quand même quelques chances de succès. C'est-à-dire que si le Conseil d'Etat valide ça, franchement... Enfin ce n'est même plus la peine d'être avocat en environnement. J'ai jamais vu un truc aussi terrible. C'est plus la peine de faire des lois... Gros blaireau, gros connard. Salopard. Le système est quand même bien défendu... Ces espèces d'arrières euh... Qui n'ont rien compris, qui restent accrochés à leur idée de grandeur de la France* ».

Etienne m'explique alors que, considérant sa décision comme importante, le juge a fait noter son arrêt « *au Lebon* », une revue/recueil bimestrielle des décisions juridiques administratives, en catégorie C+, désignant une décision à remarquer. Il se dit « *inquiet, très inquiet* ». La décision en première instance (au tribunal administratif) était la preuve, selon lui, que la justice fonctionnait, pouvait comprendre les enjeux et appliquer les textes.

Etienne : « *Cette décision est absolument laminée (...) L'étude d'impact n'a aucune lacune... Cet arrêt est une calamité. Le Conseil d'Etat, dans un sens, est encore plus proche du pouvoir, mais là si il valide ça...* »

Cooper : « *La lutte juridique ne sert plus à rien.* »

Si cette nouvelle décision est entérinée, cela voudrait dire qu'en cas d'obstacle opposé à un grand projet, le juge pourrait simplement dire que l'obstacle n'avait pas à être étudié, « *et ça passe. C'est aussi gros que ça* ».

L'arrêt revient sur les dispositions relatives à l'étude d'impact : celle-ci doit comporter les effets négatifs et positifs, temporaires ou permanents du projet, y compris pendant la phase des travaux, sur l'air et la consommation énergétique. En revanche, elle n'aurait pas à prendre en compte « les émissions de CO2 induites par les déplacements de touristes »<sup>160</sup>, par déplacement terrien ou aérien, en particulier en ce qui concerne le projet Europacity. Elle n'avait pas non plus à préciser la consommation d'énergie (hors énergies renouvelables) du complexe Europacity, passage provoquant de nouveau la colère de l'avocat : « *Non mais c'est génial ! C'est quand même le délire ! T'as 40 millions de touristes attendus, qui viennent principalement par avion, tu ne l'étudies pas ?* ».

Lorsque le CPTG attaque aux côtés d'autres associations l'arrêté inter-préfectoral autorisant la création et l'exploitation de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express, le collectif gagne également au tribunal administratif en novembre 2019 : l'arrêté est suspendu pour les travaux à proximité du triangle de Gonesse. Dans les mémoires déposés par le CPTG et d'autres, on retiendra notamment la mention d'une méconnaissance des « effets cumulatifs du projet avec ceux de la ZAC du Triangle de Gonesse », selon les dispositions de l'article R.122-5 du code de l'environnement, qui développe ce qui constitue le périmètre souhaitable d'une étude d'impact<sup>161</sup>. Ces effets cumulés potentiels sont reconnus comme forts : consommation d'espaces agricoles vitaux à des espèces protégées, émission de gaz à effet de serre pendant les chantiers<sup>162</sup>. Ces effets n'ont pas été mesurés dans l'étude d'impact et le tribunal considère qu'ils sont en effet de nature à nuire à l'information complète de la population et de nature à exercer une influence sur la décision de l'autorité administrative. Les travaux seront donc suspendus le temps que l'étude d'impact soit complétée<sup>163</sup>. Le recours en suspension des travaux est cependant rejeté par la CAA de Versailles le 7 octobre 2021, contre l'avis de la rapporteure de la Cour et celui de l'autorité environnementale (AE). Lors du recours du CPTG contre la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse, qui rend une partie des terres agricoles constructibles, les militants gagnent de nouveau au tribunal administratif en février 2019<sup>164</sup>, puis la CAA de Versailles rétablit le PLU en décembre 2020, contre l'avis du

---

<sup>160</sup> Arrêt de la CAA de Versailles, deuxième chambre, 11 juillet 2019, n° 18VE01634 - 18VE01635 - 18VE02955. URL : <https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000039095917>

<sup>161</sup> Code de l'environnement, article R. 122-5. URL : [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000043743342](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043743342)

<sup>162</sup> Décision N° 1902037 du TA de Montreuil, 9 novembre 2019. URL : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/content/download/166533/1673258/version/1/file/1902037.pdf>

<sup>163</sup> Décision N° 1902037 du TA de Montreuil, 9 novembre 2019. URL : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/content/download/166533/1673258/version/1/file/1902037.pdf>

<sup>164</sup> Audience au TA de Cergy le 28 janvier 2019, traitant le recours du CPTG contre la modification du PLU votée en conseil municipal de Gonesse le 25 septembre 2018.

rapporteur public, particulièrement ouvert aux arguments écologistes, et de différentes instances consultatives dont les remarques étaient peu équivoques (AE et rapporteur de l'enquête publique).

Dans le parcours juridique du CPTG, on voit donc trois cas de potentielles jurisprudences annulées en cour d'appel (pour le parcours du PLU, pour la ZAC et pour la ligne 17 Nord), qui ignore les recommandations du tribunal et des organes consultatifs en deuxième instance. Le phénomène est assez rare, selon l'avocat du collectif<sup>165</sup> : un juge qui non-seulement se déclare contre le juge de l'instance inférieure, mais aussi contre tous les rapports publics antérieurs. Les tensions entre la rationalité écologique, dont le code de l'environnement rend possible la défense, et une rationalité économique sont visibles dans le texte même. Dans l'article L.110-2 du code de l'environnement, qui définit la protection de la géodiversité comme relevant de l'intérêt général, chaque mesure est limitée préventivement par la mention d'un « coût économiquement raisonnable ». C'est donc dans la pratique du droit, au fil des « affaires » écologistes, que s'écrit la hiérarchie des normes entre code de l'environnement et code de l'urbanisme, et donc plus globalement, entre différentes visions de l'intérêt général et des communs. Ce qui se passe et s'énonce sur les bancs des tribunaux et des cours d'appels administratives est susceptible d'avoir un impact durable dans le champ des mobilisations écologistes, agissant comme un facteur de montée en généralité et permettant de mettre une cause sur l'agenda médiatique et politique (Willemez, 2020).

---

<sup>165</sup> Entretien réalisé le 31 juillet 2019.

### 3. La négociation des registres d'action au sein des collectifs

Comme on l'a montré, tous les groupes ne sont pas en mesure de faire appel aux différents registres de contestation. Plus encore, le recours à ces derniers se négocie à l'intérieur de chaque collectif, générant des sous-groupes chargés de ces activités, ou encore, en cas de conflit, une séparation. Dès lors, il convient de s'interroger sur la manière dont ces lignes de partage et ces hiérarchies s'établissent en interne. A cet égard, les collectifs présentent des stratégies différentes. Au CPTG, les discussions sur le recours à divers modes d'action ont mené à une spécialisation par sous-groupes, qui entrent parfois en conflit. A la Courneuve et à Romainville, en revanche, une ligne explicite sépare à première vue des collectifs n'employant pas les mêmes stratégies. Dans la défense du parc Georges Valbon, il y a ainsi deux collectifs différents qui sont en dialogue. Le premier, « Notre parc n'est pas à vendre », est de composition un peu plus populaire (fractions stables et basses des classes moyennes), avec des personnes mobilisées de façon locale : ils sont tous usagers du parc ou, parfois, l'ont été longtemps avant de déménager. Ils revendiquent l'appellation de collectif « citoyen » et s'occupent principalement d'assurer une présence dans le parc avec un pique-nique un dimanche sur deux, pour informer le public. Le second, « Collectif pour la défense et l'extension du Parc de la Courneuve », est composé de militants plus accoutumés aux sphères institutionnelles, issus des classes moyennes supérieures, avec des métiers liés à l'expertise qu'ils produisent (juristes, sociologues, géographes, urbanistes et architectes). A Romainville, les désaccords apparents sur les modes d'action mènent à une scission en deux groupes qui a lieu en 2018, au moment le plus actif de la mobilisation.

#### a) A Gonesse, une division par groupes spécialisés

En novembre 2018, un petit groupe du CPTG commence à travailler sur la formation d'une « légal team », c'est-à-dire un groupe de personnes assignées à la sécurité juridique de l'ensemble du groupe. En réunion, la plupart des militants historiques ne savent pas de quoi il s'agit, ayant toujours agi dans une stricte légalité. Il est question de commencer à faire appel à d'autres leviers de mobilisation, comme le fait de diffuser des rendez-vous ou appels sur le site *parisluttesinfo*, lu par les fractions autonomes du mouvement social. C'est Kery qui tente d'en expliquer l'intérêt. La plupart des militants n'ont, à ce moment-là, jamais participé à une action

de blocage ou de désobéissance. En effet, au CPTG, les déclarations de manifestations sont systématiques, et elles sont toujours autorisées. Le CA, sous l'égide de Bernard, joue le jeu d'une transparence complète, à la fois avec les forces de l'ordre et les services de renseignements.

Un peu préoccupés, ils se réfèrent à une scène observée à Romainville : *« C'est vrai que les gens n'étaient pas suffisamment prêts, au moment de l'abattage des arbres... Jusqu'où on est capable d'aller ? Les flics sont prêts à tout. Certains militants peuvent faire une action particulière et engager tout le groupe. Celle qui a pris la clé de l'engin de chantier et l'a jetée dans l'eau, c'était bien mais elle n'a pas demandé avant ! »*. Tintin renchérit : *« C'est difficile pour chacun de déterminer ses limites, moi ça me procure des émotions. C'est pour ça qu'un atelier c'est bien, ça permet aussi de se tester. On sait bien qu'en temps voulu il y'aura des gens qui ne voudront pas être sur place, il faut l'admettre ! »*.

Cette discussion s'intègre dans un ensemble de moments décisifs dans la formation du « groupe Action », la partie du CPTG chargée d'organiser les actions « de terrain » en vertu de la culture politique de ses membres, plus proche des pratiques de désobéissance. Lors du meeting du 20 février 2019, rassemblant des centaines de soutiens à la mobilisation contre Europacity, le groupe Action commence à formaliser des listes de militants à contacter en cas de travaux sur le Triangle :

Nous [une militante et moi, tenant l'accueil de l'évènement] bricolons une caisse dans une enveloppe scotchée pour y mettre l'argent des inscriptions, qui commence à s'accumuler sur la table. Au bout d'un moment, on est informées du fait que le groupe Action a fait une annonce au public et qu'ils peuvent laisser leur numéro de portable pour être prévenus en cas de début des travaux sur la parcelle. L'objectif est de viser des personnes qui seront disponibles rapidement et qui sont à l'aise avec ce type d'action, dans le strict respect de la non-violence. A partir de ce moment-là, nous gérons deux types de listes à l'accueil : celles sur lesquelles on s'inscrit pour recevoir les informations classiques (actualité de la lutte, grands rendez-vous) et celles du groupe Action. La façon dont seront gérés les numéros de téléphone (pour pouvoir envoyer l'information de manière cryptée, entre autres) est encore à définir et il y aura très bientôt une réunion du groupe pour en parler.

Extrait du journal de terrain, 20 février 2019

Parmi les militants inscrits sur cette liste, plusieurs n'ont pourtant pas perçu la « tonalité » désobéissante de cette initiative. Ainsi, quelques mois plus tard, il est intéressant d'observer que les attentes des soutiens diffèrent en matière d'actions de désobéissance : pour certains, l'action n'est pas assez cadrée et trop radicale, pour d'autres, l'organisation est au contraire trop molle. L'organisation d'une action collective de blocage ne s'improvise pas, elle nécessite un type particulier de capital militant (Matonti & Poupeau, 2004). Quand, à l'été 2019, le début de travaux préliminaires à la gare du Grand Paris Express déclenche une phase de mobilisation plus offensive pour le CPTG et ses soutiens, avec plusieurs rassemblements, occupations et blocages sur le terrain, différents groupes manifestent leur volonté d'appuyer le CPTG aux côtés du groupe Action, à l'image de cette déclaration d'une militante du collectif Radiation<sup>166</sup>, lors du premier rassemblement du CPTG le 26 juin : « *On utilise la désobéissance civile pour porter la défense du vivant, pour dénoncer les injustices sociales ou environnementales, pour défendre le fait que le système actuel n'est pas celui que nous souhaitons. On travaille aux côtés d'Extinction Rebellion, d'ANV COP 21 (...) On est plusieurs à venir de temps en temps planter des trucs ou faire la fête, par ci par là. On sera présents pour appuyer avec ce qu'on sait faire, c'est-à-dire mobiliser via des actions de blocage, de désobéissance, appuyer de nos connaissances* ». Ces nouveaux soutiens forment une sorte de nouvelle union, dédiée à la défense du terrain, qui comprend des groupes locaux de désobéissance civile composés de militants jeunes. Entre 2018 et 2022, la place du groupe Action dans le collectif, son autonomie par rapport à l'organe décisionnel du CA et sa compatibilité avec les méthodes de travail de ce dernier font question. Engagés à être parfaitement *intelligibles* pour les pouvoirs publics, les membres du CA se positionnent parfois négativement par rapport à certaines initiatives de militants plus jeunes et plus pénétrés d'une culture politique autonome. Lors de la fête des Terres de mai 2019, quelques militants autonomes taguent des messages sur le pont qui passe au-dessus de la route départementale, visant les forces de l'ordre (« Les écolos niquent la BAC ») ainsi que les conditions de vie dans les centres de rétention administratives (CRA) (« Les CRA en feu, les condés au milieu ! »)<sup>167</sup>. A la réunion de « débrief », le mois suivant, un des

---

<sup>166</sup> Radiation est l'émanation française d'Ende Gelände, un mouvement allemand de désobéissance civile qui bloque des mines de charbon. Dans leur « consensus d'existence », iels se revendiquent « antiracistes, féministes, antifascistes (...) anticapitaliste et antinucléaire ». URL : <https://www.radiation.org/about/>

<sup>167</sup> Le slogan « nique la BAC », visant les brigades anticriminalité créées en 1994, s'inscrit dans une continuité de slogans exprimant un ressentiment vis-à-vis des forces de l'ordre dans le cadre de la répression des mouvements sociaux par ces derniers. Il est souvent associé aux slogans « All Cops Are Bastards », « ACAB » ou son pendant numérique « 1312 », nés pendant la répression des protestations sociales dans l'Angleterre des années 1980. Les CRA, eux, sont dénoncés dans leur existence même en tant qu'ils sont « le visage le plus explicite et brutal de la mise à l'écart des migrant.e.s sans les bons papiers ». Les militants qui portent ces messages se positionnent en soutien aux luttes collectives de détenus dans les CRA d'Ile-de-France, et sont constitués depuis janvier 2019 en



membres du CA, ancien urbaniste, affirme que les militants ont posé problème : « *Quelques nuisibles ont causé un problème avec la banderole qui était en haut et fait la fête sur le pont* ». Kery les défend : ce n'étaient là que des « *messages informatifs* ». Plus encore que la modalité d'action (taguer sur le site), c'est la visibilité d'un tel message qui pose problème : le propos est considéré comme trop éloigné des préoccupations du collectif, trop radical et opposé à la stratégie du CPTG vis-à-vis des forces de l'ordre qui consiste en une stricte non-violence.

Plus qu'un sous-groupe spécialisé, les membres du groupe Action tendent à remettre en cause le fonctionnement hiérarchique du CPTG et sa crispation, au fil des années, autour des décisions du CA alors même que la « gouvernance » de la lutte s'est élargie. Début 2022, plusieurs militants de premier plan dans les actions de terrain décident de prendre leurs distances avec le CPTG, critiquant un fonctionnement trop vertical, trop rigide et pas suffisamment inclusif.

---

« assemblée contre les CRA », laquelle se réunit une fois par semaine. Citation issue d'un de leurs textes de positionnement. URL : <https://paris-luttes.info/IMG/pdf/cra01brochure.pdf>

## b) Les Amis de la Corniche des Forts à Romainville : l'histoire d'une scission

Les Amis de la Corniche ont vécu un schisme au sein de leur mobilisation : une partie des militants voulaient assurer une présence constante sur le terrain et ne souhaitaient « *rien négocier* »<sup>168</sup>, d'autres étaient plus disposés à des formes de co-construction et de négociation avec les différents acteurs du projet d'aménagement. Pour la clarté du récit, les premiers seront appelés les « Irréductibles », les seconds les « Négociateurs ».

### Encadré 17 : Portraits de quelques Irréductibles

Halla est une ancienne secrétaire administrative à la retraite. Oleg est un retraité de la fonction publique : il était fonctionnaire territorial de catégorie B. Ils sont ensemble depuis une trentaine d'années. Ils habitent Bagnolet.

Alain, mécanicien à la retraite, est né au début des années 1950. Il est sur la liste Divers Gauche pour les élections municipales de Romainville en 2020.

François, ancien commissaire de police, publie sur son blog des textes très fréquents connus sous le nom des « propos du Père François », commentant réunions publiques, concertations et bruits de couloir politiques. Il est sur une liste de gauche aux élections municipales de 2008 à Romainville, dont il est habitant de longue date.

Sophie, la soixantaine, est professeur de lycée en sciences naturelles. Elle se revendique également comme Gilet Jaune. Elle est passée au tribunal avec deux autres militantes pour avoir cisailé un grillage protégeant l'enceinte de la forêt.

Lisa, la cinquantaine, est bibliothécaire. Elle fait aussi de la réparation de vélo en amatrice et est engagée dans la vie collective et l'animation d'un ensemble immobilier dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, une « villa » financée dans les années 1950 par un système coopératif d'habitat communautaire. La villa comprend des immeubles d'habitation mais aussi de nombreuses activités sociales et culturelles. Elle se dit « prolétaire » sur la définition marxiste et englobe dedans tous les salariés, puisqu'ils louent leur force de travail.

Grégory est professeur de philosophie en lycée en Seine-Saint-Denis et vit à Pantin.

Stéphane est informaticien de métier et conseiller municipal d'opposition NPA à Romainville.

C'est d'abord avec Halla et Oleg que je m'entretiens, ces derniers étant les plus visibles dans les initiatives de terrain. Il s'agit d'un couple d'anciens militants communistes ayant migré chez les Verts. Leur socialisation militante a eu lieu dans un ancrage familial communiste fortement orienté vers Moscou. Ils ont tous deux fait partie des jeunesses communistes. Ils quittent le Parti

<sup>168</sup> Entretien avec Halla et Oleg, 5 novembre 2019.

Communiste en 1970 et rejoignent les Verts dans les années 1990. Ils ont été élus municipaux, régionaux et responsables locaux chez les Verts avant d'en être exclus. Les trajectoires de leurs parents respectifs leur semblent aujourd'hui à la fois proches (dans ces dispositions très familiales, avec une transmission explicite) et lointaines (le contexte politique était très spécifique). Du côté d'Halla, on retrouve une histoire de persécution contre sa mère et sa grand-mère. Du côté d'Oleg, c'est le sacrifice d'une vie entière (son père) pour un courant scientifique aujourd'hui considéré pour le moins comme douteux.

Encadré 18 : Halla & Oleg, des héritages pesants

Halla : *Ma mère et ma grand-mère elles étaient sur la liste des... Il y avait 200 noms, mais elles étaient toutes les deux dans les personnes à éliminer physiquement. Donc il y en a certains qui ont pas échappé quoi, il y en a dans la liste qu'ont été abattus*<sup>169</sup>.

Oleg : *Comme Gitton, qui est connu, qui a été abattu aux Lilas.*

Halla : *Mais bon, donc elles y ont échappé. Alors elles étaient... Elles étaient accusées de doriotisme, ce qui était faux*<sup>170</sup>. *Enfin, à l'époque, de toute façon on faisait pas dans la dentelle et voilà. Bon après alors ma mère n'a jamais réadhéré au PC.*

Oleg : *Mais sa grand-mère a été fondatrice du PC dans le coin.*

Halla : *Oui, elle est née en 1884, donc elle était largement adulte, et donc elle était fondatrice quoi, elle a connu le PC à son démarrage. Voilà mais bon les deux venaient d'une famille quand même anarcho-syndicaliste quoi, donc elles avaient toutes les deux leur libre arbitre. Elles s'étaient fait virer en fait, sur la base d'une lutte contre le culte de la personnalité de Duclos. Donc elles avaient eu un procès stalinien, elles avaient été condamnées et ouais (...)*

Oleg : *Enfin, elles étaient dans la liste des gens à abattre, à éliminer, mais elles sont passées au travers des purges, mais il y en a pas mal qui y sont passés. (...) On voit témoigner un assassin, d'ailleurs, dans le film là, mémoires d'ex*<sup>171</sup>.

Halla : *Oui, et à un moment donné, c'est dans ce film là qu'on voit la liste et il y a le nom de ma grand-mère et de ma mère, avec leur description physique.*

Oleg : *Ça fait drôle hein.*

<sup>169</sup> Cette section fait référence au « détachement Valmy » du PCF, qui a opéré au début des années 1940 : il s'agissait à la fois d'opérations de résistance clandestines contre les Allemands et d'assassinat des « renégats » et des « traîtres », dont Marcel Gitton et Georges Désiré, et plusieurs inconnus. C'est Jacques Duclos qui dirige le PCF clandestin entre 1940 et 1944. Jean-Marc Berlière, Franck Liaigre. *Liquidier les traîtres : La face cachée du PCF, 1941-1943*, Robert Laffont, 2008, pp. 510, 2008.

<sup>170</sup> Partisans de Jacques Doriot, ancien PCF exclu en 1936. Il crée le Parti Populaire Français, anticommuniste et opposé au Front Populaire. Le Parti Populaire Français est décrit par plusieurs historiens comme étant une forme très proche du fascisme en France : il sera un fervent défenseur de la collaboration. Il est aussi maire de Saint-Denis de 1931 à 1936.

<sup>171</sup> Mémoires d'ex, série de trois documentaires de Mosco Levi Boucault (1990)

Halla : *Ça fait drôle. C'est dans le Maitron, c'est Fabrice qui avait été trouver ça. Parce que quand je lui avais raconté, il était tellement époustouflé, ouais, il a dit peut-être qu'elle raconte n'importe quoi. Peut-être c'est une légende familiale, on sait jamais.*

Oleg : *Moi mes parents, mon père était le fils spirituel de Lyssenko<sup>172</sup>. Mon père était le petit Lyssenko français. C'est pas une légende, mais une fois, une fois qu'il y a des gens qui sont venus à la maison et qui écrivaient un bouquin sur Lyssenko. Il y avait un chapitre entièrement consacré au Lyssenkisme en France, d'accord et alors moi j'ai... J'ai quelques extraits (...) Dans la science, il y avait les généticiens et les autres, qui étaient plutôt lyssenkistes (...) Au CNRS il faisait comment dire, il y a toujours fait des recherches dans l'esprit de Lyssenko.*

Halla : *Non mais en plus, enfin... C'est pas complètement fou hein, y'a pas tout à jeter ! Il y avait simplement...*

Oleg : *...Simplement Lyssenko, au nom de ce qu'il croyait scientifique, il avait envoyé les gens au goulag, quoi.*

Halla et Oleg deviennent « officiellement dissidents » du parti communiste à la fin des années 1970 et rejoignent les Verts dans les années 1990 : pour eux, c'est un excellent souvenir politique, celui d'un foisonnement intellectuel et d'un fonctionnement démocratique. Cependant, l'inclination soviétique de leur héritage politique ancre encore aujourd'hui leur vocabulaire (dénonciation des « *apparatchiks* »), leurs compétences (apprentissage du russe), leurs souvenirs communs (voyages à Moscou) et l'éducation donnée aux enfants (les prénoms des enfants sont russes).

Plus encore, les cadres de pensée qui colorent leur histoire familiale subsistent dans leurs expériences militantes ultérieures. Une grande partie de l'entretien est consacrée à différencier les « *traîtres* » ou « *hypocrites* » des vrais militants dont l'engagement serait plus « pur », à dévoiler les manigances de chacun, avec parfois une tonalité de persécution. Pendant l'entretien, ils se présentent comme porteurs d'une certaine pureté militante, avec un sentiment de supériorité par rapport aux autres. Selon le couple, un écologiste se reconnaît à deux indices : sa réaction à la hausse du prix de l'essence (un vrai écologiste s'en réjouit) et sa réaction à la coupe d'un arbre (il ne le supporte pas) :

---

<sup>172</sup> Lyssenko était un agronome soviétique dont les travaux ont provoqué des débats internes jusque dans le parti communiste français. L'idée générale derrière son travail était de fonder une science prolétarienne, contre les avancées scientifiques de la génétique, science bourgeoise. Il a été érigé en héros par l'Union Soviétique dans un contexte où il était vital de faire progresser les rendements de l'agriculture soviétique collectivisée. Légitimé par sa posture de savant soviétique au départ, il est rapidement considéré par les cadres du parti – et aujourd'hui dans un consensus scientifique complet – comme un charlatan dont les conclusions n'ont aucun fondement scientifique. L'expression « lyssenkisme » est parfois rencontrée dans les milieux scientifiques pour qualifier un travail dont les résultats sont tronqués pour correspondre à des vues idéologiques. Voir l'article de Contretemps, URL : <https://www.contretemps.eu/affaire-lyssenko-pseudo-science-pouvoir/>

Oleg : *De toute façon, c'est pas compliqué, un écolo c'est... Quand le prix de l'essence augmente, l'écolo il se réjouit parce que ça va être l'occasion d'utiliser moins la voiture pour tout le monde.*

Halla : *Oui, c'est le test.*

Oleg : *C'est un test, qui est écolo et qui ne l'est pas vraiment. Et puis il y a les arbres. Un écolo, quand on touche à un arbre, ça lui fait mal.*

Louise : *Vous, ça vous fait mal ?*

Oleg : *Ah oui. Personnellement, nous, ça nous fait mal. Ça nous touche.*

Halla : *Un écolo supporte pas qu'on touche à un arbre. Ça franchement... Parce qu'un arbre, c'est 5 climatiseurs.*

Oleg : *Oui mais toi là tu théorises, mais même sans théoriser...*

Halla : *Après y'a des raisons esthétiques aussi. Un arbre c'est aussi un rapport au temps.*

Extrait d'entretien avec Halla et Oleg, 5 novembre 2019

Ce principe de séparation entre vrais et faux écologistes entre en écho avec une seconde division, qu'ils introduisent pour se situer dans les milieux communistes des années 1970 : eux, des communistes intellectuels, internationalistes, « *donc tournés vers Moscou* », à bien différencier des « *franchouillards bestiaux* » nombreux, selon Oleg, au PCF dans ces années-là. Cette précision est intéressante : la mobilisation du Parti Communiste repose initialement sur la valorisation de certaines figures ouvrières, comme celle du métallo et du mineur, et sur l'accession privilégiés des ouvriers aux postes de dirigeants, amenant à une représentativité forte dans les instances dirigeantes jusqu'à la fin des années 1970. Cependant, l'image du PCF de « parti de la classe ouvrière » est à nuancer par l'adossement du parti à un fort soutien dans la paysannerie, un communisme rural avec sa propre symbolique, assez décalée par rapport à l'idéologie marxiste-léniniste (Mischi, 2007). La remarque d'Oleg s'inscrit dans une mise à distance des profils paysans et des profils ouvriers moins nobles, dans une période du PCF où son statut de fonctionnaire territorial le distingue : à partir de la fin des années 1970, la trajectoire des nouveaux dirigeants locaux du parti se transforment, allant de pair avec l'exercice du pouvoir, et beaucoup sont des professionnels du politique.

Halla et Oleg ont été exclus de plusieurs organes militants au fil des années et Oleg confie qu'ils ne sont pas très appréciés dans les milieux institutionnels locaux : pour lui, c'est parce qu'ils

rappellent aux *apparatchiks* ce qu'est vraiment l'écologie. Ils seraient « *la figure vivante de leurs turpitudes* ».

Oleg : « *Mais les gens me respectent, parce qu'ils disent ce mec-là il a des valeurs, il sait ce qu'il veut, mais ça s'arrête là quoi. En même temps personne peut me virer, parce que je suis la... la figure vivante de leurs turpitudes. Non non mais si... Si tu veux, la figure du mec qui a toujours fait en fonction de ses convictions. Et eux non. Donc ça les gêne, quelque part. Donc alors d'être intraitable à la forêt de Romainville, c'est un peu normal quoi, parce que c'était dans la logique de ce qu'on a toujours fait, tu vois* »

De manière générale, le rapport au savoir et aux détenteurs légitimes de savoir est ambigu : lors de réunions du groupe sur le terrain, Halla me confie se méfier des chercheurs qui viennent dans les luttes « imposer leur science »<sup>173</sup>. La spécialisation d'avocats dans les conflits environnementaux lui semble également un peu suspecte.

Halla est conseillère régionale verte jusqu'en 2004, elle vote donc le projet à un moment où le site n'est pas connu, dans un contexte de très bonnes relations avec la maire Corinne Valls, responsable d'un « *foisonnement démocratique* » à Romainville avant qu'elle ne tombe « *sous la coupe des promoteurs* ». Ce vote lui est reproché, comme on le verra, notamment par les Négociateurs :

Halla : « *A ce moment-là bon moi j'avais une confiance absolue aussi en elle. En même temps tu vois, j'avais pas de raison de pas avoir confiance en elle. A ce moment-là y'avait aucun élu, aucun, qui avait mis les pieds dans cet endroit-là, au motif... C'est pour ça que, on peut me le reprocher si tu veux, on s'est pas gênés pour me le reprocher, j'étais vice-présidente du syndicat mixte, voilà (...) J'ai peut-être manqué de curiosité, hein (...) Ca s'appelait la jungle, donc c'était ici y'a rien, et c'est dangereux. Et c'est dangereux. Donc quand t'es élu, t'es un peu responsable, voilà, c'est ce que j'essaye d'expliquer quand on me pose la question, et tu vas pas aller dans un endroit qui est interdit, c'est écrit gros comme ça quoi ? Tu vois bon et puis t'as pas de raison de ne pas croire non plus, que ça ne l'est pas, dangereux. Ouais bon donc j'ai jamais mis les pieds. On y a mis les pieds donc en 2012, et là la forêt avait... s'y était vachement développée, et c'est là qu'on a trouvé ce paysage de forêt tropicale, et découvert aussi tout un réseau de sentiers qui avaient été ouverts et entretenus, enfin entretenus, par les... Par les propriétaires de chiens, en fait* »

---

<sup>173</sup> Réunion du 10 février 2019.

Selon Halla, les Négociateurs ne voulaient faire « aucune action de terrain », mais seulement se mobiliser sur le volet juridique. Surtout, ils auraient fui la confrontation : « Et puis dès que ça a commencé à sentir mauvais ils ont voulu négocier. Nous on ne veut pas négocier (...) Ils ne pensent qu'à négocier pour changer de petits aspects du projet », ou comme dit Oleg, « la couleur des balançoires » :

Halla : *Nous on était simplement radicaux, on touche à rien. Voilà nous on avait une position très, on touche à rien (...) Mais parce que nous aussi on est un peu trop libres tu vois, dans notre tête (...) Alors que lui [Francis Redon, le président d'Environnement 93] il est pas très radical quoi. Il fait beaucoup de concessions quoi. Voilà et nous on fait pas tellement de concessions donc bon, autant se battre frontalement plutôt que d'essayer d'avoir des... De faire des concessions qui... Et puis de toute façon il y avait pas de concessions possibles à faire, ou on sauve la forêt, ou on la sauve pas.*

Oleg : *Il y a pas mal d'apparatchiks de France Nature Environnement, Environnement 93 en particulier, qui préfèrent les réunions de petits fours avec le préfet et quelques personnalités plutôt que les luttes (...) Il trouve toujours moyen de se fâcher avec tous les gens qui avaient une vision frontale un peu radicale, il s'est fâché avec nous, avec tous les gens qui mènent des luttes en fait.*

Halla : *C'est quand même jamais en faisant des compromis qu'on gagne quelque chose...*

Halla et les autres Irréductibles envisagent en 2018 le passage à la désobéissance civile comme aboutissement d'une longue série de tentatives de discussion infructueuses, thème qui revient fréquemment dans nos échanges en entretien et sur le terrain (« On a tout essayé », « On a épuisé toutes les voies démocratiques normales, on n'a plus le choix »). Halla écrit les communiqués de presse avec Julie, la quarantaine, attachée de presse, et remarque assez vite que cette dernière est animée par la recherche de « compromis ». Les textes finissent toujours par être « euphémisés, frileux », ce qui agace Halla. Pour Oleg, Julie fait de « l'obéissance civile ». Ils se méfient de sa volonté de ne pas rentrer dans la forêt, associée à de la peur, voire de la lâcheté : finalement, c'est sa position vis-à-vis de la Région qui est soupçonnée – elle est chargée de communication sur une autre base de loisirs. Les Irréductibles critiquent la procédure de médiation engagée principalement par Julie autour du permis d'aménager, jugeant qu'il s'agit de négocier des détails insignifiants, que la Région aurait accordé « de toute façon ». Il s'agit pour eux d'un « piège » s'appuyant sur un dispositif « tout à fait macroniste » : signer un « contrat », une des nouvelles modalités de la loi de 2016 sur la protection de la biodiversité,

le dispositif ORE<sup>174</sup>, contrat qui protège une partie de la forêt. Il est cependant réversible par le propriétaire, et moins contraignant donc qu'un classement au titre du code forestier.

Julie et d'autres militants quittent le collectif principal au cours du mois de novembre 2018, formant ainsi le sous-groupe des Négociateurs. Selon Halla, ils auraient « volé » la cagnotte associée à la pétition, en refusant d'en transmettre les codes de connexion. Beaucoup plus tard, j'obtiens un entretien avec un des Négociateurs, Sylvain, historien. En mettant en parallèle les deux récits, il semble qu'il existe d'autres déterminants à la division des militants.

#### Encadré 19 : Portrait des Négociateurs de la Forêt

Julie Lefèvre habite à Romainville et est membre d'EELV. Elle est aujourd'hui (depuis 2020) conseillère municipale à la biodiversité à Romainville et conseillère communautaire d'Est Ensemble, membre du conseil d'une école élémentaire de la ville et membre titulaire des syndicats Autolib' et Vélib' Métropole. Elle travaille professionnellement dans le domaine de la communication et est directrice d'une agence de positionnement stratégique et relations médias, après des études en géopolitique et une classe préparatoire littéraire. Elle était impliquée, en plus de la lutte de la Corniche, dans d'autres mouvements et initiatives locales.

Sylvain Piron, historien, vit à Bagnolet depuis 20 ans, il a grandi en banlieue sud. En 2009, il a créé avec des amis de Bagnolet une association de quartier pour faire de l'agriculture urbaine dans d'anciennes serres. En 2014, il se retrouve impliqué dans la gestion locale du parc « *dans une mairie communiste en déliquescence complète* ». Les gardes ne venaient plus ouvrir ni fermer le parc pendant l'été – Sylvain faisait le gardiennage, ayant la clé des serres. Il fait partie d'une liste citoyenne pour les élections municipales en 2014, derrière la candidate écologiste, qui remporte 16% au premier tour. Il a aussi créé l'Université Populaire de Bagnolet, qui invite régulièrement des chercheurs.

Danyel Dubreuil, la quarantaine, est joggeur aux alentours de la forêt. Il a été coordinateur des campagnes pour le réseau Sortir du nucléaire et est désormais coordinateur de l'initiative « Rénovons ! », un réseau d'acteurs pour la transition énergétique et en particulier la rénovation thermique, comprenant la Fondation Abbé Pierre, le Réseau Action Climat ou encore le Secours Catholique. A cet égard, il a donné une interview à France Inter en 2021. Il a réalisé un magistère en relations internationales à la Sorbonne après une classe préparatoire en lettres et sciences sociales.

Francis Redon est président d'Environnement 93.

Jean-Claude Oliva milite pour le retour en gestion publique de l'eau. Il a créé pour cela une association dont il est président, la Coordination EAU Ile-de-France. Il est également favorable à un droit fondamental à l'eau et par conséquent contre les coupures d'eau suite à des impayés. Il est maire-adjoint en charge de l'écologie à Bagnolet et vice-président d'Est Ensemble, chargé de l'Eau et de l'Assainissement.

---

<sup>174</sup> La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages inscrit dans le code de l'Environnement l'ORE (Contrat d'Obligation Réelle), dispositif permet à un propriétaire foncier de mettre en place une protection environnementale de son bien, pour une durée pouvant aller jusqu'à 99 ans – mais en tant que contrat, il est flexible et réversible.  
URL : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033016237/>



Comme Halla et Oleg, Sylvain passe du temps à me détailler les rouages des politiques municipales, notamment du groupe local EELV, « *dénué de toute cohérence intellectuelle, idéologique* » duquel « *n'importe qui peut prendre le contrôle* ». Il déroule longtemps les origines et les étapes du projet de la Corniche des Forts, précisant bien que les Irréductibles n'ont « *absolument rien fait* » pendant des années. Pour lui, Halla et Oleg sont des personnages troubles du champ politique local :

« *Oui bah c'est des anciens stal' qui... Eux, ils ont quand même réussi à se faire virer d'EELV quand même (...) Ils sont dissidents à tout. Ils sont complètement marginalisés, ils sont complètement timbrés, faut dire la vérité. C'est des fanatiques complètement timbrés qui ont toujours raison contre tout le monde. Ils ont saboté et ils ont saboté tout ce qu'ils ont touché, moi je les connais ça fait 20 ans, j'ai fait un peu de politique locale, enfin d'action associative à Bagnolet, et je les ai vus saboter tout ce qu'ils font. C'est invraisemblable. Ils ne peuvent pas s'empêcher de saboter* »

Extrait d'entretien avec Sylvain, 16 février 2022

Sylvain fait référence au marquage militant des deux Irréductibles « *anciens communistes vraiment staliniens* ». Il condamne également chez eux un « *degré de racisme assez hallucinant* », spécifiquement une haine des musulmans – en référence à leur engagement pour la « *cause laïque* ». Il s'agirait de la cause de leur exclusion d'EELV. Il précise également qu'Oleg est un expert des contestations des permis de construire et qu'il a permis de « *sauver des trucs* » à Bagnolet pendant longtemps avec cette compétence. Cette fois, il ne l'a pas fait, notamment sur l'avis de l'autorité environnementale, qui était attaquable. Halla, elle, était conseillère régionale jusqu'en 2004, elle a donc voté le projet avant que le projet ne soit précisé, un positionnement que Sylvain critique.

Très doté en capitaux culturels, Sylvain a fait Sciences Po « *un peu par accident* », en réussissant l'examen en terminale. Sa dissertation était une suite de « *blagues* » sur De Gaulle : le sujet lui semblait « *drôle* » et « *absurde* ». On peut néanmoins imaginer que les traits d'humour sarcastiques ont laissé entrevoir une culture politique conforme aux attentes de l'école, puisqu'il est admis avec une note de 16/20. « *Très malheureux là-dedans* », il effectue ensuite une maîtrise d'histoire, puis un DEA à l'EHESS. Sa mère était professeure de philosophie au lycée, « *plutôt de gauche* » et son père, administrateur au ministère de l'équipement, plutôt gaulliste. Il grandit donc avec quelques notions d'urbanisme, à Antony, en

banlieue Sud : « *Milieu bourgeois... Moyen. Pas... Mais cultivé. Mais pas du tout militant* ». Ses parents lui transmettent néanmoins une « *sensibilité écologiste* ». Sylvain a un peu milité pendant ses années d'études dans le syndicat étudiant « Pour un syndicalisme autogestionnaire », d'inspiration rocardienne et réformiste, minoritaire à la CFDT. C'était à l'époque du projet de loi Devaquet, en 1986. Il met en valeur une position déjà marginalisée dans le mouvement : « *Déjà à l'époque je m'étais mis en minorité parce que je voulais parler de certaines choses, notamment le fait que ce n'était pas forcément dramatique d'augmenter les frais d'inscription à l'Université si on pouvait en parallèle augmenter les bourses. Voilà.* ». Il conçoit ses positions politiques comme plus approfondies et plus nuancées que ses camarades, configuration qui se présente de nouveau à lui dans le conflit autour de la forêt.

Sylvain réalise que des travaux vont bientôt commencer sur le site de la Corniche alors qu'il fait sa promenade habituelle à l'été 2018. Il présente d'abord son engagement comme une réaction épidermique pour préserver un endroit cher à ses yeux : « *Mon engagement là-dedans, c'est un truc de réactionnaire hein ! C'est le type qui veut protéger sa forêt* ». Après un temps de pause, il ajoute qu'il écrit à l'époque un livre, intitulé *L'occupation du monde*, qui parle notamment du rapport à l'espace sauvage à l'heure de l'anthropocène : « *C'était un cas d'école* ». Depuis longtemps, il a aussi l'envie d'écrire une petite histoire environnementale de la colline. Lorsqu'il lit la première tribune de défense de la forêt, dont la récolte des signataires a été organisée par Julie Lefebvre, il décide de la contacter et discute avec elle de la création d'une pétition, appuyée sur ses contacts dans le milieu de la presse. Début septembre, ils se retrouvent tous les quatre sur le lieu, avec Halla et Oleg. Leur idée commune est de faire des pique-niques sur place ou encore une chaîne humaine. Au fil des pique-niques, ils rencontrent du monde le dimanche et attirent des sympathisants. En octobre 2018, ils parviennent collectivement à bloquer les travaux avec l'aide de soutiens recrutés dans des réseaux de militants plus autonomes, notamment via un article rédigé par Sylvain dans le journal *lundimatin*. En parallèle, une première assemblée générale leur permet de s'organiser dans une complémentarité des modes d'action et un partage des tâches sans conflit. Après une dizaine de jours de blocage des engins de chantier, ils parviennent à obtenir une suspension temporaire des travaux, leur donnant le loisir de réfléchir à la suite.

Le conflit se présente à ce stade. Des modes d'action qui semblaient jusqu'alors complémentaires s'opposent. Sylvain défend une position qu'il qualifie de « *raisonnable* » : faire venir un avocat de façon à voir ce qui pouvait être contesté dans les décisions, ne pas rester bloqués à assurer une présence sur le terrain. Pour lui, Julie et Danyel, le combat se joue

désormais en dehors de l'enceinte de la forêt. Il faut « *aller à Paris* » et gagner des soutiens plus larges de façon à peser sur une décision politique pérenne : plus rien ne sert de rester sur place. Il propose notamment d'aller manifester devant le siège du Conseil Régional à Saint-Ouen, ou encore de trouver des occasions de remettre à Valérie Pécresse la pétition en mains propres. Contacter un avocat incombe à Sylvain, Julie et Danyel. Pour pouvoir ester en justice, ils doivent passer par une association et contactent Environnement 93, qui sera leur relai, par l'intermédiaire de Francis Redon, qu'il a fallu le convaincre, ce que Jean-Claude Oliva, très impliqué localement, les aide à faire. Le délai des recours était déjà passé, plusieurs étapes n'ont ainsi pas été contestées. C'est donc le dernier document qui a été attaqué, à savoir le permis d'aménager.

A partir du moment où les travaux sont arrêtés, la forêt est ouverte et tout le monde y circule, militants locaux et soutiens. La Région souhaite faire constater qu'il y a une occupation illégale de la forêt afin d'obliger le préfet à intervenir. La Région « attrape » ainsi certains militants un jour donné, avec le concert de policiers et d'huissiers, et les attaque pour occupation illégale au tribunal de Montreuil. En fin de compte, l'huissier est en incapacité de fournir la preuve d'une occupation en cours, et la préfecture refuse donc d'intervenir. La Région décide alors de faire construire une palissade encerclant la forêt. Le groupe d'Halla « *ne parvient pas à comprendre que c'est une manœuvre* ». Pour Sylvain, Julie et Danyel, il n'y a aucun risque pour ces militants-là, mais Halla insiste pour aller au tribunal les soutenir : il faut toujours se déplacer en fonction de l'urgence du jour. Aux yeux des Négociateurs, il s'agit là d'une mobilisation non réfléchie, avec des actions « *à courte vue. Aucune réflexion, aucune stratégie* ». Julie se retire du groupe « *sous les calomnies* », les Irréductibles disant qu'elle « *travaille pour la Région* », qu'il s'agit d'une traître puisqu'elle évite de rentrer dans la forêt. Sylvain soupire : « *C'est là que j'ai vraiment compris la débilite... Enfin, pardonne-moi, la courte vue de ces gens* ». Les tensions montent au cours de deux assemblées générales explosives et l'apogée du conflit est atteinte mi-novembre 2018 :

« *Là ça commençait vraiment à se friter (...) La folle [Halla], il n'y a pas d'autre mot, qui avait la main sur la liste de diffusion interne, nous a exclus Danyel et moi. Julie s'est retirée sous le coup de calomnies, mais moi ce qui m'est arrivé, c'est une exclusion de la liste de diffusion. Pour un boulot que j'avais lancé. Et personne ne proteste. C'était totalement hallucinant. Danyel en a fait une dépression, il a perdu ses cheveux. Il a super mal vécu le truc, je pensais que c'était un militant aguerri, mais il a très mal vécu l'affaire. Moi c'était assez pénible aussi. Des malades quoi... Avec des pratiques d'exclusion... Staliniens un jour, staliniens toujours. Surtout le refus de discuter, le refus de réfléchir. »*

La dernière chose que Sylvain organise, c'est un des départs de la marche Climat, qui s'est fait à Romainville pour accorder symboliquement un soutien à cette lutte locale, début décembre 2018. Un conflit ouvert éclate de nouveau : Sylvain et Danyel ont contacté toutes les associations environnementales pour organiser un tour de prises de parole au départ de la marche. Halla l'interrompt et ils se disputent le microphone, considérant chacun être un porte-parole plus légitime pour s'exprimer sur l'avenir de la forêt. L'objectif des Négociateurs est de produire un discours structuré, en la présence de médias, et d'inciter à une manifestation pacifique. Les Irréductibles, eux, commencent à cisailer le grillage, provoquant l'incompréhension des Négociateurs : *« Et donc ces abrutis... C'était une manifestation pacifique, début de marche Climat, on avait du monde, et eux, ces ABRUTIS, ont profité de ce moment pour essayer d'endommager la palissade ! On était là avec tout le monde, y'avait des caméras, probablement des informateurs. C'était vraiment du sabotage. C'était cisailer... C'était n'importe quoi »*. Depuis, à la fin d'une procédure très longue, a eu lieu un arbitrage à l'issue duquel tous les amis de la forêt ont obtenu une garantie sur le reste des hectares vierges, une forme de sanctuarisation. Négociateurs et Irréductibles ne se sont plus adressés la parole : Sylvain, Danyel et Julie ne veulent plus rien avoir à faire avec Halla, Oleg et tous les militants qui les ont suivis. Ils n'interviennent plus que dans le lien avec l'avocat. Pour Sylvain, le travail pétitionnaire justifiait de garder les codes de connexion de la page hébergeant la pétition ainsi que la cagnotte<sup>175</sup>.

Pendant nos entretiens, Halla et Sylvain me parlent respectivement de deux films qui leur ont donné matière à réflexion et courage politique : j'ai tenté d'analyser leur désaccord politique en m'appuyant sur ces représentations cinématographiques différentes du militantisme écologiste.

*« Pour moi, le comble de la tristesse, c'est que j'ai voulu leur montrer le très beau film « La bataille de l'eau noire », sur une lutte gagnante. C'est quoi les conditions pour qu'une lutte gagne, tu vois ? C'est un ami qui l'a fait. Je l'ai fait venir de Belgique, pour projeter le film à l'Echangeur, et les abrutis ont prévu une AG à la même heure ! Surtout ne pas réfléchir... Une leçon de mobilisation, c'est que personne ne cherche à prendre le devant, que l'on s'attaque aux choses et pas aux personnes. Et ils étaient même pas capables de venir voir un film, juste parce que c'était moi qui le faisait »*

Extrait d'entretien avec Sylvain, 16 février 2022

---

<sup>175</sup> Les détails du travail pétitionnaire et de sa répartition sont abordés ci-après.

Pour Sylvain, ce moment décrit ci-dessus est emblématique de leur échec à s'organiser ensemble politiquement. Le film documentaire « La bataille de l'eau noire », réalisé par Benjamin Hennot, raconte la mobilisation collective menée pendant 9 mois en 1978 par un agrégat d'habitants de la vallée de l'Eau Noire, en Belgique, contre un projet de barrage voué à l'engloutir. C'est une lutte victorieuse. D'anciens militants y sont interrogés, au fil d'images d'archives. Le récit est celui de la construction d'une solidarité interclasse, à travers l'agrégation de statuts sociaux éloignés (« Fermier, ouvrier, professeur, assureur ») ou encore de différentes jeunesses (« jeune "lascar" ou étudiant en droit »)<sup>176</sup>. La lutte est décrite comme constructive et combattive : en effet, les habitants font appel à divers modes d'action, de l'interpellation publique à l'occupation en passant par le sabotage – c'est durant cette période que naît l'une des premières radios libres de Belgique. « Exemple en tous points », la lutte rassemble d'apparents autodidactes, dans une lecture qui les rattache a posteriori à une certaine pensée de la nature : « Ils pratiquaient la nature, ils vivaient un lien constitutif avec elle. L'idéologie du Progrès ne passe pas lorsqu'on a pêché des poissons à la main dans la rivière. C'est ce lien puissant à leur rivière qui les a portés, qui les a ensauvagés »<sup>177</sup>.

« Woman at war », le film dont Halla me parle et qu'elle a adoré, s'en détache en tous points<sup>178</sup>. Réalisé par Benedikt Erlingsson, notamment metteur en scène au Théâtre National d'Islande, le film est une sorte de thriller écologiste<sup>179</sup>. Il raconte l'histoire d'une femme islandaise qui mène un combat contre une multinationale de l'aluminium, Rio Tinto, qui s'apprête à étendre son exploitation. Elle sabote des lignes à haute tension de manière à mettre en difficulté cette industrie.

L'héroïne y agit seule, avec son arc, dans un paysage épique. Selon *Libération*, « Benedikt Erlingsson met en scène l'ordinaire d'hommes et de femmes que les actes de bravoure élèvent au rang momentané et parfois fugace de héros »<sup>180</sup>. La comédienne, écologiste aussi dans la vie, apparaît en tant que femme de cinquante ans sans aucun artifice, habillée simplement – elle pourrait être « la voisine de tout le monde »<sup>181</sup>. La connexion avec une nature grandiose est au cœur du film, à l'image de la scène où, en fuite, l'héroïne peut se réchauffer dans les sources

---

<sup>176</sup> *La Bataille de l'Eau Noire*, de Benjamin Hennot, 2015, WIP (Wallonie Image Production). Des textes de présentation sont disponibles sur le site officiel. URL : <https://www.labatailledeleaunoire.com/>

<sup>177</sup> Idem.

<sup>178</sup> Cette discussion a lieu lors d'une réunion informelle des Amis de la Corniche des Forts, le 10 février 2019 dans un café de Romainville.

<sup>179</sup> *Woman at war*, de Benedikt Erlingsson, 2018, *Slot Machine*.

<sup>180</sup> Véronique Cauhapé, *Libération*, 3 juillet 2018.

<sup>181</sup> Ibid.

chaudes. Les critiques relèvent les thèmes du courage, du destin, de l'honneur et de la vengeance. Dans *L'Humanité*, le film est décrit comme « *Une croisade pleine d'humour contre ceux qui s'évertuent à détruire la planète* »<sup>182</sup>. Le réalisateur fait aussi appel à ce registre, en déclarant : « *On vit dans une époque où il faut sauver le monde (...) Je crois qu'un gouvernement qui n'agit pas pour l'écologie est criminel, car nous subissons une menace directe* »<sup>183</sup>.

Halla m'explique qu'elle a ri des scènes du téléphone au micro-ondes (dans le film, l'héroïne a un ami qui travaille au ministère et l'informe en sous-main : lors de ces conversations, ils mettent tous deux leur téléphone au micro-ondes ou au réfrigérateur au cas où ils seraient sur écoute). Ils l'ont fait par la suite pour certaines réunions, ne sachant pas bien si c'était utile : « *Nous on était des pieds nickelés à côté, on est seulement devenus activistes, on a surtout commencé comme militants politiques* ».

L'analyse brève de ces films nous permet d'éclairer les morales d'engagement de Sylvain et d'Halla. Dans son processus d'apprentissage des pratiques militantes désobéissantes, Halla apparaît plus disposée à recevoir le portrait d'un militantisme solitaire et héroïque, marqué par l'importance du secret et la menace de se faire prendre. Cela rentre en résonance avec la mise en récit produite par Oleg, qui se focalise sur la distinction des vrais écologues par rapport aux hypocrites, des courageux faces aux faibles d'esprit. On voit aussi le thème prégnant de la marginalisation : elle et Oleg auraient été mis au ban de certains groupes pour avoir été trop droits, en somme, trop vertueux. Enfin, le film ne propose pas particulièrement d'argumentation politique et se focalise quasi-entièrement sur le « faire ». Halla met à distance les discours des stratèges et des experts, d'ailleurs, elle m'explique le même jour à demi-mots qu'elle et le groupe de Sylvain ne travaillent pas du tout ensemble : elle ne supporte pas quand les chercheurs viennent pour « *imposer leur science* », même s'ils sont tous bienvenus « *lorsqu'ils sont curieux* ». Sylvain, lui, met à distance des militants dont il déplore la « *courte vue* » ou encore la « *débilité* ». Il mentionne d'ailleurs, juste après l'anecdote de la projection ratée, sa conviction d'un « *manque de culture* », notamment politique, de la part des Irréductibles. Il fait plusieurs fois mention du manque d'intelligence de ces derniers, d'abord avec l'expression « *courte-vue* », désignant l'incapacité à se projeter dans une stratégie à moyen ou long terme, puis avec des remarques au fil du récit : « *Lui, il est gentil mais ça ne vole pas très haut* »,

---

<sup>182</sup> Dominique Widemann, *L'Humanité*, 4 juillet 2018.

<sup>183</sup> Interview pour *Metrotime*, le 8 décembre 2018. URL : <https://fr.metrotime.be/actualite/woman-war-le-film-le-plus-cool-de-lannee-est-islandais>

« *C'était juste des idiots qui réfléchissaient pas* ». Il semble particulièrement frappé par ceux qui exercent des professions intellectuelles et qui se rangent derrière Halla : Sophie, professeure de sciences naturelles, « *pourtant pas bête, elle est professeure* », ou encore Grégory, professeur de philosophie « *Un type bien, prof de philo, quand même... Et pas capable de tenir un discours raisonnable* ».

Sylvain souligne l'aspect personnel de l'attitude d'Halla : « *Elle a compris qu'on était dangereux parce qu'on était en train de contrôler ce qui se passait (...) Elle voulait tout contrôler. C'est un délire personnel de cette femme, qui voulait être au centre de l'attention, au milieu de la photo (...) Cette personne a vampirisé le mouvement avec son énergie négative* ». Il met fortement à distance l'explication de certaines dynamiques entre Négociateurs et Irréductibles par des rapports de classe, les attribuant plutôt à des « *personnalités toxiques* », des « *allumés* », des « *fous furieux* » ou un culte de la personnalité autour d'Halla. Si on ramène ces considérations aux éléments concrets de trajectoire, on peut faire l'hypothèse qu'Halla et Oleg tentent de réinvestir leurs capitaux militants dans des luttes localisées en espérant des rétributions symboliques, dans un contexte où ils ont été exclus de divers groupes au fil du temps et sont globalement marginalisés dans le champ politique local. La poursuite de petites actions de sabotage *après* la défaite n'est d'ailleurs présente que dans le groupe des Irréductibles, comme si leur trajectoire militante ne visait pas à gagner en légitimité et en lisibilité, mais à se placer comme des militants inamovibles, à défaut d'avoir pu se constituer comme porte-paroles légitimes dans l'aménagement du territoire à l'échelle locale. Halla aime à montrer qu'elle est connue pour ses méfaits : « *Ah bah on a tout fait, quand on entre au commissariat tout le monde nous connaît !* ».

Sylvain semble cependant lui aussi aspirer à une position plus reconnue symboliquement. Il me transmet des documents et notes qui appuient ses contributions personnelles, et regrette de ne pas avoir été invité dans certains séminaires de l'EHESS qui traitent des luttes sociales : « *Je me dis qu'il est quand même curieux que les étudiants engagés (...) n'aient pas percuté que j'avais des trucs à leur dire* ». Bien qu'il revendique une compartimentation claire entre ces deux différentes sphères, vie personnelle, militante et vie à l'Ecole, il regrette de ne pas avoir été davantage sollicité pour partager son expérience et son expertise. Par ailleurs, il est engagé dans des initiatives au sein du monde universitaire : mouvement de contestation en 2009, lancement du carnet Hypothèses, positionnement contre la notation des revues. Depuis la fin de son implication à la Corniche des Forts, il a fondé une maison d'édition qui occupe l'essentiel de son temps libre. Fréquemment considéré comme radical par ses collègues dans les milieux

intellectuels, mais trop modéré dans les luttes sociales, il est également dans une position ambiguë vis-à-vis de l'engagement.

Sylvain est professeur et évolue dans le monde de l'édition, Julie et Danyel sont établis dans des positions de cadres. Tous trois détiennent des capitaux culturels importants, laissant deviner une probable division culturelle et sociale dans le groupe d'origine, ou du moins un renforcement des conflits dû aux rapports sociaux de classe et à des stratégies de distinction entrant en concurrence. Dans le groupe des Irréductibles, les positions socio-professionnelles sont plus modestes, même chez les représentants des fractions intellectuelles (professeurs de lycée, bibliothécaire, là où Sylvain est professeur à l'Université), les trajectoires semblent plus stagnantes voire en déclin, à l'image de celles d'Halla et d'Oleg.

On voit bien dans les deux groupes des dispositions différentes à entrer dans une discussion technique sur l'aménagement d'un site, à envisager les enjeux juridiques d'une mobilisation. Du point de vue des Négociateurs, les Irréductibles vivent dans un fantasme de l'action immédiate. Les Irréductibles eux-mêmes reconnaissent leur manque de compétences pour entrer dans des négociations. En entretien, Halla le précise bien : « *Un chantier comme ça pour nous, c'est illisible en fait* ». Au contraire, à la lumière du déroulement du conflit, du travail pétitionnaire réalisé et des notes stratégiques « *en vue des négociations* » transmises par Sylvain, les Négociateurs apparaissent bien dotés pour mener une concertation publique. Ils sont en mesure d'opérer une recombinaison efficace de la chronologie du projet, de présenter une vision d'ensemble de l'aménagement du quartier. Ils démontrent une bonne connaissance des documents d'urbanisme et des diagnostics nécessaires pour appuyer un tel projet, et apportent une expertise au niveau de la loi sur l'eau et sur la dimension patrimoniale du site, reliée à la spécialisation de deux de leurs membres. En contraste avec ces éléments préparatoires, le contenu des réunions des Irréductibles porte davantage sur les informations manquantes et sur le sentiment d'impuissance ressenti face à des manœuvres opaques des aménageurs.

Derrière les « préférences » énoncées pour tel ou tel répertoire d'action, les Négociateurs et les Irréductibles sont donc éloignés en termes de capitaux culturels, ce qui se traduit par des stratégies de distinction différentes. Les Négociateurs ont un niveau d'études supérieur et sont plus disposés à des prises de position nuancées. Ils sont aussi mieux dotés pour interagir avec l'ensemble des aménageurs. Les Irréductibles, eux, défendent une conception distinctive de l'écologie, qui les détache des plus modestes, notamment dans le cadre d'un rapport ambigu



aux classes populaires immigrées. Ils capitalisent sur la mobilisation pour la forêt dans un contexte de grande marginalité dans le champ politique local.

### c) Les militants du parc Georges Valbon, le contrôle de la parole militante et la mise à distance des affects

La position du CPTG dans le champ des mobilisations écologistes en Ile-de-France transparait dans ses rapports directs aux militants d'autres collectifs. Le collectif de la Courneuve est, lui, particulièrement dominé dans le champ. Lors d'une réunion en mars 2018, Wesley, du CPTG (expert-comptable de 50 ans) intervient souvent, sans demander la parole et semble agacé par les échanges en cours. Il prend la parole pour fixer la priorité de leur collectif : répondre à l'enquête publique. Il leur dit également comment faire : s'ils ont une pétition, le commissaire-enquêteur est obligé d'en faire état. Benjamin, issu d'une autre association, plus institutionnelle, qui promeut les transports doux en ville, vient pour la première fois et donne également son avis : « *Vous devriez proposer un projet d'enfouissement d'autoroute à la place, dire que pour les municipales vous avez un projet moins cher et écologique. On pourrait tous travailler là-dessus. Vous devez avoir un contre-projet, pas juste des critiques. Si je peux me permettre ce ton, prenez votre projet et trouvez une idée moins chère. Il faut que ce soit vendeur* ». Wesley propose de consulter les arguments légaux contenus dans le compte-rendu de notre passage au tribunal. Dans la répartition de la parole et le langage non-verbal, la ligne entre « partage d'expérience entre les luttes » et « tutelle politique » est fine. Ce n'est pas sans lien avec la composition sociale du collectif, plus populaire. Wesley me fait plus tard part de son inquiétude sur le collectif Georges Valbon et leurs capacités à s'exprimer en public : « *Il faut briefer les gens avant, surtout Valbon... Ils n'y arrivent pas du tout, et l'enquête publique a été un désastre. Ils n'ont pas du tout réussi à mobiliser les gens. Ils ne savent pas comment on fait* ». Dans un travail sur les enquêtes publiques préalables aux projets éoliens, particulièrement conflictuels, Stéphanie Dechézelles montre que la participation à l'enquête publique suscite une mobilisation coordonnée dans les associations de défense de l'environnement. Les différents acteurs se répartissent le travail : les associations les plus locales soumettent à l'examen les dossiers des maîtres d'ouvrage, tandis que des naturalistes plus spécialisés s'occupent de l'étude d'impact. Enfin, les différents réseaux de soutien sont mobilisés pour « faire du chiffre » en venant signer le registre ou en envoyant au commissaire-enquêteur un avis personnel (Dechézelles, 2018). Wesley souligne l'échec du collectif à « l'exercice » de l'enquête public

via leur absence de savoir-faire sur tous ces aspects. Gêné, il craint qu'ils ne perdent la face en public :

Louise : « *Qu'est-ce qui te préoccupe ? Tu veux qu'on leur transmette des points précis à aborder ?* »

Wesley : « *Non non non mais il s'agit pas de ça, c'est pas le fait que.. C'est juste qu'ils ne savent pas très bien parler en public eux et qu'ils sont très.. Dans l'affect* »

Wesley évacue rapidement la question, mais la scène montre que la bonne expression en public et la maîtrise de la communication politique, compétences inégalement distribuées dans l'espace social, sont nécessaires lors d'évènements organisés par le CPTG. Les « passeurs de lutte », comme Wesley, effectuent un travail de traduction et de cadrage des discours militants trop chargés en « affects ». De manière plus générale, la détention de ces capitaux culturels semble aller de pair avec une capacité à se distancier émotionnellement des enjeux dans l'argumentation – la judiciarisation des griefs en étant un registre, en tant qu'elle permet de mettre à distance « des états affectifs bien trop singuliers et immédiats pour pouvoir étayer une cause générale » (Traïni, 2014, p. 480). C'est ce que nous montrent aussi différents moments de mobilisation.

La « Braderie du Grand Paris », organisée le 16 décembre 2018 à Ménilmontant, est un évènement rassemblant différents collectifs en lutte dans le Grand Paris, contre des atteintes à l'environnement ou au patrimoine populaire. Pour le compte du CPTG, ce sont Wesley et Bertrand qui se chargent de déclamer un texte imprimé : ce sont les seuls à l'avoir préparé en amont. Wesley commence à parler avec emphase, mimant en fait un jeu de rôle dans lequel il incarne le maire de Gonesse :

*« Chers compatriotes, chers acheteurs. Nous vivons une époque pleine d'opportunités. Au 19ème siècle la République et le Second Empire ont éventré Paris avec de larges boulevards (...), de son centre à ses portes. 150 ans plus tard le Grand Paris Express va relier la ville-monde qu'est Paris au reste de la planète via l'aéroport de Roissy. C'est pourquoi moi, maire de Gonesse, je souhaite faire rentrer les terres de Gonesse dans l'Histoire et dans la modernité, en les bétonnant avec un projet immobilier à la fois iconique et expérientiel. Qui parmi vous est prêt à transformer ces terres agricoles pas chères en opération financière juteuse ? Sachez que moi et l'Etat sommes à votre disposition pour construire gratis les réseaux de transport nécessaires à votre projet, et*

*même une gare en plein champ si vous l'exigez. Nous sommes très accommodants. Alors qui veut faire une offre pour remplir 300 hectares ? C'est une bonne affaire. »*

On entend dans le public des rires et des ovations. Certains jouent le jeu des « acheteurs » fictifs et se signalent à l'aide d'une gestuelle volontairement exagérée. « *Moi ! Moi !! Je veux investir !* », s'écrie Bertrand, le deuxième acteur de cette petite scène. Wesley lui passe le micro, et il mime un enthousiasme dévorant :

*« MOI ! MOI. Moi ! BRAVO monsieur le maire pour cette initiative ! Vous avez eu raison d'attendre deux décennies dans lesquelles vous n'avez rien foutu dans votre mairie pour mettre ce triangle aux enchères ! ». Tout le monde rit. « Ces terres de Gonesse, tout près d'ici, sont une véritable tache dans le territoire parisien, tourné vers l'avenir, vers le futur ! Les paysans, l'agriculture, c'est fini ! Maintenant on cultive sur les toits ! Moi aussi je sais faire du BLE, de l'OSEILLE même (...)*

*J'ai un PROJET, un nouveau CONCEPT, qui sera non seulement un centre commercial... mais aussi un centre commercial ! Et encore un centre commercial ! [ovation] Les visiteurs n'auront qu'à descendre de l'avion, se précipiter sur le site et profiter des bienfaits du nouveau trésor de Gonesse. Il y aura des boutiques de luxe, un parc aquatique, tropical, et climatisé ! Ces visiteurs, profitant de leur escale en France, n'auront pas besoin d'aller à Paris, ville où il ne se passe plus rien, vous le savez bien ! La culture sera présente : il y aura une boîte de nuit ! Un casino comme à Las Vegas ! En ces temps où des sirènes nous hurlent dans les oreilles, où le climat change, où il ne va plus y avoir de neige à la montagne, je ferai une PISTE DE SKIIII ! ».*

C'est à ce moment-là qu'il y a la plus grosse ovation, à la fois parce que le jeu grotesque de Bertrand est à son apogée, mais aussi parce que la piste de ski artificielle est devenue un des éléments systématiquement mis en avant pour dénoncer l'absurdité du projet. Les mimiques et les grands gestes ridiculisent un acteur public qui ne serait mû que par l'appât du gain, en s'appuyant sur un texte soigné, reprenant les éléments d'argumentation du collectif à travers quelques jeux de mots. Les membres du CPTG ont ainsi mis en scène la « braderie » annoncée, sous forme d'une vente aux enchères absurde qui dénonce un méfait moral, à l'image des procès militants fictifs qui utilisent une approche dramaturgique pour publiciser leurs arguments. Dans l'examen du « tribunal des animaux », un procès fictif de 2005, Christophe Traïni met à jour ce dispositif de sensibilisation comme un croisement entre une appétence des organisateurs pour le droit et un lien particulier aux animaux façonné par les socialisations familiales. Ici, il s'agit d'une appétence pour la parole publique et la mise en scène.

Bertrand conclut par une image liant la descente d'une piste de ski et la « descente aux enfers » écologique : « *Nous ne voulons pas résister à ce plaisir-là : glisser sur une pente, irréversiblement...* ». C'est la conclusion : il sort de son jeu pour convier le public au meeting du 20 février, à la salle Olympe de Gouges. La petite animation a touché sa cible en captant l'attention de tout le public présent.

Samir, du collectif Notre parc n'est pas à vendre, se charge de présenter la lutte :

*« Donc on continue à se défendre là-dessus, à informer les gens avec nos moyens, parce que c'est vraiment important. Ce parc c'est aussi un parc de cohésion sociale. C'est-à-dire y'a des gens, enfin c'est un parc où y'a des millions de personnes qui le visitent, qui viennent, c'est gratuit, enfin voilà (...) Notre point commun, c'est qu'on doit effectivement dénoncer tous ces gens qui sous couvert de faire de l'argent eh bien euh... Nous respectent pas. On demande un certain respect envers les populations et les populations à venir. Parce que le parc, c'est aussi ça. Voilà, merci. »*

L'intervention complète est assez longue et Samir se perd dans des dédales d'explication sur la chronologie du projet. Il est peu concis, se répète et hésite. Le langage est plus descriptif et le thème prééminent est le respect des habitants.

La parole passe aux militantes de la Cité-Jardin de la Butte Rouge, une association de locataires, et le contraste est là aussi important : c'est une parole plus sobre, dénuée de mise en scène. Lise commence à parler en faisant quelques petits pas, en jetant de petits coups d'œil autour d'elle. Elle regarde sa feuille de notes en se grattant la tête.

*« Euh... Ouais. Cité-jardin de la Butte Rouge, c'est une cité qui a été conçue par des architectes, des paysagers, des urbanistes... Conçue pour le bien-être des classes populaires [elle triture son foulard], voilà. Donc on a la chance d'habiter dans un « bijou »... Extrêmement bien équilibré. Un bijou qu'on a laissé s'abîmer avec le temps. [Elle met la main dans sa poche, regarde au sol. Sa posture se voûte] Parce que, jusqu'à présent, on ne présentait pas beaucoup d'intérêt [expression de dépit, de colère]. Et depuis que le Grand Paris est en marche, ils se sont rendus compte qu'ils pouvaient en tirer un grand parti (...) Ce qui veut dire détruire un tiers de la cité pour construire des logements en accession à la propriété, ce qui veut dire en requalifier d'autres en logement social intermédiaire [voix instable], en considérant qu'aujourd'hui, 98% de la cité est en PLAI, c'est-à-dire le plus petit niveau de loyer. Là-dessus hum... les gens sont mobilisés... Quelques habitants [d'un ton las]. Quelques personnes inquiètes. Alors on doute pas nous habitants que de gros morceaux de la cité seront préservés, puisqu'elle a un caractère suffisamment particulier pour qu'elle soit visitée par des urbanistes et des architectes tout au long de l'année. Maintenant en temps qu'habitants, on a de gros gros gros doutes et de grosses inquiétudes sur le devenir de la question sociale dans la cité. Tout cela se passe dans la plus grande opacité. Ils ont déterminé*

*des îlots tests, mais on ne sait pas du tout quel sera le projet sur ces îlots. Tout ce qu'on voit c'est que l'office, enfin le... Bailleur social envoie des personnes pour déloger les personnes qui habitent là, et que nous, en tant qu'association de locataires affiliés au DAL, ça fait un an qu'on demande un mandat local, ça fait un an qu'on l'a pas, ça fait un an qu'on demande des précisions sur le projet et c'est à croire qu'il y a pas de projet, et qu'on commence à se demander très sérieusement si les opérations de délogement sont normales (...) Voilà donc on sait que la lutte va être dure (...) On a de très très grosses inquiétudes sur le devenir de l'habitat social dans ce quartier, on... On nous prend pour des cons, on nous fait des demi-promesses écrites mais le cadre, on va dire, des bonnes pratiques en matière de transformation urbaine pour les habitants est... Enfin de toute évidence il est pas respecté. Donc euh... Voilà. La lutte va être très difficile et euh... On est là. On y est [Elle hausse les épaules et les sourcils]. Merci à tous. ». Elle est applaudie avec quelques « Bravo ! ».*

Extrait du compte-rendu, 16 décembre 2018

Les variations de ton dans ces « plaidoyers » montrent une inégale capacité à prendre de la distance avec les enjeux immédiats de la lutte. La matérialité et la corporéité du combat se font plus durement sentir pour les mobilisations dominées dans l'espace des luttes, menées par des catégories sociales moins dotées avec un nombre limité de militants. Ils ont une plus faible maîtrise des procédures d'aménagement et une position défavorable dans le rapport de force local. Le rapport au lieu est également plus ancré dans une familiarité et l'enjeu de la suppression, vécu de manière plus directe. Ainsi, la prise de parole sur la Butte Rouge à Châtenay-Malabry ne sort pas de cette matérialité collante, et n'a pas l'élan nécessaire pour accéder à ce second degré joyeux. Elle donne envie de détourner le regard puisqu'elle donne à voir la violence sociale, celle des expulsions, par exemple. Les militants qui défendent les terres agricoles de Gonesse font la démonstration d'une mise à distance pour façonner leur dispositif de sensibilisation : ils mettent ici en valeur un attachement désintéressé au lieu, en tant qu'il constitue un patrimoine commun. Cette distance matérielle (l'espace de vie n'est pas en jeu) et rhétorique (maîtrise d'une certaine façon de s'exprimer) aux enjeux permet l'irruption de l'humour et de l'ironie dans l'argumentation. Dans d'autres collectifs moins dotés en capitaux, c'est une émotion plus personnelle, l'injustice d'une privation, qui est énoncée, avec un contrôle de soi (vocabulaire et posture) moindre – une attitude moins noble et comme on l'a vue, censurée dans certaines arènes de présentation.

Les militants du CPTG peuvent néanmoins se trouver dépassés par le haut dans ces luttes de définition autour du ton à adopter. Les 16 et 17 mars 2019, une délégation du CPTG se rend à Lille pour une action de désobéissance « soft » visant le groupe Auchan, organisée par les Inrockuptibles, une ONG écologiste. Les réunions de préparation à Paris mettent en évidence

une fracture dans le ton envisagé par les deux organisations. Les membres du groupe local de l'ONG ont l'habitude de faire une sorte de spectacle, avec des sketches pré-écrits et des déguisements : leur marque de fabrique, ce sont les clowns. Ils rentrent dans des événements en se faisant passer pour des membres, comme à l'assemblée annuelle de l'association familiale Mulliez, profitant d'une proximité forte en termes de capitaux culturels et sociaux, puis passent un message à l'intérieur et s'en vont. L'action en question ici est une célébration ironique de l'anniversaire de Vianney Mulliez, neveu du fondateur, qui préside la société foncière d'Auchan. Olivier précise : « *Le but, c'est qu'on mette un peu le bordel, que ce soit filmé et qu'en entende Mulliez + EuropaCity. C'est tout.* ». Olivier nous précise que le principal objectif est de faire de belles images. Les militants du CPTG sont en désaccord sur un point : l'utilisation de l'ironie. En effet, un des futurs clowns veut clamer « *Vive EuropaCity* » d'une façon ironique. Luc, syndicaliste à la retraite et membre du CA, n'est pas convaincu : « *Les gens viennent juste faire leurs courses à l'hyper, ils ne vont pas repartir avec le bon message. Le second degré, ça ne marche jamais, il faut dire les choses directement* ». Les désobéissants de l'ONG veulent tourner le projet en ridicule, et conçoivent la scène comme un clin d'œil entendu à un public conquis. Les militants du CPTG préfèrent s'exprimer directement et expliquer, étant donné qu'ils s'adresseront à des clients d'un supermarché de la périphérie de Lille qui font leurs courses le dimanche. Dans un contexte dominé par des militants encore plus dotés, ils favorisent ainsi un registre plus neutre, plus descriptif.

Le rapport au lieu des militants est façonné au fil du recours à différents modes d'action : manifestations, occupations, blocages. On distingue, selon les luttes, des rapports plus enchantés aux lieux défendus, marqués par l'idée de préservation du paysage, des rapports marqués par un sentiment de privation, et des rapports plus stratégiques, marqués par une certaine distance affective ; mais aussi des registres spécifiques d'appropriation de l'espace. Les militants travaillent à faire exister les lieux, en produisant des récits contrant ceux des aménageurs qui considèrent ces espaces comme *disponibles*. Au-delà des arguments écologiques, ils y attachent des représentations symboliques, mettant en valeur l'histoire agricole de la région, le patrimoine ouvrier ou encore des souvenirs de liberté associés à l'enfance.

Le recours aux registres médiatiques et juridiques suppose l'accumulation de capitaux culturels, sociaux voire économiques importants dans les collectifs, ce qui limite l'accès de certains, générant des frustrations comme des solidarités entre les associations. Au gré des succès et de l'expertise accumulée, certains groupes, comme le CPTG, peuvent se placer comme référents dans le champ des luttes de préservation de lieux. L'étude de la presse montre la différenciation, parmi les scientifiques et les intellectuels, de différents sous-milieus de soutien aux luttes écologistes : d'un côté, des « praticiens » de l'espace, paysagistes, architectes, urbanistes ou jardiniers ; de l'autre, des personnalités intellectuelles et politiques dont la prise de position écologiste est appuyée par un prestige symbolique. L'examen du registre juridique, lui, permet de dégager des tendances contemporaines dans la réponse apportée par la juridiction administrative aux griefs environnementaux.

Enfin, on voit que le régime d'action dit « autonome » est en mesure de s'hybrider avec des régimes plus traditionnels, comme le montrent différents travaux sur les luttes d'occupation. Dans le contexte de la lutte de Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires, à partir de 2015 environ, des alliances et hybridations se forment entre militants associatifs de longue date et jeunes militants autonomes (Corroyer, 2019). On voit apparaître des situations où les illégalismes politiques entrepris par les militants autonomes entrent moins en tension qu'en complémentarité avec des recours et plaintes déposés par les acteurs associatifs. Au sein de ces conflits d'aménagement, des conflits de lisibilité apparaissent néanmoins, entre des cultures politiques autonomes et d'autres plus légalistes, ainsi que des formes d'hybridation entre les deux : une partie des acteurs s'efforce de demeurer inintelligibles aux pouvoirs publics (Robineau, 2017 ; Bulle, 2017). Stéphanie Dechézelles montre entre autres comment les militants de la ZAD de Caunet font appel « en dernier recours » aux « réseaux » de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (Dechézelles, 2017) – la même dynamique se donne à voir dans les luttes de défense de lieux abordées dans cette thèse, des militants légalistes important les savoirs et les dispositions à prendre des risques d'occupants plus autonomes, sans avoir nécessairement les moyens d'accueillir leurs modes de vie, voire une certaine marginalité.

Ces questionnements autour des capitaux et des modes de vie nous invitent à nous pencher davantage sur les perceptions variables de l'écologie selon les classes sociales.

## CHAPITRE 4 : LA PLACE DES HABITANTS DANS LA LUTTE, ENTRE INCLUSION ET ANTAGONISMES DE CLASSE

---

Les milieux écologistes sont marqués par la forte présence de la fonction publique, en particulier des secteurs éducatifs, sociaux et médicaux, et de façon générale, des classes moyennes dotées culturellement. L'écologisme a longtemps été considéré comme une préoccupation prospère, jusque dans la sociologie, dans le cadre notionnel des « nouveaux mouvements sociaux » : elle impliquait des revendications supposées sortir du cadre de l'obtention de conditions matérielles d'existence correctes (Inglehart, 1995)<sup>184</sup>. Flaminia Paddeu montre que l'environnementalisme « naturaliste », qui vise à préserver les milieux naturels dans une ontologie dualiste, a parfois été qualifié d'« environnementalisme des riches » (Guha et Martinez-Alier, 2012) puisque ses participants sont majoritairement des hommes blancs issus des classes moyennes. C'est ainsi que les premières mobilisations écologistes de masse, antinucléaires, ont été considérées comme ontologiquement différentes du mouvement ouvrier, la référence (Touraine, Wieworka et Dubet, 1984), et symboliquement éloignées des préoccupations et des intérêts des classes populaires. Lorsque le mouvement des Gilets Jaunes démarre en France en 2018, il est analysé pendant plusieurs mois sur la base d'une idée bien connue : on ne pourrait pas, lorsque l'on est dans la précarité économique et sociale, se soucier à la fois de « la fin du mois » (la survie) et de « la fin du monde » (la catastrophe environnementale), puisque cela nécessiterait un effort d'abstraction impossible dans certaines conditions matérielles. Cette lecture sépare a priori les mobilisations écologistes récentes et les mouvements de protestation perçus comme plus populaires, ou du moins associés au retour des motifs *économiques*. Ces lectures mettent en évidence des convictions bien ancrées sur le désintérêt à l'écologie des classes populaires, tandis que la sociologie de l'engagement met à jour une « dépossession » écologique de ces dernières, montrant en réalité une résistance au cadrage dominant de la question (Comby, 2015). Un tel moment politique démontre en tout cas le hiatus potentiel entre les « bonnes pratiques environnementales » ou encore les « injonctions

---

<sup>184</sup> Pour le spécialiste des sciences politiques Ronald Inglehart, la rapide croissance économique depuis la Seconde guerre mondiale avait satisfait les besoins matériels et les attentes de la grande majorité de la population par la création d'une société de consommation de masse. Les études d'opinion montraient alors un désir toujours plus grand de poursuivre des objectifs dits « postmatérialistes », comme jouir d'un environnement qui soit beau et propre. L'écologisme était ainsi interprété comme le signe d'une prospérité enfin atteinte.



écocitoyennes » (Grossetête, 2019) valorisées dans le cadrage dominant des années 2000, et certaines positions de classe, populaires et moyennes, rurales et périurbaines.

Plus encore, on observe une adéquation entre les dispositions morales des classes moyennes culturelles et les préceptes écologiques. La construction de la question écologique comme un problème public repose, depuis les années 1990 jusqu'à la fin des années 2010, sur un récit dominant délivré par les décideurs politiques ainsi que des journalistes, des climatologues et des statisticiens proches du pouvoir. Les tenants de ce récit sont l'individualisation de la responsabilité écologique et la possibilité de réaliser un ensemble d'ajustements conjoncturels au sein du système dans lequel nous vivons. Les termes choisis pour qualifier l'enjeu et les réponses que l'on sélectionne pour y répondre sont conformes à l'ethos dominant des classes moyennes et supérieures, voire à leurs intérêts de classe (Comby, 2017). Le label « écocitoyen » génère aussi des profits de distinction pour les fractions stables des classes populaires, car une partie de leur sociabilité se trouve dans des strates supérieures et qu'elles sont dans une trajectoire de mobilité ascendante. Dans d'autres fractions des classes populaires, à l'inverse, la disqualification de la morale écologique est souvent une disqualification des élites, et révèle une déception à l'égard des décideurs. La vertu écologique officielle ne résonne pas avec les préceptes moraux valorisés par les classes populaires. Elle est critiquée en raison de son coût financier ou parce qu'elle est perçue comme un attribut d'autres groupes sociaux. Ainsi, les classes populaires résistent aux cadrages dominants de l'écologie plus qu'elles ne nient la réalité et les conséquences du bouleversement climatique. Plusieurs travaux montrent par exemple l'adhésion populaire au principe des « petits gestes » du quotidien, notamment l'importance de ne pas gaspiller (Comby, 2015). Cette morale autour de la sobriété se retrouve chez les « désargentés » ayant grandi dans un contexte populaire. Les enquêtes montrent qu'il y a une propension des classes populaires à faire primer la justification budgétaire sur la justification écologique pour réaliser des économies d'énergie, ce qui ne les empêche pas de formuler des analyses sur le bouleversement environnemental. Le rapport aux différentes morales écologiques dépend de l'espace des prises de position de l'entourage : parmi les trajectoires des frères et sœurs, l'adhésion à l'écologie fonctionne comme un signe d'appartenance aux classes moyennes et est associée à un vote à gauche (Grossetête, 2019).

Pourtant, on observe un double mouvement : l'arrivée de nouveaux profils dans les mobilisations écologistes, et l'intégration des préoccupations sociales dans les univers de motivations des militants.

D'abord, à partir des années 2010, la recherche met davantage à jour des engagements populaires en faveur de l'écologie qui auraient été négligés car faisant référence à des revendications perçues comme moins universelles et désintéressées. C'est le point de départ de l'économiste Joan Martinez Alier, qui analyse de façon comparative et macrologique les mouvements de résistance des marges urbaines des Nord et des Suds. Il montre que la défense de l'environnement est plurielle, et que pour des populations dont les conditions économiques sont plus précaires, elle prend la forme de revendications matérielles très fortes, renvoyant à la santé publique ou à des questions de survie (Martinez Alier, 2014). Sur le plan des valeurs et de la présentation de soi, la référence à l'écologie en tant que telle est parfois peu revendiquée (Rouadjia, 2020). D'autres rapprochements sont à l'œuvre : les « marches pour le climat », par exemple, si elles restent marquées par la présence forte des classes moyennes culturelles, voient l'arrivée des classes moyennes voire supérieures du privé (Gaborit, 2021), montrant un rapprochement entre fractions culturelles et économiques, ce que note également Nicolas Brusadelli au sujet d'Alternatiba (2018).

Enfin, on observe dans les expériences quotidiennes des collectifs écologistes des convergences avec des mouvements orientés vers la défense des travailleurs, tandis que dans les franges les moins institutionnelles du mouvement écologiste, la question sociale, autour des inégalités, est intrinsèquement liée à l'urgence écologique. Plusieurs chercheurs notent ainsi une convergence des motifs dans des luttes qualifiées de « socio-écologiques » (Gezon et Paulson, 2004 ; Grisoni et Némoz, 2017), ou « écologico-distributives » (Guha et Martinez Alier, 1997), qui font converger justice sociale et justice environnementale. L'imputation des causes du changement climatique à des responsables aide également à révéler des intérêts de classe antagonistes qui vont tendre à s'accroître au fur et à mesure de la gravité des impacts (Keucheyan, 2014). La crise climatique est de plus en plus replacée dans le système politique et économique qui l'a rendue possible, et les grands pollueurs (qu'il s'agisse de multinationales ou plus généralement, des classes les plus privilégiées) sont interpellés (Laigle, Moreau, 2018). La répartition des causes montre l'influence prédominante des modes de vie des classes aisées, tandis que la répartition des impacts est fortement concentrée sur les plus précaires (Cornut *et al.*, 2007).

A la faveur de ces différents déplacements, la question des rapports de classe à l'écologie et *dans* les mobilisations écologistes est particulièrement mise en lumière. Derrière un mot d'ordre programmatique de prise en compte des inégalités sociales, les mouvements écologistes gardent une composition largement faite des classes moyennes à capital culturel élevé, ce qui pose la

question des alliances de classe réellement possibles. Le constat général demeure : l'engagement écologiste est en adéquation avec les dispositions des classes moyennes supérieures, notamment culturelles. L'écologie fonctionne comme un marqueur culturel des classes moyennes, que certaines fractions des classes populaires rejettent. Or, les trois lieux défendus se trouvent dans des zones d'habitat marquées par la présence des classes populaires, parfois paupérisées, souvent issues de l'immigration. On examinera dans ce chapitre le rapport des militants des collectifs écologistes aux classes populaires locales au prisme de la classe ainsi que de l'ethnicité et de la religion (I), puis le cas spécifique d'un collectif d'obédience populaire favorable au projet d'aménagement combattu par les écologistes (II).

## I. Les habitants en étau : comment la question de l'inclusion des classes populaires travaille les collectifs<sup>185</sup>

Les militants écologistes effectuent des tentatives de jonction plus ou moins abouties avec les habitants issus de milieux plus populaires. On montrera qu'ils se trouvent en compétition avec les aménageurs publics ou privés qui eux aussi ambitionnent de cibler les classes populaires, parfois avec succès. Dans d'autres cas, les classes populaires sont considérées comme des « classes dangereuses » peu soucieuses d'écologie.

### 1. A la Corniche des Forts, un rapport ambivalent aux classes populaires

De façon générale, les militants de Romainville conçoivent les habitants populaires comme indifférents aux enjeux écologiques, voire hostiles aux « bonnes pratiques ».

Pendant une réunion de février 2019, Michel, ancien employé et Sophie, ancienne professeure de lycée, conviennent de « boiter » ensemble aux Lilas, le lendemain à 14h. Michel propose de le faire dans une cité.

*Stéphane : Ah non, il ne faut pas dire que les gens n'en ont rien à foutre, c'est n'importe quoi !*

*Pili : Justement les classes populaires il faut leur en parler, souvent ils étaient pour la base de loisirs, leur argument, c'est toujours les jeux pour les enfants, c'est gratuit (...) moi en tant que militante ça m'intéresse justement, de les conscientiser là-dessus !*

On retrouve l'idée d'une prise de conscience qu'il faudrait inciter dans les esprits des classes populaires. Plus tard, je demande à Michel si les diffusions dans les deux cités du coin, la cité Gagarine et la cité Langevin, leur ont apportés des curieux :

---

<sup>185</sup> On se concentre ici sur les collectifs de Romainville et de Gonesse, le groupe de la Courneuve étant moins marqué par la présence des classes moyennes et n'étant pas travaillé par les mêmes enjeux. Les enjeux spécifiques à la situation du collectif de la Courneuve en termes de rapports de classes sont traités ailleurs, en chapitre 3 et en dernière partie de celui-ci.

*Michel : Alors, les jeunes des cités, le truc c'est que les gaz à effet de serre ça leur parle pas. La pollution, si, un peu, pour les enfants. C'est toujours sur les enfants, s'ils savent que les endroits où vont leurs enfants sont pollués, là oui ils aiment pas. Mais pour eux tout est perdu d'avance.*

Il est intéressant de voir le découplage que Michel opère ici entre « gaz à effets de serre », que les habitants des cités ne comprendraient pas, et « pollution », qu'ils comprendraient : les deux idées ne sont séparées que par le vocabulaire. De la même façon, la préoccupation pour les enfants semble être présentée comme une caractéristique spécifique aux parents des quartiers populaires. Elle semble évoquer une vision de l'écologie trop individualiste. Les militants écologistes sont pourtant prompts à évoquer, eux aussi, le sacrifice de l'avenir de leurs enfants, jusque dans les graffitis laissés sur la palissade. Michel évoque néanmoins l'origine potentielle de ce désintérêt relatif envers l'écologie en disant que « pour eux, tout est perdu d'avance », faisant référence à un découragement plus global envers les arènes politiques institutionnelles. Halla, ancienne employée et Oleg, ancien fonctionnaire, opèrent eux aussi en entretien des classements symboliques autour de l'écologisme, validant l'opposition bien médiatisée en 2018-2019 des « gilets jaunes contre gilets verts », de la « fin du monde » contre la « fin du mois » :

*Oleg : De toute façon, c'est pas compliqué, un écolo c'est... Quand le prix de l'essence augmente, l'écolo il se réjouit parce que ça va être l'occasion d'utiliser moins la voiture pour tout le monde (H : Oui, c'est le test). C'est un test, qui est écolo et qui ne l'est pas vraiment. Et puis il y a les arbres. Un écolo, quand on touche à un arbre, ça lui fait mal.*

Ils insistent sur la souffrance causée par la perte des arbres, ce qui leur donne d'ailleurs une occasion de se distinguer des militants de la Courneuve, qui eux, d'abord communistes, seraient moins écologistes puisque que voir des arbres déracinés ne leur arrache pas le cœur. Halla évoque les familles qui font des barbecues sur la pelouse à côté d'eux : « C'était des beaufs. Si j'avais un qualificatif, ce serait ça, c'est la beauferie quoi. C'était la beauferie, de faire des barbecues sous les arbres et tout ça, tu vois ? Mettre sa bagnole à côté sur la pelouse, ouais c'est n'importe quoi, ça c'est la beauferie ». Ils pointent ici un manque de savoir-vivre et une forme de défaut moral. Ces pollutions *visibles*, à l'image des déchets dans les bois, sont fortement critiquées par les enquêtés issus de milieu populaire et suscitent l'indignation en entretien, ce qui contribue, selon Jean-Baptiste Comby, à perpétuer une opposition entre les représentations du pauvre comme associé à la saleté et la vulgarité, et du riche comme raffiné

et propre, alors même que les pollutions générées par le style de vie des classes supérieures sont beaucoup plus importantes et nuisibles (Comby, 2015). Ces enquêtés opèrent un jugement similaire sur la pratique de brûlage de pneus lors des manifestations, ou encore de voitures dans le cadre de pratiques émeutières, en particulier dans le cas des Gilets Jaunes et des émeutes dans les banlieues<sup>186</sup> :

« Pff, non, en général les bagnoles qui brûlent, c'est en bas des HLM et des gens qui habitent dedans. Enfin bref, non mais franchement, non non, ça a aucun sens quoi. Brûler des pneus ? Punaise c'est pire que dégueulasse quoi. Ah oui, ah oui, y'a ça aussi. Moi à chaque fois que je vois des pneus qui brûlent ou même des palettes, je trouve ça débile, sauf si la personne a besoin de se réchauffer, tu peux faire brûler une palette sur la route, oui c'est pas un problème mais... À chaque fois qu'il y a des luttes sociales, les pneus (...) Quand tu vois les fumées noires, là, toi, t'y penses pas ? »

Extrait d'entretien avec Halla, 5 novembre 2019

Un dialogue en réunion permet d'approcher le rapport des Irréductibles aux jeunes d'origine populaire du coin. Sophie raconte qu'Yvette et Rose<sup>187</sup>, deux sympathisantes âgées, ont été « gazées » à la bombe lacrymogène, par des « méchants soudoyés par la mairie », « des jeunes en cagoule ». Joyce, un jeune documentariste, a été menacé de mort un matin : « Tire-toi ou je te plante », une phrase dont le son est enregistré par sa caméra, activée à ce moment-là. Pour Pili, ce sont des « voyous » aux « pratiques mafieuses » intimidantes. Sophie aurait été menacée par des voisins l'informant que des « jeunes cagoulés » les attendraient devant l'immeuble par lequel ils passent pour se rendre dans la forêt. Un autre l'a prévenue qu'ils allaient se faire « casser la gueule ». Une autre fois, le lendemain d'une opération de « boitage », une militante s'enquiert de savoir si Michel et Sophie ont été « embêtés ».

Les inquiétudes suscitées par les jeunes du quartier rejoignent souvent une discussion en filigrane sur la corruption au niveau de la commune. Les Irréductibles font état de procès-verbaux pour stationnement qui leur auraient été distribués de façon abusive. Un adjoint à la commissaire des Lilas aurait eu un terrain municipal à Romainville pour une bouchée de pain. Lester, lui, a remarqué qu'aux vœux de la maire, les jeunes du quartier faisaient la bise aux élus et les tutoyaient souvent. Les Irréductibles se demandent si toutes ces données ne mériteraient

---

<sup>186</sup> Gérard Mauger montre en outre que la figure du « beauf » est une entreprise de disqualification de la classe ouvrière, associée hâtivement au vote Front National et à l'anti-intellectualisme (Mauger, 2018).

<sup>187</sup> Je ne suis pas en mesure ici de situer Yvette et Rose, qui n'ont été rencontrées qu'à travers des récits rapportés et venaient rarement en réunion ou sur le terrain après les événements.

pas un article dans *Le Canard Enchaîné*, *Médiapart* ou *Bastamag*. Une vive discussion permet d'éclairer ces tensions dans le rapport aux habitants alentour, notamment des cités. Rachid, un sympathisant, est convoqué au Tribunal de Grande Instance pour injure après s'être « pris la tête » avec un flic municipal. Lisa lance timidement : « *On peut parler de justice de classe mais là il y a aussi une justice raciale* ». A la table, les militants, au premier plan desquels Halla et Oleg, ont une réaction assez virulente : « *Non ! Ça n'a rien à voir !* ». Lisa se renfroge : « *Je pose la question ! Chaque fois que je parle on me coupe...* ». Halla résume d'un ton péremptoire : « *Y'a zéro discrimination comme celles que tu dis. Chez les flics y'a autant de Maghrébins* ». Pour Stéphane, il s'agit surtout d'une discrimination sur des motifs politiques : Rachid est une figure du quartier, et lutte contre les expulsions locatives avec le DAL (Droit au Logement). Pour lui, c'est une épuration sociale et ethnique qui s'organise à travers les processus de rénovation urbaine des cités alentour (propos pour lesquels il a été attaqué en diffamation par la maire de Romainville). Lors de l'expulsion d'une famille sénégalaise, ils se souviennent de la scène avec les policiers : « *C'était extrêmement violent, il s'était fait péter les doigts* ». Stéphane reconnaît qu'il est « *peut-être protégé* » par sa fonction, car il n'a jamais vécu telle scène ni été convoqué, bien qu'étant « *de toutes les luttes* ». Sophie renchérit : si Rachid avait été cadre d'entreprise, les choses auraient sans doute été différentes. Néanmoins, le sujet d'une discrimination partiellement raciale provoque de vives levées de bouclier. Un certain nombre de considérations se cristallisent donc autour de la figure du « jeune de banlieue cagoulé ». Par ailleurs, Halla et Oleg sont connus pour leur engagement « laïc » et leur virulence envers l'Islam, qui leur a valu une exclusion du parti des Verts à la fin des années 2000. Au rendez-vous du parc, en avril 2019, François hèle Oleg : « *Regarde ce qui arrive, ça va t'énerver* ». Oleg sourit mais reste discret et Halla pince un peu les lèvres en regardant ailleurs. Deux femmes voilées d'un hijab passent à côté de nous.

Du côté des Négociateurs, on trouve une position ambivalente : disposés à exprimer une certaine condescendance de classe par rapport aux « loisirs » et « installations ludiques » qui pourraient intéresser les familles des classes populaires, notamment destinés aux enfants, ce sont aussi eux qui analysent en détail la question de l'accès aux activités prévues dans le parc.

Ils dénoncent notamment la préférence pour des loisirs chers, comme la pratique du poney et de l'accrobranche, et rappellent la destruction du terrain de basket de la cité Gagarine :

« Poser la question des loisirs destinés spécifiquement aux jeunes des cités, dans un contexte de violences entre bandes. Rappeler la destruction du terrain de basket de la cité Gagarine (situé juste en face de la Villa Natura, le terrain est maintenant à construire). Un parc de skate/roller ne serait-il pas plus judicieux que du poney ? »<sup>188</sup>

Ils notent également le manque de représentativité de la population dans les brochures et supports de communication sur le projet d'aménagement : « Au passage, faire remarquer que sur l'illustration de couverture du projet, il n'y a que des familles blanches de la classe moyenne (pas de femmes voilées ou d'enfants de couleur) ».

## 2. Au CPTG : des déclarations d'intention peu implémentées

Sensibles aux problématiques d'injustice sociale et de ségrégation spatiale, les militants écologistes du CPTG s'expriment beaucoup sur la nécessité de « s'ouvrir » aux habitants plus défavorisés, mais peu d'initiatives aboutissent.

Pendant la programmation de la fête des Terres en 2018, l'évènement annuel, Azan, jeune urbaniste, insiste sur la dimension locale de l'évènement, et exprime la volonté d'attirer les habitants des environs, jeunes et moins jeunes. Il propose une programmation mixte avec notamment deux rappers originaires d'Aulnay-Sous-Bois. Pendant l'hiver de la même année, Rainer, consultant en appui aux transitions écologiques et directeur d'association, propose de faire du porte-à-porte en « surfant sur l'ambiance actuelle, une mobilisation citoyenne assez intéressante ». En février 2019, une jeune artiste militante s'exprime en réunion : « Je trouvais ça super qu'on fasse davantage avec les jeunes de Gonesse, des projections le soir peut-être ». En juin 2019 lors d'une réunion, Jo propose ainsi de faire un cours d'été sur le triangle pour les

---

<sup>188</sup> Citations issues de notes internes des Défenseurs en vue de la préparation d'une réunion de concertation, fournies par Sylvain.



enfants de Gonesse : « *Oui les parents seraient super contents que leurs gamins traînent plus dans la rue* ».

Le vocabulaire utilisé pour parler de ces futures rencontres a souvent trait à la sensibilisation et à la pédagogie. En juin 2019, lors d'une réunion d'organisation d'un blocage de chantier. Didier Deylpirou, porte-paroles des Verts du 93, s'exprime ainsi : « *On est sur cette action depuis, ça fait quoi, plus d'une dizaine d'années hein (...) On a essayé de sensibiliser les populations, parce qu'on a des centres-villes qui se dévitalisent, qui sont dépossédés de leurs commerces de proximité* ». Daria, jeune désobéissante, aimerait dormir en ville à Gonesse la veille du blocage, pour pouvoir « *communiquer* » avec des habitants puis venir à pied avec eux. En réunion, le 13 novembre 2019, Michèle, ancienne syndicaliste de 76 ans parle de sa vision de la randonnée que le CPTG organise : « *Je voudrais qu'on ait une démarche envers la population locale pour contrer le maire, avoir un peu de pédagogie pour ce territoire qu'ils ne connaissent pas. Concrètement : mettre les tracts dans les boîtes aux lettres, les rencontrer* ». Un autre militant commente : « *C'est magnifique, magnifique* ». Pendant les rassemblements de juin 2019, il est question de faire un stand d'information CPTG au centre-ville de Gonesse pour sensibiliser, là encore, les habitants dans un endroit passant. En juin 2019, Etienne, avocat, parle de « *retisser* » un lien avec les populations locales, avec l'idée d'un programme commun aux élections municipales : « *Ce serait super beau : un projet porté par des jeunes de Gonesse et d'Aulnay* ». Cette attitude rappelle le « *snobisme éthique* » des dominants, spécifiquement incarnés dans le cas des petits-bourgeois, selon Bourdieu, par la *pédagogie* qui instaure un rapport de domination morale (Bourdieu, 1979, p. 532). Les idées de rassemblement encensées (« *super beau* », « *magnifique* ») renvoient à une certaine esthétisation des classes populaires.

A Gonesse, le travail d'inclusion des habitants d'origine populaire dans le collectif se heurte au ciblage de ces derniers par les aménageurs. Les porteurs de projet d'Europacity se positionnent en sauveurs des banlieues, y amenant emplois et démocratisation culturelle. L'emploi est l'argument d'autorité dans des zones où le taux de chômage dépasse les 30%<sup>189</sup>. Europacity mène pour cela une campagne de communication intense auprès des acteurs économiques mais aussi des jeunes du coin, en façonnant un récit autour de trajectoires individuelles couronnées de succès, voire exceptionnelles, de jeunes « *du coin* », s'appuyant sur leur espoir d'ascension sociale. Ainsi, Europacity s'engage en 2019 à financer des permis de conduire à 150 euros pour les jeunes du Val d'Oise, contre 70 heures de travail bénévole sur les dangers de la route.

---

<sup>189</sup> C'est le cas de certains quartiers prioritaires de cette partie du Val d'Oise.

Europacity organise et finance, en 2018, un tournoi de football à Roissy-en-France. Les équipes viennent de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise : Gonesse, Montfermeil, La Courneuve, Grigny, Aulnay. Les vainqueurs partent en Russie pour assister à la coupe du monde de football - Moussa Sissoko, originaire d'Aulnay, devient ambassadeur du projet alors qu'il est centre de l'équipe de France. Alliage & Territoires, le maître d'ouvrage, parraine les futurs entrepreneurs de banlieue avec une formation professionnelle intensive suivie par douze jeunes du Val-d'Oise et de Seine-Saint-Denis à La Défense, le tout dans un programme de démocratisation de l'entrepreneuriat des jeunes des quartiers populaires.

Au cours d'un débat hébergé par *Médiapart*, le 23 mai 2018, David Lebon, directeur du développement d'Europacity, déclare : « *Vous pensez aujourd'hui sérieusement que aller au ski, pour les jeunes de ces quartiers, c'est un rêve absolument interdit ? Vous pensez sérieusement qu'on doit dire à ces gens : y'a des loisirs qui sont pour les riches et des loisirs qui ne sont pas pour vous ? (...) Considérer que tout le monde peut aller à Courchevel faire du ski, eh bien ce n'est pas ma conception des choses (...)* Et honnêtement, si en 2040 on a un champion olympique qui vient de Seine-Saint-Denis, de ski, et bien je pense qu'on aura réussi notre objectif ». Derrière la volonté de démocratiser un sport bourgeois (justice sociale), il mobilise l'opposition entre deux morales de classe : une dimension nécessairement confiscatoire et ascétique de l'écologie, adoptée par les classes moyennes intellectuelles, et le goût pour le plaisir immédiat, compensatoire, des loisirs pour les classes populaires.

Tout en affirmant focaliser toute leur attention sur les intérêts des classes populaires (le football et les voitures), les aménageurs laissent également entendre que leur action contribue à pacifier des territoires qui sinon seraient des poudrières : « *Faut-il craindre un nouveau Villiers-le-Bel ?* » était une des questions posées au maire de Gonesse en interview – on a bien une forme d'instrumentalisation de l'histoire sociale des banlieues, notamment des phénomènes spécifiques de violence et d'anomie (Dubet et Lapeyronnie, 1992), pour appuyer les projets d'aménagement. De leur côté les militants, à coup de contre-études chiffrées, tentent aussi d'attirer leur attention : les chiffres mentent, le nombre d'emploi sera bien plus bas, et les emplois ne seront pas pour les classes populaires locales en raison d'un déficit de qualification.

Les membres du groupe Action apparaissent particulièrement préoccupés par les enjeux sociaux de l'aménagement du Grand Paris, en termes de logement et d'inclusion sociale. Pendant plusieurs années, Laetitia, Kery et Jo en particulier proposent fréquemment de mettre en place des initiatives en direction des habitants de Gonesse et notamment des jeunes, et certaines seront

mises en place. Ces projets sont encouragés sur le papier par le CA et notamment Bernard, mais ne sont jamais considérés comme prioritaires dans l'ordre du jour des réunions. Les militants du groupe Action mettent en avant les problématiques de gentrification, notamment Laetitia. Lors de la phase des blocages de l'été 2019, c'est Jo qui travaille à une jonction avec le mouvement des Gilets Jaunes, pour dépasser le clivage « fin du monde contre fin du mois » et tente de fonder une écologie plus préoccupée des inégalités d'accès aux aménités. Plus tard, en 2020, Jo qui quitte le collectif, un peu amère de l'attitude du CA du CPTG : « *On dit que c'est une priorité mais on ne fait absolument rien* ». La façon dont les membres historiques abordent l'entrée dans certains quartiers, pour tracter, par exemple, l'agace : « *Ils tournent autour du pot, ils ont peur et sont gênés... Ils se compliquent la vie. Il suffit d'aller leur parler normalement* ».

« *Il est possible de faire ce qu'on veut, et d'être qui on veut, au CPTG - pas de changer quoi que ce soit à la ligne générale, car les dissonances politiques ont tendance à passer à la trappe. C'est peut-être une des raisons pour laquelle le contact avec la population des quartiers pauvres autour du Triangle ne s'accomplit pas, alors que pour moi et d'autres, c'est le principal frein à l'essor de cette lutte* »

Discussion avec Jo<sup>190</sup>, peu après son éloignement du collectif, été 2020

Munis d'une expérience commune dans le domaine de l'éducation populaire, notamment autour de Kery, ils défendent cette approche mais sont sommés de l'appliquer en autonomie : les forces collectives de la Convergence, par exemple, n'y sont pas allouées. Ce désaccord est mis en évidence lors d'une réunion informelle du groupe et ses suites : Gérard, initialement membre du CA, rejoint le groupe Action pendant une période assez courte, au moment du démarrage des travaux préliminaires à la gare sur le Triangle, en juin 2019. Laetitia, une jeune militante du groupe, propose en réunion<sup>191</sup> différentes initiatives pour « recoudre » le lieu défendu aux quartiers alentours, notamment au centre-ville de Gonesse, et pour créer des rencontres entre habitants et militants. Son enthousiasme est d'autant plus grand que personne ne lui coupe la parole pour lui rappeler que ce n'est pas la priorité, comme cela peut parfois être le cas pendant les réunions de Convergence desquelles l'ordre du jour est déjà fixé précisément en amont :

---

<sup>190</sup> Jo est une femme médecin d'une trentaine d'années.

<sup>191</sup> La réunion, conformément aux pratiques organisationnelles du groupe Action, se déroule dans un contexte informel dans un bar, le 28 juin 2019, et dure plus de trois heures.

Laetitia : *Du coup y'avait cette idée de signifier notre présence bien plus largement, notamment ça semble légitime au vu du projet CARMA qu'on soutient, des actions absolument pas agressives ou conquérantes vis-à-vis des habitants, bien au contraire on serait vraiment dans l'exemplarité, on réaffirmerait notre bon visage on va dire, par des actions massives et belles, comme par exemple aller ramasser les déchets dans toute la ville de Gonesse (...) Vraiment montrer qu'on est avec les Gonessiens. Le but en fait, c'est pas d'arriver de nulle part comme les petits bobos parisiens qui viennent s'approprier un truc, il faut qu'on inscrive ça dans le territoire et dans le... Enfin à un moment, si on prône un changement social, l'exemplarité c'est quelque chose qui peut être intéressant (...) Il faut élargir nos idées et nos horizons. Parce que le jour où on a la population mobilisée et en connexion avec nous, ce serait génial.*

Kery, Cooper, Johnny et moi-même l'écoutons attentivement. Gérard ne cache cependant pas son scepticisme et finit par l'interrompre :

Gérard : *Les gens les plus défavorisés à Gonesse sont souvent ceux qui sont le plus pour Europacity, alors que c'est ceux qui sont censés être le plus proches de nous (...) Très compliqué hein (...) Faites attention, très compliqué. Faites attention où vous mettez les pieds hein.*

Laetitia : *C'est là que je rebondis... J'en ai pas parlé parce que je sentais que je vous perdais. Y'a plusieurs éléments qui vont dans notre sens. Les effets sur la température – et là tout le monde est en train de canner de chaleur (...) Les Gonessiens on les aura pas sur l'écologie. Par contre y'a un caractère social qui est énorme, et ce que ça annonce cet Europacity c'est une gentrification de ouf, et on sait très bien que leur but c'est de virer encore un peu plus loin les populations pauvres. Parce qu'une fois qu'il y aura Europacity, le prix de l'immobilier il va flamber, les petits commerces ils vont fermer, et les gens ils vont perdre leur taff, ils pourront pas acheter leur logement, enfin bref. Il y a un discours social autour de la gentrification à faire bien plus que ce qui n'a encore été fait.*

Gérard : *Ouais mais... Ils vendent du rêve, et le rêve, ça marche.*

Pour lui, il faut faire « très attention » dans ces endroits, « très très attention » et être « prudents » dans nos projets. Il sous-entend que les membres du CA, plus anciens, connaissent mieux la situation locale et la possibilité d'une réelle action de ce type, mais ne détaille pas. En coupant ainsi Laetitia, il brise quelques règles implicites (et parfois explicites) du groupe Action : celle de laisser chacun et chacune s'exprimer librement, en tenant compte des biais qui limitent parfois les prises de paroles des femmes, d'autant plus des jeunes femmes, ainsi que l'attitude générale bienveillante qui se doit d'accompagner chaque proposition. Cooper

intervient pour dire son appréciation des idées de Laetitia. Gérard, sentant qu'il outrepassé le fonctionnement du groupe, se tait et semble bouder. Le samedi suivant, nous recevons tous un e-mail sur nos boîtes de réception sécurisées dédiées au travail du groupe Action. Gérard nous y met en garde dans un long développement : Laetitia est enthousiaste, pleine d'énergie, mais il a très peur de certaines de ses idées, notamment le fait qu'elle se « *servirait des mobilisations massives pour aller dans la ville* », parler aux habitants, point qui l'avait déjà piqué en réunion. Il pense avoir exclu Laetitia des destinataires en envoyant son message à la boucle du groupe Action, sous-estimant ainsi son rôle puisqu'elle fait partie des destinataires principaux à ce moment-là. La réponse directe de Laetitia et l'embarras de Gérard closent l'incident. On voit néanmoins qu'au sein du CPTG, le rapport aux classes populaires préoccupe les militants et peut se muer en objet de clivage entre différentes fractions de militants, notamment entre ceux du groupe Action et ceux du CA.

Le second lieu commun sur les jeunes habitants populaires est la croyance en leur instrumentalisation par les pouvoirs publics. On trouve ce thème chez les militants du CPTG et ceux de Romainville : des jeunes de cité, influençables, seraient recrutés par les mairies pour intimider les militants écologistes. Les deux luttes ont chacune leur version. A Romainville, ce sont des « *petites frappes* » payés par des adjoints pour constituer un service d'ordre. A Gonesse, ce sont de « *petites mains* » ou des « *gros bras* » du maire, manipulés par le pouvoir local. On repère une certaine déshumanisation dans les termes : « *hommes de main* », « *pantins* ». Les soutiens populaires au projet Europacity sont nécessairement manipulés ou mal informés, et on postule une absence de discernement et de libre-arbitre de leur part. On remarque aussi la mention systématique du corps : dans tous ces qualificatifs, les personnes visées ne sont plus qu'un corps ou un outil. Gérard, du CA du CPTG, aime à convoquer des imaginaires sur les hommes musulmans, qualifiant par exemple les pro-Europacity de « *gros bras aux allures de Benalla* »<sup>192</sup>, qu'il écrit volontairement « *Ben Allah* ». On peut faire l'hypothèse que l'hostilité de la part de certains membres du CPTG, comme Gérard, s'inscrit dans l'intersection de rapports sociaux de classe, mais aussi d'ethnicité et de religion.

Les militants écologistes ont un double biais dans leur considération des habitants favorables aux projets d'aménagements, qui les incite à percevoir ces derniers comme instrumentalisés. Les classes populaires n'auraient pas les capitaux nécessaires pour se renseigner et seraient

---

<sup>192</sup> Cette citation, par mail, arrive peu après « l'affaire Benalla », du nom d'un garde du corps d'Emmanuel Macron.

donc aisément manipulables. A cela s'ajoute un préjugé culturel sur le défaut moral attribué aux hommes maghrébins et supposés musulmans. Les crispations autour de l'Islam, fréquentes dans les deux collectifs, prédisposent certains militants à percevoir ces jeunes hommes comme manipulables au profit d'un grand projet. L'hostilité à leur égard est ancrée dans une intersection entre les rapports sociaux de classe, d'ethnicité et de religion. Ces hommes font l'objet d'un traitement spécifique et sont à plusieurs reprises décrits comme menaçants par des membres du CPTG. Ainsi, lors de la réunion publique du 31 janvier 2018 à Gonesse<sup>193</sup>, des habitants du département favorables à Europacity viennent avec des tee-shirts noirs portant la mention « Oui au Triangle de Gonesse » sur le devant et de grandes banderoles, et s'asseyent tous ensemble au fond de la salle. Plusieurs militants du CPTG me décrivent leur présence comme assimilable à celle d'un service d'ordre intimidant, la tenue coordonnée à la manière d'un uniforme accentuant cette impression. On peut supposer ici que ces hommes ne respectent pas les normes de participation à la concertation des militants écologistes (Dechézelles, 2018). Ces derniers viennent également en groupes mais préfèrent répartir leur présence dans la salle. On sait que les hommes maghrébins, dans la prégnance des représentations coloniales, peuvent encore être perçus comme ayant une masculinité déviante, associée à des violences incontrôlées (Feuilleye, 2021)<sup>194</sup>.

Différents rapports aux classes populaires habitantes structurent les luttes écologistes en banlieue parisienne. A Romainville, la défense de la forêt est peu articulée aux enjeux sociaux et les classes populaires voisines sont considérées comme indifférentes à l'écologie. L'écologie fait l'objet d'une lutte de définition, certains militants en défendant la « bonne » version dans une double stratégie de distinction, d'abord par rapport à une fraction de la gauche communiste perçue comme « beauf » et par rapport à des fractions paupérisées des classes populaires, recoupant une ligne de partage ethnique fantasmée. A Gonesse, les classes populaires locales sont peu intégrées à la lutte mais font l'objet de discussions très régulières au sein du collectif, qui divisent parfois les militants. Elles sont également visées par les stratégies des aménageurs. « Parlées » par les deux camps, écologistes et aménageurs, elles appuient les rhétoriques de tous (Bourdieu, 1977). Critique de cette configuration, un petit collectif se forme pour soutenir le projet Europacity, et en creux, éclaire les rapports de classe autour de l'écologie.

---

<sup>193</sup> La réunion se passe dans le cadre de l'enquête publique sur la DUP du projet d'aménagement de la ZAC, du 8 janvier au 21 février 2018.

<sup>194</sup> A caractéristiques égales, les minorités sont surcontrôlées également dans le cadre d'un contrôle au « faciès » comprenant toutes les composantes de l'origine apparente, dont le sexe, l'âge, la couleur de peau, l'habillement, notamment les Maghrébins (Jobard et al., 2012).

## II. « Vrais gens » du territoire ou « petites mains » du pouvoir : le cas d'un collectif d'habitants qui se mobilise pour un grand projet

Les « vrais gens » sont un petit groupe d'habitants du Val d'Oise, de Gonesse, Goussainville ou encore Aulnay-sous-Bois, qui s'organisent en collectif fin 2017 dans le but de soutenir le projet Europacity. Leur nom, « Collectif des Vrais Gens », fait état de leur frustration à « être parlés » par d'autres acteurs qu'eux-mêmes, au premier plan desquels les écologistes. Le collectif est composé d'une dizaine de personnes, qui trouvent en soutien 200 à 300<sup>195</sup> habitants du Val d'Oise ou de Seine-Saint-Denis. Ils sont soutenus par certains acteurs publics locaux qui soutiennent fermement le projet Europacity, comme le maire de Gonesse Jean-Pierre Blazy et différents conseillers municipaux, le maire de Goussainville Abdelaziz Hamida<sup>196</sup>, ou encore la première adjointe au maire de Villiers-le-Bel Djida Techtach, la conseillère Leila Abdellaoui, Marie-Christine Cavecchi, présidente du conseil départemental du Val d'Oise et adjointe à Franconville, la communauté d'agglomération Roissy Pays de France et différents acteurs économiques liés au Grand Roissy, la CCI du Val d'Oise et son président Pierre Kuchly, mais également des acteurs politiques longuement liés à l'histoire sociale des banlieues, comme Ali Soumaré, conseiller régional PS de Villiers-le-Bel et porte-parole des familles lors des émeutes qui y ont eu lieu en 2007. Les principaux membres des « vrais gens », cités dans les textes et déclarations publiques, ont entre 40 et 60 ans et sont bien intégrés dans le tissu économique, associatif ou politique local. Ils ont participé aux réunions publiques à différents stades du projet (concertation organisée par Europacity au printemps 2017, enquête publique sur la révision du PLU juste après, enquête publique début 2018). C'est souvent la concertation organisée par les équipes d'Europacity qui a marqué le début de leur engagement.

Comme les « vrais gens » ont seulement été rencontrés quelquefois aux côtés du CPTG, et n'ont pas fait l'objet d'une enquête ethnographique, j'ai cherché à approfondir les hypothèses sur la dynamique des rapports sociaux de classe qui se jouaient dans leur soutien au projet Europacity et leur opposition aux « écolos » via une analyse de discours en utilisant les médias sociaux. La

---

<sup>195</sup> L'estimation est faillible, on trouve 200 personnes environ sur un rassemblement public organisé par les « vrais gens » en octobre 2019, mais 400 participants à la réunion publique de contestation de la décision de l'abandon d'Europacity.

<sup>196</sup> Abdelaziz Hamida est le fils d'un maçon marocain. Il a été président du club de football de Goussainville, où il est né, et a ouvert plusieurs boulangeries en ville. Il est élu maire de Goussainville en 2020 en candidat indépendant. Il fait l'objet d'une campagne de diffamation en 2019 des médias *Marianne* et *Valeurs Actuelles*, qui affirment que le candidat est fiché S pour des activités prosélytes et surveillé par les renseignements pour islamisme radical (et mentionnent également que sa femme porterait le voile intégral). Il remporte le procès en diffamation en mars 2021.

petite taille du collectif, dont le cœur est formé d'une demi-douzaine de personnes, permet une proximité certaine entre les discours tenus sur Twitter et les propos authentiques des membres, d'autant plus que le style utilisé est assez libre et familier. Le fonctionnement du réseau social, basé sur la réaction et l'immédiateté, permet assez bien de détecter certains positionnements de classe et notamment les *dégoûts*, moins policés que dans une intervention publique. Il faut également noter que les données extraites de Twitter sont nécessairement teintées par la période de réaction à *l'abandon* du projet, qui a suscité une plus grande présence des « vrais gens » sur le réseau social. Le corpus sur lequel je m'appuie inclut aussi des mini-vidéos tournées par les soutiens locaux aux « vrais gens », dans lesquelles ils expriment en une minute ou deux leurs motivations, une revue de presse nationale et locale sur la période 2017-2020, ainsi que des interventions de membres, habitants ou élus en réunion publique.

Encadré 20 : Méthodologie de l'analyse textuelle de discours du « Collectif des vrais gens »

Le corpus est constitué de plusieurs centaines de *tweets*, c'est-à-dire de petits textes qui parlent des positions des « vrais gens » ou qui réagissent à des annonces du gouvernement ou à des publications du CPTG. J'ai utilisé l'ensemble de la tonalité du contenu du compte Twitter « officiel » du « Collectif des vrais gens », pendant sa période d'activité (de 2017 à 2020), en excluant quelques *tweets* portant spécifiquement sur le Covid et en laissant aussi de côté les *retweets* sans commentaires (par exemple, *retweeter* une déclaration de la secrétaire d'Etat à l'égalité femmes-hommes sans rien ajouter), puisque ces derniers ne permettaient pas de faire une analyse de discours à proprement parler. Le matériau brut a été extrait directement de Twitter via une fonctionnalité du logiciel d'analyse qualitative Max QdA. Pour en faire un corpus exploitable, j'ai retiré du document les signes spéciaux que l'algorithme ne reconnaissait pas (comme « # » ou « @ ») puis les fautes d'orthographe assez fréquentes dans les *tweets* et commentaires ont été supprimées pour permettre des analyses de texte, bien que le contraste entre le langage familier utilisé et les interventions en ligne du CPTG et alliés soit aussi un des indices de l'antagonisme de classe que l'on observe ici. Une fois ce texte nettoyé, j'ai utilisé les outils d'analyse textuelle de Max QdA, surtout une analyse de fréquence de mots assez simple<sup>197</sup>. On a alors un compte de chaque mot, en nombre et en pourcentage dans le texte. C'est la mise en forme de ce tableau qui va donner de la matière à l'analyse. J'ai séparé en plusieurs groupes les différents mots selon le sujet auquel ils se rapportaient, de façon à obtenir différents champs lexicaux, comme par exemple le champ lexical associé aux « vrais gens » : comment ils parlent d'eux-mêmes, de leurs revendications et de leurs émotions, ou encore le champ lexical associé aux militants du CPTG et aux écologistes.

Ces champs lexicaux fonctionnent alors comme des *proxys* du rapport aux écologistes du CPTG, du rapport à l'Etat, ou encore du rapport au lieu en tant qu'habitant. Il faut encore faire des regroupements stratégiques de mots pour voir émerger des tendances : ainsi, dans le champ lexical des « vrais gens », je mets ensemble « abandonnés », « délaissés » et « oubliés » comme composants d'un même thème. Ces traitements permettent d'objectiver de façon plus systématique la récurrence de certains thèmes dans le discours.

<sup>197</sup> Pour qu'elle soit plus concluante et plus propre, on aura pris soin de retirer les articles, les conjonctions et les mots de liaison les plus basiques de construction de phrases (le, et, du, etc.).



Au fil de ce travail sur les mots, j'ai relancé la possibilité de petits entretiens avec les membres de ce collectif, ce qui n'avait pas été possible pendant mon enquête ethnographique pour des raisons stratégiques. J'en ai obtenu deux, les récits de Nesrine et Gaoussou venant ici étayer et affiner les grands traits de l'analyse textuelle. Tous deux souhaitent être connus en leur nom, et les autres membres ont aussi pour habitude de parler en leur vrai nom dans la communication publique du collectif. Les autres membres ne m'ont pas répondu, malgré l'aval de Nesrine et mes relances. Comme elle me le précise, « *on est tous passés à autre chose, en fait, c'est surtout ça* ». Certains ont conservé une colère de ne pas être pris au sérieux par les médias à l'époque du conflit et ont mal vécu que certains journaux leur fassent des demandes d'interview *après* l'abandon du projet : « *Vachement énervés que la presse ne vienne que quand le projet est annulé... Là on les intéresse, comme par hasard* ». En tant que sociologue, sur un seul message de premier contact, il est probable que je puisse être associée aux mêmes sphères sociales : ces intellectuels parisiens qui dégradent leur parole, qui plus est en venant après la bataille et la défaite.

On situera d'abord ces primo-militants dans le contexte socio-économique local en mettant en lien leurs trajectoires résidentielles et politiques (1), avant de montrer que leur rapport à la politique est marqué de différentes formes de renoncement (2). C'est seulement à la lumière de ces dernières que l'on peut saisir des aspects de leur vision de l'écologie, marquée par les contraintes d'un antagonisme de classe avec les fractions culturelles des classes moyennes (3).

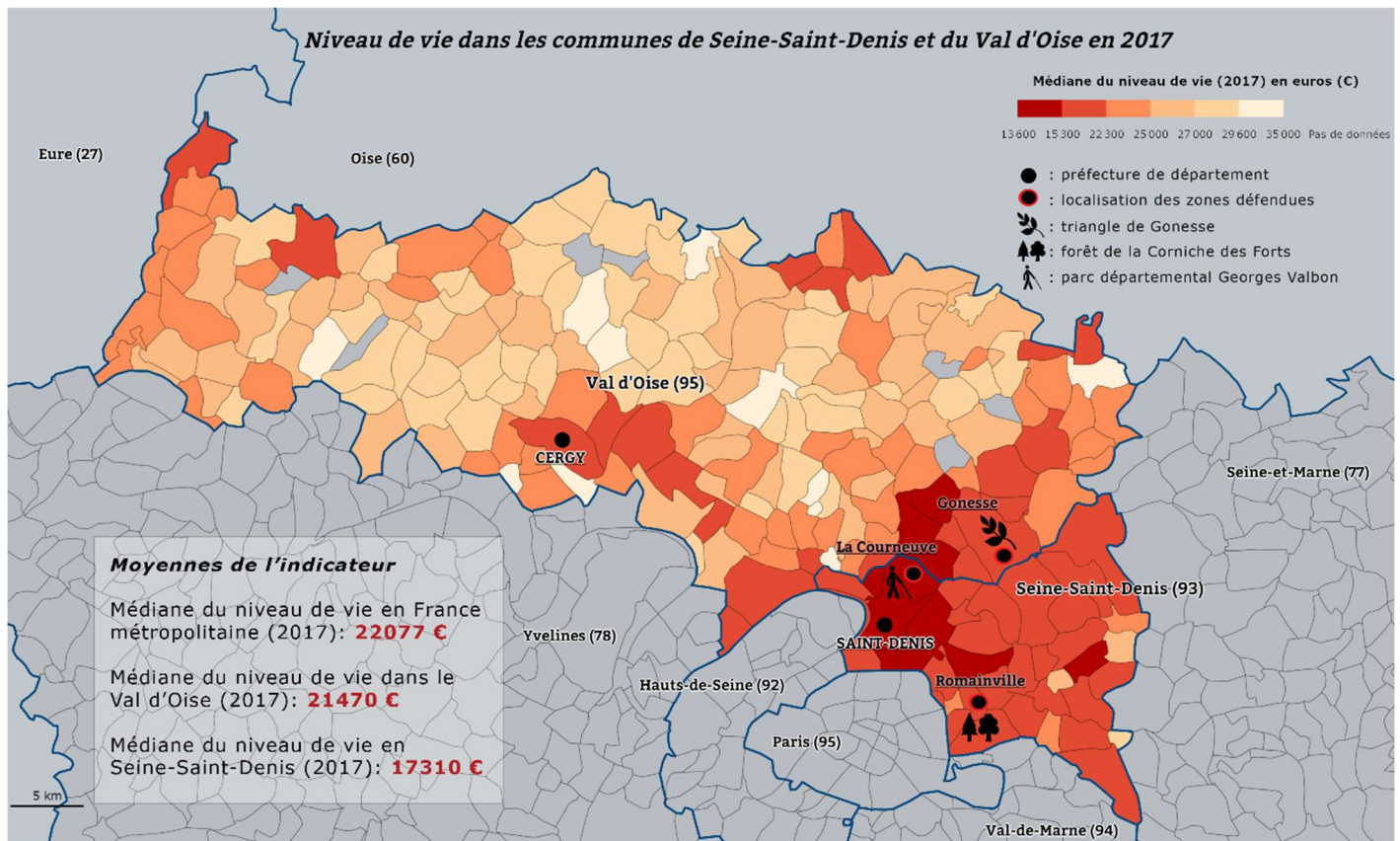
## 1. Situer les « vrais gens » dans le contexte socio-économique local

A Gonesse et dans les communes proches (Garges-Lès-Gonesse, Villiers-le-Bel, Bonneuil-en-France, Aulnay-sous-Bois), les indicateurs socioéconomiques (taux de chômage, taux de pauvreté, niveau de vie, revenu médian) permettent de mettre en exergue une précarité et une pauvreté importantes<sup>198</sup>. Les difficultés économiques sont concentrées dans certains quartiers, en particulier des quartiers prioritaires politiques de la ville. Pour le niveau de vie, l'ensemble ou presque de la Seine-Saint-Denis est en dessous de la médiane métropolitaine (22 077 euros annuels en 2017), avec une accentuation de cet écart autour de Saint-Denis (dont la Courneuve) où le niveau de vie est entre 13 600 et 15 300 euros par an. La médiane départementale pour le 93 (17 310) montre que la situation est généralisée qu'il n'y a pas de grande hétérogénéité infra-départementale, à l'exception de quelques communes qui jouxtent la Seine-et-Marne ou le Val-de-Marne. Au contraire, le Val d'Oise a une médiane qui se rapproche de la nationale (21 470), ce que confirment les écarts importants issus de la projection : une zone de précarité économique parcourt la frontière avec la Seine-Saint Denis, comprenant notamment Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel, Arnouville et Bonneuil-en-France. D'autres poches entourent Cergy-Pontoise et jouxtent la limite avec le département de l'Oise, mais la majorité des communes du 95 ont un niveau de vie au-dessus voire nettement au-dessus de la médiane nationale.

---

<sup>198</sup> Pour tous les détails relatifs à la réalisation des cartes, voir annexe 16. Pour consulter le tableau des sources, se référer en annexe 19. Les choix de discrétisation relatifs aux cartes représentant des variables quantitatives est disponible en annexe 20.

**Carte 1 : Niveau de vie médian par commune en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017**



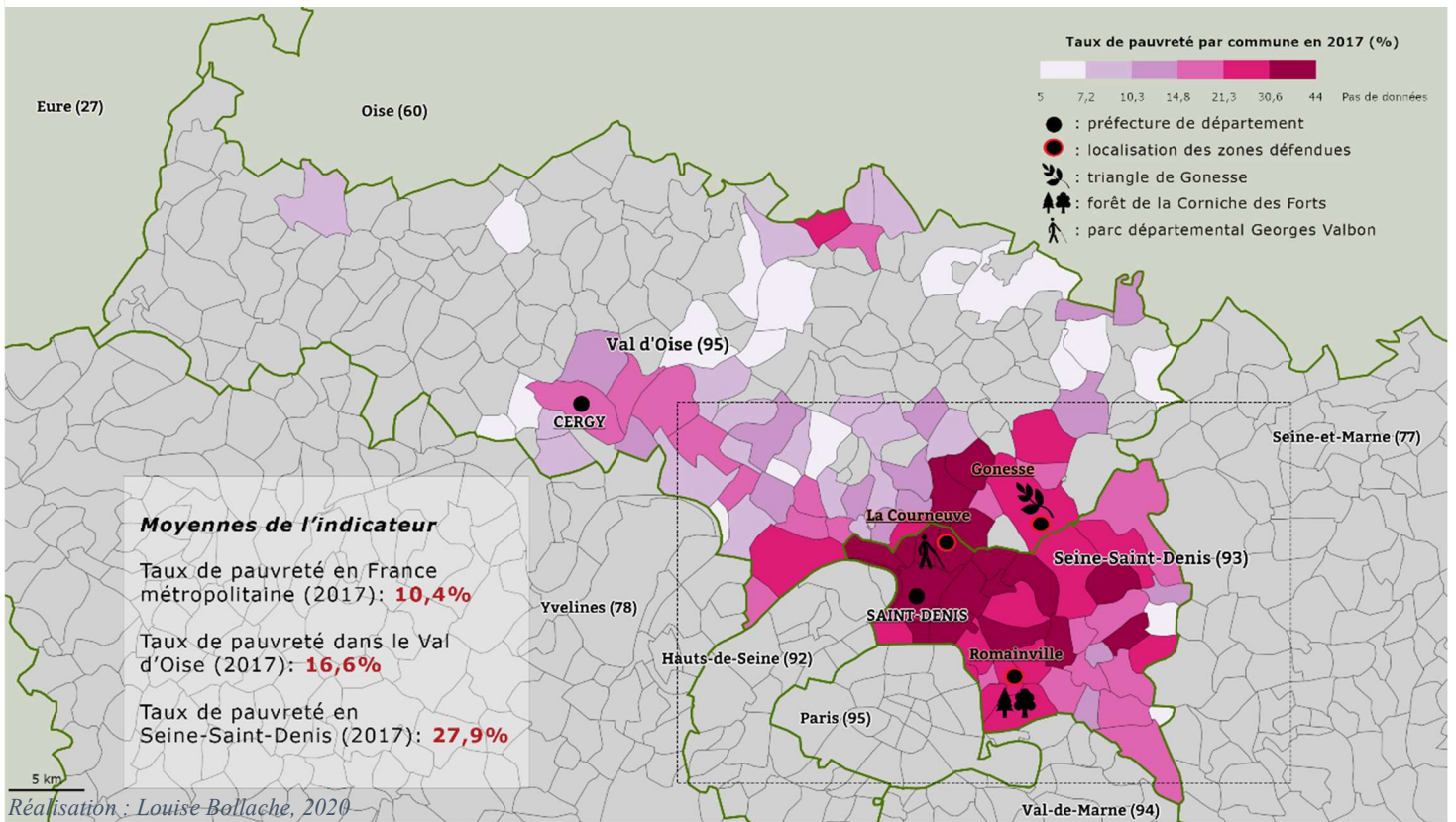
Réalisation : Louise Bollache, 2020

A l'échelle communale, la même zone apparaît à cheval entre les deux départements : ces communes présentent des taux de pauvreté supérieurs à 21 %, comme à Gonesse, et supérieurs à 30% à Saint-Denis, La Courneuve, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel. La concentration de la pauvreté est donc très forte (on est à 10,4% à l'échelle nationale). La Seine-Saint-Denis présente une moyenne de 27,9%, ce qui en fait le département le plus « pauvre » de France sur cet indicateur<sup>199</sup>. Il est important de comprendre que ces forts écarts s'expliquent en partie par des sous-poches de pauvreté plus concentrées/ségrégées géographiquement encore dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, surtout en Seine-Saint-Denis qui en contient un grand nombre par rapport à sa superficie. En accentuant le regard sur ces quartiers, projetés ici en zoom, on voit que le taux de pauvreté y est quasiment toujours au-dessus de 36% et fréquemment supérieur à 45% comme dans le quartier Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse ou encore à Quatre-Chemins à Pantin. Dans le cas du parc départemental Georges Valbon, on voit mieux avec ce zoom que l'habitat est presque de moitié inclus dans des QPV avec une pauvreté extrêmement élevée, ce qui permet d'éclairer le contexte socio-économique dans lequel s'inséreraient les 24.000 nouveaux logements dans le cadre du Grand Paris et jouxtant le parc.

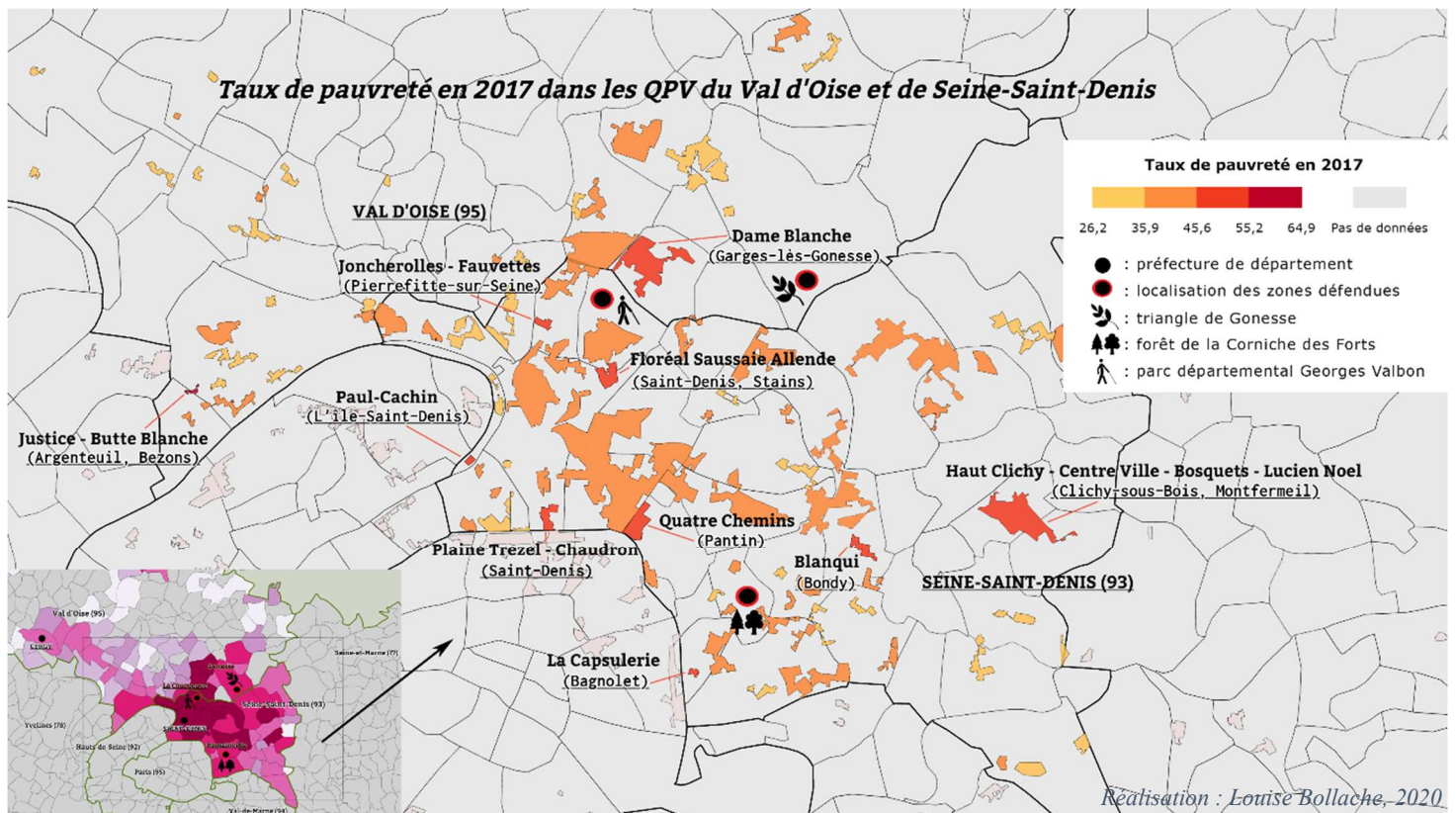
---

<sup>199</sup> Les chiffres du taux de pauvreté ne sont récents (2017) que pour les communes contenant au moins un QPV, puisqu'ils sont issus d'une autre enquête de l'Insee sur ces quartiers. Ainsi, le chiffre est non-disponible sur cette carte pour les communes qui n'en contiennent pas, surtout dans le Val d'Oise. En effet, sur 40 communes en Seine-Saint-Denis en tout, toutes contiennent au moins un QPV, tandis que sur 184 communes du Val d'Oise, seulement 27 contiennent au moins un QPV.

Carte 2 : Taux de pauvreté par commune en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017



Carte 3 : Taux de pauvreté dans les QPV de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise en 2017





Si on se penche sur la proportion des différentes catégories socio-professionnelles par commune, on voit l'opposition entre des communes nettement peuplées par des cadres ou des professions intermédiaires, et des communes populaires où la proportion d'ouvriers et d'employés dépasse les deux tiers. On voit donc bien que la part des classes populaires, qui en moyenne départementale n'est pas très éloignée de la part nationale (pour le Val d'Oise, leur part est de 48% contre 46% en moyenne nationale), se répartit géographiquement très inégalement. Ces deux cartes, basées sur un recodage qualitatif en « type » de commune<sup>200</sup>, montrent une correspondance entre les indicateurs économiques mentionnés ci-avant (chômage, niveau de vie et pauvreté) et la catégorie socio-professionnelle<sup>201</sup>. La part des classes populaires, définies statistiquement comme regroupement entre ouvriers et employés (avec toutes les nuances pointées par Renahy *et al.*, 2015), atteint ainsi deux tiers de la population active (plus de 66%) dans certaines communes de la zone. On voit notamment bien l'hétérogénéité du Val d'Oise en termes de profils socio-professionnels, avec une « moyenne » bien moins significative que pour la Seine-Saint-Denis, l'Ouest du 95 étant beaucoup plus nettement marqué par une surreprésentation des cadres et professions intermédiaires.

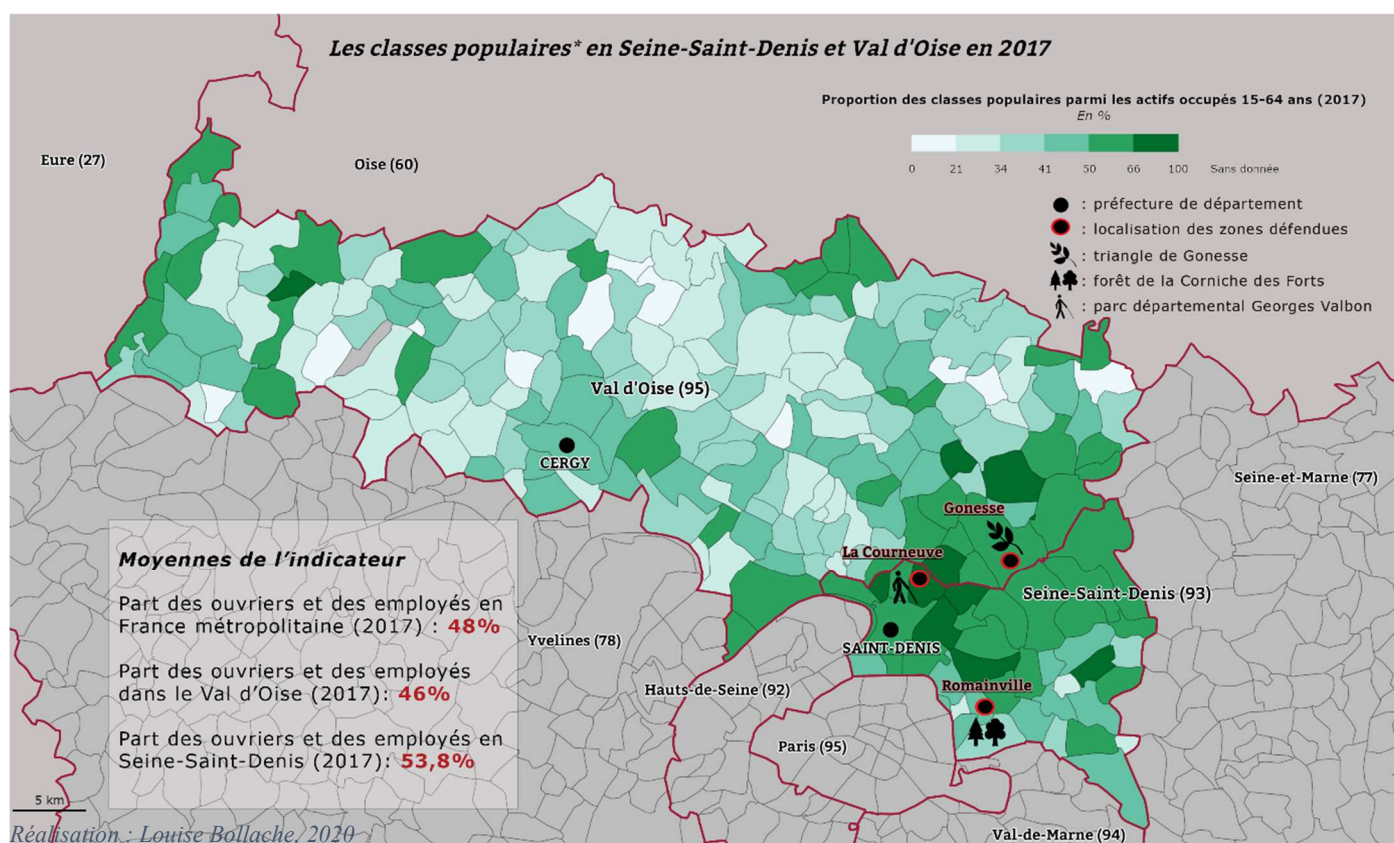
Un espace de peuplement populaire se détache entre le nord de la Seine-Saint-Denis et l'est du Val d'Oise, espace dans lequel s'inscrivent les mobilisations qui nous intéressent. Gonesse occupe une position charnière dans cet espace, entre communes populaires et en voie de précarisation (Garges, Goussainville, Sarcelles, Aulnay, Blanc-Mesnil) et espaces plus moyens ou même supérieurs (Arnouville, Roissy, Ecoen, Louvres). On y observe une surreprésentation des employés et des professions intermédiaires ainsi qu'une forte sous-représentation des cadres (Cartier *et al.*, 2008, p. 26). La commune est caractérisée par une faible présence des ménages riches et une concentration des ménages dans les déciles de revenus moyens. Elle constitue un espace résidentiel de transition, de promotion entre des villes pauvres et moins pauvres, et un espace d'accession à la propriété.

---

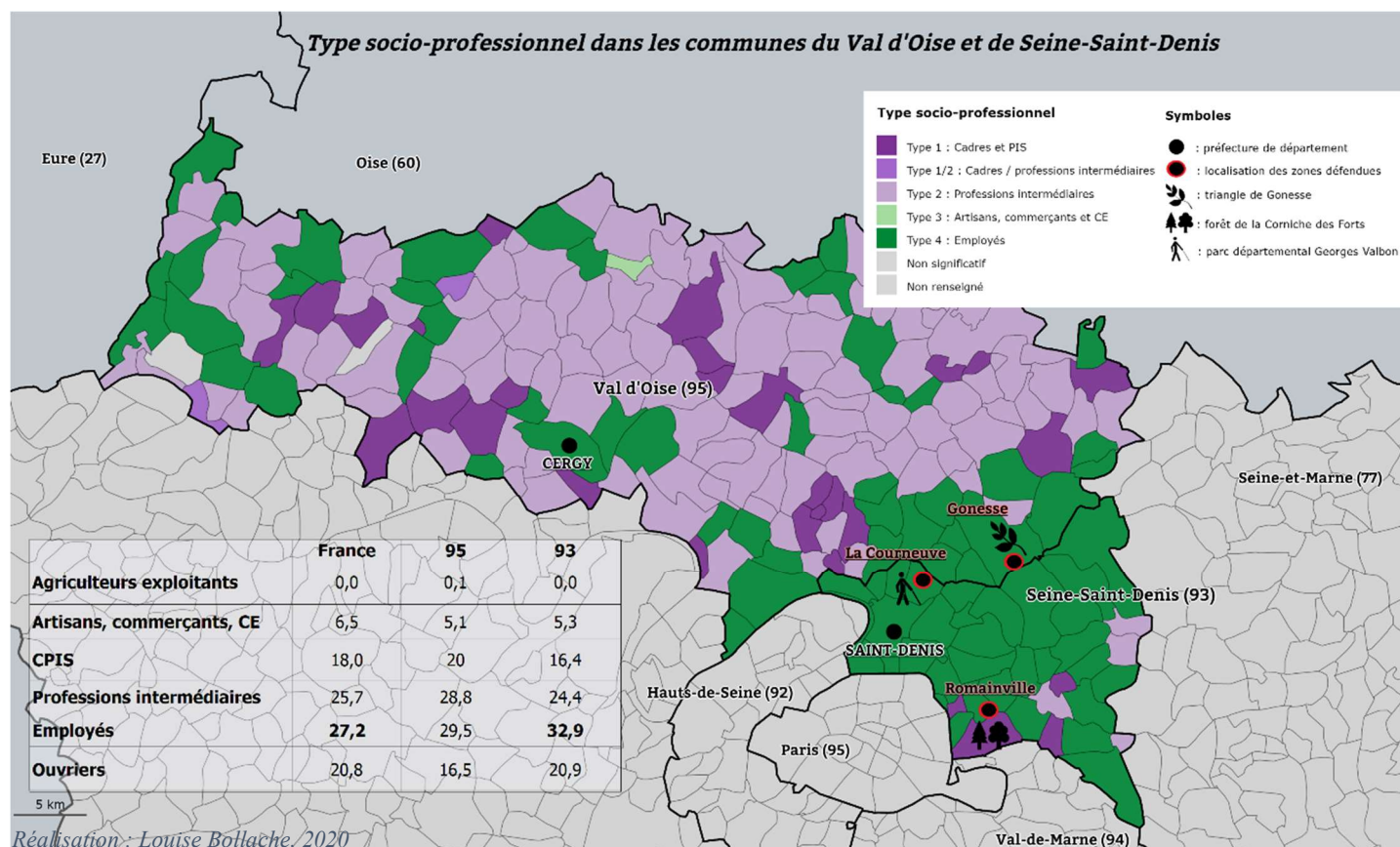
<sup>200</sup> Voir Annexe 21 pour la justification des choix.

<sup>201</sup> Ainsi que le niveau de diplôme, consultable en annexe 18.

Carte 5 : Part des classes populaires dans la population générale en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017



Carte 4 : Profil socio-professionnel par commune en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017



Il faut encore ajouter à cette vision statistique l'analyse des stratégies résidentielles de différentes fractions de classe, notamment l'investissement dans le foncier des classes moyennes supérieures dans une partie des communes de Seine-Saint-Denis, investissement qui dessine des quartiers de ville distincts, au niveau du peuplement, du paysage, des pratiques quotidiennes dans l'espace et de la rue, à l'image du haut et du bas Montreuil (Collet, 2015 ; Clerval, 2016). Il faut encore prendre en compte la recomposition des classes populaires et du bas des classes moyennes et de leurs stratégies résidentielles (Cartier *et al.*, 2008). Dans une enquête de terrain sur un quartier de la banlieue pavillonnaire de Gonesse, les chercheuses et chercheurs procèdent à une fine analyse des petites mobilités résidentielles, complexifiant par la même un lieu commun médiatique de l'élection présidentielle de 2007 : le supposé clivage des banlieues entre « HLM » et « pavillons ». Ils montrent comment un quartier pavillonnaire de la banlieue nord est un espace de promotion de plusieurs générations de « petits moyens », des ménages situés entre le haut des classes populaires et le bas des classes moyennes, occupant généralement des emplois subordonnés, mais souvent employés, techniciens ou cadres moyens plus qu'ouvriers. C'est dans ce contexte complexe qu'on peut tenter de qualifier la mobilisation en faveur d'Europacity, ici les « vrais gens ».

**Encadré 21 : Nesrine Hajeje**

Nesrine Hajeje, présidente du collectif, a la quarantaine. Professeure des écoles depuis 2000, elle habite et enseigne à Goussainville depuis 2005, et habite dans une maison de ville avec son mari, ingénieur, et leurs trois enfants. Elle est aussi autrice autoéditée de trois romans.

Le père de Nesrine est venu à 20 ans en France, d'Algérie, pour travailler. Bagagiste, ouvrier en usine, il a fait « *un peu de tout* ». Il fut longtemps ouvrier de l'industrie chimique dans les Pyrénées atlantiques, à Chimex, une filiale de l'Oréal. Ils ont vécu à Paris, puis dans les Pyrénées, et enfin dans le Val d'Oise. Sa mère, assistante maternelle à l'aide sociale à l'enfance (ASE), accueille chez eux de jeunes enfants confiés par les familles : il y a toujours du monde à la maison et l'on n'est jamais seul.e. Le grand-père de Nesrine était un homme politique qui a notamment milité dans l'Algérie rurale pour l'inclusion des filles à l'école et pour l'accès des femmes à la pilule contraceptive.

Lorsqu'elle est enfant, sa mère lui conseille de devenir maîtresse, une profession qui permet de conserver suffisamment de temps libre pour qu'elle puisse passer du temps avec ses (futurs) enfants. Nesrine a « *fini par le faire* », après avoir rêvé, enfant, d'être chimiste ou écrivain. Depuis 2020, elle est adjointe au maire à Goussainville sur la démocratie locale et l'égalité femmes-hommes. Avant cela, elle a aussi créé une petite association de quartier, « Citoyens et volontaires », qui se veut aider à la réalisation de projets simples « *entre citoyens* »<sup>202</sup>.

---

<sup>202</sup> L'entretien est complété par une interview donnée à un journal local. URL : <https://librebonimenteur.net/jl-a-lecoute-de-nesrine-hajeje/>



Encadré 22 : Gaoussou Diakité

Gaoussou Gabriel Diakité est né à Bamako en 1961. Son père est ingénieur motoriste militaire, spécialisé dans les trains au diesel. Sa mère, femme politique, a été maire de la commune 3 de Bamako, l'équivalent d'une mairie d'arrondissement. Elle était associée au parti de Modibo Keïta, chef de l'Etat du Mali de 1960 à 1968, jusqu'au coup d'Etat de 1968 à partir duquel il n'y a plus qu'un parti unique. Elle reste néanmoins très active dans les organisations de femmes à Bamako.

Gaoussou fait son collège et son lycée à Bamako, mais passe le baccalauréat au Burkina-Faso après avoir été exclu de son établissement suite à sa participation à un mouvement social étudiant. Il rejoint la région parisienne en 1982 pour faire des études supérieures en gestion, administration et droit des entreprises. Les migrations maliennes sont anciennes du fait du contexte colonial, elles sont fortes dans les années 1960 avec un attrait plus grand des industriels français pour les travailleurs d'Afrique noire au détriment des Algériens, mais elles deviennent plus difficiles à partir du milieu des années 1970 avec une politique plus restrictive en France et le début du regroupement familial. Les Maliens ayant fait leurs études universitaires en France avant cette période sont nombreux à rentrer au Mali effectuer une carrière dans la fonction publique ou politique. Après cette période, et particulièrement dans les années 1980, la situation économique au Mali est marquée par une forte réduction des postes de fonctionnaires : les intellectuels recherchent davantage des opportunités économiques en restant dans le pays où ils ont fait leurs études (Boulangier et Mary, 2011). C'est le cas de Gaoussou, qui pourtant aurait juré rentrer au Mali : « *Si on m'avait dit que je resterais plus de cinq ans, que je me marierais ici, que... Ma sœur est venue ici et son mari était à l'ambassade du Mali ici. C'était une opportunité. Mais pour moi au bout de la maîtrise, j'allais rentrer, si on me l'avait dit j'aurais dit "vous délirez" ».*

Arrivé en France en 1982, il s'installe quelques années plus tard dans une cité à Nogent-sur-Oise, où il a trois enfants avec sa femme. En 1999, il achète une maison en centre-ville à Villiers-le-Bel. Professionnellement, il est longtemps basé à Paris, d'abord opérateur téléphonique pour des sociétés de bourse qui font des transferts de fonds banalisés. C'est par le biais d'amis rencontrés à Paris qu'il fait une transition vers un travail dans l'immobilier. Il gère sa société de gestion locative à Villiers-le-Bel à partir de 2010 – avant ça, Villiers était comme « *un dortoir* ». Sa femme est technicienne en bâtiment et ses trois enfants ont quasiment fini leurs études respectivement dans le secteur bancaire, la comptabilité et la communication.

Des autres membres, il est possible de faire de rapides portraits. Nouredine Maatoug est né à la fin des années 1970, il vit à Arnouville depuis 2004. Il a fait une formation dans un CFA, un organisme d'insertion sociale et professionnelle spécialisé dans les télécommunications et le multimédia (vente, réparation) et exerce comme technicien dans ce domaine pendant une quinzaine d'années avant de devenir responsable technique dans une compagnie de service après-vente. Il est aussi responsable des ventes régionales dans une entreprise d'électroménager (cadre commercial). Il est conseiller d'opposition LREM depuis 2014, et est à la tête d'une liste pour les élections municipales d'Arnouville en 2020 (liste qui perd face à la liste Les Républicains). Youssef El Ouargui est né au milieu des années 1980, il a environ 40 ans. Il est

technicien informatique après un baccalauréat professionnel et un diplôme équivalent au BTS. Il a été animateur du comité En Marche de Villiers-le-Bel, après avoir « quitté » la gauche sur un constat de l'absence de politiques sociales<sup>203</sup>. En 2020, il est sur la liste de Nouredine Maatoug pour les municipales d'Arnouville. Bams Cissé est gestionnaire de site de logements sociaux à Aulnay-sous-Bois<sup>204</sup> jusqu'en 2020 environ. J'apprends par Gaoussou Diakité qu'il est retourné vivre au Mali, je ne serai pas en mesure de lui proposer un entretien. Kamel Slimani, le dernier membre dont j'ai pu récupérer le nom, est éducateur et militant associatif à Goussainville.

Une petite poignée de soutiens réguliers aux « vrais gens » se distinguent sur les réseaux sociaux, notamment une jeune femme franco-malienne : sur le plan politique, elle poste du contenu antiraciste, montre une sensibilité à la justice sociale, marque son opposition au Rassemblement National et parle des conditions de travail dans les emplois précaires et notamment des grèves de transport qui la pénalisent. D'ailleurs, c'est un point de discussion fréquemment abordé par les « vrais gens » : les grèves sont abordées sous le prisme des difficultés quotidiennes générées pour les habitants. Ils interpellent « les Parisiens » lors des grèves et manifestations contre la réforme des retraites en décembre 2019 : ces derniers pourraient enfin comprendre ce qu'eux vivent toute l'année. Les autres *posts* renvoient pèle-même à la culture malienne, aux rencontres de football, aux émissions Miss France ou Koh Lanta, évoquant une consommation culturelle plutôt populaire, en tout cas nettement distincte de celle des classes moyennes intellectuelles.

On a affaire à une mobilisation de petites classes moyennes en ascension, souvent d'origine populaire ou ayant commencé leur trajectoire professionnelle dans la précarité. Une fois stabilisés professionnellement et propriétaires dans des pavillons ou des maisons de ville, ses membres ont un intérêt à ne pas laisser se dégrader leurs espaces de promotion. Ils tentent de préserver symboliquement ces espaces. Ils se font aussi les porte-paroles de jeunes plus en difficulté qu'ils côtoient dans leurs métiers (institutrice, animateur) avec un rôle de mentors. Ils gardent un pied dans les classes populaires plus précarisées via les groupes de pairs et le voisinage. Ils se placent plutôt dans des fractions économiques, à l'exception de Nesrine qui est en familiarité avec la culture scolaire mais néanmoins n'a pas de capital culturel hérité, et manifeste un sentiment de distance admirative par rapport à ceux qu'elle perçoit comme étant

---

<sup>203</sup> Il détaille les raisons de son départ dans un post Facebook.

<sup>204</sup> « Goussainville : ces habitants s'unissent pour défendre l'urbanisation du Triangle de Gonesse », *Le Parisien*, 28 novembre 2017.

détenteurs de culture<sup>205</sup>. Leurs parents sont issus de l'immigration ou eux-mêmes ont réalisé un déplacement plus ou moins permanent depuis l'Afrique de l'Ouest (Mali) ou le Maghreb (Maroc, Algérie). Leur accession à la petite propriété est une fierté, dans le cadre d'une mobilité sociale ascendante et d'une sortie de parcours en HLM, mais aussi dans un contexte où les personnes originaires d'Afrique subsaharienne, du Maghreb ou de Turquie, plus souvent rattachés aux classes populaires en France, sont moins fréquemment propriétaires et plus souvent locataires d'un logement HLM que le reste de la population.

« En cas de sortie de l'habitat social, l'accession ne concerne que 15 % des immigrés du Maghreb, contre 34 % de la population majoritaire. Enfin, tout se passe comme si les barrières à l'accession se transmettaient aux descendants d'immigrés du Maghreb et de Turquie, puisque ceux-ci sont eux aussi sous-représentés dans la propriété et surreprésentés dans le logement social » (Girard, 2015, p. 41)

Economiquement, au niveau du ménage, Nesrine pense faire partie des classes moyennes : « *On est à l'aise hein, on va pas se mentir... Mon mari est ingénieur. On est classes moyennes quoi. Mais toutes mes amies sont plutôt populaires, je fréquente des gens simples* ». Elle a investi avec son mari dans une petite maison à la fin des années 1990, et semble bien correspondre à l'ethnographie réalisée sur les mères de famille employées du public ayant acheté un pavillon entre 1995 et 2005 (Cartier *et al.*, 2008). Les auteurs montrent que ces femmes ont dû passer par un processus particulier pour comprendre que la propriété leur était accessible. Elles avaient intériorisé une position inférieure durable, et ont dû acquérir des dispositions différentes à l'égard du logement, et de manière générale envisager une place différente dans le travail et la société française. En outre, une part non négligeable des propriétaires issus des classes populaires continue d'entretenir des liens familiaux ou de proximité avec les habitants des quartiers populaires. Une discussion sur le rapport à la lecture de Nesrine permet de mieux situer ses capitaux culturels, ainsi qu'une interview pour un blog de lecteurs et d'auteurs donnée en 2018. Elle témoigne d'un rapport à l'écriture assez ouvert : la priorité est qu'on comprenne bien ce qu'elle écrit, et n'ayant pas nécessairement « *les codes* », elle soutient les différentes manières récentes de publier (autoédition, ebooks) qui permettent à plus de personnes d'avoir

---

<sup>205</sup> D'ailleurs, tout de suite, la situation d'entretien ajuste nos postures : je sens mon niveau de langage se relâcher un peu, et je ne suis pas inquiète, comme avec les militants du CPTG, de manquer de culture politique pendant l'entretien. Nesrine, elle, montre une certaine forme de déférence pour mes capitaux scolaires en voyant d'un très bon œil mes écrits : « Tu vas trouver des trucs mieux que ce qu'on pensait à l'époque sûrement... ». Elle a tendance à s'appuyer sur mes tournures de phrase (« comme t'as dit », « comme tu disais ») avant de développer.

accès à ce secteur. Christian Jacq, Bernard Werber et Mary Higgins Clark comptent parmi ses auteurs préférés : des auteurs populaires, aux grands succès.

Gaoussou, lui, se décrit comme « *loin de la misère* » actuellement, bien qu'il côtoie les difficultés sociales par son travail : avec les syndicats de copropriété, il visite les immeubles, parle avec les jeunes, voit certaines situations se dégrader, comme à la Commanderie, ou encore à Aulnay avec la fermeture de plusieurs sites suite à la crise des *subprimes* de 2008. Il s'installe dans les années 1980 dans la cité de la Commanderie, à Nogent-sur-Oise. Le quartier de la Commanderie naît en 1961 à Nogent-sur-Oise, dans l'élan des villes nouvelles. Dans les années 1990-2000, la cité compte 2000 habitants et est particulièrement marquée par la pauvreté et la dégradation des locaux. Elle fait l'objet en 2005 d'un reportage diffusé sur France 2, « Chroniques de la violence ordinaire » réalisé par Christophe Nick. Visée par une opération de rénovation urbaine en 2004, elle est désormais renommée « quartier des Rochers ».

La Commanderie, en 1990, c'est encore « *un ilot tranquille* » pour Gaoussou : c'est ensuite que la situation s'est dégradée. Dans son discours, la volonté ferme de se différencier des violences commises par des jeunes de ces banlieues<sup>206</sup> (ou grande banlieue) côtoie une conscience aigüe de la misère sociale et une colère contre un Etat qui les laisse dans une situation sans opportunités. Gaoussou est hostile aux prestations sociales, adhérant à l'idée qu'elles découragent du travail. Il pense aussi qu'il ne faut pas protéger les emplois, façonné par sa propre expérience professionnelle dans laquelle il fallait s'adapter vite : « *Des activités qui détruisent d'autres activités, c'est le sens de la vie ! Mon premier boulot, ça a disparu. J'ai fait autre chose ! J'ai été victime de ça ! C'est tout, tant pis !* ». Sans concessions pour ceux qui « *brûlent des voitures* », il aime à rappeler que la majorité des jeunes de ces cités sont silencieux : « *Ceux qu'on ne voit pas, c'est la grande majorité des jeunes, qui étudient* ».

---

<sup>206</sup> De manière générale, Gaoussou se positionne fermement contre tous les illégalismes, avec une ferveur particulière contre les vendeurs de cigarette de la Chapelle à Paris.

Encadré 23 : La Commanderie, cité emblématique des mutations des grands ensembles

La Commanderie, issue des premières générations de grands ensembles, en partage les caractéristiques : c'est une cité nombreuse de plusieurs milliers de logements, construits très rapidement autour de formes simples de barres. La rapidité de leur construction laisse ces ensembles relativement isolés sur le plan du transport commun et des équipements collectifs. Le peuplement est d'abord constitué des familles de salariés français, ouvriers et employés, sélectionnées par les gestionnaires des cités, dont des ruraux issus d'autres régions. Les plus fragilisés au sein des classes populaires d'alors, familles nombreuses, familles étrangères immigrées, plus marginaux sont logés dans les marges de cet effort national de construction : bidonvilles, foyers, cités de transit (Fourcaut, 2007). A partir de 1970, plusieurs phénomènes conjoints préparent une crise des grands ensembles. La dégradation de bâtiments conçus comme provisoires conduisent à l'isolement et l'enclavement de leurs habitants cadrés sous l'angle de l'ennui et de la délinquance, dans un contexte d'installation du chômage de masse. Une partie des habitants des grands ensembles, aidés par l'Etat qui favorise l'accès à la propriété individuelle, partent s'installer en pavillons dans les communes alentour : ce sont plutôt les classes moyennes, puis les fractions stables des classes populaires (Chamboredon et Lemaire, 1970). L'autorisation du regroupement familial pour les travailleurs immigrés au cours des années 1970 crée parallèlement une demande de logement qui trouve sa réponse dans les grands ensembles allégés des accédants. Les bidonvilles accueillant ces fractions fragilisées se résorbent, et l'intégration des immigrés dans le parc social s'accompagne de logiques de regroupement par communautés d'origine. Les difficultés sociales de ces fractions paupérisées ne trouvent pas leur voix, dans un contexte de crise du communisme municipal et de divorce entre le Parti Communiste et les travailleurs immigrés précaires (Masclet & Schwartz, 2021).

Lorsque les conditions d'habitat commencent à se dégrader, Gaoussou s'implique dans un rôle de négociation et de médiation : « *A la Commanderie, quand ça a commencé à tourner au vinaigre, j'ai essayé de m'en occuper, quand ça a commencé à brûler des voitures. On pensait que le maire de l'époque laissait la cité tomber pour faire des expropriations. Mais beaucoup de gens n'y croyaient plus. Quand la copro' bat de l'aile beaucoup arrêtent de payer les charges et y'a une descente aux enfers (...) Je me suis battu jusqu'au bout, même si beaucoup ont été expropriés. J'ai assisté à tous les travaux* ». Quand je lui demande la forme que prend son engagement, il se défend tout de suite d'avoir recours à des formes d'action directes et illégales : ce sont des prises de parole publiques, des débats houleux avec le maire. Il n'a jamais envisagé de participer à la politique locale d'une autre façon, en prenant part à une liste municipale par exemple : « *Non pas vraiment, c'est pas passé dans ma tête. J'apporte mon soutien mais on va pas faire de la politique pour faire de la politique. On cherche pas forcément à prendre la place, s'il y a quelqu'un de bien on le soutient, mais ça s'arrête là* ». Il lui est arrivé de participer à des campagnes régionales ou départementales (réunions publiques, porte-à-porte), mais jamais aux présidentielles (« *c'est trop !* ») ni aux municipales : à Villiers-le-Bel,

les résultats sont « connus d'avance »<sup>207</sup>. Pourtant, il a déjà été engagé dans un mouvement social au Mali, une grande grève pour les conditions de vie des étudiants en 1980, qui lui a valu ainsi qu'à d'autres camarades une exclusion en règle : il a dû passer son bac de l'autre côté de la frontière, au Burkina-Faso. Il se retrouve souvent impliqué dans la vie de la cité : « *Pour moi, j'ai toujours été dans l'associatif. Même si j'ai eu une longue période où j'étais déconnecté [à Paris]. Partout où je suis, le collectif me suit et a de l'importance pour moi. Au Mali, à l'école ou dans le quartier. J'étais le responsable du sport de mon quartier* ». Faisant partie des « porte-paroles » des cités, porteur de fortes dispositions à l'action collective, sa trajectoire témoigne de l'échec des cadres communistes à promouvoir des intermédiaires parmi les fractions immigrées des classes populaires, parmi les responsables associatifs, animateurs et personnalités des quartiers (Belgacem, 2018 ; Masclat & Schwartz, 2021). Les auteurs montrent que les classes populaires des cités font l'objet de formes d'ethnisation qui creusent la distance avec les élus communistes. L'accroissement de la part des ménages immigrés dans les grands ensembles au cours des années 1980 compromet la stratégie du PCF de promouvoir une classe ouvrière respectable et de parler aux petites classes moyennes : « Le projet de rehaussement social du groupe ouvrier se heurte aux fractions immigrées des classes populaires » (Bacqué *et al.*, 2018, p. 70). Ces dernières sont en voie de précarisation et forment un groupe repoussoir. Leur proximité supposée avec leurs semblables issus des familles immigrées est un atout pour développer une activité dans l'animation et le travail social, mais elle contribue simultanément à leur interdire l'accès à des postes de responsabilité à la municipalité (ou dans d'autres instances politiques), alors même que nombre de conseillers municipaux des générations précédentes sont issus de la classe ouvrière, généralement promus par la voie syndicale.

Dans la famille de Nesrine, l'engagement a « sauté une génération ». Elle s'identifie à la figure de ce grand-père précurseur sur les droits des femmes, mais dont l'engagement politique était mené au détriment de la vie domestique et conjugale : « *Ma mère elle aime pas, parce qu'elle ne voyait jamais son père, toujours en réunion, jamais d'argent... Elle a vécu un père absent, qui ne rapporte pas d'argent. La politique, c'est que des emmerdes* ». Adjointe au maire à Goussainville sur la démocratie locale et l'égalité femmes-hommes depuis 2020<sup>208</sup>, elle était déjà sur une liste pour la première fois en 2014 mais sans succès. Le retour en politique lui a fait « du bien ». Pour elle, il s'agit de « *faire des choses* » à Goussainville, « *dans le même*

---

<sup>207</sup> Depuis 1959, les maires de Villiers-le-Bel sont socialistes. Jean-Louis Marsac, le maire depuis 2012 était au PS : il est réélu pour le mandat 2020-2026 cette fois sous l'étiquette divers gauche.

<sup>208</sup> Le maire, Abdelaziz Hamida, s'est présenté sans étiquette et a remporté l'élection municipale dans le cadre d'une triangulaire face au candidat sortant divers gauche et à une candidate des Républicains.

*esprit* » que le travail effectué avec les « vrais gens » mais à l'échelle de sa ville : « *C'est une autre dimension quand on est adjointe, parce qu'on a des responsabilités, c'est facile de critiquer... J'avais un peu peur au début, puis le contexte était déplorable avec le Covid. Je découvrais l'administration, le temps administratif n'est pas le temps des gens...* »

Animés par cet objectif commun, les « vrais gens » ne se connaissaient pas avant la concertation, et ne se voient plus après l'abandon du projet. Ils ne parlaient que d'Europacity. Nesrine voit cet épisode dans la rupture plus que dans la continuité : « *C'est une époque révolue pour moi* ». Les autres aussi, selon elle, ont tourné la page. Comme Nesrine, Gaoussou s'est désengagé et ne s'est pas particulièrement intéressé aux suites de l'abandon du projet et au plan d'investissement promis par la région :

« *Le milliard, je n'écoute même plus. Je n'écoute même pas ça. Je ne perds pas mon temps là-dessus, les polytechniciens qui viennent évaluer... Qui leur a demandé des milliards ? Pendant le Covid, qu'est-ce qu'on n'a pas dépensé comme milliards ? Je n'y crois pas à l'argent qu'on donne pour rien. Je crois au travail. Ceux qui veulent travailler, qu'on leur donne des moyens de travailler. On ne leur a jamais demandé ça* »

Après le retrait d'Europacity, Nesrine et les autres n'espèrent même pas participer à la réévaluation de la situation par le haut-fonctionnaire Francis Rol-Tanguy, supposé rendre un rapport au premier ministre. Ils lui écrivent et ne reçoivent pas de réponse, ils ne seront pas reçus : « *J'en ai marre* », avoue-t-elle.

Dans le corpus de communication des « vrais gens », les champs lexicaux associés au gouvernement<sup>209</sup> montrent un soutien global aux initiatives de l'Etat sur différents thèmes (développement durable, égalité femmes-hommes), ainsi qu'un soutien plus spécifique aux forces de l'ordre, en particulier lorsqu'il s'agit de mettre fin à l'occupation de terrains par des militants écologistes (les évacuations de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, par exemple). Dans l'ensemble, il n'y a pas de sentiment anti-autoritaire, mais beaucoup d'interpellations directes du pouvoir suite à l'abandon d'Europacity. On voit en outre que rapport aux pouvoirs publics et surtout à l'Etat est nettement marqué par le sentiment d'abandon. Dans ce contexte, l'acteur privé, par son besoin de l'appui populaire, change la donne en proposant de prendre en compte une partie des doléances des « vrais gens ».

---

<sup>209</sup> Voir en annexe 22 le tableau complet de fréquences.

## 2. Défiance politique et rapport aux acteurs privés de l'aménagement

- a) Comment se décrivent les « vrais gens » ? Défendre l'appartenance locale à une grande banlieue dégradée

Tableau 13 : Champ lexical des "vrais gens", de leurs émotions et de leurs revendications

Champ lexical des "vrais gens", de leurs émotions et de leurs revendications	Fréquence	%
Nous, nôtre	73	2,89
Abandon, abandonné, abandonnés, abandonnant, abandonnée, abandonner, l'abandon, laissé (tomber), laissés (sur la touche), laissera, délaissés, oubliés	29	1,15
Habitants, locaux, concernés, population	22	0,87
Jeune(s)	16	0,63
Parole, voix, écouter, inaudible	15	0,59
Colère, marre, indignation, rancœur, encore	14	0,55
Urgence (sociale), besoin, impatience, sauver	12	0,48
Attendons, attendre, subir, subissent	7	0,28
Caricaturé, méprisés, diminués, discrédités, lésés	6	0,24
Déterminés, mobilisés, ensemble, contestent	6	0,24
Banlieusards	6	0,24
Peuple	5	0,20
Beaucoup	4	0,16
Les misérables	4	0,16
Attristée, consterné, souffre, inquiète	4	0,16
Incompréhensible, incroyable, choquée	3	0,12
Concret (du), concrètes (mesures)	2	0,08
Nécessité, obligés	2	0,08
Galères (les)	1	0,04
Désœuvrée (jeunesse)	1	0,04

Réalisation : Louise Bollache, 2022

Le premier élément qui en ressort est la mise en valeur de la connaissance du « territoire » et le fait d'en faire partie : on le voit dans la répétition des termes « habitants / locaux / concernés / population ». La mise à distance symbolique des militants écologistes est un second point, corolaire du premier : il s'agit de montrer qu'ils n'ont aucune légitimité à s'exprimer sur l'avenir du Triangle de Gonesse puisqu'ils ne sont pas d'ici. Cette mise en exergue de l'appartenance au « territoire » cache sommairement une variable d'appartenance *sociale* : les défenseurs des terres agricoles sont des « bobos » qui viendraient infantiliser et ridiculiser les habitants du territoire. L'analyse de la fréquence des mots montre



une forte prévalence des oppositions vous/nous-notre : c'est « notre territoire ». La récurrence du terme « habitants » est également forte, légèrement devant « jeunes » et « banlieusards ». Plus loin dans les fréquences on trouve quand même « peuple » plus de cinq fois, et enfin « misérables ». L'objectif est de se positionner comme habitant du territoire afin d'appuyer la légitimité de leur opinion. Les « vrais gens » revendiquent un capital d'autochtonie (Retière, 2003) disputé par les militants du CPTG, les deux groupes étant en concurrence pour la représentation des intérêts des classes populaires.

Un groupe de mots se détache nettement dans le corpus : le champ lexical de l'abandon, avec toutes ses déclinaisons et synonymes (laissés tomber, délaissés, oubliés). C'est le terme le plus utilisé pour réagir à la décision de l'abandon d'Europacity. Nesrine Hajeje l'utilise en novembre 2019 lors de l'assemblée exceptionnelle convoquée par le maire de Gonesse après l'annonce de l'abandon d'Europacity<sup>210</sup> : « *J'espère qu'il [Emmanuel Macron] est bien conscient que nous nous sentons tous abandonnés* ». A la même occasion, Gaoussou Diakité fait une intervention grave qui interpelle le public : « *Ce qui me sidère, c'est que quand je parlais [il y a quelques années] d'Europacity à des ados, ils me disaient : ça va pas se faire. Ça veut dire que c'est le désespoir. C'est le désespoir.* ». Le vocabulaire de l'abandon et de la douleur est omniprésent (« *meurtris* », « *à l'abandon* »).

Le champ lexical de la parole (parole – voix – écouter - inaudible) est toujours en lien avec l'idée de la privation de parole : ils disent ne pas avoir de voix, ne pas être pris en compte (« *pas sans nous* », « *donnez-nous la parole* »). Lorsqu'ils ne sont plus « *inaudibles* », reçus au ministère de la transition écologique en octobre 2019, les membres du collectif remarquent néanmoins que leur parole « *vaudrait* » moins : ils ont été reçus par le directeur de cabinet et non par la ministre Elisabeth Borne « *comme ce fut le cas pour les opposants au projets* »<sup>211</sup>. Leur indignation est similaire lors du refus de leur tribune en soutien au projet dans *L'Obs*, qui est un relai important du combat écologiste mené par le CPTG. Plus éloignée de ce milieu, Nesrine semble ébranlée par le manque de « neutralité » de la presse : « *Quand la presse devait nous voir : enfin un journaliste ! Il va être objectif... Et non ! Ça se retournait contre nous à chaque fois !* ». Elle devait être en direct sur France Info, mais ça ne s'est finalement pas fait : « *Moi j'étais invitée sur France Info, ils avaient dit on vous met en direct et tout, j'étais impressionnée quand même, France Info...* ». Après leur visite au ministère de la Transition

---

<sup>210</sup> Assemblée appelée le 19 novembre.

<sup>211</sup> Le CPTG et les représentants de CARMA avaient été reçus à la fin mai 2019 par François de Rugy avant sa démission en juillet de la même année.

écologique début octobre 2019, ils confient au *Parisien* être satisfaits de l'entrevue : « *On a vraiment été écoutés. Tout ce qu'on a dit a bien été noté* »<sup>212</sup>, avant d'être amèrement déçus – on est à un moins de l'abandon du projet. Plus généralement, les « vrais gens » reprochent à la presse (parisienne, là aussi) un discours monolithique et riche en superlatifs sur le contenu du projet, inchangé malgré les différentes moutures sur lesquelles ils travaillent au fil des mois. Cette préoccupation autour de la valeur de leur discours se retrouve dans le choix du nom du collectif, que Nesrine me raconte ici :

« *Au début, on cherchait un acronyme, comme le CPTG, mais c'était chiant et on voulait pas être chiants comme eux entre guillemets... Un de nous s'est énervé en disant : Mais enfin, c'est nous les vrais gens, merde ! C'était un peu provocateur mais ça vient de cette impression que eux ils disent ce qu'on pense nous. Mais c'est pas ce qu'on pense !* ».

Par ailleurs, le thème très présent de la colère est réutilisé dans la communication du maire de Gonesse, qui joue avec une certaine ambiguïté de l'histoire des mobilisations et des pratiques émeutières dans les banlieues. Alors que les « vrais gens » veulent mettre à distance cette image d'agitation, le maire les y ramène en menaçant le gouvernement d'une colère qui pourrait se transformer<sup>213</sup> : « *C'est-à-dire là, on a un rassemblement aujourd'hui, très tranquille, qui est enjoué, qui est sympathique, qui pourrait être demain une colère, une colère du territoire, des habitants, qui se manifestent (...)* Je mets en garde aussi notre gouvernement, sur la tentation de sacrifier l'urgence territoriale à l'urgence écologique » – les « vrais gens », eux, parlent d'une « *rancœur attisée dans leur cœur* » et soulignent que lorsqu'un quartier se paupérise, les tensions montent.

---

<sup>212</sup> Interview dans *Le Parisien*, lundi 14 octobre 2019.

<sup>213</sup> Discours de Jean-Pierre Blazy à l'occasion du rassemblement du 26 octobre 2019.

## b) Une concertation exceptionnelle ? Les réunions publiques d'Europacity comme vecteurs d'émancipation

C'est en vertu de ces différentes expériences que Gaoussou et Nesrine conçoivent une opinion très positive du projet Europacity. Gaoussou s'appuie sur deux points de référence : l'emploi et la formation, et la transformation de l'image du territoire. Il est pourtant convaincu que la plupart des « grands projets » proposés aux quartiers populaires ne bénéficient pas à leurs habitants, mentionnant le Stade de France et l'absence de retombées économiques du projet : « *Des miettes et quelques manœuvres* ». Une amie lui a sans doute parlé d'une des réunions de concertation, sans qu'il ne s'en rappelle précisément : il est arrivé assez tard dans le processus, se rend à une première réunion à Villiers puis les fait toutes. Europacity, par rapport à tout ce qu'il avait observé, « *ça n'avait rien à voir* ». Il le répète avec véhémence : « *Ça n'avait RIEN à voir. C'était vraiment de la co-construction. Pour UNE fois, pour une fois, pour une fois, on vient pas nous voir quand le projet est terminé* ». Lui aussi mentionne le sentiment d'être écouté et pris en compte par les équipes :

« *On leur a même reproché d'avoir personne du quartier, ils ont remédié. Je leur ai dit, à la réunion de Villiers : vous n'avez rien compris, ici on n'est pas à la soupe, c'est un quartier de chefs d'entreprises ! On leur a demandé de prendre des jeunes d'ici en postes de cadres, dans les limites de la rentabilité. Même s'ils n'étaient pas entièrement satisfaisants. Il faut montrer l'exemple ! A Stalingrad [dans leurs locaux] la moitié de l'équipe était d'ici.* »

Le volet dont il est le plus fier, et rétrospectivement le plus amer après l'annulation, c'est celui de la formation et de l'emploi. L'association Europacity Compétences<sup>214</sup>, chargée d'assurer la formation des jeunes sur le long terme, a mis en place des conventions d'alternances avec les équipes de chantier, mais aussi avec la Société du Grand Paris pour toute une grappe de métiers. Il s'agit d'un engagement pris par le maître d'ouvrage suite aux concertations organisées et aux interventions répétées des « vrais gens ». La préoccupation de Gaoussou est claire : il ne faut pas que les clauses d'insertion se résument à des emplois non-qualifiés, pénibles et peu

---

<sup>214</sup> Concrètement, elle prend la forme d'une mise en relation d'un réseau d'acteurs de la formation et de l'emploi sur le territoire. Son objectif est de trouver le maximum de candidats à proximité pour les phases de chantier et d'exploitation, et de contribuer à lever les freins à cet emploi local par la formation.

rémunérés, « *des gardiens et des boîteurs* ». Au départ de la réflexion, une position pragmatique, partagée par les habitants, les aménageurs et même les économistes du CTPG : « *On n'en aura pas, des gens ici, pour faire ces métiers. Donc on les forme* ». Pour Gaoussou, prudent au début, les « *gens* » d'Europacity donnent des gages dans la co-construction, et leur politique volontariste a des chances de « *créer une classe moyenne* », ou du moins une fraction de jeunes en ascension.

Nesrine est invitée par une amie à un des premiers ateliers de « co-construction » organisés par Europacity, puis, tout de suite intéressée, elle vient à la majorité de ces rendez-vous : « *Je me suis impliquée, j'ai commencé à y croire* ». Pour elle, les équipes d'Europacity ont intégré une grande partie des critiques sur les aspects écologiques. Là-dessus, elle hésite un peu : ils ont « *planté beaucoup d'arbres* », mais en même temps « *ça reste du béton* ». Je lui parle d'une des critiques initiales du projet : le manque de lien entre Europacity et le reste du tissu urbain qui l'entoure, et lui demande si c'est une discussion qui a eu lieu dans les réunions. Elle s'anime en me répondant : « *OUI, ça a été DISCUTÉ dans ces réunions et c'est quelque chose qu'ils ont beaucoup dit. Ça a été écouté et ça a impacté le projet, même si on n'a jamais pu le voir dans la vraie vie* ».

Elle garde un souvenir très positif de ces réunions comme *fructueuses*, ainsi qu'un sentiment d'avoir été écoutée. La question des emplois locaux est souvent abordée : « *On l'a beaucoup répété, on a demandé des garanties... Et ce qu'on a eu nous a convaincus. C'est ce qui a abouti à Europacity Compétences, avec comme horizon dix ans, l'idée de prendre en amont et de travailler sur la formation de nos jeunes* ». Ces temps d'échange et de débat ont sans nul doute contribué à la création de l'association. Pour Nesrine, il s'agit bien d'un primo-engagement, et c'est le cas également pour ses collègues de lutte, du moins sous cette forme : « *C'était la première fois que je faisais un truc comme ça* ».

L'implication dans les coulisses du projet vient avec d'autres gratifications symboliques, au premier plan desquelles la découverte de lieux, codes et univers sociaux éloignés de leur milieu d'origine. La période de concertation est aussi un temps de mixité avec la bourgeoisie culturelle, qui est valorisée. Les « vrais gens » ont visité le siège d'Europacity et participé à plusieurs sorties lors des présentations parisiennes du projet :

« *J'ai découvert des endroits incroyables, sortie et vu des trucs que je n'avais pas avant. La soirée au 104 à Paris, qui est un endroit magnifique... Super soirée, hyper classe, petits fours, du jazz, etc. L'architecte là, super sympa, bronzé... Il est connu je crois. Le Paname art café, très sympa aussi. Je ne rencontre pas ce genre de personnes* »

*d'habitude. Ça nous a changé un petit peu. Ils prenaient en compte les habitants. Le patron de Auchan nous a serré la main, quand même. [Il s'agit en fait du neveu du fondateur, Vianney Mulliez, responsable de la foncière d'Auchan, ainsi que de Benoît Chang, alors directeur général d'Europacity] »*

La présentation architecturale des futurs bâtiments génère une certaine exaltation (« *Notre territoire va devenir une référence mondiale !* ») ainsi qu'un engouement particulier pour l'architecte en chef, décrit comme « *génial* » et « *visionnaire* ». Pour Nesrine, cette période a beaucoup affecté le quotidien, avec cette abondance de sorties mais également le fait d'en parler « *tout le temps* ».

Si la méfiance du CPTG à l'égard des motivations des acteurs d'Europacity, la peur de la corruption et le refus du gain commercial se lisent bien comme caractéristiques de la « critique artiste », la confiance des « vrais gens » en l'acteur privé ne traduit pas nécessairement une inclination à droite sur le spectre des valeurs politiques. Elle doit être comprise dans un contexte sociohistorique plus large de délitement des rapports avec la puissance publique : « *Le public ne fait rien et quand le privé veut faire des choses pour aider la banlieue, on l'empêche* »<sup>215</sup>. Un des premiers résultats de cet entretien, c'est ce sentiment de respect et ce lien fort avec l'acteur privé. Dans les discussions du CPTG, mais aussi dans celles des Amis de la Corniche des Forts, on a montré que ces habitants favorables aux aménagements étaient souvent décrits comme étant « à la botte » des acteurs publics. Un des membres du CPTG avait d'ailleurs mentionné qu'il considérait les « vrais gens » comme les « *gros bras* » du maire. Ici, le maire est un personnage secondaire. Nesrine mentionne seulement qu'il a accepté de leur prêter une salle, ce qui leur a rendu service : « *Certains nous ont accusés d'être payés par la mairie mais c'était pas du tout le cas, n'importe quoi, on faisait sur notre temps libre. Le maire a aidé un peu à un moment, nous a prêté une salle, c'était vachement bien... Mais c'est tout* ». La politique municipale menée n'est jamais abordée. Ce qui ressort du récit de Nesrine, c'est surtout la valorisation de l'acteur privé, et non un soutien à l'équipe municipale. Le travail de concertation réalisé par Europacity, et notamment dans son volet sur la formation et l'insertion professionnelle (via l'association Europacity Compétences), répond à leur demande d'écoute et en somme, à leur désir d'être considérés comme des « *interlocuteurs sérieux* ».

---

<sup>215</sup> Citation issue du corpus de *tweets*.

### c) Fantômes de complot et renoncement politique

La formation du collectif des « vrais gens » advient de manière informelle. Après les réunions de concertation, un petit groupe de quatre ou cinq personnes discutent :

Nesrine : « *On se disait que les écolos étaient vachement organisés, quand même, et on s'est dit qu'on pourrait peut-être faire quelque chose. On était pas aussi organisés qu'eux. On a dit [qu'on était un] collectif, mais on s'est pas constitués en association, c'était pas non plus... On y croyait vraiment, on voulait avoir les... arguments pour contre-attaquer* ».

Gaoussou : « *C'est à Paris que l'idée du collectif est née, après une réunion qui a eu lieu à la Villette. Ce jour là on s'est rendu compte que les opposants c'était une petite bande bien rodée, bien organisée, qui savait faire plus de bruit que leur nombre. On n'a pas affaire à des gens qui viennent donner leur avis. On s'est dit qu'il fallait s'organiser pour les contrer. Ils venaient comme des mercenaires (...) Comme une guérilla.* »

Gaoussou remarque, avec d'autres, que ce sont « *toujours les mêmes têtes* » dans les réunions, les mêmes opposants. Il les voit ensemble à l'entrée des réunions, à discuter, mais dans la salle, ils s'éparpillent. Pour les futurs « vrais gens », cette stratégie est au moins surprenante, au pire signe d'un manque de bonne foi. Trop préparés, les écologistes ne leur apparaissent pas comme de « simples citoyens » comme eux. Comme Nesrine, Gaoussou n'a connu les autres que pendant le débat en lui-même, et ne les a pas revus après la défaite.

« *Madame en réalité tout à l'heure j'ai utilisé le mot mercenaires. Pour moi c'était pas des écologistes (...) C'est pas des vrais écologistes, ça doit être de l'argent qu'on leur donne... L'argument qui peut tuer facilement un projet, c'est l'écologie. C'est tout.* »

Extrait d'entretien avec Gaoussou, mars 2022

Il sous-entend ici que l'écologie serait un simple prétexte pour bloquer plus facilement l'avancée d'un projet mais que les intérêts des contestataires sont ailleurs. Plus tard dans l'entretien, je lui demande s'il veut préciser sa pensée : qu'est-ce que ça veut dire, que les membres du CPTG ne seraient pas de « vrais » écologistes ? C'est là qu'intervient l'hypothèse d'un « agenda caché », que je vais tenter d'expliquer par quelques pistes.

Une dynamique similaire intervient dans les récits de Nesrine et de Gaoussou : au fil de l'entretien, il est question de « rumeurs » sur les militants écologistes. Du fait du désarroi laissé par la décision gouvernementale d'abandonner le projet, de l'incompréhension de la décision, ils pensent manquer d'une information qui permettrait d'expliquer la situation. Ils ont peu de maîtrise des mécanismes politiques institutionnels à l'échelle de l'Etat ou des partis, connaissent peu la presse et les processus de mobilisation à l'œuvre dans les mobilisations écologistes victorieuses. Dans cette situation, ils semblent plus sensibles à l'hypothèse d'une information qui leur serait dissimulée. Nesrine me parle de rumeurs qui circulent sur le fait que les membres aient été payés. Le partage de la présidence du collectif avec Alain Boulanger, également président de la CAPADE<sup>216</sup>, devient une information sensible et suspecte alors même qu'elle est publique. Le CA du CPTG s'est détaché de l'homme en 2016 en raison de divergences politiques : les acteurs représentés par Alain Boulanger sont contre l'installation de 500 commerces sur le triangle de Gonesse mais ne sont pas contre l'urbanisation des terres agricoles. L'alliance était donc vouée à être limitée. Sur la décision en elle-même, elle répète plusieurs fois que c'est « *tellement incompréhensible* » qu'il y a nécessairement « *des choses qu'on ne sait pas* ». Elle a l'impression d'avoir « raté » un élément : « *J'avais l'impression que ça nous dépassait, des choses qu'on savait pas, des infos qu'on savait pas, qu'ils ont découvert des trucs... On comprenait pas* ».

Gaoussou, lui, va plus loin, après une mention similaire de « rumeurs » auxquelles il n'avait initialement « *pas accordé beaucoup d'importance* ». Il pense aujourd'hui que les militants du CPTG sont payés par la société Unibail, la foncière d'Aéroville, un des centres commerciaux situés près du triangle, sur la commune de Tremblay. Le fait que les écologistes du CPTG ne se prononcent pas sur le cas du futur « Rungis 2 » au nord de Paris<sup>217</sup> entérine son hypothèse : les centres frigorifiques consomment beaucoup, pour peu d'emplois créés. Pour lui, c'est bien la preuve que la question n'était pas l'écologie, dès lors interprétée comme un simple prétexte.

« *Oui bien sûr ! Petit à petit on a compris que c'était des mercenaires. Ça revient à la même chose. Des gens vraiment payés pour faire front. Les vrais commanditaires sont*

---

<sup>216</sup> Le Comité Aulnaysien de Participation Démocratique (CAPADE) est une association de commerçants du centre-ville d'Aulnay.

<sup>217</sup> En février 2022, le site n'est pas encore tranché pour ce projet de marché de gros appelé « Agoralim », qui contiendrait des activités de production agricole et de transformation, et des plateformes logistiques. Quatre sites sont retenus à Goussainville, Roissy-en-France, Bonneuil-en-France, ainsi que l'extrémité sud du Triangle de Gonesse. Agoralim s'inscrirait dans le plan d'investissement dédié au Val d'Oise et promis après l'annulation d'Europacity. On peut trouver les détails du projet à l'URL : <https://www.agoralim.fr/>

*restés derrière. Ils ont eu toute la logistique derrière, BFM et tout. Une véritable organisation derrière. C'est pas des écologistes. On les entend plus aujourd'hui s'opposer à Rungis, on ne les entend plus. Pour moi c'est Unibail. C'est sûr, oui oui oui. On entend rien, calme plat. Parce que ça ne gêne pas Unibail. Les dés sont pipés. »*

Gaoussou me dit que Benjamin Griveaux, « *c'est Unibail* » : en effet, le porte-parole du gouvernement de novembre 2017 à mars 2019 est aussi l'ancien directeur de la communication d'Unibail (entre 2014 et 2016). Une preuve de plus, selon lui, que toute cette affaire s'est jouée en fonction d'intérêts privés. Nesrine parle, elle, d'un « *David contre Goliath, mais inversé* », avec eux dans le rôle des plus petits, et les militants du CPTG comme très dominants – les militants, eux, parlent de David et Goliath, ou du pot de terre contre le pot de fer, en se plaçant en contraste avec les grands acteurs de l'aménagement.

Bien que ces croyances en l'existence d'informations cachées ne relèvent pas d'une forme aboutie de complotisme, on peut mobiliser des travaux sur la fonction sociale des théories du complot pour mieux les comprendre. Ces croyances fournissent une explication à certaines frustrations sociales ou sentiments de relégation, donnent du sens aux événements sociaux<sup>218</sup>. Nesrine et Gaoussou font état de rumeurs, c'est-à-dire d'informations non vérifiées qui se transmettent (Aldrin, 2005). Si Nesrine doute, ne cachant pas son manque d'assurance sur les sujets politiques, Gaoussou, lui, risque une hypothèse : son observation sur l'absence des écologistes face au projet de Rungis vise à démontrer que la réalité est camouflée.

L'ancrage des théories complotistes dans la méfiance vis-à-vis de l'Etat et des institutions est bien établi dans le cas des discours conspirationnistes sur le monde médical. Un historique concret d'échecs des institutions (affaire du sang contaminé, morts de la canicule, etc.) entraîne une défiance forte à l'endroit de la science médicale et de ses applications industrielles, dont les vaccins. La chaîne décisionnelle est perçue comme incompréhensible et le pouvoir semble avoir été délégué à des puissances industrielles (Taïeb, 2010). Ici c'est un historique d'« abandons » et de projets avortés dont font état les « vrais gens », dont l'Etat serait responsable envers les banlieues, les installant petit à petit dans un état de méfiance, de colère et d'indignation face à des phénomènes bien réels comme le chômage de masse.

---

<sup>218</sup> Entretien avec Julien Giry, post-doctorant politologue spécialiste du conspirationnisme, pour le conseil national du numérique le 4 juin 2021. URL : <https://cnnumerique.fr/le-complotisme-est-un-processus-social-entretien-avec-julien-giry>, consulté le 14 septembre 2021.



Nesrine me parle longuement de son incompréhension devant certaines étapes du projet Europacity, en particulier dans le domaine juridique et politique : « *Je comprenais rien, c'était oui, puis non, puis oui, puis non... (...) Moi j'sais pas faire ça, on sait pas tout ça* ». Elle exprime aussi un grand découragement, un deuil, au moment de l'abandon du projet, ainsi qu'une désorientation par rapport à la chaîne de commandement et l'origine des décisions. Gaoussou, lui, dit sa fatigue et sa lassitude : « *On ne peut même plus sortir parce qu'on n'a plus envie de sortir (...) Je n'ai plus de forces, cette société française est constamment... Je désespère. Ce projet il ne fallait pas l'abandonner. Ces communautés ne se verront plus* ».

Tous deux se sont désengagés de l'affaire. Dans ce contexte, leur réitération des rumeurs de corruption ressemble à un renoncement devant la complexité du réel. Le manque d'expérience dans les conflits d'aménagement, le manque de connaissances sur le fonctionnement des institutions et les rapports de force entre les différents acteurs favorisent l'émergence d'hypothèses simplificatrices et la croyance en des informations cachées qui expliqueraient l'injustice dont ils se considèrent victimes. En outre, on retrouve chez les « vrais gens » le sentiment d'être exclus ou trompés, caractéristique notamment du rapport des ouvriers à la politique : les formes d'abstention et de non-participation ne démontrent ni désintérêt, ni apolitisme (Schwartz, 1991). Enfin, il est notable, au regard de la remarque de Gaoussou sur Benjamin Griveaux, que d'une manière ou d'une autre les écologistes soient associés aux puissants dans le regard des « vrais gens ». Les rumeurs en question « articulent systématiquement l'opposition entre le nous, *hic et nunc* des citoyens ordinaires impuissants ou lésés, et le eux, univers lointain du pouvoir ou de groupes perçus comme rivaux » (Taïeb, 2010, p. 247). On a ici un avant-goût de ce qui lie la position de classe des « vrais gens » et leurs jugements sur les préceptes écologistes des militants. L'analyse textuelle permet d'affiner la compréhension de ce qui se joue de rapports de classe dans l'écologie, et de dégager ce qui pourrait constituer les préceptes écologistes des « vrais gens ».

### 3. L'écologie des « vrais gens » sous contrainte

#### a) Le rapport de classe à des écologistes perçus comme aisés, parisiens et méprisants

Tableau 14 : Champ lexical associé aux militants du CPTG ou aux écologistes

Champ lexical associé aux militants du CPTG ou aux écologistes	Fréquence	%
Arrogance, mépris, méprisants, leçons (donner des), pompeux, moqueurs, insupportable, experts, négatifs	11	0,44
Parisien(s), Paris, centre	10	0,40
Opposants, opposition	9	0,36
Prédation, enrichir, riches, scandaleux, déni, mauvais, égoïstes	9	0,36
CPTG, CARMA	6	0,24
Bobos, boboland, périphérique (passer le)	5	0,20
Voyous, agressifs, casseurs, cocktails molotov	5	0,20
Ecolo(s), écologistes	4	0,16
Festoyer, fête, musette	3	0,12
Echec, responsables (de l'aggravation des tensions)	3	0,12
Jamais (mis un pied, aidé, travaillé)	3	0,12
Personnalités (Mathilde Panot, Yannick Jadot, Stéphane Troussel)	3	0,12
Militants	2	0,08
NDDL, ZAD	2	0,08

Réalisation : Louise Bollache, 2022

La présentation des « vrais gens » comme habitants du territoire va de pair avec une délocalisation des militants écologistes à Paris, comme dans cet exemple : « *Des gens qui ne vivent pas en banlieue se permettent de parler en notre nom !* ». Les « vrais gens » affirment la distance de classe qui les sépare des écologistes, d'abord en répétant que les membres du CPTG ne sont pas habitants de Gonesse et des communes voisines. On le voit bien dans le tableau de fréquences avec la mention de Paris, des Parisiens et du « centre » : « *Tant pis pour la cinquantaine d'opposants qui au passage ne vivent pas dans les zones concernées* », « *Nous en avons plus qu'assez que des parisiens parlent à notre place* ». Cet argument prend de l'ampleur au moment des tribunes de soutien, puisque celles-ci montrent le soutien d'intellectuels (philosophes, économistes, sociologues, urbanistes) et de personnalités politiques associées aux « bobos », comme Clémentine Autain ou Delphine Batho, suscitant l'ironie (« *Ils connaissent la banlieue les signataires ? #bobos* »).

Plus encore, les militants sont associés à des personnes privilégiées qui travaillent peu et fantasment une campagne idyllique. Pour évoquer la venue des militants du CPTG sur le Triangle de Gonesse, les « vrais gens » sous-entendent souvent une forme d'oisiveté et de joie

(« *fêter* », « *célébrer* », « *festoyer* ») perçue comme ostentatoire : les « *écologes* » viendraient « *en week-end* », pour un « *barbecue annuel* », un « *bal musette* », ce sont « *des bobos venus pique-niquer* », séjours accompagnés d'un dépaysement nécessaire puisque ce sont des « *parisiens* » qui viennent passer un moment « *champêtre* ». Les militants écologistes sont ramenés à l'image d'une classe intellectuelle qui ne travaille pas réellement, et ne vit pas d'émotions négatives liées à la précarité par exemple. Mathilde Panot<sup>219</sup> est par exemple prise à partie<sup>220</sup> comme n'ayant « *jamais eu besoin de travailler (à part dans la politique)* » (et donc inapte à comprendre les enjeux) : le travail politique n'est pas considéré comme du labeur. Plus encore, ils s'enrichissent « *sur le dos* » des habitants de banlieue<sup>221</sup> : la conformité du contre-projet CARMA aux modes de vie et aux morales de classe des écologistes fait du triangle de Gonesse « *une servitude pour les riches bobos du centre-ville* ». La moyenne d'âge des militants du noyau dur du CPTG est aussi fréquemment commentée, comme pendant l'entretien par Nesrine : le fait qu'ils se prononcent sur l'avenir la fait sourire, et elle précise bien qu'ils ont « *tout le temps de faire ça* » puisqu'ils sont à la retraite.

A ces visites en villégiature s'oppose l'image des « *vrais gens* » qui eux, travaillent à construire des solutions pour répondre aux problèmes sociaux du territoire. De la même manière, les répertoires d'action du CPTG sont présentés de façon ironique<sup>222</sup> et leur aspect « *symbolique* » mis en exergue, là où les « *vrais gens* » représentent « *le concret* ». Dans un texte publié par les « *vrais gens* » en mai 2019 à l'intention du CPTG, on retrouve cette idée de « *présomption* » de « *balayer d'un revers de main* » tout le travail effectué au quotidien pour rendre le territoire « *dynamique* » pour l'avenir et celui de leurs enfants. Il est surtout question de développement économique et de formation professionnelle. Ils regrettent le manque d'écoute de leur parole en tant que principaux concernés – notamment l'absence du CPTG à une réunion publique organisée à Gonesse. Ils dénoncent également l'absence manifeste d'intérêt des candidats aux élections européennes pour leurs revendications. Ces critiques s'inscrivent dans le contexte particulier de la fête des terres de Gonesse, organisée chaque année depuis 2017 par les militants du CPTG. C'est à cette occasion que les candidats aux élections européennes marqués à gauche ont fait une apparition et de brefs discours, manifestant leur opposition à Europacity « *depuis*

---

<sup>219</sup> Mathilde Panot est députée du Val de Marne depuis 2017, membre de la France Insoumise et soutien très régulier au CPTG (tribunes et visites lors des événements).

<sup>220</sup> Sur le compte Twitter des « *vrais gens* », en octobre 2019.

<sup>221</sup> Les « *vrais gens* » évoquent même la notion de prédation, qui est massivement réservée, chez les écologistes, à la dénonciation de l'appropriation foncière des sols par les aménageurs, publics ou privés.

<sup>222</sup> « *Une trentaine de parisiens sont sur le triangle de Gonesse pour un bal musette contre Europacity* », tweet de mai 2019.

Paris ». Les « vrais gens » font ainsi mention de « *Parisiens* » qui viendraient « *passer le week-end* » chez eux et ne seront plus là le lendemain matin, balayant tout leur travail « *à l'occasion d'un barbecue champêtre annuel* » présenté comme « *festif* ». Ils font de nouveau mention de la valeur de la parole de chacun : « *La parole d'un Val d'Oisien vaudrait-elle donc moins que celle d'un autre francilien ?* ». De nouveau, ils demandent à « *être écoutés* » : ils parlent, après tout, depuis « *la banlieue la plus pauvre de France* ».

Les « vrais gens » rendent explicite la distance sociale en qualifiant les membres du CPTG et leurs soutiens de « *différents de nous à tous les niveaux* ». Cet antagonisme se cristallise autour de la question de l'emploi dans certaines réunions publiques, on distingue notamment un vif rejet de l'idée de décroissance chez les « vrais gens », l'idée de réduire le développement et la consommation entrant en conflit avec l'ensemble des valeurs qu'ils associent au travail : « *Et la classe politique passe ses journées à expliquer aux classes populaires qu'on va les empêcher de consommer ! Les classes populaires veulent du pouvoir d'achat pas la décroissance !* ». On perçoit une revendication de pouvoir se divertir, dans une ère de la sobriété imposée dont ils ne sont pas gagnants : ils n'ont pour y prospérer ni l'ethos de privation requis, ni les métiers adaptés à la transition.

Ils veulent prouver le caractère volontaire des jeunes « du coin », luttant contre une présomption d'oisiveté elle-même instaurée par un discours politico-médiatique autour du chômage élevé et du désœuvrement des jeunes, qu'ils reprennent à leur compte.

*« La liste des emplois adaptés à la population locale [selon] le CPTG : que des jobs pourris (...) C'est clair : ces gens-là ont un gros problème avec la banlieue ! (...) Le CPTG qui nous explique que les jeunes n'ont pas envie de bosser, c'est insupportable (...) C'est incroyable de stigmatiser notre territoire et sa population comme ça ! »*

Suite de *tweets* commentant la réunion publique du 31 janvier 2018

Nesrine, en entretien, met aussi en valeur un rapport fondamental au travail. Constitutif de l'identité sociale, il est valorisant et valorisé d'avoir réussi à son échelle : « *Comme toute chose dans la vie, faut se battre, faut travailler* ». Gaoussou valorise son sens de l'adaptation professionnelle, se distinguant par la même de ceux qui voudraient protéger des secteurs, dans une tirade libérale assez véhémente : « *Des activités qui détruisent d'autres activités, c'est le*

*sens de la vie ! Mon premier boulot, ça a disparu. J'ai fait autre chose ! J'ai été victime de ça ! C'est tout, tant pis ! ».*

Le champ lexical du mépris et de l'arrogance arrive en premier lorsqu'on analyse les termes associés au CPTG : ces derniers sauraient « *ce qui est bon pour tout le monde* » et « *s'écouterait parler* ». En entretien, j'essaie d'approfondir ce sentiment et de voir d'où il vient : postures, ton, regard. Avec les difficultés caractéristiques à décrire le sentiment de violence symbolique, Nesrine peine à s'exprimer : « *Ils étaient pas d'ici, enfin, ça se voyait. C'est limite physique [exprime un inconfort]. Même leurs spécialistes... On les trouve pas dans nos villes hein. Nous quand les jeunes sont bons à l'école ils s'en vont, ils partent* ». Elle précise aussi qu'une fois, lors d'une réunion à Goussainville, un agriculteur « *s'est senti agressé* » par eux : « *Lui travaillait, et ils [les militants] lui disaient ouais, l'agriculture intensive c'est pas bien, il faut arrêter... Avec un peu d'arrogance... Donc c'est pas que nous. Sûrement que quand ils parlent avec des gens qui sont d'accord avec eux, ça va, mais sinon...* ».

Lorsque je lui demande de décrire les manifestations de ce mépris, Gaoussou formule sa réponse après un temps de pause :

« *C'est un regard qui est difficile à supporter. Ils viennent nous expliquer, on n'est pas capables de comprendre les choses par nous-mêmes. Ils viennent nous prendre la main, on est forcément manipulés par quelqu'un, le maire nous manipule, Europacity nous manipule. C'est des petites choses qui n'ont l'air de rien mais qui s'accumulent. Si la personne a l'impression de voir en face d'elle un sous-homme... Vous vous condamnez à ne pas nous comprendre. La condescendance. Ils ne cherchent même pas à savoir qui on est, notre parcours. Nous parlent de grandes théories. On est tous d'accord. Il faut que la richesse soit partagée sinon on n'arrivera à rien* »

La mobilisation contre le projet Europacity, dès lors, revient à leur asséner un « *C'est trop beau pour vous* ». L'opposition de classe est formulée ainsi par Gaoussou lors d'une réunion publique : « *Les impôts que nous payons aujourd'hui nous, servent à faire des cadeaux à la classe moyenne* ». En août 2019, Nesrine déclare (AFP) que « *Les beaux musées, la culture, c'est pour le plus petit Paris (...)* On a l'impression qu'on n'a pas le droit d'aspirer à quelque chose de meilleur ».

Ce que Nesrine a remarqué en premier chez les militants du CPTG (c'est un thème qui revient souvent dans l'entretien), c'est à quel point leur carnet d'adresses semblait fourni, dans des sphères par ailleurs inaccessibles aux « vrais gens » :

Nesrine : *Le CPTG ils connaissent des gens partout mais c'est hallucinant !*

Louise : *Comment tu le voyais ça au quotidien ? Quand vous vous croisez aux réunions publiques ?*

Nesrine : *Oui, déjà, et puis ça se voyait, ils avaient 15.000 trucs de presse [qui leur donnaient la parole]. Nous on avait pas ça, on connaissait personne ! C'était David et Goliath mais en inversé un peu (...) Dans les réunions oui. Ils étaient hyper préparés... Ils se regardaient, et tac, ils parlaient chacun leur tour direct.*

L'attitude des groupes du CPTG dans les réunions publiques évoque, elle, une domination forte dans le discours, une maîtrise des éléments du débat (économiques, urbanistiques, juridiques) et surtout des codes en vigueur dans ces espaces de débat. Le CPTG prévoit des prises de parole, effectivement orchestrées, façonnées par le collectif dans le cadre d'une stratégie, ce qui surprend Nesrine qui les trouve « *hyper préparés* » avant même d'avoir entendu les arguments favorables au projet. Ainsi, elle mentionne leur avoir proposé de participer au débat avec d'autres membres des « vrais gens », et leur refus systématique. Pour Nesrine, il est indispensable de se rendre intelligible pour les pouvoirs publics en participant à l'élaboration du projet, et ces critiques lui semblent précoces. Elle mentionne aussi le nombre important de soutiens du CPTG, notamment des savants : « *Ils avaient des spécialistes de tout... De la terre, de ci, de ça... Nous on était quand même lambda, insérés dans nos villes (...) C'est clair qu'ils étaient pas comme nous* ». Elle précise avoir eu du mal à suivre les différentes procédures juridiques, faute de posséder collectivement les capitaux nécessaires : « *Je comprenais rien, c'était oui, puis non, puis oui, puis non... Ils arrivaient à chaque fois à inverser le truc... Moi j'sais pas faire ça, on sait pas tout ça* ».

Il y a aussi pour Nesrine quelque chose qui relève du principe de plaisir dans l'engagement, et l'évocation des émotions est bien plus directe : elle s'est sentie fière et joyeuse de participer, enthousiasmée par le projet, puis endeuillée par son annulation.

« C'est comme si j'avais perdu un proche... J'étais effondrée. Limite on me souhaitait les condoléances, tellement j'en parlais tout le temps, à tout le monde, d'Europacity. Mes collègues, mes parents... Je pensais à tous ces jeunes, là... J'étais vraiment dégoûtée. Je comprends la méfiance, mais là on avait eu des garanties... Je suis peut-être naïve (...) ça m'a blessée, je n'y croyais plus. Europacity ils nous rassuraient, ils disaient recevoir des coups de fil du président ».

De la même façon, elle a du mal à comprendre l'activité d'un militant tel que Bernard Loup sans se référer à ce principe de plaisir : « Bernard Loup en fait mais c'est sa passion de casser des projets, c'est un sport national pour lui... Je suis sûre qu'il y prend plaisir. Mieux vaut l'avoir dans son camp ». Elle semble avoir du mal à se représenter les motivations des militants du CPTG, et conçoit pour Bernard un mélange de respect et de méfiance. Cette dimension de plaisir perce peu dans le discours des militants écologistes les plus aguerris de mon corpus, dissimulée par une forme de réserve et de devoir collectif – en somme, ça ne se fait pas de dire qu'on milite parce qu'on s'amuse, ou qu'on s'amuse en militant.

#### b) L'écologie, entre rejet et acceptation des morales de classes moyennes

En matière d'écologie, Gaoussou emprunte simultanément à différents cadrages. Dans l'aménagement du territoire, il croit aux mesures de compensation intégrées dans les projets : la priorité va à l'emploi. Il dit avoir confiance en la sensibilisation et l'adaptation des gestes de chacun : en cela, il semble défendre une écologie qui repose sur la responsabilisation individuelle (« Je crois pas à l'Etat et à l'ONU. Chacun dans son geste l'intègre »). Cependant, dans le même mouvement, il lie écologie et solidarité : « Tant qu'il y a de l'injustice, ça ne marchera pas. On va interdire le cacao ivoirien à cause de la déforestation. L'Afrique toute entière c'est 4% du réchauffement climatique. Et on va s'occuper de leurs moyens de subsistance... ». Il rejoint ainsi la pensée de nombreux écologistes liant justice écologique et justice sociale, dont de nombreux soutiens du CPTG et signataires des pétitions et tribunes contre Europacity. Nesrine ne se dit pas du tout anti-écolo, « au contraire », mais semble placer sa foi dans l'acte de construction, les logements et les emplois. L'écologie est associée à un certain ascétisme, voire à un retour en arrière : « A un moment donné on doit VIVRE, on doit se loger, construire... ». Cependant, pendant la première année du COVID, Nesrine est ébranlée dans son quotidien : cette période est l'occasion de « se poser des questions plus mondiales ».

« Mondial » est ici entendu au sens de « systémique », et elle commence à concevoir une écologie plus critique : « *On ne peut pas faire du tout béton, ce n'est plus possible...* », allant jusqu'à dire que l'avenir a « *donné raison* » aux militants du CPTG. D'ailleurs, sur certains points, elle est « d'accord avec eux » : sans projet, une gare dans les champs, ça n'a pas de sens.

A travers leur compte Twitter, les « vrais gens » parlent d'écologie principalement à travers l'évocation des grandes catastrophes naturelles, à l'image de la déforestation en Amazonie sur des surfaces importantes, accentuée par l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. A la lumière des éléments précédents, il n'est pas un hasard que le tweet sur l'Amazonie mentionne « *l'appétit vorace de l'Europe pour le bœuf et le soja bon marché* » alors que ce sont des marqueurs de consommation des classes moyennes et moyennes supérieures. Jean-Baptiste Comby, dans son travail sur les cadrages politiques successifs de la question écologique, montre une forte individualisation des enjeux climatiques : la responsabilité en incomberait à tout un chacun, détournant le regard des secteurs produisant les plus grosses émissions de gaz à effet de serre. En parallèle, il montre le désintérêt apparent des classes populaires pour l'écologie. En interrogeant les morales de classe, on se rend compte que la culpabilisation individuelle comme outil de changement fonctionne moins bien chez les classes populaires à qui on impose des restrictions dans la sphère domestique. En effet, l'éthique écologique des classes moyennes supérieures implique de modifier l'alimentation en particulier, mais aussi de s'imposer des formes de consommation quotidiennes plus réfléchies, en somme, moins compensatoires. Les « vrais gens » manifestent une forme de résistance à l'égard de cette morale de classe, mais aussi à la responsabilisation des classes populaires sur les questions de pollution, quand ce sont effectivement les classes supérieures qui manifestent le plus de consommations « anti-écologiques ».

On sait qu'une part importante des pollutions sont générées par les modes de vie des classes supérieures, en particulier ceux dont le capital économique est élevé (Cornut, Bauler et Zaccai, 2007). Ces groupes sociaux polluent plus que les plus défavorisés. On prend en compte pour cette mesure la taille du logement (liée à l'énergie consommée), les aliments consommés, les trajets motorisés effectués et les longues distances parcourues (le plus souvent en avion). A l'ère où les premiers effets concrets du bouleversement climatique se font connaître (pics de chaleur, catastrophes naturelles, mais aussi effets directs de la pollution atmosphérique), il convient aussi de poser la question inverse, celle de la répartition sociale des effets. A cet égard, les catégories aisées sont à la fois celles qui génèrent le plus d'impacts négatifs mais aussi celles qui en subissent le moins. A l'inverse, les milieux populaires produisent peu de nuisances mais



en subissent une grande partie, ce que l'on peut détecter à partir de la répartition spatiale des nuisances environnementales (Theys, 2007, Laigle, 2018). L'attrait pour ces études de « répartition » de la responsabilité du bouleversement climatique s'accroît depuis la fin des années 2010, via les rapports du GIEC, les études produites par de grandes associations ou ONG, comme OXFAM, qui calcule le degré de responsabilité des grandes entreprises multinationales comparé à celui des citoyens<sup>223</sup>. Ce cadrage émergent croise les questions écologiques avec les questions de classe et de justice sociale, contrant ainsi le cadrage de responsabilité individuelle.

Selon des travaux récents, les milieux populaires oscillent entre l'indifférence et le rejet, bien qu'ils soient caractérisés par un mode de vie sobre, et ils critiquent les injonctions par défiance plutôt que par méconnaissance. Pour eux, la réduction des consommations est justifiée par la nécessité de faire des économies financières, et les injonctions écocitoyennes sont donc associées à l'érosion du pouvoir d'achat. Ils sont conscients de ne pas polluer et également conscients de « ne pas être en mesure de se démarquer ostensiblement dans l'espace social par rapport à la nature » (Grossetête, 2019, p. 98). L'augmentation des coûts de l'énergie a particulièrement touché les catégories modestes, dont une plus grande proportion du budget est consacré au logement - et la progression du temps libre disponible par personne a été pour ces catégories une augmentation du temps passé au domicile. C'est bien dans ce contexte que les injonctions écocitoyennes peuvent être contestées voire combattues. Elles ne sont pas conformes non plus aux usages sociaux du temps chez les classes populaires, qui montrent une préférence pour le présent, l'avenir étant moins assuré. Les classes populaires sont plus sensibles aux économies d'énergie réalisées dans la sphère privée à résultat immédiat. Ces gestes sont invisibles et ne donnent lieu à aucun profit de distinction. Enfin, les classes populaires, relativement captives du rural et du périurbain, ont moins accès aux stratégies écologiques basées sur la réduction de la voiture individuelle. Dans les classes populaires, l'espace domestique est aussi considéré comme un espace de liberté, par rapport aux contraintes déjà vécues dans l'espace social : on le voit notamment dans les préférences alimentaires (Vandebroek, 2015).

---

<sup>223</sup> Ainsi, le rapport d'Oxfam de novembre 2021 montre que les émissions de CO2 des 10 % les plus riches devraient à elles seules dépasser le niveau requis pour limiter le réchauffement à 1,5 °C d'ici 2030, indépendamment des émissions des 90 % restants, URL : <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/les-emissions-de-co2-des-10-les-plus-riches-parties-pour-etre-30-fois-plus>. Sur le rôle des multinationales, le livre de Mickaël Correia *Criminels climatiques* paraît en janvier 2022 aux éditions de la Découverte.

Dans le discours des « vrais gens », le thème de la stigmatisation du territoire est très présent : le département a une « *mauvaise image* », il n'est pas « *bien réputé* », considéré comme « *mal-famé* », et uniquement discuté dans les sphères publiques pour ses problèmes : chômage, précarité, situation alarmante des jeunes, « *meurtres et crimes* ». Les jeunes, dont certains témoignent lors du rassemblement d'octobre, disent se sentir « *diminués* » à des images familières des jeunesses populaires de banlieue : « *des tours et des terrains de foot* ». Ils expriment le besoin de lieux où « *souffler* », coincés dans une double contrainte : celle du déplacement à Paris, qui est coûteux en tout, et celle de la désapprobation et de la surveillance des parents en cas de désœuvrement apparent (marqué par l'immobilité en bas du hall de l'immeuble). L'aggravation du chômage, de la délinquance et du trafic de drogue finissent de ternir la réputation de certains quartiers, notamment les grands ensembles, et contribuent à leur dévaluation symbolique (Lepoutre, 1997).

En l'absence de perspectives de mobilité résidentielle, les ensembles deviennent des lieux de relégation. Ainsi, si les « vrais gens » font souvent valoir la nécessité de changer l'image du territoire, ce sont les jeunes qui sont dépositaires de ce changement, dans un contexte où le chômage élevé réduit les projections dans l'avenir et où trouver des « *jobs d'été* » relève déjà de déplacements importants. Dans un tel contexte, les possibilités d'emplois nouveaux sont bien accueillies, et cela sans rechigner sur la réalité du nombre d'emplois réels créés – la bataille de chiffres menée par le CPTG sur le réalisme des promesses d'Europacity leur paraît dérisoire au regard de la situation de départ. Ainsi, l'opposition entre les « vrais gens » et les militants du CPTG, à travers l'appui ou l'opposition au projet Europacity, montre une lutte symbolique pour la représentation des intérêts des classes populaires (Boulland *et al.*, 2008). Les militants écologistes, disposés à se placer du côté des dominés, dénoncent les injustices environnementales qui pèsent sur les moins dotés et tentent de démontrer que le projet ne bénéficiera pas aux plus précaires des communes alentour en mettant en valeur des indicateurs comme le niveau de diplôme. Les « vrais gens », dans des trajectoires de petite ascension sociale (Lahire, 2006 ; Cartier *et al.*, 2008), se font également porte-paroles des plus démunis en mettant en exergue leur volonté de travailler et de changer leur image : s'ils sont toujours liés, par leurs groupes de pairs ou leur métier, aux milieux populaires, leur engagement en faveur du projet est également en lien avec une volonté de préserver leurs espaces de promotion résidentielle.

## CHAPITRE 5 : EUROPACITY. UN GRAND PROJET QUI SE TRANSFORME EN RÉPONSE AUX OPPOSITIONS

---

Le contexte de l'annulation du projet, en novembre 2019, semble indiquer un fléchissement dans l'approche par le gouvernement des grands projets d'aménagement. Emmanuel Macron, annonçant l'abandon du projet, le qualifie de « daté », « dépassé », « démesuré »<sup>224</sup>, après une quasi-décennie de soutien de l'Etat. Volontiers qualifié de dernier fossile du « monde d'avant » par les militants, Europacity représente donc un point particulier dans l'histoire des grands projets, et par conséquent, l'histoire des luttes écologistes contre ces derniers. Pourtant, la vision portée par le projet s'appuie par des préceptes encore dominants dans le champ du pouvoir. Pour retracer le conflit pour l'imposition d'un des récits de l'avenir, celui d'Europacity et celui des militants en lutte, nous avons pour l'instant centré notre attention sur le dernier. Nous voudrions ici porter notre attention sur l'autre camp, sur le discours des promoteurs d'Europacity, que nous n'avons vu qu'en creux.

Dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme (1999)*, Luc Boltanski et Eve Chiapello montrent que la critique du capitalisme, présente dès sa naissance, constitue paradoxalement un outil pour ce dernier : il est ainsi invité à se renouveler périodiquement en fournissant de nouvelles raisons à la population d'y souscrire. L'objectif de ce chapitre est de d'identifier l'effet des luttes écologiques sur le discours des dominants sur le projet. Pour cela, il est nécessaire de décomposer des discours et langages technocratiques à première vue débarrassés d'idéologie (Boltanski, 2008). Ces discours « neutres » ont une force symbolique dans le rapport de force du langage : « Ne trouvant rien à redire au monde social tel qu'il est, les dominants s'efforcent d'imposer universellement, par un discours tout empreint de la simplicité et de la transparence du bon sens, le sentiment d'évidence et de nécessité que ce monde leur impose » (Bourdieu et Thompson, 2001, p. 155). Dégager les formes de l'idéologie dominante dans ces discours en objectivant la position de ses porte-paroles permet de donner à voir les ressorts de positions dominantes. Plus encore, l'objectivation des propriétés sociales et de la trajectoire des différents responsables donne une chance de sortir d'une conception uniforme de « l'adversaire » des militants, sorte de super-puissance cumulant tous les capitaux, pour montrer la façon dont différents champs du pouvoir s'articulent entre eux.

---

<sup>224</sup> Allocution officielle du 7 novembre 2019 en bilan du Conseil de Défense Ecologique.

Cette partie s'appuie sur un corpus d'origines diverses. Des citations et analyses sont issues de mon enquête ethnographique, qui m'a amenée à assister à certains événements impliquant divers acteurs d'Europacity (conférence de presse, débat avec le directeur du développement, interventions du directeur général à une conférence sur le Grand Paris). J'ai aussi et surtout réalisé une revue de presse sur les discours des acteurs et promoteurs d'Europacity. J'ai d'abord recherché, à l'aide d'Europresse, l'ensemble des articles de presse faisant mention du projet, avec une première occurrence en mai 2009 jusqu'en mars 2020. J'ai extrait tous ces articles par mois et par année, ce qui donne un peu plus de 11 ans de contenu presse sur le sujet et environ 130 documents mensuels. J'ai ensuite utilisé un logiciel d'analyse qualitative, Max QdA, pour « baliser » manuellement ces documents en fonction de *qui* parlait d'Europacity – en somme, pour systématiser l'analyse de discours que je souhaitais faire dans la thèse. Ainsi, j'ai obtenu une base de citations sourcées, qui donne à voir une grande partie des discours publics tenus sur Europacity de la part des personnes ou organisations qui sont responsables de la réalisation du projet. De la même façon, j'ai isolé tous les discours tenus par les élus locaux et nationaux dans le soutien ou l'opposition au projet, l'évolution du discours du pouvoir exécutif à ce sujet, ainsi que les prises de position des intellectuels ou encore des architectes. Une grande partie des propos cités dans ce chapitre sont issus de cette revue de presse manuellement traitée. J'ai également réalisé un comptage des quelques milliers d'articles en les répartissant par mois et par organe de presse, de façon à pouvoir proposer un indice de visibilité médiatique du projet. Une autre balise regroupe les 770 adjectifs utilisés pour qualifier le projet au fil des années par les journalistes. Les différents aspects de ce travail de structuration d'archives sont mobilisés dans différentes sections de ce chapitre.

Le livre de Franck Vallérugo, Jean-Pierre Gonguet et Jean-Michel Guénod *Europacity, L'aventure d'un projet*, commande du maître d'ouvrage, constitue un autre matériau central pour l'analyse des rhétoriques utilisées pour défendre le projet car c'est un véritable « manifeste ». Enfin, je m'appuie pour certains points sur une étude que j'ai réalisée au printemps 2016 au sein du cabinet d'expertise Syndex, qui travaille aux côtés des représentants des salariés des entreprises en accompagnant les CSE (Comité Social et Economique)<sup>225</sup>. Ces instances peuvent, en application de la loi Rebsamen, faire appel à un expert lors des consultations annuelles sur les orientations stratégiques de l'entreprise, la situation financière

---

<sup>225</sup> Les CSE forment l'unique instance de représentation du personnel dans les entreprises, conformément à l'ordonnance du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique, fusionnant ainsi le CE, le CHSCT et les délégués du personnel.  
URL : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000035607348/>

et économique ou encore la politique sociale de l'entreprise ; mais aussi dans des situations plus exceptionnelles comme des opérations de fusion, des licenciements collectifs sous motif économique, plan de sauvegarde de l'emploi ou encore préalablement à la négociation d'un accord collectif. Le cabinet, en plus de ces expertises comptables auprès des représentants des salariés, produit une grande quantité d'études sur les secteurs d'activité dans lesquels il intervient : chimie, métallurgie, édition ou encore le secteur de la grande distribution. Etant alors chargée d'étude, je fus affectée à plusieurs études dans ce dernier secteur, pour lesquelles j'ai analysé en détail les principaux documents internes de ces grands groupes (à l'époque Auchan, Système U, Leclerc, Casino, Intermarché et Carrefour, Lidl) : bilans sociaux entre 2010 et 2016 et résultats annuels, de manière à extraire les stratégies, notamment monopolistiques, de ces derniers. Tous ces documents sont publics et accessibles sur les sites des différents groupes. J'ai également réalisé, à la même époque, des entretiens avec Benoît Boussemer, spécialiste français de l'activité économique de la famille Mulliez et auteur de plusieurs ouvrages à ce sujet, qui détenait des documents plus détaillés auxquels l'accès est restreint.

Ce chapitre examine donc la façon dont un grand projet d'aménagement, d'abord promu par une rhétorique propre à l'idéologie dominante (I), intègre les critiques formulées contre différents aspects du capitalisme, de son uniformisation marchande (II) à son rôle dans la perpétuation ou l'accentuation des inégalités sociales (III).

## I. L'idéologie dominante des porteurs de projet : neutralité, rationalité et adaptabilité

### *Un bref historique du projet Europacity (2010-2019)<sup>226</sup>*

Le projet est pour la première fois cité dans une interview de Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, en février 2010, pour la revue *L'Architecture d'Aujourd'hui*<sup>227</sup>. L'entretien porte sur la relance du projet politique du Grand Paris et des « 1000 projets » qui devraient s'y épanouir. Il évoque un grand complexe de commerce et de loisirs qui verrait le jour « dans un quartier sous-équipé du Nord-Est parisien, entre Paris et Roissy », dédié aux « cultures européennes » et doté d'une architecture « exceptionnelle ». Le projet est celui du groupe Auchan et fait l'objet de discussions entre la famille Mulliez et le gouvernement depuis 2008 (Vallérugo *et al.*, 2016), l'objectif du groupe étant d'obtenir un engagement du gouvernement sur la construction d'une gare du futur métro automatique pour desservir le projet. Cet accord est donné en 2010. En parallèle, dès 2011, le Collectif Pour le Triangle de Gonesse se met en place dans le but de fédérer une mobilisation contre le projet. Les procédures commencent dès 2012 avec le concours d'architecture lancé par les promoteurs. L'idée est alors de réaliser, sur 80 hectares, un parc hybride mêlant commerces, divertissement, culture et hôtellerie. En février 2012, Maurice Leroy, ministre de la Ville et Patrick Braouezec, député de la Seine-Saint-Denis, remettent le label « Grand Paris » au projet Europacity. Les projets architecturaux présélectionnés sont exposés à la maison de l'architecture d'Ile-de-France à l'automne de la même année, puis prennent place au pôle culturel de Gonesse jusqu'en février 2013. A partir de ce moment-là, le projet est présent chaque année au marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM). En avril 2013, c'est le groupe BIG (Bjarke Ingels Group) qui est choisi pour être l'architecte en chef du site. Le « parc des neiges » est dévoilé au public en mars 2014. Une première phase de concertation s'étale entre le printemps 2015, pendant lequel Europacity organise sept premières réunions dans le Val d'Oise et en Seine-Saint-Denis en vue de préparer le débat public du printemps 2016 géré par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP). La présidente de la Commission note l'insuffisance de justification sur la localisation du projet à Gonesse, qui nécessite de sacrifier des terres

---

<sup>226</sup> Un historique plus exhaustif est à trouver en annexe 24 et 26.

<sup>227</sup> *L'Architecture d'Aujourd'hui*, 1<sup>er</sup> février 2010. Consultable via le site de l'Elysée, URL : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-12005-fr.pdf>

agricoles, et l'absence d'examen de solutions alternatives. Outre ce temps dédié à la concertation, plusieurs initiatives sont menées par les porteurs de projet et notamment Christophe Dalstein, directeur d'Europacity, pour se mettre en lien avec les acteurs locaux : rencontres avec les entrepreneurs et les élèves des écoles (janvier 2013), ouverture de la maison du projet avec la tenue de permanences (octobre 2016), partenariat entre Europacity et la Chambre de Commerce et d'Industrie pour identifier les métiers nécessaires pendant la phase de chantier et d'exploitation (décembre 2014). En décembre 2016, une nouvelle mouture du projet est proposée en réponse aux points soulevés lors du débat public.

En 2017, une nouvelle phase de concertation est organisée par Europacity avec un garant de la CNDP. Le commissaire-enquêteur juge le projet « peu compatible avec la notion de développement durable ». Benoît Chang remplace Christophe Dalstein à la tête d'Europacity et le concours international d'architecture est lancé pour les huit grands sites qui composent le *master plan* du projet, dont les lauréats sont dévoilés début 2018. Au même moment, les associations de défense de l'environnement, au premier plan desquelles le CPTG, remportent une victoire juridique au tribunal administratif : l'arrêté de création de la ZAC du Triangle de Gonesse est annulé. Dans le rapport, il est précisé que l'impact environnemental, notamment celui des émissions de gaz à effet de serre provoquées par les déplacements de touristes, n'a pas suffisamment été considéré. Cette décision est néanmoins annulée en appel en juillet 2019. En 2018 et 2019, plusieurs initiatives ciblées sur les populations locales et notamment les jeunes du Val d'Oise sont lancées en parallèle, notamment via la création d'Europacity Compétences, association chargée de former des jeunes aux métiers du parc, et via le financement de permis de conduire pour ces derniers. Début 2019, les opposants remportent une nouvelle victoire avec l'annulation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) par le tribunal administratif, ce qui préserve le statut agricole des terres. En octobre 2019, une troisième grande mouture du projet est présentée suite à la demande de l'Etat et de Grand Paris Aménagement. L'opposition au projet s'accroît et le « parc des neiges » est retiré du projet le 5 octobre. Le 7 novembre 2019, la ministre de la transition écologique Elisabeth Borne annonce officiellement l'abandon du projet suite au troisième Conseil de Défense Ecologique.

Quelles sont les armes rhétoriques mobilisées par les promoteurs du projet ? L'analyse de discours des porteurs de projet montre qu'il s'appuie sur une rhétorique ancienne, basée sur un mythe moderne du progrès, comme conviction que « la possibilité et même la nécessité d'un

progrès qui ne connaîtra pas de limites sont inscrites dans la nature de l'être humain en tant qu'espèce » (Bouveresse, 2017). Ils œuvrent à se positionner en dehors de toute idéologie, renvoyant les opposants au domaine des affects.

## 1. « There is no alternative » à l'urbanisation : le traitement des partisans et de l'opposition

Dans « La fabrique de l'idéologie dominante », en 1976, Pierre Bourdieu et Luc Boltanski identifient les rhétoriques de l'idéologie dominante, les acteurs qui la fournissent et la relayent et les lieux « neutres » dans lesquels elles se forment et se transmettent. Ils produisent notamment une encyclopédie des lieux communs de rhétorique : différents termes et expressions exprimant la philosophie sociale dominante. L'étude du corpus met en évidence un procédé, propre à cette l'idéologie dominante, de disqualification des discours et politiques alternatifs qui sortiraient du domaine de la raison. « There is no alternative », phrase attribuée à Margaret Thatcher pendant le processus de durcissement du régime libéral au Royaume-Uni dans les années 1980, est reprise par Frédéric Lebaron, sociologue des économistes, pour décrire le caractère hégémonique de certains principes libéraux. Ces analyses conservent toute leur actualité pour rendre compte des procédés rhétoriques mobilisés, dans les années 2010, pour défendre le principe d'urbanisation, qui est présenté par les aménageurs comme la seule option possible d'avenir pour les terres agricoles de Gonesse.

### a) Se positionner en dehors de l'idéologie : des hommes actifs dans une France bloquée

Les porteurs du projet Europacity se présentent comme pragmatiques et apolitiques. Leurs aménagements ne seraient pas porteurs de choix de société, choix circonscrits au domaine politique – ils se défendent donc de devoir se justifier face aux critiques des opposants. Ainsi, Christophe Dalstein, premier directeur d'Europacity, déclare en août 2014 : « *EuropaCity ou pas, ce territoire sera urbanisé. Nous ne sommes que l'une des composantes d'un projet plus large, prévu depuis 1994. Sur les 300 hectares urbanisés, nous n'en occuperons que 80. La construction de logements étant impossible en raison du bruit des aéroports, des activités*



*tertiaires sont prévues sur le reste de la zone*»<sup>228</sup>. Il renchérit en mars 2016 dans cette rhétorique de la fatalité : « *Les opposants à cette urbanisation se servent de nous comme d'un cheval de Troie, se défend M. Dalstein. C'est l'Etat qui a pris la décision d'aménagement de cette ZAC, qui aurait eu lieu de toute façon* »<sup>229</sup>. David Lebon, directeur du développement, redirige également la responsabilité sur la Région et les élus en août 2017 : « *Je m'étonne que les opposants se focalisent sur ce projet alors que l'urbanisation se fera avec ou sans, que le PLU correspond aux attendus du schéma directeur régional d'Ile-de-France, qui a reconfirmé l'objectif de l'urbanisation du triangle de Gonesse (...) c'est maintenant aux élus de la ville de trancher* »<sup>230</sup>, déclare-t-il au *Monde*. Les aménageurs rappellent souvent que les terres seront urbanisées quoiqu'il arrive, de façon à ce que progressivement, la préservation des terres agricoles sorte du domaine du pensable. Aussi les présidents d'Alliage, de Ceetrus ou d'Europacity présentent-ils la construction de la gare comme un fait, qui n'est pas sujet à controverse. Benoît Chang, second directeur d'Europacity le résume en mai 2018 : « *A partir du moment où une gare est créée, il y a nécessairement un quartier qui se développe* ». Ce procédé est indissociable du fonctionnement de l'idéologie dominante. Elle se réfère en permanence à la science et à la modernité : l'élimination des alternatives est « *un des mécanismes fondamentaux de la domination idéologique contemporaine* » (Lebaron, 2017, p. 24).

La mise à distance de l'idéologie s'accompagne d'une valorisation du « concret » : les responsables s'affirment comme des hommes constructifs, actifs, qui font des choses, quand les autres sont attentistes. Ainsi Benoît Chang valorise l'action concrète le 8 décembre 2017, dans une tribune en réponse à celle des 150 personnalités : « *L'Etat et les élus sont les gardiens de l'intérêt général (...) Nous avons pris le parti de transformer profondément un territoire oublié. Nous souhaitons que se dégage bientôt une nouvelle forme d'union nationale autour de ceux qui agissent concrètement* »<sup>231</sup>. De la même manière, Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse et soutien notable à Europacity, répondra à Alice Le Roy, journaliste et soutien du CPTG, qu'il fait de l'écologie « *dans la réalité, dans le réel* » lors d'un débat sur *France Culture* en octobre 2019<sup>232</sup>. L'idéologie est renvoyée du côté des militants écologistes : « *Rien ne serait pire pour*

<sup>228</sup> « EuropaCity : Les écolos prédisent un nouveau Notre-Dame-des-Landes », *Le Monde*, 30 août 2014.

<sup>229</sup> « Le futur complexe de loisirs EuropaCity à l'épreuve du feu », *Le Monde*, 11 mars 2016.

<sup>230</sup> « Le projet d'EuropaCity, jugé peu compatible avec l'environnement », *Le Monde*, 29 août 2017.

<sup>231</sup> « EuropaCity : sortir de l'hypocrisie et de la caricature », *Libération*, 8 décembre 2017.

<sup>232</sup> « Europa City : projet d'un autre temps ? », le Temps du Débat, *France Culture*, 7 octobre 2019.

*le territoire et ses habitants que de ne rien faire par peur ou idéologie* ». Les porteurs de projet, eux, se positionnent du côté d'un réalisme détaché de la politique.

Christophe Dalstein déclare en décembre 2014 « *Nous ne sommes pas inquiets. Notre projet est soutenu par les habitants et par la puissance publique : le député-maire de Gonesse, la Région Île-de-France, l'État, à commencer par Manuel Valls et Laurent Fabius... Les associations écologistes et leurs mécaniques parfois irrationnelles expriment très peu les attentes de la population* »<sup>233</sup>. L'idéologie est renvoyée à une forme d'irrationnalité, et les militants écologistes présenteraient une version déformée du conflit d'aménagement : « *Des terres agricoles, le groupe Auchan, des Chinois... les opposants ont en main tous les ingrédients pour raconter une histoire facile* »<sup>234</sup>, déplore Benoît Chang en février 2018. Dans *Les Echos*, en octobre 2019, c'est Vianney Mulliez qui confie attendre de l'Etat « *Qu'il assume son ambition pour le Grand Paris, que le gouvernement fasse preuve de courage politique (...) Il ne faut pas qu'une instrumentalisation politique d'activistes écologistes conduise à oublier ceux qui vivent dans ce territoire* »<sup>235</sup>. Dans sa réponse à la tribune signée dans *Libération* le 1er décembre 2017, Benoît Chang décrit ainsi cette vision militante des faits qui serait « brouillée » par l'idéologie :

*« Une enfilade de contre-vérités, beaucoup de mauvaise foi et un zeste de démagogie suffisent souvent à faire une pétition publiée par Libération. Comment ne pas signer un texte contre EuropaCity dénonçant l'hyperconsommation et le bétonnage de bonnes terres agricoles ? La grande distribution, Auchan en l'occurrence, alliée à un investisseur chinois, Wanda, ce sont deux diables pour le prix d'un. Pourtant, la réalité est rarement aussi simple que dans une tribune rédigée par des militants dont la noblesse apparente de la cause occulte la réalité des faits. »*<sup>236</sup>

L'idéologie qui sous-tend le projet d'aménagement est invisibilisée et sous-estimée, dans un motif caractéristique de l'idéologie dominante. Le discours dominant proclame d'ailleurs la fin des idéologies, en cela qu'il indique que toutes les solutions politiques ont été essayées dans l'histoire. Ainsi, les concepts traditionnels de droite et de gauche « *font partie d'un rituel de pensée passéiste dont le dogmatisme est incompatible avec les notions de bonne gestion, c'est-à-dire avec la recherche d'une croissance économique dont dépend une amélioration sociale*

---

<sup>233</sup> Interview au JDD, « Tout comprendre au projet fou EuropaCity », 20 décembre 2014.

<sup>234</sup> « Urbanisme : EuropaCity revoit sa copie pour améliorer son image », *Le Monde*, 9 février 2018.

<sup>235</sup> « EuropaCity ne veut pas être victime d'une « instrumentalisation d'activistes écologistes » », *Les Echos*, 24 octobre 2019

<sup>236</sup> « EuropaCity : sortir de l'hypocrisie et de la caricature », *Libération*, 8 décembre 2017.

*constante* » (Bourdieu et Boltanski, 1976, p. 21). Le nouveau conservatisme identifié par Bourdieu et Boltanski parvient à convoyer l'idée selon laquelle les libéraux épousent l'histoire pendant que les socialistes « *portent en eux le regret et le rêve d'un âge immobile* ». Les opposants à Europacity sont décrits comme passifs, à l'inverse d'un acteur privé engagé dans une proposition concrète. Au fur et à mesure des péripéties juridiques, au fil des recours déposés par les militants, on voit apparaître un autre motif dans le discours des responsables du projet : celui d'une France bloquée.

Les responsables d'Europacity avancent souvent l'idée selon laquelle il est difficile de construire en France : « *On sait que le chemin en France est long, on sait que l'on est face à un millefeuille de procédures, que toutes les procédures vont faire l'objet de recours* »<sup>237</sup>, dit Benoît Chang en mars 2018. On retrouve la même idée dans un communiqué d'Alliages et Territoires en mars 2019 : « *Les procédures administratives de notre pays s'inscrivent dans un temps long et nous les respectons* »<sup>238</sup>. Les investisseurs et entrepreneurs seraient diabolisés, comme Benoît Chang le mentionne dans une tribune publiée par *Libération* en décembre 2017 : « *On peut aussi laisser l'A1 [l'autoroute] s'engorger définitivement en 2030 faute d'avoir soutenu la ligne 17, pourtant conçue sous la forme d'un métro automatique non polluant. Mais on peut aussi décider de ne plus tirer sur des investisseurs qui, à l'ère d'Amazon et Alibaba, essaient de réinventer les lieux physiques d'échanges et d'inspirations de demain, qui essaient de réinventer le commerce physique et de trouver des solutions pour l'emploi (...) On peut choisir de soutenir ceux qui entreprennent, qui font le pari de l'audace, de la co-construction et du potentiel d'un territoire* »<sup>239</sup>. Ce long chemin français, ponctué de recours, donne lieu en réaction à plusieurs prises de position dans la presse, dénonçant les « zadistes » et la perte d'autorité de l'Etat dans *Le Figaro*, *Atlantico* ou encore *Les Echos*. Dans *Les Echos* du 1<sup>er</sup> octobre 2019, au moment des dernières « concessions » du promoteur sur les exigences environnementales, on peut ainsi lire « *La France, ce pays où on ne peut rien faire* », sous-titré « *La France est devenue l'otage des zadistes et des opposants professionnels qui cherchent à bloquer tous les projets immobiliers d'envergure. Quand des minorités ultra-vocales l'emportent sur des majorités silencieuses* »<sup>240</sup>.

---

<sup>237</sup> « Eclairage : Les promoteurs d'EuropaCity croient encore en leur mégaprojet », *Reuters*, 16 mars 2018.

<sup>238</sup> « La justice s'oppose à l'aménagement de terres pour implanter le complexe Europacity, *ABC Bourse*, 12 mars 2019.

<sup>239</sup> « EuropaCity : sortir de l'hypocrisie et de la caricature », *Libération*, 8 décembre 2017.

<sup>240</sup> *Le Figaro* du 4 janvier 2018 « Casseurs des champs », *Les Echos* du 1<sup>er</sup> octobre 2019 « La France, ce pays où on ne peut plus rien faire », *Atlantico* du 21 février 2019 « Blocage de grands projets, le symptôme d'une nation qui a peur d'avancer ».

Cette rhétorique d'une France ou d'une société bloquée est ancienne. C'est le titre d'un ouvrage de Michel Crozier et on la trouve par exemple dans un article de 1989. Michel Crozier, sociologue des organisations, est d'ailleurs inclus dans le corpus qui sert à décrire les lieux communs de l'idéologie dominante chez Bourdieu et Boltanski. Dans l'article du Débat, Crozier évoque la nécessité de l'adaptation et de la compétitivité pour « *rester modernes* ». L'Etat français est en retard de modernisation et il lui faut une stratégie « *raisonnable* ». Le vrai problème français est « *l'ignorance du train réel du monde et le retard intellectuel dans lequel se complaisent les élites politiques et administratives françaises* » (Crozier, 1989, p. 6). Il défend un gouvernement d'experts apertisans. Le vocabulaire économique et stratégique est omniprésent : il conviendrait de faire une « *analyse-diagnostic* » plus profonde de nos faiblesses et ressources, travailler pour « *élaborer une stratégie de changement et de développement* ». L'idée selon laquelle les idéologies sont dépassées par un monde social trop complexe est, elle aussi, déjà présente. Cette rhétorique est qualifiée de « *doxa néo-conservatrice au sein même du champ intellectuel* » par Bourdieu et Boltanski, qui mettent en outre en évidence le vocabulaire souvent utilisé, opposant la raison au viscéral :

« Pour les tenants de ce discours empreint d'apparente modestie, "il fallait aussi essayer de comprendre" plus que de réagir "viscéralement" (...) C'est aussi un discours où prévaut l'euphémisation métaphorique, souvent propre au langage technocratique qui prévoit un "réveil" de la société française qui "risque d'être douloureux", décrit la présence de la "tourmente" dans laquelle est pris "l'Etat-providence", et pronostique des "turbulences durables" rencontrées dans une "traversée" qui "promet d'être rude". Ce discours (...) ne connaît que "options, questions ouvertes ou bilans raisonnés" » (Bourdieu et Boltanski, 1976, p. 49)

Les auteurs identifient ainsi un sous-champ d'intellectuels de pouvoir usant d'une rhétorique axée sur la rationalité économique et la compréhension rationnelle du monde. Les revendications, considérées comme idéologiques et archaïques, sont ramenées aux passions, au désir. Cette analyse des discours « modernisateurs » des années 1960 et 1970 conserve étonnamment sa pertinence pour rendre compte de la manière dont, plus d'un demi-siècle plus tard ; les responsables du projet Europacity disqualifient ainsi leurs opposants.

## b) La peur et le refus de l'avenir des opposants : les « convulsions » et affects militants

Les militants sont décrits comme une espèce à part dont la vocation est de s'opposer aux aménagements, mais surtout, comme cela est sous-entendu, au changement. David Lebon s'en amuse en janvier 2018 : « *Les postures politiques des uns et des autres sont assez savoureuses dans le sens que notre projet est emblématique* »<sup>241</sup>. Dans le débat qui a lieu quatre mois plus tard dans *Médiapart Live*, il fait face à Jean-Yves Souben, co-président du CPTG, avec une expression amusée : « *Le but ce n'est pas de faire quelque chose d'irresponsable. Moi ce qui me gêne dans ces positions, et finalement dans des combats qui apparaissent plutôt idéologiques que véritablement pragmatiques, faut remettre de la raison* ». Dans le livre commandé par le maître d'ouvrage, le ton des auteurs se fait badin et parfois ironique pour décrire les adversaires : « *Bernard Loup, vieux militant des Amis de la Terre et habitué de tous les combats écolo du Val d'Oise (...) veut préserver les terres que les élus socialistes et EELV ont rendu urbanisables (...) Le groupe Auchan n'en est en rien responsable et il le sait très bien* ». Le portrait est celui d'irréductibles gaulois aux idéaux naïfs, qui manquent de rationalité. Ici, le président du collectif est décrit dans un pèlerinage militant, prêchant la bonne parole : « *Bernard Loup s'en va donc partout expliquer que le Triangle de Gonesse est considéré comme une réserve foncière au mépris de l'exceptionnelle fertilité des terres agricoles (...) Un discours très approximatif et, sur certains points, totalement faux* ». La contestation du projet est abordée sous l'angle d'un jeu de positions, duquel l'aménageur sait qu'il sortira gagnant : le registre ludique contribue aussi à décrédibiliser des opposants, qui en tout temps et en tout lieu, seraient les mêmes. Ainsi David Lebon qualifie-t-il de « *péripétie* » le jugement du tribunal administratif de Cergy, qui annule la création de la ZAC le 6 mars 2018. Les recours suivants ne sont qu'une petite « *guérilla destinée à nous faire abandonner* »<sup>242</sup>. Les responsables du projet présentent ainsi les défaites juridiques comme de simples modalités administratives et renvoient à des vices de forme dans la procédure plutôt qu'à des arguments de fond.

Les opposants refuseraient le changement par conservatisme ou par peur, dans tous les cas, leur jugement est « brouillé » par leur idéologie. « *Le gigantisme peut faire peur, mais ce ne sera pas un frein à la performance du lieu* », estime Rodolphe Bonnasse, expert consommation pour le cabinet de conseil de conseil CAcom, qui qualifie le projet de « *stratégique* » pour Auchan

---

<sup>241</sup> « Pourquoi Europacity fait débat », *La Tribune Hebdo*, 18 janvier 2018.

<sup>242</sup> « Nouveau revers pour le projet EuropaCity », *Le Monde*, 8 mars 2018.

en septembre 2014. Cette peur de l'excès se mue en un refus du progrès dans la description des opposants : ces derniers représenteraient, dans leur lutte seule, le « *refus du commerce* », le « *refus de la mondialisation* », le refus de l'autre, le refus de l'argent et enfin le refus du « *futur* ». Le contre-projet CARMA, lui, est assimilé à un désir de retour aux petites cultures et aux jardins ouvriers, lui-même assimilé à un refus du futur par ignorance et nostalgie.

Les réflexions des militants écologistes sur le risque de « gentrification » dans des zones de peuplement populaires est évoquée sous le même angle, celui de la peur, supposée non fondée : on peut lire dans le livre commandé par le maître d'ouvrage que « *ce réflexe est courant en périphérie* » (Vallérugo, 2016, p. 50). Ainsi, la peur de la gentrification, phénomène documenté dans le domaine universitaire mais également dans le cadre d'expertises citoyennes, voire inscrit dans les trajectoires résidentielles, est traitée comme une forme de convulsion irrationnelle.

On voit que les opposants sont ramenés au domaine des affects, comme c'était aussi le cas lors des conflits entre intellectuels suscités par les mouvements de 1995 analysés par Julien Duval *et al.* en 1998. Les auteurs se penchent sur la rhétorique du *Débat*, qui défendait la nécessité d'une réforme des retraites alors que le projet avait suscité, chez d'autres intellectuels, une opposition syndicale et un vaste mouvement social : « *Ce discours trouve aussi son principe dans le recours à une rhétorique de la science* » (Duval *et al.*, 1998, p. 50). Les auteurs soulignent la multitude de références en ce sens : « *diagnostic* », « *dysfonctionnements* », « *citoyens éclairés* », « *données* », imposant ainsi un point de vue performatif sur *Le Monde*. Ils relèvent également un grand nombre de métaphores météorologiques et médicales. La crise est ainsi naturalisée et décrite comme inéluctable, *Le Monde* social, en revanche, est désordonné et agité. Les « *malades* », dans ce récit, ceux qui sont réticents au changement, sont secoués de « *convulsions* » et de « *crises cathartiques* ». Ces citoyens, opposés à la raison, n'ont que des réactions infantiles (« *massivement* », « *viscéralement* », « *convulsif* ») et sont renvoyés du côté de l'immobilisme et de la peur. Dans le lexique de l'idéologie dominante, ils entrent dans la catégorie « *passéiste* » en refusant les perspectives d'avenir : « *Les uns, saisis d'angoisse, ont des réactions de défense et de refus aveugle et combattent désespérément à l'arrière-garde.* » (Bourdieu et Boltanski, 1976, p. 13). La « *peur du changement* » leur est également attitrée : ils ne possèderaient pas « *l'aptitude au changement* », qui est « *la qualité première de toute entreprise* ». Les prises de position des soutiens au projet reposent donc sur une certaine représentation du futur, du progrès et de la technique.

### c) Enjeux d'appropriation autour de la notion d'avenir, entre techno-optimisme et sobriété

Le futur, pour les tenants du projet, c'est l'innovation, et ce sont les innovations commerciales et énergétiques qui sont souvent mises en valeur. « *EuropaCity est sans équivalent* »<sup>243</sup>, dit Christophe Dalstein en août 2014. Ce caractère inédit sera rappelé à de nombreuses reprises. Le contenu du projet et sa conception du commerce ainsi que les visuels futuristes des architectures choisies participent de cette description nouvelle, tournée vers l'avenir, innovante. La condition de la construction du parc des neiges est d'ailleurs qu'il soit « *le plus innovant au monde* »<sup>244</sup>. Les responsables d'Europacity représentent une figure moderne de l'inventeur, où l'invention doit s'ancrer dans une démarche entrepreneuriale qui incarne le progrès technologique (Chauvin *et al.*, 2014). L'image des porteurs de projet se développe conformément aux imaginaires néolibéraux de la figure de l'entrepreneur. Lorsque Benoît Chang est interrogé en septembre 2017 sur le modèle économique du projet, il répond : « *Wanda et Immochan sont des entrepreneurs qui ont de l'audace, capables de développer et gérer Europacity* »<sup>245</sup>. Un familier du dossier confie à *Libération* en mars 2018, lorsqu'on lui demande si « *l'ovni Europacity* » peut réussir, que les quinze plus grandes entreprises actuelles ont toutes « *commencé dans un garage* »<sup>246</sup>. Il reprend ici un motif connu, celui de l'entrepreneur visionnaire qui brave les obstacles, les résistances et les incompréhensions pour matérialiser son idée de génie, récit bien incarné notamment par Steve Jobs, le fondateur d'Apple<sup>247</sup>.

L'opposition des argumentations, à destination des habitants, des politiques locaux ou de l'Etat est un duel entre deux récits à propos de l'avenir. Ces récits, marqués par une composante de sobriété écologique d'un côté et par la nécessité d'innovation de l'autre, sont ancrés dans deux visions bien distinctes de l'écologie. Le premier récit, proposé par une partie des militants qui luttent contre Europacity, est politisant, au sens de Jean-Baptiste Comby : il impute l'origine de la catastrophe écologique à l'organisation du monde social et critique donc, par la même, les façons collectives de s'organiser, produire et distribuer la richesse (Comby, 2017). Au contraire, le récit apporté par le corpus de communication autour du projet donne à voir une

---

<sup>243</sup> « EuropaCity : Les écolos prédisent un nouveau Notre-Dame-des-Landes », *Le Monde*, 30 août 2014.

<sup>244</sup> « Le "nouvel" EuropaCity, un quartier de ville au coeur du Triangle de Gonesse », *Le Moniteur*, 27 septembre 2017.

<sup>245</sup> Conférence de presse d'Europacity, 27 septembre 2017.

<sup>246</sup> « La justice inflige un revers à EuropaCity », *Libération*, 6 mars 2018.

<sup>247</sup> Les premiers ordinateurs Apple auraient été assemblés dans le garage des parents de Jobs dans les années 1970, mythe repris et diffusé dans le film éponyme retraçant sa vie, *Jobs*, de Joshua Michael Stern, sorti en 2013.

vision de l'écologie marquée par le besoin d'innovation technologique et les mécanismes de compensation. Il s'agit de proposer des « innovations vertes », c'est-à-dire « *l'introduction d'une technologie respectueuse de l'environnement qui augmente également la productivité des ressources* » (Janicke, 2004 ; Boudes, 2017). Ainsi, le courant de la modernisation écologique, exploré par Philippe Boudes dans un numéro spécial de *Socio-logos* de 2017 sur l'écologie, estime que le progrès scientifique et technique permettra des contributions importantes aux changements environnementaux. Ce courant techno-optimiste affirme concilier rationalité économique et rationalité écologique, un système de pensée approprié par les fractions économiques des classes moyennes et supérieures, qui témoignent d'un rapport à l'écologie marqué par la mesure et la croyance dans les mécanismes de compensation (Comby, 2018). Par rapport aux discours modernisateurs étudiés par Bourdieu et Boltanski dans les années 1970, on est bien ici dans un nouveau paradigme techniciste autour de l'écologie qui prend forme dans les années 1990 autour de la notion de « développement durable » (Comby, 2017).

Dans les deux cas, l'adversaire doit être montré comme faisant partie du monde du passé. Europacity est décrit par ses opposants comme un anachronisme, un vestige de « l'ancien monde » témoignant de la folie des grandeurs des hommes avant la crise écologique. Les militants écologistes, selon les responsables du projet, rêvent d'un retour à la bougie et manquent d'inventivité. L'expression « l'ancien monde » est d'ailleurs utilisée des deux côtés du conflit : lorsque l'on demande à Vianney Mulliez pourquoi Europacity cristallise autant de critiques, dans une interview auprès des *Echos*, il affirme que ces dernières viennent à la fois des mouvements écologistes et des « *opérateurs commerciaux de l'ancien monde* »<sup>248</sup> qui instrumentalisent le conflit. Il en va de même pour la mention d'un « projet du 21ème siècle », qui est faite par les militants et par les opérateurs commerciaux. C'est le cas de Jean-Yves Souben, par exemple, face à David Lebon pendant le débat du 23 mai 2018 sur *Médiapart* : « *CARMA, c'est un projet d'aménagement agricole (...) basé sur l'agroforesterie, une agriculture du 21<sup>ème</sup> siècle* ». Le but de la lutte dans son aspect rhétorique devient donc d'imposer son récit de l'avenir auprès des autres acteurs, mais les mécanismes de diffusion de la pensée dominante assignent le récit des militants au domaine idéologique. La philosophie sociale d'Europacity, elle, affirme pourtant sa croyance dans un avenir particulier, celui de la science et de la technique.

---

<sup>248</sup> « EuropaCity ne veut pas être victime d'une « instrumentalisation d'activistes écologistes », *Les Echos*, 24 octobre 2019.



Ainsi, la pensée dominante limite les tentatives de penser une politique « alternative » et « *par un effet performatif, contribue à décourager toutes celles et tous ceux qui s'aventureraient dans cette direction, en les disqualifiant a priori comme de dangereux rêveurs.* » (Lebaron, 2017, p. 23). Les aménageurs entreprennent d'assimiler l'opposition à des formes de folie individuelle ou collective, de réflexe ou encore de naïveté, dans un procédé de disqualification de leurs arguments. Pourtant, l'évolution du contenu du projet au fil des années témoigne d'une prise en compte d'une partie des critiques provenant des contestataires et en particulier des écologistes.

## **2. Les différentes moutures d'Europacity au fil du temps : un exemple de l'intégration des critiques du capitalisme dans le cadre d'un grand projet**

Autour des années 2014-2015, le projet Europacity a l'allure d'un objet futuriste de l'ordre d'une soucoupe volante dans le master plan de l'architecte Bjarke Ingels. Il est présenté comme une utopie architecturale, inscrite dans un objectif d'innovation et de concurrence internationale. A l'extérieur, l'objet architectural doit être un totem reconnaissable. A l'intérieur, différentes zones « thématiques » sont bien compartimentées : « *zen* », « *hype* », « *Xtrem* »<sup>249</sup>, à l'image du découpage d'un parc d'attraction comme Disneyland Paris. Qualifié d'ovni par les opposants en raison de sa forme, il est particulièrement isolé de son environnement immédiat. Pendant le débat public qui se tient entre mars et juillet 2016, le public, parmi lequel les militants du CPTG occupent une place de premier plan, formule une critique importante : le site est trop fermé sur lui-même et devrait être plus intégré dans son environnement, au sens du milieu mais aussi du tissu social. Par ailleurs, la teneur commerciale du contenu ne permet pas de répondre aux besoins locaux en termes d'activités, notamment culturelles. A la fin de l'année 2016, les porteurs de projet s'engagent déjà dans plusieurs réflexions sur le contenu et annoncent la naissance d'un centre culturel dédié au cinéma. Des partenariats sont tissés avec les chambres locales d'artisanat et d'industrie et des formations professionnelles sont prévues.

---

<sup>249</sup> Extraits issus de la vidéo de présentation par Bjarke Ingels, publiée par Europacity en janvier 2015.  
URL : <https://www.youtube.com/watch?v=6yvLZpdeWEM&list=PLUohPKuU3gY1Lo3H9iuqJLjvIBm2Vrvtm&index=2>

Un nouveau plan, plus ouvert sur son environnement, est promis : il est livré en septembre 2017, après une seconde phase de concertation au printemps 2017. Cette fois, Europacity se présente comme un « *quartier de ville* » doté d'« *un espace central de la taille du jardin des Tuileries* »<sup>250</sup>. Huit bâtiments différents remplacent l'anneau initial aux allures de soucoupe, formant, selon les termes des aménageurs, des paysages « *ondulatoires* » et « *un écosystème urbain exemplaire de la transition écologique* ». Les bâtiments font l'objet d'un second concours international d'architecture, dans le but de proposer des formes « *iconiques* ». Les aspects les plus controversés, comme le parc des neiges, sont moins mis en avant dans la communication autour du projet, au profit de tentatives d'ancrage dans le territoire : les concepteurs d'un hôtel cinq étoiles proposent de planter pivoines, roses et camélias autour du bâtiment, en guise de clin d'œil à l'activité horticole passée de la plaine de France. Ces quelques plantations rentrent dans le cadre d'une tentative de verdissement de l'ensemble, des toits végétalisés apparaissant sur les bâtiments lauréats. Les militants écologistes dénoncent une démarche de *greenwashing*, l'artificialisation des sols nécessaire à la construction des sites n'étant pas compensable par des murs végétaux plus destinés à l'esthétique qu'à accomplir une volonté d'inclure du maraîchage dans le projet. L'Etat et Grand Paris Aménagement demandent également au maître d'ouvrage de revoir sa copie en août 2018, la critique écologique prenant de l'ampleur.

Début octobre 2019, la dernière mouture est très éloignée de la version de 2015 : le parc contient deux tiers de surfaces consacrées aux loisirs et à la culture, entre 10 et 15% de surfaces commerciales, et entre 20 et 25% des surfaces restantes seraient consacrées à des activités maraîchères et paysagères. Benoît Chang promet un projet « *zéro carbone* » dès la phase de chantier, mettant en valeur des engagements écologiques « *qu'aucun acteur privé n'a jamais pris* »<sup>251</sup>, dont l'objectif de « *zéro artificialisation nette* » des sols, conformément au cap fixé par le gouvernement. Le maître d'ouvrage s'engage à « *compenser l'intégralité des 80 hectares du site en finançant la renaturation de sites artificialisés ou pollués* ». Le parc des neiges est définitivement abandonné. Sur le plan culturel, le site doit s'ouvrir sur « *une porte d'entrée culturelle prestigieuse avec la création d'un musée de référence développé avec une institution publique française et en faisant appel aux talents créatifs du territoire* ». Un partenariat avec le dispositif « *Cœur de Ville* », destiné à revitaliser le tissu commercial des centres-villes en déprise, doit créer une complémentarité entre l'offre d'Europacity et celle du centre de Gonesse.

---

<sup>250</sup> « *EuropaCity 2.0 parie sur l'urbain* », *Le Monde*, 13 octobre 2017.

<sup>251</sup> « *Europacity : à côté, « les gilets jaunes auront été de la gnognotte* », *Le Monde*, 4 octobre 2019.

Le master plan comprend toujours un parc d'attractions, un parc nautique, une salle de concert et une halle d'exposition, un cirque, ainsi que deux mille chambres d'hôtel.

Dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme (1999)*, Luc Bostanski et Eve Chiapello tentent d'expliquer pourquoi le capitalisme, au sens d'une exigence d'accumulation illimitée du capital, connaît une expansion inégalée tandis que la situation économique et sociale d'un grand nombre de personnes se dégrade. Ils montrent que ce système d'organisation des ressources est capable d'absorber les critiques qui lui sont faites afin de continuer de fournir des raisons personnelles de s'y engager (l'esprit du capitalisme). La critique est d'une certaine manière l'alliée du capitalisme car elle l'invite périodiquement à innover. La critique du capitalisme est présente dès sa naissance et s'organise autour de quatre points d'indignation : la destruction de l'authenticité des personnes et des objets, l'oppression des faibles et des petits, le développement des inégalités et la persistance de la misère, et enfin, les conduites égoïstes et opportunistes des grands qui conduisent à la destruction des liens sociaux. Les deux premiers points constituent le cadre théorique de la « critique artiste », les deux derniers forment la « critique sociale ».

On peut séparer deux grands volets de critiques formulées par les mobilisations contre Europacity : la critique inhérente au caractère entièrement commercial et ludique du lieu, que l'on peut ramener à la critique d'authenticité (I), et la critique relative à l'intégration du projet dans son environnement, notamment social (II). Dans les deux sections suivantes, on verra comment les porteurs de projet entreprennent d'intégrer ces critiques à différents degrés<sup>252</sup>.

---

<sup>252</sup> Une structuration thématique apparaît plus appropriée qu'un déroulement chronologique pour traiter cette question. Il serait délicat de délimiter précisément dans le temps les phases de réflexion des porteurs de projet sur les différents thèmes dans le cadre d'un projet mené sur dix ans. Dans sa version originale, le projet comprend déjà des formes de réponse à des critiques diffuses du capitalisme, bien que ces dernières ne viennent pas directement du CPTG et consorts à ce stade.

## II. Les réponses à la critique d'authenticité et de marchandisation de la vie : suspendre le rapport marchand pour appuyer sa légitimité

La tentative de suspension du rapport marchand passe par l'élaboration d'une stratégie d'alliage du divertissement, de la culture et du commerce et par l'intégration d'une demande d'authenticité au sein de l'acte d'achat (1). Un organe spécifique, le Conseil d'Orientation Scientifique (COS), permet à Europacity de collecter des connaissances issues des sciences humaines, ajustées au prisme de « consultants » choisis (2).

### 1. La stratégie du *retailtainment* : faire entrer le divertissement dans le commerce

En 2016, je travaillai pendant quelques mois dans un cabinet de conseil, sans savoir que les recherches que j'allais y effectuer allaient se mêler à cette thèse. L'étude que j'étais chargée de réaliser visait à étudier les différentes stratégies de la grande distribution en réaction à la baisse de fréquentation des centres commerciaux. Auchan, en particulier, semblait se saisir d'une nouvelle tendance qui visait à privilégier « l'expérience » de la visite par rapport au seul acte d'achat. Le groupe réalisait aussi des expérimentations en magasin en proposant des ateliers qui permettaient aux consommateurs d'apprendre à se servir des produits sur place et de personnaliser leurs achats, brouillant ainsi les rapports de production et de consommation. Cela répondrait à un besoin des consommateurs, une humeur de contestation de l'ordre commercial qui ne les considère que comme des clients, un souhait de co-construction des produits dans le cadre d'une approche écologique et responsable<sup>253</sup>. Cette expérience a été réalisée en priorité sur les enseignes Leroy-Merlin et Decathlon et a permis d'augmenter le chiffre d'affaires de ces filiales. Il s'agissait d'intégrer aux magasins des espaces « ateliers » qui permettaient de bricoler sur place avec la mise à disposition de matériel. Les fractions économiques des classes moyennes supérieures constituent la principale cible de cette stratégie, eux qui cumulent un fort pouvoir d'achat, un goût pour les loisirs de plein air ou encore des pratiques écologiques liées à l'amélioration du confort du foyer (Comby, 2018). Susceptibles d'investir des sommes

---

<sup>253</sup> Etude détaillée réalisée sur la période 2010-2015 sur la base des bilans financiers des différentes filiales du groupe, ainsi que des documents internes à destination des salariés, en comparaison avec les autres grands distributeurs Casino/Intermarché, Leclerc, Lidl, etc.

importantes pour réaliser des auto-constructions et transformer leur logement, ils constituent un segment de marché intéressant pour les enseignes de bricolage.

Chez Leroy-Merlin, ce mouvement est passé par la création de *fablabs*, ateliers mettant à disposition du public des outils de fabrication d'objets dans les magasins<sup>254</sup>, avec des personnes formées pour aider les clients qui veulent s'essayer à des activités de bricolage. Chez Decathlon, ce sont les villages Oxylane qui proposent des activités sportives et de loisirs à bas prix<sup>255</sup>. Ainsi, c'est à partir du début des années 2010 que le groupe Auchan commence à transformer son modèle économique pour pouvoir proposer des expériences différentes sur un même lieu, alors qu'il se consacre habituellement à la conception de lieux destinés à être plus efficaces qu'agréables. La société foncière du groupe lance alors une étude mondiale (un *benchmark*) pour repérer tous les lieux qui ont des fonctions mixtes (commerce, sport, loisirs culture) et en tirer de nouvelles idées. Les études et bilans publiés par le groupe multiplient les constats sur l'émergence de nouveaux modes de consommation. En 2016, Christophe Dalstein déclare que nous vivons une rupture historique : « *Une époque où la valeur ajoutée vient moins du produit que de l'expérience que l'on peut vivre ; les usages créent la valeur* »<sup>256</sup>.

Cette réflexion pose les bases du concept de *retailtainment*, dans lequel le projet d'Europacity s'inscrit. Le terme est introduit en 1999 par un ouvrage de Georges Ritzer, un sociologue spécialiste de la mondialisation et de l'évolution des rapports à la consommation (Ritzer, 1999). Il s'agit de l'association du commerce et du divertissement, utilisée de façon à générer davantage de ventes : des activités, des ambiances, des sons et des émotions agencés pour intéresser le client, et modeler son humeur pour la rendre favorable à l'acte d'achat. Les acteurs de la grande distribution s'y appuient pour contrer l'essor du commerce en ligne et éviter la décrépitude des lieux de commerce physique, dont ils prévoient l'extinction imminente. L'origine de cette réflexion est bien la baisse de fréquentation des centres commerciaux et donc la baisse conséquente des marges du groupe en 2013<sup>257</sup>, liée à la baisse du pouvoir d'achat des ménages en 2012-2013<sup>258</sup>, au développement du commerce en ligne et au report de consommation sur les enseignes dites de *hard discount* (comme Aldi ou Lidl). Ceetrus, la société foncière d'Auchan, parcourt ainsi les salons immobiliers au gré de présentations expliquant comment mêler commerce et divertissement, comment rendre l'expérience d'achat

---

<sup>254</sup> Le premier magasin « collaboratif » ouvre en juin 2016.

<sup>255</sup> A Saint-Clément-de-Rivière, dans l'Hérault, la construction d'un village Oxylane fait d'ailleurs l'objet d'une vive opposition par un collectif écologiste, Oxygène, en lien avec le CPTG.

<sup>256</sup> « Quel commerce pour 2024 ? », *Stratégies*, le 26 mai 2016.

<sup>257</sup> Consultation des résultats annuels du groupe Auchan entre 2010 et 2016

<sup>258</sup> Statistiques et études INSEE sur la consommation des ménages : *INSEE PREMIERE* n°1450 et n°1502.

ludique ou encore comment associer commerce et culture. Proposer une expérience « enchantée » dans un lieu fondamentalement commercial et générer des achats induits, c'est l'idée qui est au cœur de la conception d'Europacity :

« D'habitude, l'hypermarché constitue la locomotive du lieu, c'est lui qui fait venir les gens. A EuropaCity, ce sont les équipements culturels et de loisirs qui attireront les visiteurs » Christophe Dalstein, août 2014<sup>259</sup>

« Notre ambition est de développer un lieu de destination avec des commerces d'un nouveau style, mais aussi avec une offre très conséquente de loisirs. Si le commerce est vital pour l'équilibre économique, l'offre culturelle et de loisirs sera l'élément déclencheur de la visite » Christophe Dalstein, décembre 2014<sup>260</sup>

L'intégration de pratiques récréatives dans les centres commerciaux ne permet pas pour autant une intégration plus importante dans le tissu urbain : si les projets sont multifonctionnels et associent différents types d'acteurs (publics et privés), ils restent des espaces privés et marchands sans mixité fonctionnelle (Gasnier, 2007). Dans *Europacity, l'aventure d'un projet*, Jean-Pierre Gonguet développe rapidement l'exemple de la seconde destination touristique d'Amérique du nord : le West Edmonton Mall de Triple Five, inauguré en 1981 dans l'Alberta au Canada et sorte de prototype du *retailtainment*. Il s'agit d'une sorte de parc d'attractions en intérieur, avec différents éléments réminescents d'une fête foraine : sucreries, jeux, tout y constitue une sollicitation ludique pour le consommateur. Les attractions sont gratuites et les commerces nombreux, générant des achats. Pour les porteurs de projet, la culture numérique, en particulier chez les jeunes, aurait habitué ses utilisateurs à une forte fluidité entre différentes activités, fluidité qu'il s'agit de reproduire dans l'expérience d'achat. Dans le cas d'Europacity, cas emblématique des tentatives de *retailtainment* en France, je développerai deux aspects en particulier : la place du divertissement et de la culture dans une stratégie de légitimation, et les tentatives de suspension du rapport marchand.

---

<sup>259</sup> Cité dans *Le Monde*, 30 août 2014.

<sup>260</sup> Cité dans *La Tribune Hebdomadaire*, 12 décembre 2014.

### a) Produire du ludique tout en assurant sa légitimité culturelle

Dans la première moitié des années 2010, l'offre de loisirs imaginée pour Europacity est très conséquente : un grand parc d'attractions contenant huit *rollercoasters*, un parc aquatique avec toboggan géant et une vague de surf, et enfin, le parc des neiges permettant de skier en toutes saisons. Plusieurs idées supplémentaires en loisirs et divertissement interviennent au fil des interventions publiques des responsables : *dancefloors* de plein-air gratuits, vide-greniers géants, concerts uniques donnés par des stars internationales (décembre 2013), parc d'aventures et salle de cirque contemporain (mars 2014). Sur cet aspect, la dimension de compétition internationale est très forte, comme en témoigne cette citation de septembre 2013, dans laquelle Christophe Dalstein explique pourquoi l'Ile-de-France lui semble peu pourvue en loisirs : « *Mis à part Disneyland Paris, l'Aquaboulevard et le Parc Astérix, fermé l'hiver, de quelles structures disposent les Franciliens et les visiteurs de la capitale ? La Grande-Bretagne, par exemple, offre six pistes de ski.* »<sup>261</sup>. La conception de l'offre de loisirs est marquée par la compétition internationale et l'idée de l'alignement sur les autres mégapoles est omniprésente. David Lebon, directeur du développement, fait un argument comparatif similaire en 2018, en expliquant que la piste de ski est un élément que les touristes « s'attendent à trouver » dans cette diversification des parcours : « *Il y en a quatre à Londres, deux à Madrid, c'est un sujet en termes d'attractivité touristique* »<sup>262</sup>. Tout se passe comme s'il existait un marché international du divertissement, sur lequel il faut être compétitif par rapport à d'autres mégapoles, et qui s'adresse à une classe sociale, internationale, de voyageurs.

Le parc des neiges cristallise une grande partie des critiques contre le projet, devenant symbole d'une urbanisation anti-écologique et excessive, évoquant dans les imaginaires les pistes de ski des grands centres de Dubaï, le Dubaï Mall et le Mall of the Emirates, permettant de skier dans un pays très chaud. Ainsi, Cécile Duflot, alors ministre de l'Égalité des territoires, déclare en 2012 que le Grand Paris ne devrait pas devenir « *Dubaï-sur-Seine* »<sup>263</sup> - propos qualifié de « *Méchant. Irréfléchi. Un peu xénophobe aussi* » par Jean-Pierre Gonguet, rédacteur en chef de la *Tribune Hebdo* (Vallérugo, 2016, p. 32). La critique de Dubaï résonne pourtant avec un certain mode de développement urbain, développé par Mike Davis. Dans *Le stade Dubaï du capitalisme*, il montre le poids de la stratégie économique visant à attirer les investisseurs

---

<sup>261</sup>« EuropaCity, le pôle d'attractions des années 2020 », *LSA*, 12 septembre 2013.

<sup>262</sup> Débat *Médiapart Live* du 23 mai 2018 sur Europacity entre Jean-Yves Souben, vice-président du CPTG, et David Lebon, directeur du développement.

<sup>263</sup> « Le Grand Paris ne sera pas Dubaï-sur-Seine », *Libération*, 26 juin 2012.

internationaux sur les choix urbanistiques réalisés dans les villes. Il décrit les mécanismes de généralisation du loisir touristique, à la faveur d'une élite mondialisée, modelant les villes au détriment des habitants via, notamment, la réduction des espaces publics (Davis et Cusset, 2007).

Le contenu du projet s'enrichit au fur et à mesure des années dans une tentative de légitimer culturellement l'ensemble. Au départ, en 2013, l'idée est déjà présente d'accueillir l'antenne d'un grand musée ou d'une institution européenne. Christophe Dalstein évoque même des projets d'importer une « culture au quotidien » avec une école de musique et une programmation régulière artistique et musicale plus locale. La grande halle d'exposition doit se rapprocher des dimensions de celle du Grand Palais, autour de douze mille mètres carrés de surface. En 2018, l'équipe répond à l'appel d'offre pour accueillir les réserves du Centre Pompidou. Ce rapprochement entre boutiques et musées est déjà pratiqué aux Etats-Unis et en Asie, comme dans le cas du Northpark Center à Dallas ou du Parkview Green à Pékin, qui attirent des dizaines de milliers de visiteurs par an. On peut y voir une tentative de ramener une certaine distinction à l'univers des centres commerciaux, qui évoque une consommation de masse et peu raffinée, prisée par les classes populaires. Il s'agit ici d'y amener des formes d'art légitimes, comme la sculpture et la peinture, issues d'institutions mondialement reconnues. Ainsi, Europacity projette d'accueillir « *des expositions d'envergure avec des artistes mondialement reconnus* »<sup>264</sup>. Sabine Rozier, dans un article de 2017, analyse le développement du mécénat culturel d'entreprise dans les années 1980 et 1990, en posant la question des intérêts, pour les grandes entreprises de s'aventurer sur un terrain aussi éloigné de leur cœur de métier. Ces dirigeants d'entreprise sont à la recherche de « *placements réputationnels capables d'attirer sur eux la bienveillance du pouvoir d'Etat* » (Rozier, 2017, p. 81). Ainsi, le mécénat culturel répond à des logiques similaires à la quête de légitimité programmatique d'Europacity : les entreprises choisissent des mécénats ou des partenariats avec des arts et des institutions culturelles qui « *entretiennent des relations affinitaires avec les biens et services qu'elles produisent et distribuent* » (Rozier, 2017, p. 92). Dans le cas d'Europacity, il s'agirait de proposer des expériences culturelles qui entrent en résonance avec les attendus touristiques d'une élite mondialisée vis-à-vis de la culture française.

---

<sup>264</sup> « EuropaCity, un concept futuriste à Gonesse », *Le Parisien*, 5 décembre 2013.



b) « *Nous ne sommes pas un centre commercial* » : des pistes de distinction au sein du rapport marchand

Dans les présentations du projet au public<sup>265</sup>, tout doit être fait pour minimiser la fonction commerciale. L'acte d'achat est allégé par des déclarations évoquant un commerce plus authentique. Dans *L'aventure d'un projet*, l'emphase est mise sur le partage, plus important que le bénéfice : « *C'est un nouveau tourisme où on n'est pas aimé que pour sa carte de crédit* » (Vallérugo *et al.*, 2016, p. 59).

« *Il ne s'agit pas d'un centre commercial mais d'une nouvelle destination de loisirs* »

Christophe Dalstein, mars 2016<sup>266</sup>

« *Nous ne serons pas un centre commercial classique mais un modèle disruptif* »<sup>267</sup>

Benoît Chang, août 2017<sup>268</sup>

Christophe Dalstein déclare en mai 2016 vouloir inclure dans le programme commercial des « *magasins éphémères* » et des « *boutiques participatives* » où l'on répond à la « *quête de sens du consommateur* ». Europacity n'est pas le lieu où l'on vient faire ses courses hebdomadaires, mais là où l'on peut vivre des « *parcours personnalisés* » et des « *expériences interactives* »<sup>269</sup>. En août 2017, David Lebon assure encore : « *Il n'y aura pas de concurrence, nous n'investissons pas 3 milliards d'euros pour faire un centre commercial* »<sup>270</sup>. Plus encore, on trouve dans l'introduction du livre de Vallérugo *et al.* une dénonciation des excès du consumérisme, et plus loin, Jean-Pierre Gonguet admet le rejet grandissant de l'hyperconsommation (Vallérugo *et al.*, 2016, p. 28). Alors que tout est accessible en ligne, ce qui va faire que les gens se déplaceront à Europa City est « *l'envie de partager ensemble* ». Le

---

<sup>265</sup> Même corpus que décrit précédemment, en particulier sur les comptes-rendus de réunions publiques d'information.

<sup>266</sup> « Europacity ne veut pas être un autre « Notre-Dame-des-Landes » », *La Croix*, 9 mars 2016.

<sup>267</sup> On note ici un vocabulaire caractéristique d'Emmanuel Macron pendant sa campagne présidentielle et après son élection.

<sup>268</sup> « Europacity : Galère marchande en vue à Gonesse », *Libération*, 6 septembre 2017.

<sup>269</sup> « Quel commerce pour 2024 ? », *Stratégies*, 26 mai 2016.

<sup>270</sup> « Europacity : avis défavorable du commissaire-enquêteur sur la modification du PLU », *Le Journal du Grand Paris*, 25 août 2017.

défi est donc de « *produire de l'expérience* ». Elle sera organisée autour de la fête, de la culture, du sport et du commerce<sup>271</sup>.

Les directeurs d'Europacity assurent que le site attirera des visiteurs venant de plus loin que ceux d'Aéroville et de O'Parinor, grâce aux équipements culturels. Les petits commerces, eux, ne seraient pas menacés, en vertu d'une offre commerciale radicalement différente : « *Il y a là une incompréhension de ce que sera EuropaCity, qui ne sera pas un équipement commercial, mais de loisirs et de tourisme. Nous ne sommes concurrents de rien sur le territoire !* »<sup>272</sup>. Unibail, foncière en immobilier commercial, qui détient Aéroville, un des centres commerciaux situés dans le même périmètre que l'emplacement d'Europacity, commande une étude en avril 2018 sur les conséquences de l'implantation du site en termes d'emplois. Le résultat de cette étude dément les prévisions d'emploi défendues par Europacity (11.800 créations d'emplois) et on y trouve notamment une prévision des emplois détruits à terme : entre 4300 et 8800 emplois « cannibalisés »<sup>273</sup>.

L'inquiétude des petits commerçants et des centres commerciaux n'a pas été réduite, comme en témoignent les recours successifs en justice contre les différentes étapes du projet par les commerçants, qui sont plaignants dans une partie des audiences en parallèle du CPTG. En réaction, on voit clairement une transition dans la stratégie en 2019, lorsqu'Europacity met en valeur sa participation au programme « Cœur de Ville » en octobre 2019 : « *Nous privilégions un développement local social et inclusif en devenant les premiers acteurs privés à participer au programme Cœur de ville de Gonesse. L'objectif est de faire en sorte de bénéficier d'une complémentarité parfaite entre l'espace commercial d'EuropaCity et le centre-ville de Gonesse* »<sup>274</sup>. Cette déclaration de Benoît Chang arrive au moment du dévoilement de la dernière mouture du projet, un mois avant l'annulation.

La sortie du modèle du centre commercial et de son esthétique implique aussi de modifier le projet en répondant à la critique écologiste à proprement parler : des éléments de verdissement sont ainsi intégrés au fil des moutures. Les porteurs de projet tendent d'intégrer les critiques formulées contre la surconsommation et les circuits de production polluants. La critique d'une production mondialisée et polluante est prise en compte par la mise en place de lieux de vente

---

<sup>271</sup> Conférence de presse d'Europacity, 27 septembre 2017.

<sup>272</sup> « Les commerçants d'Aulnay attaquent le pharaonique projet EuropaCity », *Aujourd'hui en France*, 3 avril 2017.

<sup>273</sup> Etude commandée par Europacity au cabinet Sémaphores en 2011.

<sup>274</sup> « Les défenseurs d'EuropaCity mobilisés pour que « l'Etat tienne ses promesses », *Le Journal du Grand Paris*, 4 octobre 2019.

directe par les producteurs, l'intégration de plus en plus forte d'espaces verts et la mise en valeur forte des innovations technologiques à « portée » verte, comme dans la mouture de septembre 2017. En décembre 2014, Christophe Dalstein assure ainsi que « *l'impact environnemental d'Europacity sera nul (...) On doit être exemplaires* »<sup>275</sup>, mobilisant le registre moral. Il mentionne l'énergie produite sur place par la géothermie et les panneaux photovoltaïques, le recyclage des déchets et l'implantation d'une usine de méthanisation. En février 2018, Benoît Chang évoque un « *écosystème urbain exemplaire de transition écologique* »<sup>276</sup>. David Lebon considère quelques mois plus tard Europacity comme « *le quartier le plus innovant de France et peut-être même du monde en termes de transition écologique* »<sup>277</sup>. Les porteurs de projet s'emploient à montrer qu'ils créent des supports de nature plus qu'ils n'en détruisent. Du côté des militants, cette intégration est dénoncée comme étant du « greenwashing », c'est-à-dire une instrumentalisation du développement durable comme une simple variable de communication permettant d'exploiter au mieux un certain nombre de dimensions valorisées par le marché. En effet, les adaptations vertes dans le contenu du projet n'enlèvent rien à l'artificialisation initiale des sols ni à l'intensification du trafic aérien attendu lors de l'ouverture du parc. Enfin, en octobre 2019, lors des dernières concessions, Benoît Chang affirme « *faire des annonces qu'aucun acteur privé n'a jamais fait sur l'environnement (...) Nous aurons un projet zéro carbone dès 2027, dès la phase chantier, c'est-à-dire avant la date de 2050 prévue par l'accord de Paris* »<sup>278</sup>. Il annonce une compensation des 80 hectares artificialisés par 80 hectares de « *renaturation* ». Enfin, la piste de ski est sacrifiée dans cette intégration de la critique écologiste.

Eve Chiapello et Luc Boltanski abordent assez peu la critique écologiste du capitalisme car elle est peu visible dans leur corpus de littérature managériale des années 1980 et 1990, mentionnant néanmoins le succès des écoproduits, qui s'ancre dans le mouvement de recherche d'authenticité. D'autres ont pu étendre la grille d'analyse du NEC à cette question (Leroy et Lauriol, 2011). Leroy et Lauriol situent la mise à l'agenda du développement durable à partir des années 1980 comme une réponse du capitalisme à la critique écologiste virulente des années 1970. Le paradigme du développement durable, en tant qu'il n'oppose pas rationalités économique et écologique, est la réponse du libéralisme économique à la critique écologiste.

---

<sup>275</sup> « Tout comprendre au projet fou EuropaCity », *Le JDD*, 20 décembre 2014.

<sup>276</sup> « Europacity: En Ile-de-France, l'urbanisation des terres agricoles en débat », *Libération*, 23 février 2018.

<sup>277</sup> « Gonesse : Le projet EuropaCity est-il en danger ? », *Aujourd'hui en France*, 8 juillet 2018.

<sup>278</sup> « Europacity : à côté, « les gilets jaunes auront été de la gnognotte » », *Libération*, 4 octobre 2019.

Différentes stratégies permettent d'intégrer la critique d'authenticité. Cette récupération est celle d'une critique de l'uniformisation industrielle, de la massification de la production et de la consommation, caractérisant le deuxième esprit du capitalisme. C'est une critique du « *déficit de différence* » (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 529). Le marché va par conséquent donner l'avantage à tout ce qui permet la différenciation des produits et qui transmettent un sentiment d'authenticité et de naturel. Du côté de l'artisanat, de l'art, cette singularité et cette différence sont recherchées : un objet acheté doit aussi sembler unique. L'exigence d'authenticité, de convivialité est ainsi une des valeurs du nouvel esprit du capitalisme. Tout comme les ateliers de Leroy-Merlin ou Decathlon, le projet Europacity contient de nombreux ateliers et fablabs de manière à rendre accessible aux clients une partie de la création des objets qu'ils achètent, avec l'idée de les personnaliser. Plusieurs idées semblent ainsi aller dans le sens de réhabiliter un capitalisme perçu comme froid et impersonnel, en s'appuyant sur le besoin d'authenticité des clients. Ainsi en découle l'idée de personnaliser les parcours des visiteurs, en s'appuyant sur un parc hyperconnecté, qui récolte et utilise les données pour modeler des propositions commerciales adaptées. Cet aspect correspond bien au troisième esprit du capitalisme : l'individu est entrepreneur de lui-même, dans le cadre d'une cité par projets, d'un capitalisme mondialisé et modelé par les nouvelles technologies. La demande de différence et de singularité est marchandisée. En dehors de la légitimation par l'offre culturelle développée ci-avant, les porteurs de projet se dotent d'un Conseil d'Orientation Scientifique dont une des missions apparaît être de « décommercialiser » l'ensemble et de mettre en valeur des réflexions plus globales sur les attentes des citoyens.

## 2. La légitimation du projet par l'appui d'acteurs scientifiques : analyse de la composition du Conseil d'Orientation Scientifique, à l'intersection de différents champs de pouvoir

La tentative de donner au projet une image non commerciale est appuyée sur la consultation d'une multitude d'acteurs scientifiques et/ou impliqués dans la production de la ville pour élaborer le contenu de l'offre d'Europacity. Ces différents acteurs de la ville, de la culture et de la recherche ont pour mission de concevoir un site « *non pas à habiter mais à vivre* », un morceau de ville de nouveau désiré par ses habitants car ils habitent « *un must-see en France* » (Vallérugo *et al.*, 2016, p. 26). Il y a plusieurs éléments à tirer de ces conseillers « extérieurs » : le choix de ces derniers éclaire la vision de la ville qui s'exprime à travers le projet. Sur la plupart des thèmes, des études prospectives ont été commandées à des consultants, au point pour le maître d'ouvrage d'être partiellement noyé sous les données. Les porteurs de projet tentent de valoriser cet aspect « laboratoire » :

*« Tous ces travaux sont d'une grande richesse, quantitative et qualitative (...) en premier lieu pour la formulation de la « vision » d'Europacity. En même temps, la formulation d'une vision qui doit par définition être claire et ramassée, entraînant et partageable facilement (...) semble actuellement impossible car elle ne peut pas procéder d'un simple résumé de la masse de données ainsi rassemblées »* (Vallérugo *et al.*, 2016, p. 287)

Dans le cadre d'une analyse positionnelle (Boltanski, 1973), je m'attacherai ici à identifier les positions diverses des membres du Conseil. Créé en 2012, la variété de sa composition est vantée et on voit comment les responsables d'Europacity y font référence dans une perspective de légitimation du projet :

*« La nature innovante d'Europacity s'est largement manifestée dès les prémices du projet (...), c'est pourquoi, très tôt, il a été décidé de créer une instance d'accompagnement permettant d'en éclairer les évolutions, dans une perspective résolument prospective. Ce comité scientifique constitué d'experts français et internationaux, issus d'univers professionnels très diversifiés, s'attache depuis l'origine à solliciter des analyses originales, d'ordre économique, social, culturel, et à débattre librement de manière à enrichir le projet. (...) une très large et pertinente gamme de participants : des chercheurs en sociologie, en développement durable, des spécialistes des rapports entre culture et urbanisme ainsi que des universitaires et une militante associative, des prospectivistes et des représentants du monde de la culture (...) Nous*

*assumons cette idée d'utopie depuis 2006 et nous sommes entourés d'expertises multiples sur des sujets qui ne sont pas les nôtres, à travers un conseil d'orientation scientifique réunissant des chercheurs, des responsables d'institutions culturelles, des associatifs, des institutionnels »*

Christophe Dalstein, interview au Figaro, 12 mars 2014

Le COS comprend, en tant qu'institutions, l'EPA Plaine de France, La Société du Grand Paris ainsi qu'Aéroports de Paris. L'EPA est en lien avec Europacity en ce qui concerne la cession du foncier du Triangle de Gonesse. La Société du Grand Paris est un EPIC chargé de concevoir et réaliser le Grand Paris Express, dont une des gares doit desservir le triangle de Gonesse et constitue une des conditions de réalisation du projet. Le groupe Aéroports de Paris, enfin, concentre des intérêts dans le développement économique de la zone du triangle de Gonesse et dans l'arrivée d'Europacity en particulier, qui doit attirer des visiteurs internationaux et donc faire augmenter le trafic aérien. J'ai séparé deux principaux sous-groupes d'intervenants et de consultants composant le COS, un premier groupe agrégeant différents acteurs économiques ou représentants de l'ordre marchand (a), et un second composé de consultants sur des thèmes variés, comprenant notamment des sociologues et géographes (b).

Encadré 24 : Méthodologie d'analyse des consultants

C'est en passant en revue l'étude de presse que la référence au Conseil d'Orientation Scientifique m'a semblé intéressante. Elle était mentionnée en défense, le plus souvent, par les directeurs successifs, pour appuyer le fait qu'il ne s'agissait pas d'un centre commercial. J'en ai donc cherché la liste, qui a été donnée par *Alternatives Economiques*, dans un article qui critiquait la participation de Jean Viard, sociologue, à cette instance. Il y avait par ailleurs d'autres noms, dont j'ai retrouvé la trace au fil de la revue de presse (leur nom étant associé au terme « Europacity », si l'article mentionnait un lien effectif, je l'ajoutais à ma liste). Une fois cette liste exhaustive (l'ensemble des acteurs extérieurs consultés) effectuée, j'ai fait des recherches sur chaque personne de façon à retracer un éventuel lien avec le projet, ses décisionnaires ou encore la filiale foncière. Certains étaient faciles à identifier, d'autres nécessitaient de bien connaître la chronologie du projet. Enfin, certains ont bénéficié d'expériences directes de terrain pendant lesquels je les ai rencontrés sans nécessairement savoir qu'ils étaient consultants pour Europacity à ce moment-là. L'objectif final était aussi de retracer l'historique de leurs positions dans différents champs de pouvoir pour mieux analyser les choix de présentation qui ont été mis en valeur par les responsables d'Europacity.

### a) Les représentants des intérêts économiques ou de l'ordre marchand

Vianney Mulliez et Yvon Ollivier président le Conseil. Vianney Mulliez est président de Ceetrus, la foncière du groupe Auchan qui finance le projet. Yvon Ollivier est un préfet à la retraite, conseiller du groupe Auchan depuis 2008, quand il est contacté pour épauler Christophe Dalstein. En effet, comme on l'a montré, la famille Mulliez a peu de liens jusqu'à ce moment-là avec les pouvoirs publics, les acteurs locaux, les journalistes et se préserve des réseaux parisiens dans un ethos de bourgeoisie d'affaire très discret. Cela lui fait défaut au moment de trouver du foncier pour implanter le projet Europacity en France, puisque la nature et l'échelle du projet nécessitent un travail de longue haleine en relations publiques et en concertation.

Le COS inclut également différents acteurs de l'Etat et des collectivités : le directeur des affaires culturelles de la ville de Gonesse, le directeur général des services de la communauté d'agglomération Val-de-France, un directeur général de l'EPA Plaine de France, une directrice au ministère de la Culture. On peut remarquer la présence d'Etienne Achille, Directeur Général Adjoint des services, chargé de l'unité Société au Conseil Régional Ile de France. Après avoir été diplômé de l'IEP de Paris et de l'ENA, il a piloté différents projets publics et privés, et notamment travaillé au développement auprès de Disney.

Plusieurs membres sont directement issus du monde économique, et défendent des intérêts spécifiques. Le directeur du Comité régional du Tourisme de Paris Ile-de-France, Jean-Pierre Blat, représente une instance qui dépend des subventions de la Région et vise à maintenir la place de la France dans les premières destinations touristiques mondiales. Nathalie Depetro est directrice du Marché International de l'Implantation Commerciale et de la Distribution (MAPIC), l'évènement clé de l'immobilier commercial, organisé à Cannes chaque année. Alliances & Territoires y est présent depuis 2012. Le cas d'Elisabeth Le Masson est intéressant puisqu'elle est présentée comme étant membre au titre des questions de développement durable : elle est à ce moment-là, déléguée au Développement Durable du groupe Aéroports de Paris (ADP). Diplômée d'HEC et de l'IEP de Paris, elle fait sa carrière à Aéroports de Paris, en passant par les concessions commerciales et le développement immobilier avant d'être directrice de cabinet du PDG<sup>279</sup>. Elle est également membre du conseil d'administration de Hubstart Paris Région, alliance animée par l'agence de développement économique de la

---

<sup>279</sup> Les informations sur son parcours viennent d'une présentation à l'occasion d'un sommet. URL : <http://www.newcitysummit2017.org/speakers/elisabeth-le-masson/>

Région. Il s'agit d'un des principaux interlocuteurs des entreprises qui cherchent à s'implanter dans le Grand Roissy. Elle est membre du conseil d'administration du groupement d'intérêt public Paris CDG Alliance qui répond « *aux besoins immédiats et futurs en emploi et en compétences des entreprises et des habitants du Grand Roissy* », à l'aide de partenaires publics et privés. Les 11 membres financeurs de Paris CDG Alliance comprennent, aux côtés du groupe ADP, d'Air France et de la CCI, La Belle Etoile : le nouveau maître d'ouvrage d'Europacity depuis 2018<sup>280</sup>.

Ces membres du conseil sont issus du champ du pouvoir économique et sont donc présents en qualité de porte-paroles des attentes des entreprises. Plus encore, l'appui des économistes permet d'asseoir la priorité de la rationalité économique – si des sociologues de formation sont conviés en tant que consultants, ce sont bien les économistes qui représentent dans le COS un certain ordre universitaire. Les chercheurs membres sont donc majoritairement économistes. Andrea Colantonio est chercheur au département d'études des villes à la London School of Economics et expert des questions de développement durable et urbain. Il est économiste et géographe urbain. Patrice Geoffron, membre associé du Conseil, est professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine, directeur du laboratoire d'économie de l'Université Paris Dauphine et docteur en économie industrielle. Ingrid Nappi-Choulet est professeur à l'ESSEC dans le département de Droit et Environnement de l'Entreprise et professeur titulaire de la chaire Immobilier et Développement Durable. Elle est docteure en économie et ses thèmes de recherche croisent économie, finance et géographie, notamment le management et l'immobilier de l'entreprise (bureaux, commerces, etc.).

Leur présence dans le comité est mise en valeur comme gage de scientificité. Frédéric Lebaron montre bien les mécanismes d'imposition de certains paradigmes économiques pour penser d'autres sphères de la vie humaine. La science économique est devenue un référentiel dans de nombreux domaines (réforme de l'Etat, politiques de santé, d'éducation, etc.) et on a ici un exemple de son autorité sur la question de l'aménagement du territoire. La formation des économistes est « *un élément constitutif de l'ordre symbolique marchand* », défini comme « *l'ensemble des processus indissociablement sociaux et cognitifs qui permettent au marché d'exister à la fois comme référence mentale et comme espace d'action pour les agents sociaux, en particulier pour les « professionnels » de l'économie* » (Lebaron, 2013, p. 246). L'enseignement de l'économie est un apprentissage de l'ordre marchand : les enseignements

---

<sup>280</sup> La liste détaillée des membres est disponible à l'URL : <https://pariscdgalliance.fr/le-gip-emploi-roissy-cdg-2>



économiques et la recherche dans cette discipline ne font pas que transmettre et produire des connaissances scientifiques sur l'économie, ils contribuent aussi chez les étudiants à modeler les représentations, notamment au niveau des hypothèses de comportement humain dans les actions mettant en jeu des « mécanismes de marché ».

Ainsi, la présence d'économistes issus d'institutions prestigieuses comme la London School of Economics dans le COS est un enjeu de légitimité et fonctionne comme une garantie de rationalité. Comme le montrent Duval *et al.* dans le cas de la participation aux pétitions, ils sont garants de la rationalité et de la compétence, globalement, du « sérieux » (Duval *et al.*, 1998, p. 103), en raison de leur position particulière d'autorité. Une partie importante des membres du COS portent des intérêts économiques dans le projet et/ou ont fortement intériorisé l'ordre marchand. D'autres membres sont supposés représenter d'autres disciplines, comme la sociologie ou la géographie, voire porter une contradiction et anticiper des critiques sur des points de contenu du projet.

#### b) Un pôle de consultants-chercheurs au croisement de différents champs

Parmi les experts français et internationaux membres du conseil, le choix des « experts de la ville » est intéressant. Ce sont des prospectivistes qui comptent déjà de grands groupes parmi leurs clients. Certains sont issus du monde de l'entrepreneuriat, à l'image de Stéphane Distinguin, qui est choisi pour faire le lien entre la ville et le numérique. Stéphane Distinguin est une figure de la « tech » française : après sa sortie de l'ESCP, école de commerce européenne, et un passage par le CNAM pour la réalisation d'un mémoire, il crée Fabernovel, agence d'innovation devenue internationale qui crée des produits et des services numériques, en 2003. Il crée un des premiers espaces de coworking en Europe, ainsi qu'un « accélérateur » de start-up (respectivement appelés « La Cantine » et « Le Camping », fournissant une démonstration exemplaire de l'intégration de la critique de manque d'authenticité et de convivialité). Il est membre du Conseil national du numérique. Il est président de Cap Digital depuis 2013, qui est un regroupement d'un millier d'entreprises et laboratoires en pôle de compétitivité et de transformation numérique. Il est chargé par le gouvernement en 2018 d'une mission d'aide à l'innovation. Europacity rejoint Cap Digital en mars 2017.

D'autres profils sont plus mixtes, à l'interface entre l'entrepreneuriat et l'action publique. François Bellanger sort d'une formation en droit public et en sciences politiques, mais ne se

dirige pas vers des postes publics. Il fonde « Transit City », qui se présente comme un « *urban think tank* », une « *micro-multinationale souple, polyvalente et très réactive* »<sup>281</sup>. La structure conduit des études prospectives, des conférences et des voyages d'étude sur le thème de l'innovation urbaine dans le but de fournir du conseil stratégique. Immochan compte parmi ses clients, mais également Airbus, Air France, Bouygues, Decathlon, EDF, GDF/Suez, Leroy-Merlin, Monoprix, Nestlé, Nexity, Véolia, etc. Il analyse deux tendances à venir dans la manière de faire les courses : gagner du temps (via la proximité, le transit et les achats sur internet) et valoriser l'expérience de l'achat (l'axe dans lequel s'inscrit Europacity). Il prend l'exemple des stades de foot, qui valorisent une expérience alors que l'offre de rediffusion des matchs est très forte<sup>282</sup>. Michael Silly, lui, est fondateur de VHYB –La Ville Hybride, un cabinet de conseil et de prospection auprès des maîtres d'œuvre et d'ouvrage. Sociologue de formation, il s'oriente vers « *l'analyse de tendances sociétales émergentes* »<sup>283</sup>. Il passe par *L'Usine Nouvelle* et par l'agence de développement économique de Paris. Dans ces deux instances, il est placé au planning stratégique et à la prospection. Il crée Ville Hybride, une agence spécialisée en planning stratégique urbain auprès des maîtres d'ouvrage et d'œuvre, du diagnostic à la phase d'exploitation. Particulièrement multipositionné, il est à la fois membre de Grand Paris Aménagement (au comité de développement), fait partie de la mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris, est animateur de l'Arc de l'Innovation<sup>284</sup>, membre du jury du Grand Prix de l'innovation de la ville de Paris, déjà membre de plusieurs « comités d'experts », dont un rattaché à Grand Paris Aménagement. Il a également participé, en tant que prospectiviste, à une opération de « recherche-action » du ministère de la Culture qui visait à récolter les dernières avancées de la « *recherche architecturale et urbaine* »<sup>285</sup>. Relativisant cette ubiquité, il précise sur la page biographique de son site qu'il est « *surtout... membre de la société civile* ».

Ces choix sont éclairants : on peut y voir une recherche de ressources dans le champ de la diffusion culturelle dominante (*think-tanks*, agences de conseil), mais la spécialisation dans les questions urbaines oriente spécifiquement leur clientèle vers les fractions supérieures du champ du pouvoir politique et du champ du pouvoir économique.

---

<sup>281</sup> Les activités du *think-tank* sont disponibles sur le site internet. URL : <http://www.transit-city.com/activites/>

<sup>282</sup> Il est interviewé dans *Le Figaro*, 11 avril 2014.

<sup>283</sup> Présentation de La Ville Hybride sur son site, URL : <http://villehybride.fr/fondateur/>

<sup>284</sup> Il s'agit d'une communauté d'acteurs visant à financer la création de lieux innovants et à faciliter l'accès à certains financements. Le projet est initié en 2015 par les territoires de Paris, Est Ensemble Plaine Commune et Grand Orly Seine Bièvre.

<sup>285</sup> Projet détaillé à l'URL : <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Architecture/Formations-recherche-et-metiers/La-recherche-architecturale-urbaine-et-paysagere-en-France/L-organisation-de-la-recherche/La-politique-incitative-a-la-recherche-architecturale-urbaine-et-paysagere/La-grande-ville-24h-chrono-2012-2013>

D'autres consultants sont des chercheurs ayant réalisé des travaux universitaires, mais qui se dirigent vers l'univers de la prospection de façon plus ou moins intermittente. On compte dans ces choix celui de Philippe Moati, qui intervient dans une des « Id-Factories, présentées comme des « laboratoires d'idées multidisciplinaires » actifs depuis début 2013. Leur rôle est d'anticiper les futurs modes d'accès à la culture, aux loisirs et à la consommation. Elles fonctionnent comme des ateliers d'une vingtaine de personnes sur un thème donné, avec une feuille de route déterminée par avance. Des membres de l'équipe d'Europacity s'ajoutent à chaque groupe. Philippe Moati, professeur d'économie à l'Université Paris-Diderot et cofondateur de l'Observatoire société et consommation (Obsoco), doit « coconstruire » le volet commercial du lieu dans un « laboratoire d'idées » à l'été 2016. En tant qu'économiste, il travaille sur le déclin de la grande distribution et n'en est pas à sa première prospection.

Le 4 décembre 2018, il est notamment présent en tant qu'intervenant à l'Assemblée des Maires du Grand Paris, qui se réunissent une fois par an. Il y donne les résultats préliminaires d'une étude commandée par ces derniers, qui doit éclairer les attentes des Franciliens vis-à-vis du Grand Paris. Dans un contexte où 69% des Franciliens déclarent vouloir vivre ailleurs, il a été présenté à un échantillon différents modèles de villes pour approcher les préférences et dégoûts des habitants. Les habitants manifestent une forte demande de nature en ville ainsi qu'un rejet des centres commerciaux et des grandes surfaces. Pour Philippe Moati, ils recherchent des commerces « *enracinés dans la tradition* » et la « *modernité* » est « *remise en question* » - il parle même d'un « *refus de progrès* » et d'une aspiration à un « *retour à la place du village* »<sup>286</sup>. Les Franciliens interrogés ont dû voter pour différentes « *utopies urbaines* » : on note un vocabulaire commun entre les aménageurs privés et la sphère de la prospective nourrie notamment par des chercheurs. C'est la ville « *décroissante* », la plus tournée vers l'écologie, qui remporte la majorité des votes avec 52%. La ville « *collaborative et participative* » convainc 31% des Franciliens interrogés. Enfin, la ville « *transhumaniste* », particulièrement marquée par l'usage et l'assistance des technologies, apparaît globalement rejetée avec seulement 17% des votes. Un peu plus tard, l'économiste est invité à donner des pistes sur une seconde question, celle de la compétitivité de la métropole. Ce sont les « *créatifs* » qui vont la restaurer « *avec de l'innovation* ». La présentation se termine sur une recommandation de marketing territorial. Il fait référence au rejet du monde industriel, dont « *l'hyper-techno* » est l'image. Il ne faut pas « *vendre la ville* » aux technologies, ainsi, l'économiste conseille

---

<sup>286</sup> Assemblée des Maires du Grand Paris au siège du Monde, 4 décembre 2018. C'est notamment au cours de cet événement que sont remis à certains maires des trophées du « maire bâtisseur ».

d'associer « *au moins en termes d'images* » les projets d'aménagement à « *la naturalité et la tradition* ».

Enfin, on trouve dans le Conseil un sociologue et un géographe, Jean Viard et Christophe Guilluy. Jean Viard, sociologue et économiste, directeur de recherche au CNRS, est spécialisé dans les thématiques de l'aménagement, de la mobilité et des temps sociaux. C'est le seul sociologue du conseil scientifique et c'est aussi le chercheur qui prendra le plus de place sur la scène médiatique. Il s'agit déjà d'un sociologue particulièrement médiatisé en dehors du projet, passant régulièrement à la télévision et titulaire d'une chronique sur France Info, « Question de société ». Après une des réunions, il confiera à *Libération* que « *les grandes entreprises passent leur temps à rencontrer des intellectuels (...) Elles semblent s'interroger beaucoup sur les changements de la société* ». Il rejoint En marche ! en 2017 et se présente aux élections législatives de 2017 dans la Vaucluse, battu au second tour. Jean Viard fait de la prestation de conseil envers les collectivités puis les acteurs privés, notamment des multinationales : il est président du Think Tank « Temps libre dans la ville » de Bouygues Construction en 2013-2014 puis membre du comité Innovation de Bouygues Construction entre 2015 et 2018. Il fait une première prestation pour le groupe Auchan en 2014-2016 : auprès du conseil scientifique de Solar Decathlon Europe. Il parle dans cet extrait de la culture « jeune » par rapport à Europacity : « *Comment amener la culture dans les supermarchés, qui sont les lieux de sociabilité de la jeunesse en Ile-de-France ? La première mission de la culture, c'est de vivre ensemble, de faire des côtelettes ensemble. A Nantes, l'une des choses que fait Jean Blaise, ce sont des grands barbecues collectifs : chacun apporte sa viande mais les braises sont fournies. C'est ce qu'on faisait dans les villages avec les fêtes de la Saint-Jean. Ce n'est pas un hasard si les théâtres se sont mis à proposer des restaurants.* »<sup>287</sup>. Par ce choix, le comité opte pour un sociologue déjà habitué des missions de consulting stratégique (notamment pour le groupe Auchan) et dont la vision de la stratification sociale porte peu sur la violence de classe et l'exclusion. Jean Viard est ainsi cité dans le livre de Vallérugo en évoquant une société du « temps libre » dans laquelle le travail salarié ne représente plus que 12% du temps collectif, sans s'attarder en particulier sur les disparités selon les PCS. Comme 88% du « temps collectif » correspond à la vie privée, le projet intègre donc les valeurs de cette vie privée : services gratuits, intimité et autoproduction. Saskia Cousin, également sociologue, aurait aussi expliqué aux porteurs du projet la recherche d'authenticité, l'envie de lâcher-prise et de fuir les contraintes dans des sociétés particulièrement « stressantes » qui imposent une compartimentation du temps. « *Plus*

---

<sup>287</sup> Citation de Jean Viard pour le magazine d'Europacity, reprise par *Marianne* le 21 mai 2016.

*les sociétés sont stressantes, plus les individus jouent de rôles professionnels et sociaux, plus les soupapes sont nécessaires. Ils n'ont plus envie d'être forcés, mais envie de découvrir, de faire et d'arrêter de penser* » (Vallérugo et al., 2016, p. 59).

Christophe Guilluy se revendique géographe et il est présenté comme tel dans la composition du Conseil. Cependant il n'a pas de poste dans l'enseignement supérieur et la recherche et n'est titulaire que d'une maîtrise de géographie urbaine. Il exerce en tant que consultant pour les collectivités territoriales et gère également une société de marketing. Il est notamment l'auteur de *No Society* et de *La France Périphérique*, dont les thèses sont assez populaires sur la scène médiatique (invoquées largement notamment pendant le pic de mobilisation des Gilets Jaunes) et suscitent des critiques dans le champ de la sociologie et de la géographie. Il avance que les classes moyennes ont disparu, sur la base d'une division entre les gagnants et les perdants de la mondialisation : les anciennes classes moyennes (perdantes) seraient reléguées dans les espaces ruraux et périurbains. Ses thèses sont réfutées par des chercheurs dans la revue *Métropolitiques*, proche du champ académique : une tribune signée entre autres par Anais Collet, Carole Gayet-Viaud, Pierre Gilbert, Camille François, Hélène Steinmetz et Stéphane Tonnelat du côté des sociologues, ainsi qu'Aurélien Delpirou, Florine Balif (politistes). Ce tableau de la France périphérique est qualifié de simpliste, opposant deux catégories de population différentes en tous points, alors même que les modalités de la stratification sociale n'ont jamais été aussi complexe. *Métropolitiques* souligne que cette lecture sert des agendas politiques basés sur une vision anxigène de la France, appuyant par exemple la campagne de Laurent Wauquier à la présidence des Républicains, visant à « reconquérir » cette France oubliée<sup>288</sup>. Les signataires incitent à arrêter d'opposer certaines catégories, notamment les précaires et pauvres des périphéries et les « *mauvais pauvres* » des banlieues. Ils soulignent également que cette catégorisation « *à la hâte* » ne résiste pas aux études empiriques effectuées par différentes disciplines<sup>289</sup>. Les analyses de Guilluy sont également critiquées par des géographes, notamment dans un travail réalisé sur l'analyse de la notion de « France périphérique » en 2016<sup>290</sup>. Les chercheurs en question soulignent le caractère atypique de sa position dans le champ et démontrent que ses prises de position sont marquées par une hostilité envers le monde universitaire. Les universitaires seraient complices des processus qu'ils dénoncent et feraient

---

<sup>288</sup> « Laurent Wauquiez veut reconquérir la France périphérique », *Le Monde*, 4 décembre 2017.

<sup>289</sup> Tribune « Inégalités territoriales : parlons-en ! », *Libération*, 14 octobre 2018.

<sup>290</sup> Espaces et Sociétés (UMR 6590), Travaux et documents, n°41, octobre 2016. L'unité de l'ESO compte 11 chercheurs CNRS, près de 123 enseignants-chercheurs et environ 115 doctorants. L'unité regroupe des géographes, des aménageurs et des chercheurs d'autres disciplines (sociologie, psychologie environnementale, info-com, architecture et urbanisme).

partie des « gagnants » de la mondialisation tels qu'il les décrit dans une approche binaire (Guilluy, 2015). D'autres s'emploient à montrer qu'en voulant à première vue expliquer la montée du vote à l'extrême-droite, Guilluy tend à stabiliser la pensée d'une fracture hostile entre différentes fractions des classes populaires. Il fait notamment état d'une « insécurité culturelle » ressentie par les classes populaires blanches à l'égard de l'Islam, ce qui constitue une dérive culturaliste de son propos et un appui théorique pour l'extrême-droite (Gintrac et Mekdjian, 2014).

La vision portée par Jean Viard et Christophe Guilluy est un appui théorique pour la campagne de communication d'Europacity et on peut le constater à la fois dans les prises de paroles de David Lebon et dans le livre consacré à la défense du projet. On retrouve l'idée de la mondialisation heureuse, ainsi que l'idée d'une cohésion sociale facile à construire via les lieux et la gratuité : « *La première mission de la culture, c'est de vivre ensemble, de faire des côtelettes ensemble* » (excluant de fait les questions de violence symbolique). Cette rhétorique leur permet de se positionner en bienfaiteurs vis-à-vis des classes populaires, leur offrant emploi et loisirs et revalorisant du même coup leurs quartiers stigmatisés par le seul rayonnement symbolique d'Europacity. Ceux qui s'y opposent deviennent alors des obstacles à l'intégration des jeunes, qui veulent les priver de vacances au ski à domicile alors qu'ils n'en ont jamais eu. C'est bien l'argument de David Lebon à Jean-Yves Souben, vice-président du CPTG, lors du débat du 23 mai 2018 sur Médiapart :

David Lebon : « *Pour revenir sur la piste de ski, est-ce que vous pensez qu'aujourd'hui, dans ces... Dans les gens qui habitent ces quartiers. C'est une soirée thématique sur les quartiers et la banlieue. Vous pensez aujourd'hui sérieusement qu'aller au ski, pour les jeunes de ces quartiers, c'est un rêve absolument interdit ? Vous pensez sérieusement qu'on doit dire à ces gens : y'a des loisirs qui sont pour les riches et des loisirs qui ne sont pas pour vous ?* »

La présence dans le COS de Fred Musa, natif d'Aubervilliers, personnalité de la radio et animateur des émissions « Planète Rap » et « 100% rap français » sur Skyrock à partir du début des années 1990, très connu dans le milieu du rap français et de ses éclaireurs, répond à des logiques similaires. Sa présence montre une tentative des porteurs de projets de montrer leur ouverture sur les cultures populaires des quartiers environnants du site, en choisissant un représentant du « rap français » comme ersatz de l'ensemble de la culture, partiellement

fantasmée, des jeunes des quartiers populaires. Fred Musa incarne une position politique modérée sur le rap français : « *Dans les années 1990, les journalistes de gauche ont beaucoup fantasmé le rap, mais, en fait, il n'y a pas plus capitaliste qu'un rappeur : ils veulent tous une grosse voiture et une villa avec piscine* »<sup>291</sup>. Les porteurs du projet font le choix d'une personnalité qui se positionne peu sur les questions de discriminations sociales voire raciales, et qui nourrit l'idée selon laquelle les jeunes des classes populaires des banlieues Nord rêvent de réussite financière et de signes extérieurs de richesse.

La consultation des sociologues semble restreinte aux grands constats macrosociologiques et laisse de côté la question des rapports de domination, vis-à-vis par exemple de la « compartimentation », de l'articulation des temps sociaux. Or, ce sont les catégories aisées qui sont concernées par la multiplication des rôles sociaux et professionnels, et les mêmes qui peuvent « cesser d'être forcés » en mettant à distance les contraintes matérielles. Cette faculté de mise à distance des contraintes matérielles s'applique au rapport au temps tout autant qu'au rapport à l'art et à la culture : le sens de la distinction des catégories supérieures est l'aptitude à entretenir ce rapport distant au monde, « à ses contraintes matérielles et urgentes, temporelles » (Bourdieu, 1979, p. 367). De l'autre côté de l'espace social, les pratiques des classes populaires sont soumises au principe de réalité et plus souvent ancrées dans des temporalités imposées. La multiplication des rôles évoquée, au sens de faculté d'occuper des rôles sociaux divers, en l'occurrence des positions de pouvoir dans différents champs simultanément, renvoie au constat d'ubiquité sociale des dominants (Boltanski, 1973).

Ces chercheurs, choisis pour représenter l'ouverture aux recherches en sociologie et en géographie, sont dans une position d'intermédiaire. A la marge du champ académique, dans lequel ils rassemblent peu de récompenses symboliques, ce sont des intellectuels de pouvoir en ce qu'ils sont dotés de pouvoir temporel, contrairement aux « intellectuels purs » (Bourdieu, 1985-1986), et convoqués pour appuyer des discours politiques ou des projets privés en leur donnant un cachet scientifique. Ils concentrent peu de capital scientifique, mais beaucoup de capital médiatique (Duval *et al.*, 1998). La participation de ces chercheurs, ou du moins présentés comme tels, peut témoigner d'une reconquête de profits symboliques dans un champ ou un objet peu légitime. Poupeau et Réau (2007) proposent une observation similaire au sujet de la recherche universitaire sur le tourisme, prenant justement en exemple Jean Viard. Certains chercheurs se tournent vers le domaine général de la prospective, en espérant collecter des

---

<sup>291</sup> Il est cité dans l'article : « Fred Musa, la caution rap de Skyrock », *Le Point*, 18 avril 2019.

profits symboliques et économiques qui leur font défaut – le domaine du tourisme est justement peu symbolique dans le champ de la recherche universitaire. Ainsi, l'administration publique du tourisme se sert de techniques de *marketing* issues du secteur privé pour produire de la connaissance sur le tourisme, par l'intermédiaire de chercheurs. Jean Viard est chercheur au CNRS il a également travaillé pour la DATAR et le Club Méditerranée tout en publiant des essais sur le tourisme. Comme le soulignent les auteurs, la frontière entre recherche appliquée, fondamentale et la prospective, ou le *consulting*, est brouillée.

Le COS sert donc de caution scientifique, mais aussi symbolique, marquée d'un cachet de neutralité – il doit justifier la distance aux promoteurs, aux intérêts purement marchands. Si une partie importante des « experts » missionnés dans le conseil sont parties prenantes du projet ou bénéficiaires de ce dernier, d'autres membres sont choisis dans les différents champs scientifiques. Ceux qui ne sont pas rattachés à la science économique ont un profil de chercheurs dont la reconnaissance dans le champ académique est faible, et qui s'investissent dans la prospective. Cette conversion de capitaux, des mondes universitaires au conseil pour un acteur privé, se fait au prix d'une diminution de la portée critique de leurs raisonnements, en particulier au détriment des lectures en termes de rapports sociaux de domination. Il resterait à étudier en profondeur la confrontation des chercheurs à ce type d'institutions au cœur des projets privés, et de récolter leur expérience sur les situations d'échange que ces réunions constituent, afin de comprendre les mécanismes de ce transfert.



### III. Les réponses aux critiques d'un projet coupé de son territoire

La communication autour du projet, jusqu'en 2017, évoque une bulle à part, sans lien avec les autres quartiers de Gonesse. Suite au débat public, la CNDP souligne le caractère hors-sol d'un concept initialement travaillé en dehors d'un contexte territorial, et qui n'a pas, à ce stade, établi de « *réelles ramifications sociales, fonctionnelles et urbaines avec son environnement* » (CNDP, p. 92)<sup>292</sup>. En réponse aux premières critiques, la nouvelle mouture de septembre 2017 présente le projet comme un quartier de ville en lien avec l'urbanisation existante, mouvement poursuivi par la dernière mouture d'octobre 2019. Les porteurs de projet font plusieurs tentatives pour sortir de l'idée initiale de gigantisme du projet. Les réponses à cette critique spécifique sont de deux ordres : dans l'analyse de discours, d'abord, on distingue la volonté de mettre en valeur une utopie de mixité sociale permettant d'intégrer la population locale (1). Dans un cadre plus organisationnel, le groupe Auchan opère également une transition vers un rôle plus conséquent dans l'aménagement urbain (2), ce qui affecte la sociologie de ses dirigeants (3).

#### 1. Des touristes d'affaires aux Sarcellois connectés : Europacity rassemble au-delà des disparités sociales

Dans le corpus de communication sur le projet et en particulier dans le discours de ses directeurs généraux, Europacity est souvent décrit comme une « utopie », notamment une utopie de mixité sociale :

« Tous les voyageurs. Le fêtard parisien qui prolonge à Europacity sa nuit en boîte jusqu'à son after bien mérité, l'homme d'affaires et son après-midi à tuer entre deux avions ou deux rendez-vous, le Francilien en quête de promenade dominicale, les touristes du monde entier » (Vallérugo *et al.*, 2016, p. 59)

---

<sup>292</sup> Commission Nationale du Débat Public, Débat public Europacity, compte-rendu établi par la présidente de la commission particulière de débat public, 12 septembre 2016.

Dans l'ouvrage dirigé par Franck Vallérugo, cette conception socialement mixte apparaît limitée, puisqu'il s'agit principalement de citoyens mondialisés et aisés, touristes, groupes d'entreprises, acteurs de la classe « innovante » et des affaires : « *Le visiteur d'Europacity est un visiteur qui se sent bien dans la mondialisation et la vit bien* » (Vallérugo et al., 2016, p. 57). La situation touristique produit un rapport enchanté au monde, dans lequel le monde ordinaire doit être suspendu (tout comme les déterminants sociaux de l'accès au tourisme) au sein d'un rapport marchand. Le déni du caractère marchand permet également de masquer les rapports d'exploitation de la force de travail engagée dans la prestation, et euphémise les rapports de domination existant au sein de cette expérience (salariés mal rémunérés servant des touristes aisés, locaux embauchés seulement dans le cadre des constructions de sites et dans des conditions précaires, etc.) (Réau et Poupeau, 2007).

L'accès des populations locales au parc est résumé à la question de la proximité spatiale : pourtant, il est utile de le replacer dans une analyse sociologique plus globale des mobilités. Dès lors que l'on s'intéresse aux déterminants sociaux du tourisme et à l'histoire sociale du voyage, qu'il s'agisse des usages éducatifs de la mobilité à travers les voyages d'élite, plus récemment Erasmus (Réau, 2009), ou encore de la place du voyage dans la formation des élites via l'histoire de la pratique du « grand tour » (Wagner, 2007), il apparaît que le rapport au tourisme dans les classes supérieures contribue à former une culture mondialisée et à entretenir le capital international des élites.

Ce point de vue n'est pas celui de John Urry, sociologue britannique, qui considère le tourisme comme une forme de mondialisation en soi qui modifie profondément le rapport au temps et à l'espace des populations (Urry et Burch, 2005). La perception des distances se ferait désormais en termes de temps, et modèlerait un regard spécifiquement touristique sur le monde voire une « culture touristique mondiale » (Stock, 2016). Néanmoins, l'assimilation de la mobilité à la modernité ou l'ouverture sur le monde correspond à la focale spécifique des élites cosmopolites, et invisibilise l'approche par la détention de capitaux. La mobilité touristique est facilitée pour certains et reniée pour d'autres, dans un cadre qu'on peut qualifier de néocolonial : la mobilité des habitants des Nord est choisie et variée, celle des habitants des Suds correspond à une « immobilité contrainte » ou des migrations forcées (Evrard, 2006). Une des caractéristiques des modes de vie des classes populaires précarisées est une immobilité forcée (Cousin et Réau, 2016 ; Bourdieu, 1979). Le « bien-être » ressenti dans la mondialisation renvoie avant tout à la matérialité vécue et à la position dans les rapports de classe : il est significatif de ramener la question de la mondialisation à celle de la capacité de voyager. En somme, les valeurs associées

à la mobilité sont « historiquement, socialement, culturellement, voire sexuellement connotées » (Cousin et Réau, 2016, p. 90) et ce sont les rapports de force globaux et les déterminants sociaux qui permettent la formation d'une compétence touristique.

Le visiteur d'Europacity est un citoyen de mégapole qui effectue un séjour dans une autre mégapole. Sa culture est « mondialisée » : il est mobile et ses attentes de consommation se sont modifiées au fil de ses voyages (Vallérugo et al, 2016). David Lebon, lors du débat du 23 mai 2018 sur Médiapart, réagit aux critiques sur le parc des neiges : « *Et je peux vous dire une chose : une grande majorité des jeunes, qui sont plutôt de ma génération, leur rêve c'est de pouvoir aller en vacances, eh bien ils vont dans des pays dans le monde où il y a des pistes de ski ET où il y a la plage, pour faire plusieurs choses en même temps, parce que Internet a permis ça, faire plusieurs choses en même temps* », avant de préciser qu'il y a deux parcs des neiges à Londres et un autre à Madrid. L'offre de loisirs se normalise sur des critères mondialisés : il faudrait désormais s'aligner sur d'autres mégapoles comme Londres, voire les dépasser en innovant. Benoît Chang décrit ainsi le projet en décembre 2017 comme « *une destination qui va accueillir plus de trente millions de visiteurs et renforcer la place de Paris dans la compétition entre les villes mondes* »<sup>293</sup>. Le citoyen attendu a donc des attentes harmonisées quelle que soit sa destination. Jean Viard, membre du comité d'orientation scientifique<sup>294</sup>, est cité : « *Le Francilien, l'Américain et le Coréen qui iront à Europacity sont un peu les mêmes : ils sont dans une certaine connivence de culture* ». Pour décrire cette connivence, il évoque le film « *Midnight in Paris* », de Woody Allen, dans lequel le héros ne trouve plus son hôtel dans le centre-ville de Paris et rencontre dans une déambulation nocturne Picasso, Fitzgerald, Hemingway et Dali. Le protagoniste, incarné par Owen Wilson, est américain, mais il pourrait aussi bien être « *français ou coréen : la magie est la même* » (p. 58). Néanmoins, c'est un voyageur qui rencontre des personnalités reconnues comme de grands artistes dans le cadre d'une errance nocturne contemplative, dans laquelle l'absence de logement n'est que l'opportunité de rencontres poétiques. L'identification au personnage suggère une connivence de classe.

L'innovation numérique, qui apporte la démocratisation culturelle, assurerait la venue des jeunes, notamment les jeunes « *du coin* » et associés aux classes populaires comme les « *jeunes*

---

<sup>293</sup> Tribune « EuropaCity : sortir de l'hypocrisie et de la caricature », *Libération*, 8 décembre 2017.

<sup>294</sup> Un portait sociologique des membres du comité d'orientation scientifique est proposé plus loin.

*Sarcellois* » (Vallérugo *et al.*, 2016). David Lebon évoque sur ce point, lors d'un débat en mai 2018 sur *Médiapart*, la forte polyvalence des jeunes sur les activités numériques :

*« Moi je ne fais pas de politique, mais c'est une vraie compréhension de ce que provoque la société digitale. Il y a des gens qui nous regardent en ligne ce soir, d'ailleurs je suis sûr qu'ils regardent autre chose, qu'ils achètent des machins et qui discutent avec leurs copains en train d'expliquer ce qu'ils font. Et ça c'est le « en même temps ». Et Le Monde physique, s'il veut être attractif, il doit être en capacité de proposer la diversité, et surtout la fluidité, la capacité d'alterner très rapidement. Et le concept d'Europacity, eh bien c'est ça ! Nous la question qu'on se pose nous, c'est qu'est ce qui va donner envie à quelqu'un dans 10, 15, 30 ans de sortir de chez lui, de lever les yeux de son écran, de son implant, de ses lunettes connectées mais aussi de toutes les questions sur le transhumanisme qui vont arriver »*

Les jeunes auraient donc une activité numérique soutenue et polyvalente, au point d'avoir besoin d'incitations fortes pour sortir de chez eux. La culture numérique, ensemble de valeurs, de connaissances et de pratiques qui *impliquent* l'usage d'outils informatisés, notamment les pratiques de consommation médiatique et culturelle de communication et d'expression de soi (Fluckiger, 2009), est pourtant inégalement distribuée dans l'espace social. Si les inégalités d'équipements sont désormais minimales<sup>295</sup>, il reste des disparités très fortes parmi les 15-25 ans dans l'usage des technologies. Les variables qui permettent le mieux de rendre compte de la distribution de ces pratiques sont bien l'origine sociale et le genre, loin devant l'âge seul (Gire et Granjon, 2012). Selon les auteurs, il existe encore une forte liaison entre l'usage des outils technologiques et les caractéristiques sociodémographiques des individus. La non-utilisation de l'ordinateur, par exemple, est plutôt associée à des individus issus des classes populaires, cumulant un capital scolaire faible, un emploi peu qualifié ou une absence d'emploi, un capital économique faible. L'usage régulier, souvent quotidien, est plus attribué aux individus disposant d'un capital scolaire élevé, un capital économique plus élevé que les autres et issus d'un milieu social plus favorisé. La typologie en cinq profils de Gire et Granjon, tirée d'une ACM, montre aussi un usage très différencié des écrans par les jeunes, qui ne se retrouvent pas dans un profil homogène. Le groupe des « TV-centered », de loin le groupe le moins diplômé et celui qui épouse le plus les caractéristiques des classes populaires (Schwartz, 2002), exprime pour deux tiers de ses membres préférer des activités qui les mènent à sortir de chez eux plutôt que de rester à la maison.

---

<sup>295</sup> Selon le CREDOC, pour l'année 2017, il reste des inégalités d'équipements, certes, mais elles sont minimales : 94% de la population totale est équipée d'un téléphone mobile et 85% d'un accès Internet. Les variations sont principalement dues à l'origine sociale et à l'âge. Cependant l'âge est un facteur moins important que dans la vision commune de ces enjeux : plus de 75% des plus de 70 ans sont équipés.

L'étude des usages des écrans montre la stabilité de la composante culturelle des inégalités sociales, qui continuent de structurer les pratiques y compris numériques. L'argument de la démocratisation culturelle par les écrans méconnaît les études empiriques et éclipse la question des rapports de classe en présentant un modèle lissé du « jeune » qui correspond à un ethnocentrisme de classe. Ce point de la stratégie d'Europacity s'adresse là aussi à des populations citadines très dotées, de ceux qui bénéficieraient des « *implants* » et « *lunettes connectées* » évoqués.

## 2. La mue d'Immochan en Ceetrus : devenir un acteur privé de l'aménagement urbain

La filiale immobilière d'Auchan, Immochan, est fondée en 1976. En 2018, elle devient Ceetrus. Plus qu'un changement de nom, c'est une mue de ses domaines d'activité que connaît la filiale. Le projet de la firme est de faire son entrée dans le domaine de l'aménagement urbain, pour reprendre les termes de Benoît Lheureux, directeur général, devenir un « *global urban player* », un opérateur mixte.

### a) La transition de Ceetrus vers un rôle d'opérateur urbain mixte

En juillet 2018, Ceetrus répond à quatre appels d'offres sur des projets d'aménagement urbain d'envergure : le chantier de la Gare du Nord, le site de l'ex-usine de pompage d'eau dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement, la restructuration d'une partie de l'Hôtel-Dieu, la création de passerelles au-dessus de la Seine et le déménagement des réserves du Centre Pompidou. Sur le projet de la Gare du Nord, les autres finalistes sont aussi des spécialistes de l'immobilier commercial. C'est Ceetrus qui remporte l'appel avec ses architectes du cabinet Valode & Pistre. La ville veut rénover la première gare parisienne pour les Jeux Olympiques de 2024. Il s'agit, pour la première fois, de devenir le maître d'ouvrage et pas seulement le gestionnaire de magasins, avec un budget de plusieurs centaines de millions d'euros. Jusqu'ici, Auchan ajoute à ses hypermarchés des galeries marchandes complètes et des zones d'activités marchandes, restant propriétaire des murs. Le groupe génère 660 millions de revenus en 2018, possède 8 milliards d'actifs, avec 393 centres commerciaux dans 12 pays. En 2015, un premier pas vers la

diversification est fait : le groupe sépare les hypermarchés (Auchan Retail), l'immobilier commercial (Immochan) et les métiers de la banque (Oney Banque). Immochan se fixe déjà comme objectif de développer des activités nouvelles et de développer une « approche d'aménageur » : logements, bureaux, grandes infrastructures urbaines ou immobilier de loisirs.

*« En même temps, nous avons réaffirmé notre rôle de global urban player. Ce qui signifie que nous pouvons participer à de multiples activités, à la restructuration de sites en ville, dans une approche d'aménageur au sens large, avec des activités variées mais aussi et surtout pour essayer de répondre le mieux possible aux besoins de la ville et du territoire (...) Nous avons vu dans Ceetrus, « City », notre terrain de jeu, le « See » de « voir » pour traduire notre capacité à observer et à répondre aux besoins des citoyens et des territoires, le « trust » de confiance, la fiabilité avec laquelle nous travaillons et le « us », qui revient à dire que nous faisons ensemble. Nous avons également choisi une nouvelle signature « With citizens, for citizens », pour affirmer un engagement citoyen et embarquer notre environnement proche dans cette démarche (...) nous avons reçu beaucoup de demandes exprimant une attente par rapport à une entreprise qui donne du sens »<sup>296</sup>*

Benoît Lheureux, directeur général de Ceetrus

La transition de 2018 à Ceetrus symbolise donc le passage d'un rôle de foncière commerciale à celui de développeur immobilier mixte (lieux comprenant logements, bureaux, loisirs et infrastructures urbaines). Ceetrus veut désormais créer « des lieux de vie et de rencontre ».

---

<sup>296</sup> Benoît Lheureux, 5 juillet 2018, dans une interview au *Journal du Grand Paris*.

### Encadré 25 : Le projet de la Gare du Nord et la multiplication des surfaces commerciales

Il s'agit d'un Partenariat Public Privé (PPP) entre la SNCF et Ceetrus. Pour la SNCF, cette forme permet une rénovation rapide et, financièrement, la rend soutenable. Pour Ceetrus, il s'agit d'une opération rentable : ces appels d'offre apportent des points de croissance au groupe. Il s'agit de capter un flux en centre-ville, une expérience gratuite (traverser la gare) dans un lieu à l'architecture travaillée, pour induire des achats. C'est Ceetrus qui finance l'opération, puis les recettes sont partagées : 66% pour la foncière d'Auchan et 34% pour SNCF Gares & Connections. Les deux acteurs sont réunis dans une société d'économie mixte, la Semop Gare du Nord. SNCF promet une future péréquation : une redistribution d'une partie de ces recettes pour financer la rénovation de gares moins fréquentées.

Dans le projet proposé initialement par Ceetrus, les surfaces commerciales passent de 3 600 m<sup>2</sup> à environ 20 000, ce qui représente 8 moyennes surfaces et 151 boutiques, soit une hausse de plus de 400% des surfaces commerciales. La CDAC<sup>297</sup> (Commission Départementale d'Aménagement Commercial) juge cette offre surdimensionnée, s'interrogeant sur l'atteinte portée au tissu commercial environnant et sur la pérennité du projet. En juillet 2018, le Conseil de Paris émet un avis favorable dans l'étude d'impact environnemental, tandis que les élus écologistes et communistes qualifient le projet de « machine à cash » et pointent un centre commercial conçu pour les touristes en transit<sup>298</sup>. La maire du 10<sup>ème</sup>, Alexandra Cordebar, demande une réduction du projet commercial. Cependant, c'est de l'Etat que relève le permis.

Ceetrus affirme vouloir créer des lieux de vie, dans le cadre d'une opération visiblement très rentable. Certains élus s'interrogent sur cette délégation à des aménageurs privés de la rénovation d'équipements urbains majeurs : la compétence d'aménagement du territoire leur est en quelque sorte donnée en raison d'une capacité financement importante mais la foncière n'a pas d'expérience dans ce champ.

Plusieurs architectes, dont Jean Nouvel et Roland Castro, sonnent l'alarme début septembre 2019 et qualifient d'inacceptable le projet de transformation dans une tribune<sup>299</sup> : il force les voyageurs à parcourir un itinéraire commercial, sur le modèle d'IKEA, en interdisant l'accès direct aux quais.

Ce projet est qualifié d'anachronique<sup>300</sup> par une partie des acteurs politiques communistes et écologistes : en raison de son gigantisme, de l'impact écologique et de son caractère commercial, seul levier envisagé pour « créer des lieux de vie ». Benoît Chang et David Lebon affirment en octobre 2019 que ces deux dossiers n'ont rien à voir entre eux, allant jusqu'à parler d'une forme d'acharnement contre Ceetrus en temps qu'*outsider* dans le milieu de

---

<sup>297</sup> La CDAC est une instance départementale chargée d'examiner les projets de création ou d'extension de magasins de commerce de détails dès lors qu'ils dépassent 1000 m<sup>2</sup> de surface de vente. Elle est composée d'élus départementaux et de personnalités compétentes qualifiées en matière de protection du consommateur, en aménagement du territoire et en développement durable. URL : <https://cnac.entreprises.gouv.fr/l-amenagement-commercial/cdac-organisation-et-fonctionnement>

<sup>298</sup> « Contretemps pour la transformation de la Gare du Nord », *Le Monde*, 9 juillet 2018.

<sup>299</sup> « Le projet de transformation de la gare du Nord est inacceptable », *Le Monde*, 3 septembre 2019.

<sup>300</sup> Ici par Pierre Mansat, cité dans *L'Obs* du 16 septembre 2019 : « On ne peut pas dire d'un côté qu'il faut s'interroger sur notre rapport à la consommation, plaider pour davantage de frugalité, et de l'autre créer des boutiques qui proposent les mêmes fringues, les mêmes services que partout ailleurs. Ce projet est anachronique. »

l'aménagement commercial dominé par les firmes cotées en bourse. David Lebon valorise ici le modèle Auchan, figure du capitalisme familial, décrit plus tôt :

*« Le seul dénominateur commun entre ces deux projets est Ceetrus. Donc la question que l'on peut se poser légitimement aujourd'hui est la suivante : quels sont les acteurs économiques en Île-de-France qui ont intérêt à garder un pré-carré et empêcher toute innovation sur ce territoire ? Ces entités, proches de décideurs politiques, sont pour la plupart cotées en bourse et n'ont pas la même rentabilité du capital qu'un investisseur appartenant à des associés familiaux. Nous les dérangeons manifestement »<sup>301</sup>*

David Lebon, octobre 2019

## b) Le renforcement des acteurs privés de l'aménagement dans le Grand Paris

Cet exemple illustre un phénomène plus global dans la production de la ville : le renforcement du rôle des aménageurs privés dans l'aménagement du territoire. Si des formes de partenariats avec le secteur privé existent depuis l'Ancien Régime, comme les concessions ou plus récemment les Opérations d'Intérêt National (OIN), l'avènement par ordonnance des « partenariats publics-privés » en 2004 en fait naître une forme plus aboutie et dont l'usage se multiplie : les contrats de partenariat (CDP). Le principe général des « PPP » est le suivant. Il implique deux parties : l'Etat ou une collectivité territoriale, et un consortium qui réunit une entreprise de construction, les banques et investisseurs ainsi que les prestataires de service. L'Etat paye un loyer à l'entreprise qui est fixé dans le contrat, sur plusieurs décennies, tandis que celle-ci assure la gestion du bien construit. En 2014, la commission des lois du Sénat rend un rapport soulignant les effets négatifs du recours aux PPP<sup>302</sup>, contenant des critiques également soulevées dans le champ de la recherche via des revues mixtes comme *Métropolitiques*. D'abord, la formule « clés en main » avec le loyer fixé en avance conduit parfois la puissance publique à surestimer ses capacités d'investissement comme le paiement est étalé dans le temps. Le poids de ce loyer à payer peut se répercuter sur d'autres dépenses notamment de fonctionnement (sur des projets en maîtrise d'ouvrage publique, par exemple). En outre, le coût total du projet est souvent amené à augmenter au-delà de son évaluation

---

<sup>301</sup> Interview à *Décideurs Magazine*, 4 octobre 2019.

<sup>302</sup> Rapport d'information du 16 juillet 2014, n°733, fait au nom de la commission des lois, de Jean-Pierre SUEUR et Hugues Portelli : « Les contrats de partenariat : des bombes à retardement ? ». URL : <http://www.senat.fr/rap/r13-733/r13-7331.pdf>.



initiale. Une seconde préoccupation est la sélection des entreprises du BTP dans les partenariats. Etant donné que cette formule permet de « voir plus grand » et de prévoir des opérations à très gros budgets et/ou complexes à réaliser techniquement, on observe un effet d'éviction des petites et moyennes entreprises de construction. Cela se condense dans une situation où seuls les gros du BTP sont présents et se partagent le marché comme une sorte d'oligopole : dans le cas français, ces grands groupes sont Vinci, Eiffage et Bouygues. Enfin, plus généralement, ce mouvement de recours aux PPP, qui n'est plus seulement dérogatoire malgré les recommandations de la Cour des Comptes, signifie un renoncement progressif à la compétence de maîtrise d'ouvrage par la puissance publique. Dans le référentiel plus contestataire des militants contre le Grand Paris, les spécialistes de l'action publique, urbanistes ou architectes se méfient d'une perte de maîtrise progressive des acteurs publics sur les contenus même des projets. Dépendant de la puissance de financement massive des investisseurs, les acteurs publics seraient amenés à accepter des compromis importants sur le contenu des aménagements en question (comme le nombre de surfaces commerciales ou encore les expérimentations de villes « numériques » que certaines entreprises privées souhaitent insérer dans ces projets). De façon générale, les collectivités ont une place défavorable dans la négociation (Mazouz, 2009).

Cette action publique « hybride », regroupant donc historiquement différents degrés de recours aux acteurs privés, prend un nouveau tournant à partir des années 2010 en Ile-de-France dans le cadre d'une accumulation de grands projets d'aménagement métropolitains. Le métro automatique, loin de se résumer à un nouveau moyen de transport inter-banlieues, prévoit 68 nouvelles gares dont les quartiers font l'objet de rénovations et d'aménagements, et s'accompagne de deux appels à projets via la Métropole du Grand Paris sur un grand nombre de sites, modifiant le paysage urbain à grande échelle. Cette nouvelle phase est caractérisée par le recours accru aux appels à projets et notamment aux API (Appels à Projets Innovants), dont font partie l'appel « Réinventer Paris », en 2016, « Inventons la Métropole du Grand Paris I » (IMGP), en 2017 et « Inventons la Métropole du Grand Paris II » en 2018. Si l'appel intramuros de 2016 correspond bien à des projets immobiliers sur des sites relativement restreints, les deux appels IMGP changent d'échelle et permettent la gestion privée de projets urbains complets, qu'on souhaite complexes et « innovants ». Les équipes répondant aux appels d'offre sont composées d'un ou plusieurs opérateurs privés ainsi que d'agences d'architecture et de bureaux d'étude. La procédure habituelle « grignotée » par cet essor, c'est la ZAC, Zone d'Aménagement Concertée, qui implique déjà le secteur privé, mais en restant pilotée par un aménageur public, sous la forme d'une Société d'Economie Mixte désignée maître d'ouvrage.

L'acteur privé participe seulement au financement des équipements publics, comme dans le cas d'Europacity et de la participation de La Belle Etoile au financement de la gare dans le cadre de la ZAC du Triangle de Gonesse.

Depuis les années 2000, les acteurs privés sont plus impliqués encore dans l'aménagement du territoire avec un glissement vers une maîtrise d'ouvrage privée, caractérisée par les appels à projets innovants et la naissance des *global urban players*. On peut y voir une forme de retour du pilotage de l'Etat sur les aménagements, ce dernier (ou ses émanations, à l'image de la Société du Grand Paris) pouvant orienter les appels ou utiliser les OIN dans un objectif de compétitivité par rapport aux autres métropoles, appuyé sur l'acteur privé. En parallèle, les collectivités territoriales éprouvent une baisse de moyens, notamment les communes qui vivent la baisse de leurs dotations et la dilution de leur compétence d'aménagement (Orillard, 2018). La mue de la foncière d'Auchan, d'Immochan à Ceetrus, s'insère dans ces mutations. L'examen de ce cas permet de montrer les manières dont un acteur privé, inexpérimenté sur les questions d'aménagement urbain outre commercial, peut s'emparer des questions de production de la ville et avec quelles limites.

Les porteurs de projet peuvent se revendiquer comme des acteurs complets œuvrant à la production de la ville, et ainsi neutraliser la critique de projets déconnectés de leur environnement en rapprochant la distribution et l'aménagement urbain. Cette transition nécessite de se doter de responsables capables d'évoluer dans les sphères de la politique locale, ce qui modifie les hiérarchies internes au groupe et permet de mettre en lumière les nouveaux capitaux nécessaires à l'exercice du pouvoir dans ces entreprises.

### 3. Des dirigeants industriels aux responsables multipositionnés

Pour savoir *d'où* les acteurs mobilisés parlent, comment ils s'agencent les uns par rapport aux autres et dans les différents champs, il me semble pertinent de recenser les différents acteurs de la nébuleuse identifiée<sup>303</sup>. Dans cette partie, on s'intéresse aux dirigeants de la société Alliages & Territoires, filiale d'Immochan et maître d'ouvrage d'Europacity, et de la société foncière Immochan, renommée Ceetrus en 2018. Elles constituent les acteurs privés de premier plan dans l'avènement du projet. Europacity est composée d'un comité de pilotage présidé par le directeur général du projet et d'un comité d'orientation scientifique, dont le rôle et la composition sont analysés plus haut. Leurs dirigeants sont à la fois, comme on le verra, animés par leur propre appartenance à différents champs, par la résonance de leur trajectoire avec différents aspects du projet Europacity, mais ils sont aussi des porte-paroles, des représentants du projet dans la sphère publique, soigneusement choisis (Bourdieu, 1982). La tentative d'élargissement du cœur de métier du groupe Auchan, via le projet Europacity, s'accompagne de stratégies renouvelées de recrutement et de placement des dirigeants. Examiner les parcours de ces dirigeants permet d'éclairer en creux les relations entre différents champs de pouvoir, notamment entre le monde des affaires et des grands industriels et celui des hauts fonctionnaires territoriaux, comme déjà exploré dans d'autres cas d'aménagement (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1992).

Tableau 15 : Récapitulatif des profils étudiés dans la partie

Nom du responsable	Position principale considérée
Christophe Dalstein	Directeur général d'Europacity jusqu'en décembre 2016
Benoît Chang	Directeur général d'Europacity à partir de janvier 2017
David Lebon	Directeur du développement d'Europacity à partir de 2015
Benoît Lheureux	Directeur général de Ceetrus
Vianney Mulliez	Président du conseil d'administration du groupe Auchan de mai 2010 à février 2017 et président du conseil d'administration de Ceetrus
Régis Degelcke	Directeur d'Auchan Retail à partir de 2017
Edgard Bonte	Directeur d'Auchan Retail à partir de 2018

Réalisation : Louise Bollache, 2022

<sup>303</sup> Un schéma plus complet à l'égard de l'organigramme d'Europacity et de la répartition de ses soutiens est à trouver en annexe 25, le lecteur est invité à s'y référer.

### a) Logique de l'ancienneté et du nom : les parcours internes des dirigeants

Avant la mise à l'agenda du projet Europacity, on peut identifier une première logique dominante de recrutement des dirigeants dans le groupe Auchan et ses filiales.

Benoît Lheureux est directeur général de Ceetrus<sup>304</sup> après un parcours assez linéaire dans le domaine de la distribution. Né en 1956, il est diplômé de l'IDRAC en 1981 et intègre directement Auchan Retail où il effectuera un parcours professionnel en magasin pendant 12 ans jusqu'à devenir directeur d'hypermarché. En 1993, il passe directeur régional avec la gestion de 11 sites. Entre 1993 et 2015, il occupe divers postes, toujours au sein du groupe Auchan : administrateur délégué dans la branche italienne de *retail*, membre du directoire du groupe, président et administrateur du groupe, membre du comité exécutif. Enfin, en janvier 2008, il devient directeur général d'Immochan, depuis devenu Ceetrus. Il est bien sûr membre du réseau *alumni* de l'Idrac, composé de plus de 30.000 diplômés, et préside le jury du prix des entrepreneurs 2016 organisé par le réseau.

Sa participation au comité exécutif chez Auchan suppose un fort investissement au sein du groupe, alors qu'il ne fait pas partie des membres de l'Association Familiale Mulliez (AFM). Son parcours de mobilité interne souligne une organisation imprégnée d'une culture de métier discrète et industrielle (Bousseward, 2008). Cet aspect est d'ailleurs souligné dans les propos de Benoît Lheureux lorsqu'il affirme « *Le cœur de métier du groupe est l'hypermarché, la voie royale pour ceux qui ont envie de faire du commerce opérationnel, de se frotter à la réalité du management* »<sup>305</sup>. Le « cœur de métier » d'Auchan est assez resserré, centré sur la distribution en hypermarché : Europacity est une exception. La famille Mulliez est un produit de la bourgeoisie commerçante : une réussite économique, mais bénéficiant de peu de liens avec le champ du pouvoir. Le groupe n'est pas coté en Bourse, a une gestion financière assurée par l'association familiale, parle peu aux journalistes et n'a pas ou peu de liens avec les élites culturelles et politiques parisiennes (Vallérugo *et al.*, 2016).

Vianney Mulliez est président du conseil d'administration du groupe Auchan de mai 2010 à février 2017 et président du conseil d'administration de Ceetrus. C'est le petit-cousin de Gérard Mulliez, créateur du groupe, il fait donc partie de l'AFM. Né en 1963, diplômé d'HEC, il

---

<sup>304</sup> Les informations ont été recueillies sur LinkedIn.

<sup>305</sup> Extraits d'interview, URL : <https://www.idrac-network.com/article/benoit-lheureux-mge-1981-president-du-jury-prix-des-entrepreneurs-2016/14/03/2016/181>

commence sa carrière dans une société d'audit financier avant de créer son propre cabinet en 1992<sup>306</sup>. En 1998, il devient directeur financier d'Auchan France puis contribue à conduire l'extension internationale de la marque et à développer sa branche immobilière. Il remplace Gérard Mulliez en 2006 en tant que président du conseil de surveillance du groupe Auchan, sur une décision du conseil d'administration de l'AFM<sup>307</sup>. En 2010, il devient président du conseil d'administration du groupe. Il gère avec les quelques 550 membres de l'AFM une des plus grandes fortunes professionnelles de France.

Les deux présidents successifs d'Auchan Retail, représentant le cœur de métier du groupe, connaissent eux aussi de longs parcours internes au groupe avec une forte dominante commerciale et gestionnaire dans leurs postes et leurs études. Régis Degelcke, à la tête d'Auchan Retail entre mars 2017 et octobre 2018, sort de l'Ecole Supérieure de Commerce (ESC) de Lille avec un diplôme professionnel de gestion financière. Il est d'abord directeur de magasin à Leroy-Merlin Espagne, puis directeur général de Leroy-Merlin France dans les années 1990 et 2000. Il est aussi administrateur d'une banque filiale du groupe Auchan de 2003 à 2014. Edgard Bonte, né en 1973, devient président d'Auchan Retail à sa suite en octobre 2018. C'est le gendre de Patrick Mulliez, petit frère de Gérard Mulliez. Jeune entrepreneur décrit comme « autodidacte »<sup>308</sup>, il fonde sa première entreprise à 19 ans puis une société spécialisée dans les meubles de cuisine. Il fonde ensuite Kiabi et préside la filiale ainsi que sa foncière immobilière. Il est membre de l'AFM, dont il a présidé le conseil de gérance de l'AFM de 2010 à 2014, et également président de Chronodrive, une filiale d'Auchan, depuis 2019.

Ainsi, les choix de l'Association Familiale Mulliez (AFM) dans le recrutement des responsables sont basés sur une logique de naissance mais aussi sur une logique de loyauté et d'ancienneté dans les différentes branches du groupe, avec des parcours scolaires variés. Ils sont strictement restreints au champ économique du pouvoir, comme en témoigne le récit fait dans *L'aventure d'un projet* par Yvon Ollivier, qui épaula Christophe Dalstein à partir de 2008 : des « *grands entrepreneurs, qui, paradoxalement, n'avaient pas une grande pratique de la relation institutionnelle. C'est un peu curieux compte-tenu de leur place dans l'économie française, mais ce n'est vraiment pas leur truc. Ils n'ont jamais eu besoin d'avoir des réseaux dans le secteur public et n'y ont guère de contacts.* » (Vallérugo *et al.*, 2016, p. 38). Deux acteurs de premier plan dans le projet Europacity et notamment dans les interventions publiques (presse,

---

<sup>306</sup> « Vianney Mulliez quitte la présidence d'Auchan holding », *Le Journal du Net*, 13 février 2017.

<sup>307</sup> Cf annexe 25 pour les éléments de structuration de base du groupe.

<sup>308</sup> « Qui est le nouveau président d'Auchan Retail ? », *LSA*, 10 octobre 2018.

magazines spécialisés, débats) marquent une rupture avec la forme de recrutement de responsables décrite ci-avant.

### b) Les nouveaux responsables à l'intersection des champs de pouvoir

Le choix des responsables d'Europacity semble puiser dans d'autres champs, dans une logique d'insertion dans une vie politique locale : ils témoignent d'une certaine pratique de la « relation institutionnelle » évoquée par Yvon Ollivier.

Christophe Dalstein est directeur général d'Europacity jusqu'en décembre 2016. Ingénieur formé aux Ponts et Chaussées et à l'Ecole des Ingénieurs de la Ville de Paris après une classe préparatoire scientifique, il passe ensuite par l'Ecole Centrale de Paris et termine ses études par un MBA à l'ESCP Europe, école de commerce européenne dont il fait partie du réseau *alumni*. Il mène une longue carrière dans les services publics d'urbanisme : chargé de mission pour la mairie de Paris à l'urbanisme entre 1997 et 2000, où il devient chef de projet au renouvellement urbain en 2001 et 2002. Il passe ensuite deux ans au ministère de la Culture, en tant que conseiller technique en charge de l'urbanisme et de l'architecture. Directeur de l'urbanisme pour l'EPA Euroméditerranée à Marseille en 2004-2005, il revient en poste à la mairie de Paris à la Direction des Voiries et Déplacements. Il rejoint le groupe Auchan en 2007 d'abord en tant que directeur du développement et chargé de relations avec les promoteurs, pour quatre années pendant lesquelles il développe le projet Europacity, puis en devient directeur de projet en 2011. Après son remplacement par Benoît Chang en janvier 2017, il devient directeur du développement des territoires dans le département des Hauts-de-Seine, puis est nommé en août 2018 directeur du projet « Inventons la métropole du Grand Paris ». En parallèle, il prend la direction du bureau français du cabinet d'architecture norvégien Snøhetta.

Christophe Dalstein est issu du champ administratif du pouvoir, comme en témoigne son passage par le corps des Ponts et Chaussées et l'accumulation de postes dans l'administration publique. Il s'agit d'un homme de pouvoir qui doit plutôt son autorité à la maîtrise de la technique et à une certaine expertise. Sa position évoque le pôle « public » des patrons, distingué par Pierre Bourdieu dans *La Noblesse d'Etat* (1989), et est emblématique de la figure de l'expert responsable, gagnant du terrain sur celle de l'intellectuel critique dans un champ de lutte pour le pouvoir opposant pôle temporel et pôle intellectuel (Wagner, 2020). Il passe cependant par plusieurs positions « nouvelles » comme dans le domaine du renouvellement

urbain et surtout par l'EPA Méditerranée, ce qui évoque une position particulière décrite par Bourdieu et Boltanski en 1976. Il semble appartenir en partie à ces agents des instances administratives, « chargés d'organiser et de gérer les usages politiques du patrimoine culturel sous ses espèces techniques, scientifiques ou même artistique » (p. 7). Sa source d'autorité, la maîtrise technique, lui permet d'être mobile entre le champ administratif dont il est issu et le champ économique qu'il rejoint en intégrant le groupe Auchan. Sa série de postes dans l'administration publique autour de l'urbanisme lui confère des savoir-faire de « passeur » entre la sphère administrative, les objectifs politiques et les attentes des acteurs privés qui interviennent dans la production de la ville. Le capital qu'il a accumulé lui donne une vision d'ensemble de l'articulation de ces acteurs. En vertu de cette position de passeur, il devient directeur du développement chargé des relations avec les promoteurs. Enfin, ses responsabilités pour Europacity prennent sens dans le lien fort que l'Etat entretient avec le projet. Sa culture professionnelle, à mi-chemin entre le champ administratif et le champ économique, lui permet de réintégrer après coup ce champ administratif particulier dans le département des Hauts-de-Seine et à la Métropole du Grand Paris, démontrant la fluidité de ces capitaux.

David Lebon est directeur du développement d'Europacity depuis 2015. Né en 1977, il fait des études supérieures en sciences politiques et en gestion des ressources humaines à la Sorbonne. Son père est militaire de carrière et sa mère aide-soignante. Son premier poste est celui d'assistant parlementaire au Sénat<sup>309</sup>, entre 2006 et 2008, puis il devient directeur adjoint de cabinet de Martine Aubry au Parti Socialiste jusqu'en 2012. Il devient conseiller parlementaire d'Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement Productif, et un an plus tard, son chef de cabinet adjoint, puis en avril 2014 chef de cabinet dans le premier gouvernement Manuel Valls. Parallèlement, il est conseiller municipal de Chartres depuis 2008 et conseiller communautaire de Chartres Métropole depuis 2014. Il devient directeur du développement d'Europacity en 2015<sup>310</sup>. Il milite au MJS (Mouvement des Jeunes Socialistes) pendant une dizaine d'années à partir de 1995, l'année de son baccalauréat, et en devient président entre 2003 et 2005. Il fréquente également les directions de l'UNEF (président de l'UNEF de Tours à la fin des années 1990) et de la mutuelle LMDE. Il passe au PS pour militer en Eure-et-Loir, dans le quartier où il a grandi. Il est aussi candidat socialiste à diverses élections : européennes en 2004, législatives en 2008 et 2012.

---

<sup>309</sup> Il était alors assistant parlementaire de David Assouline, selon les informations recoupées.

<sup>310</sup> Les informations sur le parcours de David Lebon ont été trouvées dans un CV en ligne sur le Journal du Net, URL : <https://viadeo.journaldunet.com/p/david-lebon-1088918> , et sur WikiMonde, URL : [http://plus.wikimonde.com/wiki/David\\_Lebon](http://plus.wikimonde.com/wiki/David_Lebon)

En évoquant son militantisme étudiant, il précise « *« Je n'ai vraiment milité qu'après avoir eu ma licence d'histoire, vu que j'étais boursier et que je n'avais pas le droit à l'erreur avant »*<sup>311</sup>. Il a fait partie de la construction du réseau Nouvelle Gauche de Benoît Hamon, décrite comme rocardienne (désireuse d'une forte modernisation de l'Etat et conciliante par rapport aux contraintes économiques) avant de « choisir » Martine Aubry, dont il estimait qu'elle était la seule à pouvoir « *réancrer le parti à gauche* », après le congrès de 2005. Le passage au MJS fait figure de véritable formation, premières armes politiques, qui modèle les façons de convaincre et de communiquer : « *« Stratégies de campagne, organisation des débats fédéraux, préparation des argumentaires. C'est mon défaut de formation du MJS : je suis surtout efficace en politique interne (...) C'est vrai qu'on y apprend la maîtrise d'un appareil, le compromis politique comme le rapport de force. Mais c'est aussi le plus bel outil de formation intellectuelle et idéologique, si on décide d'y travailler et non pas seulement d'en faire un marchepied électoraliste »*.

Contrairement aux directeurs d'Alliages et Territoires décrits ci-avant, David Lebon est donc marqué par son expérience dans le champ politique (responsabilités au sein de partis, directions de cabinets et participation à des élections). Son éducation est moins prestigieuse en comparaison, et son capital social est plus ancré localement. Lorsqu'il décide de retourner vivre à Chartres en 2005, il valorise le fait de faire de la politique localement, dans un univers marqué affectivement et des sphères sociales défavorisées : « *Faire une réunion publique dans mon ancienne école primaire, ça avait du sens pour moi. C'était le retour des triplés de la Madeleine. Mes voisins de l'époque avaient l'air fiers et me disaient : "Ça prouve qu'il y a des choses biens qui peuvent sortir du quartier." Attention, c'est pas du tout le Bronx ! Mais c'est une ZUP, où la vie n'est pas facile tous les jours* ». Il témoigne de savoir-faire et de savoir-être modelés par la connaissance interne des organes politiques, qu'il réinvestit dans sa communication autour du projet. On peut imaginer, en parallèle, que son expérience au sein du Parti Socialiste lui a conféré des réseaux qui restent utiles dans certaines communes, ressource volontiers utilisée par les porteurs de projet.

En creux, ces spécificités dans les parcours des acteurs permettent d'éclairer la stratégie d'un acteur privé de la grande distribution en vue de devenir un acteur mixte participant à la

---

<sup>311</sup> Un article de *Médiapart* apporte quelques précisions sur son parcours, au moment où il s'apprête à être promu dans la direction du Parti en décembre 2008. « David Lebon, l'atout jeune de Martine Aubry », *Médiapart*, 5 décembre 2008.



production de la ville, faisant ainsi écho à des mutations plus globales de l'aménagement des métropoles.

Benoît Chang, le second directeur général d'Europacity à la suite de Christophe Dalstein, montre un parcours intermédiaire entre les deux grandes dynamiques explicitées, une troisième voie. Directeur général d'Europacity depuis janvier 2017, il est né en 1975. Il est lauréat de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) Europe, grande école de commerce européenne, dont il fait partie du réseau *alumni*. Il poursuit une carrière internationale dans la finance, en Indonésie, au Brésil et à la Réunion. Il rejoint le groupe Auchan en 2004 en tant que directeur financier pour la branche bancaire espagnole du groupe, avant de devenir directeur financier de Ceetrus en 2009, pour la France et le Luxembourg<sup>312</sup>. En 2016, il négocie l'entrée de Wanda, géant chinois du divertissement, au capital d'Europacity et devient directeur général d'Alliages & Territoires en janvier 2017. En janvier 2020, il redevient directeur des opérations financières à Ceetrus.

Benoît Chang est issu du champ économique. Son parcours est marqué par l'expérience de la finance et une forte mobilité internationale. Ces mobilités modèlent son statut de dominant : elles sont souvent à l'intersection entre voyages de loisirs et voyages d'affaires, puisqu'elles servent, pour ces cadres, à déceler des opportunités économiques ailleurs et à entretenir leur capital social (Wagner, 2007). Ces ressources culturelles internationales leur permettent de s'intégrer plus facilement par la suite dans une grande variété de situations. Professionnellement, Boltanski pointe que la pratique des affaires des nouvelles élites est aussi plus souple par rapport à la règle et à la loi, ce qu'ils ont appris dans ces axiomes communs issus du management (« *Think out of the box* »). La capacité à relativiser la règle est formée par les expériences à l'étranger, qui confrontent ces cadres dirigeants à un autre droit du travail ou « *pas de droit du travail du tout* » et à d'autres façons de faire, comme le montrent les travaux menés sur la place du voyage dans la formation des élites et l'apprentissage de l'ethos dominant (Wagner, 2005 ; 2007). Les règles finissent par prendre l'apparence de simples conventions, le fait de savoir les contourner fait partie de l'innovation et donc des savoir-faire actuellement attendus des « responsables » (Boltanski, 2008).

---

<sup>312</sup> « EuropaCity CEO Benoit Chang – sustainability, technology and innovation for Greater Paris », *Blooloop*, 15 juin 2019.

Si les dirigeants habituels sont issus de parcours commerciaux en promotion interne avec une logique du nom, les responsables d'Europacity sont multipositionnés dans différents champs du pouvoir. Si Benoît Chang semble de prime abord faire exception, avec une inscription longue dans le groupe Auchan, il incarne néanmoins un nouveau style de management plus internationalisé. De façon générale, ces responsables évoquent les observations de Luc Boltanski sur les « nouveaux » cadres, dont il souligne en 2008 qu'ils ont, en trente ans, beaucoup appris du « néo-management » et donc le discours idéologique n'est plus aussi nécessaire pour assurer la conservation de l'ordre établi (Boltanski, 2008, p.162). En effet, ces nouveaux « responsables » se déplacent dans une certaine fluidité entre le secteur privé et le secteur public, notamment en raison de l'influence du nouveau management public qui incorpore à la culture classique administrative des méthodes et façons d'être issues du privé. C'est une perméabilité entre le champ proprement économique du pouvoir et le champ administratif. Leur mode de domination passe par la fixation d'objectifs et leur réalisation « *au moindre coût, c'est-à-dire en évitant la formation de mouvements d'opposition prenant une forme collective* » (Boltanski, 2008, p. 163). Plus que par une idéologie exprimée en tant que telle, leur action a l'apparence d'actions techniques et parcellaires. Cette culture du management est, pour Boltanski, commune désormais aux dominants et facilement transportable (langage, outils), ce qui permet la formation d'une classe dominante mondiale. Dans leur argumentation, on observera au fil du chapitre cette attitude, résumée ainsi : « *Ce que savent, dans leur intimité, les « responsables », c'est que celui qui se contente de suivre les règles sans les contourner, les adapter ou les modifier n'aboutit à rien. Il est toujours en retard, largué, incapable d'innover.* » (Boltanski, 2008, p. 170). Il est alors nécessaire de s'interroger sur les « lieux neutres » (Bourdieu et Boltanski, 1976) dans lesquels cette culture a été diffusée et modelée. Ce qui rapproche les profils de Christophe Dalstein et Benoît Chang, malgré leurs parcours différents et leur inscription dans différents champs, c'est notamment le passage dans une même école de commerce.

c) La marque du passage par les écoles prestigieuses de commerce : réseaux *alumni* et préparation à la multipositionnalité

A cet égard, la mention des associations d'anciens élèves dans les parcours socio-biographiques ci-dessus n'est pas anodine. Les grandes écoles sont intégrées dans un univers de plus en plus concurrentiel, dont les parcours de formation comme les échelles de qualification s'ouvrent à l'international. Les classements de réputation, comme celui de Shanghai, expriment une évaluation de personnes plus ou moins célèbres, jugées par des groupes de taille variable (Karpik, 2013), mais le réseau est un élément fondamental parmi les ressources utilisées pour établir ces classements. Les associations de diplômés jouent un rôle incontournable dans l'acquisition par les étudiants de ce capital social. Ces groupes permettent aux étudiants d'être plus visibles par les recruteurs, mais ils ont aussi pour fonction de créer et maintenir de la valeur symbolique, de la réputation, pour les établissements (Chaulet et Bès, 2015). Chaulet et Bès proposent ainsi la notion de capital réputationnel. Proche du capital social bourdieusien, il en partage les caractéristiques, mais avec un aspect central de mise en visibilité : mettre en place des dispositifs, symboles et valeurs que les diplômés font valoir à l'extérieur de l'école, aidés par les associations. Pour certains établissements, le prix de la formation intègre explicitement le coût d'accès au statut privilégié d'ancien ainsi que l'accès au réseau correspondant. Une des tâches centrales dans le travail des salariés des associations est de collecter les informations personnelles de tous les étudiants et de les maintenir à jour. L'annuaire des étudiants en est une manifestation concrète, en ce qu'il objective les frontières de ce groupe social favorisé, délimité par l'obtention du diplôme (Grange, 1996).

Les deux dirigeants d'Europacity, bien qu'ayant des parcours différents, comme on l'a montré, sont tous deux diplômés de l'ESCP, et à ce titre, membres de l'association d'anciens élèves, dits *alumni*. Il est intéressant de s'interroger sur les spécificités de cette dernière dans l'univers des grandes écoles. L'ESCP est la plus ancienne des écoles de commerce du monde, créée en 1819 (Blanchard, 2015). Elle fait partie des écoles supérieures de commerce parisiennes (avec HEC et l'ESSEC) et rassemble 6 campus européens. Détenue par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris jusqu'en 2018, son histoire est marquée par une ambition patriotique de compétition par rapport à l'Allemagne et l'Angleterre en termes de développement économique. Il s'agissait dès l'origine de promotions comportant beaucoup d'élèves étrangers, aujourd'hui encore seuls 50% des étudiants sont français. Son master en management est classé 5<sup>ème</sup> au monde par le *Financial Times* en 2019, et l'école est classée de façon générale au 2<sup>ème</sup>

ou 3<sup>ème</sup> rang des meilleures écoles de commerce françaises. En novembre 2019, à l'occasion d'un gala dans l'Atelier des Lumières pour célébrer le bicentenaire de l'école, le nom de la nouvelle marque est annoncé : ESCP Business School. Les mastères spécialisés y coûtent entre 16.000 et 25.000 euros par année. En 2011, les anciens élèves sont au nombre de 45.000 recensés par l'association des anciens élèves, dont 10.000 travaillent à l'étranger.

Parmi les anciens élèves, on trouve une répartition dans plusieurs champs. Un premier groupe est formé des grands dirigeants d'entreprise<sup>313</sup>, chez Kering, Total, Hermès ou encore Amazon, et d'entrepreneurs-fondateurs de groupes ou d'enseignes, comme Danone, Nature & Découvertes ou Fiducial. On retrouve ces grands dirigeants dans le secteur de la culture et des médias, à l'Equipe, France Télévisions, Eurosport, Hachette, l'Express, Vivendi ou encore à la Philharmonie. Un deuxième groupe est constitué de personnalités politiques : diplomates, ministres, conseillers d'Etat et maires de grandes villes, à l'image de Jean-Pierre Raffarin, ancien premier ministre. Ce dernier reçoit en 2019 le titre honorifique de Docteur honoris causa, récompense donnée aux anciens élèves les plus éminents, rétribution symbolique de son passage à l'école et de son apport au capital réputationnel. A cette occasion, il remercie la grande école avec qui il a fait « *toute sa vie* » : « *étudiant, entrepreneur, Ministre et professeur* »<sup>314</sup>. Une dernière grande sphère regroupe les enseignants et chercheurs éminents, comme Olivier Blanchard, chef économiste du FMI de 2008 à 2015 et ancien directeur du département d'économie du MIT (Massachusetts Institute of Technology), Michel Wieviorka, directeur d'études à l'EHESS ou encore Agnès Bénassy-Quéré, professeure d'économie à l'Ecole d'Economie de Paris, présidente du Conseil d'analyse économique entre 2012 et 2018, et chef-économiste du Trésor depuis juin 2020.

Le président de la fondation ESCP parle de l'école en ces termes lors d'une grande campagne de communication à l'occasion du bicentenaire pour Forbes<sup>315</sup> :

*« Beaucoup de jeunes européens viennent à l'ESCP parce que ça leur ouvre les portes à l'international. Nous étendons nos partenariats avec de grandes universités dans Le Monde entier. Nous sommes au cœur de la mondialisation »*

---

<sup>313</sup> On rassemble ici les PDG, directeurs généraux et présidents d'un conseil de surveillance.

<sup>314</sup> L'évènement est relaté sur le site de l'ESCP, URL : <https://escp.eu/sites/default/files/2019-11/CP%20Honoris%20Causa%20JP%20Raffarin%20VF.pdf>

<sup>315</sup> « L'ESCP Fête Ses 200 Ans Et S'Ouvre Au Monde », *Forbes*, 16 décembre 2019.

A l'occasion de ce bicentenaire, l'ESCP se débarrasse de son suffixe européen pour symboliser une ouverture internationale plus large et communique sur cette nouvelle orientation.

Le président du Conseil d'Administration de l'ESCP, Philippe Houzé, est également président du directoire du groupe Galeries Lafayette. Né dans les Hauts-de-Seine à Boulogne-Billancourt, il est titulaire d'un MBA de l'Institut Européen d'administration des affaires (INSEAD). Il est marié à Christiane Houzé, ingénieure-agronome et descendante du fondateur des Galeries Lafayette. Concentrant capital économique, social et symbolique dans *Le Monde* des affaires mais pas seulement, il montre un parcours emblématique de la multipositionnalité promise par l'ESCP. L'ESCP fonctionne comme une institution œuvrant au rapprochement de différents champs de pouvoir et permettant d'acquérir des savoir-faire et savoir-être que les *alumni* peuvent convertir facilement de l'un à l'autre. Les dirigeants d'Europacity en sont les produits et sont aptes à évoluer dans différents champs de pouvoir simultanément.

Tableau 16 : Aperçu de la multimensionnalité du directeur de l'ESCP

Champ ou sous-champ	Fonctions et distinctions
Positions dans le champ des dirigeants de grands groupes	Président du Directoire du groupe Galeries Lafayette Vice-Président directeur général de Motier Administrateur de la Fondation d'entreprise Galeries Lafayette Vice-président du CA du groupe Carrefour Administrateur d'HSBC France Président du Comité de Surveillance du BHV Président du Comité de Surveillance de La Redoute
Positions dans le champ des grandes écoles	Président de l'ESCP Business School Président du Conseil France INSEAD Membre du Conseil d'administration de l'INSEAD
Positions à l'intersection des champs institutionnel et commercial dont lobbies	Membre et ancien Président de l'Association Internationale des Grands Magasins (AIGM) Membre et ancien Président de l'Union du Grand Commerce de Centre-Ville (UCV) 35 Membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) Vice-président de l'Alliance 46.2, <i>think tank</i> de grands groupes en faveur du renforcement du tourisme et du « leadership d'attractivité » de la France à l'international <sup>316</sup>
Manifestations de capital symbolique : décorations honorifiques	Commandeur de la Légion d'honneur, dans la catégorie « développement durable » en sa qualité de président du directoire des Galeries Lafayette <sup>317</sup> , directement donné par le président de la République Nicolas Sarkozy au palais de l'Élysée le 6 juillet 2011 Chevalier de l'Ordre des Arts et Lettres, décerné par le ministère de la Culture pour les personnes « <i>qui se sont distinguées par leur création dans le domaine artistique ou littéraire, ou par la contribution qu'elles ont apportée au rayonnement des Arts et des Lettres en France et dans Le Monde</i> <sup>318</sup> » Chevalier de l'Ordre national du Mérite, distinction qui récompense les « <i>mérites distingués, militaires ou civils, rendus à la nation française</i> <sup>319</sup> » Chevalier de l'Ordre du Mérite agricole, distinction décernée par le ministère de l'Agriculture pour récompenser les services rendus à l'agriculture <sup>320</sup>

<sup>316</sup> L'Alliance compte 19 membres dont Accor, Aéroports de Paris, BNP Paribas, Caisse des Dépôts et Consignations, Club Méditerranée, Euro Disney, Galeries Lafayette, Kering, Lagardère Services, Groupe Pierre & Vacances-Center Parcs, SNCF, etc. URL : [https://www.tourmag.com/Alliance-46-2-19-entreprises-du-tourisme-s-associent-pour-renforcer-l-attractivite-de-la-France\\_a64688.html](https://www.tourmag.com/Alliance-46-2-19-entreprises-du-tourisme-s-associent-pour-renforcer-l-attractivite-de-la-France_a64688.html)

<sup>317</sup> Le site France Phaléristique répertorie les différents ordres accordés aux personnes, dont l'ordre de la Légion d'Honneur. URL : [http://www.france-phaleristique.com/lh\\_promo\\_12-07-02.htm](http://www.france-phaleristique.com/lh_promo_12-07-02.htm)

<sup>318</sup> Décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres

<sup>319</sup> Décret n°63-1196 du 3 décembre 1963 portant création d'un ordre national du Mérite

<sup>320</sup> Décret n°59-729 du 15 juin 1959 relatif à l'ordre du mérite agricole

Au fil des différentes moutures du projet, les critiques du site (le désignant comme inauthentique, coupé de son environnement immédiat ou encore anti-écologique) sont absorbées puis contrées par des ajustements plus ou moins importants. Une partie des critiques du capitalisme marchand est reprise dans les stratégies d'implantation des acteurs de la grande distribution, phénomène qu'on peut observer dans le concept de *retailtainment*. L'analyse montre le recours à un profil spécifique de « chercheurs », soit issus de la recherche en économie, soit à la marge du monde universitaire et en reconversion dans un secteur professionnel de prospective lié au pouvoir. Ce sont notamment ces derniers qui, issus des sciences humaines et portant des dispositions critiques, portent les critiques du capitalisme marchand jusqu'au maître d'ouvrage, en plus des temps d'échange que constituent les débats publics. Euphémisées et reformulées à la lumière d'un ethos des affaires, ces critiques nourrissent le contenu du projet sans toujours y apporter de modifications structurelles. D'autres mutations plus profondes ont pour objet le rôle des acteurs privés dans l'aménagement du territoire, qui s'étend. Par l'étude de ce phénomène, on a pu montrer le rapprochement de deux champs de dominants : les dirigeants formés au monde des affaires, aux parcours mondialisés et marqués par le passage dans de grandes écoles prestigieuses, et les responsables publics de grands projets, comme dans le cadre métropolitain, ayant fait des carrières dans le domaine public. Les capitaux nécessaires à l'installation dans l'un ou l'autre champ se rapprochent, lissés par des parcours de formation spécifiques. La conversion d'un champ à l'autre en est fluidifiée, dans un contexte de moindre contrôle politique sur l'ordre économique (Denord et Lagneau, 2016).

## CONCLUSION

La thèse se proposait d'analyser un système d'acteur – militants contre un projet, habitants favorables au projet, aménageurs parties prenantes – agencés autour du devenir de lieux en banlieue parisienne, leurs modes d'action et leurs rapports de classe à l'écologie, dans un contexte de mutation des cadrages de la question écologique qui passe, pour les militants, par la mobilisation du thème de l'urgence voire de la notion d'« effondrement ». La comparaison, au regard de trois luttes aux résultats différents, met bien en valeur différents rapports subjectifs au lieu défendu et l'impact de ces rapports sur les stratégies envisagées. L'entrée dans les mobilisations écologistes par les conflits d'aménagement permet d'ancrer spatialement les enjeux, qui peuvent dès lors « devenir » locaux à partir de problématiques à beaucoup plus grande échelle, à l'image du dérèglement climatique. Elle permet d'interroger ce que l'échelle des enjeux « fait » à l'échelle de l'action et d'éclairer ainsi différemment les trajectoires de durcissement des registres d'action.

Les luttes écologistes étudiées se caractérisent par la surreprésentation des membres de classes moyennes urbaines diplômées et salariées, et plus spécifiquement des métiers liés à la transmission des savoirs, de la santé et des professions scientifiques. Dans les cas étudiés ici de mobilisations collectives qui prennent la forme de conflits d'aménagement, on observe en particulier une conversion de capitaux spécifiques de la part d'une partie des « ingénieurs et cadres techniques », qui sont principalement des urbanistes, ou des consultants, dont l'activité est *spécialisée* dans les questions de transition écologique. Ils pourraient représenter un profil d'« experts-militants » plus contemporain. De façon générale, les associations en question confirment la bonne installation des profils d'experts écologistes. Dans le cas du CPTG, on voit qu'ils concentrent d'ailleurs les rôles décisionnels du fait de cette expertise et du prestige symbolique qui lui est rattaché. De nouveaux profils de militants, parfois dans le cadre d'un premier engagement, confirment certains résultats de l'arrivée timide du monde de l'entreprise dans les mobilisations écologistes. Les fractions économiques et culturelles tendent à se rapprocher dans leur morale écologique, ce qui est également observé dans d'autres travaux. Dans les cas que j'ai étudié, cette arrivée se fait plutôt à la faveur d'une forme de « crise existentielle » liée à l'accélération des conséquences du changement climatique (remise en question de son emploi, de son mode de vie). De nouvelles générations de militants écologistes,



héritiers de la mouvance politique autonome, s'investissent sur des registres différents, teintés de désobéissance.

De l'analyse des trajectoires militantes, on a pu dégager trois rapports à l'engagement écologique. Le premier mode est celui de *l'intégration collective*, qui rassemble des militants cumulant fortes dispositions à l'action collective et activation de ces dernières dans un contexte politique favorable, entre mai 68 et la période contestataire des années 1970. Ils cumulent beaucoup de capitaux organisationnels, récoltés au cours d'une expérience longue et continue dans des organes formels tels que les syndicats, partis et associations. Leurs dispositions critiques et à l'action collective s'expriment dans toutes les sphères de la vie, toujours travaillées *avec* les autres (le concubin, les collègues, les parents d'élèves, les militants). Leurs pratiques culturelles, leurs goûts et dégoûts donnent à voir la cohérence d'un habitus écologiste marqué par des dispositions ascètes. Le second mode d'articulation est celui de la *compartimentation* : c'est celui de militants qui présentent des dispositions à l'action collective plus contrariées, latentes, s'exprimant dans des contextes politiques moins favorables. Ils opèrent des formes particulières d'échange entre la sphère professionnelle et l'engagement : à la fois une compartimentation plus forte et un travail d'articulation opéré sur un long terme pour rétablir un lien entre une sensibilité écologique dormante et l'activité professionnelle. Plus nombreux à travailler dans le privé, ils importent dans le militantisme un fonctionnement par projets. Enfin, la génération née à partir du milieu des années 1980 présente des traits caractéristiques, dont la volonté de cohérence dans l'engagement. Leur articulation se fait sur le mode de *l'intégration individuelle*, consistant à mettre le maximum de temps à disposition pour militer, dans le cadre d'une recherche de disponibilité biographique (refus d'un début de carrière professionnelle « classique »). Ces militants se placent dans un rapport à l'engagement ancré dans l'idée d'épanouissement personnel et marqué par l'impératif de plaisir. Ce profil est caractérisé par l'absence de souvenirs de grandes mobilisations politiques et plus généralement par l'affaiblissement des structures politiques contestataires (grands partis d'opposition de gauche, gauche au pouvoir, syndicats mobilisateurs). Ils sont plus proches des milieux écologistes radicaux et en général accoutumés à des formes de culture politique libertaires ou autonomes. Ils montrent une méfiance forte vis-à-vis de la politique institutionnelle et ils cherchent à entretenir des formes d'expérimentation politique en dehors de celle-ci.

La spécificité de ces luttes réside dans l'alliance et le mélange de ces différents profils et dans les effets produits par leur coexistence dans les collectifs. L'analyse de la division genrée du travail militant, quant à elle, montre que les « barrières » de genre persistent aux deux extrêmes

du spectre : dans les rôles décisionnels, les femmes sont moins nombreuses et leur travail peut y être partiellement invisibilisé ; dans les rôles de « petite main », moins visibles et moins valorisés, la surreprésentation des femmes persiste. Cependant, la mobilisation a également des effets émancipateurs sur les militantes en favorisant l'apprentissage de savoir-faire dont elles ont été écartées par ailleurs.

Cette recherche contribue ainsi à éclaircir la galaxie écologiste, espace d'alternatives « à géométrie variable » (Pailloux, 2016 ; Comby, 2016). Dans les milieux écologistes des années 2010, on distingue une dynamique réformatrice, marquée par le goût pour l'initiative concrète et l'idée de transition<sup>321</sup>, et une autre plus politisante, imputant les bouleversements climatiques à des causes structurelles et œuvrant à agir sur ces causes (Comby, 2017). Ces derniers militants s'inscrivent dans une perspective de critique sociale. Ce sont des écologistes qui se réclament d'une transformation profonde de l'ordre social, avec une logique politisante (Robineau, 2020). Ils abordent notamment la question des rapports de classe dans l'écologie. Colin Robineau présente une idée similaire en distinguant la composante « positive » du mouvement, qui comprendrait par exemple les « utopies communautaires » (Lacroix, 1981), en tant qu'elles agissent « ici et maintenant » dans une forme de sécession, et la composante « négative » attachée à la mobilisation collective, dans une conflictualité considérée comme condition nécessaire au changement<sup>322</sup>. Les mobilisations qui nous intéressent dans cette thèse font partie de la deuxième composante. On a donc contribué à l'étude de ce pôle plus radical de l'espace des écologistes, constitué notamment de militants chez lesquels l'inertie des réponses gouvernementales ou plus localisées ont suscité une trajectoire de durcissement, les guidant vers une vision plus structurelle des enjeux et parfois, vers des registres d'action plus directs. Le modèle de l'écologiste expert (Ollitraut, 2008) ne suffit plus à décrire exhaustivement le milieu. Colin Robineau note par exemple que le pôle des « écologistes radicaux » est construit à partir d'un double mouvement de radicalisation de militants écologistes qui ont politisé leur vision, et d'écologisation de militants radicaux (Robineau, 2020, p.50). Les « experts-

---

<sup>321</sup> Dans le détail, la dynamique « transitionnaliste » est mise à part : elle contient des acteurs hétérogènes plus ou moins contestataires réunis dans un mouvement des initiatives de transition, expérimentant d'autres voies commerciales (circuits courts, ressourceries), de production et d'agriculture (« incroyables comestibles »), ou encore d'aménagement urbain (quartiers en transition).

<sup>322</sup> Il est à noter qu'une des différences entre ces deux univers d'engagement consiste en un traitement très différent de l'angoisse des militants : dans la dynamique dite positive, le but est de se distancier d'une ambiance anxieuse sur le climat et de mettre à distance certaines discussions intellectuelles (Yannick Martell et Nicolas Brusadelli le montrent sur certains groupes locaux d'Alternatiba, mais c'est aussi le cas des Colibris qui tendent à positiver l'action de chacun). Au contraire, l'angoisse climatique n'est pas mise à distance, ou du moins pas de la même manière dans les luttes d'occupation ou dans la dynamique d'Extinction Rebellion.

militants », qui peuvent correspondre plutôt au second profil, conservent cependant une place importante dans les associations et collectifs écologistes.

L'occupation des lieux défendus se présente comme un continuum et constitue un mode d'action même dans les luttes où il n'existe pas de glissement vers une ZAD concrète : les militants présentent des formes douces d'occupation, de réappropriations de diverses natures. Ils effectuent une mise en récit de leurs lieux défendus, donnant à voir le rapport sensible et affectif qu'ils y entretiennent, et ils dévoilent notamment leurs modes d'appropriation subjective de l'espace par des pratiques d'arpentage militant. Ces arpentages permettent de refaire exister des lieux progressivement rendus théoriques, dans des zones particulières où l'expérience piétonne (du militant et de la chercheuse) met en évidence des *lieux* « interstitiels » au cœur de « zones » pensées avant tout pour le développement économique. Les pratiques d'arpentage constituent un mode d'action à part entière, une modalité de politisation du proche dans le cadre de ces conflits. Elles contribuent à *repatrimonialiser* ces espaces sur la base de mythes fondateurs, qui varient eux-mêmes directement en fonction des appartenances sociales des militants. L'examen des contre-projets des militants écologistes a permis d'ajouter, dans la littérature des analyses sur l'expertise militante, une dimension symbolique : différentes conceptions situées de la nature teintent en effet les contre-projets proposés en les rendant plus conformes aux dispositions des fractions culturelles. Les militants ne portent pas seulement une critique écologique des aménagements, mais jugent vulgaires l'assujettissement de la nature au divertissement au prisme de leur morale de classe.

Les pratiques d'arpentage militant et d'occupation ne peuvent néanmoins pas porter seules les chances de succès d'un collectif : la lutte se doit d'être médiatisée et, pour ainsi dire, *traduite*, pour avoir des chances de l'emporter. La couverture médiatique des luttes dépend en premier lieu du capital social détenu par les militants, mais également de la nature du conflit d'aménagement en question : on a vu par exemple que le caractère gigantesque et ouvertement dédié au divertissement du projet Europacity rendait l'opposition d'autant plus conforme à l'ethos et aux valeurs défendues par les intellectuels. L'enjeu de la lutte contre Europacity a ainsi pu être considéré comme une cause plus consensuelle, dans le champ des médias et des intellectuels, que d'autres.

Le recours au droit, qui apparaît incontournable dans le cadre spécifique des conflits d'aménagement, fait l'objet depuis les années 2010 d'un intérêt particulier dans les milieux intellectuels et militants, notamment à des échelles plus ambitieuses, comme dans le cas du

procès de l’Affaire du Siècle<sup>323</sup>. Le mode d’action juridique est toujours exclu en tant qu’il nécessite le plus souvent la présence de militants à fort capital culturel, en lien avec le droit, l’urbanisme ou l’aménagement. La hiérarchie des normes, entre droit de l’environnement et droit de l’urbanisme, s’écrit en pratique au fil du traitement des recours des associations les plus influentes. Ce mode d’action est non seulement vital pour les écologistes en tant qu’il permet de placer plus efficacement la cause dans l’agenda politique et médiatique des décideurs, mais il est également un pivot à long terme via les jurisprudences qui peuvent en sortir. On a observé qu’à cet égard, la réponse des différentes juridictions varie fortement, un premier échelon permettant de faire émerger des arguments écologiques de fond dans le droit, lesquels sont bloqués au moment de l’appel. Cette dynamique gagnerait à être observée et estimée à plus grande échelle sur la base d’un grand nombre de recours d’associations du même profil.

Ce qui ressort de l’analyse, c’est à quel point le volet juridique est indispensable dans sa *complémentarité* à des « actions de terrain » ou réinvestissements des lieux, ne serait-ce que pour gagner du temps afin d’organiser le recours à tous les autres modes d’action. Les modes d’action directs du CPTG (blocages et occupations opérés à l’été 2019, « Zone à défendre » installée en février 2021) tirent leurs conditions d’efficacité de la constance et de la diversité des modes d’action exercés en parallèle : les recours, mais aussi les stratégies de relais politiques et médiatiques par lesquelles le collectif tente de faire pression sur les pouvoirs publics. Sur ce plan, l’essor de revendications et d’actions pour la « justice climatique » à plus grande échelle, comme avec le procès de l’Affaire du Siècle<sup>324</sup>, reste à examiner, en lien et en interaction avec les recours plus ponctuels afin d’analyser la circulation des arguments et de la connaissance juridiques. Il resterait aussi à étudier les tentatives de démocratisation des savoirs juridiques par des associations plus importantes en nombre et à l’échelle d’action supérieure, comme les manuels d’action juridique de « Notre Affaire à Tous »<sup>325</sup>. Il reste à savoir si l’appropriation de tels documents est opérante dans de plus petits collectifs, y réduisant peut-

---

<sup>323</sup> L’Affaire du Siècle fait référence à un recours déposé par quatre grandes ONG auprès du tribunal administratif contre l’Etat pour le motif d’inaction climatique, au regard des engagements pris lors des accords internationaux sur le climat. En octobre 2021, la France est en effet condamnée pour inaction climatique. L’Etat n’a pas respecté les engagements qu’il a pris concernant les émissions de gaz à effet de serre. Il s’agit donc de la naissance d’une forme de préjudice climatique, dans le but de faire jurisprudence.

<sup>324</sup> L’Affaire du Siècle fait référence à un recours déposé par quatre grandes ONG auprès du tribunal administratif contre l’Etat pour le motif d’inaction climatique, au regard des engagements pris lors des accords internationaux sur le climat. En octobre 2021, la France est en effet condamnée pour inaction climatique. L’Etat n’a pas respecté les engagements qu’il a pris concernant les émissions de gaz à effet de serre. Il s’agit donc de la naissance d’une forme de préjudice climatique, dans le but de faire jurisprudence.

<sup>325</sup> Notre Affaire à tous est une association constituée en 2015 dont l’objectif est de faire reconnaître au niveau pénal les atteintes portées à l’environnement. L’association a également une activité de sensibilisation à la notion de justice climatique.

être par là même l'influence et l'importance des « experts-militants » qui concentrent cette connaissance. De manière générale, les capitaux détenus par les militants, notamment en termes de maîtrise de la communication la plus intelligible aux yeux des journalistes et de la classe politique, contribuent encore à structurer le champ des mobilisations écologistes en Ile-de-France avec des positions dominantes et d'autres plus marginales.

Les conflits d'aménagement qui constituent la cadre de la recherche mettent en valeur l'ancrage spatial des luttes, dans des lieux encore populaire, marqués par des rapports subjectifs et situés à l'espace, qui se superposent. Le rapport des collectifs aux classes populaires locales reste marqué par une volonté de faire preuve de « pédagogie » avec l'hypothèse d'un désintérêt supposé de ces populations pour l'écologie. On a mis à jour un second phénomène dans le rapport des écologistes aux jeunes habitants populaires : ils sont considérés comme instrumentalisés par les pouvoirs publics, et plus généralement, incapables de délimiter leurs propres intérêts de classe. Les jeunes habitants populaires sont également visés par les stratégies des aménageurs et appuient leurs rhétoriques, les plaçant dans une position « parlée » par les deux camps. À travers le cas d'un collectif de soutien à Europacity, formé de « petits moyens », on a pu montrer que les objectifs des écologistes allaient contre leur stratégie de long terme de préserver leurs espaces de promotion résidentielle, stratégie impliquant de ne plus appartenir à une banlieue dégradée, ce que promet le projet Europacity. Les désengagements successifs de l'Etat dans leur territoire expliquent l'adhésion à un projet porté par des aménageurs privés. La concertation répond à leur désir d'être enfin considérés comme des interlocuteurs sérieux, et donne également une première expérience de débat public. En l'absence de capitaux spécifiques sur l'aménagement et l'écologie, certains cèdent à des hypothèses simplificatrices aux allures de complots faits par les « dominants ». En termes de morale de classe, on perçoit également de la part de ces « petits moyens » une revendication du droit à se divertir, dans une ère de la sobriété imposée dont ils ne sont pas gagnants : ils n'ont pour y prospérer ni l'ethos de privation requis, ni les métiers adaptés à la transition. Ils ne sont pas pour autant fermés au cadrage préféré par les écologistes, celui de l'urgence et du dépassement, et manifestent envers celui-ci plus d'ouverture qu'envers les cadrages plus dépolitisés, dans lesquels chacun porte la même responsabilité dans la crise climatique.

Au vu des ressources dont disposent ces promoteurs, la défaite d'Europacity peut surprendre. On peut comprendre le retrait du projet de différentes manières. D'abord, une mobilisation multipliant les registres d'action, s'appuyant fortement sur un registre juridique maîtrisé et gagnant à travers les temporalités de ce dernier un temps important pour construire d'autres

modes d'action, dont une mobilisation de grande ampleur des intellectuels et experts. La concentration des capitaux culturels et sociaux chez les militants, notamment après une stratégie de « montée en généralité » des enjeux à la faveur des mouvements sociaux de 2016 en France, a permis de renforcer le lien avec la presse et de nombreuses personnalités politiques. Le caractère utopique et gigantesque du projet et son allure de vitrine de l'hyperconsommation ont permis de mobiliser une frange d'opposition large, y compris à droite du spectre politique, là où l'opposition à l'aménagement d'un parc à Romainville nécessitait de plonger dans un niveau de détail beaucoup plus important pour se faire une idée des arguments écologiques et sociaux présentés par les militants. Le discours des responsables d'Europacity en faveur du progrès et de l'innovation semble en perte de vitesse au fur et à mesure de l'installation d'un cadrage de l'écologie plus radical, y compris depuis leur camp : le discours modernisateur très légitime dans les années de l'étude de Bourdieu et Boltanski apparaît moins puissant aujourd'hui. Ce type d'aménagement doit trouver de nouvelles manières de se légitimer, à l'heure où, jusque dans les grandes écoles devant former ces responsables, des élèves font sécession et refusent leur diplôme en valorisant la cause écologique<sup>326</sup>, et où de manière générale l'engagement écologique des ingénieurs est bien représenté dans les villages et communautés alternatives où ils peuvent réinvestir leurs compétences.

L'abandon du projet s'ancre bien sûr également dans une stratégie politique au plus long cours du gouvernement qui n'est pas l'objet de cette thèse, mais on peut néanmoins en dire que la critique grandissante de l'écart entre les engagements écologiques pris par Emmanuel Macron et le contenu d'un tel projet (là encore) a pu conduire à temporiser en laissant de côté l'aspect gigantesque – pour autant, l'aménagement du Triangle de Gonesse n'est pas abandonné et fait encore l'objet d'une mobilisation du CPTG. La démission publique de Nicolas Hulot, qui s'était par ailleurs prononcé publiquement contre Europacity, a fragilisé le gouvernement à cet égard. Les « Conseils de Défense Écologiques », d'où émane l'annulation d'Europacity, avaient pour rôle de donner des gages de l'authenticité de l'action politique à l'égard du problème climatique. Il s'agit d'une manière de répondre à la demande de démocratie formulée par le mouvement des Gilets Jaunes, mais également par l'ensemble des mobilisations écologistes grandissantes (marches pour le climat, renouveau de la désobéissance civile, et toutes les luttes contre les grands projets abordés dans la thèse et ailleurs). On voit à différents moments de la thèse que la perspective de gestion politique et policière d'une ZAD, après les événements de

---

<sup>326</sup> En mai 2022, lors de la remise des diplômes de l'école d'ingénieurs AgroParisTech, un groupe d'élèves refusent leur diplôme, tiennent publiquement un discours de refus des métiers destructeurs qui les attendent, et invitent le reste de leurs camarades à les rejoindre dans les rangs des luttes écologistes.

Notre-Dame-des-Landes, semble inquiéter les gouvernements successifs. La victoire des militants peut également conforter l'hypothèse d'une transition vers l'ère du dépassement : la récupération capitaliste des préceptes écologistes ne fonctionnerait plus dans un tel contexte politique et climatique. Le verdissement des projets n'est plus une forme d'intégration opérante de la critique écologiste, et Europacity constitue sans aucun doute un précédent sur ce plan, un signal pour d'autres investisseurs potentiels.

A l'inverse, la mobilisation contre l'aménagement de la Corniche des Forts en parc régional rencontre des difficultés de plusieurs ordres : l'aspect antiécologique du projet de la Région est moins facile à démontrer (il s'agit de créer un parc, donc techniquement de produire un nouvel espace vert, mais tout en artificialisant les sols) et rend ainsi les soutiens plus difficiles à mobiliser. L'action juridique est très réduite, ce qui diminue en retour l'efficacité du recours à des registres d'action plus désobéissants. En outre, la scission du collectif sépare les profils de militants les plus dotés culturellement, favorables à des registres légalistes, des autres, favorables à une occupation permanente de l'espace, ce qui affaiblit la portée des deux types d'action. L'écho médiatique peine à atteindre des sphères dominantes en parvenant à mobiliser surtout des profils socio-professionnels de signataires « spécialistes » dans leur domaine, qui concentrent moins de capital symbolique que les signataires des tribunes du CPTG.

Au parc Georges Valbon, les défenseurs de l'environnement sont ramenés à une expression affective et non maîtrisée des enjeux, ce qui limite leur intelligibilité face aux pouvoirs publics. Ils revendiquent la défense du parc sur la base de la propriété sociale. Leur position plutôt dominée dans le champ des mobilisations en matière d'action juridique et leur manque de moyens humains sur la période étudiée expliquent leur difficulté à obtenir des victoires concrètes. Cependant, c'est aussi en vertu de cette position spécifique qu'ils semblent opérer un tournant en 2020-2021 en demandant l'appui du CPTG et d'autres associations environnementalistes éminentes. Ils semblent bénéficier de formes de fédérations naissantes de ces mobilisations<sup>327</sup>. La comparaison permet ainsi de mettre en lumière l'importance de certains capitaux en lien avec les mondes intellectuels, mais également de montrer à quel point la négociation des registres d'action au sein des collectifs – et la capacité à les hybrider – est décisive pour l'issue de la mobilisation.

---

<sup>327</sup> Je procède plus précautionneusement ici en vertu des temporalités de l'écriture : les enjeux qui préoccupent les militants du parc ne sont pas encore tranchés.

Les militants écologistes des mobilisations contemporaines sont marqués par la tension entre le sentiment d'urgence à agir et le sentiment d'impuissance face à l'échelle des enjeux et de l'action nécessaire. Ils mobilisent la notion d'urgence, générant à la fois des ajustements stratégiques et des effets anxiogènes. Ce changement de paradigme est important à prendre en compte, notamment lorsqu'on s'intéresse aux militants des franges les plus « radicales » : l'angoisse, la peur de l'avenir font partie de leur univers de motivations, outre les facteurs classiquement retenus par la sociologie de l'engagement contestataire (Pagis, 2014), notamment la transmission d'un héritage politique familial marqué à gauche ou à l'extrême gauche.

Les spécificités de l'engagement écologiste dans cette ère d'accélération amènent également les chercheurs à reconsidérer la place des émotions dans les mobilisations avec un nouvel angle. Les recherches qui traitent les émotions militantes montrent que l'angoisse et le désespoir sont des affects qui marquent les phases de désengagement (Sommier, 2010) alors que dans le cas des écologistes qui nous intéressent, ces émotions sont concomitantes à l'engagement (Traïni, 2012). Le concept d'angoisse climatique, en particulier, devient un objet de recherche récent (Goff, 2020) qui prend au sérieux l'hypothèse d'un rapport structurant et nouveau à la dégradation des conditions de vie et à la perspective d'un futur plus sombre. Il convient en tout cas de poser la question au-delà des hypothèses purement déterministes de travaux qui analysent les angoisses par rapport à l'environnement comme de simples « projections » de l'angoisse sociale des déclassés (Billemont, 2006). Une approche intermédiaire pourrait consister à montrer qu'une génération déjà affectée par un rapport à l'avenir spécifique en raison du chômage de masse et de la dévaluation des diplômes (Beaud et Mauger, 2017), forme un rapport plus politique à la question de l'écologie : cette génération est doublement « sacrifiée » ou « condamnée » au désastre (Robineau, 2020). Le risque environnemental n'est pas qu'une simple projection de la menace du déclassement mais se combine à celle-ci, pouvant encourager un engagement des jeunes dans des trajectoires politiques plus radicales. Enfin, certaines mobilisations contemporaines s'emparent elles-mêmes de la question des émotions qui seraient spécifiques au climat et à l'écologie : Camille Abajo montre ainsi la socialisation affectuelle des militants d'Extinction Rebellion, invités à effectuer un travail émotionnel pour convertir leurs émotions, comme le deuil écologique, en vecteurs de mobilisation au sein même du mouvement (Abajo, 2021).

Il resterait à structurer le champ des mobilisations écologistes contemporaines, du moins son pôle « mobilisations collectives » en mettant en relation toutes les différentes ethnographies



effectuées sur ces terrains, ainsi qu'à réaliser une analyse plus systématique et macrosociologique de toutes les luttes ayant une composante d'occupation : leurs modes d'actions, leur victoire ou défaite, et les formes d'hybridation qu'elles présentent entre différentes cultures politiques et savoir-faire. Une étude plus avancée et multidisciplinaire pourrait aussi permettre de prendre « au sérieux » le postulat d'une nouvelle ère du problème climatique, en tentant de déterminer l'impact sociologique (condamnation écologique des jeunes générations) et psychologique (angoisse et mutations du rapport à l'avenir) de la période contemporaine. Considérer l'écologie comme un mouvement culturel qui « dépasse » les conditions matérielles d'existence est un postulat à examiner à l'aune de l'évolution de nos connaissances sur l'ampleur du phénomène de dérèglement climatique. En attendant, les acteurs des mobilisations écologistes portent ce cadrage de l'urgence et du dépassement avec de plus en plus d'ampleur, cadrage susceptible de se diffuser et de s'étendre. Lors de son intervention en introduction du Conseil des ministres, le mercredi 24 août 2022, Emmanuel Macron évoque la fin de l'abondance et la fin de l'insouciance, notamment au regard des enjeux climatiques. Nous serions en train de vivre une « *grande bascule* » - marque du début du détournement, dans les hautes sphères politiques, de la notion d'urgence mise en valeur dans les mouvements sociaux ?

## BIBLIOGRAPHIE

- Abajo-Sanchez, Camille. 2021. « L'activisme intérieur à Extinction Rebellion : apprendre à contrôler ses émotions pour construire un militantisme soutenable », communication au congrès de l'Association Française de Sociologie, 6 juillet 2021, Paris.
- Abel, Olivier. 2000. « Les arts dans la cité après Le Nouvel Esprit du Capitalisme. » *Autres Temps* 66, no. 1 : 37–60.
- Abu Lughod, Lila. 2010. « Ecrire contre la culture. Réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux. » In *L'engagement Ethnographique*, by Daniel Cefaï. En Temps & Lieux. Paris : Ecole des hautes études en sciences sociales.
- Achin, Catherine. 2005. « Un "métier d'hommes" ? Les représentations du métier de député à l'épreuve de sa féminisation ». *Revue française de science politique*, Vol. 55, n°3, p. 477-499.
- Acquati, Chiara et al., 2018. « Sexual functioning among young adult cancer patients : A 2-year longitudinal study ». *Cancer*, Vol. 124, n°2, p. 398-405.
- Aldrin, Philippe. 2005. *Sociologie politique des rumeurs*. Presses Universitaires de France.
- Alexievich, Svetlana. 2016. *La guerre n'a pas un visage de femme*. J'ai lu.
- Anguelovski, Isabelle. 2016. « From toxic sites to parks as (green) LULUs ? New challenges of inequity, privilege, gentrification, and exclusion for urban environmental justice. » *Journal of Planning Literature* 31, no. 1 : 23–36.
- Arno, Peter S., Carol Levine, and Margaret M. Memmott. 1999. « The economic value of informal caregiving. » *Health Affairs* 18, no. 2 : 182–88.
- Aspe, Chantal, and Marie Jacqué. 2012. *Environnement et société*. Éditions Quæ.
- Bacqué, Marie-Hélène, and André Mérian. 2019. *Retour à Roissy : un voyage sur le RER B*. Paris : Éditions du Seuil.
- Bacqué, Marie-Hélène, Emmanuel Bellanger, and Henri Rey, eds. 2018. *Banlieues populaires : territoires, sociétés, politiques*. Bibliothèque Des Territoires. La Tour-d'Aigue : Éditions de l'Aube.
- Baggioni, Vincent. 2009. « Les élus locaux dans les processus de concertation en environnement : la participation, facteur de renouveau pour la représentation ? ». In : Laurent Mermet et Martine Berlan-Darqué (éd.). *Environnement : décider autrement : nouvelles pratiques et nouveaux enjeux de la concertation*. Paris : l'Harmattan.
- Barbe, Frédéric. 2016. « La "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique. » *Noroi*, no. 238–239 : 109–30.
- Bargel, Lucie. 2016. « Une carte, trois communes et deux États : conflits pour l'appropriation institutionnelle de pâturages alpins frontaliers. » *Noroi*, no. 238–239 : 85–95.
- Battagliola, Françoise. 2001. « Le travail des femmes : une paradoxale émancipation. » *Cités* 8, no. 4 : 75–85.
- Beaud, Stéphane. 1996. « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'"entretien ethnographique" » *Politix* 9, no. 35 : 226–57.

- Beaud, Stéphane, and Florence Weber. 2010. *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. 4e éd. augmentée. Grands repères. Paris : la Découverte.
- Beaud, Stéphane, and Gérard Mauger, eds. 2017. *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*. Sciences Sociales. Paris : Éditions Rue d'Ulm.
- Behar, Daniel, Manon Loisel, and Nicolas Rio. 2016. « La fin du 9-3 ? La Seine-Saint-Denis entre représentations et métropolisations. » *Hérodote* 162, no. 3 : 143.
- Béhar Laurie et Vincent Simoulin. 2014. « Le NIMBY (Not in My Backyard) : une dénonciation du localisme qui maintient l'illusion du local ». *Politiques et management public*, Vol 31/2, p. 151-167.
- Bellanger, Emmanuel. 2012. « La Seine-Saint-Denis ou la constitution d'une "citadelle communiste" sans union ? » In *L'union sans unité*, edited by Danielle Tartakowsky and Alain Bergounioux, 189–200. Presses universitaires de Rennes.
- . 2013. « La traversée historique du Grand Paris. » *Mouvements* 74, no. 2 : 52.
- Bereni, Laure, ed. 2008. *Introduction aux gender studies: manuel des études sur le genre*. Ouvertures Politiques. Bruxelles : De Boeck.
- Bereni, Laure, and Anne Revillard. 2012. « Un mouvement social paradigmatique ? » *Sociétés contemporaines* n° 85, no. 1 : 17–41.
- Beuret, Jean-Eudes, and Anne Cadoret. 2014. « De l'analyse des conflits à l'étude des systèmes conflictuels : l'exemple des conflits environnementaux et territoriaux dans les trois plus grands ports maritimes français (Marseille-Fos, Le Havre et Dunkerque). » *Géographie, économie, société* 16, no. 2 : 207–31.
- Billemont, Hubert. 2006. *L'écologie politique, une idéologie de classes moyennes*. Thèse de sociologie, Université Evry-Val d'Essonne.
- Billen, Léa. 2019. « Conseil citoyen et projet urbain à Romainville : la co-construction, à quelles conditions ? » *Participations* N° 24, no. 2 : 27–55.
- Bizeul, Daniel. 2008. « Les sociologues ont-ils des comptes à rendre ? Enquêter et publier sur le front national ». *Sociétés contemporaines*, Vol. n° 70, n°2, p. 95-113.
- Blanchard, Marianne. 2015. *Les écoles supérieures de commerce : sociohistoire d'une entreprise éducative en France*. Histoire Des Techniques 5. Paris : Classiques Garnier.
- Boltanski, Luc. 1971. « Les usages sociaux du corps ». *Annales*, Vol. 26, n°1, p. 205-233.
- . 1973. « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. » *Revue Française de Sociologie* 14, no. 1 : 3.
- . 2008. *Rendre la réalité inacceptable : à propos de "La Production de l'idéologie dominante."* Paris : Demopolis.
- Boltanski, Luc, and Eve Chiapello. 1999. *Le Nouvel esprit du capitalisme*. NRF Essais. Paris : Gallimard.
- Bosquet, Michel. 1975. *Écologie et politique*. Paris : Éditions Galilée, Collection RC.
- Boucher, Yannick, and Bruno Villalba. 1990. « Le militant, la compétence et l'éthique : les conditions de l'investiture chez les Verts. » *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 3, no. 9 : 37–43.

- Boudes, Philippe. 2017. « Changement social et écologie : où en est la modernisation écologique ? » *Socio-Logos*, no. 12.
- Boulanger, Claire, and Kévin Mary. 2011. « Les Maliens en France et aux États-Unis. » *e-Migrinter*, no. 7 : 17–28.
- Boulland, Paul, and Julian Mischi. 2015. « The promotion and domination of female activists in local french communist party networks. » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 126, no. 2 : 73–86.
- Boulland, Paul, Nathalie Ethuin, and Julian Mischi. 2008. « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. » *Savoir/Agir* 6, no. 4 : 29–39.
- Bourdieu, Pierre. 1977. « Une classe objet ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 17, n°1, p. 2-5.
- . 1979. *La Distinction*. Paris, Editions de Minuit.
- . 1980. « Le capital social. » *Actes de la recherche en sciences sociales* » 31, no. 1 : 2–3.
- . 1982. *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.
- . 1986. « L'illusion biographique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 62, n°1, p. 69-72.
- . 1989. *La Noblesse d'Etat : grandes écoles et esprit de corps*. Le sens commun. Paris : Les Éd. de Minuit.
- . 2011. « Champ du pouvoir et division du travail de domination. » *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 190, no. 5 : 126–39.
- Bourdieu, Pierre, and Luc Boltanski. 1976. « La production de l'idéologie dominante. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 2, no. 2 : 3–73.
- Bourdieu, Pierre, and John B. Thompson. 2001. *Langage et pouvoir symbolique*. Points Essais 461. Paris : Éditions Fayard.
- Bourg, Dominique, and Kerry Whiteside. 2017. « Écologies politiques : essai de typologie. » *La Pensée écologique* 1, no. 1 : a.
- Boussemart, Benoît. 2008. *La richesse des Mulliez : exploitation du travail dans un groupe familial*. Auchy-les-Orchies : Estaimpuis.
- Bouveresse, Jacques, Jean-Matthias Fleury, and Jean-Jacques Rosat. 2017. « Pour une rationalité écologique. » *Agone* n° 61, no. 1 : 53–83.
- Brohm, Jean-Marie. 2009. « L'olympisme ou la continuité d'une idéologie totalitaire. » *Outre-Terre* 21, no. 1 : 75–87.
- Broqua, Christophe. 2009. « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant. » *Genèses* 75, no. 2 : 109.
- Brusadelli, Nicolas, Marie Lemay, and Yannick Martell. 2016. « L'espace contemporain des "alternatives" » *Savoir/Agir* N° 38, no. 4 : 13–20.
- Brusadelli, Nicolas et Yannick Martell. 2018. « Les conflits autour du militantisme dans Alternatiba, dépolitiser l'écologie pour relancer le mouvement climat ? », communication à la journée d'études « Dépolitisation des enjeux environnementaux », Université d'Amiens.

- Bulle, Sylvaine. 2017. « Se réapproprié un village abandonné en Galilée : une “prise” territoriale comme forme de contestation ». *Politix*, Vol. 117, n°1, p. 145-169.
- . 2018. « Formes de vie, milieux de vie : La forme-occupation ». *Multitudes*, Vol. 71, n°2, p. 168-175.
- . 2020. *Irréductibles : enquête sur des milieux de vie de Bure à Notre-Dame-des-Landes*. Grenoble : UGA éditions (Écotopiques), Université Grenoble Alpes.
- Buscatto, Marie. 2009. « Chapitre 2 / Syndicaliste en entreprise. Une activité si "masculine" » In *Le sexe du militantisme*, by Olivier Fillieule, 75–91. Presses de Sciences Po.
- Butler, Judith. 2010. « Simplement culturel ? » In *Les rapports sociaux de sexe*, by Annie Bidet-Mordrel, 168–83. translated by Brigitte Marrec.
- Caron, Jean-Claude, Annie Collovald et Gérard Mauger. 2008. « Révoltes populaires et révoltes étudiantes au xix<sup>e</sup> siècle ». *Savoir/Agir*, Vol. 6, n°4, p. 85-99.
- Carrasco, Cristina. 2007. « Les coûts invisibles des soins et du travail des femmes. » *Nouvelles Questions Feministes* 26, no. 2 : 30–44.
- Cartier, Marie, ed. 2008. *La France des “petits-moyens” : enquête sur la banlieue pavillonnaire*. Textes à l’appui. Enquêtes de Terrain. Paris : La Découverte.
- Castel, Robert. 2008. « La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause. » *Esprit*, no. 8 : 171–90.
- Castells, Manuel. 1975. *Luttes urbaines*. La Découverte.
- Caveng, Rémy, Fanny Darbus, François Denord, Delphine Serre, and Sylvain Thine. 2018. « Des morales de classe ? » *Actes de la recherche en sciences sociales* 224, no. 4 : 76–101.
- Cefaï, Daniel, Claudette Lafaye, and Danny Trom. 2001. *Les formes de l’action collective Mobilisations dans des arènes publiques*.
- Chalvon-Demersay, Sabine, Howard Saul Becker, Dominique Pasquier. 2014. *Le triangle du XVe : des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Mission à l’ethnologie, France.
- Chamboredon, Jean-Claude. 1991. « Classes scolaires, classes d’âge, classes sociales : Les fonctions de scansion temporelle du système de formation ». *Enquête*, n°6.
- Chamboredon, Jean-Claude, and Madeleine Lemaire. 1970. « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. » *Revue française de sociologie* 11, no. 1 : 3–33.
- Chamboredon, Hélène *et al.* 1994. « S’imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l’usage de l’entretien ». *Génèses*, Vol. 16, n°1, p. 114-132.
- Chalet, Johann, and Marie-Pierre Bès. 2015. « Les diplômés et leur(s) valeur(s) : Le rôle des associations d’anciens élèves dans le maintien de la réputation des Écoles d’ingénieur et de commerce. » *Terrains & travaux* N° 26, no. 1 : 187.
- Chauvin, Pierre-Marie, Michel Grossetti, and Pierre-Paul Zalio, eds. 2014. *Dictionnaire sociologique de l’entrepreneuriat*. Références. Gouvernances. Paris : Sciences Po, Les Presses.
- Chomette, Guy-Pierre, and Valerio Vincenzo. 2014. *Le piéton du Grand Paris : voyage sur le tracé du futur métro*. Paris : Parigramme.

- Claeys, Cécilia, Arlette Hérat, Carole Barthélémy, and Valérie Deldrève. 2016. « Quand les Calanques deviennent Parc National : disputes autour de la définition et de la répartition des efforts environnementaux et urbains induits. » *Noroi*, no. 238–239 : 71–84.
- Clerval, Anne. 2013. *Paris sans le peuple : la gentrification de la capitale*. Paris : La Découverte.
- Codaccioni, Vanessa. 2015. *Justice d'exception : l'État face aux crimes politiques et terroristes*. Paris : CNRS éditions.
- Cohen, Valérie, and Xavier Dunezat. 2018. *Quand des chômeurs se mobilisent*. Res publica. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Collet, Anaïs. 2015. *Rester bourgeois : Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*. La Découverte, 2015.
- Combes, Hélène, ed. 2015. *Les lieux de la colère : occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*. Collection "Questions Transnationales." Paris : Aix-en-Provence : Éditions Karthala ; Sciences Po Aix.
- Combes, Hélène, Choukri Hmed, Lilian Mathieu, Johanna Siméant, and Isabelle Sommier. 2011. « Observer les mobilisations : Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux. » *Politix* n° 93, no. 1 : 7.
- Comby, Jean-Baptiste. 2015. « À propos de la dépossession écologique des classes populaires. » *Savoir/Agir* 33, no. 3 : 23.
- . 2016a. « Des « alternatives » à géométrie variable. » *Savoir/Agir* 38, no. 4 : 9.
- . 2016b. « « Se battre et, dans le même geste, inventer d'autres manières d'habiter le monde » » *Savoir/Agir* N° 38, no. 4 : 61–68.
- . 2017. « Dépolitisation du problème climatique : Réformisme et rapports de classe. » *Idées économiques et sociales* N° 190, no. 4 : 20.
- Connell, Raewyn. 2014. *Masculinités : enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris, Amsterdam éditions.
- Contamin, Jean-Gabriel. 2001. Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : l'exemple de la pétition en France, thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1.
- . 2007. « Genre et modes d'entrée dans l'action collective. » *Politix* 78, no. 2 : 13–37.
- Cornut, Pierre, Tom Bauler, and Edwin Zaccai. 2007. *Environnement et inégalités sociales. Aménagement du territoire et environnement*. Bruxelles : Éd. de l'Université de Bruxelles.
- Corroyer, Pablo. 2019. « « Faunes sauvages » en politique. Tisser et mettre en scène un territoire contestataire : de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à Bure. » *L'Espace Politique*, no. 37.
- . 2021. « Les « autonomes », une nouvelle génération militante ? Trajectoires de socialisation politique et renouvellement des répertoires d'actions collectives au sein d'une mobilisation anti-nucléaire (Bure, Meuse) », communication au congrès de l'Association Française de Sociologie, 7 juillet 2021, Paris.
- Coulangeon, Philippe, and Julien Duval, eds. 2013. *Trente ans après La distinction de Pierre Bourdieu*. Collection "Recherches." Paris : Éditions la Découverte.
- Cousin, Saskia, and Bertrand Réau. 2016. *Sociologie du tourisme*. Nouvelle éd. Repères 535. Paris : la Découverte.

- Crozier, Michel. 1989. *La société bloquée*. Paris : Éd. du Seuil, Collection Points Série Essais.
- Darbus, Fanny, and Matthieu Hély. 2010. « Travailler dans l'ESS : aspirations, représentations et dispositions : une étude auprès des adhérents de l'association Ressources solidaires. » *Revue internationale de l'économie sociale : recma*, no. 317 : 68–86.
- Daubigny, Jean, and Pascal Lorot. 2013. « Le Grand Paris dans la compétition des grandes métropoles. » *Géoéconomie* 66, no. 3 : 167.
- Davis, Mike, Hugues Jallon, and Marc Saint-Upéry. 2007. *Le stade Dubaï du capitalisme*. Penser-croiser. Paris : les Prairies ordinaires.
- Dechézelles, Stéphanie. 2017. « Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel. » *Politix* 117, no. 1 : 91–116.
- . 2018. « Composer avec les affects en enquête publique » In *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, by Loïc Blondiaux and Christophe Traïni. Presses de Sciences Po.
- Dechézelles, Stéphanie, and Christophe Traïni. 2018. « L'ethnographie comparée des émotions pour l'étude des processus politiques. » *Revue internationale de politique comparée* 25, no. 3 : 7-25.
- Dechézelles, Stéphanie, and Maurice Olive. 2019. *Politisation du proche : les lieux familiers comme espaces de mobilisation*. Res publica. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Denord François et Paul Lagneau-Ymonet. 2016. *Le concert des puissants*. Paris : Raisons d'agir éditions.
- Dermenjian, Geneviève, and Dominique Loiseau. 2009. « Chapitre 3 / Itinéraires de femmes communistes » In *Le sexe du militantisme*, by Olivier Fillieule, 93–113. Presses de Sciences Po.
- Desjardins, Xavier. 2010. « La bataille du Grand Paris. » *L'Information géographique* 74, no. 4 : 29.
- . 2016. « Ce Grand Paris qui advient. Leçons pour la planification métropolitaine. » *L'Information géographique* 80, no. 4 : 96.
- Donzelot, Jacques. 2014. « De la ville à la métropole. » *Tous urbains* 7, no. 3 : 8.
- Dubé, François et Didier Lapeyronnie. 1992. *Les Quartiers d'exil*. Le Seuil, 1992.
- Dunezat, Xavier. 2011. « Travail militant et/ou travail sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant. » In *Des sociologues sans qualités ?* 80–97. Recherches. Paris : La Découverte.
- Dupuis-Déri, Francis. 2018. *Les nouveaux anarchistes : de l'altermondialisme au zadisme*. Petite Encyclopédie Critique. Paris : Textuel.
- Duval, Julien, ed. 1998. *Le "décembre" des intellectuels français*. Paris : Liber-Raisons d'agir : Diffusion, Seuil.
- Emerson, Robert M., Rachel I. Fretz, and Linda L. Shaw. 2010. « Prendre des notes de terrain. Rendre compte des significations des membres. » In *L'engagement Ethnographique*, by Daniel Cefaï. En Temps & Lieux. Paris : Ecole des hautes études en sciences sociales.
- Esquerre, Arnaud, Emmanuelle Gallienne, Fabien Jobard, Aude Lalande, and Sacha Zilberfarb. 2004. « Glissements de terrains : Entretien avec Jeanne Favret-Saada. » *Vacarme* 28, no. 3 : 4.

- Eveno, Emmanuel. 2018. « La Ville intelligente : objet au cœur de nombreuses controverses. » *Quaderni*, no. 96 : 29–41.
- Evrard, Olivier. 2006. « L'exotique et le domestique. Tourisme national dans les pays du Sud : réflexions depuis la Thaïlande ». *Autrepart*, Vol. 40, n°4, p. 151-167.
- Fassin, Didier. 2008. « Introduction. L'inquiétude ethnographique » In *Les politiques de l'enquête*, 7–15. Recherches. Paris : La Découverte.
- Favret-Saada, Jeanne. 1990. « Etre affecté, » *Gradhiva*, no. 8 : 3–10.
- Fendrich, James Max. 1993. *Ideal citizens: the legacy of the civil rights movement*. Albany, N.Y : State University of New York Press (SUNY series in Afro-American studies).
- Feuillye, Baptiste. 2021. « S'affirmer en tant qu'homme par la lutte : le genre comme outil politique pour les travailleurs maghrébins dans les années 1970 ? » *Genre & Histoire*, no. 27.
- Fillieule, Olivier., ed. 2005. *Le désengagement militant*. Sociologiquement. Paris : Belin.
- . 2007. « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires » In *L'atelier du politiste*, by Pierre Favre *et al.* Recherches/Territoires du politique. Paris, La Découverte.
- Fillieule, Olivier, and Patricia Roux, eds. 2009. *Le sexe du militantisme*. Sociétés En Mouvement. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Fillieule, Olivier, Eric Agrikoliansky, and Isabelle Sommier, eds. 2010. *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*. Recherches. Paris : La Découverte.
- Fillieule, Olivier *et al.*, Collectif Sombrero (éd.). 2018. *Changer le monde, changer sa vie : enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Arles : Actes sud.
- Fillieule, Olivier et Erik Neveu. 2019. *Activists forever ? Long-term impacts of political activism*. Cambridge, United Kingdom ; New York, NY : Cambridge University Press.
- Fillieule, Olivier, Lilian Mathieu, and Cécile Péchu. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2e édition mise à jour et augmentée. Références. Paris : SciencesPo les presses.
- Fleury, Jean-Matthias, and Jean-Jacques Rosat. 2017. *Démythifier la raison*.
- Flipo, Fabrice. 2017. « Qu'est-ce que l'écologisme ? » *Socio-Logos*, no. 12.
- Poliak, Claude Fossé. 1992. *La vocation d'autodidacte*. Paris : L'Harmattan (Collection Bibliothèque de l'éducation). 253 p.
- Fluckiger, Cédric. 2009. « Internet et ses pratiques juvéniles ». *Médialog*, p. 42-45.
- Fourcaut, Annie. 2007. « Les banlieues populaires ont aussi une histoire. » *Revue Projet* 299, no. 4 : 7–15.
- François, Camille. 2020. « Déferer au tribunal. Les figures imposées de la défense des locataires au tribunal des expulsions. » *Droit et société* 106, no. 3 : 527–45.
- Frère, Bruno, and Marc Jacquemain, eds. 2013. *Résister au quotidien ?* Domaine Sociétés En Mouvement. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.



- Fretel, Julien. 2004. « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabilliaires des élus de l'UDF. » *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 17, no. 65 : 45–72.
- Gaborit, Maxime. 2021. « Ancrages sociaux et politiques des marches pour le climat », Conférence semi-plénière du congrès de l'Association Française de Sociologie, 8 juillet 2021, Paris.
- Gasnier, Arnaud. 2007. « Les temps de mobilité des consommateurs au cœur des nouvelles logiques d'implantation de l'offre commerciale. » *Espace populations sociétés. Espace populations sociétés*, no. 2007/2-3 : 243–54.
- Geertz, Clifford. 1998. « La description dense : Vers une théorie interprétative de la culture. » *Enquête*, no. 6 : 73–105.
- Ghorra-Gobin, Cynthia. 2018. « De la rivalité des villes. » *Tous urbains* 22, no. 2 : 6.
- Gintrac, Cécile, and Sarah Mekdjian. 2014. « Le peuple et la "France périphérique" : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires. » *Espaces et sociétés* 156–157, no. 1–2 : 233–39.
- Girard, Violaine. 2015. « L'accession à la propriété : facteur de division des classes populaires ? » *Savoir/Agir* 34, no. 4 : 39–44.
- Girard, Violaine, Anne Lambert, and Hélène Steinmetz. 2013. « Working-classes and homeownership : from policies to social and residential careers. » *Politix* 101, no. 1 : 7–20.
- Gire, Fabienne, and Fabien Granjon. 2012. « Les pratiques des écrans des jeunes français. » *RESET. Recherches en sciences sociales sur Internet*, no. 1.
- Graeber, David. 2009. *Direct action : an ethnography*. Edinburgh : AK Press.
- Grange, Cyril. 1996. *Les gens du Bottin Mondain : y être, c'est en être*. Paris : Fayard.
- Grisoni, Anahita. 2019. « Écolo ou précaires ? La sobriété en actes dans le mouvement No TAV. » *Mouvements* 100, no. 4 : 188–97.
- . 2022. « Vers une écologie radicale : le mouvement No TAV en vallée de Suse. » *Mouvements* 109, no. 1 : 154–62.
- Grisoni, Anahita, and Sophie Némoz. 2017a. « Les mouvements sociaux écologistes : entre réforme de soi et rapports de classe, entre histoires nationales et circulations européennes. » *Socio-Logos*, no. 12.
- . 2017b. « Les mouvements socio-écologistes, un objet pour la sociologie. » *Socio-Logos*, no. 12.
- Grossetête, Matthieu. 2019. « When distinction turns green. » *Revue Française de Socio-Economie* 22, no. 1 : 85–105.
- Grossetti, Michel. 2022. « L'attractivité, un mythe de l'action publique territoriale. » *Métropolitiques*. <https://metropolitiques.eu/L-attractivite-un-mythe-de-l-action-publique-territoriale.html>.
- Guha, Ramachandra, and Juan Martínez Alier. 1997. *Varieties of environmentalism : essays North and South*. London : Earthscan Publications.
- Guillaumin, Colette. 1978. « Pratique du pouvoir et idée de nature (2) le discours de la Nature. » *Questions Féministes*, no. 3 : 5–28.

- Guillibert, Paul. 2021. « Des natures historiques. Renouée avec le matérialisme spéculatif. » *Tracés. Revue de Sciences humaines*, no. 40 : 43–60.
- Guilluy, Christophe. 2015. *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*. Paris : Flammarion.
- Hadj Belgacem, Samir. 2018. « Quand la participation de la jeunesse des cités devient politique. La résistible reconnaissance des discriminations dans un conseil local des jeunes ». *Les cahiers de la LCD*, Vol. 8, n°3, p. 45-62.
- Harvey, David. 2004. « L'urbanisation du capital. » *Actuel Marx* 35, no. 1 : 41.
- Hmed, Choukri. 2020. *Espace géographique et mouvements sociaux*. Vol. 2. Presses de Sciences Po.
- Inglehart, Ronald. 1995. « Public Support for Environmental Protection : Objective Problems and Subjective Values in 43 Societies ». *PS : Political Science and Politics*, Vol. 28, n°1.
- Israël, Liora. 2020. *L'arme du droit*. Presses de Sciences Po.
- Jaillet, Marie-Christine. 2014. « Faire la ville (dense et mixte) "contre ses habitants" ? » *Tous urbains* 7, no. 3 : 60.
- Jänicke, Martin et Klaus Jacob. 2004. « Lead Markets for Environmental Innovations : A New Role for the Nation State ». *Global Environmental Politics*, Vol. 4, n°1, p. 29-46.
- Jeanpierre, Laurent. 2019. *In girum : les leçons politiques des ronds-points*. Paris : La Découverte.
- Jobard, Fabien, and Sophie Névanen. 2007. « The color of judgment : discrimination in rulings on cases involving offenses against French police officers, 1965-2005. » *Revue française de sociologie* 48, no. 2 : 243–72.
- Jobard, Fabien, René Lévy, John Lamberth, and Sophie Névanen. 2012. « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris. » *Population* 67, no. 3 : 423–51.
- Jobert, Arthur. 1998. « L'aménagement en politique. Ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général. » *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 11, no. 42 : 67–92.
- Juhem, Philippe. 2001. « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 ». *Politix*, Vol. 14, n°56, p. 185-208.
- Karpik, Lucien. 2013. « Réalité marchande et réputation. » *Communications* 93, no. 2 : 121.
- Katz, Jack, and Daniel (trad) Cefäi. 2010. « Bien décrire pour mieux expliquer. Du comment au pourquoi. Descriptions lumineuses et inférences causales en ethnographie. » In *L'engagement Ethnographique*, Vol. 16. En Temps & Lieux.
- Kergoat, Danièle. 2010a. « Une sociologie à la croisée de trois mouvements sociaux. » *L'Homme et la société* 176–177, no. 2 : 27.
- . 2010b. « Le rapport social de sexe, de la reproduction des rapports sociaux à leur subversion. » In *Les rapports sociaux de sexe*, by Annie Bidet-Mordrel, 60–75.
- Keucheyan, Razmig. 2014. *La nature est un champ de bataille : essai d'écologie politique*. Paris : Zones.
- Kirszbaum, Thomas. 2015. « Quand la discrimination territoriale occulte les discriminations ethnoraciales. » *Les Cahiers du Développement Social Urbain* 61, no. 1 : 17–20.

- Lagrave, Rose Marie. 2004. « Le marteau contre la faucille. » *Études rurales*, no. 171–172.
- Lagroye, J. 2003. *La Politisation*. Socio-Histoires. Belin.
- Lahire, Bernard. 1995. *Tableaux de familles : heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*. Hautes Études. Paris : Gallimard : Seuil.
- . 1998. *L'homme pluriel : les ressorts de l'action*. Paris : Nathan, Collection Essais & recherches.
- . 2006. *La culture des individus : dissonances culturelles et distinction de soi*. Paris : la Découverte.
- Laigle, Lydie et Sophie Moreau. 2018. *Justice et environnement : les citoyens interpellent le politique*. Collection Archigraphy. Poche. Gollion : Infolio.
- Larrue, Corinne, Patrice Melé, and Muriel Rosemberg, eds. 2013. *Conflits et territoires*. Perspectives Villes et Territoires. Tours : Presses universitaires François-Rabelais.
- Le Goff, Jean. 2020. *Militer au sein du mouvement Alternatiba : de l'angoisse à la mobilisation climatique*. Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Cité.
- Le Roulley, Simon, and Mathieu Uhel, eds. 2020. *Chercheur.e.s Critiques En Terrains Critiques*. Collection “Documents.” Lormont : Le Bord de l'eau.
- Lebaron, Frédéric. 2013. « Qui sont les économistes ? Une sociologie méconnue. » *L'Economie politique* n° 58, no. 2 : 24.
- . 2017. « Triomphe de la pensée unique : l'idéologie dominante face aux alternatives » In Badie, Bertrand, and Dominique Vidal, eds. 2017. *En quête d'alternatives : l'état du monde 2018*. Paris : La Découverte.
- Lebaron, Frédéric, Alizé Papp, and Jules-Rémy Sarant. 2018. « 16. Économie, science et champ du pouvoir. » *Regards croisés sur l'économie* 22, no. 1 : 215.
- Lebeau, Boris. 2018. « Les Jeux olympiques de 2024 : une chance pour le Grand Paris ? » *EchoGéo*.
- Leclercq, Catherine, and Julie Pagis. 2011. « Les incidences biographiques de l'engagement : Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction. » *Sociétés contemporaines* 84, no. 4 : 5.
- Lees, Loretta, and Martin Phillips, eds. 2019. *Handbook of Gentrification Studies*. Paperback edition. Cheltenham, UK Northampton, MA USA : Edward Elgar Publishing.
- Lefebvre, Henri. 1967. « Le droit à la ville ». *L'Homme et la société*, Vol. 6, n°1, p. 29-35.
- Lefebvre, Rémi, and Frédéric Sawicki. 2006. *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*. Collection Savoir/Agir de l'association Raisons d'agir. Bellecombe-en-Bauges : Croquant.
- Lemarchant, Clothilde. 2017. *Unique en son genre*. Presses Universitaires de France.
- Lepoutre, David. 1997. *Cœur de banlieue : codes, rites et langages*. Paris : O. Jacob.
- Leroy, Maya, and Jacques Lauriol. 2011. « 25 ans de Développement Durable : de la récupération de la critique environnementale à la consolidation d'une dynamique de normalisation. » *Gestion* 2000 28, no. 2 : 127.
- Lindgaard, Jade. 2017. « Contaminations de la zad. » *Vacarme* 81, no. 4 : 72.

- Lloyd, Richard, and Clark Terry Nichols. 2001. « The city as an entertainment machine. » In *Critical Perspectives on Urban Redevelopment*, edited by Kevin Fox Gotham, 6 :357–78. Research in Urban Sociology. Emerald Group Publishing Limited.
- Lolive, Jacques. 1997. « La montée en généralité pour sortir du Nimby. La mobilisation associative contre le TGV Méditerranée. » *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 10, no. 39 : 109–30.
- Lorthiois, Jacqueline, and Bernard Loup. 2013. « Le foncier agricole : un enjeu conflictuel en Plaine de France. » *Pour* 220, no. 4 : 305.
- Mansat, Pierre, Olivier Mongin, and Ana Sander. 2008. « Agir en termes métropolitains. » *Esprit* Octobre, no. 10 : 186.
- Martinez-Alier, Juan. 2014. *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux au Sud*. Paris : Les Petits Matins Editions.
- Marty, Laurence. 2019. « Du dérèglement du climat à celui de la sociologie des mouvements sociaux », communication au congrès de l'Association Française de Sociologie, 28 août 2019, Aix-en-Provence.
- Maruani, Margaret. 1979. *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*. Paris : Syros, Histoire et théorie.
- Masclat, Olivier. 2008. « L'exit des meilleurs. La démobilisation associative des quartiers. » *Revue Suisse de Sociologie* 34, no. 2 : 335–50.
- Masclat, Olivier, and Olivier Schwartz. 2021. *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris : la Découverte.
- Maspero, François. 1990. *Les passagers du Roissy-Express*. Fiction & Cie, 127e titre. Paris : Seuil.
- Mathieu, Lilian. 2009. *Les années 70, un âge d'or des luttes ?* Petite Encyclopédie Critique. Paris : Textuel.
- . 2012. *L'espace des mouvements sociaux*. Sociopo. Bellecombe-en-Bauges : Éditions du croquant.
- Matonti, Frédérique, and Franck Poupeau. 2004. « Le capital militant. Essai de définition. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 155, no. 5 : 4.
- Mauger, Gerard. 1994. « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "Génération 68". » In *L'Identité Politique*, p.206-226. CURAPP. Paris : PUF.
- . 2015. *Âges et générations*. Paris : La Découverte, Repères.
- . 2016. « Effets de lieux. » *Savoir/Agir* 37, no. 3 : 101.
- Mazouz, Bachir. 2009. « Les aspects pratiques des partenariats public-privé. De la rhétorique néolibérale... aux enjeux, défis et risques de gestion des PPP. » *Revue française d'administration publique* 130, no. 2 : 215–32.
- McAdam, Doug. 1986. « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer ». *American Journal of Sociology*, Vol. 92, n°1, p. 64-90.
- Melé, Patrice. 2009a. « Identifier un régime de territorialité réflexive » In *Territoires, territorialité, territorialisation ; controverses et perspectives*, by Martin Vanier, 45-55. PUR, Espaces et Territoires.

- . 2009b. « Chapitre 4. Conflits d'aménagement et débats publics. » In *La France*, 2e éd. : 97–117. Collection U. Paris : Armand Colin.
- Menu, Flavien. 2018. « Olympic Park, l'urbanisme à la vitesse du capital. » *Tous urbains* 22, no.2 : 12.
- Micoud, André. 2004. « Zusammenfassung. » *Ethnologie française* 34, no. 1 : 13–22.
- Mischi, Julian. 2007. « Le PCF et les classes populaires. » *Nouvelles Fondations* 6, no. 2 : 15–23.
- . 2016. « Engagements ouvriers à la campagne : les syndicalistes d'un bourg industriel. » *Pour* 229, no. 1 : 93–100.
- Mongin, Olivier. 2008. « Quelle reconfiguration territoriale ? Quelle reconfiguration démocratique ? » *Esprit* Octobre, no. 10 : 60.
- . 2016. « Retour à la ville capitale : Du Grand Paris au Petit Paris. » *Tous urbains* 13, no. 1 : 46.
- Morelle, Marie, and Fabrice Ripoll. 2009. « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique. » *Annales de géographie* 665–666, no. 1–2 : 157–68.
- Nez, Héloïse. 2016. *Les savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif : regards croisés sur les expériences de Paris et de Cordoue*. Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis.
- Nicolas, Laurence. 2016. « Pratiques de nature populaires et écologisation du territoire : Les effets sociaux de la requalification d'un espace littoral. » *Noroi*, no. 238–239 : 59–67.
- Ollitrault, Sylvie. 1996. « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française. » *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 9, no. 36 : 141–62.
- . 2001. « Abstract. » *Revue française de science politique* 51, no. 1 : 105–30.
- . 2008. *Militer pour la planète : Sociologie des écologistes*. Presses universitaires de Rennes.
- Ollitrault, Sylvie, and Bruno Villalba. 2014. *67. Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises*. La Découverte.
- Orillard, Clément. 2018. « Les appels à projets innovants : un renouveau de l'articulation public-privé dans l'aménagement urbain ? » *Métropolitiques*. <https://metropolitiques.eu/Les-appels-a-projets-innovants-un-renouveau-de-l-articulation-public-privé-dans.html>.
- Paddeu, Flaminia. 2017. « Agir à l'heure de l'anthropocène. Les quatre familles de l'environnementalisme urbain. » *L'Information géographique*. Vol. 81, n°3, p. 32-53.
- Pagis, Julie. 2009. « Repenser la formation de générations politiques sous l'angle du genre. Le cas de Mai-Juin 68. » *Clio*, no. 29 : 97–118.
- . 2011. « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68. » *Sociétés contemporaines* 84, no. 4 : 25.
- . 2014. *Mai 68, un pavé dans leur histoire : Événements et socialisation politique*. Presses de Sciences Po.
- Pailloux, Anne-Laure. 2016. *De la planète finie aux espaces de vie : La dimension spatiale des militantismes pour la décroissance en France et au Québec*. Thèse de doctorat en géographie, Université Paris Est.

- . 2019. « Une enquête ethnographique multi-située du militantisme pour la décroissance en France et au Québec. » *Espaces et sociétés* 178, no. 3 : 21–37.
- Pailloux, Anne-Laure et Fabrice Ripoll. 2019. « Géographie(s) des mobilisations. Explorer la dimension spatiale de l'action collective ». *Carnets de géographes*, n°12.
- Panerai, Philippe. 2008. « Quel Grand Paris ? : Échelles et limites des quatre Grands Paris possibles. » *Esprit* Octobre, no. 10 : 122.
- . 2014. « Le Grand Paris est à nous. » *Tous urbains* 7, no. 3 : 16.
- . 2016. « L'art des complications inutiles : 2005-2015. » *Tous urbains* 13, no. 1 : 42.
- Panerai, Philippe, Olivier Mongin, and Ana Sander. 2008. « Le Grand Paris n'est pas Paris en grand. » *Esprit* Octobre, no. 10 : 134.
- Paquot, Thierry. 2008. « Paris n'est plus un mythe littéraire : Ou comment renouer avec un imaginaire parisien ? » *Esprit* Octobre, no. 10 : 144.
- Paulson, Susan, and Lisa L. Gezon, eds. 2005. *Political ecology across spaces, scales, and social groups*. New Brunswick, NJ : Rutgers University Press.
- Percheron, Annick. 1978. *Les 10-16 ans et la politique*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Picot, Pauline. 2020. « La division sexuelle du travail militant dans les mobilisations antiracistes franciliennes. » *Hommes Migrations* 1331, no. 4 : 75–83.
- Pinçon, Michel, and Monique Pinçon-Charlot. 1991. « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif ». *Genèses*, Vol. 3, n°1, p. 120-133.
- . 1992. *Quartiers Bourgeois, quartiers d'affaires*. Documents Payot. Paris : Payot.
- . 2007. *Les ghettos du Gotha: comment la bourgeoisie défend ses espaces*. Paris : Seuil.
- . 2016. *Sociologie de la bourgeoisie*. 4e éd. Paris : la Découverte.
- Pinson, Gilles. 2009. *Gouverner la ville par projet*. Presses de Sciences Po.
- Pleyers, Geoffrey. 2010. *Alter-Globalization : becoming actors in the global age*. Cambridge : Polity.
- Porhel, Vincent, Michelle Zancarini-Fournel, and Choukri Hmed. 2018. *Lieux*. La Découverte.
- Pruvost, Geneviève. 2017. « Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014). » *Politix* n° 117, no. 1 : 35–62.
- Pudal, Bernard. 1989. « Maitron (Jean), Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Paris, Les Editions Ouvrières, 1989. » *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 2, no. 7 : 169–73.
- Réau, Bertrand. 2009. « Voyages et jeunesse « favorisée » : Usages éducatifs de la mobilité. » *Agora débats/jeunesses* 53, no. 3 : 73.
- Réau, Bertrand, and Franck Poupeau. 2007. « L'enchantement du monde touristique. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 170, no. 5 : 4.

- Renahy, Nicolas. 2010. « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion. » *Regards Sociologiques*, no. 40 : 9–26.
- Renahy, Nicolas, Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coûtant, and Olivier Masclet. 2015. « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires : Penser ensemble la condition des ouvriers et des employé-e-s. » *Savoir/Agir* 34, no. 4 : 55.
- Renahy, Nicolas, and Pierre-Emmanuel Sorignet. 2020. « Introduction. Pour une sociologie du mépris de classe. » *Sociétés contemporaines* 119, no. 3 : 5–32.
- Renaud, Yann. 2001. « Agir en justice. Les usages du recours juridique par les associations. » *Le Philosophoire* 15, no. 3 : 117–31.
- Retière, Jean-Noël. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. » *Politix* 63, no. 3 : 121–43.
- Rétif, Sophie. 2011. *Logiques de genre dans l'enseignement associatif : carrières et pratiques militantes dans des associations revendicatives*. Thèse de science Politique, Université de Rennes.
- Rialland-Juin, Cécile. 2016. « Le conflit de Notre-Dame-des-Landes : les terres agricoles, entre réalités agraires et utopies foncières. » *Norois*, no. 238–239 : 133–45.
- Richard, Frédéric, Greta Tommasi, and Gabrielle Saumon. 2017. « Le capital environnemental, nouvelle clé d'interprétation de la gentrification rurale ? » *Norois. Environnement, aménagement, société*, no. 243 : 89–110.
- Rimbert, Pierre et Sébastien Crespo. 2004. « Devenir syndicaliste ouvrier. "Journal" d'un délégué CGT de la métallurgie ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 155, n°5, p. 34-75.
- Ripoll, Fabrice. 2005. « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains. » *Norois*, no. 195 : 29–42.
- Ripoll, Fabrice, and Vincent Veschambre. 2005. « Introduction : l'appropriation de l'espace comme problématique. » *Norois. Environnement, aménagement, société*, no. 195 : 7–15.
- Ritzer, George. 1999. *Enchanting a disenchanted world : revolutionizing the means of consumption*. Thousand Oaks, Calif: Pine Forge Press.
- Rivière, Jean. 2016. « Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. » *Norois*, no. 238–239 : 147–59.
- Robineau, Colin. 2018. « S'engager corps et âme. Socialisations secondaires et modes de production du militant « autonome ». » *Agora débats/jeunesses* 80, no. 3 : 53–69.
- . 2020. « Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques. » *e-cadernos CES*, no. 34.
- Rossier, Thierry, and Olivier Fillieule. 2019. « Devenir(s) militants. » *Revue française de science politique* Vol. 69, no. 4 : 631–83.
- Rouadjia, Anna. 2020. « L'engagement en faveur de l'environnement : entre attente de redistribution et quête de reconnaissance. » *Insaniya. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, no. 90 : 47–59.
- Roux, Jean-Michel. 2008. « Le gouvernement de la métropole parisienne et l'extension de Paris. » *Esprit*, no. 10 : 84.

- . 2016. « Du Grand Paris à la Mgp : l'éparpillement d'un projet. » *Tous urbains* 13, no. 1 : 34.
- . 2018. « Les aventures du Grand Paris Express. » *Tous urbains* 22, no. 2 : 18.
- Rozier, Sabine. 2017. « Le mécénat culturel d'entreprise dans la France des années 1980-1990 : une affaire d'État. » *Genèses* 109, no. 4 : 80.
- Rudolf, Florence. 2017. « La sociologie de l'environnement ou le naturalisme revisité. » *Socio-Logos*, no. 12.
- Saillant, Francine. 2015. « La part des femmes dans les soins de santé. » *International Review of Community Development*, no. 28 : 95–106.
- Saint Martin, Monique de. 1993. *L'espace de la noblesse*. Collection Leçons de Choses. Paris : Editions Métailié : Diffusion Seuil.
- Sassen, Saskia. 1991. *The Global City : New York, London, Tokyo*. 6. Dr. Princeton, NJ : Princeton Univ. Press.
- Sawicki, Frédéric. 2019. « 8. Riverains, bourgeois ou citoyens ? : Sociologie d'une association en lutte contre l'agrandissement d'un stade de football (Lille, 2003-2006) ». In : Dechézelles, Stéphanie et Maurice Olive (éd.). *Politisation du proche : Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*. Presses universitaires de Rennes.
- Sawicki, Frédéric et Johanna Siméant. 2009. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français ». *Sociologie du travail*, Vol. 51, n°1, p. 97-125.
- Schotté, Manue. 2016. « Les heureux hasards de l'habitus. » *Savoir/Agir* N° 38, no. 4 : 69–81.
- Schwartz, Olivier. 1990. *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*. 1re éd. Pratiques Théoriques. Paris : Presses universitaires de France.
- . 1991. « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires. » *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 4, no. 13 : 79–86.
- Sebastien, Léa. 2016. « L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? : Étude de cinq territoires ruraux. » *Noröis*, no. 238–239 : 23–41.
- Semal, Luc, Christian Boutin, and Martin Monti-Lalaubie. 2020. « Militer à l'ombre des catastrophes. » *Revue Projet* 379, no. 6 : 29–32.
- Serre, Delphine. 2021. « Une attention aux « démunis » aveugle au genre. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 236237, no. 1 : 54–71.
- Smith, Neil. 1984. *Uneven development: nature, capital, and the production of space*. New York, NY : Blackwell.
- Sommier, Isabelle. 2008. *La violence révolutionnaire*. Contester, n°04. Paris : Sciences Po, les Presses.
- . 2016. « L'engagement radical a-t-il un âge ? » *L'école des parents*. N°5, p. 61-78.
- Steiner, Philippe, ed. 2013. *Traité de sociologie économique*. 2. ed. Quadrige manuels. Paris : PUF.
- Stock, Mathis. 2016. « III. Habiter touristiquement les métropoles : une culture urbaine ». In : *Cultures et créations dans les métropoles-monde*. Paris : Hermann. p. 139-149.



- Subra, Philippe. 2017. « De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des « zones à défendre » (2008-2017). » *Hérodote* 165, no. 2 : 11–30.
- Taïeb, Emmanuel. 2010. « Logiques politiques du conspirationnisme. » *Sociologie et sociétés* 42, no. 2 : 265–89.
- Tiberj, Vincent. 2017. *Les citoyens qui viennent*. Presses Universitaires de France.
- Tilly, Charles. 1995. « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834 » In Traugott, Mark. *Repertoires and Cycles of Collective Action*. Duke University Press.
- Tonnelat, Stéphane. 2021. « Comment le Triangle de Gonesse devint une ZAD » *Métropolitiques*. <https://metropolitiques.eu/Comment-le-Triangle-de-Gonesse-devint-une-ZAD.html>.
- . 2022. « Un contentieux microclimatique : ethnographie d'un référé sur l'occupation de terres agricoles en voie d'urbanisation », *Droit et Société*, 2022, n° 110, n°1, p. 151-170.
- Torre-Schaub, Marta. 2019. « Justice climatique : vers quelles responsabilités allons-nous ? » *Revue juridique de l'environnement*, no. HS18 : 129–42.
- Touraine, Alain, Michel Wieviorka et François Dubet. 1984. *Le mouvement ouvrier*. Paris : Fayard, Mouvements, n°2.
- Traïni, Christophe, ed. 2009. *Emotions—mobilisation ! Sociétés en mouvement*. Paris : Presses de Sciences Po.
- . 2012. « Between disgust and moral outrage. » *Revue française de science politique* 62, no. 4 : 559–81.
- . 2014. « Les protecteurs des animaux et le droit. Refoulement ou formalisation des émotions ? » *Droit et société* 87, no. 2 : 465–82.
- . 2021. « Entre pratiques intimes et sphère publique. » *Sociétés contemporaines* 123, no. 3 : 135–62.
- Traugott, Mark, ed. 1995. *Repertoires and cycles of collective action*. Durham : Duke University Press.
- Tsing, Anna Lowenhaupt, and Philippe Pignarre. 2017. *Le champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*. Collection dirigée par Philippe Pignarre. Paris : les Empêcheurs de penser en rond-la Découverte.
- Urry, John, and Noël Burch. 2005. *Sociologie des mobilités : une nouvelle frontière pour la sociologie ?* Armand Colin.
- Vallérugo, Franck, Jean-Pierre Gonguet, and Jean-Michel Guénod, eds. 2016. *EuropaCity : L'aventure d'un Projet*. Collection Bibliothèque Des Territoires. Série Essec Villes et Territoires. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- Vandebroeck, Dieter, and Françoise Wirth. 2015. « Distinctions charnelles. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 208, no. 3 : 14–39.
- Vergne, Olivier. 2017. « La contestation des projets d'infrastructures de transports : l'exemple du Grand Contournement Ouest (GCO) de Strasbourg. » *Revue Géographique de l'Est* 57, no. 3 - 4.
- Veschambre, Vincent. 2014. « La cheminée d'usine entre "totem et tabou" : effacement versus appropriation d'un symbole du passé industriel. » *L'Homme la Société* 192, no. 2 : 49–68.

- Viera Giraldo, Valerya. 2022. « Le travail d'articulation des sphères de vie : une approche diachronique de la "conciliation", communication au séminaire annuel « Ages et travail » du Gis Creapt, 23 mai 2022, Conservatoire National des Arts et Métiers.
- Vivant, Elsa. 2009. *Qu'est-ce que la ville créative ?* Presses Universitaires de France.
- Wagner, Anne Catherine. 2005. « Les élites managériales de la mondialisation : angles d'approche et catégories d'analyse. » *Entreprises et histoire* 41, no. 4 : 15–23.
- . 2007. « La place du voyage dans la formation des élites. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 170, no. 5 : 58.
- . 2008. « Mariages assortis et logiques de l'entre-soi dans l'aristocratie et dans la haute bourgeoisie ». *Migrations Société*, Vol. 119, n°5, p. 229-242.
- . 2020. « La Noblesse d'Etat » In Sapiro, Gisèle, François Denord, Julien Duval, Mathieu Hauchecorne, Johan Heilbron, Franck Poupeau, and Hélène Seiler, eds. 2020. *Dictionnaire International Bourdieu*. Collection Culture & Société. Paris : CNRS éditions.
- Wallon, Emmanuel. 2016. « Le Grand Paris : colosse culturel ou hydre politique ? » *Nectart* 3, no. 2 : 80.
- Weber, Florence et Tiphaine Barthélémy. 1986. *La protection de la nature : un enjeu scientifique ou éthique ?* Strasbourg, France : Association des Ruralistes Français.
- Willemez, Laurent. 2015. « De la cause de l'environnement à l'urgence écologique. » *Savoir/Agir* 33, no. 3 : 9–12.
- . 2020. *Droit et mouvements sociaux*. Vol. 2. Presses de Sciences Po.
- Xardel, Victoria, and Aurélien Berlan. 2015. « Les lueurs sombres de la ZAD de Sivens : Extraits de Sans aucune retenue. Journal de la forêt de Sivens. » *Mouvements* 84, no. 4 : 131.
- Zanetti, Thomas et Judicaëlle Dietrich. 2021. « Explorer la dimension territoriale des mouvements sociaux », communication au congrès de l'Association Française de Sociologie, 6 juillet 2021, Paris.
- Zask, Joëlle. 2011. *Participer : essai sur les formes démocratiques de la participation*. Lormont : Le Bord de l'eau, Les voies du politique.
- Zembri-Mary, Geneviève, ed. 2020. *Quand l'incertitude s'invite dans les projets d'aménagement : nouveaux contextes, nouvelles pratiques*. Savoirs. Devenirs urbains. Paris : Éditions Le Manuscrit.

## ANNEXES

### Annexe 1 : Chronologie de la lutte menée par le CPTG

#### **PHASE 1 / NAISSANCE ET CONSOLIDATION**

**2010** : Première mention du projet en février par Nicolas Sarkozy, en novembre une réunion publique se tient à Gonesse et mentionne une gare « Triangle de Gonesse » dans le tracé du Grand Paris Express ainsi que le projet Europacity. Une quinzaine d'associations se rapprochent pour fonder le futur CPTG.

**Mars 2011** : Création du Collectif Pour le Triangle de Gonesse. Premières actions : faire signer une pétition sur papier et diffuser un tract d'information à Gonesse Villiers-le-Bel, Le Thillay et Goussainville. La pétition est déposée au Conseil Régional. Un pique-nique d'information est organisé sur le Triangle.

**Janvier 2012** : Premières esquisses architecturales transmises au comité de pilotage d'Europacity

**2012 – 2013** : Six comités de pilotage avec les acteurs d'Europacity, le maire de Gonesse et le préfet du Val d'Oise

**Avril 2013** : Europacity choisit BIG (Bjarke Ingels Group) pour élaborer le master plan. Le groupe EELV fait voter un vœu au Conseil Régional pour un aménagement durable du Triangle de Gonesse, qui est rejeté à la majorité, notamment par les groupes PS et UMP.

**Automne 2013** : Concertation publique préalable pour la ZAC du Triangle de Gonesse

**Décembre 2013** : Le SDRIF d'Ile de France, mentionnant l'urbanisation du Triangle, est approuvé par décret, rejetant par la même tous les recours, après un arrêt du Conseil d'Etat.

**2014** : Jean-Pierre Blazy, fervent défenseur du projet, est réélu à la mairie de Gonesse. Le conseil général du Val d'Oise se prononce en faveur d'Europacity, le conseil général de Seine-Saint-Denis contre. Le CPTG organise réunions, marches et écrit au maire.

**2015** : Europacity organise une « co-construction » avec 7 réunions publiques pour préparer le débat public de 2016. Valérie Pécresse remporte les élections régionales. Le préfet du Val d'Oise reporte l'arrêté de création de la ZAC en raison de la « sensibilité environnementale » du projet.

## PHASE 2 / ELARGISSEMENT DE LA BASE MILITANTE

**2016** : Débat public sur Europacity encadré par la CNDP<sup>328</sup> avec une dizaine de réunions. Emmanuel Macron apporte son soutien officiel au projet, ainsi que la Région. La ZAC est officiellement créée, et l'arrêté est contesté par le CPTG devant le tribunal administratif<sup>329</sup>. Le CPTG organise des réunions d'informations, et dans le cadre de Nuit Debout (notamment de la commission écologie), lance une nouvelle dynamique : la convergence *alter-europacity*. Elle prend la forme de réunions à Paris, une fois par mois, et permet au CPTG de rallier différents univers militants à la cause. Le site de la ZAC est sélectionné par l'appel à projets IMGP (I) (Imaginons la Métropole du Grand Paris).

## PHASE 3 / APPROPRIATION DU LIEU

**2017** : Nouvelle phase de concertation organisée par Europacity avec un garant CNDP. Enquête publique sur la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le CPTG lance une pétition contre la révision du PLU. En avril, le collectif écrit à tous les candidats à la présidentielle au sujet du Triangle. En mai, le CPTG commence à occuper une parcelle sur le Triangle occasionnellement, pour accueillir un pique-nique deux fois par mois : on y jardine. La première « Fête des Terres » est organisée le 21 mai. En juillet, le CPTG est invité d'honneur à la ZAD de Notre-Dame des Landes. Le PLU est voté en conseil municipal et contré par un recours du CPTG. En décembre, une tribune réunit 153 personnalités autour de l'opposition à Europacity.

**Mars 2018** : L'EPFIF (Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France) somme le CPTG de libérer la parcelle sur le Triangle dont il est propriétaire. L'arrêté de création de la ZAC est annulé par le tribunal administratif, première victoire juridique pour le CPTG. L'Etat et Grand Paris Aménagement font appel de la décision.

**Mai 2018** : Nouvelle tribune contre Europacity dans Libération, débat sur Médiapart Live entre le vice-président du CPTG et le directeur du développement d'Europacity. Deuxième Fête des Terres de Gonesse, accélération médiatique, pic de visibilité pour la lutte avec une multitude d'articles.

**Août 2018** : Démission officielle de Nicolas Hulot, ministre de l'écologie, en direct sur France Inter après s'être prononcé contre Europacity en juillet.

**Septembre 2018** : Première marche pour le climat

**Octobre 2018** : Le permis de construire de la gare est signé, le CPTG dépose un recours un mois plus tard.

**Février 2019** : Deuxième victoire juridique du CPTG : le PLU est annulé par le tribunal administratif

---

<sup>328</sup> Commission Nationale du Débat Public.

<sup>329</sup> Le préfet du Val d'Oise signe l'arrêté de création de la ZAC du Triangle de Gonesse le 21 septembre 2016, le CPTG fait un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise le 21 novembre.

**Mai 2019** : Troisième fête des Terres sur le Triangle, sur 24H. Structuration du groupe « action » au sein du CPTG.

#### **PHASE 4 / ACTION SUR LE TERRAIN**

**21 juin 2019** : Début des travaux préalables à la gare sur le Triangle. Période d'occupation sur le terrain à partir du 26 juin et nouveau pic de visibilité.

**Juillet 2019** : CARMA remet un projet à Edouard Philippe en vue du prochain Conseil de Défense écologique. La Cour Administrative d'Appel de Versailles valide la création de la ZAC.

**4 et 5 octobre 2019** : Marche vers l'Elysée, sur deux jours, organisée par le CPTG. Pendant ces deux jours, Europacity promet des dernières mesures écologiques et retire du projet la piste de ski artificielle.

**7 novembre 2019** : Europacity est officiellement abandonné au troisième conseil de défense écologique.

**Janvier – Avril 2020** : Mission de Francis Rol-Tanguy, haut fonctionnaire missionné par le gouvernement pour réévaluer la question de l'aménagement du Triangle de Gonesse. Changement du logo et du nom du site internet du CPTG.

**19 septembre 2020** : Quatrième fête des Terres de Gonesse, rapprochement avec le collectif « Non au terminal 4 »

**17 janvier 2021** : Signature du « Serment du Triangle », chaque militant ou soutien peut se déclarer « copropriétaire » des terres agricoles

**7 février 2021** : Début de la ZAD du Triangle

**23 février 2021** : Evacuation de la ZAD par les forces de l'ordre à l'initiative du gouvernement de la Région

**7 octobre 2021** : La Cour Administrative d'Appel de Paris rejette le recours du CPTG demandant la suspension des travaux de la ligne 17 Nord

**Mars 2022** : Le tribunal administratif de Cergy rejette le recours contre le permis de construire de la gare : aucun argument juridique ne semble s'opposer à la construction d'une gare en plein champ

## Annexe 2 : Chronologie de la lutte menée par les Amis de la forêt de la Corniche des Forts

### PREMISSES

**1993** : Le Conseil Régional adopte un amendement visant à réaliser une base de loisirs en Seine-Saint-Denis, qui doit initialement élire domicile sur les berges du canal Saint-Denis. Les Verts soutiennent cet amendement

**21 septembre 2000** : Le Conseil Régional décide de créer l'île de loisirs de la Corniche des Forts sur le territoire des communes de Romainville, Les Lilas, Pantin et Noisy-le-Sec

**Mars 2001** : Le syndicat mixte de la base de loisirs, chargé de son fonctionnement, est créé, comptant les représentants du Conseil Régional et des municipalités de Pantin, Romainville, Les Lilas et Noisy-le-Sec. Sa mission est de veiller à l'avancement du projet, et de gérer / animer l'île de loisirs.

**2003** : Le projet est déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral, prolongée jusqu'en 2013, ce qui a permis à la Région de procéder aux acquisitions foncières nécessaires.

**2007-2010** : Premiers travaux réalisés autour de la forêt, sur le secteur du belvédère du parc (comblements par injection). Création de 49 parcelles de jardins familiaux, aménagement d'une promenade de 3 kilomètres, aménagement des abords du château de Romainville. En 2010, la Région devient propriétaire du terrain convoité à la Corniche des Forts.

### PHASE DE NEGOCIATION (1)

**2011-2012** : Naissance informelle du collectif des Amis de la Corniche suite à des visites de la forêt

**2015** : Jean-Paul Huchon, président de la Région, lance les autorisations de programme de la base de loisirs à hauteur de 30 millions d'euros lors du vote du budget régional. Valérie Pécresse, élue à sa suite, relance le projet en signifiant à son vice-président que le lieu devrait être au moins en partie ouvert avant la fin de son mandat.

**Juillet - janvier 2016** : Procédures : avis favorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) avec réserves, consultation publique par internet en vue de l'arrêté préfectoral autorisant la destruction d'espèces protégées et deux autres consultations en vue des arrêtés préfectoraux de déforestation, sans retour de la préfecture.

**17 janvier 2018** : Les services de la Région reçoivent les associations pour les informer du contenu et du calendrier des travaux. Il est confirmé que les travaux ne concerneront que 8 hectares de la forêt.

**9 février 2018** : Les Amis écrivent à Valérie Pécresse une première fois

**15 février 2018** : La préfecture de Seine-Saint-Denis émet un arrêté de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées – l'arrêté précise des mesures compensatoires et des mesures de suivi par un écologue

**17 avril 2018** : La préfecture de Seine-Saint-Denis délivre un arrêté autorisant le défrichement de 3,9 hectares du site sur lequel porte la demande de PA

**28 mai 2018** : L'Autorité Environnementale émet un avis favorable avec réserves

**13 juin 2018** : Réunion au siège de la Région avec les services techniques et les responsables associatifs, portant essentiellement sur la faune et la flore protégées.

**18 juin – 25 juillet 2018** : Le dossier de demande de permis, contenant étude d'impact, avis de l'AE et mémoire en réponse à l'AE est mis à disposition du public en mairie de Romainville ainsi qu'en ligne. 41 avis sont retenus, dont 22 négatifs et 16 positifs<sup>330</sup>.

**4 juillet 2018** : Tribune dans Libération pour la protection de la forêt

**11 septembre 2018** : Deuxième lettre des Amis à Valérie Pécresse

**18 septembre 2018** : Le groupe AES<sup>331</sup>, à la Région, demande la suspension des travaux d'aménagement

### **PHASE DE CONFRONTATION ( 2 )**

**29 septembre 2018 – fin décembre 2018** : Période intense de confrontation entre la Région, les aménageurs et les Amis. Après la visite de Valérie Pécresse sur le site, les travaux de défrichement commencent le 8 octobre. Les Amis tentent, parfois avec succès, de bloquer le chantier, ce qui donne lieu à plusieurs situations de conflit direct avec les forces de l'ordre. Les élus EELV, PG et PCF des communes voisines se mobilisent par des vœux et des tribunes en faveur d'un moratoire (Bagnolet, Les Lilas, Montreuil). 40 élus nationaux et locaux signent l'appel au dialogue de Sabine Rubin (députée FI de la 9<sup>ème</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis) adressé à Valérie Pécresse. Le conflit est mentionné dans la presse généraliste marquée à gauche mais également à la télévision (France 3). Corinne Valls, maire de Romainville, délivre le permis d'aménager. La Région saisit le juge des référés pour dénoncer une occupation de la forêt mais voit sa demande d'expulsion rejetée. La Région fait construire une palissade qui empêche l'accès à la forêt. Les Amis de la forêt de la Corniche deviennent officiellement une association loi de 1901

**8 décembre 2018** : Marche pour le climat avec rassemblement à Romainville, 300 personnes y participent. Les amis remercient en particulier le CPTG et les collectifs du parc Georges Valbon.

---

<sup>330</sup> Le site de la mairie de Romainville met à disposition une page par grand projet, dont la Corniche des Forts, et y place un historique de documents.

<sup>331</sup> Alternative Ecologique et Sociale, groupe politique à la Région, présidé par Pierre Serne et rassemblant des personnalités telles que Benoit Hamon, Julien Bayou, Mounir Satouri, Claire Monod.

### PHASE DE VIGILANCE ET CONSOLIDATION (3)

**A partir de janvier 2019** : Combat pour faire classer le reste de la forêt, un classement protecteur au titre du code forestier et poursuite du rendez-vous dominical Soup'Party (tous les dimanches, les Amis se retrouvent pour un pique-nique, un café ou pour parler de la lutte). L'association s'investit dans diverses actions politiques avec des organisations désobéissantes comme Alternatiba ou Extinction Rebellion.

**4 janvier 2019** : Stéphane Dupré<sup>332</sup> dépose un recours gracieux pour annuler le permis d'aménager de la forêt de la Corniche des Forts, au nom du groupe d'élus de « Romainville Ensemble » (PC, LFI et NPA) et avec le soutien des Amis de la forêt.

**5 avril 2019** : Déclaration des Droits de l'Arbre proclamée lors d'un colloque à l'Assemblée Nationale en présence de Delphine Batho et des Amis

**11 avril 2019** : Réunion de concertation sur le PLUi d'Est Ensemble<sup>333</sup>. Les élus sont interpellés sur la question du classement de la forêt.

**26 novembre 2020** : 3 militantes passent au Tribunal de Grand Instance de Bobigny pour des faits remontant à octobre 2018 – elles auraient cisailé un grillage afin de rentrer dans la forêt. Elles sont relaxées.

**21 mai 2021** : Inauguration de la promenade écologique de la Corniche des Forts après la fin des travaux

**Juin 2021** : Signature d'un contrat d'Obligations réelles environnementales (ORE) entre la région Île-de-France, la ville de Romainville et les associations Environnement 93 et Coordination Eau Île-de-France, protégeant entre 20 et 25 hectares de la forêt.

---

<sup>332</sup> Stéphane Dupré est conseiller municipal dans l'opposition à Romainville (NPA) et membre des Amis de la Corniche des Forts.

<sup>333</sup> On peut visionner la réunion publique, postée par une des élues sur Youtube.  
URL : [https://www.youtube.com/watch?v=WepeOkUgSYM&list=PL2fcAQYEpvKQXXTVz7wFEjRXdsVJ7jft8&ab\\_channel=AnnaCourouau](https://www.youtube.com/watch?v=WepeOkUgSYM&list=PL2fcAQYEpvKQXXTVz7wFEjRXdsVJ7jft8&ab_channel=AnnaCourouau)



### Annexe 3 : Chronologie de la lutte menée par Notre parc n'est pas à vendre

#### **PHASE 1 : LE PROJET CASTRO**

**2008** : Le projet Central Park, proposé par l'urbaniste Roland Castro, est l'un des 10 programmes primés lors de la consultation sur le Grand Paris lancée par Nicolas Sarkozy.

**2007-2009** : Premières études de faisabilité

**Novembre 2009** : Présentation du projet à la Cité de l'architecture et du patrimoine

**2012-2014** : L'équipe de Central Park est dans une démarche de persuasion en direction des acteurs publics, à toutes les échelles. François Hollande, Président de la République, Claude Bartolone, député du 93 et président de l'Assemblée nationale, Stéphane Troussel, président du Conseil Départemental, Thierry Lajoie, PDG du futur Grand Paris Aménagement, voient le projet d'un très bon œil. Le département lance une étude d'insertion urbaine du parc

**Octobre 2014** : CD93 lance concours international pour désigner urbaniste des 40 hectares autour de la future gare du Tram Express Nord (ex-TLN de Dugny-la Courneuve). Le Conseil Départemental lance une consultation auprès de 4 équipes d'architectes-urbanistes, qui ont pour mission de réfléchir à ce futur quartier de gare.

**2015** : Pique-nique citoyen tous les dimanches

**14 avril 2015** : Le site du parc est inscrit par le gouvernement dans une liste de possibles Opérations d'Intérêt National (OIN) dans le cadre du plan logement du Grand Paris.

**13 mai 2015** : Tribune de Stéphane Troussel dans le Huffington Post, met en valeur la question de l'accès et se positionne contre les références à New-York « *élitisme, luxe et démesure urbaine, tout ce que la Seine-Saint-Denis n'est pas et ne sera jamais* »<sup>334</sup>

**26 mai 2015** : Le fils de Georges Valbon, Antoine Valbon, urbaniste, prend position contre le projet dans une tribune

**29 juin 2015** : Manuel Valls écrit à Stéphane Troussel en prenant ses distances avec le projet, qui ne serait « pas celui de l'Etat », et en l'incitant toutefois à formuler un projet d'aménagement des franges pour attirer activités et logements.

**Début juillet 2015** : Consultation publique lancée sur l'avenir du parc

---

<sup>334</sup>« Il faut passer du « Central Park du Grand Paris » à un projet partagé par tous », *Stéphane Troussel*, 13 mai 2015.

**Juillet 2015** : Grosse manifestation dans le parc avec banderole « Leparkétanou »

**21 juillet 2015** : Lettre ouverte 1 au premier ministre Manuel Valls. La pétition rassemble 15.000 signatures

**7 octobre 2015** : Lettre ouverte 2 au premier ministre Manuel Valls

**11 octobre 2015** : « Grande convergence » au parc, pour tous ceux qui se battent contre les conséquences sociales et environnementales du Grand Paris. Forum des luttes et des alternatives pour la justice sociale et environnementale. Co-organisateurs CPTG, COSTIF, Saclay, Montesson, Toxic Tours 93, etc.

**Fin 2015** : Le projet est mis en sommeil : victoire de la mobilisation citoyenne

### **PHASE 2 : VIGILANCE ET EXPERTISE**

**5 juillet 2016** : Annonce du projet lauréat pour l'aménagement du quartier de gare TEN Dugny.

**10 juillet 2016** : Journée de mobilisation au parc. Tentative de remobilisation en informant sur d'autres projets de « grignotage » sur la Pigeonnière, le Terrain des Essences et l'Aire des Vents. Les deux collectifs co-organisent.

**Mi-septembre 2016** : Réunion au Conseil Départemental, Jacqueline est conviée mais pas Youssef ni Louisa. Il est question de renommer le parc en Central Park ou Park-en-Seine. Stéphane Troussel annonce un « plan parcs » sur le département à hauteur de 54 millions d'euros.

**Mai 2017** : La Société du Grand Paris réalise une étude stratégique qui prévoit une arrivée de 212.000 habitants dans les communes proches du parc Georges Valbon d'ici 2035, ce qui correspond à une hausse de plus de 30% de la population

**Automne 2018** : Concertation préalable à la création de la ZAC Cluster des Médias

**Janvier 2019** : TVK qui remporte maîtrise d'œuvre du Cluster des Médias (village des médias, terrain des essences, parc des sports du Bourget)

**Printemps 2019** : Enquête publique sur la ZAC du Cluster des Médias

**17 juin 2019** : Réunion d'information organisée par la Solidéo à Dugny. Maîtrise d'œuvre : TVK, UrbanEco. Maîtrise d'ouvrage : Solidéo.

### **PHASE 3 : RESTRUCTURATION DE LA MOBILISATION**

**10 juin au 12 juillet 2020** : ZAC Cluster des médias - Demande d'autorisation environnementale. Organisation d'une participation du public par voie électronique (PPVE)

**Juillet 2020** : lancement du marché innovation de la Solidéo avec plusieurs appels d'offres (La Société de livraison des ouvrages olympiques, établissement français public créé par la loi du 28 février 2017, est chargée de la livraison des ouvrages et des opérations d'aménagement nécessaires à l'organisation et au déroulement des Jeux olympiques d'été de 2024). Appels d'offre concernant notamment le Village des Athlètes et le Cluster des Médias<sup>335</sup>.

**Juillet – Septembre 2020** : Les collectifs de défense du parc se réunissent régulièrement et demandent que les infrastructures d'accueil des journalistes soient démontables

**Octobre 2020** : Les groupements d'opérateurs immobiliers sont sélectionnées pour les secteurs Aire des Vents et Plateau à Dugny, par le CA de la SOLIDEO

**17 novembre 2020** : « Toxic Tour » n°1 partant de la mairie de St Ouen, organisé par le collectif Non aux JO2024

**10 décembre 2020** : Le Conseil Départemental 93 acte la cession de 108.000 m<sup>2</sup> aux aménageurs privés par l'intermédiaire de la Solidéo

**28 décembre 2020** : le MNLE dépose un recours en référé aux côtés d'autres associations contre la décision du Conseil départemental.

**13 décembre 2020** : Grand rassemblement festif sur l'Aire des Vents dans le cadre d'un « Toxic Tour » n°2 avec Non aux JO2024 et avec le soutien fort du CPTG

**30 janvier 2021** : Rassemblement sur le parvis Edith Piaf à Dugny

**Avril 2021** : Les travaux sont suspendus sur l'Aire des Vents le 7 avril. Un rassemblement a lieu le 11

**Juillet 2021** : Le MNLE adresse une lettre ouverte aux conseillers départementaux de Seine-Saint-Denis. La CAA de Paris rejette les requêtes en cours, suivant l'avis de son rapporteur public

**Septembre 2021** : Lancement d'une pétition par le MNLE « Aire des Vents : stop à l'urbanisation et la spéculation »

**Juin 2022** : Le site de tir des Jeux Olympiques ne sera pas aménagé au parc de la Courneuve. Le Conseil Départemental lance un projet de « baignade écologique » dans le parc Georges Valbon pour 51 000 m<sup>2</sup> d'emprise

**Septembre 2022** : La Fête de l'Humanité déménage dans l'Essonne

---

<sup>335</sup> Le communiqué de la Solidéo peut être trouvé sur le site dédié aux ouvrages olympiques. URL : <https://www.ouvrages-olympiques.fr/uploads/press/documentation/communiqué-solidéo-lancement-de-quatre-marchés-d-innovation-27072020-5f1e91e3f0851505032538.pdf>

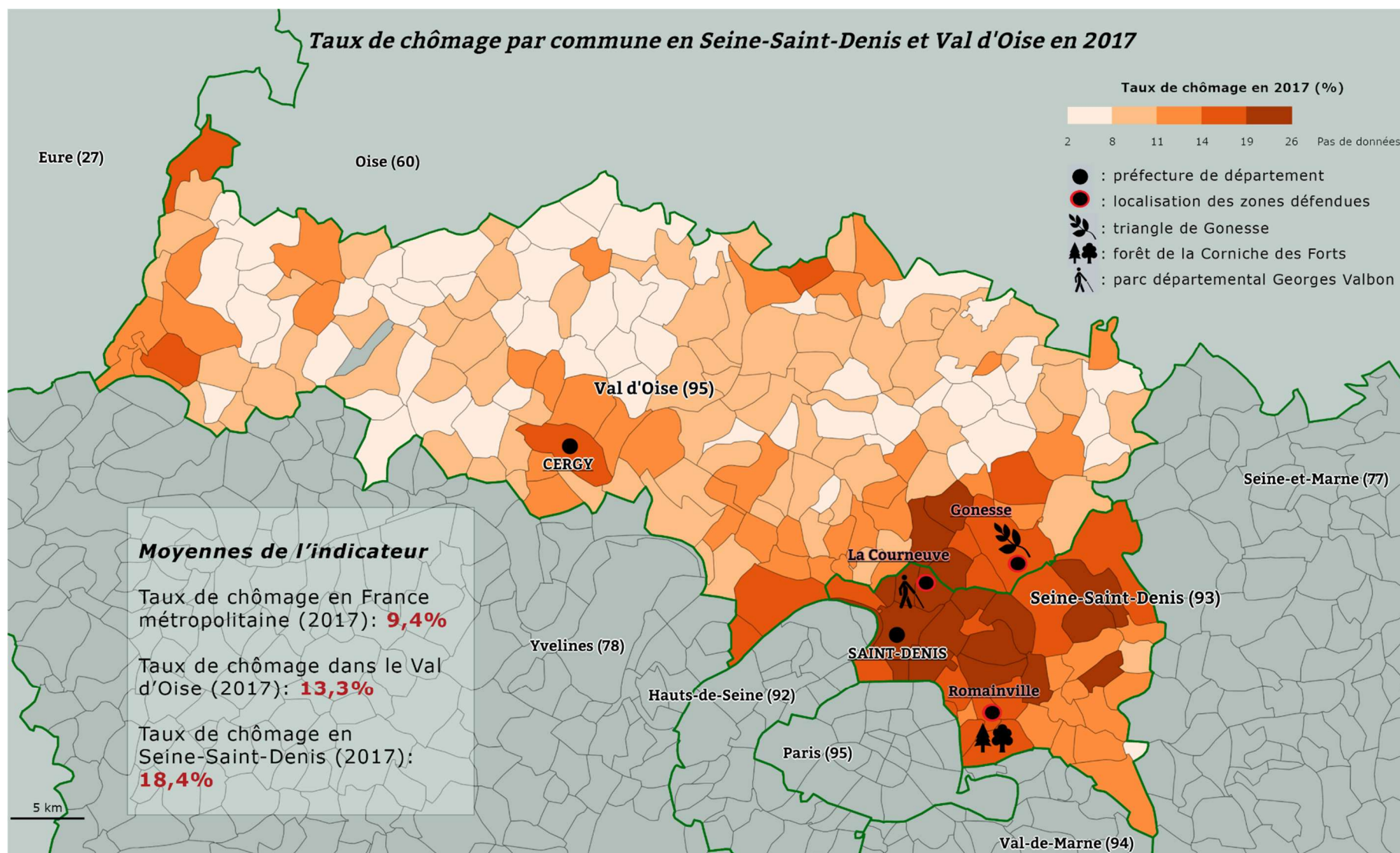
## Annexe 4 : Détail de l'ethnographie

DATE	TERRAIN	EVENEMENT	TYPE	DUREE
7 mars 2022	Gonesse – « Vrais gens »	Entretien Gaoussou	Entretien	1h30
16 février 2022	Romainville – Corniche des Forts	Entretien Sylvain	Entretien	2h
14 janvier 2022	Gonesse – « Vrais gens »	Entretien Nesrine	Entretien	1h30
14 février 2021	Gonesse - CPTG	Visite à la ZAD		
19 juin 2020	Gonesse - CPTG	Entretien Michèle	Entretien	3h
16 juin 2020	Gonesse - CPTG	Entretien Lili	Entretien	3h
1 <sup>er</sup> mai 2020	Gonesse - CPTG	Entretien Jacqueline	Entretien	3h
5 mars 2020	Gonesse - CPTG	Entretien Sylvie	Entretien	2h
2 mars 2020	Gonesse - CPTG	Entretien Benoît	Entretien	1h15
18 février 2020	Gonesse - CPTG	Entretien Jo	Entretien	3h
17 février 2020	Gonesse - CPTG	Entretien Cooper	Entretien	3h
13 novembre 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG / Célébration	Coulisses	2h
12 novembre 2019	Gonesse - CPTG	Entretien Philippe	Entretien	3h
8 novembre 2019	Gonesse - CPTG	Soirée de victoire : prise de parole EHESS puis célébration Belleville	Coulisses	6h
11 novembre 2019	Gonesse - CPTG	Entretien Julie	Entretien	2h
5 novembre 2019	Romainville – Corniche des Forts	Entretien Halla et Oleg	Entretien	4h
5 octobre 2019	Gonesse - CPTG	Deuxième jour de la marche Pantin – Matignon (Stalingrad, Bastille)	Scène	12h
4 octobre 2019	Gonesse - CPTG	Premier jour de la marche Gonesse – Pantin (Gonesse, pique-nique Georges Valbon, Maladrerie, soirée et nuit à la Cité Fertile)	Scène	24h
30 septembre 2019	Gonesse - CPTG	Mini-entretien Kery + réunion de convUrgence	Coulisses	6h
27 septembre 2019	Gonesse - CPTG	Réunion du groupe urgence	Coulisses	3h
21 août 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG	Coulisses	2h
4 août 2019	Gonesse - CPTG	Entretien Petrus	Entretien	2h30
31 juillet 2019	Gonesse - CPTG	Réunion/entretien juridique avec l'avocat	Coulisses	3h
8 juillet 2019	Gonesse - CPTG	Réunion du groupe urgence à domicile	Coulisses	4h
5 juillet 2019	Gonesse - CPTG	Quatrième blocage (alternatif)	Scène	12h
4 juillet 2019	Gonesse - CPTG	Repérage du terrain dans les maïs à Gonesse	Coulisses	4h
3 juillet 2019	Gonesse - CPTG	Deux réunions – convUrgence et sa préparation	Coulisses	5h
4 juillet 2019	Gonesse - CPTG	Troisième blocage sur le Triangle	Scène	12h
1 <sup>er</sup> juillet 2019	Gonesse - CPTG	Deuxième rassemblement/blocage sur le Triangle	Scène	12h
30 juin 2019	Gonesse - CPTG	Rassemblement festif sur le Triangle – décalage de la parcelle	Scène	6h
28 juin 2019	Gonesse - CPTG	Réunion du groupe urgence	Coulisses	4h
26 juin 2019	Gonesse - CPTG	Premier rassemblement/blocage sur le Triangle	Scène	10h
23, 24 et 25 juin 2019	Gonesse - CPTG	Annonce du début des travaux / Travail avec le GU pour préparation action de terrain	Coulisses	72h
19 juin 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence « bilan » du CPTG	Coulisses	2h
18 et 19 mai 2019	Gonesse - CPTG	Week-end ZAD Triangle – 24H	Scène	30h
15 mai 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG + réunion informelle	Coulisses	4h

09 mai 2019	Gonesse - CPTG	Réunion CPTG orga 24H du Triangle + réunion informelle	Coulisses	4h
21 avril 2019	Romainville – Corniche des Forts	Dimanche à la Corniche des Forts	Scène	5h
17 avril 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG + réunion informelle	Coulisses	4h
9 avril 2019	Gonesse - CPTG	Entretien Kery (3)	Entretien	2h
04 avril 2019	Gonesse - CPTG	Réunion CPTG orga 24H du Triangle	Coulisses	2h
3 avril 2019	Gonesse - CPTG	Entretien Kery (2)	Entretien	2h
31 mars 2019	La Courneuve – Notre Parc n'est pas à Vendre	Visite Georges Valbon	Scène	5h
29 mars 2019	Gonesse - CPTG	Entretien Kery (1)	Entretien	3h
28 mars 2019	Gonesse - CPTG	Réunion CPTG orga 24H du Triangle	Coulisses	2h
21 mars 2019	La Courneuve – Notre Parc n'est pas à Vendre	Réunion du collectif Notre parc n'est pas à vendre	Coulisses	5h
20 mars 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence CPTG	Coulisses	2h
16 et 17 mars 2019	Mutiluttés	Action de désobéissance civile à Lille avec le CPTG	Scène	30h
13 mars 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de préparation fête des Terres	Coulisses	2h
11 mars 2019	Mutiluttés	Réunion de préparation action désobéissance	Coulisses	3h
10 mars 2019	Gonesse - CPTG	Visite sur le triangle et jardinage	Scène	5h
4 mars 2019	Gonesse - CPTG	Réunion du groupe urgence du CPTG	Coulisses	4h
28 février 2019	Romainville – Corniche des Forts	Réunion Corniche des Forts	Coulisses	4h
27 février 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG + réunion informelle	Coulisses	5h
24 février 2019	La Courneuve – Notre Parc n'est pas à Vendre	Première visite à Georges Valbon	Scène	6h
20 février 2019	Gonesse - CPTG	Grand meeting contre EuropaCity + réunion informelle	Scène	6h
17 février 2019	Romainville – Corniche des Forts	Première visite de la Corniche des Forts	Scène	5h
10 février 2019	Romainville – Corniche des Forts	Première réunion à la Corniche des Forts	Coulisses	4h
6 février 2019	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG	Coulisses	2h30
28 janvier 2019	Gonesse - CPTG	Passage au tribunal administratif pour le PLU	Scène restreinte	5h
19 décembre 2018	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG	Coulisses	2h
16 décembre 2018	Mutiluttés	La Grande Braderie du Grand Paris, organisée par l'assemblée des collectifs en lutte	Scène	6h
5 décembre 2018	Gonesse - CPTG	Dernier passage au Tribunal de Grande Instance : audience	Scène restreinte	5h
4 décembre 2018	Volet institutionnel	Colloque des maires du Grand Paris	Institutionnel	8h
21 novembre 2018	Gonesse - CPTG	Réunion de convergence du CPTG	Coulisses	2h
18 novembre 2018	Mutiluttés	Festival « Poussons les murs » au Landy Sauvage à Saint-Denis : atelier sur le Grand Paris	Scène	6h
14 novembre 2018	Gonesse - CPTG	Audience du CPTG contre l'EPFIF au TGI de Pontoise, 9h, suite au report du 12 septembre	Scène restreinte	4h
07 novembre 2018	Mutiluttés	Séance de travail d'APPUII à la MSH à Aubervilliers en présence de représentants de collectifs, en vue de rendre disponible une « Carte des luttes »	Coulisses	4h
14 novembre 2018	Volet institutionnel	« KM4 » au Bourget, par la Société du Grand Paris. Inauguration du chantier du puits de tunnelier pour la ligne 16 du Grand Paris Express. Au Bourget, sur le chantier, à côté de la gare RER B	Institutionnel	4h

<i>22 septembre 2018</i>	Multiluttes	Assemblée des collectifs en lutte contre le Grand Paris. Au local du DAL, droit au logement, 29 avenue Ledru-Rollin, 12ème arrondissement	Coulisses	4h
<i>12 septembre 2018</i>	Gonesse - CPTG	Audience du collectif pour le Triangle de Gonesse en procès contre l'établissement public foncier d'Ile-de-France sur la question de l'occupation de la parcelle. Au Tribunal de Grande Instance de Pontoise, 9h.	Scène restreinte	4h
<i>10 juin 2018</i>	Gonesse - CPTG	Le tour Alternatiba passe sur le Triangle de Gonesse, sur la parcelle à partir de midi, quelques interventions puis repart	Scène	4h
<i>1<sup>er</sup> juin 2018</i>	Volet institutionnel	Séminaire « JO et Grand Paris » en présence d'acteurs publics, à l'EHESS.	Institutionnel	3h
<i>27 mai 2018</i>	Gonesse - CPTG	Fête des terres de Gonesse, sur la parcelle du Triangle, 7h-20h	Scène	13h
<i>23 mai 2018</i>	Gonesse - CPTG	Débat sur EuropaCity à l'EHESS occupée (105)	Scène	3h
<i>16 mai 2018</i>	Gonesse - CPTG	Réunion de la convergence à la Bourse du Travail, 19h	Coulisses	2h
<i>15 mai 2018</i>	Gonesse - CPTG	Conférence de presse donnée par le CPTG, au local de Solidaires, 15h	Scène	2h
<i>18 mars 2018</i>	Gonesse - CPTG	Sur le Triangle de Gonesse, accueil le dimanche sur la parcelle.	Scène	6h
<i>21 février 2018</i>	Volet institutionnel	Conférence sur les Jeux Olympiques et le tourisme au Panthéon	Institutionnel	2h
<i>1<sup>er</sup> octobre 2017</i>	Multiluttes	Village Alternatiba Place Stalingrad – prise de contact avec Assemblée des collectifs en lutte contre le Grand Paris, découverte de Gonesse et Saclay	Scène	2h

Annexe 5 : Localisation des trois luttes sur une représentation du taux de chômage par commune, données Insee 2017, réalisée avec Magrit (2018)





Annexe 6 : Localisation du Triangle de Gonesse, photo aérienne légendée du collectif CARMA (Coopération pour une Ambition agricole, Rurale et Métropolitaine d’Avenir). URL : <http://carmapaysdefrance.com/index.php/carma/presentation-resumee-de-carma/>





Annexe 7 : Projection du plan-masse d'Europacity sur le Triangle de Gonesse, 2017. Source : Europacity (URL désactivée depuis)





Annexe 8 : Un des visuels d'Europacity (mouture de 2018)





Annexe 9 : Plan initial de masse d'Ilex lauréat du concours de maîtrise d'œuvre (2002-2009), issu de la demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées formulée en octobre 2017 à la Région et à Grand Paris Aménagement





Annexe 10 : Plan d'aménagement d'Ilex (2016), issu de la demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées formulée en octobre 2017 à la Région et à Grand Paris Aménagement







Annexe 12 : Plan des aménagements prévus par la ZAC « Cluster des Médias » dans le parc Georges Valbon, MNLE, mars 2020



Annexe 13 : Tableau récapitulatif des entretiens

	Pseudonyme	Cercle principal	Age	Parcours professionnel	Entretien
<b>CPTG</b>	Michèle	CA	75-76	Employée d'un syndicat	19 juin 2019, 3h15
	Sylvie	CA	67-68	Psychanalyste en hôpital public	5 mars 2020, 2h45
	Jacqueline	CA	74	Urbaniste, économiste et sociologue pour le secteur public	1 <sup>er</sup> mai 2020, 2h15
	Gertrude	Convergence	57	Petits boulots dans l'enseignement et inspectrice du travail, puis institutrice	7 novembre 2019, 2h50
	Lili	Convergence	58	Professeure en collège	16 juin 2020, 2h30
	Petrus	Convergence	61	Transporteur, photographe	4 août 2019, 2h40
	Philippe	Convergence	67	Cadre privé dans la publicité	12 novembre 2019, 2h45
	Benoît	Convergence	58	Journaliste	2 mars 2020, 1h10
	Kery	Groupe Action	35	Cadre privé dans le secteur bancaire et intermittent	29-31 mars 2019, 5h30
	Cooper	Groupe Action	30	Secteur privé accompagnement de la transition énergétique	17 février 2020, 2h40
	Jo	Groupe Action	31	Médecin	18 février 2020, 3h
<b>Amis de la forêt</b>	Halla		75	Ancienne employée	5 novembre 2019, 2h
	Oleg		75	Ancien fonctionnaire	5 novembre 2019, 2h
	Sylvain		66	Enseignant-chercheur à l'université	16 février 2022, 2h
<b>Collectif des vrais gens</b>	Nesrine		43	Professeure des écoles	14 janvier 2022, 1h30
	Gaoussou		61	Gérant d'une petite société de gestion locative	7 mars 2022, 1h30

Réalisation : Louise Bollache, 2020



Annexe 14 : Fiches d'organisation logistique

	25-mai	26-mai	27-mai	28-mai	POSTE	+
			8h-18h		presse	
			8h-18h		restauration	
	18h-20h-9h	12h-18h	8h-18h		guidage- gardiennage	
			8h-18h		restauration	
	8h-18h	8h-18h	8h-18h	8h-14h	coordination - presse- prises de parole	
		12h-18h/ 20h-9h	8h-12h		animation affiches	
		12h-18h/ 20h-9h	8h-18h		animation affiches	
		9h-18h	8h-18h		référente caisse	
		14h-18h	8h-18h		montage de la structure	
			8h-18h		montage de la structure	
			8h-18h		?	
			8h-18h		surveillance/logistique	
			8h-18h		surveillance	OK
	14h-18h	14h-18h	8h-18h		référente photo-librairie- fanfare	
			8h-18h		Stand CPTG	
			8h-18h		surveillance/logistique	
			8h-18h		permanence medicale	
			8h-18h			
			8h-18h		Animation clown avec les	
			8h-18h		InCOPruptibles le 27 + tournage / =>	
		20h-9h	8h-18h		photos, images vidéos + gardiennage	
			8h-18h		référent presse	
	9h-18h	8h-18h	8h-18h		video	
			8h-18h		accueil et coordination	
			8h-18h		guidage et signalétique	
		10h-16h / 20h-9h	8h-18h		restauration	
		13h-18h	8h-18h		surveillance	
			8h-18h		animation prévention des	
			8h-18h		déchets+musicien	
			<b>8h-18h</b>	<b>8h</b>	<b>accueil</b>	
			8h-18h		accueil	
			8h-18h		restauration	
	8h-20h-9h		8h-18h		logistique eau	
			8h-18h		restauration	
			14h-18h	14h-18h	Stand CPTG	
			8h-18h		surveillance	
	8h-12h	14h-18h	8h-19h		référent : signalétique prêt pour samedi	
			8h-18h		surveillance	
			8h-18h		accueil	
	20h-9h	9h-18h	8h-18h		surveillance	
			8h-18h		plantation	
			8h-18h		plantation	
	14h-19h	13h30-19h	8h-18h	8h-12h	référent : prises de parole	
			8h-18h		surveillance	
			8h-18h		vente stand CPTG	
		10h-16h	8h-18h		référent restauration	
	7h30-12h30	10h-19h	8h-18h	7h30-12h30	surveillance	
			8h-18h		restauration	
			8h-18h		animation sono	
	20h-9h		8h-18h		accueil-gardiennage	
		20h-9h	8h-18h		restauration - gardiennage	Ok
	9h-18h - 20h	10h-16h	8h-18h		guidage- gardiennage	ok
	?	?	8h-18h		restauration	
		10h-16h	8h-18h	8h-12h	restauration	
			8h-18h		restauration	
		10h-16h	8h-18h	20h-8h	plantation- gardiennage	
			8h-18h		Restauration	
	( 20h-9h)	8h-13h		20h-8h - 8h-12h	gardiennage	
			14h-18h		montage de la structure	
			8h-18h		?	
	3h	8h-18h	8h-18h		caisse	
		10h-16h	8h-18h		plantation	
	7h30-14h		8h-18h		référent sono	
					référent structure	
		20h-9h	8h-18h		animation affiches	
			8h-18h		caisse	
			8h-18h		montage de la structure	
		20h-9h	8h-18h		montage de la structure	
			8h-18h		BBQ	



Samedi 9  
juin / 13h  
Alternative } passer le 10  
Goners Juin  
Contacts presse pour transmettre comptage

Associations	Besoins materiel	fournitures
	<b>panneaux avec nom à faire sur place</b>	
GRAND PARIS	stand + table+ 2 chaises	
UTOPIA/GREENPEACE	stand + table+ 2 chaises	
POLITIS	stand + table+ 2 chaises	
AMIS de La CONF + Info OGM	stand + table+ 2 chaises	
Luttes foncières en IDF	stand + table+ 2 chaises	
Luttes nationales ( bures, NDDL, Mille vaches, des terres pas d'hypers)	stand + table+ 2 chaises	
associations membres du CPTG	stand + table+ 2 chaises	
TDL/AMAP	stand + table+ 2 chaises	
VOE/FNE	stand + table+ 2 chaises	
CARMA	stand + table+ 2 chaises	
MNLE	stand + table+ 2 chaises	
APPUI/METROPOP	stand + table+ 2 chaises	
espace politique	Grd barnum + 2 tables + 4 chaises	
<b>animations</b>		
Plantations	2 stand + 3 tables + 4 chaises	outils de jardin, gants, plants, eau
affiches: Educpop + collectif les mains dans le dos	2 stand + 5 tables + 4 chaises	300 panneaux, 20 marteaux, Marqueurs, peinture, pincesaux, colle a papier
serigraphie	stand + table+ 2 chaises	jerrican eau
boulangers	2 barnums avec cotés fermés , 4 tables et 8 chaises	groupe electrogène
brasseur	stand + table+ 2 chaises	groupe electrogène
restauration	2 grds barnums + 10 tables et 10 chaises	
decoration de la structure	stand + table+ 2 chaises	
<b>services</b>		
presse	stand+table + 2 chaises	
secours/accueil	Stand + 2 tables+ 2 chaises	sono portative (2)
Caisse	stand+2 tables + 2 chaises	
CPTG(vente de produits)	stand+table + 2 chaises	
librairie	stand+table + 2 chaises	
débats	grd barnum + 2 tables + 25 chaises	sono + micro+ groupe electrogène

Tee shirts : devis pour 200 pièces coton bio en blanc avec une sérigraphie en 2 couleurs =1356 €, : livraison prévue le 20 mai chez  
Ecocup : 408€ pour 500 pièces OK  
Banderole de 5m avec fourreau et piquets ( 149 €) : livraison prévue le 20 mai chez  
2000 Autocollants (domi) livraison prévue le 22 mai

### EN AMONT de l' ACTION DU 27 MAI

Dates de préparation/ nettoyage/plantation de la parcelle :  
22 avril – 6 mai- 20 mai -26mai

Inscription des volontaires : <https://goo.gl/forms/N900RhJVO7RbtOT11> 20 volontaires au 4 mai

refait des semis (tomates- courges) pour le 6 mai à distribuer au marché de Gonesse  
Action educpop : repérage le 22 avril et action collective educpop le 13 mai ( , )  
Action à Pantin par le comité Pantin le 8 avril : semis de tomates à distribuer sur le marché avec tracts pour annoncer le 27 mai

Animation prévue par le comité Terres de Gonesse de Bagnolet ente le 22 et 24 mai ( à suivre)

#### Tractage :

13 mai marché de Gonesse à 10h : , , , MNLE

Gares de Vert Galant-Drancy-Pantin-Aulnay ; , MNLE

19 mai marché de Goussainville : , , ,

Leclerc de Gonesse : , , ,

Collage affiches : Biocoop de paris ( , ), Goussainville, Gonesse ( le 26) : besoin de 2 équipes de 3

Une autre action à prévoir : le débroussaillage de la parcelle .L'herbe est haute .

dispose d'une débroussailleuse . Il faudrait à la fois le matériel pour le faire et des moyens humains, une partie est faite, à finir

jeudi 17 et 24 mai marché du Blanc Mesnil

samedi 19 mai marché d'Aulnay

dimanche 20 mai marché du Blanc Mesnil

### ATELIERS /STANDS : 16 associations présentes au 13 mai

#### Structures/ associations demandant un stand :

Greenpeace ( OK)- utopia (OK)- AVF ? ( je repose la question ce soir 14 Mai 19h30 dans le cadre de la mensuelle greenpeace ) Politis (OK)

amis de la confédération + Info OGM - (OK)- la fontaine aux images ? ( )

Stand sur les luttes foncières en IDF ( contacte l'assemblée contre le grand Paris)

voit avec les étudiants pour faire des animations enfants- Clinamen ?

NDDL – Mille vaches – Bure- Des terres pas d'hypers( CPTG)

agir contre l'environnement)-

TDL – AMAP ( Frédérique) OK

associations membres du CPTG-OK

EducPOP avec le collectif les mains dans le dos : animation affiches et tampons OK

Poilitis (OK) - Fakir ? - repporterre ?

est chargé de lancer des invitations aux groupes en lutte qui seraient susceptibles de venir.?

boulangers en lutte OK

Désobéissants OK

Stand CPTG ( - prépare la feuille Tarif)

Stand CARMA (OK)

Structure : @gmail.com : ateliers d'ébénisterie : Nous l'appellerons

### LE BELVEDERE

a travaillé sur une structure à NDDL

**pique nique partagé/ buvette -restauration :**

Biocoop, : mail envoyé à Renato le 4 mai pour achats de boissons : livrée à la biocoop de Saint Ouen L'aumône

La commande des jus de fruits est passée et sera livrée à Saint-Ouen le jeudi 24 matin : voir qui récupère Par contre, Biocoop ne propose plus d'eau en bouteille plastique depuis deux ans.

Concernant les jus de fruits:

10 cubis de jus d'orange de 3 litres

10 cubis de jus multifruits de 3 litres

12 cubis de jus de pommes de 3 litres

Concernant l'eau

12 eau Montcalm de 5 litres

Concernant le breizh cola

25 bouteilles d1l

2 gros barbecue prêts fabriqués par avec l'ami de pour s'en occuper

Viande commandée ( 500 saucisses)

10kg de morbier-10kg de comté : domi ( en cours)

Dominique est en contact avec le GIE normand : attente de réponse ?

Brasseur la guinche des bords de Marne : On paye les futs de 30l 120 € et tout passe par le stand caisse.

Ils ont besoin d'une table et chaises + stand

Jerricans d'eau à amener soit 4 jerricans de 30l

Chacun Amène 1 sucré et 1 salé qui se mange avec les mains pour alimenter la restauration

Bassines, sacs poubelles (revoir celle de l'année dernière)

Pour le paiement : ticket à l'accueil comme l'année dernière

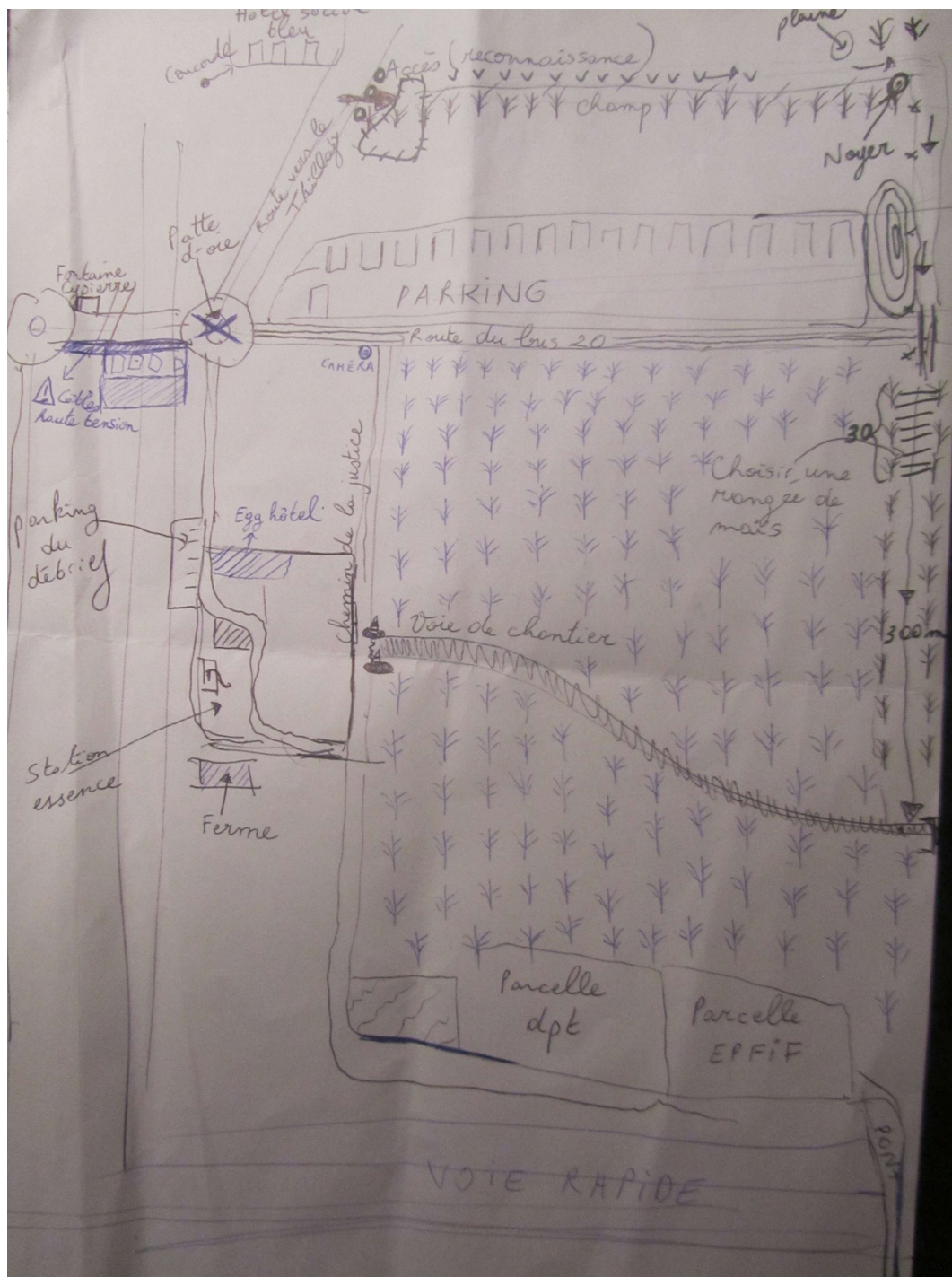
propose de vendre des confitures pour amortir les frais

Réchaud à gaz 3 pieds ( ) : OK

« vente des tickets » : , , et (Je prépare les tickets et les



Annexe 15 : Carte militante d'accès au chantier sur le Triangle de Gonesse



## Annexe 16 : Méthodologie de réalisation des cartes thématiques

Pour réaliser les cartes, j'ai travaillé avec l'outil libre du CNRS, Magrit, qui permet de réaliser des cartes thématiques (on entend par là qu'il s'agit de projeter des données d'origine statistique sur un fond de carte, contrairement aux cartes topographiques). La carte est ici un graphe particulier de l'analyse des données, qui a pour but de permettre – après avoir observé la forme de la distribution – de visualiser la répartition des différentes valeurs dans l'espace. Ainsi peut-on observer des distributions aléatoires ou au contraire réparties selon des tendances plus ou moins fortes qu'il convient par la suite d'explicitier. Grâce au développement des logiciels en libre, et particulièrement dans le champ de la cartographie, ces méthodes sont accessibles à tout sociologue ou ethnographe pour qui l'espace a un intérêt dans la modélisation des informations, sous couvert d'un peu de travail sur les données et une base en statistiques<sup>336</sup>. Afin de réaliser des cartes qui répondent aux problématiques abordées, qui soient claires, lisibles et qui respectent la cohérence statistique, ce processus nécessitait plusieurs étapes.

### *a). Pourquoi proposer une cartographie*

Avant tout, il faut identifier l'objectif des cartes, car toute représentation cartographique n'est pas utile par rapport à une énonciation de chiffres choisis, ou un tableau. Dans mon cas, il s'agit de rendre lisible un portrait – rapide mais précis – des territoires dans lesquels s'inscrivent les mobilisations que j'étudie dans l'enquête. Je souhaitais montrer que les trois lieux défendus font partie d'une zone cohérente socialement, dont les habitants partagent certaines caractéristiques, malgré le fait qu'ils ne soient pas sur le même département. En somme, la cartographie a permis de bien mettre en évidence une sorte de zone accentuée de précarité entre l'Est du Val d'Oise et le Nord de la Seine-Saint-Denis, avec des chiffres assez récents. J'axe ces observations sur la précarité et la structure des emplois pour montrer que cette zone constitue un réservoir de classes populaires précarisées, ce qui a deux intérêts pour mon analyse. D'abord, mon travail examine les rapports de classe intra-collectifs et ceux se jouant entre les collectifs mobilisés et la population locale, il est donc utile de situer cette population, en miroir de l'enquête ethnographique qui, elle, situe les militants. Ensuite, les différents projets d'aménagement du territoire dont j'étudie la contestation s'inscrivent dans une logique de renouvellement social, de « gentrification » augmentée : le portrait socio-économique permet de mieux comprendre où atterrissent ces projets et en quoi leur « inadéquation » à la population locale est critiquée.

### *b) Identifier les indicateurs pertinents*

Une fois que les cartographies ont leur place dans l'argumentation, il convient de faire l'inventaire des indicateurs qui pourraient convenir : dans mon cas, la catégorie socio-

---

<sup>336</sup> A cet effet, tous les tutoriels de PhilCarto et Magrit sont d'excellentes ressources, complétées par d'autres chercheurs qui rendent accessibles cette connaissance. Constituent une bonne initiation : le guide de démarrage de PhilCarto 2020, par Philippe Wanier ([http://philcarto.free.fr/01\\_bienvenue/focus\\_documents/Philcarto\\_2020\\_GuideDemarrageRapide.pdf](http://philcarto.free.fr/01_bienvenue/focus_documents/Philcarto_2020_GuideDemarrageRapide.pdf)) ou encore l'initiation à la cartographie statistique de Dominique Laffly ([https://web-new.univ-pau.fr/RECHERCHE/SET/LAFFLY/docs\\_laffly/cartographie\\_statistique.pdf](https://web-new.univ-pau.fr/RECHERCHE/SET/LAFFLY/docs_laffly/cartographie_statistique.pdf))

professionnelle, le niveau de diplôme, le taux de pauvreté, le taux de chômage et le niveau de vie médian étaient pertinents.

*c) Identifier l'échelle de projection pertinente*

Les bases de données sur lesquelles s'appuyer peuvent être mondiales, européennes, régionales, départementales, communales ou encore intracommunales. Là encore, tout dépend de ce qu'on cherche à montrer. Je me concentre sur deux départements dont j'aimerais creuser l'hétérogénéité *interne* : je dois donc m'appuyer sur l'échelle communale ou plus petit. Cependant, l'échelle IRIS (intracommunale) compliquerait les portraits et peut manquer de pertinence statistique dans le cadre d'un cliché global<sup>337</sup>. L'échelle communale semble la plus adaptée. Je sais également que les deux départements en question comprennent un nombre important de quartiers prioritaires dans la politique de la ville : une carte « zoom » sur ces quartiers là pourrait être pertinente et isoler une partie de la dispersion de mes variables vers des valeurs extrêmes.

*d) Récolter les données à projeter, les données comparatives et les fonds de cartes*

Désormais, je sais quels indicateurs récolter et à quelle échelle, sous la forme de bases de données, le plus souvent issues de l'Insee. La collecte commence donc, avec une attention particulière portée à l'année de récolte de l'information, qui doit être la même pour tous les indicateurs de préférence, et au calcul de certains indicateurs qui peuvent changer de base de calcul ou de nom d'une enquête à l'autre. J'extrait mes deux départements des listes de communes pour tous ces indicateurs – en parallèle, je tiens un tableau de sources qui sera en annexe. Dans mon tableur, un onglet sert à contenir les données communales, un autre sert aux informations relatives aux QPV. Enfin, comme je me place à l'échelle communale dans deux départements, j'ai également besoin des mêmes indicateurs, de la même année (exemple : le taux de pauvreté) à l'échelle nationale et départementale afin de pouvoir comparer en un coup d'œil : par exemple, le taux de chômage dans la commune d'Aubervilliers n'est notable que si l'on sait que la moyenne française est bien en deçà. Je mets toutes ces données de comparaison dans un troisième onglet. Enfin, je vérifie que Magrit met bien à disposition les fonds de carte qui m'intéressent : il y a bien un fond de carte à l'échelle communale en Ile-de-France, mais pas de fond de carte correspondant au périmètre des QPV. Je trouve ce dernier en open data sur le site gouvernemental de la politique de la ville.

*e) Nettoyage de la base de données et lien avec le fond de carte*

Pour que Magrit puisse associer le fond de carte avec les données statistiques, les éléments cartographiques doivent être désignés strictement de la même façon dans chacun des deux fichiers. Autrement dit, un identifiant unique est attribué à chaque élément cartographique et cet identifiant figure à la fois dans le fond de carte et dans le fichier de données statistiques, dans la première colonne, sans mise en forme. Il faut donc nettoyer la base de données et

---

<sup>337</sup> J'entends par là que par exemple, le type d'emploi n'a pas nécessairement intérêt à être ramené à l'échelle d'un îlot d'habitations : cela ne dit rien sur l'emplacement de ces emplois, et sur la structure économique de la zone d'emploi, notamment parce que les mobilités professionnelles quotidiennes sont importantes dans le Val d'Oise et en Seine-Saint-Denis. En revanche, si l'on s'intéresse à la gentrification d'un centre-ville, l'échelle IRIS est tout à fait pertinente : ce qui nous intéresse, c'est l'évolution de qui habite réellement les logements.

s'assurer que la première colonne consiste bien en l'élément d'identification cartographique (par exemple, le code commune Insee ou le code de chaque QPV), afin que le fond de carte puisse reconnaître le jeu de données et s'y lier.

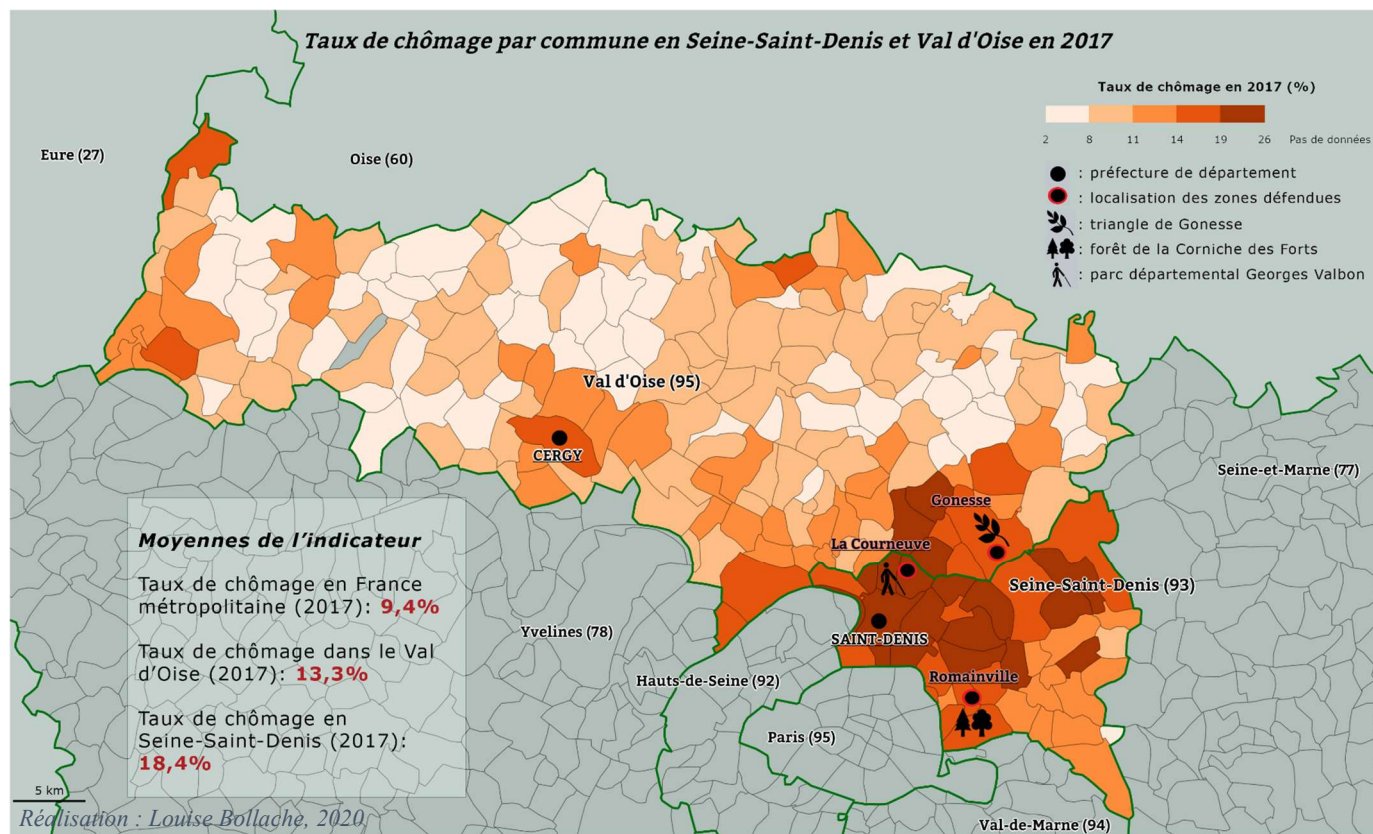
*f) Créer la carte : type, discrétisation et détails*

Magrit permet de créer des cartes de stocks, de ratios, des cartes qualitatives, et plus encore. L'étape restante pour le sociologue apprenti cartographe est d'être vigilant, sur les cartes quantitatives (exemple : le niveau de vie médian par commune), de choisir un mode de discrétisation adapté à la distribution de la série statistique : je développe ces choix en annexe<sup>338</sup>. Enfin, les couleurs séquentielles ou divergentes, les titres et les pictogrammes supplémentaires peuvent être modifiés. Pour ma part, afin de rajouter le petit encadré « situant » l'indicateur à l'échelle nationale et départementale, j'ai soumis les cartes à un passage sur un logiciel de dessin, mais il est possible d'utiliser Magrit à cet effet avec une simple zone de texte (peu lisible malheureusement).

---

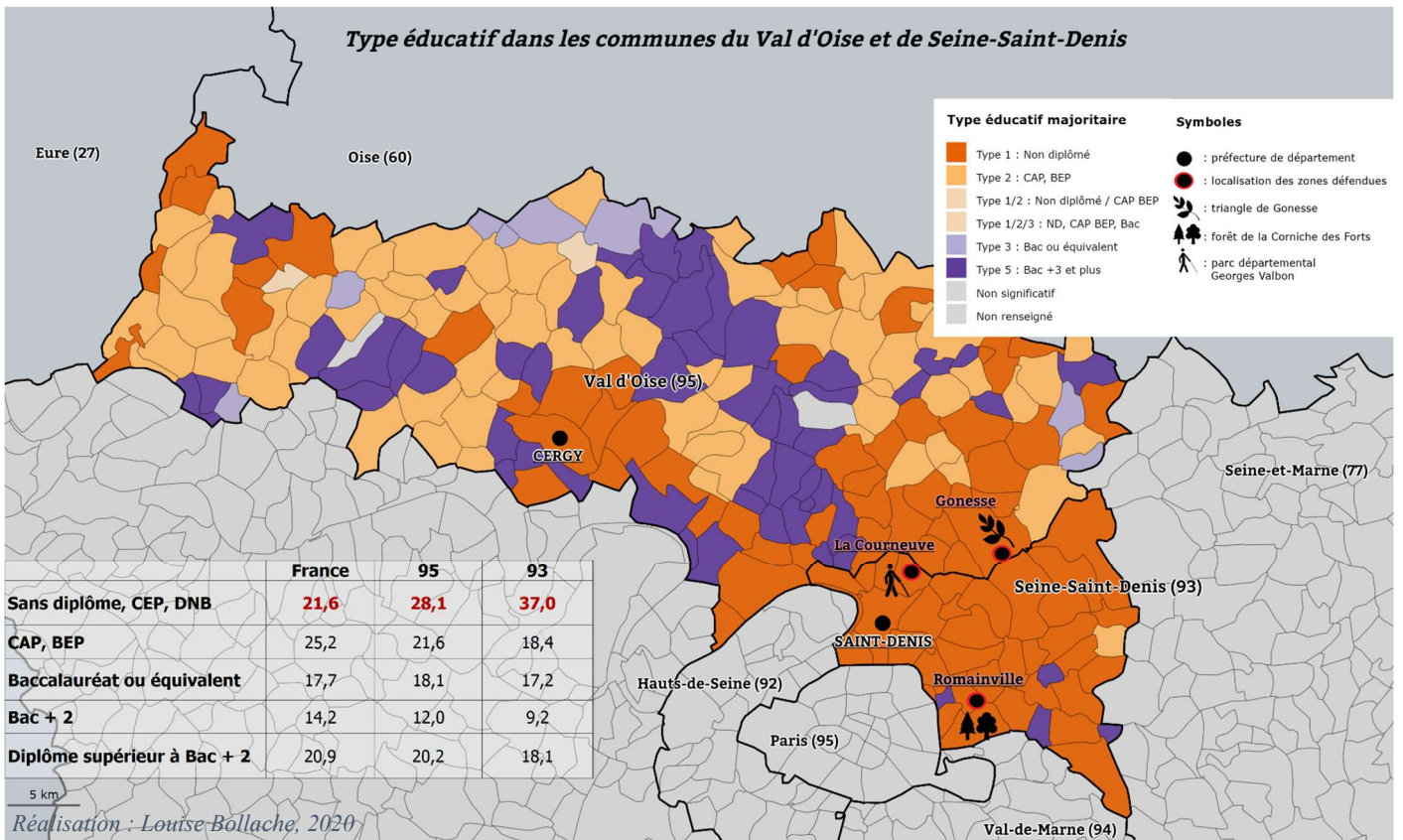
<sup>338</sup> Ces choix sont sous la contrainte suivante : il faut trouver un équilibre entre résumer précisément la distribution de la variable (envie de garder le plus grand nombre de classes) et se faire comprendre (prendre un faible nombre de classes et des effectifs égaux), ainsi que trouver la bonne combinaison de variables visuelles (règles de sémiologie graphique).

Annexe 17 : Carte du taux de chômage dans les communes de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise en 2017





Annexe 18 : Carte du niveau de diplôme dans les communes du Val d'Oise et de Seine-Saint-Denis



Annexe 19 : Tableau de sources à l'usage des cartes statistiques

<b>Indicateur représenté</b>	<b>Echelle</b>	<b>Sources</b>	<b>Chiffre national pour comparaison</b>
<b>Taux de chômage</b>	Echelle communale – taux de chômage reconstitué à partir du nombre d'actifs occupés et de chômeurs. Echelle départementale en additionnant les effectifs des communes (idem)	Recensement 2017, volet Emploi-Population active, base de données des principaux indicateurs	Tableaux de l'économie française 2019 sur les données de 2017, volet Chômage, Insee Références paru le 26 mars 2019, basés sur l'enquête Emploi
<b>Niveau de diplômes</b>	Echelle communale – taux construits à partir des effectifs, sur la population des 15 ans ou plus non scolarisés. Echelle départementale en additionnant les effectifs des communes	Recensement 2017, volet Diplômes-Formations, base de données des principaux indicateurs	Tableaux de l'économie française 2019 sur les données de 2017, volet Niveau de formation, Insee Références paru le 26 mars 2019, basés sur l'enquête Emploi
<b>Revenu disponible médian par unité de consommation (ou niveau de vie)</b>	Echelle des QPV Echelle des communes Echelle départementale	Fiche revenus des QPV, mis en ligne le 15/09/2020, base FiLoSoFi, source Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2016, fichier des allocataires des CAF au 31 décembre 2018, source Cnaf, bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire au 1er janvier 2019, source Cnam. Echelle communale et départementale : Base de données FiLoSoFi 2017, mise en ligne le 16 juin 2020.	Tableaux de l'économie française 2020 sur les données de 2017 (pour le revenu médian), volet Revenus des ménages, Insee Références, 27 février 2020. Source Eurostat 2018.
<b>Taux de pauvreté à 60%</b>	Echelle des QPV Echelle communale	Fiche revenus des QPV, mis en ligne le 15/09/2020, base FiLoSoFi, source Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2016, fichier des allocataires des CAF au 31 décembre 2018, source Cnaf, bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire au 1er janvier 2019, source Cnam. Pour les communes, base FiLoSoFi 2017.	Tableaux de l'économie française 2020 sur les données de 2017, volet Niveaux de vie et pauvreté, Insee Références, 27 février 2020. Base : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, ERFS 2017.
<b>CSP et recoupements</b>	Echelle communale : taux calculés sur la base d'effectifs par commune et rapportés à la population des actifs occupés.	Recensement 2017, volet Emploi-Population active, base de données des principaux indicateurs	Tableaux de l'économie française 2019 sur les données de 2017, volet Population active, Insee Références paru le 26 mars 2019, basés sur l'enquête Emploi. Base de calcul

	Echelle départementale en additionnant les effectifs des communes.		correspondante : les actifs occupés 15-64 ans. Catégorie « classes populaires » non reconstituée car besoin d'accès spécifique à l'enquête Emploi pour reprendre les effectifs et reconstituer les taux.
<b>Liste des QPV actualisée avec leurs codes</b>	Consultée sur <a href="https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville-qpv/#">https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville-qpv/#</a> avec la redélimitation de 2014 qui fait passer le nombre de QPV Val d'Oise de 27 à 41.		
<b>Fond de carte communal</b>	Mise à disposition par Magrit avec possibilité de découpage par région		
<b>Fond de carte pour les QPV</b>	Téléchargé sur le SIG de la Ville <a href="https://sig.ville.gouv.fr/atlas/QP/">https://sig.ville.gouv.fr/atlas/QP/</a>		

Réalisation : Louise Bollache, 2020

Annexe 20 : Choix de discrétisation pour les cartes de stocks et ratios (quantitatives)

<b>Variable représentée</b>	<b>Distribution</b>	<b>Choix de discrétisation</b>
<b>Taux classes populaires (ouvriers + employés)</b>	Nombreuses indentations, quelques valeurs extrêmes mais rares vers le haut.	Discrétisation méthode Q6 avec 6 classes. Isole bien valeurs extrêmes et met en évidence une zone précarisée entre la SSD et le Val d'Oise est. La méthode Q6 permet d'effectuer une discrétisation selon la méthode des quartiles tout en isolant les valeurs extrêmes. La méthode isole les queues de la distribution par définition de deux classes extrêmes. Les 6 classes sont définies avec les bornes suivantes : minimum, percentile 5, 1er quartile, médiane, 3e quartile, percentile 95, maximum. Cette discrétisation permet de séparer 5% des unités spatiales ayant les valeurs les plus petites, et 5% les plus grandes.
<b>Taux de chômage par commune</b>	Indentations, pas symétrique, forte hétérogénéité dans le Val d'Oise	Algorithme de Jenks à 5 classes permettant de respecter la distribution autour des valeurs moyennes et d'isoler les valeurs fortes et extrêmes. L'algorithme est fondé sur la décomposition de la variance en une équation qui permet à la fois de minimiser la somme des variances intra-classes (au sein d'une même classe les individus sont les moins dispersés possibles) et de maximiser la variance inter-classes (les classes sont le plus éloignées possibles les unes des autres). Cette méthode mathématique est basée sur les « seuils observés », c'est-à-dire que les plus fortes discontinuités observées dans la distribution constituent des paliers marquants, qu'il convient donc de séparer en classes.
<b>Taux de pauvreté par commune</b>	Distribution fortement asymétrique à gauche, avec concentration sur les valeurs basses	Discrétisation par progression géométrique. Dans ce mode de discrétisation, il s'agit de traiter les classes de la distribution comme les membres d'une suite géométrique, dont la raison s'obtient grâce à un logarithme (de préférence en base 10) : comme on part d'une distribution "log-normale", la conversion en logarithme nous donne une distribution normale. Adapté aux distributions dissymétriques, avec un maximum de données vers les faibles valeurs (asymétrie vers la gauche).
<b>Taux de pauvreté dans les QPV</b>	Distribution symétrique et en cloche – sorte de zoom sur les valeurs fortes du taux de chômage des deux départements	Discrétisation par intervalles égaux. Cette discrétisation permet de valoriser les valeurs extrêmes au même titre que les autres : elle est adaptée pour les séries uniformes et les séries à aspect « normal » en forme de courbe de Gauss
<b>Niveau de vie</b>	Plusieurs pics et indentations (forte hétérogénéité dans le Val d'Oise)	Q6 à 6 classes, qui permettait le mieux d'isoler les communes dont le NDV est en dessous et très en dessous de la moyenne nationale

Réalisation : Louise Bollache, 2020

Annexe 21 : Choix de regroupement et codage pour les cartes qualitatives

<b>Variable représentée</b>	<b>Choix de recodage</b>	<b>Représentation</b>
<b>Niveau de diplôme</b>	Chaque commune est codée de 1 à 5 en fonction du niveau de diplôme majoritaire. Le choix du nombre de classes est le plus intéressant cartographiquement, c'est celui qui donne à voir le plus de contrastes – par ailleurs, les chiffres nationaux, pour comparaison, sont aussi construits en 5 classes.	Carte qualitative où chaque type éducatif (de 1 à 5) devient une couleur projetée par commune, avec une gamme divergente. Les tons violets représentent le passage dans l'abstrait, le monde des idées, tandis que les oranges/bruns représentent des connaissances et savoir-faire plus ancrés, plus concrets
<b>Catégorie socio-professionnelle à 6 classes</b>	Chaque commune est codée de 1 à 6 en fonction de sa classe majoritaire. La catégorie des agriculteurs et celle des ouvriers ne sortent jamais majoritaires, les types sont des types employés, catégories intermédiaires et cadres. Les écarts sont suffisamment importants pour justifier de cette classification, avec de forts contrastes par commune. Cette méthode de cartographie est notamment utilisée dans le travail d'Anne Clerval, qui réalise cette typologie par IRIS pour montrer le recul des classes populaires dans le centre de Paris. Il y a un biais à utiliser cette méthode pour parler des individus présents sur une commune, car les phénomènes de mobilité ne sont pas pris en compte. Dans le cas de l'étude de la gentrification, ce qui importe sont les catégories logées sur place, donc la base du recensement est particulièrement adaptée.	Carte qualitative où chaque type socio-professionnel (de 1 à 6) devient une couleur projetée par commune, avec une gamme divergente. On garde les tons violets pour les professions intellectuelles, et les tons verts sont dédiés aux classes populaires.
<b>Catégorie socio-professionnelle à 2 classes</b>	Un recodage « lutte des classes » permet de montrer les contrastes départementaux d'une manière moins subtile : on regroupe les catégories associées aux classes dominées (ouvriers et employés), et on regroupe les catégories où l'on est susceptible de trouver davantage de situations aisées et de possédants (cadres et professions intermédiaires). Le cas des artisans et agriculteurs est marginal dans les ratios et ne peut pas faire basculer un territoire dans son type (en tout cas dans les départements choisis).	Cette distribution bicolore permet de mettre en évidence les hétérogénéités des deux départements, avec les mêmes espaces de précarité qu'observés sur les autres cartes. Cependant, il aurait été souhaitable de produire un codage plus fin permettant de contourner la forte hétérogénéité à l'intérieur de la catégorie employés et professions intermédiaires, qui regroupent des situations professionnelles très diverses. A noter que les catégories sont parfois peu distinctes entre 1 et 2, et qu'il suffirait d'une autre forme de mesure (comme l'emploi au lieu de travail) pour faire basculer un territoire dans l'autre type.

Réalisation : Louise Bollache, 2020

Annexe 22 : Champ lexical associé au gouvernement

<b>Champ lexical associé au gouvernement</b>	<b>Fréquence</b>	<b>%</b>
Vous	29	1,15
Emmanuel Macron, gouvernement, Elisabeth Borne, Benjamin Griveaux, Edouard Philippe, politiques	28	1,11
Décision(s), décider, décideur	10	0,40
Injustice, aberrant, affligeant, refuser, erreur	8	0,32
Discours, promesses (non tenues), énième (recul, décision)	6	0,24
Intérêt(s), hypocrisie, sarcastique, tentation	6	0,24
Balayé, brutal	2	0,08
Altesse	1	0,04

Réalisation : Louise Bollache, 2020

Annexe 23 : Champ lexical associé à la description du Val d'Oise, de Gonesse et des communes alentour

<b>Champ lexical associé à la description du Val d'Oise, de Gonesse et des communes alentour</b>	<b>Fréquence</b>	<b>%</b>
Territoire(s), territorial	32	1,27
Val d'oise, 95	25	0,99
Banlieue(s)	21	0,83
Gonesse, Goussainville, Aulnay, Sarcelles, Villiers, Arnouville	20	0,79
Toujours	16	0,63
Chômage, précaires, précarité, défavorisé, pauvreté, inégalités	10	0,40
Département	7	0,28
Famé (mal), crime, meurtre, sinistré, ghettoïsation	5	0,20
Problème	3	0,12
Sacrifiée, sacrifier	3	0,12
Emeute(s)	2	0,08
Cités-dortoirs (images de)	1	0,04
Echec scolaire	1	0,04
Familles	1	0,04
Manque (de lieux)	1	0,04
Radicalisation	1	0,04
Servitude (pour les riches bobos du centre)	1	0,04
Stigmatiser	1	0,04

Réalisation : Louise Bollache, 2020

## Annexe 24 : Quelques repères chronologiques sur Europacity<sup>339</sup>

### **2012**

*Janvier 2012* : Les premières esquisses architecturales données au comité de pilotage d'Europacity par les cabinets d'architectes

*7 février 2012* : Maurice Leroy et Patrick Braouezec remettent le label « Grand Paris » au projet Europacity

*Mars 2012* : Europacity est présent au MIPIM 2012 (marché international des professionnels de l'immobilier)

*20 septembre 2012 – 27 novembre 2012* : Exposition Immochan à la maison de l'architecture d'Ile-de-France des 4 projets présélectionnés

*5 décembre 2012 – 2 février 2013* : L'exposition déménagement au pôle culturel de Gonesse

### **2013**

*24 janvier 2013* : Christophe Dalstein rencontre entrepreneurs et écoliers pour promouvoir le projet au pôle culturel de Gonesse

*Mars 2013* : Europacity est présent au MIPIM 2013

*12 avril 2013* : BIG (Bjarke Ingels Group) est choisi pour réaliser le master plan du site

*13 septembre 2013* : Alliages & Territoires saisit la CNDP pour un débat public qui aura lieu en 2016

*Novembre 2013* : Europacity est présent au MAPIC 2013 (salon international de l'immobilier commercial)

### **2014**

*11 mars 2014* : Europacity dévoile un sondage Odoxa selon lequel 78% des habitants seraient favorables au projet

*27 mars 2014* : Le « parc des neiges » est dévoilé au public

*19 septembre 2014* : Christophe Dalstein et Vianney Mulliez sont reçus au Ministère de l'Égalité des Territoires

*Novembre 2014* : MAPIC 2014

*29 novembre 2014* : Lancement du blog Europacity

*3 décembre 2014* : Europacity est présent au forum de l'innovation française au Grand Palais

*12 décembre 2014* : Début du partenariat entre Europacity et la Chambre de Commerce et d'Industrie pour identifier les métiers

### **2015**

*Mars – juin 2015* : « Co-construction » organisée par Europacity en vue de préparer le débat public de 2016, 4 réunions dans le Val d'Oise et 3 réunions en Seine-Saint-Denis

---

<sup>339</sup> Par souci de visibilité pour le lecteur, une chronologie graphique est disponible en annexe.

*14 octobre 2015* : Europacity rend publics ses partenariats pour élaborer l'offre culturelle du lieu

## **2016**

*26 février 2016* : Wanda rejoint Immochan

*15 mars – 13 juillet 2016* : Débat public CNDP sur Europacity

*12 avril 2016* : Europacity annonce 3500 emplois avant ouverture du site

*8 octobre 2016* : Ouverture de la maison du projet à Gonesse

*9 décembre 2016* : Nouvelle mouture du projet

## **2017**

*1er janvier 2017* : Benoît Chang remplace Christophe Dalstein à Alliages & Territoires

*Mars – juin 2017* : Nouvelle phase de concertation organisée par Europacity avec un garant de la CNDP

*29 mars 2017* : Europacity rejoint le pôle de compétitivité Cap Digital

*14 mai 2017* : Europacity parraine la 5ème promotion de l'association « Les Déterminés », entrepreneurs du Val d'Oise

*27 septembre 2017* : Nouveau plan du projet

*Juillet – décembre 2017* : Concours international d'architecture Europacity pour les 8 grands sites

*3 octobre 2017* : Moussa Sissoko devient ambassadeur d'Europacity

## **2018**

*9 février 2018* : Europacity dévoile les 8 lauréats du concours d'architecture

*16 février 2018* : Europacity Cup à Roissy

*4 avril 2018* : Présentation des architectes au 104 à Paris

*5 juin 2018* : Immochan devient Ceetrus

*20 juin 2018* : Europacity candidate pour l'accueil des réserves du centre Pompidou

*25-28 juin 2018* : Coupe du Monde de football en Russie, les vainqueurs de l'Europacity Cup, de Sarcelles, sont présents

*9 juillet 2018* : Ceetrus gagne l'appel d'offres sur la Gare du Nord

*29 août 2018* : L'Etat et Grand Paris Aménagement demandent une nouvelle mouture du projet

## **2019**

*Janvier 2019* : Europacity publie une étude Odoxa selon laquelle 81% des habitants seraient favorables au projet

*15 mai 2019* : Création d'Europacity Compétences

*Mai-juin 2019* : Job Tour Europacity

*4 octobre 2019* : Europacity présente nouvelle mouture avec mesures écologiques



5 octobre 2019 : Abandon de la piste de ski

29 octobre 2019 : Europacity financera 25 permis de conduire dans le Val d'Oise avec l'association Agir Ensemble

7 novembre 2019 : Elizabeth Borne annonce l'abandon du projet après le troisième Conseil de Défense Ecologique

Réalisation : Louise Bollache, 2020

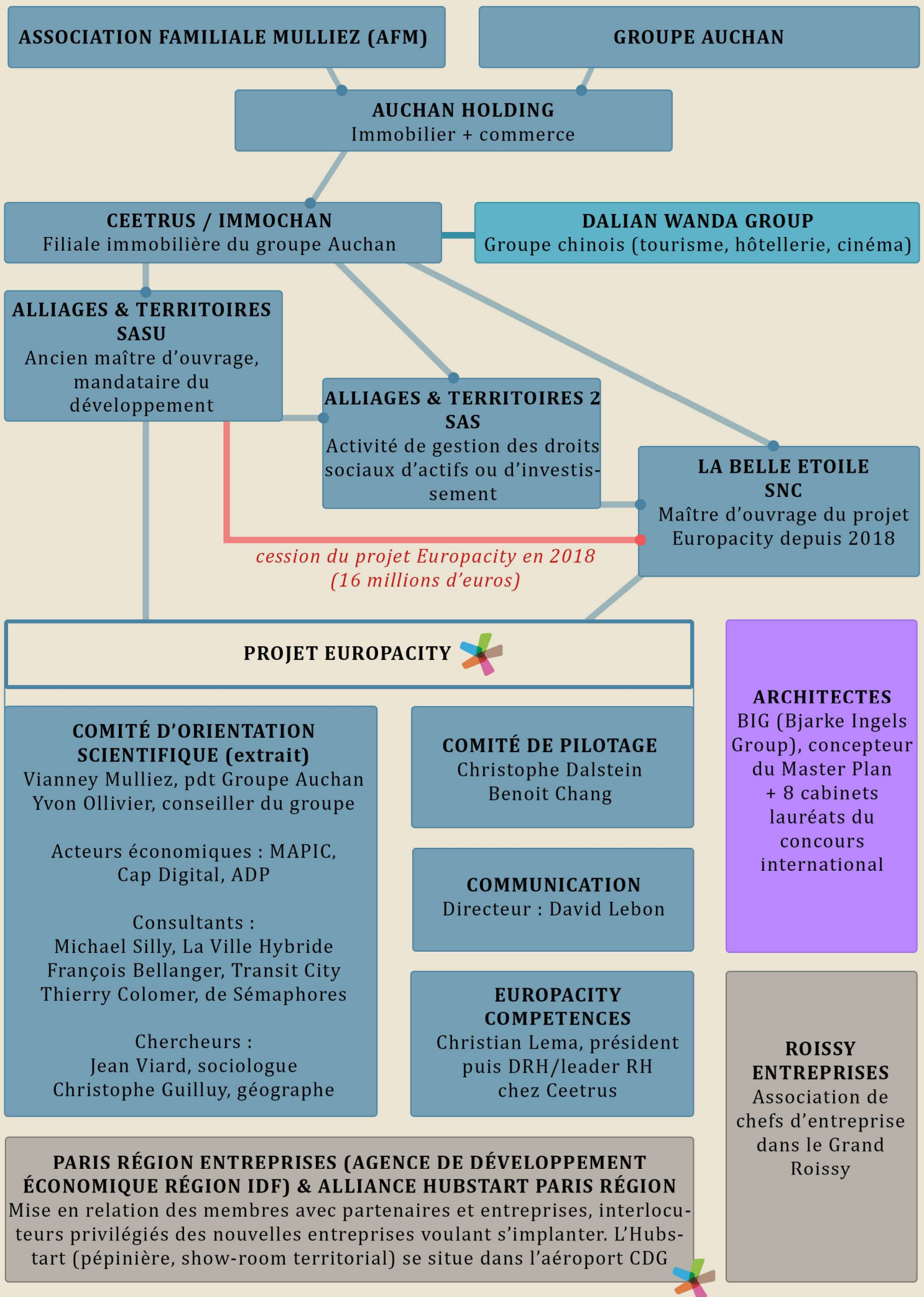
## Annexe 25 : Schéma d'acteurs du projet Europacity

Ces schémas d'acteurs ont deux objectifs principaux. Le premier est d'établir un cliché des acteurs, des forces en présence autour de la mobilisation contre l'urbanisation du triangle de Gonesse par le projet Europacity. Il ne s'agit donc pas nécessairement de faire figurer les seuls décisionnaires mais de reconstituer les deux camps dans leur globalité, portant chacun une certaine vision du monde. Il s'agit principalement d'un cliché correspondant à 2018-2019. Cependant, comme il s'agit d'une configuration mouvante sur une dizaine d'années en tout, certaines prises de position sont antérieures. C'est l'exemple de la catégorie des intellectuels : on peut, pour témoigner de son soutien, avoir signé la tribune de 2017 ou la pétition de 2018, par exemple. De même, du côté des membres du gouvernement, j'ai pris la liberté de rajouter les acteurs sur la décennie (comme Nicolas Sarkozy, par exemple) dans la mesure où ils sont peu et où ils ont tous individuellement beaucoup infléchi les décisions en raison de leur position. Enfin, il ne s'agit pas d'estimer la vocation écologiste sincère des différentes entités ou personnes, mais bien d'observer le positionnement de ces dernières dans la sphère publique autour d'un conflit d'aménagement multiscale.

Le second est de constituer un repère visuel synthétique pour le lecteur, qui lira par la suite des analyses d'argumentaires de nombreux acteurs différents et qui pourra s'y référer à l'envi pour replacer l'origine du discours dans l'ensemble des soutiens ou des oppositions à Europacity.

L'ensemble des acteurs, bien plus détaillé, est abordé par la suite. On y trouve des informations complémentaires sur certains acteurs clés. Cette recherche dans son ensemble permet de mettre en valeur les liens entre structures privées et structures publiques dans l'aménagement du territoire, via la circulation de certains acteurs.

# SOUTIEN AU PROJET EUROPACITY



# SOUTIEN AU PROJET EUROPACITY

## MEMBRES ET ANCIENS MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Emmanuel Macron, secrétaire adjoint de l'Élysée puis Président de la République, Edouard Philippe, le Premier Ministre. François Hollande, Président de la République (2012-2017) et les gouvernements Ayrault, Valls et Cazeneuve, notamment Laurent Fabius. Nicolas Sarkozy, Président de la République (2007-2012) et notamment Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée

## SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS

Chargée de concevoir et réaliser le Grand Paris Express, dont la ligne 17 dessert le Triangle de Gonesse, condition de son urbanisation

## GRAND PARIS AMÉNAGEMENT

Aménageur public de la Métropole du Grand Paris  
Directeur général : Thierry Lajoie

## DEPUTÉ.E.S

Zivka Park, députée LREM du Val d'Oise

## SÉNATEURS

Arnaud Bazin, sénateur Les Républicains (95)  
Rachid Temal, sénateur PS (95)

## POLITIQUE LOCALE

Philippe Debruyne, animateur du comité LREM Gonesse  
Ali Soumaré, conseiller régional depuis 2017 et porte-parole des familles lors des émeutes de Villiers-le-Bel en 2007

## CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE IdF

## CONSEIL RÉGIONAL IdF

La présidente depuis 2015, Valérie Pécresse  
Jean-Paul Huchon, son prédécesseur

## ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE

Geoffroy Didier, président du conseil d'administration, succède à Valérie Pécresse en janvier 2017

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

Marie-Christine Cavecchi, présidente, Philippe Sueur, vice-président

## COMMUNE DE GONESSE

Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse, et son conseil municipal à l'exception du Front National et des Verts

## COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION ROISSY VAL-DE-FRANCE

Patrick Renaud, président LR  
Michel Aumas, vice-président LR et ancien maire d'Arnouville

## COLLECTIF DES VRAIS GENS

Collectif créé en novembre 2017 dans le but de soutenir le projet sur le territoire en invoquant la création d'emplois et le changement d'image du territoire. Il réunit des jeunes, des responsables associatifs, des élus.

## ENTREPRENEURS, JEUNES CADRES DU TERRITOIRE








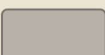
## PRESSE / PERSONNALITÉS

Moussa Sissoko, footballeur international français originaire du Blanc Mesnil, ambassadeur d'Europacity sur le territoire (emploi, insertion et formation)  
Linéaires, Le Figaro, Atlantico, Les Echos, La Tribune, et son directeur Jean-Pierre Gonguet, LSA




## ***Légende***

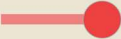
### Couleur des cadres

-  : membres ou anciens membres du gouvernement
-  : élus ou représentants politiques à l'échelle nationale (députés, sénateurs, partis)
-  : élus locaux, collectivités territoriales
-  : collectifs de soutien à Europacity issus de la société civile
-  : personnalités des couches intellectuelles et culturelles
-  : acteurs privés porteurs du projet Europacity
-  : architectes et urbanistes impliqués dans la conception du projet
-  : autres acteurs économiques


### Symboles

-  Filiale


---

-  Cession ou transfert financier majeur

---

-  Association de groupes

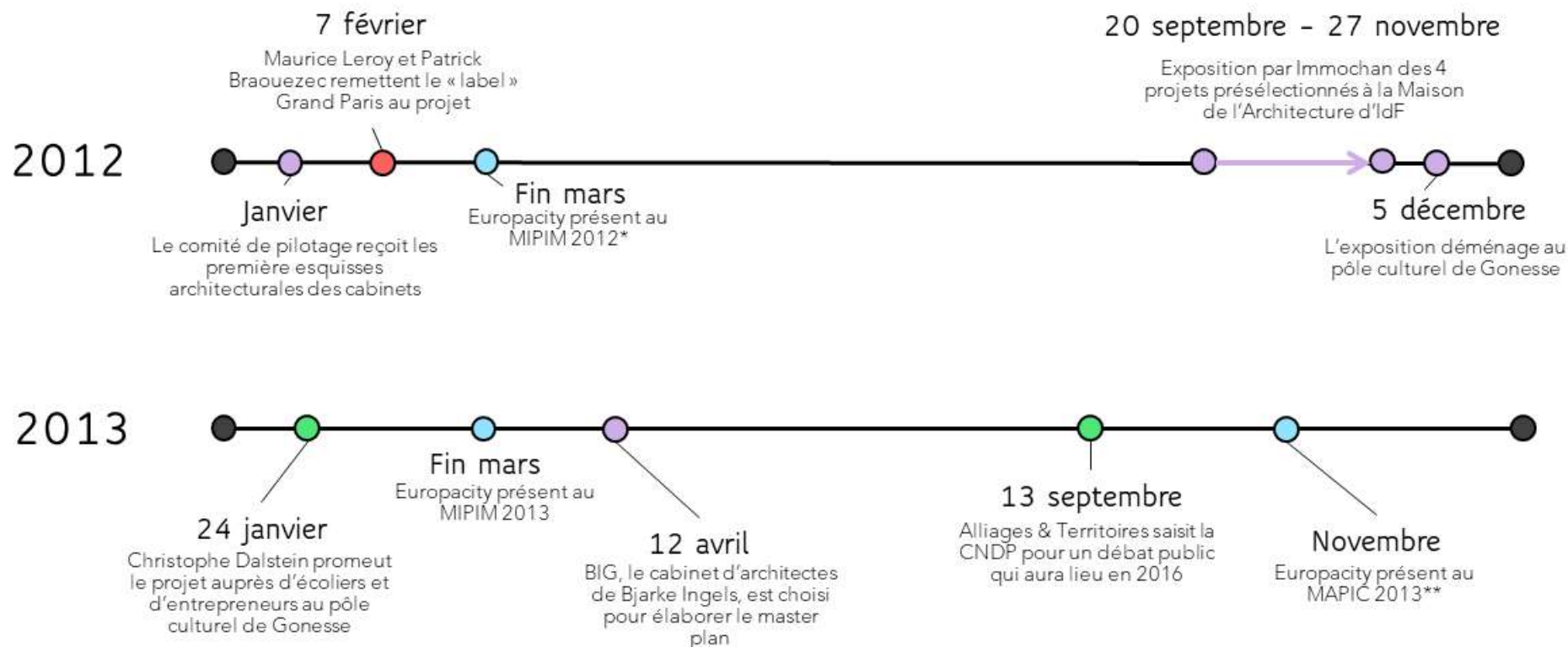
---

-  Financement en partie assuré par une filiale de Ceetrus SA

### Acronymes utilisés

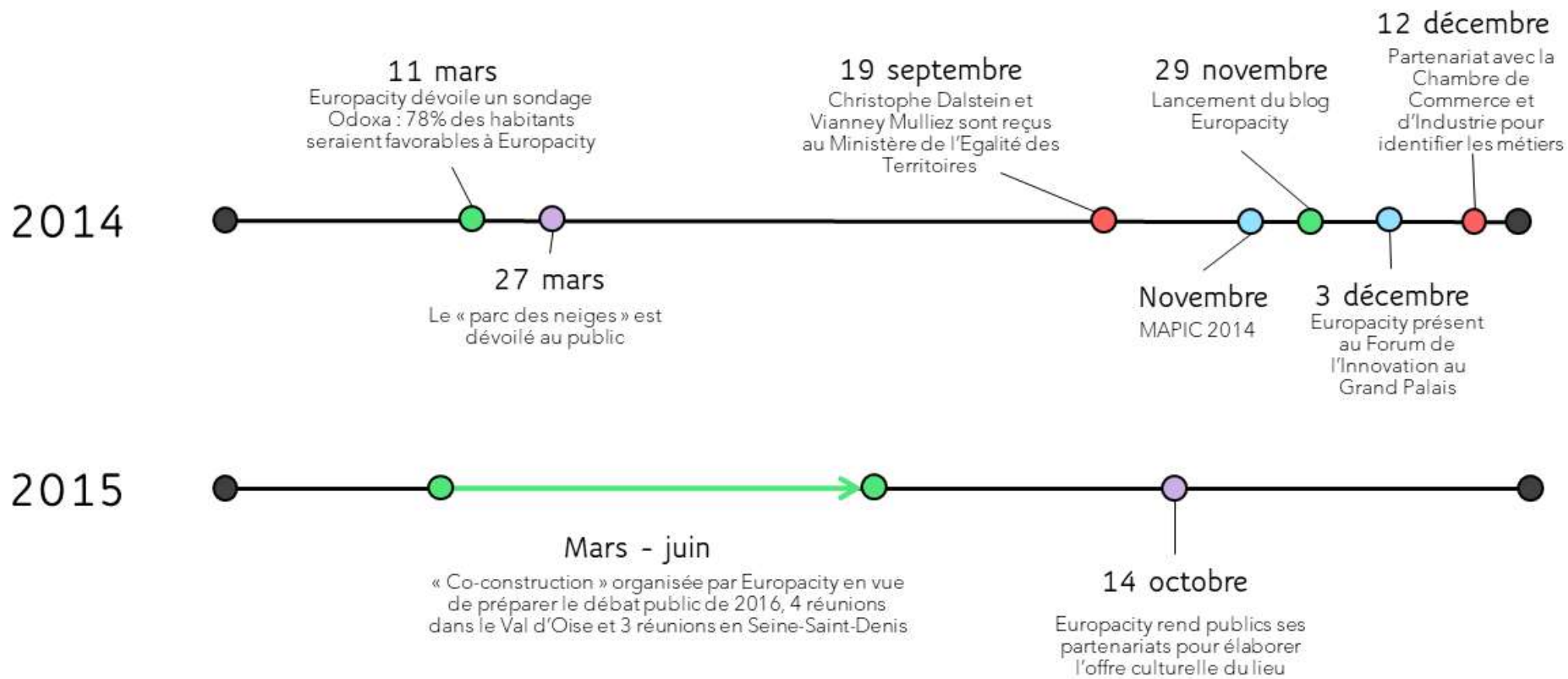
LREM : La République En Marche  
PS : Parti Socialiste  
IDF : Ile-de-France  
93 : Seine-Saint-Denis  
95 : Val d'Oise  
LR : Les Républicains  
LSA : Libre Service Actualités  
SASU : Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle  
SAS : Société par Actions Simplifiée  
SNC : Société en Nom Collectif  
CDG : Charles De Gaulle

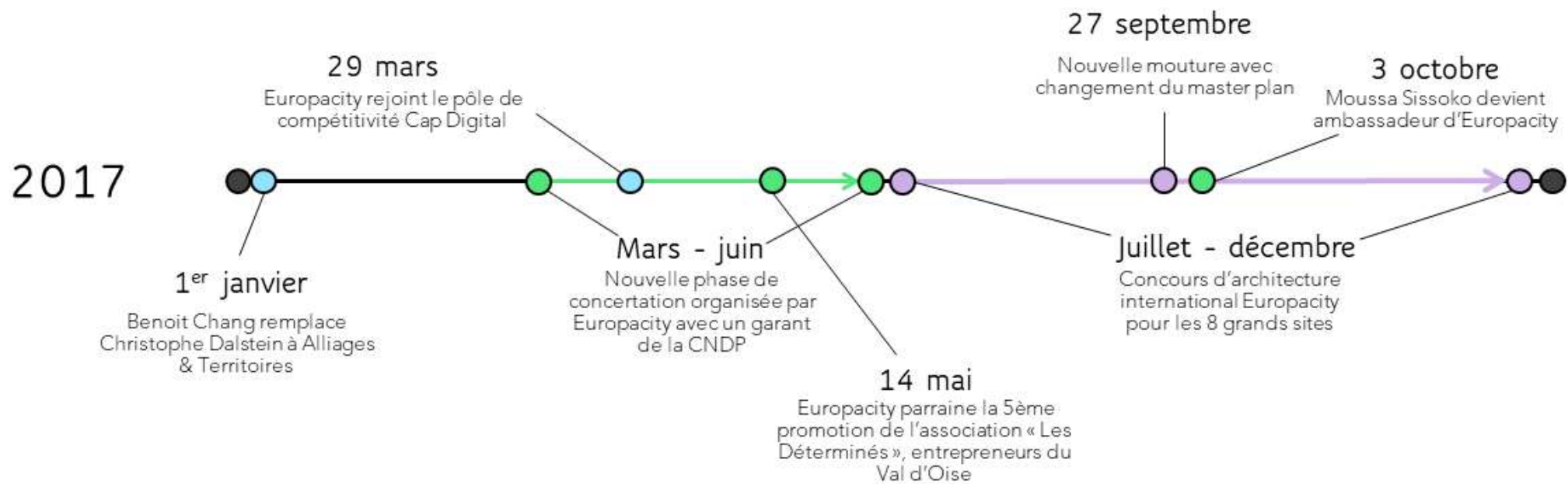
## CHRONOLOGIE D'EUROPACITY (2012-2019) : QUELQUES REPÈRES

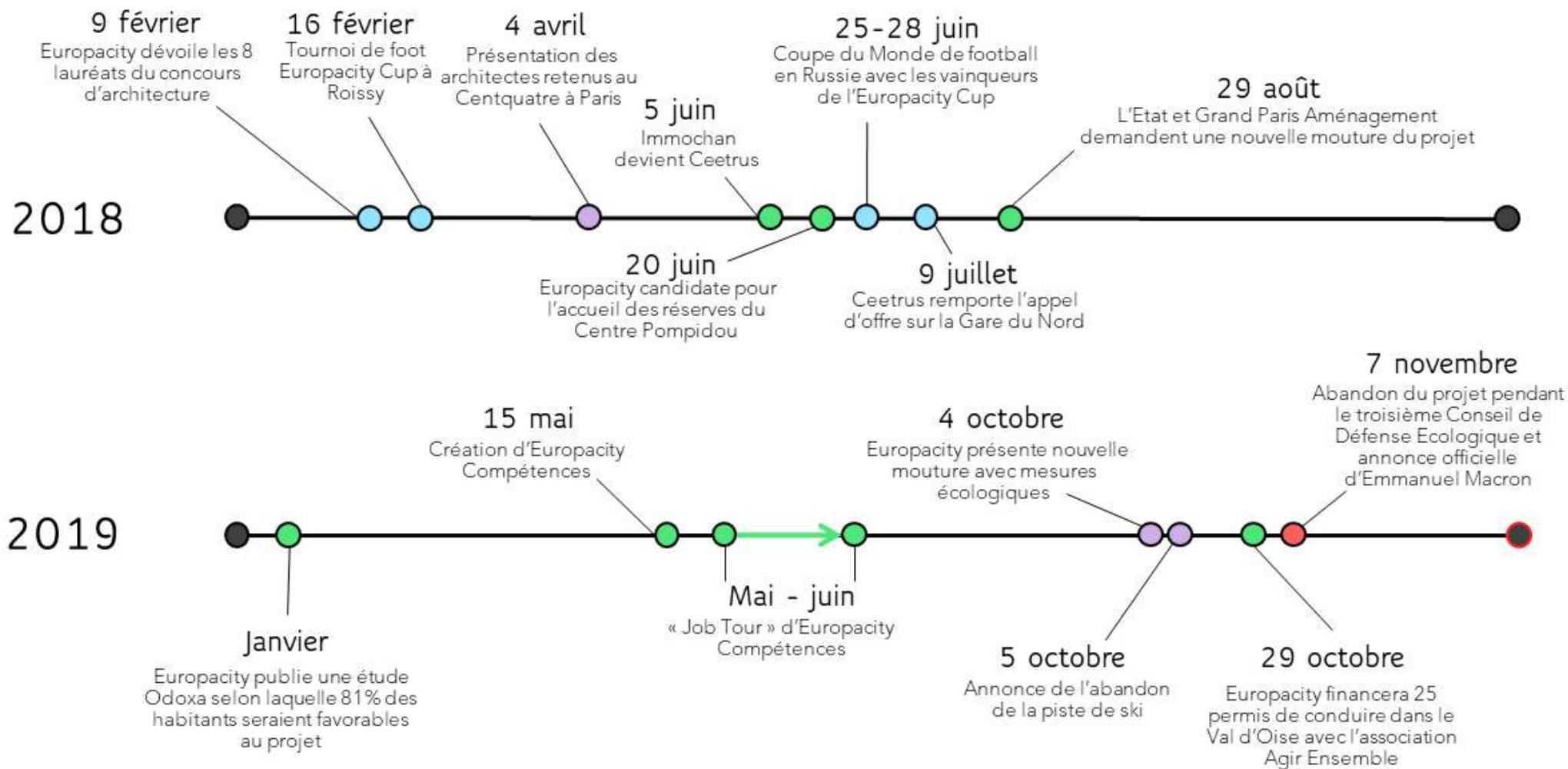


\*Le MIPIM est le Marché International des Professionnels de l'Immobilier : plus grand salon pour les professionnels de l'immobilier

\*\*Le MAPIC est l'équivalent du MIPIM pour l'immobilier commercial













## LÉGENDE

-  Procédures publiques et opérations de promotion auprès des populations locales
-  Eléments de contenu du projet et avancée architecturale
-  Politique interne chez Alliages & Territoires, autres projets hors Europacity, promotions dans le monde immobilier, etc.
-  Arrêt définitif du projet

## ENCADRÉS, IMAGES ET TABLEAUX

Encadré 1 : Fiche technique de la lutte menée par le CPTG

Encadré 2 : Fiche technique de la lutte menée par les Amis de la forêt de la Corniche des Forts

Encadré 3 : Fiche technique de la lutte menée par Notre parc n'est pas à vendre

Encadré 4 : Auto-analyse entre classe et écologie

Encadré 5 : Nuances de la répartition par cercles

Encadré 6 : Expliquer l'absence de deux CSP à la lumière de l'ethnographie

Encadré 7 : Bernard

Encadré 8 : Ordre du jour type d'une réunion de Convergence en amont d'un évènement

Encadré 9 : Kery

Encadré 10 : Cooper

Encadré 11 : Les déçus précoces de la croissance verte

Encadré 12 : Réminiscences et reconstructions

Encadré 13 : Anonymat et présentation de soi dans chaque cercle

Encadré 14 : Michèle

Encadré 15 : Quand la préservation du patrimoine ouvrier stimule la gentrification, l'exemple de l'AMULOP

Encadré 16 : Méthodologie de l'étude de presse

Encadré 17 : Portraits de quelques Irréductibles

Encadré 18 : Halla & Oleg, des héritages pesants

Encadré 19 : Portrait des Négociateurs de la Forêt

Encadré 20 : Méthodologie de l'analyse textuelle de discours du « Collectif des vrais gens »

Encadré 21 : Nesrine Hajeje

Encadré 22 : Gaoussou Diakité

Encadré 23 : La Commanderie, cité emblématique des mutations des grands ensembles

Encadré 24 : Méthodologie sur l'analyse des consultants

Encadré 25 : Le projet de la Gare du Nord et la multiplication des surfaces commerciales

Figure 1 : Tracts pour les Fêtes des Terres 2018 et 2019 du CPTG

Figure 2 : Tracts du collectif des Amis en octobre 2018 et janvier 2019

Figure 3 : Tracts de NPPAV, mai 2015 et septembre 2020

Figure 4 : Les grands axes du Parisis longeant les barnums du CPTG installés pour la fête des Terres, 19 mai 2019

Figure 5 : Les installations de la fête des Terres depuis une colline, au fond, la ligne d'horizon de Gonesse et Arnouville

Figure 6 : Vue du Triangle sur l'horizon de la petite couronne et de Paris, 30 juin 2019

Figure 7 : Emplacement à louer et panneau d'un hôtel aux alentours du Triangle, 4 juillet 2019

Figure 8 : La palissade enserrant la forêt de la Corniche, qui longe le parc de la Sapinière, 21 avril 2019

Figure 9 : La palissade donnant sur les jardins ouvriers et la cité Langevin, 21 avril 2019

Figure 10 : Des moutons dans le parc Georges Valbon, 28 avril 2019

Figure 11 : Des militants devant le « Grand lac » du parc Georges Valbon, 28 avril 2019

Figure 12 : Deux lapins de Garenne lors du repérage dans les maïs, le 4 juillet 2019

Figure 13 : Depuis les champs du Triangle de Gonesse, l'aperçu de la tour hertzienne TDF de Romainville à l'horizon, 4 juillet 2019

Tableau 1 : Catégorie socioprofessionnelle d'ensemble des enquêtés du CPTG

Tableau 2 : Catégorie socioprofessionnelle détaillée des enquêtés du CPTG

Tableau 3 : Secteur d'activité détaillé des enquêtés du CPTG

Tableau 4 : Secteur d'activité des enquêtés du CPTG

Tableau 5 : Militants du CPTG avec leur position professionnelle et celle des parents

Tableau 6 : Situation professionnelle des militants du CPTG

Tableau 7 : Récapitulatif des caractéristiques de chaque sphère

Tableau 8 : Nombre d'articles mentionnant les mobilisations de Gonesse, Romainville et la Courneuve entre 2012 et 2021

Tableau 9 : Principaux soutiens dans la presse aux luttes pour la préservation du parc Georges Valbon et de la forêt de la Corniche des Forts

Tableau 10 : Soutiens de la lutte pour la préservation de la forêt de la Corniche des Forts

Tableau 11 : Principaux soutiens dans la presse à la lutte pour la préservation du Triangle de Gonesse

Tableau 12 : Soutiens de la lutte contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse

Tableau 13 : Champ lexical des "vrais gens", de leurs émotions et de leurs revendications

Tableau 14 : Champ lexical associé aux militants du CPTG ou aux écologistes

Tableau 15 : Récapitulatif des profils étudiés dans la partie

Tableau 16 : Aperçu de la multipositionnalité du directeur de l'ESCP

Carte 1 : Niveau de vie médian par commune en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017

Carte 2 : Taux de pauvreté par commune en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017

Carte 3 : Taux de pauvreté dans les QPV de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise en 2017

Carte 4 : Part des classes populaires dans la population générale en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017

Carte 5 : Profil socio-professionnel par commune en Seine-Saint-Denis et dans le Val d'Oise en 2017